

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXVII

1927-1928

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1537. — Allemagne et Pologne :	
Accord concernant l'utilisation par la Pologne de trois bâtiments situés à Korzeniowo (Kurzebrack) et l'accès à ces bâtiments, avec protocole final. Signés à Posen, le 23 juin 1923	9
N° 1538. — Hongrie et Tchécoslovaquie :	
Arrangement concernant la remise des actes administratifs. Signé à Budapest, le 3 juin 1927.	31
N° 1539. — Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Empire britannique, etc. :	
Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure. Protocole de signature. Signés à Paris, le 27 novembre 1925	63
N° 1540. — Belgique et Suède :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Bruxelles, le 30 avril 1926	91
N° 1541. — Danemark et Tchécoslovaquie :	
Traité d'arbitrage. Signé à Prague, le 30 novembre 1926	104
N° 1542. — Belgique et Danemark :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, avec protocole de signature. Signé à Bruxelles, le 3 mars 1927	117
N° 1543. — Etats-Unis d'Amérique et Espagne :	
Convention concernant la répression de la contrebande des boissons alcooliques. Signée à Washington, le 10 février 1926	131
N° 1544. — Suisse et Turquie :	
Convention de commerce, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 4 mai 1927 ...	141

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXVII

1927-1928

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 1537. — Germany and Poland :	
Agreement regarding the Utilisation by Poland of three Buildings at Korzeniowo (Kurzebrack) and Access to those Buildings, with Final Protocol. Signed at Posen, June 23, 1923	9
No. 1538. — Hungary and Czechoslovakia :	
Agreement regarding the reciprocal Exchange of Administrative Documents. Signed at Budapest, June 3, 1927... ..	31
No. 1539. — Germany, Austria, Belgium, Bulgaria, British Empire, etc. :	
Convention regarding the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation. Protocol of Signature. Signed at Paris, November 27, 1925	63
No. 1540. — Belgium and Sweden :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Brussels, April 30, 1926	91
No. 1541. — Denmark and Czechoslovakia :	
Arbitration Treaty. Signed at Prague, November 30, 1926	104
No. 1542. — Belgium and Denmark :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, with Protocol of Signature. Signed at Brussels, March 3, 1927	117
No. 1543. — United States of America and Spain :	
Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors. Signed at Washington, February 10, 1926	131
No. 1544. — Switzerland and Turkey :	
Commercial Convention, with Protocol of Signature. Signed at Angora, May 4, 1927 ...	141

	Pages
N° 1545. — Albanie et Royaume-Uni :	
Traité d'extradition. Signé à Tirana, le 22 juillet 1926	165
N° 1546. — Royaume-Uni et Hongrie :	
Traité de commerce et de navigation. Signé à Londres, le 23 juillet 1926	183
N° 1547. — Allemagne et Grande-Bretagne :	
Echange de notes convenant d'interdire l'usage de certaines longueurs d'ondes aux stations de T. S. F. installées sur les navires britanniques enregistrés en Grande-Bretagne et Irlande du Nord, au Canada et à Terre-Neuve, et sur les navires allemands, respectivement, Berlin, le 19 octobre 1926	203
N° 1548. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord concernant le service téléphonique. Signé à Londres, le 4 avril, et à Bruxelles, le 9 avril 1927	209
N° 1549. — Grande-Bretagne et Grèce :	
Accord en vue du règlement de la dette de guerre de la Grèce envers la Grande-Bretagne, signé à Londres, le 9 avril 1927, et échange de notes y relatif, de la même date.	217
N° 1550. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Arrangement concernant le service téléphonique anglo-français, signé à Londres, le 6 mai, et à Paris, le 23 mai 1927, et échange de notes concernant l'abrogation de l'Arrangement du 5 février 1912 ; Paris, 2 juin et 23 juillet 1927	227
N° 1551. — Royaume-Uni et Bulgarie :	
Accord concernant la dissolution provisoire du Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare, signé à Londres, le 17 juin 1927, et note y annexée de la même date	239
N° 1552. — Royaume-Uni et Lettonie :	
Accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, signé à Londres, le 24 juin 1927, et échanges de notes y relatifs, Londres, les 4 août/12 septembre 1927, et 31 décembre 1927 et 23 janvier 1928	245
N° 1553. — France et Hongrie :	
Avenant à la Convention commerciale du 13 octobre 1925, avec protocole de signature, signés à Paris, le 18 décembre 1926, et échange de notes y relatif, de la même date .	255
N° 1554. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Accord sur la navigation aérienne, avec protocole de clôture et procès-verbaux, signés à Prague, le 15 avril 1926, et échange de notes y relatif, Prague, 2 avril 1927	305
N° 1555. — Danemark et Lithuanie :	
Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Kaunas, le 11 décembre 1926	333

	Pages
No. 1545. — Albania and United Kingdom :	
Extradition Treaty. Signed at Tirana, July 22, 1926	165
No. 1546. — United Kingdom and Hungary :	
Treaty of Commerce and Navigation. Signed at London, July 23, 1926	183
No. 1547. — Germany and Great Britain :	
Exchange of Notes agreeing to the Prohibition of the Use of certain Wave Lengths by Wireless Stations on British Ships registered in Great Britain and Northern Ireland, Canada and Newfoundland and German Ships, respectively. Berlin, October 19, 1926 ...	203
No. 1548. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement respecting Telephone Service. Signed at London, April 4, and at Brussels. April 9, 1927	209
No. 1549. — Great Britain and Greece :	
Agreement for the Settlement of the War Debt of Greece to Great Britain, signed at London, April 9, 1927, with Exchange of Notes relating thereto of the same Date.	217
No. 1550. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement respecting the Anglo-French Telephone Service, signed at London, May 6, and at Paris, May 23, 1927, and Exchange of Notes concerning the Termination of the Agreement of February 5, 1912; Paris, June 2, and July 23, 1927	227
No. 1551. — United Kingdom and Bulgaria :	
Agreement relating to the Provisional Dissolution of the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal. Signed at London, June 17, 1927, and Note annexed thereto of the same Date	239
No. 1552. — United Kingdom and Latvia :	
Agreement relating to Tonnage Measurement Certificates, signed at London, June 24, 1927, and Exchanges of Notes relating thereto, London, August 4/September 12, 1927, and December 31, 1927, and January, 23, 1928	245
No. 1553. — France and Hungary :	
Supplementary Agreement to the Commercial Convention of October 13, 1925, with Pro- tocol of Signature, signed at Paris, December 18, 1926, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	255
No. 1554. — Poland and Czechoslovakia :	
Agreement on Aerial Navigation, with Final Protocol and Procès-Verbaux, signed at Prague, April 15, 1926, and Exchange of Notes relating thereto, Prague, April 2, 1927	305
No. 1555. — Denmark and Lithuania :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Kaunas, December 11, 1926	333

	Pages
N° 1556. — Chine et Finlande :	
Traité d'amitié et déclaration y relative. Signés à Helsingfors, le 29 octobre 1926	345
N° 1557. — Finlande et Norvège :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la franchise des droits d'entrée pour les effets de chancellerie destinés à l'usage des consulats. Helsingfors, les 23 août et 30 septembre 1927	359
N° 1558. — Espagne et Italie :	
Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire. Signé à Madrid, le 7 août 1926 .	365
N° 1559. — Italie et Yemen :	
Traité d'amitié et relations économiques. Signé à Sanaa, le 2 septembre 1926	383
N° 1560. — Italie et Roumanie :	
Pacte d'amitié et de collaboration cordiale, avec protocole. Signés à Rome, le 16 septembre 1926	393
N° 1561. — Hongrie et Italie :	
Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole y annexé. Signés à Rome, le 5 avril 1927	399
N° 1562. — Danemark et Islande :	
Arrangement concernant la réciprocité de traitement des travailleurs en matière d'assurance contre les accidents et d'assurance-invalidité. Signé à Copenhague, le 13 octobre 1927.	411
N° 1563. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices résultant de l'exploitation des navires appartenant à l'un ou l'autre des deux pays. Washington, les 26 novembre 1924, 23 janvier et 24 mars 1925	417
N° 1564. — Allemagne et Italie :	
Accords au sujet de questions se rattachant aux articles 296 et 297 du Traité de Versailles, signé à Rome, le 1er septembre 1927, avec six instruments y relatifs en annexes	425

	Pages
No. 1556. — China and Finland :	
Treaty of Friendship and Declaration relating thereto. Signed at Helsingfors, October 29, 1926	345
No. 1557. — Finland and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Exemption of Office Fittings for the Use of Consulates from Import Duty. Helsingfors, August 23 and September 30, 1927	359
No. 1558. — Spain and Italy :	
Treaty of Friendship, Conciliation and Judicial Settlement. Signed at Madrid, August 7, 1926	365
No. 1559. — Italy and Yemen :	
Treaty of Friendship and Economic Relations. Signed at Sanaa, September 2, 1926	383
No. 1560. — Italy and Roumania :	
Pact of Friendship and Cordial Collaboration, with Protocol. Signed at Rome, September 16, 1926	393
No. 1561. — Hungary and Italy :	
Treaty of Friendship, Conciliation and Arbitration, with Protocol annexed thereto. Signed at Rome, April 5, 1927	399
No. 1562. — Denmark and Iceland :	
Agreement concerning Reciprocity of Treatment for Workmen as regards Accidents and Invalidity Insurance. Signed at Copenhagen, October 13, 1927	411
No. 1563. — United States of America and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Exemption from Income Taxes in certain Cases of Profits accruing from the Operation of Ships under the Respective Flags of the two Countries. Washington, November 26, 1924, January 23 and March 24, 1925	417
No. 1564. — Germany and Italy :	
Agreements regarding Questions connected with Articles 296 and 297 of the Treaty of Versailles, signed at Rome, September 1, 1927, with Six Instruments relating thereto as Annexes	425

N° 1537.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant l'utilisation par la Pologne de trois bâtiments situés à Korzeniowo (Kurzebrack) et l'accès à ces bâtiments, avec protocole final. Signés à Posen, le 23 juin 1923.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding the Utilisation by Poland of three Buildings at Korzeniowo (Kurzebrack) and Access to those Buildings, with Final Protocol. Signed at Posen, June 23, 1923.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1537. — UKŁAD¹ POLSKO-NIEMIECKI DOTYCZĄCY UŻYWALNOŚCI PRZEZ POLSKĘ TRZECH BUDYNKÓW W KORZENIOWIE (KURZEBRACK) ORAZ DOSTĘPU DO TYCHŻE, PODPISANY W POZNANIU DNIA 23 CZERWCA 1923 R.

*Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 septembre 1927.*

Komisja dla wytknięcia granicy polsko-niemieckiej na posiedzeniu swem z dnia 13 marca 1922 r. zdecydowała, żeby propozycję zrobioną w dniu 15 września 1921 r. przez członków: włoskiego i japońskiego tejże Komisji zamienić na uchwałę. Wedle tej uchwały Polska ma, w celu wykorzystania portu w Korzeniowie (Kurzebrack), mieć zapewnione prawo własności bez praw suwerenności do trzech budynków, należących do urządzeń portowych, a położonych na terytorjum niemieckiem.

Polska i Niemcy uzgodniły zobopólnie, aby dla przeprowadzenia tej uchwały został zawarty układ i w tym celu mianowały jako swych przedstawicieli:

POLSKA :

Komisarza Likwidacyjnego : Macieja KOCZOROWSKIEGO,

NIEMCY :

Posła Dr. ECKARDTA.

Pełnomocnicy po zobopólnem przedłożeniu swych pełnomocnictw, które uznali za dobre i odpowiadające formie, uzgodnili następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Obwód obszaru, który ma przypaść na własność Polsce we wsi Korzeniowo (Kurzebrack) Kwidzyń (Marienwerder) mocą uchwały z dnia 13 marca 1922 r. jest oznaczony na załączonej mapie, sporządzonej przez Komisje Graniczną, na mocy pomiarów obopólnych techników. Na mapie tej obwód ten jest oznaczony liczbami 1, 2 i 3. Obszar ten składa się :

1. z tak zwanego « Kommissionshaus »,
 2. z szopy składnicowej,
 3. z tak zwanego « Strommeistergehöft »,
- włącznie z dobudówką oraz pasa ziemi, okalającego budynki.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 5 juillet 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1537. — POLNISCH-DEUTSCHES ABKOMMEN ¹ ÜBER DIE BENUTZUNG VON BAULICHKEITEN IN KURZEBRACK DURCH POLEN UND ÜBER DEN ZUGANG ZU DIESEN BAULICHKEITEN, GEZEICHNET IN POSEN, AM 23. JUNI, 1923.

*German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place September 27, 1927.*

Nachdem die Kommission zur Festsetzung der polnisch-deutschen Grenzen in ihrer Sitzung vom 13. März 1922 den unterm 15. September 1921 gemachten Vorschlag des italienischen und des japanischen Mitgliedes der Kommission zum Beschluss erhoben hat, wonach zum Zwecke der Ausnutzung des Hafens von Kurzebrack das Eigentum an drei zu den Hafenanlagen gehörigen Baulichkeiten auf dem deutsch verbliebenen Gebiete ohne Übergang der Staatshoheit Polen zuerkannt und der Zugang dazu für Polen sichergestellt werden sollte, sind POLEN und DEUTSCHLAND übereingekommen, zur Durchführung dieses Beschlusses ein Abkommen zu schliessen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

POLEN :

den Liquidationskommissar Mathias VON KOCZOROWSKI ;

DEUTSCHLAND :

den Gesandten Dr. Paul ECKARDT.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt :

Artikel 1.

Der Umfang des Gebiets, das auf Grund des Beschlusses der Kommission zur Festsetzung der polnisch-deutschen Grenzen vom 13. März 1922 im Dorfe Kurzebrack (Korzeniowo) im Kreise Marienwerder (Kwidzyn) Polen als Eigentum zufallen soll, bestimmt sich nach der anliegenden, von der Grenzfestsetzungskommission auf Grund der Vermessungsarbeiten der beiderseitigen Techniker aufgestellten Karte, in der dieses Gebiet mit 1, 2 und 3 bezeichnet ist. Das Gebiet setzt sich danach zusammen aus :

1. dem sogenannten Kommissionshaus ;
2. dem Lagerschuppen ;
3. dem sogenannten Strommeistergehöft ;

nebst Nebenbaulichkeiten und den die Gebäude umgebenden Geländestreifen.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 5, 1927.

Artykuł 2.

Niemiecki Fiskus postara się o to, żeby Polski Fiskus został, o ile to się jeszcze nie stało, zapisany do księgi gruntowej niemieckiej, jako właściciel oznaczonego w artykule 1 obszaru i to bez jakichkolwiek ciężarów lub zobowiązań, oraz, żeby obszar ten został wydany polskim władzom do użytku, stosownie do postanowień zawartych w artykule 3. Dalsza sprzedaż nie Polakom może być uskuteczniiona jedynie w porozumieniu z Niemieckim Rządem.

Artykuł 3.

1. Polskiemu Rządowi wolno obszar wymieniony w artykule 1 używać w celu wykorzystywania portu w Korzeniowie (Kurzebrack). Mianowicie wolno Rządowi Polskiemu wykonywać na terytorjum przyznanem Polsce przebudowy lub nowe budowy podług własnych planów. Przy badaniu policyjno-budowlanem winny być uwzględniane, w pełnym zakresie potrzeby Polski, zagwarantowane przez Wydział Komisji Granicznej.

Rząd Polski wyda rozporządzenie, obowiązujące polskich urzędników i funkcjonariuszów, mieszkających lub bawiących w domostwach wymienionych w artykule 1, żeby stosowali się do praw niemieckich. O ileby urzędnik lub funkcjonariusz polski nie zastosował się do praw niemieckich, Rząd Polski postara się o załatwienie (Abhilfe) sprawy; o ileby przekraczanie przeciwko prawu miało się powtarzać, spowoduje się na wniosek Rządu Niemieckiego jego odwołanie.

2. Polska zobowiązuje się :

a) stosownie do uchwały Komisji Granicznej nie używać budynku dozorczy nurtu (Strommeistergehöft) na umieszczenie osób lub zwierząt zakaźnie chorych i zobowiązuje się do rozciągnięcia tegoż postanowienia na pozostałe budynki,

b) do nieużywania budynku, oraz przynależnego terenu na magazynowanie broni, amunicji lub środków wybuchowych. Wyjątek stanowi broń przeznaczona dla użytku polskich urzędników (Artykuł 8).

Artykuł 4.

Strona niemiecka zezwala mieszkańcom domu komisyjnego na współużywalność części pasa terenu, położonego przy własności polskiej na płaskowzgórzu, na którym jest wybudowany ów dom.

Artykuł 5.

1. Rząd Niemiecki zezwala mieszkańcom budynków wymienionych w art. 1, oraz tym osobom, które mają cośkolwiek do czynienia w tych budynkach, na przekraczanie polsko-niemieckiej granicy, na drodze prowadzącej przez przejście wałowe, oraz na drodze zjazdowej na wał, położony na północ od budynku dozorczy nurtu (Strommeistergehöft).

2. Dalej Rząd Niemiecki zezwoli osobom wymienionym w artykule 1 na pełną wolność poruszania się na terenie opisanym w ustępie 3 oraz na wewnątrz domostw, włącznie pasków terenu, wymienionych w artykule 1, oraz na wymienionych w artykule 4 dalszych paskach terenu. To samo odnosi się do gruntu, który mógłby być wydzierzawiony w maksymalnym areale jednej morgi przez Rząd Polski mieszkańcom 3-ch domostw dla celów ogrodniczych lub rolniczych.

3. Wymieniony w ustępie 2 teren obejmuje :

Koronę wału, począwszy od punktu na zachód domu komisyjnego, przy którym polsko-niemiecka granica skręca na zachód aż do punktu, przy którym droga zjazdowa

Artikel 2.

Die Deutsche Regierung wird dafür sorgen, dass der polnische Fiskus als Eigentümer des im Artikel 1 bezeichneten Gebiets ohne jede Belastung oder Verpflichtung in das deutsche Grundbuch eingetragen und dass das Gebiet, soweit dies nicht bereits geschehen ist, den polnischen Behörden zur Benutzung nach Massgabe der im Artikel 3 enthaltenen Bestimmungen übergeben wird. Eine Weiterveräusserung an nicht Polen darf nur im Einverständnis mit der Deutschen Regierung erfolgen.

Artikel 3.

1. Die Polnische Regierung ist berechtigt, das im Artikel 1 bezeichnete Gebiet in jeder mit den deutschen Gesetzen in Einklang stehenden Weise zum Zwecke der Ausnutzung des Hafens von Kurzebrak (Korzeniowo) zu benutzen. Namentlich ist die Polnische Regierung befugt, auf dem Polen zugesprochenen Gebiet Um- oder Neubauten nach eigenen Plänen auszuführen. Bei der baupolizeilichen Prüfung ist dem durch die Grenzfestsetzungskommission gewährleisteten Bedürfnis Polens in vollem Umfang Rechnung zu tragen. Die Polnische Regierung wird den polnischen Beamten und Angestellten, die in den im Artikel 1 aufgeführten Baulichkeiten wohnen oder dienstlich tätig sind, zur Pflicht machen, die deutschen Gesetze zu befolgen. Sollte sich ein polnischer Beamter oder Angestellter den deutschen Gesetzen nicht fügen, so wird die Polnische Regierung für Abhilfe sorgen und bei wiederholter Gesetzesverletzung auf Ersuchen der Deutschen Regierung seine Abberufung veranlassen.

2. Polen verpflichtet sich :

a) gemäss dem Beschlusse der Grenzfestsetzungskommission das Strommeistergehöft nicht zur Unterbringung von Personen oder Tieren, die an ansteckenden Krankheiten leiden, zu verwenden und diese Bestimmung auch auf die übrigen Baulichkeiten auszudehnen ;

b) die Baulichkeiten und das dazugehörige Gebiet nicht zur Lagerung von Waffen, Munition und Sprengstoffen zu verwenden, soweit es sich nicht um die zum dienstlichen Gebrauch der polnischen Beamten bestimmten Waffen (Artikel 8) handelt.

Artikel 4.

Den Bewohnern des Kommissionshauses wird deutscherseits die Mitbenutzung des nicht in das polnische Eigentum fallenden Teiles des Geländestreifens auf der Platte, auf der das Haus errichtet ist, gestattet.

Artikel 5.

1. Die Deutsche Regierung wird den Bewohnern der im Artikel 1 bezeichneten Baulichkeiten und diejenigen Personen, die sonst in diesen Baulichkeiten zu tun haben, das Überschreiten der polnisch-deutschen Grenze auf dem Wege durch die Deichscharte und über die Abfahrtsrampe am Deiche nördlich des Strommeistergehöfts gestatten.

2. Die Deutsche Regierung wird ferner den im Absatz 1 bezeichneten Personen volle Bewegungsfreiheit auf dem im Absatz 3 umschriebenen Gelände sowie innerhalb der im Artikel 1 aufgeführten Baulichkeiten nebst Geländestreifen und auf dem im Artikel 4 ferner angegebenen Geländestreifen gewähren. Ein Gleiches gilt für Land, im Höchstausmasse von 1 Morgen, das von der Polnischen Regierung oder den Bewohnern der drei Baulichkeiten an diese oder den Geländestreifen angrenzend zu Garten- oder Ackerbauzwecken etwa gepachtet werden sollte.

3. Das im Absatz 2 erwähnte Gelände umfasst :

Die Deichkrone von dem Punkte westlich Kommissionshauses, wo die polnisch-deutsche Grenze nach Westen abbiegt bis zu dem Punkte, wo die Abfahrtsrampe nord-

na północ-zachód domu dozorczy nurtu schodzi do szosy, ciągnącej się wzdłuż wału ; przejście przez wał, oraz drogę stanowiącą dojście do domu komisyjnego włącznie z rampą wkoło trawnika, położonego przed nim ; drogę wzdłuż wału, poczynawszy od przejścia przez wał aż do drogi zjazdowej ; drogi prowadzące do składnicy poprzez oba budynki, oraz do wejść bocznych ; droga dojazdowa do domu dozorczy nurtu przez bramę wjazdową, dla której ze strony niemieckiej winny być oddane klucze do dyspozycji. Wreszcie drogę wokoło magazynu z tem zastrzeżeniem, że drogi tej wolno używać jedynie dla prac budowlanych przy magazynie za poprzednim zawiadomieniem niemieckich władz celnych.

4. O ileby przy wysokim wodostanie lub w razie gdyby szła kra, przejazd przez Wisłę z portu w Korzeniowie był niemożliwy albo połączony z narażeniem życia, strona niemiecka zezwoli w razie potrzeby na warunkach, które winny ustalić obopólne władze policyjne, na używanie niemieckiego wału (korona wału) pomiędzy domostwem w Opaleniu i Janowem.

Artykuł 6.

1. Suwerenność nad terenem i nad dojściami do tegoż, wymienionemi w artykule 1 pozostaje przy Niemczech z uwzględnieniem odchyłających się postanowień układu.

2. Do urzędowego wkraczania z powodu występków karygodnych na tym terenie, oraz na dostęпах do tegoż, o ile nie nastąpi inne uzgodnienie, są upoważnieni jedynie niemieccy urzędnicy. Polscy urzędnicy są uprawnieni do wkraczania w równej mierze jako osoby prywatne.

Artykuł 7.

Polscy urzędnicy i funkcjonariusze podlegają w czasie swego pobytu na terenie wymienionym w artykule 1, niemieckiej jurysdykcji oraz władzy policyjnej. Co do swych czynności urzędowych, podlegają jedynie polskim prawom i władzom. Za karygodne przestępstwa, popełniane w czasie swej służby, zostaną wydani swej władzy przełożonej.

Artykuł 8.

Polskim urzędnikom, którzy korzystają z przewidzianego w artykule 5 prawa, wolno nosić mundur oraz broń, przeznaczoną do użytku służbowego. Używanie broni na terytorjum niemieckiem jest jednak tylko dozwolonem na wypadek własnej obrony.

Artykuł 9.

Niemieckie władze użyczą władzom i urzędnikom polskim, którzy są zatrudnieni służbowo na terytorjum, wymienionem w artykule 1, potrzebnej opieki, oraz zastosują się do ich wniosków w tej samej mierze, jak do wniosków własnych władz i urzędników.

Artykuł 10.

Polscy poddani mieszkający na obszarze wymienionym w artykule 1 zatrzymują swą przynależność państwową.

westlich des Strommeistergehöfts nach der Strasse längs des Deiches herabführt ; die Deichscharte und den Zugangsweg zum Kommissionshaus mit Einschluss der Rampe um das Rasenrundteil davor ; die Strasse längs des Deiches von der Deichscharte bis zu der Abfahrtsrampe ; die Zugangswege zu dem Lagerschuppen über die beiden Holzbrücken und nach den Seiteneingängen ; den Zugangsweg zu dem Strommeistergehöft durch das Einfahrstor, für das deutscherseits Schlüssel zur Verfügung zu stellen sind ; endlich den Fahrweg um den Lagerschuppen herum mit der Einschränkung, dass dieser Weg nur für Bauarbeiten an dem Schuppen nach vorheriger Benachrichtigung der deutschen Zollbehörde benutzt werden darf.

4. Falls bei Hochwasser oder Eisgang das Überschreiten der Weichsel vom Hafen von Kurzebrack aus unmöglich oder mit Lebensgefahr verbunden ist, wird von deutscher Seite im Bedarfsfalle unter näher zwischen den beiderseitigen Polizeibehörden festzusetzenden Bedingungen die Benutzung der Deichkrone des deutschen Deiches zwischen der Brücke von Münsterwalde und Johannisdorf gestattet werden.

Artikel 6.

1. Die Staatshoheitsrechte über das im Artikel 1 bezeichnete Gebiet und die Zugangswege dazu verbleiben Deutschland unbeschadet abweichender Bestimmungen dieses Abkommens.

2. Zum behördlichen Einschreiten wegen strafbarer Handlungen sind auf diesem Gebiete und auf dessen Zugangswegen, sofern nicht etwas anderes vereinbart wird, nur die deutschen Beamten befugt, während die polnischen Beamten zum Einschreiten nur im gleichen Masse wie Privatpersonen berechtigt sind.

Artikel 7.

Polnische Beamte und Bedienstete unterstehen während ihres Aufenthalts auf dem im Artikel 1 bezeichneten Gebiet der deutschen Gerichtsbarkeit und Polizeigewalt. In Ansehung ihrer Amtshandlungen unterstehen sie dagegen lediglich den polnischen Gesetzen und Behörden. Sie werden wegen der in Ausübung ihres Dienstes begangenen strafbaren Handlungen auf Verlangen ihrer vorgesetzten Dienstbehörde dieser überliefert.

Artikel 8.

Die polnischen Beamten, die von dem im Artikel 5 vorgesehenen Zugangsrecht Gebrauch machen, dürfen dabei Uniform tragen und zu dienstlichen Zwecken bestimmte Waffen mit sich führen. Der Waffengebrauch ist jedoch auf deutschem Gebiete nur im Falle der Notwehr gestattet.

Artikel 9.

Die deutschen Behörden werden den polnischen Behörden und Beamten, die auf dem im Artikel 1 bezeichneten Gebiete dienstlich tätig sind, den erforderlichen Schutz gewähren und ihrem hierauf gerichteten Ersuchen in gleicher Weise Folge leisten wie entsprechendem Ersuchen eigener Behörden und Beamten.

Artikel 10.

Polnische Staatsangehörige, die auf dem im Artikel 1 bezeichneten Gebiete wohnen, behalten ihre Staatsangehörigkeit.

Artykuł 11.

Urzednicy i funkcjonariusze polscy, którzy mieszkają na terytorjum wymienionem w artykule 1, jako też wspólnie z nimi mieszkający członkowie ich rodzin i domownicy, mają następujące prawa :

a) są wolni od jakichkolwiek publiczno-prawnych osobistych świadczeń służbowych i rzeczowych,

b) są wolni od wszelkich w obrębie Państwa Niemieckiego pobieranych opłat w tej samej mierze, jak gdyby w Państwie Niemieckiem nie zamieszkiwali, ani nie przebywali,

c) są wolni od opłat celnych dla wszelkich z Polski sprowadzanych przedmiotów, przeznaczonych do ich osobistego lub służbowego użytku i wolni od opłat celnych dla tych przedmiotów, które po użyciu do Polski odsyłają.

Niemieckie zezwolenia na wwóz i wywóz nie odnoszą się do tych przedmiotów. Transport przedmiotów, które korzystać będą z tych udogodnień, odbywać się będzie przez niemiecką komorę celną, przynależną do Korzeniowa, za przedłożeniem poświadczenia najbliższego zwierzchnika służbowego tego z funkcjonariuszy lub urzędników, który stawia wniosek dla siebie albo swoich domowników.

Artykuł 12.

1. Osoby, które nie posiadają przynależności państwowej niemieckiej i które :

a) mieszkają na terenie, określonym w artykule 1
albo

b) korzystają z dostępu do tegoż obszaru wymienionego w artykule 5, muszą wykazać przepustkę urzędową, zaopatrzoną w fotografię z rysopisem.

2. Polscy urzednicy i funkcjonariusze, którzy mieszkają lub są służbowo zatrudnieni na terenie wymienionym w artykule 1, otrzymają od swej władzy przełożonej legitymację na wzór ustanowionych dla urzędników na Górnym Śląsku, zatrudnionych na terenie niemieckim.

3. Nazwiska wszystkich osób, mieszkających na obszarze wymienionym w artykule 1, winny być komunikowane odnośnemu Urzędowi Niemieckiemu.

4. Osobom przynależnym do Polski, wymienionym w ustępie 3, zezwoli się przekraczać teren, położony poza wymienionym w artykule 5, stosownie do postanowień artykułu 5 układu¹ o ruchu granicznym o ulgach przy przekraczaniu granicy z dnia 29 kwietnia 1922 r. Legitymację wystawia starosta w Gniewie (Mewe).

Artykuł 13.

Przedmioty, wwożone na obszar, wymieniony w artykule 5, z Polski dla celów służbowych, są wolne od niemieckich opłat celnych, także, o ile zpowrotem zostaną wywiezione.

Artykuł 14.

1. Materiały budowlane i inne, przeznaczone dla celów portu w Korzeniowie, a złożone w magazynie, wymienionym w artykule 1, będą zwolnione od opłat wwozu i wywozu, oraz od zakazu wwozu i wywozu, o ile będą wprowadzone pod niemieckim nadzorem celnym na drogach dojazdowych, wymienionych w ustępie 3 Artykułu 5, do magazynu, oraz, o ile będą złożone pod wspólnem

¹ Vol. XXI, page 391, de ce recueil.

Artikel 11.

Polnische Beamte und Bedienstete, die auf dem im Artikel 1 bezeichneten Gebiete wohnen, genießen ebenso wie die mit ihnen in häuslicher Gemeinschaft lebenden Angehörigen und Hausangestellten :

- a) Freiheit von jeder Art öffentlich-rechtlicher persönlicher Dienstleistungen und Sachleistungen ;
- b) Freiheit von allen innerhalb des Deutschen Reichs erhobenen öffentlichen Abgaben in demselben Umfang, wie sie ihnen zustehen würde, wenn sie im Deutschen Reich weder Wohnsitz noch Aufenthalt hätten ;
- c) Freiheit von Einfuhrzöllen für alle zu ihrem persönlichen und dienstlichen Gebrauch oder Verbrauch bestimmten Gegenstände, die sie aus Polen einführen, und Freiheit von Ausfuhrabgaben für diejenigen der erwähnten Gegenstände, die sie nach gemachtem Gebrauch nach Polen zurückführen. Die deutschen Ein- und Ausfuhrverbote finden auf diese Gegenstände in entsprechendem Umfang keine Anwendung. Die Abfertigung der Gegenstände, für die diese Vergünstigungen in Anspruch genommen werden, erfolgt durch das für Kurzebrack zuständige deutsche Zollamt gegen Vorlegung einer Bescheinigung des nächsten Dienstvorgesetzten des antragstellenden Beamten oder Bediensteten für ihn und seine Haushaltsangehörigen.

Artikel 12.

1. Personen nichtdeutscher Staatsangehörigkeit, die

a) auf dem im Artikel 1 bezeichneten Gebiete wohnen
oder

b) von dem im Artikel 5 vorgesehenen Rechte des Zugangs zu diesem Gebiete Gebrauch machen, müssen sich durch einen amtlichen mit Personenbeschreibung und Lichtbild versehenen Ausweis über ihre Person ausweisen.

2. Polnische Beamte und Bedienstete, die auf dem im Artikel 1 bezeichneten Gebiete wohnen oder dienstlich tätig sind, erhalten von ihrer vorgesetzten Dienstbehörde Ausweise nach dem in Oberschlesien gültigen Muster für Beamte, die auf deutschem Gebiete tätig sind.

3. Alle Personen, die auf dem im Artikel 1 bezeichneten Gebiete wohnen, sind der zuständigen deutschen Dienststelle fortlaufend namentlich mitzuteilen.

4. Den im Absatz 3 erwähnten Personen polnischer Staatsangehörigkeit wird gestattet das ausserhalb des im Artikel 5 angeführten Geländes befindliche deutsche Gebiet nach Massgabe der Bestimmungen des Artikel 5 des Abkommens¹ über Erleichterungen des Grenzverkehrs vom 29. April 1922 zu betreten. Die Ausweise stellt der Starost in Gniew (Mewe) aus.

Artikel 13.

Gegenstände, die in das im Artikel 1 bezeichnete Gebiet aus Polen zu Dienstgebrauch eingehen, bleiben frei von deutschen Zöllen und sonstigen Abgaben, auch bei einer etwaigen Wiederausfuhr.

Artikel 14.

1. Aus Polen kommende Bau- und andere für die Zwecke des Hafens von Kurzebrack bestimmte Materialien, die in dem im Artikel 1 aufgeführten Lagerschuppen eingelagert werden, bleiben von Eingangs- und Ausgangsabgaben sowie Ein- und Ausfuhrverboten befreit, sofern sie unter deutscher Zollaufsicht auf den im Artikel 5, Absatz 3 angegebenen Zugangswegen in dem Lager-

¹ Voi. XXI, page 391, of this Series.

zamknięciem celnym, o ile tamże były magazynowane pod wspólnem zamknięciem celnym i wywiezione na tej samej drodze pod niemieckim dozorem celnym do Polski. Rząd Niemiecki postara się o to, żeby zamknięcie celne w razie potrzeby niezwłocznie zostało zdjęte.

2. Rząd Polski zobowiązuje się magazyn lub ubikacje, potrzebne dla magazynowania wymienionych w ustępie 1 materiałów budowlanych, urządzić i utrzymać pod zamknięciem celnym.

Artykuł 15.

1. Powyższy układ ma być ratyfikowany i dokumenty ratyfikacyjne mają być o ile możności jaknajprędzej wymienione.

2. Układ ten wchodzi w moc obowiązującą z chwilą wymiany dokumentów ratyfikacyjnych. Na dowód czego pełnomocnicy podpisali niniejszy układ i zaopatrzyli go swemi pieczęciami.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w polskim i w niemieckim języku.

W Poznaniu, dnia 23 czerwca 1923 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Paul ECKARDT.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisywaniu polsko-niemieckiego układu dotyczącego używalności przez Polskę budynków w Korzeniowie (Kurzebrack), oraz dostępu do tychże budynków, pełnomocnicy obu państw wyrazili obopólną zgodę co do następującego :

1. Urzędnikom polskim Administracji portu w Korzeniowie (Kurzebrack) ma być dozwolony wstęp na część korony wału, położonej na północ od przejścia wałowego, a to w celu odczytywania wodostanu na wodomierzu w małym porcie, oraz przekraczanie w tym celu polsko-niemieckiej granicy. Postanowienia artykułu 8 i artykułu 12 ustęp z układu znajdują odpowiednie zastosowanie.

2. Polska strona będzie stale donosiła niemieckiemu urzędowi policyjnemu w Korzeniowie (Kurzebrack) o wodostanie odczytanym na wodomierzu w małym porcie.

3. Niniejsze postanowienia mają stanowić część wyżej wymienionego układu i otrzymać równocześnie z tymże moc obowiązującą.

POZNAŃ, dnia 23 czerwca 1923 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Paul ECKARDT.

schuppen gebracht, dort unter gemeinschaftlichem Zollverschluss gelagert und auf dem gleichen Wege unter deutscher Zollaufsicht nach Polen wieder ausgeführt werden. Die Deutsche Regierung wird dafür Sorge tragen, dass der Zollverschluss im Bedarfsfalle unverzüglich abgenommen wird.

2. Die Polnische Regierung verpflichtet sich, den Lagerschuppen oder die zur Lagerung der im Absatz 1 erwähnten Baumaterialien erforderlichen Räume dieses Schuppens zollverschlussicher einzurichten und zu erhalten.

Artikel 15.

1. Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich ausgetauscht werden.

2. Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in polnischer und deutscher Sprache.

IN POSEN, am 23. Juni 1923.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Paul ECKARDT.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des polnisch-deutschen Abkommens über die Benutzung von Baulichkeiten in Kurzebrack durch Polen und über den Zugang zu diesen Baulichkeiten haben die Bevollmächtigten das beiderseitige Einverständnis über Nachstehendes festgestellt :

1. Die Beamten der polnischen Hafenverwaltung in Kurzebrack sollen berechtigt sein, den deutschen Teil der Deichkrone südlich der Deichscharte behufs Ablesens der Wasserstände am Pegel im Pegelhafen zu betreten und zu diesem Zwecke die polnisch-deutsche Grenze zu überschreiten. Die Bestimmungen des Artikel 8 und des Artikel 12 Absatz 2 des Abkommens finden entsprechende Anwendung.

2. Von polnischer Seite wird der deutschen Polizeiverwaltung in Kurzebrack der an dem Pegel im Pegelhafen abgelesene Wasserstand fortlaufend mitgeteilt werden.

3. Die vorstehenden Bestimmungen sollen einen Bestandteil des obenbezeichneten Abkommens bilden und mit diesem gleichzeitig in Kraft treten.

POSEN, den 23. Juni 1923.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Paul ECKARDT.

¹ TRADUCTION:

N^o 1537. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE, CONCERNANT L'UTILISATION PAR LA POLOGNE DE TROIS BATIMENTS SITUÉS A KORZENIOWO (KURZEBRACK) ET L'ACCÈS A CES BATIMENTS. SIGNÉ A POSEN, LE 23 JUIN 1923.

La Commission de délimitation des frontières polono-allemandes, dans sa séance du 13 mars 1922, ayant adopté une proposition, présentée le 15 septembre 1921 par le membre italien et le membre japonais de la Commission, aux termes de laquelle, en vue de l'utilisation du port de Kurzebrack, la propriété de trois bâtiments appartenant aux installations du port sur le territoire demeuré allemand est attribuée à la Pologne, sans transfert de souveraineté, et l'accès à ces bâtiments est garanti à la Pologne, LA POLOGNE et L'ALLEMAGNE sont convenues de conclure un accord pour exécuter cette décision et ont désigné, à cet effet, comme plénipotentiaires :

LA POLOGNE :

M. Maciej KOCZOROWSKI, commissaire à la liquidation ;

L'ALLEMAGNE :

M. le D^r Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'étendue du territoire dont la propriété doit être attribuée à la Pologne, dans le village de Kurzebrack (Korzeniowo), cercle de Marienwerder (Kwidzyn) en vertu de la décision de la Commission de délimitation des frontières polono-allemandes en date du 13 mars 1922, est déterminée par le croquis annexé au présent accord et dressé par la Commission de délimitation, sur la base des levés établis par les techniciens polonais et allemands. Sur ce croquis, le territoire en question est indiqué par les chiffres 1, 2 et 3, et comprend en conséquence :

1^o La maison dite « *Kommissionshaus* » ;

2^o Le hangar de dépôt de matériel ;

3^o La maison dite « *Strommeistergehöft* »,

ainsi que les bâtiments annexes et les bandes de terrain entourant les bâtiments.

Article 2.

Le Gouvernement allemand prendra les mesures nécessaires pour que le fisc polonais soit inscrit au livre foncier allemand comme propriétaire du territoire désigné à l'article premier, sans charges ni obligations quelconques, et pour que ledit territoire soit transféré aux autorités polonaises,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1537. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND REGARDING THE UTILISATION BY POLAND OF THREE BUILDINGS AT KORZENIOWO (KURZEBRACK) AND ACCESS TO THOSE BUILDINGS. SIGNED AT POSEN, JUNE 23, 1923.

The Polish-German Boundary Commission having at its meeting of March 13, 1922, adopted a proposal submitted by the Italian and Japanese members of the Commission on September 15th, 1921, whereby the ownership of three buildings belonging to the port installations on territory remaining German is attributed to Poland, without transfer of sovereignty, in order that Poland may have the use of the port of Kurzebrack, and whereby access to those buildings is guaranteed to Poland, Poland and Germany have resolved to conclude an agreement in execution of this decision, and for this purpose have appointed as Plenipotentiaries :

POLAND :

M. Maciej KOCZOROWSKI, Liquidation Commissioner ;

GERMANY :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The area of the territory, the ownership of which is, in virtue of the decision of the Polish-German Boundary Commission, dated March 13, 1922, to be attributed to Poland and which is situated in the village of Kurzebrack (Korzeniowo) in the Kreis of Marienwerder (Kwidzyn), is defined in the sketch annexed to the present Agreement, prepared by the Boundary Commission on the basis of surveys made by the Polish and German experts. On this sketch the territory in question is indicated by Nos 1, 2 and 3, and thus includes :

- (1) The house known as the « *Kommissionshaus* » ;
- (2) The shed for the storage of material ;
- (3) The house known as the « *Strommeistergehöft* »,

together with the adjoining buildings and strips of land surrounding the buildings.

Article 2.

The German Government will take the necessary measures to see that the Polish Treasury is entered in the German land register as the owner of the territory mentioned in Article 1, without any charges or obligations, and to see that the said territory is transferred to the Polish autho-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

si ce transfert n'a pas déjà eu lieu, en vue de son utilisation par ces dernières, conformément à l'article 3. La cession de ce territoire par la Pologne à des non-Polonais ne pourra avoir lieu qu'avec l'assentiment du Gouvernement allemand.

Article 3.

1. Le Gouvernement polonais est fondé, en vue de l'utilisation du port de Kurzebrack (Korzeniowo), à donner au territoire spécifié à l'article 1 toute destination compatible avec la législation allemande. Le Gouvernement polonais pourra notamment procéder, sur le territoire dont la propriété est reconnue à la Pologne, à la transformation ou la construction de bâtiments d'après des plans établis par lui. Les fonctionnaires chargés de la police des constructions, en exerçant leur contrôle, devront tenir pleinement compte des besoins de la Pologne qui ont fait l'objet d'une garantie de la Commission de délimitation. Le Gouvernement polonais prescrira aux fonctionnaires et employés polonais habitant les bâtiments spécifiés à l'article 1 ou y exerçant leurs fonctions, de se conformer aux lois allemandes. Si un fonctionnaire ou un employé polonais contrevient aux lois allemandes, le Gouvernement polonais fera le nécessaire pour remédier à cette infraction, et, en cas de récidive, procédera au rappel du fonctionnaire ou de l'employé, si le Gouvernement allemand en fait la demande.

2. La Pologne s'engage :

a) Conformément à la décision de la commission de délimitation, à ne pas utiliser la maison dite « *Strommeistergehöft* » pour y loger des personnes ou des animaux atteints de maladies contagieuses, ainsi qu'à étendre cette disposition aux autres bâtiments ;

b) A ne pas entreposer, dans les bâtiments et sur les terrains y attenants, d'armes, de munitions ni d'explosifs, exception faite des armes de service des fonctionnaires polonais (Article 8).

Article 4.

L'Allemagne autorise les occupants de la maison dite « *Kommissionshaus* » à utiliser au titre commun la partie de terrain non attribuée à la Pologne, sur l'emplacement où est bâtie la maison.

Article 5.

1. Le Gouvernement allemand autorisera les habitants des bâtiments spécifiés à l'article premier, ainsi que les personnes y ayant des occupations, à franchir la frontière polono-allemande en utilisant le chemin qui passe par la coupure de la digue et par la rampe d'accès à la digue, au nord de la maison dite « *Strommeistergehöft* ».

2. Le Gouvernement allemand reconnaîtra en outre aux personnes spécifiées à l'alinéa 1 pleine et entière liberté de circuler sur le terrain mentionné à l'alinéa 3, ainsi qu'à l'intérieur des bâtiments et sur les bandes de terrain indiquées à l'article 1 et enfin sur la bande de terrain spécifiée à l'article 4. Cette autorisation sera également étendue aux terres, ne dépassant pas une étendue maximum d'un arpent (*Morgen*), qui pourraient être affirmées par le Gouvernement polonais ou par les habitants des trois bâtiments, à proximité immédiate de ces bâtiments ou des bandes de terrain, pour servir de jardin ou de champs de culture.

3. Le terrain visé à l'alinéa 2 comprend les parties suivantes :

La crête de la digue, à partir du point, situé à l'ouest de la maison dite « *Kommissionshaus* », où la frontière polono-allemande s'incurve vers l'ouest jusqu'au point où la rampe d'accès mène à la route longeant la digue, au nord-ouest de la maison dite « *Strommeistergehöft* » ; la coupure de la digue et le chemin d'accès à la maison dite « *Kommissionshaus* », y compris la rampe qui entoure le rond-point couvert de gazon placé devant celle-ci ; la route qui suit la digue depuis la coupure jusqu'à la rampe d'accès ; les chemins d'accès menant aux entrées latérales du hangar de dépôt de matériel qui passent par les deux

rities, if it has not already been transferred, with a view to its use by the latter in accordance with Article 3. This territory shall not be alienated by Poland to others than Poles, without the consent of the German Government.

Article 3.

1. The Polish Government is authorised, with a view to the use of the port of Kurzebrack (Korzeniowo), to employ the territory mentioned in Article 1 in any way compatible with German law. In particular, the Polish Government may convert or construct buildings in accordance with plans of its own on the territory recognised as being in Polish ownership. The officials entrusted with the supervision of buildings shall, in the exercise of such supervision, take full account of Polish requirements for which the Boundary Commission has given a guarantee. The Polish Government shall issue orders to Polish officials and employees occupying the buildings mentioned in Article 1 or discharging their duties therein to obey German laws. If a Polish official or employee infringes German laws, the Polish Government shall take the necessary steps to counteract such infringement and, on a subsequent offence, shall dismiss the official or employee, if the German Government so requests.

2. Poland undertakes :

(a) In accordance with the decision of the Boundary Commission, not to make use of the *Strommeistergehöft* for the accommodation of persons or animals suffering from infectious diseases, and to extend this provision to the other buildings ;

(b) Not to store in the buildings or on the adjoining land arms, ammunition or explosives, except the weapons to be carried by Polish officials in the exercise of their functions (Article 8).

Article 4.

Germany authorises the occupants of the « *Kommissionshaus* » to make joint use of that part of the ground on which the house is built not attributed Poland.

Article 5.

1. The German Government shall authorise the occupants of the buildings mentioned in Article 1 and persons employed there, to cross the frontier between Poland and Germany making use of the road which passes through the embankment cutting and along the slope leading up to the embankment, north of the « *Strommeistergehöft* ».

2. The German Government shall also grant to the persons mentioned in paragraph 1 full and complete freedom of movement over the ground mentioned in paragraph 3 and within the buildings and over the strips of ground mentioned in Article 1 as well as over the strip of ground specified in Article 4. This authorisation shall also be extended to an area not exceeding one acre (Morgan), which may be leased by the Polish Government or by the inhabitants of the three buildings in the immediate proximity of these buildings or strips of ground for use as gardens or for other cultivation.

3. The ground referred to in paragraph 2 comprises the following :

The top of the embankment from the point situated west of the « *Kommissionshaus* », where the Polish-German frontier curves westward, as far as the point where the slope joins the road along the embankment north-west of the « *Strommeistergehöft* » ; the embankment cutting and the road leading to the « *Kommissionshaus* », including the slope round the grass-covered space in front of it ; the road which follows the embankment from the cutting as far as the slope ; the roads leading to the side entrances to the shed for the storage of material, passing by the two wooden bridges ; the road leading to the « *Strommeister-*

ponts de bois; le chemin d'accès à la maison dite « *Strommeistergehöft* » par la grande porte dont il sera remis des clefs par les soins des autorités allemandes; enfin, le chemin carrossable entourant le hangar de dépôt de matériel, sous la réserve que ce chemin ne pourra être utilisé qu'en cas de travaux au hangar et après avis donné aux autorités douanières allemandes.

4. Au cas où une crue ou la débâcle des glaces rendrait impossible ou dangereuse la traversée de la Vistule, au port de Kurzebrack, les autorités allemandes autoriseront les intéressés, en cas de besoin et dans des conditions à déterminer d'un commun accord par la police des deux pays, à emprunter la crête de la digue allemande entre le pont de Münsterwalde et Johannisdorf.

Article 6.

1. L'Allemagne conserve sa souveraineté sur le territoire spécifié à l'article premier et sur les chemins d'accès à ce territoire, sans préjudice des dispositions du présent accord dérogeant à cette règle.

2. En l'absence d'accord contraire, seuls les fonctionnaires allemands auront qualité pour intervenir officiellement à l'occasion de délits punissables commis sur ledit territoire et sur ses chemins d'accès, les fonctionnaires polonais n'ayant le droit d'intervenir que dans la mesure permise aux particuliers.

Article 7.

Les fonctionnaires et les employés polonais seront soumis, pendant la durée de leur séjour sur le territoire spécifié à l'article 1, à la juridiction et à la police allemandes. Par contre, en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions, ils ne relèveront que de la législation et des autorités polonaises. En cas d'actes punissables commis par eux dans l'accomplissement de leur service, ils seront livrés aux autorités dont ils relèvent, sur la demande de celles-ci.

Article 8.

Les fonctionnaires polonais faisant usage du droit d'accès prévu à l'article 5, sont autorisés à porter l'uniforme, ainsi que leurs armes de service. Toutefois, en territoire allemand, il ne pourra être fait usage de ces armes qu'en cas de légitime défense.

Article 9.

Les autorités allemandes assureront la protection nécessaire aux autorités et aux fonctionnaires polonais exerçant leurs fonctions sur le territoire spécifié à l'article 1 et satisferont aux demandes présentées à cet effet par ces derniers, de la même manière que s'il s'agissait de demandes émanant d'autorités et de fonctionnaires allemands.

Article 10.

Les ressortissants polonais habitant le territoire spécifié à l'article 1, conservent leur nationalité.

gehört », passing through the carriage gate, keys for which shall be handed over by the German authorities ; finally, the carriage-way surrounding the shed for the storage of material, provided that this way is only used in connection with building work at the shed and that notification has been made to the German Customs authorities.

4. Should a flood or the breaking-up of ice make it impossible or dangerous to cross the Vistula at Kurzebrack, the German authorities shall authorise persons concerned, if necessary, and under conditions to be determined by the police of the two countries, to make use of the top of the German embankment between the Munsterwalde bridge and Johannisdorf.

Article 6.

1. Germany retains her sovereignty over the territory mentioned in Article 1 and over the roads leading to that territory, without prejudice to the provisions of the present Agreement which constitute exceptions to this rule.

2. In the absence of agreement to the contrary, only German officials shall have power to intervene officially in the event of punishable offences committed on the said territory and on the roads leading to it, Polish officials only having such right to intervene as is granted to private persons.

Article 7.

Polish officials and employees, for as long as they remain on the territory mentioned in Article 1, shall be subject to German jurisdiction and police regulations. As concerns the discharge of their duties, however, they shall be subject only to Polish laws and Polish authorities. If they are guilty of punishable offences in the performance of their duties, they shall be handed over to their own authorities, at the request of those authorities.

Article 8.

Polish officials making use of the right of access under Article 5 are authorised to wear uniform and to carry their service arms. On German territory, however, they may only make use of these arms in self-defence.

Article 9.

The German authorities shall grant the necessary protection to Polish authorities and officials discharging their duties on the territory mentioned in Article 1, and shall comply with requests for such protection submitted by the latter in the same way as if they were made by German authorities and officials.

Article 10.

Polish nationals inhabiting the territory mentioned in Article 1 shall retain their nationality.

Article 11.

Les fonctionnaires et employés polonais habitant le territoire spécifié à l'article 1, ainsi que les membres de leur famille et les domestiques habitant en commun avec eux, jouissent des avantages suivants :

- a) Exemption de toutes prestations personnelles et réelles de droit public ;
- b) Exemption de tous impôts publics perçus en Allemagne, dans la même mesure que s'ils n'y avaient ni domicile ne résidence ;
- c) Exemption de droits d'entrée pour tous les objets destinés à leur usage ou à leur consommation personnelle, ou aux besoins du service, et exemption de droits de sortie pour ceux des objets précités qu'ils ramènent en Pologne après s'en être servi. Dans la même mesure, ces objets seront exemptés des prohibitions d'entrée et de sortie en vigueur en Allemagne. Les objets en question seront admis au bénéfice de ces avantages par le bureau de douane dont relève Kurzebrack sur production d'une attestation émanant du supérieur hiérarchique immédiat du fonctionnaire ou de l'employé qui présente la demande en ce qui le concerne et les personnes vivant en commun avec lui.

Article 12.

1. Les personnes ne possédant pas la nationalité allemande, qui :
 - a) Habitent le territoire spécifié à l'article premier, ou
 - b) Font usage du droit d'accès à ce territoire tel qu'il est prévu à l'article 5, devront être munies d'une carte d'identité officielle portant leur signalement et leur photographie.
2. Les fonctionnaires et employés polonais, habitant le territoire spécifié à l'article 1 ou y exerçant leurs fonctions, recevront des autorités dont ils relèvent une carte d'identité conforme au modèle valable en Haute-Silésie pour les fonctionnaires chargés d'un service en territoire allemand.
3. Les noms de toutes les personnes habitant ou venant habiter le territoire spécifié à l'article 1 devront être communiqués au fur et à mesure aux services allemands compétents.
4. Les ressortissants polonais mentionnés à l'alinéa 3 seront autorisés à pénétrer sur la partie du territoire allemand située en dehors du terrain mentionné à l'article 5, dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 5 de l'Accord du 29 avril 1922 sur les facilités accordées au trafic frontalier. Les cartes d'identité seront délivrées par le « Starost » de Gniew (Mewe).

Article 13.

Les objets importés pour les besoins du service de Pologne dans le territoire visé à l'article 1 seront exemptés de tous droits de douane et autres taxes en vigueur en Allemagne, tant à leur entrée qu'en cas de réexportation.

Article 14.

1. Les matériaux de construction et autres, importés de Pologne pour les besoins du port de Kurzebrack et entreposés dans le hangar de dépôt mentionné à l'article premier, seront exemptés de tous droits d'entrée et de sortie, ainsi que des prohibitions d'entrée et de sortie, pourvu qu'ils soient transportés au hangar par les chemins d'accès spécifiés à l'alinéa 3 de l'article 5

Article 11.

Polish officials and employees inhabiting the territory mentioned in Article 1, and members of their families and servants living with them, shall enjoy the following privileges :

- (a) Exemption from all contributions under public law in the form of personal services and articles ;
- (b) Exemption from all public taxes levied in Germany, as if such persons had no domicile or residence there ;
- (c) Exemption from import duties for all articles intended for their use or personal consumption, or for their official requirements, and exemption from export duties for such of those articles as they take back to Poland after having made use of them. Similarly, these articles shall be exempt from German import and export prohibitions. The articles for which these privileges are claimed shall be admitted through the German Customs Office, which includes Kurzebrack in its sphere of administration, upon the production of a certificate issued by the immediate superior of the official or employee submitting the request and applying to himself and to persons living with him.

Article 12.

1. Persons not possessing German nationality who :

(a) Inhabit the territory mentioned in Article 1,
or

(b) Make use of the right of access to that territory as laid down in Article 5, must be provided with an official identity card containing personal particulars and a photograph.

2. Polish officials and employees inhabiting the territory mentioned in Article 1, or discharging their duties therein, shall receive from their official superiors an identity card of the kind valid in Upper Silesia for officials carrying out duties in German territory.

3. The names of all persons inhabiting, or who may in future inhabit, the territory mentioned in Article 1 must be regularly communicated to the competent German services.

4. The Polish nationals referred to in paragraph 3 shall be authorised to enter German territory situated outside the ground mentioned in Article 5, under the conditions laid down in Article 5 of the Agreement of April 29, 1922, concerning facilities granted to frontier traffic. The identity cards shall be issued by the " Starost " of Gniew (Mewe).

Article 13.

Articles imported for the requirements of the Polish services from Poland into the territory referred to in Article 1 shall be exempt from all Customs duties and other charges in force in Germany, both on importation and in the event of re-exportation.

Article 14.

1. Building and other materials imported from Poland for the needs of the port of Kurzebrack and warehoused in the shed mentioned in Article 1, shall be exempt from all import and export duties and from import and export prohibitions, provided that they are conveyed to the shed by the roads specified in paragraph 3 of Article 5 under German Customs supervision, that they are

sous la surveillance de la douane allemande, qu'ils y soient entreposés sous la fermeture commune des deux administrations douanières et qu'ils soient réexportés en Pologne par la même voie sous la surveillance de la douane allemande. Le Gouvernement allemand prendra les mesures nécessaires, en cas de besoin, pour qu'il soit immédiatement procédé à l'enlèvement de la fermeture.

2. Le Gouvernement polonais s'engage à aménager et à entretenir le hangar ou les parties de ce hangar destinées à recevoir les matériaux de construction mentionnés à l'alinéa 1, de manière à garantir l'efficacité de la fermeture douanière.

Article 15.

1. Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratifications seront échangés aussitôt que possible.

2. L'accord entrera en vigueur lors de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue polonaise et en langue allemande, à Posen, le 23 juin 1923.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signé) Paul ECKARDT.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

En signant l'Accord polono-allemand concernant l'utilisation par la Pologne de bâtiments à Kurzebrack et l'accès à ces bâtiments, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes :

1^o Les fonctionnaires de l'administration du port de Kurzebrack seront autorisés à pénétrer dans la partie allemande de la crête de la digue, au sud de la coupure, en vue de constater le niveau des eaux, sur le fluviomètre du bassin réservé à cet usage, et à traverser, à cet effet, la frontière polono-allemande. Les dispositions de l'article 8 et de l'alinéa 2 de l'article 12 de l'Accord seront alors applicables par analogie.

2^o Les services polonais tiendront la police allemande de Kurzebrack au courant du niveau des eaux indiqué par le fluviomètre du bassin en question.

3^o Les dispositions qui précèdent forment partie intégrante de l'accord ci-dessus et entreront en vigueur en même temps que ce dernier.

POSEN, le 23 juin 1923.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signé) Paul ECKARDT.

warehoused under the joint control of the two Customs administrations and that they are re-exported to Poland by the same route under German Customs supervision. The German Government shall take the necessary measures to allow of their immediate removal from bond if occasion arises.

2. The Polish Government undertakes to fit up and maintain the shed or parts of the shed required to store the building materials mentioned in paragraph 1, in such a way that the shed and the parts thereof may be safely used as a bonded store.

Article 15.

1. The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

2. The Agreement shall enter into force at the time of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in Polish and German, at Posen on June 23, 1923.

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signed) Paul ECKARDT.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When signing the Polish-German Agreement concerning the use by Poland of buildings at Kurzebrack and access to these buildings, the Plenipotentiaries have agreed upon the following provisions :

1. The officials of the Polish administration of the port of Kurzebrack shall be permitted to enter the German portion of the top of the embankment, south of the cutting, in order to ascertain the level of the water on water-gauge in the basin reserved for that purpose, and with that intention to cross the Polish-German frontier. The provisions of Article 8 and of paragraph 2, Article 12 of the Agreement shall then be applicable *mutatis mutandis*.

2. The Polish services shall keep the German police at Kurzebrack informed of the level of the water as shown on the water-gauge in the basin in question.

3. The foregoing provisions form an integral part of the above Agreement, and shall enter into force at the same time.

POSEN, *June 23, 1923.*

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signed) Paul ECKARDT.

N° 1538.

**HONGRIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Arrangement concernant la remise des
actes administratifs. Signé à Buda-
pest, le 3 juin 1927.

**HUNGARY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding the reciprocal
Exchange of Administrative Docu-
ments. Signed at Budapest, June 3,
1927.

N^o 1538. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LA REMISE DES ACTES ADMINISTRATIFS. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 3 JUIN 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations et le chargé d'affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 28 septembre 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE, animés du désir de satisfaire aux besoins administratifs de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie,

Ont résolu de conclure un arrangement à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Václav PALLIER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Budapest ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

Monsieur Eugène BERCELLEY DE BERCEL, chambellan, sous-secrétaire d'Etat, chef de la section de droit international au Ministère royal hongrois de la Justice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Royaume de Hongrie s'engage à remettre à la République tchécoslovaque tout le matériel écrit spécifié dans les articles ci-dessous, appartenant exclusivement aux administrations civiles, militaires, financières, judiciaires ou autres du territoire cédé à la République tchécoslovaque, contenu dans les archives et dans les dépôts d'enregistrement de toutes les autorités centrales royales hongroises, dans les bureaux centraux administratifs et des institutions administratives y annexées, ainsi que celui de toutes les autorités provinciales de l'Etat ou autonomes, dont la sphère d'administration s'étendait sur ledit territoire cédé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 1^{er} septembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1538. — AGREEMENT² BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF ADMINISTRATIVE DOCUMENTS. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 3, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 28, 1927.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY, being desirous of meeting the administrative needs of Czechoslovakia and of Hungary,

Have resolved to conclude an agreement for this purpose, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Václav PALLIER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Budapest ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. Eugène BERCZELLY DE BERCZEL, Chamberlain, Under-Secretary of State, Head of the Section of International Law in the Royal Hungarian Ministry of Justice ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Kingdom of Hungary undertakes to hand over to the Czechoslovak Republic all the documents mentioned in the following Articles which belong exclusively to the civil, military, financial, judicial or other administrations of the territory ceded to the Czechoslovak Republic and which are contained in the archives and registries of all the Royal Hungarian central authorities, the central administrative offices and administrative institutions attached thereto, and those provincial administrations, both national and autonomous, whose sphere of activity extended to the above-mentioned ceded territory.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Prague, September 1, 1927.

Article 2.

La République tchécoslovaque s'engage à remettre au Royaume de Hongrie tout le matériel écrit qui a un rapport exclusif et immédiat avec l'administration du territoire de l'Etat hongrois et qui se trouve dans le territoire cédé à la République tchécoslovaque.

Article 3.

On entend par matériel écrit :

Les actes des archives administratives et des dépôts d'enregistrement, (exhibitions, rapports, minutes, déclarations, avis, procès-verbaux, éventuellement des pièces non-achevées ou non expédiées, y compris toutes les annexes de n'importe quelle nature, sans distinction si elles sont écrites, imprimées ou reproduites d'une autre manière) ;

Les registres (livres publics ou officiels, tels que cadastres, registres de commerce, de mines, de chemins de fer, etc., les répertoires, indices, les registres d'entrée, les livres d'expédition, listes, catalogues, livres de compte, livres subsidiaires de comptabilité, tableaux statistiques, etc.) ;

Plans (cartes, dessins, projets, reproductions, négatifs, esquisses, plans en relief, études, programmes, descriptions, copies et matrices à l'oléate existant éventuellement) ;

Titres officiels et documents (documents de toute espèce, tels que : actes de fondation, contrats publics ou privés, documents de concession, statuts, conditions de réception, certificats, comptes et pièces comptables, etc.) ;

Tout cela dans son ensemble et sans distinction de la matière dont le matériel écrit se compose ou sur laquelle il est fixé.

Article 4.

Plans et tout matériel concernant des projets à exécuter, en tant que ces pièces ont été élaborées par des autorités de l'Etat, ayant leur siège sur le territoire du Royaume de Hongrie — et en tant que ces pièces se rapportent à des travaux à exécuter uniquement sur le territoire cédé à la République tchécoslovaque et que ces travaux n'ont pas été commencés avant la fin du mois d'octobre 1918 — pourront être requis contre remboursement de la valeur actuelle. Même dans le cas de la remise des plans et du matériel en question, le Gouvernement royal hongrois ne prend aucun engagement relativement à l'exécution de ces travaux.

Article 5.

Le matériel à remettre conformément aux dispositions de l'article premier, s'étend à l'époque comprise entre le 1^{er} janvier 1886 et le 30 octobre 1918.

De l'époque comprise entre les années 1868 et 1885, tous les préactes seront remis dans des cas spéciaux et sur demande. En conformité des dispositions de l'article 2 sera remis tout le matériel écrit de l'époque comprise entre le 1^{er} janvier 1888 et le 30 octobre 1918.

En principe, le matériel plus ancien ne sera pas remis ; il devra cependant être cédé à titre de prêt, et contre restitution après l'expiration d'un délai dont la durée sera fixée suivant les cas.

Article 6.

Dans le cas où seront demandés des documents originaux plus anciens et ayant un caractère de droit constitutif, pourvu que les circonstances créées par eux soient toujours actuelles, on s'arrangera dans chaque cas particulier.

Article 2.

The Czechoslovak Republic undertakes to give up to the Kingdom of Hungary all documents referring exclusively and directly to the administration of Hungarian national territory which are now in the territory ceded to the Czechoslovak Republic.

Article 3.

The term "documents" is to be understood to comprise the following :

Acts and deeds contained in administrative archives and registries (exhibits, reports, drafts, declarations, opinions, minutes, any papers relating to affairs still pending or not yet despatched, together with all annexes thereto of every sort whether written, printed or otherwise reproduced) ;

Registers (public and official books, such as land registers, trade registers, mining registers, railway books, etc., tables of contents, indexes, registers of incoming and outgoing documents, lists, catalogues, account-books, cash reference books, statistical tables, etc.) ;

Plans (maps, drawings, schemes, reproductions, negatives, sketches, plans in relief, studies, programmes, descriptions, and any existing copies and originals on tracing paper) ;

Official title-deeds and documents (documents of every kind such as foundation deeds, public or private contracts, deeds of concession, statutes, deeds of transfer, certificates, accounts and vouchers, etc.) ;

All these documents shall be handed over irrespective of the material with and upon which they have been drawn up.

Article 4.

Plans and other material relating to draft schemes, in so far as such documents were prepared by State offices having their seat on Hungarian territory, and in so far as these documents relate to work to be carried out exclusively in territory ceded to the Czechoslovak Republic, and not begun before the end of October 1918, can be demanded on payment of their present value. Even in the case of the delivery of the plans and material in question, the Royal Hungarian Government accepts no responsibility for the execution of this work.

Article 5.

According to the provisions of Article 1, all documents dating between January 1, 1886, and October 30, 1918, are to be handed over.

Earlier documents dating between 1868 and 1885 shall be handed over in special cases if requested. In accordance with Article 2, all documents must be handed over which refer to the period between January 1, 1888, and October 30, 1918.

Earlier documents shall not as a rule be given up, but shall be lent for a period to be fixed in each particular case.

Article 6.

As regards applications for earlier original documents which have created legal relationships that still remain valid, an agreement shall be concluded in the case of each particular document.

Dans le cas où les différentes archives possèdent des minutes officielles, des duplicata, des extraits et des copies du matériel original à remettre, ces minutes, duplicata, extraits et copies resteront où ils se trouvent.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se fournir réciproquement des copies simples ou authentiques du matériel écrit concernant également l'administration de la Partie en possession et dont la remise, en conséquence, ne pourrait avoir lieu sans préjudice pour cette dernière.

Ces copies seront fournies sur demande et aux frais de la Partie requérante, et sans timbre et sans frais de légalisation. La légalisation des copies sera faite par l'autorité qui les délivre.

Dans le cas où la confection de copies ne serait pas opportune, le matériel écrit sera remis par la Partie remettante sur la demande de l'autre Partie à la disposition de celle-ci en original, et contre restitution après l'expiration du délai qui sera convenu dans chaque cas particulier.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas au matériel écrit qui concerne exclusivement l'administration du territoire de la Hongrie fixé par le Traité de Trianon.

Article 8.

L'éloignement éventuel du matériel à délivrer, mentionné dans les articles précédents, du lieu où ledit matériel a été gardé primitivement, ainsi que l'insertion ou placement de celui-ci aux bibliothèques, musées, etc., ne dispensera pas de l'obligation de la remise, en tant que ce matériel se trouve sur le territoire de la Partie remettante.

Article 9.

Dans le but de l'échange des documents en question, la Partie remettante procédera à la séparation du matériel écrit dès la mise en vigueur du présent arrangement.

Dans les six mois à partir de cette date, des listes détaillées du matériel classé au fur et à mesure seront communiquées à la Partie requérante qui sera invitée à envoyer ses délégués pour la réception.

La transmission des actes aura lieu par l'intermédiaire des autorités centrales de la Partie requise directement aux autorités centrales de la Partie requérante, sauf le cas où des dispositions spéciales sont prises au sujet de certaines catégories du matériel écrit.

La remise sera faite aux mains des organes autorisés à cet effet par la Partie recevante au plus tard dans les six mois qui suivront la demande sous réserve des réclamations ultérieures.

La Partie recevante pourra présenter des listes concernant le matériel écrit dont elle a besoin en premier lieu. La remise de ce matériel se fera d'urgence.

Article 10.

La Partie recevante communiquera à l'autre Partie en son temps les noms de ses organes (experts-archivistes, ou autres organes de l'administration et des services de l'Etat) qui seront chargés de recevoir le matériel à délivrer et dont le nombre ne pourra dépasser à la même date celui de trois pour chaque branche de l'administration, mais qui pourra être augmenté convenablement en cas de besoin avec le consentement des deux gouvernements ; ces organes seront munis de légitimations officielles, qui devront être pourvues du visa du Ministère des Affaires étrangères de la Partie remettante. Les organes ainsi légitimés seront autorisés à consulter les registres d'entrée et les indices, afin de pouvoir contrôler si le matériel à livrer est bien complet.

Les registres des archives contenant un matériel écrit exclusivement afférent à l'administration de la Partie remettante, ainsi que les registres des archives secrètes, ne seront pas accessibles aux organes susmentionnés.

If there are in the different archives any official sketches, duplicates, extracts or copies of originals that have to be handed over, such sketches, duplicates, extracts and copies shall remain where they are.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties undertakes to hand over to the other ordinary or certified copies of documents which also refer to the administration of the Party in possession of the documents and which therefore cannot be given up without prejudicing that Party.

These copies shall be handed over on request at the cost of the applicant Party free of stamp and certification fees. Copies shall be certified by the authorities making them out.

Should it not appear expedient to make copies, the original documents shall be furnished by the delivering Party to the other Party on the request of the latter, but shall be returned after a period to be fixed in each particular case.

The provisions of this Article shall not apply to documents which exclusively concern the administration of the territory of Hungary as delimited in the Treaty of Trianon.

Article 8.

The fact that documents which have to be given up in conformity with the preceding Articles have been removed from the place in which they were originally kept or have been deposited in libraries, museums, etc., does not absolve the Parties of the obligation to deliver them up, if such documents are within the territory of the delivering Party.

Article 9.

In order to effect the exchange, the delivering Party shall begin to select the documents in question as soon as the present Agreement comes into force.

Within six months from this date, detailed lists of the documents, classified progressively, shall be submitted to the applicant Party, with the request that the latter shall send authorised representatives to take delivery.

The documents shall be handed over directly by the central authorities of the Party making delivery to the central authorities of the applicant Party, except so far as special provisions may be made in respect of particular classes of documents.

Delivery shall be made to the authorised representatives of the accepting Party within six months of application being made, without prejudice to the consideration of later claims.

The accepting Party may submit lists of those documents which it more particularly requires, and these shall be handed over without delay.

Article 10.

The receiving Party shall at its convenience communicate to the other Party the names of the authorities deputed to take over the documents (expert archivists, or other representatives of State administration and State services); they shall not exceed three at any given time for any one branch of administration, but their number may, if necessary, be suitably increased with the assent of both Governments. These authorities shall be provided with official papers of legitimation, which must be endorsed by the Ministry of Foreign Affairs of the delivering Party. The representatives duly authorised in this manner shall be entitled to satisfy themselves that the material to be handed over is complete by inspecting the registers of incoming documents and indexes.

Documents relating to those archives which concern exclusively the administration of the delivering Party, and documents belonging to confidential departments shall not be accessible to the said authorities.

Dans le cas où des manques seraient constatés, lesdits organes pourront demander de compléter la livraison.

Si, en cas de désaccord, la question en litige ne pouvait être réglée à l'amiable, l'affaire sera solutionnée par voie diplomatique.

Article 11.

La remise du matériel écrit se fera gratuitement et sans aucune altération de son contenu et de sa substance.

Le transport du matériel écrit pris en livraison sera effectué aux frais de la Partie recevante. L'exportation en suivra exempte de droit de sortie et de n'importe quelle taxe, et ne sera entravée d'aucune manière par la Partie remettante.

Les frais des organes chargés de la réception et du contrôle seront à la charge de la Partie recevante.

Article 12.

Les organes délégués par les Parties contractantes pour recevoir le matériel à délivrer et pour exécuter le contrôle, seront obligés à la plus stricte observation du secret officiel.

Les résultats de l'activité desdits organes ne pourront être publiés sans le consentement de toutes les deux Parties contractantes qu'après l'expiration d'un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur du présent arrangement.

En exploitant les résultats de leur activité, dans le domaine des sciences et de la publicité, les organes dont il s'agit sont obligés d'observer les règlements en vigueur au sujet du service et de l'usage des archives et des dépôts d'enregistrement qui entrent ici en considération.

Article 13.

Les Parties contractantes s'engagent à conserver le matériel mentionné à l'article 5 dans son effectif actuel jusqu'à l'exécution définitive de cet arrangement pour offrir à la Partie réclamante la possibilité de sauvegarder ses intérêts à l'occasion d'un écartement déjà acheminé ou en voie d'être acheminé.

Si, cependant, dans les six mois à partir du jour de la notification d'un écartement intenté, la Partie recevante ne s'y oppose pas, l'écartement pourra avoir lieu.

Article 14.

Dans le cas où le matériel écrit qui est à remettre aux termes de l'article premier, respectivement de l'article 2, concerne également l'administration d'un Etat tiers, ce matériel reste entre les mains de la Partie remettante, jusqu'à la date à laquelle les Etats intéressés auront conclu un accord relativement à la remise de ce matériel, et en auront informé la Partie remettante.

Article 15.

Les annexes I à VIII concernant le matériel écrit des chemins de fer, des postes, du télégraphe et du téléphone, des voies de communication, des voies fluviales, des cadastres de l'impôt foncier, des services hydrographiques, hydrotechniques, hydrauliques-agricoles, météorologiques, des autorités militaires, en outre les actes judiciaires et les cadastres, les registres de l'état civil, forment une partie intégrante du présent arrangement.

En tant que les annexes précitées ne contiennent pas des dispositions spéciales, ou bien que la remise réciproque du matériel écrit d'une branche de l'administration n'est pas réglée par une annexe, les dispositions générales du présent arrangement sont à appliquer.

Should certain documents be found to be missing, the said authorities may request that the material to be handed over shall be completed.

In the event of differences of opinion, the matter under dispute shall be settled through the diplomatic channel, if it is impossible to arrive at a friendly agreement.

Article 11.

The documents shall be delivered free of charge and without any change whatever being made in their contents or composition.

The recipient Party shall transport the documents thus delivered at its own expense. Exportation shall be free of any kind of export duty or charge, and the delivering Party shall place no obstacles in the way of such exportation.

The expenses of the representatives sent to supervise and accept deliveries shall be borne by the recipient Party.

Article 12.

The authorised representatives of the Contracting Parties deputed to supervise and accept delivery of documents to be handed over shall be required to observe the strictest official secrecy.

The results of the work of these representatives may not be published without the consent of both Contracting Parties until ten years after the coming into force of the present Agreement.

In publishing the results of this work for scientific or publicity purposes, the said representatives shall be required to observe the existing regulations relating to the service and use of the archives and registries in question.

Article 13.

The Contracting Parties undertake to leave the documents referred to in Article 5 in their present condition until the final execution of the present Agreement, in order that the applicant Party may have the opportunity of safeguarding its interests in case it has been or may be decided to destroy any documents.

If the applicant Party makes no protest against the proposed destruction within six months of being notified thereof, the destruction may be proceeded with.

Article 14.

Should the documents to be handed over in accordance with Articles 1 or 2 also concern the administration of a third State, these documents shall remain in the keeping of the delivering Party until the States concerned have concluded an agreement with regard to their delivery, and have notified the delivering Party thereof.

Article 15.

Annexes I to VIII, dealing with documents referring to the railways, the postal, telegraph and telephone services, roads and waterways, the cadastral offices, the hydrographical, hydro-technical, irrigation and meteorological services, and army authorities, together with documents relating to legal files, land registers, and registers of births, marriages and deaths, shall form an integral part of the present Agreement.

So far as the above-mentioned annexes contain no special provisions, and so far as the reciprocal exchange of the documents belonging to any branch of the administration is not regulated by an Annex, the general provisions of the present Agreement shall apply.

Article 16.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications seront échangées à Praha aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu entre les deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Budapest, en double original, le 3 juin 1927.

(L. S.) Václav PALLIER *m. p.*

(L. S.) BERCELLEY Jenö *m. p.*

ANNEXE I

CONCERNANT LE MATÉRIEL ÉCRIT INTÉRESSANT LES CHEMINS DE FER.

Article premier.

Dans les cadres des dispositions de l'article premier de cet arrangement, le Royaume de Hongrie s'engage à remettre à la République tchécoslovaque le matériel écrit indiqué ci-après de l'Administration des chemins de fer, en tant que ces documents intéressent le territoire actuel de la République tchécoslovaque.

1° Les actes de concession pour la totalité des lignes, et tous les documents relatifs aux concessions.

2° Tous les travaux techniques ayant servi de base à l'enquête de vérification administrative, respectivement au collationnement et à la reconnaissance.

3° Plans de situation des stations, tenus à jour.

4° Plans des ateliers, ainsi que d'autres ouvrages et installations, ne figurant pas parmi les travaux techniques mentionnés sous 2.

5° Les collections complètes des plans standardisés des ouvrages des lignes ferroviaires de toute sorte (infrastructure, superstructure, bâtiments, installations de prise d'eau).

6° Plans des locomotives et wagons à livrer et de leurs pièces constitutives.

7° Projets techniques et documents pour les lignes projetées mais non construites, conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrangement.

8° Procès-verbaux de l'enquête de vérification administrative de l'ouverture du trafic, du collationnement et de la reconnaissance pour l'ensemble du réseau.

9° Les actes et documents relatifs à certains tronçons et dont la remise sera demandée.

10° Plans, actes et documents des chemins de fer industriels et des voies, en tant qu'ils ne seraient pas encore en possession de la République tchécoslovaque.

11° Dossiers personnels des employés en service actif ou mis à la retraite, qui sont au service de la République tchécoslovaque ou qui bénéficient d'une pension payée par la République tchécoslovaque.

12° Le matériel indiqué ci-dessus est à remettre à la République tchécoslovaque en ce qui concerne les lignes attribuées sur toute leur longueur à cette République.

En ce qui concerne les lignes coupées en deux, les plans, actes et documents, sont à délivrer, s'ils sont susceptibles de partage, en original, tandis que, s'ils ne le sont pas, en copies certifiées conformes et ceci réciproquement et conformément aux dispositions de l'article 7 du présent arrangement.

Article 16.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications exchanged at Prague as soon as possible.

It shall come into force on the day when the exchange of ratifications takes place between the two Governments.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures and seals.

Done in duplicate at Budapest, June 3, 1927.

(L. S.) (*Signed*) Václav PALLIER.

(L. S.) (*Signed*) BERCZELLY Jenő.

ANNEX I

REGARDING RAILWAY DOCUMENTS.

Article 1.

In accordance with the provisions of Article 1 of this Agreement, the Kingdom of Hungary undertakes to hand over to the Czechoslovak Republic the documents specified below belonging to the railway administration, so far as they refer to the present territory of the Czechoslovak Republic :

- (1) The concession deeds of all the lines and all documents referring to the concessions ;
- (2) All technical plans employed in connection with the administration or the control and inspection of buildings ;
- (3) Corrected plans of stations ;
- (4) Plans of workshops and of other buildings and installations not included in the technical plans referred to under (2) ;
- (5) Complete collections of standardised plans of all kinds of railway constructions (sub-structures, superstructures, buildings and water-stations) ;
- (6) Plans of engines and waggons which have to be handed over and of their component parts.
- (7) Technical plans and documents of lines under consideration but not yet constructed, in conformity with Article 4 of the present Agreement ;
- (8) Minutes of the administration, operation of the lines and supervision and inspection of work on all lines ;
- (9) Files and documents relating to particular branch lines, if asked for ;
- (10) Plans, files and documents of industrial railways and lines, so far as these are not already in the possession of the Czechoslovak Republic ;
- (11) Personal files relating to those employees, whether still employed or pensioned, who are in the service of or draw their pensions from the Czechoslovak Republic.
- (12) The above-mentioned material is to be handed over to the Czechoslovak Republic as regards those lines which throughout their whole length were assigned to that Republic. As regards lines which are divided into two, those plans, files and documents which can be divided shall be handed over reciprocally in the original and those which are indivisible, in the form of certified copies, in accordance with the provisions of Article 7 of the present Agreement.

13° En particulier, on échangera sur demande les écrits, actes et documents nécessaires à la liquidation, et se rapportant aux commandes données, respectivement aux constructions exécutées avant la conclusion de la paix, même au cas où l'objet en question se trouverait sur le territoire de la Partie saisie de la demande.

Article 2.

Dans les cadres des dispositions de l'article 2 du présent arrangement, la République tchécoslovaque s'engage à remettre au Royaume de Hongrie tout le matériel écrit défini à l'article premier de cette annexe.

Article 3.

L'échange du matériel indiqué s'effectuera directement par les soins des organes spécialement autorisés des deux Parties.

Afin de faciliter l'échange, on dressera des deux côtés une liste détaillée du matériel respectif.

Pour le reste, les dispositions des articles 9 à 14 du présent arrangement sont à appliquer.

ANNEXE II

CONCERNANT LE MATÉRIEL ÉCRIT INTÉRESSANT LES POSTES, LE TÉLÉGRAPHE ET LE TÉLÉPHONE.

Article premier.

Dans les cadres des dispositions de l'article premier de cet arrangement, le Royaume de Hongrie s'engage à remettre à la République tchécoslovaque les documents indiqués ci-après de l'Administration des postes, des télégraphes et des téléphones, en tant que ces documents intéressent le territoire de la République tchécoslovaque :

1° Documents personnels de service et l'ensemble des dossiers concernant les employés en service actif ou mis à la retraite, qui sont au service de la République tchécoslovaque ou qui bénéficient d'une pension payée par la République tchécoslovaque.

2° Inventaires du matériel non consommable des postes, télégraphes et téléphones, grands livres et registres (*Stammbücher, törzslapok*), ainsi que les documents, actes, comptes, notes et autre matériel écrit similaire y relatifs.

Article 2.

La République tchécoslovaque s'engage, dans les cadres des dispositions de l'article 2 du présent arrangement, à remettre au Royaume de Hongrie tout le matériel écrit défini à l'article premier de cette annexe.

Article 3.

En ce qui concerne les actes, plans, projets et documents relatifs soit aux lignes télégraphiques et téléphoniques, coupées par la frontière d'Etat que le Traité de Trianon a tracée, soit aux installations et constructions situées à la frontière, sont réciproquement à échanger, s'ils sont susceptibles de partage, en original, ou, s'ils ne le sont pas, en copies certifiées conformes, aux termes des dispositions de l'article 7 de cet arrangement.

Article 4.

L'échange du matériel indiqué s'effectuera directement par les soins des organes spécialement autorisés des deux Parties. Afin de faciliter l'échange, on dressera des deux côtés une liste détaillée du matériel requis. Pour le reste, les dispositions des articles 9 à 14 de l'arrangement sont à appliquer.

(13) In particular, papers, files and documents which are necessary for liquidation and which refer to orders given or constructions carried out prior to the conclusion of peace shall be handed over on request, even when the articles ordered or the constructions are within the territory of the Party to whom the request is addressed.

Article 2.

In accordance with the provisions of Article 2 of the present Agreement, the Czechoslovak Republic undertakes to hand over to the Kingdom of Hungary the whole of the material defined in Article 1 of this Annex.

Article 3.

The exchange of the material in question shall be effected directly through persons specially authorised by both Parties.

In order to facilitate the exchange, a detailed list shall be prepared by both Parties with regard to the material claimed.

For the rest, the provisions of Articles 9-14 of the present Agreement shall apply.

ANNEX II

RELATING TO DOCUMENTS OF THE POSTAL, TELEGRAPH AND TELEPHONE SERVICES.

Article 1.

In accordance with the provisions of Article 1 of the present Agreement, the Kingdom of Hungary undertakes to hand over to the Czechoslovak Republic the following documents belonging to the postal, telegraph and telephone administration, so far as they refer to the territory of the Czechoslovak Republic:

(1) Personal service documents and all files concerning those officials, whether still employed or pensioned, who are in the service of, or draw their pensions from, the Czechoslovak Republic;

(2) Inventories of postal, telegraphic and telephonic material unfit for use, ledgers and registers (*Stammbücher, törzslapok*) and also documents, papers, accounts, notes and similar material relating thereto.

Article 2.

The Czechoslovak Republic undertakes, in accordance with Article 2 of the present Agreement, to hand over to the Kingdom of Hungary the whole of the material defined in Article 1 of this Annex.

Article 3.

Files, plans, drafts and documents referring to telegraph or telephone lines divided by the national frontier as delimited in the Treaty of Trianon or to installations or constructions situated on the frontier shall, if divisible, be handed over by both sides in the original or, if indivisible, in the form of certified copies, in accordance with Article 7 of this Agreement.

Article 4.

The exchange of the material in question shall be effected directly through persons specially authorised by both Parties. In order to facilitate the exchange, detailed lists of the material claimed shall be prepared by both sides. For the rest, the provisions of Articles 9-14 of the present Agreement shall apply.

ANNEXE III

CONCERNANT LE MATÉRIEL ÉCRIT INTÉRESSANT LES VOIES DE COMMUNICATION ET LES VOIES FLUVIALES.

Article premier.

Dans les cadres des dispositions de l'article premier du présent arrangement, le Royaume de Hongrie s'engage à remettre à la République tchécoslovaque tous les actes administratifs, plans, projets et documents en possession du Royaume de Hongrie et se rapportant uniquement aux voies de communication et aux voies fluviales situées en entier sur le territoire actuel de la République tchécoslovaque.

Article 2.

La République tchécoslovaque s'engage, dans les cadres des dispositions de l'article 2 du présent arrangement, à remettre au Royaume de Hongrie tout le matériel écrit défini à l'article premier de cette annexe.

Article 3.

Les actes, plans, projets et documents relatifs soit aux voies de communication et aux voies fluviales coupées par la frontière d'Etat que le Traité de Trianon a tracée, soit aux installations et constructions situées à la frontière, sont réciproquement à échanger s'ils sont susceptibles de partage, en original, ou, s'ils ne le sont pas, en copies certifiées conformes, aux termes de l'article 7 du présent arrangement.

Article 4.

L'échange du matériel indiqué s'effectuera directement par les soins des organes spécialement autorisés des deux Parties.

Afin de faciliter l'échange, on dressera des deux côtés une liste détaillée du matériel respectif. Pour le reste, les dispositions des articles 9 à 14 du présent arrangement sont à appliquer.

ANNEXE IV

CONCERNANT LE CADASTRE DE L'IMPÔT FONCIER.

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à se remettre les documents indiqués ci-après du cadastre de l'impôt foncier, en tant que ces documents se rapportent au territoire actuel du Royaume de Hongrie, respectivement aux territoires cédés, en exécution du traité de Trianon, par le Royaume de Hongrie à la République tchécoslovaque, et qu'ils se trouvent en possession des Parties contractantes:

- a) Les actes des autorités et bureaux en question du cadastre de l'impôt foncier ;
- b) Les travaux de triangulation, quelle que soit la date de leur exécution ;
- c) Les travaux, cartes, plans et esquisses relatifs à l'arpentage, au cadastre de l'impôt foncier et à la tenue à jour de ce cadastre, ainsi que les travaux relatifs à l'établissement de l'impôt foncier et aux opérations éventuelles d'une reprise d'arpentage, quelle que soit la date de l'exécution de ces travaux.

Les travaux concernant la triangulation, l'arpentage et l'impôt foncier des communes (territoires) divisées par la frontière d'Etat seront partagés dans la mesure des possibilités physiques (les cartes par section, les cahiers, etc., par feuille) et remis en original dans un délai de six mois à compter de la réception des travaux de délimitation élaborés par la Commission de délimitation de la frontière hongroise et tchécoslovaque.

ANNEX III.

DOCUMENTS RELATING TO ROADS AND WATERWAYS.

Article 1.

In accordance with the provisions of Article 1 of the present Agreement, the Kingdom of Hungary undertakes to hand over to the Czechoslovak Republic all administrative files, plans, drafts and documents in the possession of the Kingdom of Hungary and referring exclusively to roads and waterways which throughout their length are in the present territory of the Czechoslovak Republic.

Article 2.

The Czechoslovak Republic undertakes, in accordance with Article 2 of the present Agreement, to hand over to the Kingdom of Hungary the whole of the material defined in Article 1 of this Annex.

Article 3.

Files, plans, drafts and documents which refer to roads or waterways divided by the national frontier as delimited by the Treaty of Trianon or to installations or constructions situated on the frontier shall, if divisible, be handed over by both Parties in the original, or, if indivisible, in the form of certified copies, in accordance with Article 7 of the present Agreement.

Article 4.

The exchange of the material in question shall be effected directly through persons specially authorised by both Parties.

In order to facilitate the exchange, detailed lists of the material claimed shall be prepared by both sides. For the rest, the provisions of Articles 9-14 of the present Agreement shall apply.

ANNEX IV.

REGARDING LAND REGISTRY.

Article 1.

The Contracting Parties reciprocally undertake to hand over the land registry documents specified below so far as they refer to the present territory of the Kingdom of Hungary or to the territory ceded by the Kingdom of Hungary to the Czechoslovak Republic in accordance with the Treaty of Trianon, and so far as these documents are in the possession of the Contracting Parties :

- (a) The files of the respective cadastral authorities and offices ;
- (b) Trigonometrical records, irrespective of their date ;
- (c) Studies, maps, plans and sketches relating to surveying, land registry and the supervision of land registry, together with studies for purposes of land taxation and fresh surveying, irrespective of when these documents were prepared.

Trigonometrical, surveying and land registry records of communes (territories) divided by the national frontier shall, as far as is physically possible, be divided (maps in sections, registers, etc., in sheets) and handed over in the original not later than six months after the receipt of the reports of the Hungarian and Czechoslovak Frontier Delimitation Commission.

Les travaux non susceptibles de partage physique seront remis en original à celle des Parties contractantes qui a un intérêt plus grand que l'autre à posséder ces travaux.

Celle des Parties contractantes qui est en possession de l'original, s'engage à faire exécuter, à la demande et aux frais de l'autre Partie contractante, et à lui remettre des copies et des transcriptions dans un délai de six mois à dater de l'arrivée de la requête.

Article 2.

Le matériel servant à la reproduction des cartes cadastrales (oléates) et se rapportant aux territoires cédés par le Royaume de Hongrie à la République tchécoslovaque, sera remis par le Gouvernement hongrois, sur la demande et aux frais du Gouvernement tchécoslovaque.

Article 3.

En ce qui concerne l'échange des travaux, respectivement du matériel envisagé aux articles premier et 2, les dispositions des articles 9, 10 et 11 du présent arrangement sont applicables.

ANNEXE V.

CONCERNANT LE MATÉRIEL ÉCRIT DES SERVICES HYDROGRAPHIQUES, HYDROTECHNIQUES, HYDRAULIQUES-AGRICOLES ET MÉTÉOROLOGIQUES.

Article premier.

Dans les cadres des dispositions de l'article premier du présent arrangement, le Royaume de Hongrie s'engage à remettre à la République tchécoslovaque les documents indiqués ci-après, en tant qu'ils se rapportent au territoire actuel de la République tchécoslovaque :

- 1° Le matériel écrit des sociétés d'endiguement de toute espèce.
- 2° Les plans et les projets de la régularisation de la Tisza et de ses affluents.
- 3° Les plans et les projets de la régularisation du Danube et de ses affluents.
- 4° Etudes, projets et plans relatifs à l'endiguement et au dessèchement des courbes du Danube.
- 5° Le matériel écrit des bureaux de l'hydraulique agricole et des bureaux du génie fluvial.
- 6° Les livres des eaux avec les collections des documents, les plans et l'ensemble des pièces jointes conformément au Décret du Ministère royal hongrois N° 66.654/1885.
- 7° Le matériel écrit concernant la régularisation d'autres rivières et canaux.
- 8° Le matériel écrit de l'Institut météorologique à Budapest.
- 9° Le kilométrage et les cartes détaillées.
- 10° Les publications, les livres et les cartes officiels en quelques exemplaires.
- 11° Les dossiers personnels des employés en service actif ou mis à la retraite, qui sont actuellement au service de la République tchécoslovaque ou qui reçoivent de celle-ci une pension.
- 12° D'une manière générale, tous les actes et tous les documents qui, au point de vue envisagé, se rapportent au territoire de la République tchécoslovaque dans la mesure où ils sont nécessaires à cette République et sous condition que leur remise soit demandée.

Article 2.

Dans les cadres des dispositions de l'article 2 du présent arrangement, la République tchécoslovaque s'engage à remettre au Royaume de Hongrie tout le matériel écrit qui se trouve dans sa possession et

Documents which it is not physically possible to divide shall be handed over in the original to that Contracting Party which needs them most.

That Contracting Party which is in possession of the original shall undertake to prepare and hand over copies at the request and cost of the other Contracting Party within six months of receiving such request.

Article 2.

Reproducing material (tracing paper) used for the preparation of cadastral maps and referring to territory ceded by the Kingdom of Hungary to the Czechoslovak Republic shall be handed over by the Hungarian Government at the request and cost of the Czechoslovak Republic.

Article 3.

With regard to the exchange of the documents or of the material referred to in Articles 1 and 2, the provisions of Articles 9, 10 and 11 of the present Agreement shall apply.

ANNEX V

REGARDING HYDROGRAPHICAL, HYDROTECHNICAL, IRRIGATION AND METEOROLOGICAL DOCUMENTS.

Article 1.

In accordance with the provisions of Article 1 of the present Agreement, the Kingdom of Hungary undertakes to hand over to the Czechoslovak Republic the documents specified below so far as they refer to the present territory of the Czechoslovak Republic :

- (1) Documents of embankment companies of every kind.
- (2) Plans and drafts for the regulation of the Theiss and its tributaries.
- (3) Plans and drafts for the regulation of the Danube and its tributaries.
- (4) Studies, drafts and plans for the embankment and drainage of the Danube bends.
- (5) Documents of irrigation and river engineering offices.
- (6) Documents relating to rivers and streams with all documents, plans and papers annexed in conformity with Decree No. 66,654/1885 of the Royal Hungarian Ministry.
- (7) Documents relating to the regulation of other rivers and canals.
- (8) Documents of the Meteorological Institute at Budapest.
- (9) Kilometric lists and detail maps.
- (10) Official publications, books and maps in several copies.
- (11) The personal files of those employees, whether still employed or pensioned, who are in the service of, or draw their pensions from, the Czechoslovak Republic.
- (12) In general, all files and documents on these questions which refer to the territory of the Czechoslovak Republic, so far as they are necessary to that Republic and their delivery is requested.

Article 2.

In accordance with Article 2 of the present Agreement, the Czechoslovak Republic undertakes to hand over to the Kingdom of Hungary all documents in its possession which refer exclusively

se rapporte exclusivement et directement au régime juridique et au régime technique des eaux du territoire actuel de l'Etat hongrois :

- 1° Le matériel écrit des sociétés d'endiguement de toute espèce.
- 2° Les plans et projets de la régularisation de la Tisza et de ses affluents.
- 3° Les plans et les projets de la régularisation du Danube et de ses affluents.
- 4° Les études, les projets et les plans sur l'endiguement et le dessèchement des courbes du Danube.
- 5° Le matériel écrit des bureaux de l'hydraulique agricole et des bureaux du génie fluvial.
- 6° Les livres d'eaux avec les collections des documents, les plans et l'ensemble des pièces jointes, conformément au Décret du Ministère royal hongrois N° 66.654/1885.
- 7° Le matériel écrit concernant la régularisation d'autres rivières et des canaux.
- 8° Le kilométrage et les cartes détaillées.
- 9° Publications, livres et cartes officiels en quelques exemplaires.
- 10° Les dossiers personnels des employés en service actif ou mis à la retraite, qui sont au service du Royaume de Hongrie ou qui reçoivent de celui-ci une pension.
- 11° D'une manière générale, tous les actes et tous les documents qui, au point de vue envisagé, se rapportent au territoire du Royaume de Hongrie, dans la mesure où ils sont nécessaires à ce royaume, et sous réserve que leur remise soit demandée.

Article 3.

En ce qui concerne la date à partir de laquelle le matériel écrit demandé devra être livré, on se conformera aux prescriptions de l'article 5 du présent arrangement. Dans les cas particuliers où, pour des raisons d'ordre administratif et matériel, il serait nécessaire de prolonger le délai, un accord spécial devra intervenir.

En ce qui concerne les sociétés d'endiguement dont les terrains sont coupés par la frontière d'Etat, l'original de toute espèce de document restera, en règle générale, entre les mains de la Partie intéressée sur un territoire technique plus étendu ; en revanche, la Partie intéressée pour le territoire technique moins étendu recevra, à sa demande et à ses frais, une copie certifiée conforme de l'original.

Les sociétés d'endiguement susvisées sont libres de s'entendre dans leur propre sphère d'activité aussi au sujet du lieu de dépôt des documents originaux et de soumettre ces accords à l'approbation de leurs gouvernements respectifs.

Relativement aux constructions d'Etat, les plans, les mémoires et les documents, dont le partage est possible, devront être remis en original, ceux dont le partage est impossible, devront être échangés réciproquement en copies certifiées conformes d'après les dispositions de l'article 7 du présent arrangement.

Article 4.

L'échange du matériel indiqué s'effectuera directement par les soins des organes spécialement autorisés des deux Parties. Afin de faciliter l'échange, on dressera des deux côtés une liste détaillée du matériel en ligne de compte. Pour le reste, les dispositions des articles 9 à 14 de cet arrangement sont applicables.

ANNEXE VI

CONCERNANT LE MATÉRIEL ÉCRIT DES AUTORITÉS MILITAIRES.

Article premier.

Le Royaume de Hongrie s'engage à remettre à la République tchécoslovaque le matériel écrit militaire ci-dessous spécifié qui se trouve sur le territoire actuel du Royaume de Hongrie et qui a trait au territoire de la République tchécoslovaque respectivement à ses ressortissants :

- 1° Les feuilles (notes) matriculaires (*Grundbuchs-[Vormerks-] Blätter*) de toute espèce.

and directly to the legal and technical administration of the waters in the present Hungarian territory :

- (1) Documents of embankment companies of every kind.
- (2) Plans and drafts for the regulation of the Theiss and its tributaries.
- (3) Plans and drafts for the regulation of the Danube and its tributaries.
- (4) Studies, drafts and plans for the embankment and drainage of the Danube bends.
- (5) Documents of irrigation and river engineering offices.
- (6) Documents relating to rivers and streams with all documents, plans and papers annexed in conformity with Decree No. 66,654/1885 of the Royal Hungarian Ministry.
- (7) Documents relating to the regulation of other rivers and canals.
- (8) Kilometeric lists and detail maps.
- (9) Official publications, books and maps in several copies.
- (10) The personal files of those employees, whether still employed or pensioned, who are in the service of, or draw their pensions from, the Kingdom of Hungary.
- (11) In general, all files and documents on these questions which refer to the territory of the Kingdom of Hungary, so far as they are necessary to that Kingdom and their delivery is requested.

Article 3.

The date as from which the documents claimed must be handed over shall be determined by the provisions of Article 5 of the present Agreement. A special agreement shall be concluded in cases where for administrative and material reasons it is necessary to postpone the date.

In the case of embankment companies whose works are divided by the national frontier, the original documents shall as a rule remain in the hands of that Party to which the greater part of the area in question belongs, but the less-interested Party shall, at its own request and cost, receive a certified copy of the original.

These embankment companies may also conclude special agreements with one another within their own sphere of action as to the retention of original documents, submitting these agreements for the approval of their respective Governments.

As regards State works, those plans, papers and documents which can be divided shall reciprocally be handed over in the original ; those which cannot be divided, in the form of certified copies, in accordance with the provisions of Article 7 of the present Agreement.

Article 4.

The exchange of the material in question shall be effected directly by persons specially authorised by both Parties. In order to facilitate the exchange, detailed lists of the material claimed shall be drawn up by both sides. For the rest, the provisions of Articles 9 to 14 of this Agreement shall apply.

ANNEX VI

REGARDING MILITARY DOCUMENTS.

Article I.

The Kingdom of Hungary undertakes to hand over to the Czechoslovak Republic the military documents specified below, so far as they are now in the present territory of the Kingdom of Hungary, and refer to the territory of the Czechoslovak Republic or to nationals of the latter State :

- (1) Records of all kinds (*Grundbuchs-[Vormerks-] Blätter*).

2° Les documents personnels avec toutes leurs pièces jointes (ainsi que les listes de qualification [*Qualifikationslisten*] et les listes de conduite [*Konduitelisten*] les documents de révision [*Superarbitrierungsakten*] les descriptions (l'histoire) de la maladie [*Krankengeschichten*], etc.).

3° Les actes pénaux des tribunaux militaires de campagne et de l'arrière-ban, actes provenant de l'époque de la grande guerre, à savoir de l'époque du 28 juillet 1914 au 3 novembre 1918.

4° Les documents militaires des corps de recrutement transférés de leur district de recrutement, situé sur le territoire de la République tchécoslovaque, pendant la guerre, sur le territoire du Royaume de Hongrie, c'est-à-dire disloqués exterritorialement.

5° Tous les plans, documents et toutes autres notes se rapportant à des bâtiments militaires.

6° Les extraits des matricules militaires, en outre les documents de recrutement et d'évidence (ressources conscriptives et matricules) ou leurs extraits.

Article 2.

La République tchécoslovaque s'engage à remettre au Royaume de Hongrie tout le matériel écrit, dont la nature est spécifiée dans l'article premier, points 1-6, qui se trouve sur le territoire de la République tchécoslovaque et a trait au territoire du Royaume de Hongrie, respectivement à ses ressortissants.

Article 3.

Pour ce qui est de tout autre matériel écrit des autorités militaires, les dispositions des articles 3 à 14 du présent arrangement seront à appliquer.

Article 4.

Chacune des Parties contractantes s'engage à remettre à l'autre Partie contractante les registres et notes avec toutes les données destinées à l'identification et se rapportant aux personnes mortes dans la grande guerre et enterrées sur leurs territoires actuels, si la commune d'origine — et en tant que celle-ci est inconnue — le lieu de naissance de ces personnes se trouve sur le territoire actuel de l'autre Partie. En plus, chacune des Parties contractantes s'engage à fournir à l'autre Partie contractante tous les renseignements, concernant le nombre et l'endroit des sépultures de tous les morts enterrés sans constatation de leur identité.

Article 5.

L'échange du matériel écrit militaire se fera selon les dispositions des articles 9 à 14 de l'arrangement.

Pour faciliter l'échange, des registres détaillés vont être joints des deux côtés à la matière à échanger.

ANNEXE VII

RELATIVE A L'ÉCHANGE DES DOSSIERS JUDICIAIRES ET DES REGISTRES FONCIERS.

I.

DOSSIERS JUDICIAIRES.

Article premier.

Les dossiers des affaires civiles de toute espèce soit en première instance, soit en instance supérieure, (y compris les dossiers se trouvant chez les notaires publics) qui n'ont pas encore été définitivement

(2) Personal files with annexes (particulars as to qualifications [*Qualifikationslisten*], conduct sheets [*Konduitelisten*], documents referring to decisions by higher authorities [*Superarbitrierungsakten*], medical histories [*Krankengeschichten*], etc.).

(3) Records of courts-martial in the field and behind the lines dating from the time of the Great War, viz., from July 28, 1914, to November 3, 1918.

(4) Military documents of depot units which were transferred during the war from the district where they were recruited in the territory of the Czechoslovak Republic to the territory of the Kingdom of Hungary, that is to say territorially displaced.

(5) All plans, documents and other notes referring to military buildings.

(6) Extracts from military records, also recruiting documents (conscript and enrolment lists) or extracts therefrom.

Article 2.

The Czechoslovak Republic undertakes to hand over to the Kingdom of Hungary all the documents specified in Article 1, § 1-6, which are now in the territory of the Czechoslovak Republic and which refer to the territory of the Kingdom of Hungary or to nationals of the latter State.

Article 3.

As regards all other military documents, the provisions of Articles 3 to 14 of the present Agreement shall apply.

Article 4.

Each Contracting Party undertakes to hand over to the other Contracting Party registers and papers and any data establishing the identity of persons who died in the Great War and who were buried within their present territories, if the commune — of origin or, if this is unknown, the birth-place — of such persons is within the present territory of the other Party. Further, each Contracting Party undertakes to furnish the other Contracting Party with full information concerning the number and site of the graves of all the dead who were buried unidentified.

Article 5.

The exchange of military documents shall be effected according to the provisions of Articles 9 to 14 of this Agreement.

In order to facilitate the exchange, detailed lists shall be added by both sides to the material to be exchanged.

ANNEX VII

REGARDING THE EXCHANGE OF LEGAL FILES AND LAND REGISTERS.

I.

LEGAL FILES.

Article 1.

Files of civil cases of all kinds, whether before courts of the first or of a higher instance (including files in the possession of notaries public) which at the time of the coming into force of the present Agreement

terminées le jour de la mise en vigueur du présent arrangement, et qui relèvent, suivant les prescriptions légales uniformes des deux Parties, d'une compétence exclusive, sont à remettre à l'autorité judiciaire de même instance de l'autre Partie contractante, sans aucune formalité, l'autorité judiciaire compétente étant celle qui aurait été saisie de l'affaire si on l'avait introduite le jour susdit.

La remise du dossier judiciaire pourra être refusée pour les affaires civiles, dans lesquelles la procédure est réservée à la juridiction intérieure (p. e. questions relatives à l'état-civil des ressortissants nationaux).

Article 2.

Au cas où aucune compétence exclusive ne serait déterminée et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 de l'article premier, les dispositions suivantes seront à appliquer :

a) Sur la proposition concordante des deux parties, respectivement de tous les intéressés le dossier est à remettre sans débat au tribunal de l'autre Partie contractante, tribunal indiqué dans la proposition des parties sous réserve que ce tribunal soit également compétent.

b) Si un tribunal de même instance de l'autre Partie contractante était compétent pour connaître de l'affaire, dans le cas où celle-ci aurait été introduite après l'entrée en vigueur du présent arrangement, chacune des deux parties adverses pourra proposer la remise à ce tribunal ; il n'y a pas lieu de faire droit à la demande si, au moment indiqué, il existait un tribunal compétent aussi sur le territoire de la Partie contractante qui serait tenue à opérer la remise, et si la partie adverse s'oppose à la remise.

Article 3.

En absence de propositions concordantes, les parties en litige devront être entendues avant la décision. Les frais de cette procédure feront partie des frais résultant de l'affaire.

La proposition pourra être faite par écrit ou verbalement, soit devant le tribunal saisi de l'affaire jusqu'à ce moment, soit devant le tribunal appelé à juger l'affaire aux termes du présent arrangement. On devra en informer immédiatement le tribunal de l'autre Partie contractante, devant lequel l'action se poursuit.

Pour les affaires en cours, la proposition devra être présentée au plus tard à la première audience où l'affaire sera traitée après la mise en vigueur du présent arrangement, mais, dans tous les autres cas, dans les trois mois qui en suivront la publication.

La décision ordonnant la remise ne sera susceptible d'aucune voie d'attaque.

Article 4.

La remise du dossier judiciaire pourra être refusée dans les affaires de succession et de faillite lorsqu'il existe dans le pays des biens appartenant à la succession, respectivement à la faillite, et relevant de la juridiction d'un tribunal intérieur.

Article 5.

Les dossiers d'affaires pénales, en première instance ou en instance supérieure, non encore terminées définitivement le jour de l'entrée en vigueur du présent arrangement, seront échangés sans aucune formalité, à condition que :

1° L'inculpé soit ressortissant de l'Etat recevant et séjourne sur le territoire de celui-ci ;

2° L'inculpé soit ressortissant de l'Etat recevant, séjourne sur le territoire d'un tiers Etat et ait commis l'infraction en dehors du territoire actuel de l'Etat cédant ;

3° L'inculpé n'appartienne à aucune des Parties contractantes, séjourne sur le territoire d'un tiers Etat, mais ait commis l'infraction sur le territoire actuel de l'Etat recevant. Toutefois, la remise du dossier ne pourra pas être exigée dans ce cas, si l'inculpé séjourne dans l'Etat dont il est ressortissant.

are not yet finally concluded, shall, if in conformity with the legal regulations common to both Parties a specific court is competent to deal with them, be handed over without further formality to that court of the same instance in the country of the other Contracting Party which would have been competent if the action in question had been begun on the above-mentioned date.

The surrender of legal files may be refused in civil cases exclusively subject to national jurisdiction (for example, questions relating to the civil status of nationals of the country).

Article 2.

If no one court is exclusively competent, and if paragraph 2 of Article 1 does not provide to the contrary, the following provisions shall apply :

(a) At the joint request of both parties or of all the parties concerned, the case shall be handed over without hearing to the court of the other Contracting Party specified in the application of the parties, if such court is also competent.

(b) If a court of the same instance in the country of the other Contracting Party would have been competent if the proceedings had been begun after the entry into force of the present Agreement, either party may apply for the case to be handed over to such court. The request shall not be granted if at that time a court in the country of the Contracting Party responsible for handing over the case was also competent and if the other party in the case opposes the transfer.

Article 3.

In the absence of an agreement regarding the application, the parties to the dispute shall be heard before the decision is given. The costs of these proceedings shall be regarded as part of the costs attaching to the case.

The application may be made in writing or verbally either to the court up to that time dealing with the case or to that court which, in accordance with the present Agreement, is competent to take over the case. The court of the other Contracting Party which is dealing with the case must be informed immediately of such application.

In pending cases, the application must be made not later than at the first hearing of the case subsequent to the coming into force of the present Agreement, but in all other cases, within three months of the publication of the Agreement.

There shall be no appeal against the decision ordering the transfer.

Article 4.

The transfer of legal files may be refused in matters relating to succession or bankruptcy if there are within the country, estate or assets in bankruptcy, with regard to which the national court has to give a decision..

Article 5.

The files of criminal cases, whether of the first or of a higher instance, on which, at the time of the entry into force of the present Agreement, judgment has not yet finally been given, shall be handed over without further formalities :

(1) If the accused is a national of the recipient State and is resident in the territory of the State.

(2) If the accused is a national of the recipient State, if he is resident in the territory of a third State, and if the offence was committed outside the present territory of the State which has to make the delivery.

(3) If the accused is a national of neither of the Contracting Parties and is resident in the territory of a third State, but if the offence was committed on the present territory of the recipient State. In this case, however, the delivery of the files cannot be demanded if the accused is resident in his own country.

Ces dispositions trouveront aussi application si la sentence condamnatoire ayant force de loi, n'a pas encore reçu exécution.

Dans tous les autres cas où l'extradition n'est pas prévue par les dispositions y relatives, la remise du dossier pourra être refusée.

En ce qui concerne l'interjection d'appel, on appliquera les dispositions du dernier alinéa de l'article 3.

Article 6.

Les dossiers des affaires civiles ou pénales, terminées définitivement à l'époque de l'entrée en vigueur du présent arrangement, seront à remettre en chaque cas, à l'autre Partie contractante sur sa demande, conformément aux dispositions des articles premier à 5.

Article 7.

Si les dossiers dont la remise à l'autre Partie contractante est envisagée aux articles premier à 6 ont trait à des affaires relevant de la juridiction des autorités (tribunaux) du pays, il conviendra d'en communiquer des copies certifiées conformes, sur la demande et aux frais de l'Etat recevant.

Article 8.

La remise des dossiers sera effectuée immédiatement par le Ministère de la Justice de la Partie requise à celui de la Partie requérante.

Au cas où l'échange se heurterait à des difficultés, celles-ci seront réglées par voie diplomatique.

II.

REGISTRES FONCIERS.

Article 9.

Les feuilles de registre foncier (procès-verbaux d'inscriptions foncières et plans), conservées par les tribunaux (autorités) de l'une des Parties contractantes, et se rapportant à des biens immobiliers situés entièrement sur le territoire de l'autre Partie contractante, devront être remises à celle-ci en original.

Lorsqu'une feuille de registre foncier (procès-verbal d'inscription foncière) a pour objet des biens immobiliers situés sur le territoire des deux Parties contractantes, ou sur le territoire de l'autre Partie contractante et d'un tiers Etat, la Partie contractante sur le territoire de laquelle un tribunal (une autorité) conserve la feuille de registre foncier (procès-verbal d'inscription foncière), devra en communiquer des copies certifiées conformes à l'autre Partie contractante, aux frais de celle-ci.

Au cas où l'original des feuilles de registre foncier (procès-verbaux d'inscriptions foncières) serait perdu par la faute d'une autorité de la Partie contractante, tenue à opérer la remise, et que l'original aurait dû être livré, la Partie contractante susnommée devra supporter la charge des frais de remplacement.

Pour les copies (plans), on emploiera le matériel de papier usuel pour que les inscriptions puissent être continuées conformément à la pratique suivie en l'espèce.

Article 10.

Toutes les pièces annexées relatives aux inscriptions faites dans les registres fonciers (feuilles des registres fonciers) seront remises en même temps que ces derniers.

Il en sera notamment en ce qui concerne les pièces et documents suivants : requêtes, pièces annexées, rapports, arrêts, jugements, sentences, preuves de notification faites à l'égard de la mise en vigueur d'une exécution, de la vente forcée ou de la mise sous séquestre d'un bien immeuble enregistré, dossiers, documents, plans de localisation des biens immeubles, actes relatifs à la constitution, rectification,

These provisions shall also apply when a judgment with force of law has been given but has not yet been executed.

In all other cases in which, according to the existing regulations in the matter, extradition cannot be ordered, the handing-over of the files may be refused.

The question of appeal is determined by the provisions of the last paragraph of Article 3.

Article 6.

The files of civil and criminal cases upon which final judgment has been given at the time of the coming into force of the present Agreement shall, in each particular case, be handed over at the request of the other Contracting Party in accordance with Articles 1 to 5.

Article 7.

If files which, according to Articles 1 to 6, must be handed over to the other Contracting Party, refer to questions in which national authorities (courts) are alone competent, certified copies of these files shall be sent to the recipient State at its request and expense.

Article 8.

The handing-over of files shall be effected direct between the Ministry of Justice of the applicant Party and the Ministry of Justice of the Party from whom the files are claimed.

Difficulties arising with regard to the exchange of files shall be settled through the diplomatic channel.

II.

LAND REGISTERS.

Article 9.

Land registration documents (reports and sketches) in the possession of the courts (authorities) of one of the Contracting Parties which refer to landed property situated entirely in the territory of the other Contracting Party must be handed over to that Contracting Party in the original.

If the land registration document (report) refers to immovable property situated in the territory of both Contracting Parties or in the territory of the other Contracting Party and of a third State, the Contracting Party on whose territory a court (authority) has possession of the land registration document (report) in question must deliver certified copies to the other Contracting Party at the cost of that Party.

Should land registration documents (reports) due to be handed over in the original be lost through the fault of some authority in the country of the Contracting Party responsible for handing the documents over, the cost of replacing them shall be borne by that Contracting Party.

Copies (sketches) shall be made on the paper customarily used for that purpose in order that registration may continue in the usual manner.

Article 10.

All accessory papers referring to entries in land registers (land registration documents) shall be handed over at the same time as the latter.

This shall apply particularly to the following papers and documents: petitions, annexes, reports, awards, judgments, sentences, vouchers notifying the seizure, forced sale or sequestration of registered immovable property, files, documents, plans indicating the sites of immovable property, papers relating to the composition, correction, alteration or transfer of land registers, plans indicating future sites with

modification ou transfert des registres fonciers, plans de localisation ultérieure avec les cartes foncières, registres des parcelles, consignations des noms en ordre alphabétique, cartes foncières, dossiers relatifs à la manipulation des registres fonciers, y compris les recueils des documents, livres de présentation et d'expédition, listes des archives et des signes d'archives, livres comprenant les demandes en copies des feuilles des registres fonciers, consignations des dossiers attribués aux rapporteurs, listes des dossiers se trouvant chez les rapporteurs, consignations des délais.

La Partie contractante, à laquelle incombe l'obligation de livrer les pièces et documents mentionnés ci-dessus, sera toutefois libre d'en faire exécuter, à la charge de l'autre Partie, les copies déclarées conformes au lieu de livrer les pièces en original, si ces pièces et documents se réfèrent aux biens immeubles situés sur son propre territoire.

Article 11.

Les dispositions contenues dans les articles précédents (9-10) seront appliquées de même aux registres fonciers des chemins de fer et des canaux, tenus à jour par les soins du bureau central des registres fonciers à Budapest, ainsi qu'aux registres fonciers des mines et aux documents se rapportant aux registres fonciers mentionnés. Lorsque la séparation d'un registre foncier à livrer en original, présenterait des difficultés, on appliquera les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 9.

En ce qui concerne la remise des plans appartenant aux registres fonciers du bureau central, on entendra par biens immobiliers les communes prises une à une du réseau des chemins de fer et des canaux.

Les dispositions des alinéas 3 et 4 de l'article 9 seront rationnellement appliquées.

Article 12.

Le choix, respectivement la remise des registres fonciers et documents à livrer conformément aux dispositions précédentes, devront avoir lieu dans un délai maximum de six mois et la confection, respectivement la remise, des copies dans un délai maximum de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrangement.

Une liste détaillée des registres fonciers, documents et copies à remettre devra être dressée en deux exemplaires dont un sera retenu par l'autorité envisagée et l'autre remis à l'organe y autorisé.

Les registres fonciers, documents et copies à livrer seront remis entre les mains de l'organe autorisé par le Ministère de la Justice de l'Etat recevant sur les lieux où les registres fonciers et documents sont conservés actuellement.

Les organes chargés de la réception ont le droit de consulter les livres de présentation et d'expédition, ainsi que les indices pour vérifier si le matériel écrit livré est complet. Si, à l'occasion de la réception du matériel écrit, des contestations s'élèvent sans pouvoir être réglées séance tenante, on les soumettra au Ministère de la Justice de l'Etat cédant.

Les frais de réception et de transport des matières livrées sont à la charge de l'Etat recevant.

Article 13.

Au cas où les feuilles de registre foncier (procès-verbaux d'inscription foncière), documents ou copies, n'auraient pas été remis pendant les délais fixés à l'alinéa premier de l'article 12, le tribunal (autorité) chargé de la remise devra, s'il est saisi d'une demande, en examiner sans tarder le bien-fondé et, le cas échéant, lui faire immédiatement droit.]

Article 14.

Les dispositions précédentes ne touchent pas la question relative à l'état et à la validité des inscriptions effectuées jusqu'à la remise des registres fonciers.

De même ne sera touchée la question de la valorisation des créances hypothécaires inscrites en faveur des ressortissants de l'autre Partie contractante, pas davantage la question relative aux hypothèques solidaires, ainsi qu'à une répartition éventuelle des charges existantes.

land maps, registers of parcels of land, lists of names in alphabetical order, land maps, files relating to the handling of land registers including collections of documents, registers of incoming and outgoing documents, lists of archives and of distinguishing marks of archives, books containing requests for copies of land registration documents, statements of files assigned to rapporteurs, lists of files in the possession of rapporteurs, statements of time-limits fixed.

If these papers and documents refer to immovable property situated in the territory of the Contracting Party responsible for handing over the above-mentioned papers and documents, such Party shall have the right to hand over instead of the originals certified copies prepared at the cost of the other Contracting Party.

Article 11.

The provisions contained in the foregoing Articles (9-10) shall apply in the same way to the land registers of the railways and canals kept up to date by the Central Land Registration Office at Budapest, and also to the mining registers and all documents referring to the land registers just mentioned. If there are difficulties in the way of separating some register which is to be handed over in the original from other registers, the provisions of paragraph 2 of Article 9 shall apply.

With regard to the handing-over of plans belonging to the Central Land Registration Office, the term "immovable property" shall be understood to mean the communes taken separately and intersected by the railway lines and canals.

The provisions of paragraphs 3 and 4 of Article 9 shall apply *mutatis mutandis*.

Article 12.

The selection and delivery of the land registers and documents to be handed over in accordance with the foregoing provisions shall be effected within six months at most, and any copies to be supplied shall be prepared and handed over within twelve months at most, of the coming into force of the present Agreement.

A detailed list of the land registers, documents and copies to be handed over shall be prepared in duplicate, one copy to be retained by the authority preparing the list, the other to be handed over to the authority appointed to accept delivery.

The land registers, documents and copies to be handed over shall be delivered to the persons authorised for this purpose by the Ministry of Justice of the recipient State at the place where the land registers and documents are at present kept.

The persons authorised to accept delivery shall have the right to inspect records of incoming and outgoing documents and indices in order to ascertain that the documents handed over are complete. If a dispute arises with regard to the handing over of the documents, it shall be submitted to the Ministry of Justice of the delivering State unless it can be settled forthwith.

The cost of handing over and transporting the documents delivered shall be borne by the recipient State.

Article 13.

If the land registration documents (reports), papers or copies are not handed over within the time-limits provided in paragraph 1 of Article 12, the court (authority) responsible for delivery shall, if requested, examine such requests immediately and, if need be, at once comply with it.

Article 14.

The foregoing provisions shall not affect the question of the position and validity of entries made prior to the surrender of the land registers.

They shall likewise not affect the question of the valorisation of mortgage debts entered in favour of nationals of the other Contracting Party or the question of joint and several mortgages or of a possible division of existing liabilities.

III.

AFFAIRES DE COMMASSATION.

Article 15.

Tous les documents, travaux techniques de commassation, ainsi que les levées du cadastre servant de base à la commassation, se rapportant à des opérations de commassation, soit terminées, soit en cours d'exécution, et conservés par les tribunaux (autorités) des Parties contractantes, devront, en tant qu'ils ont trait exclusivement à des biens immobiliers situés sur le territoire de l'autre Partie contractante, être remis à celle-ci en original.

Au cas où les documents et travaux techniques mentionnés au premier alinéa se rapporteraient à des biens immobiliers situés sur le territoire des deux Parties contractantes, la Partie contractante dont le tribunal (autorité) conserve les matières en question est tenue à remettre sur la demande et aux frais de l'autre Partie à celle-ci des copies certifiées conformes.

IV.

AFFAIRES DE TUTELLE (D'INTERDICTION).

LA REMISE DU MATÉRIEL ÉCRIT RELATIF AUX AFFAIRES DES ORPHELINS.

Article 16.

La remise du matériel écrit concernant les affaires de tutelle — *d'interdiction* — (documents, registres des orphelins, listes, etc.) sera effectuée sur la base des principes contenus dans les stipulations des parties I et II de la présente annexe relatives au matériel écrit des tribunaux civils, avec la modification, qu'aux tribunaux seront subrogées les autorités tutélaires et que, du côté tchécoslovaque, le Ministère de la Justice et ses organes, du côté hongrois le Ministère de l'Intérieur et ses organes seront appelés à l'intermédiaire.

V.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 17.

Au cas où la question de la répartition de l'ensemble du matériel écrit en cause ne se montrerait pas tranchée d'une façon complète par la présente annexe, les deux Parties contractantes devront se mettre d'accord ultérieurement.

ANNEXE VIII

RELATIVE AUX REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL (REGISTRES MATRICULES).

Article premier.

Les originaux des registres de l'état civil, ainsi que les duplicata, resteront dans la possession de celle des Parties contractantes au territoire de laquelle la circonscription de l'office de l'état civil a été incorporée par suite du Traité de Trianon dans toute son étendue.

Dans le cas où la circonscription a été divisés par les limites fixées sur la base du Traité de Trianon, les originaux des registres de l'état civil appartiendront à l'Etat qui exerce la souveraineté au siège de l'office de l'état civil, les duplicata conservés aux archives de l'autorité départementale appartiendront cependant à l'autre Etat.

III.

MATTERS RELATING TO LAND DIVISION AND AMALGAMATION ("COMMASSATION").

Article 15.

All documents and technical studies which refer to questions of land division and amalgamation (*commassation*) either already settled or still pending, together with cadastral documents upon which such division or amalgamation is based, which are in the custody of the courts (authorities) of one Contracting Party, and which refer exclusively to immovable property situated in the territory of the other Contracting Party, shall be handed over to that Party in the original.

If the documents and technical studies mentioned in the foregoing paragraph refer to immovable property situated in the territory of both Contracting Parties, that Contracting Party whose court (authority) is in possession of the material in question shall, on request, hand over certified copies prepared at the expense of the other Contracting Party.

IV.

MATTERS RELATING TO GUARDIANSHIP (INTERDICTION).
THE SURRENDER OF DOCUMENTS RELATING TO THE AFFAIRS OF ORPHANS.*Article 16.*

The handing-over of documents concerning matters relating to guardianship — interdiction — (documents, orphan registers, lists, etc.) shall be effected on the basis of the principles contained in the provisions of Parts I and II of the present Annex regarding documents of the civil courts, with the difference, however, that the guardians shall be substituted for the courts and that the Ministry of Justice and its organs, on the Czechoslovak side, and the Ministry of the Interior and its organs, on the Hungarian side, shall act as intermediary.

V.

FINAL PROVISIONS.

Article 17.

Should the question of the assignment of the whole of the documents in question not be settled in all points by the present Annex, the two Contracting Parties shall subsequently come to an agreement between themselves.

ANNEX VIII.

REGARDING REGISTERS OF BIRTHS, MARRIAGES AND DEATHS.

Article I.

Original registers of births, marriages and deaths and duplicates of these documents shall remain in the possession of that Contracting Party in whose territory the registration area to which they refer has been incorporated throughout its whole extent in virtue of the Treaty of Trianon.

Should the registration area be intersected by the frontier as delimited by the Treaty of Trianon, the originals of birth, marriage and death registers shall be kept by that State which exercises sovereignty over the seat of the Register Office, while the duplicates kept in the departmental archives shall be deposited with the other State.

Article 2.

Si les originaux des registres de l'état civil ont été déplacés du siège de l'office de l'état civil, respectivement, si les duplicata ont été déplacés du siège de l'autorité départementale, ils devront être restitués par la Partie qui les a en possession, conformément à l'article premier.

Article 3.

Au cas de la perte ou de l'anéantissement d'un exemplaire original ou d'un duplicata appartenant à une circonscription de l'office de l'état civil, divisée par les limites fixées sur la base du Traité de Trianon, l'Etat qui est en possession aux termes des articles précédents, devra fournir sans retard, sur la demande de l'autre Etat, sans frais des copies conformes des exemplaires qu'il possède, dûment légalisées.

Article 4.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux documents qui ont trait à des inscriptions ultérieures sur les registres de l'état civil ou bien à des rectifications.

Article 5.

Les dispositions précédentes régissent également la remise réciproque des duplicata de tels registres de l'état civil ecclésiastiques (confessionnels) qui datent des années 1868-1895 et sont conservés aux archives d'une autorité départementale divisée par le Traité de Trianon.

Article 6.

La remise réciproque des registres de l'état civil et du matériel écrit y relatif aura lieu de la façon suivante :

La Partie contractante qui a ce matériel en sa possession le rassemblera et le délivrera, accompagné des listes détaillées, à l'autre Partie dans les six mois à partir de la mise en vigueur du présent arrangement. Toute réclamation ultérieure éventuelle présentée par la Partie recevante, sera réglée par la Partie en possession dans les trois mois à partir de la réception de cette réclamation.

L'exécution de l'échange de ce matériel se fera par l'intermédiaire des Ministères de l'Intérieur des deux Parties contractantes, par voie directe.

Toute difficulté qui surgirait entre les deux Ministères et ne pourrait être tranchée par eux, sera réglée par voie diplomatique.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 15 septembre 1927.

Dr Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Article 2.

Should the originals of birth, marriage and death registers have been removed from the Register Office in question or the duplicates from the departmental archives, the Party in whose possession they are must give them up in conformity with Article 1.

Article 3.

Should the original or copies belonging to a registration area which is intersected by the frontier as delimited by the Treaty of Trianon be lost or destroyed, that State which, in accordance with the terms of the foregoing Articles, is in possession of the original or the copy shall be required at the request of the other State to hand over free of charge and without delay duly certified copies of the documents in its possession.

Article 4.

The foregoing provisions shall also apply to documents referring to subsequent entries or corrections in the registers of births, marriages and deaths.

Article 5.

The above provisions shall also apply to the reciprocal handing-over of copies of certificates of births, marriages and deaths kept by the churches of the various denominations, dating from 1868 to 1895, and kept in the archives of departments divided by the Treaty of Trianon.

Article 6.

The exchange of registers of births, marriages and deaths and of documents relating thereto shall be effected as follows :

The Contracting Party in whose possession the documents are shall collect them and deliver them to the other Party, together with detailed lists, within six months of the coming into force of the present Agreement. All subsequent claims by the recipient Party shall be settled by the other Party within three months of such claim being received.

The execution of these measures for the exchange of documents shall be effected direct by the Ministries of the Interior of both Contracting Parties.

In the event of difficulties which cannot be settled by the two Ministries, the matter shall be settled through the diplomatic channel.

N° 1539.

**ALLEMAGNE, AUTRICHE,
BELGIQUE, BULGARIE
EMPIRE BRITANNIQUE, etc.**

Convention relative au jaugeage des
bateaux de navigation intérieure.
Protocole de signature. Signés à
Paris, le 27 novembre 1925.

**GERMANY, AUSTRIA,
BELGIUM, BULGARIA,
BRITISH EMPIRE, etc.**

Convention regarding the Measure-
ment of Vessels employed in
Inland Navigation. Protocol of
Signature. Signed at Paris, No-
vember 27, 1925.

N^o 1539. — CONVENTION ¹ RELATIVE AU JAUGEAGE DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE. SIGNÉE A PARIS, LE 27 NOVEMBRE 1925.

Textes officiels en français et en anglais. Cette convention et le protocole y relatif ont été enregistrés par le Secrétariat le 1^{er} octobre 1927, par suite de leur entrée en vigueur.

L'ALLEMAGNE, l'AUTRICHE, la BELGIQUE, la BULGARIE, l'EMPIRE BRITANNIQUE, l'ESPAGNE, la FINLANDE, la FRANCE, la GRÈCE, la HONGRIE, l'ITALIE, les PAYS-BAS, la POLOGNE, la ROUMANIE, l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, le ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, la SUISSE et la TCHÉCOSLOVAQUIE,

En vue d'apporter de nouvelles facilités aux communications internationales par bateaux de navigation intérieure,

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. G. FRANOUX, consul général près l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE :

Le D^r Paul ZIFFERER, conseiller spécial de la Légation d'Autriche près le Président de la République française.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. J. BRUNET, ministre plénipotentiaire ;

M. D. BOUCKAERT, directeur général des Ponts et Chaussées ayant rang de secrétaire général.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Jordan DANTSCHOFF, directeur général adjoint des Chemins de fer et des Ports de l'Etat bulgare.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

M. J. G. BALDWIN, C.B., représentant de la Grande-Bretagne aux Commissions fluviales internationales, membre de la Commission consultative et technique des communications et du transit.

¹ Dépôt des ratifications :

Empire britannique (pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord)	. . . . .	14 juin 1927.
Allemagne	} 2 juillet 1927.	Bulgarie 2 juillet 1927.
Belgique		Autriche 4 juillet 1927.
France		Espagne 11 juillet 1927.
Pays-Bas		Hongrie 3 janvier 1928.
Suisse		Roumanie 18 mai 1928.

No. 1539. — CONVENTION¹ REGARDING THE MEASUREMENT OF VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 27, 1925.

French and English official texts. The Convention and Protocol relating thereto were registered with the Secretariat, October 1, 1927, following their coming into force.

GERMANY, AUSTRIA, BELGIUM, BULGARIA, BRITISH EMPIRE, SPAIN, FINLAND, FRANCE, GREECE, HUNGARY, ITALY, THE NETHERLANDS, POLAND, ROUMANIA, UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SWITZERLAND AND CZECHOSLOVAKIA,

With a view to providing new facilities for international communication by means of vessels employed in inland navigation have appointed for this purpose as their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. G. FRANOUX, Consul-General attached to the German Embassy in Paris.

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Paul ZIFFERER, Special Counsellor of the Austrian Embassy to the President of the French Republic.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. J. BRUNET, Minister Plenipotentiary ;

M. D. BOUCKAERT, Director-General of Roads and Bridges, with the rank of Secretary-General.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Jordan DANTSCHOFF, Deputy Director-General of the State Railways and Ports of Bulgaria.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Mr. J. G. BALDWIN, C.B., Representative of Great Britain on the International River Commissions, Member of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit.

¹ Deposit of ratifications :

British Empire (for Great Britain and Northern Ireland).	June 14, 1927.
Germany	} July 2, 1927.
Belgium	
France	
The Netherlands	
Switzerland	
Bulgaria	July 2, 1927.
Austria	July 4, 1927.
Spain	July 11, 1927.
Hungary	January 3, 1928.
Roumania	May 18, 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Le marquis DE FAURA, ministre-conseiller de l'Ambassade de Sa Majesté catholique près le Président de la République française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FINLANDAISE :

M. O. ENCKELL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Albert MAHIEU, sénateur, plénipotentiaire de France à la Commission centrale pour la navigation du Rhin ;

M. Silvain DREYFUS, inspecteur général des Ponts et Chaussées.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. G. MÉZÉVIRIS, capitaine de frégate, attaché naval à la Légation hellénique près le Président de la République française.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

M. Alfred DE DIETRICH-SACHSENFELS, délégué de la Hongrie à la Commission internationale du Danube.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Carlo ROSSETTI, ministre plénipotentiaire, délégué d'Italie aux Commissions fluviales internationales.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Dr G. VAN SLOOTEN, conseiller à la Haute Cour militaire et à la Cour d'Appel de La Haye.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. George BOGORZYA-KURZENIECKI, conseiller au Ministère des Affaires étrangères et chef de la section du transit de ce Ministère.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. G. POPESCO, ingénieur, inspecteur général, professeur de navigation à l'école polytechnique de Bucarest, membre de la Commission consultative et technique des communications et du transit.

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. C. LEPINE, président de la Navigation fluviale nord-ouest de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. F. VILFAN, délégué adjoint près la Commission internationale du Danube.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. A. RYNIKER, ingénieur-conseil.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohuslav MÜLLER, ingénieur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant de la République tchécoslovaque aux Commissions fluviales internationales.

LESQUELS, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, conviennent des dispositions suivantes, destinées à assurer la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage :

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

The Marquis DE FAURA, Minister-Counsellor of the Embassy of His Catholic Majesty to the President of the French Republic.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. O. ENCKELL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Albert MAHIEU, Senator, French Plenipotentiary to the Central Commission for Rhine Navigation ;

M. Silvain DREYFUS, Inspector-General of Roads and Bridges.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. G. MÉZÉVIRIS, Naval Captain, Naval Attaché to the Greek Legation to the President of the French Republic.

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF HUNGARY :

M. Alfred DE DIETRICH-SACHSENFELS, Delegate for Hungary on the International Danube Commission.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Carlo ROSSETTI, Minister Plenipotentiary, Delegate of Italy on the International River Commissions.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. G. VAN SLOOTEN, Counsellor of the High Military Court and the Court of Appeal at The Hague.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. George BOGORYA-KURZENIECKI, Counsellor at the Ministry of Foreign Affairs and Head of the Transit Section of the Ministry.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. G. POPESCO, Engineer, Inspector-General, Professor of Navigation at the Polytechnic School of Bucharest, Member of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:

M. C. LEPINE, President of the North-West River Navigation Department of the Union of Soviet Socialist Republics.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. F. VILFAN, Substitute Delegate to the International Danube Commission.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. A. RYNIKER, Engineering Adviser.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Bohuslav MÜLLER, Engineer, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Representative of the Czechoslovak Republic on the International River Commissions.

WHO, after communicating their full powers, found in good and due form, agree to the following provisions, which are intended to assure the reciprocal recognition of measurement certificates.

Article premier.

Les certificats de jaugeage délivrés par les autorités compétentes de l'un des Etats contractants en vertu de règlements conformes aux stipulations de la présente convention et de son annexe, sont, à l'exclusion de tous autres, reconnus par les autorités des autres Etats contractants comme équivalents à ceux que ces Etats délivrent conformément aux mêmes règles.

Article 2.

Les Etats contractants s'engagent à mettre en application, neuf mois au plus après l'entrée en vigueur, sur leur territoire, de la présente convention et dans les conditions prévues à l'article 12, les règlements arrêtés par chacun d'eux pour l'exécution des stipulations de la présente convention et de son annexe ; ils se communiqueront lesdits règlements trois mois avant leur mise en application ; toute modification ultérieure apportée à ces règlements fera l'objet d'une communication dans le même délai.

Article 3.

Les Etats contractants s'engagent à faire procéder sur leur territoire au jaugeage de tout bateau qui en fait la demande. Ils s'engagent également à faire rejauger tout bateau qui en fait la demande et qui se trouve dans une des conditions visées à l'article 4.

Article 4.

Aucun Etat contractant ne peut exiger le rejaugage, sinon en cas de grosses réparations, de transformations importantes ou de modifications aux dimensions extérieures ou intérieures du bateau, ou si le certificat de jaugeage a plus de dix ans de date. Ce rejaugage ne peut être effectué qu'en vertu de prescriptions administratives d'application générale.

Si un Etat contractant juge nécessaire de contrôler à ses frais les indications du certificat, ce contrôle ne peut porter, en ce qui concerne les bateaux chargés, que sur les dimensions extérieures du bateau.

Article 5.

Le département ministériel compétent de chacun des Etats contractants adresse trimestriellement au département compétent de l'Etat co-contractant intéressé :

1° La liste des bateaux rejaugés par ses services qui avaient été jaugés en dernier lieu par les services dudit Etat co-contractant ; cette liste est accompagnée des certificats de jaugeage retirés lors du rejaugage ;

2° La liste des bateaux dont le dernier certificat de jaugeage est inscrit dans ledit Etat co-contractant et dont le nom ou la devise a changé.

Les listes sont établies conformément aux tableaux numéros 1 et 2 joints à l'annexe à la présente convention.

Lorsqu'il s'agit d'obtenir des renseignements urgents, les bureaux compétents des divers Etats contractants peuvent correspondre directement entre eux.

Article 1.

Measurement certificates issued by the competent authorities of one of the Contracting States, in virtue of regulations in accordance with the provisions of the present Convention and the Annex thereto, shall, to the exclusion of all others, be accepted by the authorities of the other Contracting States as being equivalent to the certificates issued by the said States in accordance with the same rules.

Article 2.

The Contracting States undertake to apply in their territory, within nine months of the coming into force of the present Convention, under the conditions laid down in Article 12, the regulations they have individually drawn up for the execution of the provisions of the present Convention and the Annex thereto; they shall communicate to each other the said regulations three months before their application; any subsequent modification in these regulations shall be communicated within the same period.

Article 3.

The Contracting States undertake to measure in their territories any vessel in respect of which a request to this effect is made. The same provision shall apply to the re-measurement of any vessel in respect of which the request is made and which is covered by the terms of Article 4.

Article 4.

No Contracting State may demand re-measurement unless in the case of extensive repairs, important changes or alterations in the external or internal dimensions of the vessel, or unless the measurement certificate is more than ten years old. Such re-measurement may only be effected in accordance with the administrative regulations generally applicable.

If a Contracting State thinks it necessary to check at its own expense the particulars given in the certificate, this operation, so far as laden vessels are concerned, shall not cover more than the external dimensions of the vessel.

Article 5.

The competent Government department of each of the Contracting States shall forward quarterly to the department of the other Contracting State concerned :

(1) The list of the vessels re-measured by its officials and last measured by the officials of the said Contracting State; this list shall be accompanied by the measurement certificate withdrawn on re-measurement;

(2) A list of the vessels of which the last measurement certificate is registered in the said Contracting State and of which the name or official title has been altered.

Lists shall be drawn up in accordance with the forms 1 and 2 attached to the Annex of the present Convention.

The registration offices of the various Contracting States may, when information is urgently required, correspond direct with each other.

A cette fin, les Etats se communiquent réciproquement une liste mentionnant ces divers bureaux, leurs lettres ou numéros distinctifs et la qualité des fonctionnaires qui les dirigent. Cette liste est tenue à jour.

Article 6.

Lorsqu'un bateau jaugé vient à être détruit dans l'un des Etats contractants, le service compétent de cet Etat en donne avis, dans le délai de trois mois au plus à compter du jour où il a constaté le fait, au bureau d'inscription intéressé, auquel est renvoyé, si possible, le certificat de jaugeage.

Article 7¹.

A titre transitoire et pendant une période de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1927, les certificats délivrés antérieurement à cette date seront admis là où ils le sont actuellement, ainsi que là où ils seront reconnus en vertu d'un arrangement particulier.

Article 8.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera ouverte jusqu'au 1^{er} octobre 1926 à la signature de tout Etat invité à la Conférence de Paris.

Article 9.

La présente convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous Etats signataires ou adhérents.

Article 10.]

A partir du 1^{er} octobre 1926, tout Etat invité à la Conférence visée à l'article 8 ou tout Etat ayant une frontière commune avec l'un de ces Etats, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, aux fins de dépôt dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt à tous les Etats signataires ou adhérents.

¹ Par notes adressées au Secrétaire général de la Société des Nations par les gouvernements signataires, l'article 7 de la Convention a été amendé dans la forme où il apparaît ci-dessus. Il était rédigé comme suit :

« A titre transitoire et pendant une période de cinq ans, à compter du 1^{er} octobre 1926, les certificats délivrés antérieurement à cette date seront admis là où ils le sont actuellement, ainsi que là où ils seront reconnus en vertu d'un arrangement particulier. »

For this purpose, States shall communicate to each other a list of their various registration offices, the distinguishing letters or numbers of these offices, and the status of the officials at the head of these offices. The list shall be kept up-to-date.

Article 6.

In the event of a measured vessel being destroyed in the territory of one of the Contracting States, the competent department of that State shall, within three months of the date on which the fact is established, duly notify the registration office concerned, and the certificate shall, if possible, be returned to that office.

Article 7¹.

As a temporary measure and for a period of five years from October 1st, 1927, certificates issued prior to that date shall be accepted where this is at present the case and where they may be recognised in accordance with a special arrangement.

Article 8.

The present Convention, of which the English and French texts shall be equally authentic, shall bear this day's date and shall be open for signature until October 1st, 1926, by any State invited to the Paris Conference.

Article 9.

The present Convention shall be subject to ratification. The instruments of ratification shall be forwarded to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the signatory or acceding States.

Article 10.

After October 1st, 1926, the present Convention may be acceded to by any State invited to the Conference and referred to in Article 8, or by any State having a common frontier with one of these States.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the League of Nations, to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall notify such deposit to all the signatory and acceding States.

¹ By notes addressed to the Secretary-General of the League of Nations by the Governments of the Signatory States, Article 7 of the Convention has been amended in the form in which it appears above. It was drafted as follows :

“ As a temporary measure and for a period of five years from October 1st, 1926, certificates issued prior to that date shall be accepted where this is at present the case and where they may be recognised in accordance with a special arrangement. ”

Article 11.

Les Etats non Membres de la Société des Nations pourront, s'ils le désirent, adresser leurs instruments de ratification ou d'adhésion au Gouvernement français qui gardera ces instruments dans ses archives et en communiquera copie au Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci notifiera la réception de ces communications à tous les Etats signataires ou adhérents.

Article 12.

La présente convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par cinq Etats. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la cinquième ratification.

Ultérieurement, la présente convention prendra effet, en ce qui concerne chacun des Etats contractants, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente convention le jour de son entrée en vigueur.

Article 13.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant les Etats qui ont signé ou ratifié la présente convention, ceux qui y ont adhéré ou qui l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Membres de la Société, ainsi qu'à tout Etat invité à la Conférence visée à l'article 8, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

Article 14.

La présente convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats contractants, après l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ledit Etat. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite adressée soit au Secrétaire général de la Société des Nations, soit, pour les Etats ayant fait usage de la faculté accordée par l'article 11, au Gouvernement français qui en communiquera copie au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant tous les autres Etats contractants de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général, et ne sera opérante qu'en ce qui concerne l'Etat qui l'aura notifiée.

Article 15.

La révision de la présente convention pourra être demandée à toute époque par un tiers au moins des Etats contractants.

Article 11.

States not Members of the League of Nations may, if they so desire, address their instruments of ratification or accession to the French Government, which shall deposit these instruments in its archives, and communicate a copy of them to the Secretary-General of the League of Nations. The Secretary-General shall notify all the States which have signed or acceded to the Convention of the reception of these communications.

Article 12.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified by five States. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification. Thereafter it shall take effect in the case of each of the Contracting States ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General shall register the present Convention upon the day of its coming into force.

Article 13.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations showing the States which have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open at all times to the Members of the League and to any State invited to the Conference and referred to in Article 8 ; it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Council.

Article 14.

The present Convention may be denounced by any one of the Contracting States on the expiration of a period of five years, reckoned from the date of its coming into force in respect of that State. Notification of denunciation shall be given by an instrument in writing addressed either to the Secretary-General of the League of Nations, or, in the case of States availing themselves of the option accorded by Article 11, to the French Government, which shall communicate a copy of the instrument to the Secretary-General of the League of Nations. Copies of this notification, advising all the other Contracting States of the date on which it was received, shall be forwarded to them by the Secretary-General.

The denunciation shall become effective one year after the date of the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary-General, and shall operate only in respect of the State in question.

Article 15.

The revision of the present Convention may be demanded at any time by at least one-third of the Contracting States.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le vingt-sept novembre mil neuf cent vingt-cinq, en un seul exemplaire qui sera déposé au Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

In faith whereof the above-named plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Paris, the twenty-seventh day of November one thousand nine hundred and twenty-five in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations ; certified copies will be transmitted to all the States represented at the Conference.

ALLEMAGNE

FRANOUX
GEHLHAAR

GERMANY

AUTRICHE

Paul ZIFFERER

AUSTRIA

BELGIQUE

J. BRUNET.
BOUCKAERT

BELGIUM

BULGARIE

J. DANTSCHOFF

BULGARIA

EMPIRE BRITANNIQUE

John BALDWIN

BRITISH EMPIRE

ESPAGNE

Marqués DE FAURA

SPAIN

FINLANDE

ENCKELL.

FINLAND

FRANCE

MAHIEU
S. DREYFUS

FRANCE

GRÈCE

G. MÉZÉVIRIS

GREECE

HONGRIE	DIETRICH	HUNGARY
ITALIE	Carlo ROSSETTI	ITALY
PAYS-BAS	G. VAN SLOOTEN A. VAN DRIEL	NETHERLANDS
POLOGNE	J. KURZENIECKI	POLAND
ROUMANIE	G. POPESCO	ROUMANIA
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES	LEPINE	UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES		KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
Sous bénéfice de la clause IV du Protocole de signature ¹ .		
	F. VILFAN	
SUISSE	MOTTA.	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Ing. Bohuslav MÜLLER	CZECHOSLOVAKIA

¹ Translation : Under Clause IV of the Protocol of Signature.

ANNEXE A LA CONVENTION RELATIVE AU Jaugeage
DES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIÈRE.

Article premier.

Le jaugeage défini dans la présente annexe a pour objet de permettre de déterminer, soit le poids du bateau, soit le poids de la cargaison, d'après l'enfoncement.

Le poids total d'un bateau étant égal à celui du volume d'eau qu'il déplace, le poids de la cargaison est égal au poids du volume d'eau déplacé par le bateau chargé, diminué du poids du volume d'eau déplacé par le bateau vide.

Article 2.

Le système métrique est seul employé dans le jaugeage des bateaux.

En conséquence, les dimensions linéaires sont exprimées en mètres, décimètres, et centimètres, les volumes en mètres cubes et décimètres cubes, les poids en tonnes de mille kilogrammes et en fractions décimales de tonnes.

Les opérations définies aux articles 3 et 4 ci-après déterminent des déplacements évalués en volume.

Les poids correspondant aux déplacements en volume inscrits au certificat de jaugeage sont, dans chaque cas, le produit de ces déplacements par la densité spécifique de l'eau, dans laquelle ont été relevés les enfoncements des échelles.

Article 3.

Le volume à déterminer est le volume extérieur de la portion de la coque comprise entre :

1^o Le plan du plus grand enfoncement autorisé par les règlements sur les différentes voies navigables que le bateau est destiné à fréquenter, et

2^o Un plan pris, soit au niveau de la flottaison à vide, tel qu'il est défini ci-après, soit au niveau du dessous du bateau.

Article 4.

a) Pour les bateaux affectés au transport des marchandises, les mesures sont prises sur le bateau lui-même.

La portion de la coque à mesurer est divisée par des plans horizontaux en tranches ayant généralement un décimètre de hauteur.

La surface horizontale de chaque tranche est divisée en éléments par des ordonnées tracées normalement à l'axe longitudinal du bateau. Dans la partie centrale, de forme sensiblement rectangulaire, ainsi que dans chacun des élancements d'avant et d'arrière, le nombre de ces éléments est de quatre au moins.

Dans le calcul des aires, l'emploi de la formule de Simpson est obligatoire pour les parties de la surface limitée par des courbes.

Les parties extrêmes des élancements à l'avant et à l'arrière du bateau, d'une hauteur au plus égale à celle des éléments voisins, peuvent constituer, s'il y a lieu, des éléments de surface dont l'aire est calculée séparément.

On obtient le volume d'une tranche en multipliant la demi-somme des aires des sections supérieure et inférieure par la hauteur ; lorsque les formes du bateau le permettent, plusieurs tranches peuvent être groupées pour le calcul.

ANNEX TO THE CONVENTION REGARDING THE MEASUREMENT OF
VESSELS EMPLOYED IN INLAND NAVIGATION.

Article 1.

The object of measurement as defined in the present Annex is to make it possible to determine either the weight of the vessel or the weight of the cargo according to its draught.

As the total weight of a vessel is equal to the weight of the volume of water displaced by it, the weight of the cargo is equal to the weight of the volume of water displaced by the vessel when loaded minus the weight of the volume of water displaced by the vessel when empty.

Article 2.

The metric system only shall be employed in the measurement of vessels.

All lineal measurements shall therefore be expressed in metres, decimetres, and centimetres, volumes in cubic metres and cubic decimetres, and weight in tons of a thousand kilogrammes each and fractions of the same.

The operations described in the following Articles 3 and 4 shall determine the displacements in volume.

The weights corresponding with the displacements in volume entered upon the measurement certificates shall be in each case the product of these displacements and the specific density of the water in which the draught as indicated by the scales is ascertained.

Article 3.

The volume to be measured is the external volume of the part of the hull included between :

- (1) The plane passing through the line of the maximum draught authorised by the regulations for the various navigable waterways on which the vessel is to be employed ;
- (2) A plane either at the level of the light-load line as hereinafter defined, or at a level corresponding to the bottom of the vessel.

Article 4.

(a) For vessels employed in carrying freight the measurements shall be taken on the vessel itself.

The part of the hull to be measured is divided by horizontal planes into segments generally one decimetre in height.

The horizontal surface of each segment is divided into parts by lines perpendicular to the longitudinal axis of the vessel. The central portion, approximately rectangular in form, and the forward and after ends shall each be divided into at least four parts.

In the calculation of the surfaces, the use of the Simpson formula is compulsory for ascertaining the areas of the surfaces bounded by the curves.

The extreme parts of the forward and after ends of the boat, having a height at least equal to that of the adjoining parts, may if convenient constitute parts whose surfaces may be calculated separately.

The volume of a segment is obtained by multiplying the mean of the areas of the upper and lower sections by the height or distance between them ; when the shape of the vessel permits several segments may be grouped together in making the calculation.

Le quotient du volume d'une tranche par le nombre de centimètres qui exprime sa hauteur est considéré comme donnant le déplacement du bateau pour chaque centimètre d'enfoncement dans cette tranche.

b) Pour les bateaux qui ne sont pas affectés au transport des marchandises, on admet que leur déplacement correspondant à un plan de flottaison donné est représenté par les soixante-dix centièmes du produit des trois dimensions suivantes, relatives à la surface extérieure de la coque, sans tenir compte d'aucune saillie :

1° La longueur déterminée par la distance entre les deux plans verticaux normaux à l'axe longitudinal du bateau et tangents extérieurement à la ligne correspondant au plan de flottaison donné ;

2° La largeur maximum à ce niveau de flottaison ;

3° L'enfoncement moyen, mesuré par la distance verticale entre ledit plan de flottaison et la partie la plus basse de la coque dans la section transversale correspondant au milieu de la longueur définie au paragraphe 1 ci-dessus.

Ces trois dimensions sont relevées soit sur le bateau lui-même, soit sur ses dessins d'exécution.

Article 5.

Les échelles de jauge, lorsqu'il en est besoin, sont disposées symétriquement et par paires sur les flancs du bateau dans des plans verticaux perpendiculaires à l'axe.

Pour les bateaux dont la longueur de coque dépasse 40 mètres, les échelles sont au moins au nombre de six dont deux dans un plan situé vers le milieu de la longueur et deux dans chacun des plans situés, de part et d'autre du premier, à des distances respectivement égales au tiers environ de la longueur totale du bateau.

Lorsque le nombre des échelles est supérieur à six, leur emplacement est déterminé par analogie avec ce qui est indiqué aux alinéas 2 et 4 du présent article.

Pour les bateaux ayant au plus 40 mètres de longueur, le nombre des échelles peut être réduit à quatre ; elles sont alors disposées par paires dans des plans situés vers le tiers et les deux tiers de la longueur du bateau.

Les échelles doivent être très apparentes et rattachées à des repères fixes. Elles sont graduées de 2 en 2 centimètres, comptés verticalement, une marque spéciale étant faite tous les 10 centimètres ; le zéro correspond soit au plan de flottaison à vide, soit au niveau du dessous du bateau au droit de chaque échelle.

On admet que la hauteur du plan de flottaison au-dessus du plan limitant inférieurement le volume à mesurer est égale à la moyenne arithmétique des cotes lues sur toutes les échelles.

Article 6.

Est considéré comme plan de flottaison à vide, celui qui correspond à la position que prend le bateau dans l'eau douce lorsqu'il porte seulement :

1° Les agrès, les provisions et l'équipage indispensables pour lui permettre de naviguer ;

2° L'eau qu'il est impossible d'enlever de la cale par les moyens ordinaires d'épuisement ;

3° En outre, s'il s'agit d'un bateau auto-moteur, l'eau utilisée normalement pour son fonctionnement, mais non le combustible ni le lest mobile.

Article 7.

Les opérations de jaugeage sont constatées par la délivrance d'un certificat ; ce certificat est inscrit sous un numéro d'ordre sur un registre spécial, tenu par le bureau, qui est institué à cet effet par chaque Etat contractant pour un ressort déterminé et qui est caractérisé par des lettres ou des numéros distinctifs, la ou les dernières lettres désignant l'Etat sur le territoire duquel se trouve ce bureau.

La liste des lettres désignant les Etats est jointe à la présente annexe.

The quotient obtained by dividing the volume of a segment by the height of the segment expressed in centimetres is taken as the displacement of the vessel for each centimetre of draught within the height of that segment.

(b) For vessels not employed in carrying freight it is agreed that their displacement, corresponding to a given load-line, shall be represented by seventy-hundredths of the product of the three following dimensions relating to the external surface of the hull without taking into account any projecting parts :

(1) The length determined by the distance between the two vertical planes perpendicular to the longitudinal axis of the boat and the tangents to the curve of the plane corresponding with the given load-line ;

(2) The maximum breadth at the given load-line ;

(3) The average displacement measured by the vertical distance between the given load-line and the lowest part of the hull in the transverse section corresponding with the mid-point of the length as defined in the above paragraph.

These three dimensions shall be ascertained either on the vessel itself or from its plans of construction.

Article 5.

The measuring scales shall be placed, when required, symmetrically and in pairs on the sides of the vessel in vertical planes perpendicular to the axis.

In the case of vessels more than 40 metres long, these scales shall number at least six — two in a plane situated near the mid-point of the length, and two in each of the planes situated on either side of the first, at distances respectively equal to about one-third of the total length of the vessel.

When the number of scales is more than six their position shall be fixed by analogy with the indications given in paragraphs 2 and 4 of the present Article.

In the case of vessels not exceeding 40 metres in length, the number of scales may be reduced to four ; they are then placed in pairs, in planes situated at points about one-third and two-thirds along the length of the vessel.

The scales must be clearly visible and attached to fixed points. They shall be graduated vertically for every two centimetres, a special mark being made every ten centimetres ; zero shall be taken at the level of the light load line or at the level corresponding to the bottom of the vessel at the position of each scale.

The height of the water-line above the lower level of the volume to be measured is taken as being equal to the arithmetical mean of the readings recorded on all the scales.

Article 6.

The light load line shall be regarded as the line at which the vessel floats in fresh water when carrying only :

(1) The gear, stores and crew indispensable for the navigation of the vessel ;

(2) Water which cannot be removed from the hold by the usual methods of pumping ;

(3) In addition, in the case of a vessel propelled by its own power, the water ordinarily employed in its working, but not fuel or movable ballast.

Article 7.

The results of the measurement shall be shown in a certificate ; this certificate shall be entered under a serial number in a special register kept by the office which shall be set up for the purpose by each Contracting State for a definite area and which shall be described by distinguishing letters or numbers, the last letter or letters of which shall indicate the State on whose territory the office in question is situated.

The list of the letters distinguishing the States is attached to the present Annex.

Article 8.

Le niveau du plus grand enfoncement, tel qu'il est déterminé à l'article 3, est marqué d'une façon apparente sur chaque côté du bateau par un ou plusieurs traits ou plaques de jauge dont le bord inférieur correspond à ce niveau.

Près de chaque marque ou sur chaque plaque sont poinçonnées, en caractères apparents, les indications suivantes :

- 1^o Les lettres ou les numéros distinctifs du bureau visé à l'article 7 ;
- 2^o Le numéro d'ordre du certificat.

Ces indications sont reproduites en caractères indélébiles sur les parties les plus durables de la coque.

Article 9.

Tout bateau jaugé doit être muni de son certificat de jaugeage. Ce certificat indique notamment :

- 1^o Le bureau d'inscription visé à l'article 7 ;
- 2^o Les lettres ou les numéros distinctifs dudit bureau, le numéro d'ordre du certificat et sa date ;
- 3^o Le nom ou la devise du bateau ;
- 4^o Le mode de construction ;
- 5^o La plus grande longueur et la plus grande largeur de la coque ;
- 6^o Le rappel, s'il y a lieu, pour le dernier certificat annulé par le nouveau jaugeage des indications visées au 2^o ci-dessus ;
- 7^o S'il y a lieu, le nombre, l'emplacement et la description des échelles, et, notamment, la position choisie pour le zéro ;
- 8^o La moyenne des distances verticales entre le niveau du dessous du bateau au point le plus bas dans les sections correspondant aux échelles et le plan de flottaison à vide, tel qu'il est défini ci-dessus, ainsi que le personnel, le matériel, la hauteur d'eau dans le fond du bateau et le poids de l'eau utilisée normalement pour le fonctionnement de l'appareil moteur, qui ont été admis pour la détermination de ce plan de flottaison à vide, ainsi que la situation du lest fixe ;
- 9^o Le déplacement progressif du bateau par décimètre ou centimètre d'enfoncement à partir du plan de flottaison à vide; pour les bateaux qui ne sont pas affectés au transport des marchandises, ces indications sont remplacées par celles du déplacement à vide défini à l'article 6 et du déplacement entre le plan du plus grand enfoncement visé à l'article 3 ci-dessus et le plan de flottaison à vide.

Article 10.

En cas de rejaugage d'un bateau, les anciennes inscriptions et marques, et, le cas échéant, les plaques de jauge et les échelles, sont enlevées et il est procédé pour leur remplacement, comme dans le cas d'un premier jaugeage.

En même temps, l'ancien certificat de jaugeage est retiré.

Article 11.

En cas de modification du nom ou de la devise du bateau, mention en est faite sur le certificat de jaugeage par un agent ayant qualité à cet effet. Cette mention est datée et signée.

Article 8.

The line of maximum draught as determined in Article 3 shall be clearly indicated on each side of the vessel by one or several measurement plates the lower edge of which shall coincide with this line.

The following particulars shall be engraved in clear and legible characters near each mark or on each plate :

- (1) The distinguishing letters or numbers of the office referred to in Article 7 ;
- (2) The serial number certificate.

These particulars shall be marked in indelible characters on the most durable parts of the hull.

Article 9.

Every vessel which has been measured must be provided with its measurement certificate. This certificate shall show :

- (1) The office of registry referred to in Article 7 ;
- (2) The distinguishing letters or numbers of the said office and the serial number of the certificate ;
- (3) The name or the official title of the vessel ;
- (4) The method of construction ;
- (5) The extreme length of hull and greatest breadth of beam ;
- (6) The particulars referred to in paragraph 2 above as shown on the last certificate, if any, which has been cancelled by the new measurement ;
- (7) Where necessary, the number, position and description of the scales, and particularly the position selected for zero ;
- (8) The average of the vertical distances between the bottom of the vessel at its lowest point at the sections corresponding with the scales and the plane of the light load line as defined above, together with the crew, the equipment and the depth of the water in the hold of the vessel which have been accepted for the determination of the light load line as well as the position of the fixed ballast ;
- (9) The progressive displacement of the vessel for each decimetre or centimetre of draught, starting from the level of the light load line ; in the case of vessels not employed in carrying freight, these particulars shall be replaced by those relating to the light load line defined in Article 6 and the displacement between the line of maximum draught defined in Article 3 and the light load line.

Article 10.

On a vessel being re-measured, the old inscription and marks, and, if necessary, the measurement plates and scales, shall be removed, and they shall be replaced as in the case of a first measurement.

At the same time, the old tonnage certificate shall be withdrawn.

Article 11.

If the name or official title of a vessel is altered, the fact shall be mentioned on the certificate by an official duly authorised for the purpose. This note shall be dated and signed.

TABLEAU I.
Bateaux rejaugés en¹ durant le trimestre de l'année et qui avaient été jaugés en dernier lieu en

Numéro d'ordre	NOM ou DEVISE du BATEAU	LETTRES et NUMÉROS de la précédente inscription;	Déplacement en volume maximum inscrit dans le certificat annulé.	LETTRES et NUMÉROS de la nouvelle inscription	Déplacement en volume maximum inscrit dans le nouveau certificat	DATE du REJAUGEAGE	OBSERVATIONS
1	2	3	4	5	6	7	8

¹ Indiquer le nom de l'état.

TABLEAU II.
Bateaux inscrits en¹ et ayant changé de nom ou de devise durant le trimestre de l'année

Numéro d'ordre	NOM ou DEVISE que portait le bateau	NOUVEAU NOM ou Nouvelle devise	LETTRES et NUMÉRO D'INSCRIPTION	NOM et RÉSIDENCE de l'agent ayant modifié le certificat	DATE de cette modification	OBSERVATIONS
1	2	3	4	5	6	7

¹ Indiquer le nom de l'Etat.

FORM I. ADDENDUM I.

Vessels re-measured in last measured in¹ during the quarter of the year

SERIAL NUMBER	NAME OR OFFICIAL TITLE OF VESSEL	LETTERS and NUMBER of the previous Entry	Maximum displacement in volume entered in the cancelled certificate	LETTERS and NUMBER of new Entry	Maximum displacement in volume entered in new certificate	DATE OF RE-MEASUREMENT	REMARKS
1	2	3	4	5	6	7	8

¹ Give name of State.

FORM II. ADDENDUM I (continued).

Vessels entered in¹ which have changed hands, or the name or official title of which has been altered during the quarter of the year

SERIAL NUMBER	PREVIOUS NAME or OFFICIAL TITLE OF THE VESSEL	NEW NAME or NEW OFFICIAL TITLE	LETTERS and NUMBER of Entry	NAME and PLACE of residence of Agent by whom the Certificate was modified	DATE OF MODIFICATIONS	REMARKS
1	2	3	4	5	6	7

¹ Give name of State.

ADDENDUM II.

LISTE DES LETTRES DISTINCTIVES DES ETATS VISÉES A L'ARTICLE 7.

D	Allemagne	LT	Lettonie
A	Autriche		Lithuanie
B	Belgique	L	Luxembourg
GB	Empire britannique	NO	Norvège
	Etat libre d'Irlande	N	Pays-Bas
BG	Bulgarie	PL	Pologne
DA	Dantzig	P	Portugal
DK	Danemark	RM	Roumanie
E	Espagne	SR	Union des Républiques soviétistes socialistes
	Esthonie	SHS	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes
SF	Finlande	S	Suède
F	France	CH	Suisse
GR	Grèce	ČS	Tchécoslovaquie
M	Hongrie		
I	Italie		

ADDENDUM II.

LIST OF DISTINGUISHING LETTERS OF THE STATES REFERRED TO IN ARTICLE 7.

D	Germany	LT	Latvia
A	Austria		Lithuania
B	Belgium	L	Luxemburg
GB	British Empire	NO	Norway
	Irish Free State	N	Netherlands
BG	Bulgaria	PL	Poland
DA	Danzig	P	Portugal
DK	Denmark	RM	Roumania
E	Spain	SR	Union of the Soviet Socialist
	Esthonia		Republics
SF	Finland	SHS	Kingdom of the Serbs, Croats and
F	France		Slovenes
GR	Greece	S	Sweden
M	Hungary	CH	Switzerland
I	Italy	ČS	Czechoslovakia

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure, conclue à la date de ce jour, les soussignés dûment autorisés sont convenus de ce qui suit :

I. Sur les voies d'eau placées sous la compétence d'une Commission internationale, il est entendu que la convention ne porte atteinte ni au droit que la Commission internationale peut tenir de ses pouvoirs propres d'établir elle-même les textes réglementaires que comporte l'application de cette convention, ni aux obligations résultant pour elle des traités, conventions et actes qui la régissent.

II. Il est entendu que la convention n'affecte en rien les droits et obligations résultant pour les Etats contractants des accords concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage établis en tonnes de registre.

III. Il est entendu qu'à titre provisoire les certificats délivrés conformément aux règles de mesurage et de calcul de l'Accord de 1913 entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, dans le ressort des bureaux où le jaugeage se fait actuellement d'après ces règles, seront reconnus comme équivalents à ceux qui seront délivrés dans les conditions prévues à la Convention et à son annexe. Si dans un délai de dix années à compter du 1^{er} octobre 1926, les Etats qui délivrent ces certificats n'ont pas renoncé à cette réserve, une nouvelle conférence sera réunie pour examiner la question.

IV. Il est entendu que tout Etat contractant sur le territoire duquel des taxes seraient, à la date du 1^{er} octobre 1926, perçues sur la navigation, sur la base de la tonne de registre, pourra demander, au moment de la signature de la convention ou de l'adhésion à celle-ci, qu'à titre provisoire, les bateaux de navigation intérieure soumis à ces taxes soient munis d'un certificat de jaugeage en tonnes de registre, ce dernier certificat étant dans ce cas reconnu par les autorités de cet Etat comme équivalent à ceux délivrés par elles d'après le même système ; à défaut de la production de ce certificat, ledit Etat pourra procéder à un jaugeage supplémentaire.

V. Il est entendu que les Etats contractants ne sont tenus de satisfaire aux obligations prévues aux articles 2 et 5 de la convention que dans la mesure où ils participent à une navigation internationale.

VI. Il est entendu que tout Etat contractant pourra demander, au moment de la signature de la convention, ou de l'adhésion à celle-ci, qu'en cas de rejaugage d'un bateau originairement jaugé par ses services, les marques indélébiles originaires, lorsqu'elles n'ont pas eu pour unique objet la constatation du jaugeage, soient complétées par l'addition d'une croix indélébile à branches égales, que cette addition soit considérée comme équivalente à l'enlèvement prescrit par l'article 10 de l'annexe à la convention, que les anciennes plaques de jauge soient marquées d'une croix au lieu d'être retirées et que, s'il est apposé de nouvelles plaques de jauge, les anciennes plaques de jauge soient placées au même niveau que les nouvelles et près de celles-ci.

Dans le cas visé ci-dessus, les avis prévus par le troisième alinéa de l'article 5 et par l'article 6 de la convention seront également adressés au Bureau d'inscription originaire.

Le présent protocole aura les mêmes force, valeur et durée que la Convention conclue à la date de ce jour dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention of to-day's date relating to the measurement of vessels employed in inland navigation, the undersigned, duly authorised, have agreed as follows :

I. It is understood that, on the waterways coming within the competence of an international commission, the Convention shall not prejudice in any way the right which the International Commission may have of its own authority to establish the regulations necessary for the application of this Convention or the obligations laid upon the Commission by the treaties, conventions and acts which regulate its position.

II. It is understood that the Convention shall not affect in any way the rights and obligations arising for the Contracting States from agreements relating to the reciprocal recognition of tonnage certificates drawn up in registered tons.

III. It is understood that, as a temporary measure the certificates issued in accordance with the rules of measurement and calculation contained in the Agreement of 1913 between Germany and Austria-Hungary, in the administrative districts where the measurements are at present made according to these rules, shall be accepted as equivalent to the certificates issued in accordance with the conditions provided for in the present Convention and its Annex. If within a period of ten years from October 1st, 1926, the States which issue these certificates have not abandoned this reservation, a new conference will be convened in order to consider the question.

IV. It is understood that any Contracting State upon whose territory dues may on October 1st, 1926, be levied on navigation on the basis of registered tonnage may request at the moment of signing or acceding to the present Convention, that as a temporary measure the vessels employed in inland navigation and subject to these dues shall be provided with a measurement certificate, the certificate being, in this case, recognised by the authorities of the State concerned as equivalent to those issued by itself in accordance with the same system ; failing the production of this certificate the State concerned may proceed to a supplementary measurement.

V. It is understood that the Contracting States are only bound to comply with the obligations contemplated in Articles 2 and 5 of the Convention to the extent in which they participate in international navigation.

VI. It is understood that any Contracting State may request, at the moment of signing or acceding to the Convention, that in the event of a re-measurement of a vessel originally measured by its own officials the original indelible marks, when they are not intended solely to indicate that the vessel has been measured, shall have added to them an indelible cross having arms of equal length, and that this addition shall be regarded as equivalent to the removal described in Article 10 of the Annex to the Convention ; that the old measurement plates shall be marked with a cross instead of being withdrawn ; and that, if new plates are affixed, the old plates shall be placed at the same level and near to the new ones.

In the case provided for above, the notification provided for in the third paragraph of Article 5 and in Article 6 of the Convention shall also be addressed to the original office of inscription.

The present Protocol shall have the same force, effect and duration as the Convention of to-day's date of which it is to be considered as an integral part.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le vingt-sept novembre mil neuf cent vingt-cinq en simple expédition qui sera déposée au Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

In faith whereof the Plenipotentiaries hereinafter named have signed the present Protocol.

Done at Paris, the twenty-seventh day of November one thousand nine hundred and twenty-five in a single copy which will remain deposited with the Secretariat of the League of Nations; certified copies will be transmitted to all the States represented at the Conference.

ALLEMAGNE	FRANOUX	GERMANY
AUTRICHE	Paul ZIFFERER	AUSTRIA
BELGIQUE	J. BRUNET BOUCKAERT	BELGIUM
BULGARIE	J. DANTSCHOFF	BULGARIA
EMPIRE BRITANNIQUE	John BALDWIN	BRITISH EMPIRE
ESPAGNE	Marqués DE FAURA	SPAIN
FINLANDE	ENCKELL.	FINLAND
FRANCE	MAHIEU S. DREYFUS	FRANCE
GRÈCE	G. MÉZÉVIRIS	GREECE

HONGRIE	DIETRICH	HUNGARY
ITALIE	Carlo ROSSETTI	ITALY
PAYS-BAS	G. VAN SLOOTEN A. VAN DRIEL	NETHERLANDS
POLOGNE	J. KURZENIECKI	POLAND
ROUMANIE	G. POPESCO	ROUMANIA
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES	LEPINE	UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	F. VILFAN	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
SUISSE	MOTTA.	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Ing. Bohuslav MÜLLER	CZECHOSLOVAKIA

N° 1540.

BELGIQUE ET SUÈDE

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Bruxelles, le 30 avril 1926.

BELGIUM AND SWEDEN

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Brussels, April 30,
1926.

N^o 1540. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE
LA BELGIQUE ET LA SUÈDE, SIGNÉ A BRUXELLES, LE 30 AVRIL
1926.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Suède et de Belgique.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} octobre 1927.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
Animés du désir de développer les relations amicales qui unissent les deux pays,
Décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont
s'inspire la Société des Nations,
Ont résolu de conclure un traité de conciliation et d'arbitrage et ont nommé à cet effet pour
leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. G. F. N. DE DARDEL, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Belgique;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. VANDERVELDE, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont
convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier.

Toutes contestations entre la Suède et la Belgique, de quelque nature qu'elles soient, au sujet
desquelles les Parties se contesteront réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées
à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement à la Cour
permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Cet engagement ne s'applique qu'aux contestations qui s'élèveraient après la ratification
du présent traité au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres
conventions en vigueur entre la Suède et la Belgique, seront réglées conformément aux dispositions
de ces conventions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 27 septembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1540. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN BELGIUM AND SWEDEN. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 30, 1926.

French official text communicated by the Swedish and Belgian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 1, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,
Being desirous of promoting the friendly relations which unite the two countries,
Being determined to give a wide application in the relations between the two countries to the principles laid down by the League of Nations,
Have agreed to conclude a Treaty of Conciliation and Arbitration, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries, the following :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. G. F. N. DE DARDEL, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Belgium ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. VANDERVELDE, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

PART I.

Article I.

All disputes of every kind between Sweden and Belgium with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not be possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, as laid down hereafter.

This engagement applies only to disputes arising out of situations or events subsequent to the ratification of the present Treaty.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between Sweden and Belgium shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, September 27, 1927.

Article 2.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 3.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 2, sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : le Gouvernement suédois et le Gouvernement belge nommeront chacun un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Gouvernements suédois et belge désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où le Gouvernement suédois ou le Gouvernement belge aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 2.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a Permanent International Commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 3.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 2 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the Swedish Government and the Belgian Government shall each nominate a Commissioner chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the three other Commissioners from among the nationals of third Powers ; these three Commissioners must be of different nationalities and the Swedish and Belgian Governments shall appoint the President of the Commission from among them.

The Commissioners are appointed for three years and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and, in any case, until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as the result of death, resignation or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the nomination of the Commissioners to be appointed by common agreement should not have taken place within the same period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Federation shall, in absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 6.

Within fifteen days from the date when the Swedish Government or the Belgian Government shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 8.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtra utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix ; en cas de partage, la voix du président sera décisive.

La commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 7.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 8.

Failing any special provisions to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its president.

Article 10.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 11.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their respective Governments.

Article 12.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote. Each member shall have one vote; if the votes are equally divided the President shall give a casting vote.

The Commission shall not take a decision affecting the substance of the dispute unless all the members are present.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 13.

Les Gouvernements suédois et belge s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, et à des transports sur les lieux.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Gouvernements suédois et belge.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités des commissaires étant comprises parmi ces frais communs.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II.

Article 16.

Toutes questions autres que celles visées à l'article premier, sur lesquelles le Gouvernement suédois et le Gouvernement belge seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 5 à 14 du présent traité sera appliquée.

Article 17.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou l'autre Partie, soumise pour décision à un tribunal d'arbitrage constitué, à moins d'accord spécial entre les Parties, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce tribunal suivra, dans la mesure où

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304, vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159, et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Article 13.

The Swedish and Belgian Governments undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their laws to summon and hear witnesses and experts, and to visit the localities in question.

Article 14.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each Commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Swedish and Belgian Governments.

Each Government shall bear its own costs and an equal share of the common costs of the Commission, these common costs to include the Commissioners' emoluments.

Article 15.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted by means of a special agreement to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute¹.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement after a month's notice, one or other of them may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II₂*Article 16.*

All questions other than those mentioned in Article 1, on which the Swedish and Belgian Governments shall differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, and for the settlement of which no procedure has been laid down by any other treaty in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to present a report.

The procedure laid down in Articles 5 to 14 of the present Treaty shall be applicable.

Article 17.

If the two Parties have not reached an agreement within one month from the termination of the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, the question shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal constituted, in the absence of any special agreement between the Parties, in accordance with the provisions of Article 45 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ,and Vol. LIV, page 387, of this Series.

elle s'y prête, la procédure prévue au titre IV, chapitre III, de ladite convention. Toutefois, si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, par le tribunal arbitral.

Le tribunal statuera *ex æquo et bono*.

La sentence arbitrale spécifiera, s'il y a lieu, les modalités d'exécution, notamment en fixant des délais d'exécution.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 18.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ne soit rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 19.

Les Gouvernements suédois et belge s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la décision arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra également au tribunal d'arbitrage saisi d'un différend en vertu des dispositions de l'article 17 du présent traité d'indiquer les mesures provisoires appropriées. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les mesures provisoires indiquées par la Cour ou par le tribunal d'arbitrage.

Article 20.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 21.

Tous différends relatifs à l'interprétation du présent traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

This tribunal shall observe the procedure laid down in Part 4, Chapter III, of the said Convention, so far as it is applicable. If, however, the special agreement ("compromis") stipulated in the aforesaid Hague Convention, has not been concluded within six months from the date on which one of the Parties shall have addressed to the other a request for arbitration, this agreement shall, at the request of one of the Parties, be drawn up by the arbitral tribunal.

The tribunal shall decide the matter "*ex aequo et bono*".

If necessary, the arbitral award shall specify the manner in which it is to be carried out, especially as regards the time-limits to be observed.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

In the case of a dispute, the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, including the administrative tribunals, that Party may require that the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 19.

During the course of proceedings instituted in accordance with the provisions of the present Treaty, the Swedish and Belgian Governments undertake to abstain from all measures likely to have consequences prejudicial either to the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice or of the arbitral award, or to the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. It shall similarly be the duty of the arbitral tribunal to which a dispute is submitted under the provisions of Article 17 of the present Treaty, to lay down suitable provisional measures. The High Contracting Parties undertake to apply the provisional measures laid down by the Court or arbitral tribunal.

Article 20.

If the judicial decision or arbitral award specifies that a decision or measure of a court of law or other authority of either of the two States is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of the said State does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitral award shall give the injured party equitable satisfaction of another kind.

Article 21.

Any dispute arising as to the interpretation of the present Treaty shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag et par Sa Majesté le Roi des Belges après approbation des Chambres. L'échange des ratifications aura lieu à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

Le traité remplacera la Convention¹ d'arbitrage du 30 novembre 1904.

Il est conclu pour une durée de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1926.

(Signé) Emile VANDERVELDE.

(Signé) G. DE DARDEL.

Pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère des Affaires étrangères,

le 27 septembre 1927 :

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 318.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag, and by His Majesty the King of the Belgians after approval by the Chambers. The exchange of ratifications shall take place at Stockholm as soon as possible.

The Treaty shall take the place of the Arbitration Convention¹ of November 30, 1904.

The Treaty shall be valid for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. If, however, it is not denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and so on for successive periods of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Brussels, April 30, 1926.

(Signed) Emile VANDERVELDE.

(Signed) G. DE DARDEL.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 573.

N° 1541.

DANEMARK
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité d'arbitrage. Signé à Prague,
le 30 novembre 1926.

DENMARK
AND CZECHOSLOVAKIA

Arbitration Treaty. Signed at Pra-
gue, November 30, 1926.

N^o 1541. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ENTRE LE DANEMARK ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 30 NOVEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 octobre 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE s'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives, désireux d'assurer dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser le Danemark et la Tchécoslovaquie, ont résolu de conclure un traité d'arbitrage et ont nommé pour leur plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Niels-Johan-Wulfsberg HØST, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Praha ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Václav GIRSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Danemark et la Tchécoslovaquie et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Hautes Parties contractantes de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 23 septembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1541. — ARBITRATION TREATY² BETWEEN DENMARK AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PRAGUE, NOVEMBER 30, 1926.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place October 3, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA, inspired by the friendly relations existing between Denmark and Czechoslovakia, and being desirous of ensuring henceforward, in conformity with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, the pacific settlement of all differences and disputes of whatever nature which may arise between Denmark and Czechoslovakia, have resolved to conclude an Arbitration Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Niels Johan Wulfsberg HØST, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Prague ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA :

Dr. Václav GIRSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake in every case to settle, by pacific means and in accordance with the procedure laid down in the present Treaty, all disputes or conflicts of whatever nature which may arise between Denmark and Czechoslovakia, and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal as hereinafter laid down.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Copenhagen, September 23, 1927.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, y compris les tribunaux administratifs, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : chaque Partie désignera deux membres : l'un parmi ses propres nationaux, l'autre parmi les ressortissants d'un tiers État. Ce dernier ne doit ni avoir son domicile sur le territoire de la Partie qui l'a nommé, ni se trouver à son service. Les deux Parties désigneront d'un commun accord le président de la commission, qui doit être d'une autre nationalité que les autres commissaires.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination du président à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège le président de la Cour permanente de Justice internationale, ou — s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes — le vice-président ou le membre le plus ancien de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation nécessaire.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission, styled the "Permanent Conciliation Commission", constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which according to the municipal law of one of the Parties falls within the competence of the national courts of such Party, including the administrative tribunals, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission provided for in Article 3 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows: the Contracting Parties shall each nominate two members, one from among their own nationals and the other from the nationals of a third State. The latter members must not be resident within the territory of the Party appointing them nor be employed in the service of such Party. The two Parties shall jointly appoint the President of the Commission, who must be of a nationality different from that of the other members of the Commission.

The commissioners shall be appointed for three years and their mandate shall be renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and in any case, until the completion of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation, or any other cause, shall be filled within the shortest possible time in the manner laid down for the nominations.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Convention.

If the nomination of the President, to be appointed by common agreement, should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the date on which the seat falls vacant, the President of the Permanent Court of International Justice, or — if the latter is a national of one of the High Contracting Parties — the Vice-President or the senior member of the Court not a national of either of the High Contracting Parties, shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer un de ses commissaires par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, toutefois en observant les règles prévues par l'article 5, alinéa 1.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ces travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire du présent traité, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (des Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the Permanent Conciliation Commission has been informed of the dispute, either Party may, for the examination of such dispute, replace one of the members whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter, subject, however, to compliance with the rules laid down in paragraph 1 of Article 5.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of these proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need be, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission was notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary in the present Treaty, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between the Parties and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

La sentence judiciaire ou arbitrale est obligatoire et doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territory and in accordance with their laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each of whom shall contribute an equal share. The costs connected with the work of the Commission shall also be equally shared.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute¹, or to an arbitral tribunal, under the conditions and according to the procedure laid down by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement after a month's notice, one or other of them may bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Conciliation Commission, or if the latter is no longer competent, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall if necessary lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The High Contracting Parties undertake respectively to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and in general to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 19.

The judicial decision or arbitration award shall be binding and must be carried out in good faith by the Parties.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Si, toutefois, la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé à la Partie lésée par la sentence judiciaire ou arbitrale une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 20.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 21.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Copenhague.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Praha, en double exemplaire, le 30 novembre 1926.

(L. S.) L. N. HØST.

(L. S.) D^r V. GIRSA.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 27 septembre 1927,

Engell,

*Chef du Département des Affaires politiques
et commerciales au Ministère des Affaires étrangères.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 17 octobre 1927.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

If, however, the judicial decision or arbitration award states that a decision or measure of a court of law or other authority of either of the two States is wholly or partly at variance with international law, and if the constitutional law of the said State does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitration award shall give the injured Party equitable satisfaction of another kind.

Article 20.

The present Treaty shall continue to be applicable as between the High Contracting Parties even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 21.

The present Treaty shall be communicated for registration to the League of Nations in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Copenhagen. It shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged and shall remain in force for ten years from that date.

Unless it is denounced six months before the expiration of this period, it shall be regarded as renewed for a period of five years, and it shall similarly be renewable thereafter for successive periods of five years.

If, upon the expiration of the present Treaty, any procedure in virtue of this Treaty is pending before the Permanent Conciliation Commission, an arbitration Court, or the Permanent Court of International Justice, it shall pursue its course until its final completion.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Prague, in two copies, November 30, 1926.

(L. S.) L. N. HØST.

(L. S.) Dr. V. GIRSA.

N° 1542.

BELGIQUE ET DANEMARK

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, avec protocole de signature. Signé à Bruxelles, le 3 mars 1927.

BELGIUM AND DENMARK

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, with Protocol of Signature. Signed at Brussels, March 3, 1927.

N^o 1542. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE
ET D'ARBITRAGE ENTRE LA BELGIQUE ET LE DANEMARK.
SIGNÉ A BRUXELLES, LE 3 MARS 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 octobre 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, animés du désir de développer les relations amicales qui unissent le Danemark et la Belgique, décidés à donner, dans leurs rapports réciproques, une large application aux principes dont s'inspire la Société des Nations, ont résolu de conclure un traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Son Excellence M. Otto KRAG, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Belgique ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. E. VANDERVELDE, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier.

Toutes contestations entre le Danemark et la Belgique, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations de cette espèce, pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre le Danemark et la Belgique, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 30 septembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1542. — TREATY² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN BELGIUM AND DENMARK. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 3, 1927.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 4, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Being desirous of developing the friendly relations which unite the two countries, and Having decided that their relations with one another shall be governed in the largest possible measure by the principles upon which the League of Nations is based,

Have resolved to conclude a Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

His Excellency M. Otto KRAG, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Belgium ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. E. VANDERVELDE, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

Article I.

All disputes of every kind between Denmark and Belgium with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights and which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice as hereinafter laid down.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between Denmark and Belgium shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Copenhagen, September 30, 1927.

Article 2.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 3.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : le Gouvernement danois et le Gouvernement belge nommeront chacun un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Gouvernements danois et belge désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions, jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'une des deux Parties contractantes, le vice-président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune de celles-ci, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où, soit le Gouvernement danois, soit le Gouvernement belge aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer le membre de la commission qu'elle a nommé, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 2.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission styled the "Permanent Conciliation Commission", constituted in accordance with the present Treaty.

Article 3.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 2 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows: the Danish Government and the Belgian Government shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the three other commissioners from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities, and the Danish and the Belgian Governments shall appoint the President of the Commission from among them.

The commissioners are appointed for three years and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and in any case, until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation, or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner laid down for the nominations.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the nomination of the commissioners to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Permanent Court of International Justice, or, if the latter is a national of one of the Contracting Parties, the Vice-President or the senior member of the Court who is not a national of either Party shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 6.

Within fifteen days from the date on which the Danish Government or the Belgian Government shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace the member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

À la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie de litige.

Article 8.

À moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtra utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix. Chaque membre disposera d'une voix ; en cas de partage, la voix du président sera décisive.

La commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres sont présents.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 7.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an arrangement, and, if need be, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission was first notified of the dispute.

Article 8.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 10.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a contrary decision has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 11.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their respective Governments.

Article 12.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote. Each member shall have one vote. If the votes are equal, the President shall have a casting vote.

The Commission shall not have power to take any decision relative to the substance of the dispute unless all the members are present.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 13.

Les Gouvernements danois et belge s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Gouvernements danois et belge.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités des commissaires étant comprises parmi ces frais communs.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut¹.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II.

Article 16.

Toutes questions autres que celles visées à l'article premier, sur lesquelles le Gouvernement danois et le Gouvernement belge seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation, qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 5 à 14 du présent traité, sera appliquée.

Article 17.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou l'autre Partie, soumise pour décision à un tribunal d'arbitrage constitué, à moins d'accord spécial entre les Parties, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce tribunal suivra, dans la mesure où elle s'y prête, la procédure prévue au titre IV, chapitre III, de ladite convention. Toutefois, si dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Article 13.

The Danish and Belgium Governments undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed, in their territory and in accordance with their laws, to summon and hear witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 14.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Danish and Belgian Governments.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the emoluments of the Commissioners being included in these joint expenses.

Article 15.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted by means of a special agreement to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute¹.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement either of them may, after a month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II.

Article 16.

All questions other than those mentioned in Article 1, on which the Danish Government and the Belgian Government may differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, and for the settlement of which no procedure has been laid down by any other treaty in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution, and in any case to present a report.

The procedure laid down in Articles 5 to 14 of the present Treaty shall be applicable.

Article 17.

If the two Parties have not reached an agreement within one month of the termination of the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, the question shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal, constituted, in the absence of any special agreement between the Parties, in accordance with the provisions of Article 45 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes. This tribunal shall observe the procedure laid down in Part IV, Chapter III, of the said Convention so far as it is applicable. If, however, the special agreement (*compromis*) stipulated in the aforesaid Hague

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, par le tribunal arbitral.

Le tribunal statuera *ex æquo et bono*.

La sentence arbitrale spécifiera, s'il y a lieu, les modalités d'exécution, notamment en fixant des délais d'exécution.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 18.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette Partie pourra s'opposer à ce que le différend soit soumis à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée ne soit rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 19.

Les Gouvernements danois et belge s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de l'arrêté de la Cour permanente de Justice internationale ou de la décision arbitrale, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra également au tribunal d'arbitrage saisi d'un différend en vertu des dispositions de l'article 17 du présent traité, d'indiquer les mesures provisoires appropriées. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les mesures provisoires indiquées par la Cour ou par le tribunal d'arbitrage.

Article 20.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire, ou toute autre autorité de l'un des deux Etats, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 21.

Tous différends relatifs à l'interprétation et à l'application du présent traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié; l'échange des ratifications aura lieu à Copenhague aussitôt que faire se pourra.

Convention has not been concluded within six months from the date on which one of the Parties shall have addressed to the other a request for arbitration, this agreement shall, at the request of one of the Parties, be drawn up by the arbitral tribunal.

The tribunal shall decide the matter *ex aequo et bono*.

If necessary, the arbitral award shall specify the manner in which it is to be carried out, especially as regards the time-limits to be observed.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, including the administrative tribunals, that Party may require that the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 19.

During the course of proceedings instituted in accordance with the provisions of the present Treaty, the Danish and Belgian Governments undertake to abstain from all measures likely to have consequences prejudicial either to the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice or of the arbitral award or to the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. It shall similarly be the duty of the arbitral tribunal to which a dispute is submitted under the provisions of Article 17 of the present Treaty, to lay down suitable provisional measures. The High Contracting Parties undertake to accept the provisional measures laid down by the Court or arbitral tribunal.

Article 20.

If the judicial decision or arbitral award specifies that a decision or measure of a court of law or other authority of either of the two States is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of the said State does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial decision or arbitral award shall give the injured Party equitable satisfaction of another kind.

Article 21.

Any dispute arising as to the interpretation and application of this Treaty shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Copenhagen as soon as possible.

Il remplacera, entre le Danemark et la Belgique, la Convention¹ d'arbitrage du 26 avril 1905.

Le présent traité est conclu pour une durée de dix ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Bruxelles, le 3 mars 1927.

(L. S.) (Signé) E. VANDERVELDE.

(L. S.) (Signé) O. KRAG.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du présent traité, les Gouvernements danois et belge tiennent à constater que les engagements que stipule ce traité ne s'appliquent qu'aux contestations qui s'élèveraient, après que celui-ci aura été ratifié, au sujet de situations ou de faits postérieurs aux ratifications.

Toutefois ne seront pas exceptées, les contestations portant sur l'interprétation de tout traité antérieur encore applicable, dont, après les ratifications du présent traité de conciliation de règlement judiciaire et d'arbitrage, il serait fait par l'une des Parties une application que l'autre Partie jugerait non conforme à ses droits. Il en serait encore ainsi si l'application incriminée avait commencé dès avant la mise en vigueur du présent Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, et se poursuivait après la mise en vigueur, étant bien entendu que les conciliateurs, les juges et les arbitres n'auront à examiner que les faits postérieurs.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, le 3 mars 1927.

(L. S.) (Signé) E. VANDERVELDE.

(L. S.) (Signé) O. KRAG.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 30 septembre 1927.

Georg Cohn,

Chef du service danois de la Société des Nations.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 486.

It shall take the place of the Arbitration Convention¹ of April 26, 1905, between Denmark and Belgium.

The present Treaty is concluded for ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless it shall have been denounced six months before the expiration of this term, it shall remain in force for a further period of five years, and so on for successive periods of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Brussels, March 3, 1927.

(L. S.) (Signed) E. VANDERVELDE, (L. S.) (Signed) O. KRAG.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the present Treaty, the Danish and Belgian Governments desire to place on record that the engagements stipulated in this Treaty apply only to disputes arising after its ratifications, out of situations or events subsequent thereto.

No exception shall moreover be made in the case of disputes as to the interpretation of any previous treaty that is still applicable and which either of the Parties may, after the ratification of the present Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, apply in a manner which the other Party shall consider not to be consonant with its rights. This shall also apply if the disputed application has been begun before the entry into force of the present Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration and continued thereafter, it being understood that the conciliators, judges and arbitrators shall only be called upon to examine events subsequent to the entry into force of the said Treaty.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Brussels, March 3, 1927.

(L. S.) (Signed) E. VANDERVELDE. (L. S.) (Signed) O. KRAG.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 98, page 685.

N° 1543.

**ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ESPAGNE**

Convention concernant la répression
de la contrebande des boissons
alcooliques. Signée à Washington,
le 10 février 1926.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SPAIN**

Convention for the Prevention of
Smuggling of Intoxicating Liquors.
Signed at Washington, February
10, 1926

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1543. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SPAIN FOR THE PREVENTION OF SMUGGLING OF INTOXICATING LIQUORS. SIGNED AT WASHINGTON, FEBRUARY 10, 1926.

No 1543. — CONVENIO¹ ENTRE ESPAÑA Y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA FIJANDO REGLAS PARA EL TRANSPORTE DE BEBIDAS ALCOHÓLICAS. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 10 DE FEBRERO 1926.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Espagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 octobre 1927.

Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 15 décembre 1926.

English and Spanish official texts communicated by the Spanish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 8, 1927.

This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America. December 15, 1926.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

The Honorable Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States ; and

HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Don Juan RIAÑO Y GAYANGOS, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington, Knight Grand Cross of the Royal and Distinguished Order of Charles III, Grand Cross of Isabel the Catholic, Grand Cross of the Military Merit, Grand Cross of the Naval Merit,

Deseando EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y SU MAJESTAD CATÓLICA EL REY DE ESPAÑA evitar cualquier dificultad que entre ellos pudiera suscitarse en relación con las leyes vigentes en los Estados Unidos acerca de las bebidas alcohólicas, han resuelto concluir un Convenio a tal efecto y han nombrado sus Plenipotenciarios :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

el Honorable Frank B. KELLOGG, Secretario de Estado de los Estados Unidos ; y

SU MAJESTAD CATÓLICA EL REY DE ESPAÑA :

a Don Juan RIAÑO Y GAYANGOS, Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en Washington, Caballero Gran Cruz de la Real y Distinguida Orden de Carlos III, Gran Cruz de Isabel la Católica, Gran Cruz del Mérito Militar, Gran Cruz del Mérito Naval, Gran Placa de Honor de la

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 17 novembre 1926.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, November 17, 1926.

Grand Star of Honor of the Spanish Red Cross, Gold Medal of the San Payo Bridge, Grand Cross of the Order of Cambodge, Daneborg of Denmark and Saint Olaf of Norway, Commander of the Legion of Honor of France, Knight of Leopold of Belgium, of the Conception of Villaviciosa of Portugal, His Gentleman of the Chamber, etc., etc., etc. ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The High Contracting Parties respectively retain their rights, without prejudice by reason of this agreement, with respect to the extent of their territorial jurisdiction.

Article II.

His Majesty the King of Spain, agrees that he will raise no objection to the boarding of Spanish merchant vessels outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such inquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel, which shall have given ground for such suspicion may be initiated.

Article III.

If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with the pertinent provisions of law.

Cruz Roja Española, Medalla de Oro del Puente San Payo, Gran Cruz de la Orden de Cambodje, de Daneborg de Dinamarca, y de San Olaf de Noruega, Comendador de la Legión de Honor de Francia, Caballero de Leopoldo de Bélgica, de la Concepción de Villaviciosa de Portugal, Su Gentilhombre de Cámara, etc., etc., etc. ;

Los cuales después de haberse comunicado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han acordado y convenido los artículos siguientes :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes conservan sus respectivos derechos, sin que puedan quedar desvirtuados de resultas del presente Acuerdo, en lo que afecta a la extensión de su jurisdicción territorial.

Artículo II.

Su Majestad el Rey de España conviene, en que no se opondrá a que los buques mercantes españoles que navegasen fuera del límite de las aguas territoriales de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones a que se refiere el Artículo anterior, puedan ser visitados por las Autoridades correspondientes de aquel País, con el fin de interrogar a las personas que se encuentren a bordo de los mismos y examinar la documentación de dichos buques, con el propósito de investigar si estos o las personas que se hallasen a su bordo intentan importar o han importado bebidas alcohólicas en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones en contravención con las leyes allí vigentes. Cuando de las investigaciones y exámenes se deduzcan motivos racionales de sospecha, podrá procederse a un registro del buque que a ello hubiese dado lugar.

Artículo III.

Si existiera causa razonable para creer que un buque intenta cometer, esté cometiendo o hubiese cometido una contravención de las leyes de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que prohíben la importación de bebidas alcohólicas, el buque podrá ser detenido y conducido a un puerto de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones para su adjudicación de acuerdo con las disposiciones legales correspondientes.

Article IV.

The boarding referred to in Article II of this Convention shall not be made at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions, than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavouring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of the first of the said vessels and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast within which the action referred to in Article II may be taken.

Article V.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors when they are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Spanish vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article VI.

Any claim preferred in behalf of a Spanish vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty or on the ground that it has not been given the benefit of Article V shall be referred for the joint consideration of

Artículo IV.

La visita a que se refiere el Artículo II de esta Convención, no se ejercerá a mayor distancia de las costas de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones, que la que pueda ser recorrida en una hora de tiempo por el buque sospechoso de intentar la comisión de dicha contravención. Sin embargo, en los casos en que las bebidas alcohólicas estuviesen destinadas a ser transportadas a los Estados Unidos, sus territorios o posesiones por otro buque distinto del visitado y registrado, será la velocidad del primero de dichos buques y no la del buque visitado la que determinará la distancia desde la costa, dentro de la cual podrán efectuarse las diligencias a que se refiere el Artículo II.

Artículo V.

No será aplicable ninguna penalidad o embargo, con arreglo a las leyes de los Estados Unidos a bebidas alcohólicas, o a buques o a personas por causa del transporte de dichas bebidas, cuando estas figuren en la lista de las provisiones de a bordo o como cargamento destinado a un puerto que no sea de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones y que sea transportado por un buque español que navegase hacia o desde un puerto de los Estados Unidos, sus territorios o posesiones o que transitase por sus respectivas aguas territoriales; y a dicho transporte se aplicará lo actualmente dispuesto por la Ley respecto del tránsito de bebidas alcohólicas por el Canal de Panamá y siempre que dichas bebidas alcohólicas permanezcan constantemente selladas mientras que el buque que las conduzca se encuentre en las expresadas aguas territoriales y que ninguna parte de tales bebidas alcohólicas habrá de desembarcarse en ningún tiempo y lugar en los Estados Unidos, sus territorios o posesiones.

Artículo VI.

Toda reclamación de indemnización formulada a favor de un buque español y fundada en que este ha sufrido pérdidas y perjuicios por aplicación indebida e injustificada de los derechos conferidos por el Artículo II del presente Convenio o en que no se le hubiese concedido el beneficio del Artículo V del mismo, será sometida

two persons one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties and whose decision shall be given effect, if made in common accord.

Otherwise, that is to say when the said persons shall fail to agree, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at the Hague created by the Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes, signed at The Hague, October 18, 1907. The Arbitral Tribunal shall be constituted in accordance with Articles 87 and 59 (Chapters IV and III of that Convention). The proceedings shall be regulated by the provisions in the said Chapters III and IV (special regard being had to Articles 70 and 74 but excepting Articles 53 and 54) which the Tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. The sums of money which may be awarded by the Tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the Tribunal shall be defrayed by a ratable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Article VII.

This Convention shall be ratified by both parties in accordance with their respective constitutional methods. It shall come into force on the day of the exchange of ratifications, which shall take place at Washington as soon as possible and shall remain in force for one year.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Convention. If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Convention shall lapse at the end of such period. If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Convention shall remain in force for

al examen en común de dos personas cada una de las cuales se designará por una de las Altas Partes Contratantes y cuyo dictamen será ejecutivo si fuese dado de comun acuerdo.

En otro caso; es decir, cuando dichas personas no hubiesen logrado ponerse de acuerdo, la referida reclamación se someterá al Tribunal permanente de Arbitraje de El Haya, creado por el Convenio¹ para la solución pacífica de los litigios internacionales firmado en El Haya el 18 de Octubre de 1907. El Tribunal arbitral se constituirá de acuerdo con lo establecido en los artículos 87 y 59 (capítulos IV y III) del referido Convenio. El procedimiento tendrá por norma lo establecido en los referidos capítulos III y IV (artículos 70 y 74 y excepción hecha de los 53 y 54), que el Tribunal estime aplicables y no incompatibles con las disposiciones de este Acuerdo. Las cantidades fijadas por el Tribunal para el pago de cualquier reclamación serán abonadas en un plazo de 18 meses a partir de la fecha de la adjudicación, sin interés ni deducción salvo lo que a continuación se especifica. Cada Gobierno aportará sus propios gastos. Las costas del Tribunal se reembolsarán mediante deducción proporcional del importe de la cantidad que el mismo haya fijado a razón de un 5 por ciento de las indicadas sumas, o al tipo mas reducido que se acuerde entre ambos Gobiernos, y en el caso de que no sea suficiente, será sufragado en partes iguales por los dos Gobiernos.

Artículo VII.

El presente Convenio será ratificado una vez cumplidas por una y otra parte las formalidades establecidas al efecto por sus respectivas legislaciones, y permanecerá en vigor durante un año a contar de la fecha del canje de las ratificaciones, que tendrán lugar en Washington tan pronto como sea posible.

Cualquiera de las dos Partes Contratantes podrá, tres meses antes de la expiración del referido período de un año notificar a la otra su deseo de proponer modificaciones en el texto del Convenio. Si no llegasen a un acuerdo sobre dichas modificaciones antes de la expiración del referido año, el Convenio caducará al terminar dicho período. En el caso de que ninguna de las Partes, notificase a la otra su deseo de proponer modificaciones al Convenio, continuará en vigor

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Convention that they may deem expedient and in case they fail to arrive at an agreement regarding these before the end of the term, the Convention will cease and determine at the end of said period.

Article VIII

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Convention the said Convention shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Convention shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate, in the English and Spanish languages, and have hereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this tenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-six.

Frank B. KELLOGG (*Seal*).

Juan RIAÑO Y GAYANGOS (*Seal*).

durante otro año, y asi seguir  prorrogándose automaticamente, si bien, ambas Partes tendrán el derecho, en cada uno de dichos períodos, de proponer segun se establece anteriormente tres meses antes de su expiracion, las modificaciones del Convenio que estime convenientes y en el caso de no llegar entre sí a un acuerdo respecto a las mismas antes de finalizar el período correspondiente, el Convenio cesará de regir al terminar dicho período.

Artículo VIII.

En el caso de que cualquiera de las Altas Partes Contratantes se viera imposibilitada, por decisión judicial o por actos del Poder Legislativo de dar plena efectividad a las disposiciones del presente Convenio, este caducará automaticamente y al ocurrir su caducidad, o siempre que el Convenio dejase de estar en vigor, cada una de las Altas Partes Contratantes gozará de todos los derechos que hubiera disfrutado si este Convenio no se hubiera concertado.

En f  de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente Convenio, por duplicado, en los idiomas Inglés y Español, sell ndolo con sus sellos.

Hecho en la ciudad de Washington el día diez de Febrero, de mil novecientos veintiseis.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1543. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ESPAGNE, CONCERNANT LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES BOISSONS ALCOOLIQUES. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 10 FÉVRIER 1926.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient surgir entre eux au sujet des lois en vigueur aux Etats-Unis sur les boissons alcooliques, ont décidé de conclure une convention à cet effet, et ont désigné comme plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

L'honorable Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ; et

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE :

Don Juan RIAÑO Y GAYANGOS, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, chevalier Grand-Croix de l'Ordre royal et distingué de Charles III, Grand-Croix d'Isabelle la catholique, Grand-Croix du mérite militaire, Grand-Croix du mérite naval, Grande Plaque d'honneur de la Croix-Rouge espagnole, Médaille d'Or du Pont San Payo, Grand-Croix de l'Ordre du Cambodge, de Daneborg du Danemark, et de St. Olaf de Norvège, commandeur de la Légion d'honneur de France, chevalier de l'Ordre de Léopold de Belgique, de la Conception de Villaviciosa du Portugal, Gentilhomme de la Chambre, etc., etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conservent respectivement leurs droits, sans que la présente convention puisse y porter préjudice, en ce qui concerne l'étendue de leur juridiction territoriale.

Article II.

Sa Majesté le Roi d'Espagne convient qu'il ne s'opposera pas à ce que les autorités des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions arraisonnent, hors des eaux territoriales de ces pays, les navires marchands espagnols, pour interroger les personnes qui se trouvent à bord et examiner les papiers de ces navires, en vue de vérifier si ces navires ou les personnes à bord essaient d'importer, ou ont importé, des boissons alcooliques aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions, par infraction aux lois qui y sont en vigueur. Lorsque cette interrogation et cet examen donneront lieu à des suspicions légitimes, il pourra être procédé à la visite du navire qui aura motivé lesdites suspicions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article III.

S'il y a raisonnablement lieu de croire que le navire a commis, commet ou tente de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, interdisant l'importation des boissons alcooliques, le navire pourra être saisi et conduit dans un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, pour que le cas soit jugé conformément auxdites lois.

Article IV.

Le droit d'arraisonner, conféré par l'article II de la présente convention, ne pourra être exercé à une distance de la côte des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, supérieure à la distance que peut franchir en une heure la navire soupçonné de la tentative délictueuse. Toutefois, dans le cas où les spiritueux sont destinés à être importés aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou leurs possessions, par un navire autre que le navire arraisonné et visité, la distance, par rapport à la côte, à laquelle peut être exercé le droit conféré par l'article II, sera calculée d'après la vitesse de cet autre navire, et non d'après celle du navire arraisonné.

Article V.

Aucune sanction ne pourra être prise, en vertu des lois des Etats-Unis, à l'égard des navires ou des personnes, et aucune confiscation de spiritueux ne pourra avoir lieu, aux termes des mêmes lois, en raison du transport desdits spiritueux, lorsque ceux-ci figurent sur la liste des provisions de bord ou des marchandises destinées à un port autre qu'un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, et se trouvent à bord de navires espagnols à destination ou en provenance de ports des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, ou traversant les eaux territoriales desdits Etats, territoires ou possessions ; ce transport sera régi par les prescriptions actuelles de la loi sur le transit des spiritueux par le canal de Panama, étant entendu que lesdits spiritueux devront rester constamment sous scellés, tant que le navire qui les transporte se trouvera dans lesdites eaux territoriales et qu'aucune quantité de ces spiritueux ne devra, à aucun moment et en aucun lieu, être déchargée aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions.

Article VI.

Lorsqu'une demande d'indemnité sera présentée en faveur d'un navire espagnol, motivée par une perte ou un dommage résultant de l'exercice indû et abusif des droits conférés par l'article II de la présente convention, ou par le fait que ledit navire s'est vu refuser le bénéfice des dispositions de l'article V, cette demande sera examinée conjointement par deux personnes, chacune des Hautes Parties contractantes en désignant une, et leur décision sera exécutoire si elle est formulée d'un commun accord.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire si lesdites personnes ne peuvent se mettre d'accord, la demande en question sera soumise à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, créée par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des différends internationaux. Le Tribunal d'arbitrage sera constitué conformément à l'article 87 (Chapitre IV) et l'article 59 (Chapitre III) de ladite convention. La procédure sera régie par les dispositions des chapitres III et IV (en tenant particulièrement compte des articles 70 et 74, mais à l'exclusion des articles 53 et 54), dans la mesure où le tribunal estimera les dispositions en question applicables et compatibles avec les stipulations de la présente convention. Les sommes, dont le versement pourra être ordonné par le tribunal, à la suite d'une demande quelconque de ce genre, devront être payées dans les dix-huit mois qui suivront la date de la sentence définitive, sans intérêt ni déduction, sauf la déduction spécifiée

ci-après. Chaque gouvernement supportera ses propres dépenses. Les dépenses du tribunal seront couvertes au moyen d'une déduction proportionnelle, opérée sur le montant des versements qu'il aura ordonnés, à raison de 5 % desdites sommes, ou à un taux moins élevé, convenu entre les deux gouvernements ; le déficit, s'il y a lieu, sera couvert, par moitié, par les deux gouvernements.

Article VII.

La présente convention sera ratifiée par les deux Parties contractantes, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Washington, aussitôt que possible, et restera en vigueur pendant une année.

Trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, chacune des Hautes Parties contractantes pourra notifier à l'autre son désir de proposer des modifications aux termes de la convention. Si les deux Parties ne peuvent se mettre d'accord sur les modifications proposées avant l'expiration de la période d'un an visée ci-dessus, la convention cessera d'avoir effet à la fin de cette période. Si aucune des deux Parties ne notifie à l'autre son désir de proposer des modifications, la convention restera en vigueur pendant une nouvelle année, et ainsi de suite automatiquement, toujours sous réserve qu'au cours de chacune des périodes d'un an, chacune des Parties aura le droit de proposer toutes modifications à la convention qu'elle jugera utiles, trois mois avant son expiration, comme il est prévu ci-dessus, et que, si les deux Parties ne se mettent pas d'accord sur ces modifications avant l'expirations de la période d'un an, la convention cessera d'avoir effet à la fin de ladite période.

Article VIII.

Au cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes se trouverait empêchée, soit par décision judiciaire, soit par mesure législative, de donner plein effet aux dispositions de la présente convention, ladite convention prendra fin automatiquement. Dans ce cas, ou à l'expiration de la présente convention à une date quelconque, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si cette convention n'avait pas été conclue.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double exemplaire, en langues anglaise et espagnole, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de Washington, ce dixième jour du mois de février mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

(L. S.) (Signé) Juan RIAÑO Y GAYANGOS.

N° 1544.

SUISSE ET TURQUIE

Convention de commerce, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 4 mai 1927.

SWITZERLAND AND TURKEY

Commercial Convention, with Protocol of Signature. Signed at Angora, May 4, 1927.

N° 1544. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉE A ANGORA, LE 4 MAI 1927.

Texte officiel français, communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 octobre 1927.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animés du désir de développer les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure, conformément au Traité² d'amitié entre la Suisse et la Turquie, du 19 septembre 1925, une convention de commerce et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Henri MARTIN, chargé d'Affaires de Suisse en Turquie ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. Ali DJENANY bey, ancien ministre du Commerce, député de Ghazi Aïntab ;

M. Ali CHEVKI bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, importés en Suisse, ne seront pas soumis à des droits de douane plus élevés que ceux fixés dans l'annexe A.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de la Suisse, importés en Turquie, ne seront pas soumis à des droits de douane plus élevés que ceux fixés dans l'annexe B.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des pays contractants, importés dans l'autre, ne seront pas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques, plus élevés que ceux accordés aux mêmes produits d'un pays tiers.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres redevances sur les produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend aussi à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douanes, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 29 septembre 1927. Conformément à l'article 12 de la Convention, celle-ci est entrée en vigueur le 29 octobre 1927.

² Vol. LXI, page 395, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1544. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN SWITZERLAND AND THE TURKISH REPUBLIC. SIGNED AT ANGORA, MAY 4, 1927.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place October 11, 1927.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of developing economic relations between the two countries, have resolved, in conformity with the treaty³ of friendship between Switzerland and Turkey of September 19, 1925, to conclude a Commercial Convention, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Henri MARTIN, Swiss Chargé d'Affaires in Turkey, and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Ali DJENANY Bey, Former Minister of Commerce, Deputy for Ghazi Aintab ;
Ali CHEVKI Bey, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Products of the soil and industry originating in Turkey and imported into Switzerland shall not be subjected to higher Customs duties than those given in Annex A.

Products of the soil and industry originating in Switzerland and imported into Turkey shall not be subjected to higher Customs duties than those given in Annex B.

The duties, coefficients, taxes or other charges imposed upon products of the soil and industry originating in either of the Contracting Countries and imported into the other, shall not exceed those imposed on similar products of any third country.

This shall also apply to export duties and other charges imposed upon products of the soil and industry which are exported from the territory of one of the two Contracting Parties into the territory of the other Party.

Treatment on the same terms as those accorded to any third country shall apply also to the method of collecting import and export duties, the storage of goods in bonded warehouses, Customs charges and formalities and the treatment and clearance at Customs offices of goods which are imported, exported or in transit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Berne, September 29, 1927. The Convention came into force on October 29, 1927, in accordance with its Article 12.

³ Vol. LXI, page 395, of this Series.

Article 2.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des pays contractants importés dans le territoire de l'autre, après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, emballage ou entreposage.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur, d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné qu'il y a subi une transformation ou une opération motivée par des raisons économiques.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle annexé à la présente convention (Annexe C) seront délivrés soit par les Chambres de Commerce et d'Industrie dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par ses représentants diplomatiques ou consulaires.

Les colis postaux ne seront pas assujettis aux certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 4.

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation ni de transit.

Toutefois, les Parties contractantes se réservent, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui sont soumis aux mêmes conditions, le droit d'établir des prohibitions et restrictions pour les importations et exportations :

- 1° Pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à la sauvegarde de l'activité économique de la nation ;
- 2° Pour des raisons de sécurité publique et de sécurité de l'État ;
- 3° Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;
- 4° Pour les marchandises faisant l'objet des monopoles d'État, et en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises indigènes ;
- 5° Pour empêcher l'exportation de la monnaie-or ou du métal-or.

Article 5.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit libre sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de

Article 2.

Products of the soil and industry of one of the Contracting Countries which are imported into the territory of the other, after passing through the territory of another country or countries, shall not, when they enter the importing country, be subjected to other or higher Customs duties or charges than would be applied if they had been imported direct from their country of origin.

This provision applies whether the transit is direct or whether during transit the goods are transhipped, repacked or warehoused.

Article 3.

Each of the Contracting Parties may, in order to establish the country of origin of imported products, require the importer to produce a certificate of origin attesting that the imported article has been produced or manufactured in the country concerned or that it is to be considered as such, in view of any transformation or process which it has undergone in that country for economic reasons.

Certificates of origin drawn up in conformity with the model annexed to the present Convention (Annex C) shall be issued either by the Chamber of Commerce and Industry which is competent where the consignor is concerned, or by the Customs authorities or any other organisation or body approved by the country of destination. The Government of the country of destination shall be entitled to demand endorsement of the certificates of origin by its diplomatic or consular representatives.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packets when it is recognised by the country of destination that they are not of a commercial character.

Article 4.

There shall be reciprocal freedom of trade and navigation between the territories of the Contracting Parties. Accordingly, the Contracting Parties undertake not to hamper their mutual commercial relations by any import, export or transit prohibitions or restrictions.

The Contracting Parties reserve the right, however, to prohibit or restrict imports and exports provided such measures apply to all countries or to all those in a like situation :

- (1) In order to retain possession of such resources as are indispensable to maintain the food supply and to safeguard the economic life of the nation ;
- (2) For reasons of public safety and national security ;
- (3) As a sanitary measure or for the protection of animals and useful plants against diseases and harmful insects and parasites, in accordance with the international principles adopted in this connection ;
- (4) In the case of goods which constitute State monopolies, and for the purpose of applying to foreign goods such prohibitions and restrictions as are or may be prescribed by domestic laws as regards the manufacture, sale, conveyance or consumption in the country of similar native goods ;
- (5) In order to prevent the export of gold specie or bullion.

Article 5.

Both Contracting Parties undertake to accord each other reciprocal freedom of transit over the lines of communication most suitable for international transit, for passengers, baggage, goods

toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane ou de toute autre redevance, à l'exception des droits de statistique et des frais de surveillance et de magasinage.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit par des formalités ou autres mesures qui pourraient restreindre le transit, tout en se réservant le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises, spécialement celles qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais réellement transitées.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, emballage ou entreposage.

Le transit des marchandises pourra être prohibé ou restreint, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui sont soumis aux mêmes conditions :

1^o Pour des raisons de sûreté publique et de sûreté de l'Etat ;

2^o Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article 6.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouveront, par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie utilisent des marchandises correspondant aux offres. Ils pourront aussi transporter avec eux ou se faire envoyer des échantillons ou modèles. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance spéciale. Comme échantillons ou modèles sont considérés tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée, sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe D. Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce mentionnés ci-dessus n'auront pas le droit de conclure des affaires de vente pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe qui seront importés comme échantillons ou modèles seront, à charge de réexportation de part et d'autre, admis en franchise provisoire de droit d'entrée et de sortie aux conditions suivantes :

A. En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront, avec trois copies, une liste descriptive certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation, indiquant en détail les échantillons ou modèles importés par eux. S'ils ne sont pas munis de la liste descriptive, ils présenteront, en faisant leur déclaration, une nouvelle liste en trois exemplaires, indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront réclamer la traduction de la liste dans la langue du pays.

and articles of every kind, packets, vessels, boats, carriages and wagons and other means of transport, and shall guarantee to each other in this respect most-favoured-nation treatment.

Goods of every kind crossing the territory of one of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt from all Customs duties or other charges, except statistical dues and supervision and warehouse charges.

The Contracting Parties undertake not to hamper transit by restrictive formalities or other measures, but reserve the right to take all necessary steps to ensure that goods, especially those which constitute a State monopoly, are not clandestinely imported into the country, but are genuinely in transit.

The provisions of the present Article apply whether the transit is direct or whether during transit the goods are transhipped, repacked, or warehoused.

The transit of goods may be prohibited or restricted, provided such measures apply to all countries or to all those in a like situation :

- (1) For reasons of public safety and national security ;
- (2) As a sanitary measure or for the protection of animals and useful plants against diseases and harmful insects and parasites, in accordance with the international principles adopted in this connection.

Article 6.

Merchants, manufacturers and other industrialists of one of the Contracting Parties who prove by the production of an identity card issued by the competent authorities of their own country that they are authorised to carry on their trade and industry in that country, and that they pay the legally-established taxes and imposts there, shall have the right to make purchases, either in person or through travellers employed by them, from merchants or producers, or in public places of sale, in the territory of the other Party. They may also take orders from merchants and others who use goods corresponding to those offered in their trade or industry. They may likewise carry samples or specimens with them or have them sent. The transactions enumerated in the present paragraph shall not render them liable to any special tax or duty. All objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual sense.

☞ The identity card must be drawn up in accordance with the model given in Annex D. The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities responsible for the issue of these cards, and the regulations which commercial travellers must observe when conducting their business.

It is understood, however, that the aforesaid commercial travellers shall not be entitled to do business for any merchants or manufacturers other than those named on their cards.

With the exception of goods the import of which is prohibited, articles liable to Customs duty or to any other charge, which are imported as samples or specimens, shall, conditionally on reexportation, be admitted on both sides free of import and export duties, subject to the following conditions :

A. When making their Customs declaration, travellers must produce a descriptive list, in triplicate, certified by the Customs authorities of the exporting country, containing full particulars of the samples or specimens imported by them. If they have not this descriptive list in their possession they shall, when making their declaration, present a new list in triplicate, giving details of the samples or specimens.

The Customs authorities of the importing country may require the translation of the list into the language of that country.

B. Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront, dans le pays d'exportation, estampillés ou scellés à la cire ou au plomb, selon leurs genres et formes. Les autorités douanières de chaque Partie s'enverront réciproquement et officiellement les modèles de ces estampilles et sceaux, pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons.

Lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographies, dessins ou descriptions complètes et détaillées est admise. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront pourvoir ces échantillons de signes supplémentaires, aux frais des intéressés, dans tous les cas où lesdites autorités le jugeront indispensable à la garantie de l'identité de ces échantillons, lors de leur réexportation.

hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de signes apposés au pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation apposeront des signes nouveaux.

C. Après la présentation à la douane par l'importateur de la liste descriptive ou de la déclaration des échantillons, il sera procédé à la visite douanière, et si la liste ou la déclaration correspondant aux échantillons et les signes y apposés sont en règle, les droits de douane de chacun de ces échantillons et les taxes de consommation, s'il y a lieu, seront établis et le montant de ces droits et taxes sera versé en dépôt, soit en espèces, soit par une garantie jugée suffisante par les autorités compétentes du pays d'importation. Les dispositions concernant la garantie seront réglées par les gouvernements respectifs d'une manière générale. Les frais de pesage et autres seront définitivement payés et la liste descriptive ou un des exemplaires de déclaration dûment légalisé par les autorités douanières, sera rendu à l'importateur.

Toutefois, l'importateur, au lieu de faire calculer et de déposer les droits de chacun des échantillons, selon les articles du tarif y afférent, aura le droit d'acquitter ces droits sur l'échantillon soumis au taux le plus élevé du tarif, pour les totalités des échantillons. Les autorités douanières seront tenues d'adhérer à cette proposition.

D. Les échantillons ou modèles importés de cette manière seront retournés dans un délai d'un an au pays d'exportation ou bien réexportés dans un pays quelconque; soit par la douane d'entrée, soit par une autre. Le délai d'un an peut être prolongé, le cas échéant, par l'autorité douanière du pays d'importation.

E. La liste descriptive ou la déclaration et les échantillons ou modèles à réexporter seront présentés par l'intéressé à la douane et celle-ci, après contrôle, effectuera sans retard et contre reçu, le remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne s'effectuera que pour les échantillons ou modèles réexportés. Les droits de douane tenus en dépôt des échantillons ou modèles non réexportés après l'expiration du délai prévu *sub* D ou vendus sur place seront portés au crédit de l'administration ou perçus des garants.

F. Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourront être effectués par tous les bureaux douaniers situés aux frontières ou par ceux à l'intérieur du pays qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet. Les Parties contractantes se communiqueront les listes des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Le principe du traitement sur le pied d'égalité avec tout Etat tiers reste d'ailleurs réciproquement sauvegardé quant aux dispositions de cet article.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables au colportage.

B. To enable samples or specimens to be identified on re-exportation, they must be stamped, or sealed with lead or wax seals, according to their nature, in the exporting country. The Customs authorities of each Party shall officially send the other specimens of these stamps and seals to enable the marks affixed to the samples to be authenticated.

When such marks are impossible or difficult to affix, identification by means of photographs, sketches or a full and detailed description shall be permitted. The Customs authorities in the importing country may, however, place additional marks on these samples, at the expense of the persons concerned, in all cases in which this additional guarantee is considered indispensable for ensuring the identification of the samples on re-exportation.

Except in the latter case, Customs verification shall be confined to identifying the samples and deciding the total duties and charges to which they may eventually be liable.

If the samples or specimens do not bear marks affixed in the exporting country, new marks shall be affixed by the Customs authorities of the importing country.

C. After the descriptive list or declaration of the samples has been presented to the Customs by the importer, the Customs inspection shall take place, and if the said list or declaration corresponding to the samples, and the marks affixed thereto, are in order, the Customs duties on each and the consumption taxes, if any, shall be determined and the amount of such duties and taxes deposited, either in cash or in the form of such security as the competent authorities in the importing country may consider adequate. The general provisions in regard to this security shall be laid down by the respective Governments. Weighing and other expenses shall be definitely paid, and the descriptive list or one of the copies of the declaration, duly endorsed by the Customs authorities, shall be returned to the importer.

Instead of depositing the duty on each of the samples calculated according to the corresponding article in the tariff, the importer may pay duty on the whole of the samples submitted, as the highest rate of the tariff. The Customs authorities shall be bound to agree to this proposal.

D. The samples or specimens imported in this way shall be returned within one year to the exporting country, or re-exported to another country, either through the Customs house of entry or through any other Customs office. This time-limit may be extended, if necessary, by the Customs authorities of the importing country.

E. The descriptive list or declaration, together with the samples or specimens to be re-exported, shall be presented to the Customs by the person concerned. After verification, the former will without delay refund (against receipt) the whole of the duties paid on importation, or will release the security for payment of those duties. This refund or release shall apply only to samples or specimens which are re-exported. Customs duties held as a deposit for samples or specimens which are not re-exported on the expiry of the time-limit allowed under D, or which are sold locally, will be placed to the credit of the administration or collected from the guarantors.

F. The refund of duties paid on importation, or the release of the security, may be effected at any of the Customs offices situated at the frontier or in the interior of the country which possesses the necessary authority. The Contracting Parties shall communicate to each other a list of the offices on which the said authority has been conferred.

The principle of equal treatment with that accorded to any third State shall apply on both sides with reference to the provisions of this Article.

The provisions of this Article shall not be applicable to hawking.

Article 7.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexé (Annexe E), délivrée par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa 1 n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes auprès des personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 8.

Seront admis, sous condition d'identification et, le cas échéant, contre dépôt d'une garantie suffisante quelconque, les objets suivants en franchise de douane, si ces objets sont réexportés ou entreposés dans un délai correspondant à la durée de leur emploi :

1^o Les objets importés dans l'un des pays contractants aux fins d'y être réparés.

Il est entendu que ces objets, s'ils sont réimportés dans le pays d'exportation sont à leur réimportation exempts de droits d'entrée ; des matières ou parties passibles de droit de douane qui sont ajoutées à ces objets en quantités considérables lors de la réparation seront dédouanées indépendamment des objets mêmes et selon le tarif auquel elles étaient assujetties avant leur combinaison ; le poids servant de base au dédouanement peut être fixé par une évaluation.

2^o Les emballages, sacs, tonneaux et autres qui sont importés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre pour y être remplis et être ensuite réexportés.

3^o Les objets destinés aux foires, expositions ou concours.

Les intéressés prendront soin de fixer la durée de l'emploi des objets en question à leur entrée dans le pays. Ce délai pourra être prolongé au besoin par les autorités douanières.

Article 9.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

1^o Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas 15 kilomètres en général ;

2^o Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3^o Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Article 10.

Les taxes intérieures qui sont ou seront imposées, dans le territoire d'une des deux Parties contractantes, à la production, la préparation ou la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat ou pour celui de communes et de corporations ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Partie plus lourdement et d'une façon plus gênante que les produits similaires du pays même.

Article 11.

Les pays contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane

Article 7.

Nationals of one of the Contracting Parties proceeding to fairs and markets for business purposes shall not receive less favourable treatment in the territory of the other Party than its own nationals, provided they are able to produce an identity certificate (Annex E) issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The provisions of paragraph 1 shall not be applicable to itinerant traders, hawkers or individuals canvassing orders from persons not engaged in any trade or industry, each of the Contracting Parties reserving full legislative freedom in this respect.

Article 8.

Subject to proof of identity and, if necessary, to the deposit of adequate security in some form, the following articles shall be exempt from Customs duties, provided they are re-exported or warehoused within a period corresponding to the time during which they are to be used :

(1) Articles imported into one of the contracting countries to be repaired.

It is understood that, if these articles are re-imported into the exporting country, they shall be exempt from import duties ; Customs duties payable on material or parts added in considerable quantities to the articles during repair will be collected separately, at the tariff rate originally applicable to such material or articles. The weight on which the duties are based may be fixed by valuation.

(2) Packages, bags, casks and other receptacles imported from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other to be filled and then re-exported.

(3) Articles intended for fairs, exhibitions or competitions.

When importing the articles in question, the importer must state the length of time during which they are to be used. This period may be extended by the Customs authorities, if necessary.

Article 9.

Treatment on the same terms as that accorded to any other State shall not apply :

(1) To privileges which have been or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in respect of frontier traffic with adjacent countries within a zone of an average width not exceeding 15 kilometres on either side of the frontier ;

(2) To special privileges granted in virtue of a Customs union ;

(3) To special advantages and privileges which are now in force or may be established in future with regard to Customs tariffs and any other commercial matters in general, between Turkey and the countries detached from the Ottoman Empire in 1923.

Article 10.

Internal duties and taxes which are or may hereafter be levied either by the State or by communes and corporations, in respect of the production, manufacture or consumption of an article in the territory of one of the two Contracting Parties, must not under any pretext be imposed on the products of the other Party to a greater degree or in a more irksome manner than upon similar products of the country itself.

Article 11.

The Contracting Countries agree to take the necessary steps to enable traders to obtain official information concerning Customs tariffs and, more especially, concerning the rates payable on

et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée. La demande doit contenir, selon les règlements du pays d'importation, un échantillon de la marchandise ou bien une description détaillée, une copie ou photographie de celle-ci.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de deux années. A partir de cette date, elle restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par une des Parties contractantes, cette dénonciation ne devant pas produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition, à Angora, le quatre mai mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (Signé) Henri MARTIN.

(L. S.) (Signé) Ali DJÉNANY.

(L. S.) (Signé) A. CHEVKI.

ANNEXE A

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER SUISSE

Numéros du tarif douanier suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée par quintal Fr. Ct.
ex 33	Raisins secs Sultana, avec ou sans pépins	10,—
37 b)	Figues	10,—
ex 39 a) I	Noisettes avec ou sans coque	10,—
ex 39 b)	Pistaches	10,—
ex 149	Vessies et boyaux	2,—
ex 165	Os bruts	0,05
173	Peaux	0,50
	<i>N. B.</i> — ad 173. Par « peaux » on entend la dépouille du menu bétail (veaux, moutons, chèvres, etc.)	
341	Coton brut	1,—
ex 482 b)	Tapis de laine à points noués	150,—
629 a)	Emeri brut	0,30
ex 966	Racines de réglisse brutes, non divisées	1,50
ex 967	Racines de réglisse brutes, divisées ou ayant subi une manipulation mécanique quelconque	15,—
ex 968	Opium	20,—
ex 988	Gomme adragante	1,50
ex 1093	Avélanèdes (vallonnées) et noix de galle, brutes, non divisées	0,30
ex 1094	Avélanèdes (vallonnées) et noix de galle, divisées : coupées, moulues, râpées, pulvérisées, etc.	1,—

any particular class of goods. The application must contain, according to the regulations of the importing country, either a sample of the goods or a detailed description, sketch or photograph.

Article 12.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Berne as soon as possible.

It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications, for a period of two years. Unless it is thereafter denounced by one of the Contracting Parties, it shall remain in force indefinitely, such denunciation not taking effect until after the expiration of six months.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora, May the fourth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) (Signed) Henri MARTIN. (L. S.) (Signed) Ali DJÉNANY.
(L. S.) (Signed) A. CHEVKI.

ANNEX A.

DUTIES ON IMPORTS INTO SWISS CUSTOMS TERRITORY.

No. in Swiss Customs Tariff	Description of Goods	Import duty per Q. Frs. Cts.
ex 33	Dried Sultana raisins, stoned or unstoned	10.—
37 (b)	Figs	10.—
ex 39 (a) I	Hazel nuts, shelled or unshelled	10.—
ex 39 (b)	Pistachio nuts	10.—
ex 149	Bladders and guts	2.—
ex 165	Crude bones	0.05
173	Skins	0.50
	N.B. — ad 173. This items refers to the skins of small animals (calves, sheep, goats, etc.).	
341	Raw cotton	1.—
ex 482 (b)	Knotted woollen carpets	150.—
629 (a)	Raw emery	0.30
ex 966	Raw liquorice roots, whole	1.50
ex 967	Raw liquorice roots, broken up or mechanically treated in any way	15.—
ex 968	Opium	20.—
ex 988	Gum tragacanth	1.50
ex 1093	Raw volonias and gall-nuts, whole	0.30
ex 1094	Volonias and gall-nuts, broken up: cut up, ground, grated, pulverised, etc.	1.—

ANNEXE B

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER TURC

Numéros du tarif douanier turc	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée	
		Piastres par 100 kg.	Coefficient
ex 32 b)	Fromages : Emmental, Gruyère, Saanen, Sbrinz et autres Spalen, y compris Emmental et Gruyère en boîtes	480	5
34	Lait condensé et stérilisé	400	12
60	Farines lactées, telles que Nestlé, Mellins, et spécialités farineuses similaires	600	12
112	Cacao et chocolat contenant du sucre ou autres matières alimentaires	350	12
187	Chaussures et souliers de peau de chevreau et d'autres peaux fines, et ceux fabriqués avec des matières textiles de toutes espèces	3.300	9
188 a)	Chaussures dont les tiges sont fabriquées complètement avec des matières textiles (semelles en cuir ou en factice) de soie ou de soie mélangée avec d'autres matières textiles ou de velours de toutes espèces et les mêmes combinées avec d'autres tissus	6.000	9
ex 270	Tissus de coton : ex d) Teints ou imprimés : ex 3) Gaze, burumdjuk, bobinot, mousseline et semblables tissus fins transparents et rideaux et couvertures de ces tissus	1.200	12
273	Broderies faites à la main ou à la machine ou avec application, telles que : rideaux, bandes, festons, entre-deux et similaires, brodés ou appliqués	3.500	9
303 b)	Soie artificielle	3.500	5
ex 305 a)	Crêpe de soie pure, de bourre de soie ou de soie artificielle, même combiné avec des fils métalliques.	15.000	9
ex 308 a)	Tissus et rubans de soie pure, de bourre de soie ou de soie artificielle, même combinés avec des fils métalliques	15.000	9
500	Dynamos, accumulateurs	380	5
ex 506 b)	Moteurs Diesel	60	5
533	Montres : a) D'or b) D'argent c) Autres que d'or et d'argent	par pièce 80 10 6	5 5 5
541	Compteurs et mesureurs de gaz, d'électricité et d'eau.	750	5
542	Instruments et appareils pour télégraphes, téléphones et leurs pièces (exceptés les fil)	900	5
545	Instruments non dénommés ailleurs	750	5
580	Teintures anilines (acide picrique, alizarine et similaires)	270	5
Loi du 10 mars 1332/1916 Article premier	Métaldéhyde (combustible « Méta »)	20 % ad valorem	

ANNEX B.

DUTIES ON IMPORTS INTO TURKISH CUSTOMS TERRITORY.

No. in Turkish Customs Tariff	Description of Goods	Import Duty	
		Piastres per 100 kg.	Coefficient
ex 32 (b)	Cheeses : Emmental, Gruyère, Saanen, Sbrinz and other Spalen cheeses, including Emmental and Gruyère in boxes	480	5
34	Condensed and sterilised milk	400	12
60	Milk foods such as Nestlé's, Mellins' and similar farina- ceous specialities	600	12
112	Cocoa and chocolate containing sugar or other alimentary substances	350	12
187	Boots and shoes of kid or other fine skins, and those manufactured with textile materials of all kinds	3,300	9
188 (a)	Boots and shoes with uppers entirely of textile materials (soles of leather or imitation leather) of silk or silk mixed with other textile materials or of velvet of all kinds, and the same when combined with other tissues	6,000	9
ex 270	Cotton tissues : ex (d) Dyed or printed : ex (3) Gauze, burumdjuk, bobinot, muslin and similar fine transparent tissues ; also curtains and covers of these tissues	1,200	12
273	Hand or machine-made or appliqued embroideries, such as : curtains, bands, festoons, insertions, etc., em- broidered or appliqued	3,500	9
303 (b)	Artificial silk	3,500	5
ex 305 (a)	Crêpe made from pure silk, floss silk or artificial silk, with or without metal threads	15,000	9
ex 308 (a)	Tissues and ribbons made from pure silk, floss silk or artificial silk, with or without metal threads	15,000	9
500	Dynamos, accumulators	380	5
ex 506 (b)	Diesel engines	60	5
533	Watches : (a) Gold	each : 80	5
	(b) Silver	10	5
	(c) Other than gold or silver	6	5
541	Meters for gas, electricity or water	p. 100 kg. 750	5
542	Telegraph and telephone instruments and apparatus and parts thereof (except wire)	900	5
545	Instruments not specially mentioned	750	5
580	Aniline dyes (picric acid, alizarine, and the like)	270	5
Law of March 10th, 1332/1916 Article I	Metaldehyde (" Meta " fuel)	20 % ad valorem	

ANNEXE C

MODÈLE

CERTIFICAT D'ORIGINE

Expéditeur :

Receveur :

Nom : Nom :
 Domicile : Domicile :
 Rue : Rue :

Nombre des colis	Mode d'emballage	Marques N°	Poids brut et net en kilogrammes, et valeur	Voies d'expédition (Chemin de fer, poste, bateaux, etc.)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine
, le 192....

(Sceaux)

(Désignation du bureau compétent et signature)

ANNEX C.

MODEL.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor.

Consignee.

Name :
Resident at :
Street :

Name :
Resident at :
Street :

No. of packages	Nature of packing	Marks Nos.	Gross and net weight in kgms. and value	How despatched (rail, post, boat, etc.)	Contents.

It is hereby certified that the above goods are of origin.

..... 192....

(Seals)

.....

(Name of competent office and signature.)

ANNEXE D

NOM DE L'ÉTAT
(Autorité de délivrance)CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.
Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour

N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte

M.

né à

demeurant à

rue N°

possède.....¹

à

sous la raison de commerce

.....

.....

(ou) est commis voyageur { de la maison

au service { des maisons

à

qui possède¹

possèdent

sous la raison de commerce

.....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de

faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est

(sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) commerce (s) à

et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

....., le 192....

Signature du chef de la (des) maison (s).

Signalement du porteur :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

Signature du porteur :

.....

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la première rubrique du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX D.

NAME OF STATE
(Issuing Authority.)

IDENTITY-CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.
Valid for twelve months from the date of issue.

Valid for

No. of card

It is hereby certified that the holder of this card,

M.

born at

resident at

street No.

possesses ¹

at

under the name of

.....

.....

(or) is a commercial traveller in the employ of the firm(s) of

at

which possess(es) ¹

under the name of

As the bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the above firm(s), it is hereby certified that the said firm(s) is (are) authorised to exercise its (their) trade and industry at and pay(s) the statutory taxes to this end.

..... 192....

Signature(s) of head(s) of firm(s)

Description of holder :

Age :

Height :

Colour of hair :

Special characteristics :

Signature of holder :

.....

--

¹ Give name of factory or business.

N. B. — Only the first part of the form should be filled up in the case of the head of a commercial or industrial establishment.

ANNEXE E

CARTE DE LÉGITIMATION

POUR DES VISITEURS DE FOIRES OU DE MARCHÉS.

Il est certifié que M.
 porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en.....
 (pour les ressortissants suisses :
 en Turquie ; pour les ressortissants turcs : en Suisse) est domicilié à
 et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature sceau de l'autorité
 qui a établi le certificat.)

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la présente convention de commerce, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour stipuler les précisions suivantes :

Ad article premier.

Dans le cas où, en conformité de l'article 2 de la Convention¹ commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 entre la Turquie, d'une part, et les autres Puissances signataires, d'autre part, il serait, en raison des fluctuations de change, procédé à un rajustement des coefficients de majoration prévus audit article, les Parties contractantes sont d'accord pour appliquer, dans les mêmes conditions, le même rajustement aux coefficients figurant dans la liste B annexée à la présente convention, sans que cela puisse porter atteinte à l'application intégrale de la stipulation de l'alinéa 3 de l'article premier.

Ad articles 4 et 12.

Les deux Parties sont aussi d'accord que la Partie qui se verrait lésée dans ses intérêts par des interdictions établies sur la base de l'article 4, alinéa 2, n° 1, a le droit de dénoncer avec un délai de six mois la convention, même dans l'expiration de sa durée de deux ans, prévue dans l'article 12, alinéa 2.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent toutefois pas aux interdictions existantes au moment de la signature de la présente convention. Les deux Parties se communiqueront les listes respectives de ces interdictions.

Ad article 9.

Il est entendu que l'article 9 ne peut pas être invoqué si les avantages et les faveurs spéciaux énumérés au n° 3 de cet article sont accordés à un Etat tiers.

Ad article 10.

Il est entendu que la Turquie pourra, en outre, continuer à percevoir, dans les mêmes conditions d'égalité entre ses ressortissants et les ressortissants suisses, pour les produits énumérés au Tableau annexé au présent protocole, les taxes de consommation indiquées audit tableau.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

ANNEX E.

IDENTITY CARD

FOR PERSONS ATTENDING FAIRS OR MARKETS.

It is hereby certified that M.
 the bearer of this card, proceeding with his goods to the fairs and markets in
 (insert " Turkey " in the case of Swiss nationals and " Switzerland " in the case of Turkish nationals),
 is resident at
 and that the statutory taxes imposed must be paid in respect of his business.

This certificate is valid for a period of months.

(Place, date and signature and seal
 of issuing authority.)

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the present Commercial Convention, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following provisions :

Ad Article 1.

If, in conformity with Article 2 of the Commercial Convention¹ signed at Lausanne on July 24th, 1923, between Turkey, of the one part, and the other signatory Powers, of the other part, the coefficients of increase provided for in the said Article should be readjusted owing to exchange fluctuations, the Contracting Parties agree that such readjustment shall likewise apply in the same conditions to the coefficients mentioned in List B annexed to the present Convention, without prejudice, however, to the full application of the provisions of Article 1, paragraph 3.

Ad Articles 4 and 12.

The two Parties also agree that a Party whose interests are prejudiced by prohibitions based on Article 4, paragraph 2, No. 1, is entitled, subject to six months' notice, to denounce the Convention even before the expiry of the period of two years stipulated in Article 12, paragraph 2.

The above provisions do not apply, however, to prohibitions existing at the time of the signature of the present Convention. Lists of such prohibitions shall be communicated by the Parties to each other.

Ad Article 9.

It is understood that Article 9 cannot be invoked if the special advantages and privileges enumerated in No. 3 of this Article are granted to a third State.

Ad Article 10.

It is understood that Turkey may continue to collect consumption taxes on the products enumerated in the table annexed to the present Protocol, on terms of equality as between her own nationals and Swiss nationals.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

La présente convention de commerce (avec ses annexes) s'appliquera également et sous tous les rapports à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Confédération suisse par le Traité d'Union douanière¹ du 29 mars 1923.

Le présent protocole de signature fait partie intégrante de la convention de commerce et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

Fait en double, à Angora, le quatre mai mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (Signé) Henri MARTIN.

(L. S.) (Signé) Ali DJÉNANY.

(L. S.) (Signé) A. CHEVKI

ANNEXE AU PROTOCOLE DE SIGNATURE

TAXES TURQUES DE CONSOMMATION.

Thé	40 piastres par kilogramme
Café	20 » » »
Pétrole	6. » » »
Riz	10 » » »
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80 » » »
Bougies des stéarine	30 » » »
Savon ordinaire	5 » » »
Sacs neufs et usagés	5 » » »
Epices	30 » » »
Alumettes	½ piastre par boîte de 60 allumettes.
Allumettes-bougies	1 piastre par boîte de 60 allumettes.
Papier à cigarettes	1 piastre par 50 feuilles.
Briquets	25 piastres par briquet.
Sucre	15 piastres par kilog.
Biscuits	} soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Chocolat	
Lait condensé	
Confiserie et glucose	
Boissons non alcooliques, gazeuses et limonades	
Tous autres produits sucrés	} 40 piastres par kilogramme.
Tombac	

Pour copie conforme :
Berne, le 8 octobre 1927.

Le vice-chancelier :
Leingruber.

¹ Vol. XXI, page 231, de ce recueil.

The present Commercial Convention (with Annex) shall also apply in every respect to the Principality of Liechtenstein for so long as it remains joined to Switzerland by the Customs Union Treaty¹ of March 29th, 1923.

The present Protocol of Signature shall come into force at the same time as the Commercial Convention of which it forms an integral part.

Done in duplicate at Angora, May the fourth, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) (Signed) Henri MARTIN.

(L. S.) (Signed) Ali DJÉNANY.

(L. S.) (Signed) A. CHEVKI.

ANNEX TO THE PROTOCOL OF SIGNATURE.

TURKISH CONSUMPTION TAXES.

Tea	40 piastres per kilogramme
Coffee	20 " " "
Petroleum	6 " " "
Rice	10 " " "
Margarine, oleomargarine and other animal fats.	80 " " "
Candles, stearic	30 " " "
Ordinary soap	5 " " "
Sacks, old and new	5 " " "
Spices	30 " " "
Matches	½ piastre per box of 60 matches.
Wax Matches	1 piastre per box of 60 matches.
Cigarette paper	1 piastre per 50 sheets.
Patent lighters.	25 piastres each.
Sugar	15 piastres per kilogramme
Biscuits	} Subject to a consumption tax according to percentage of sugar they contain.
Chocolate	
Condensed milk	
Sweetstuffs and glucose	
Non-alcoholic beverages (mineral waters and lemonades)	
Other products containing sugar.	} 40 piastres per kilogramme.
Tombac	

¹ Vol. XXI, page 231, of this Series.

N° 1545.

ALBANIE ET ROYAUME-UNI

Traité d'extradition. Signé à Tirana,
le 22 juillet 1926.

ALBANIA
AND UNITED KINGDOM

Extradition Treaty. Signed at
Tirana, July 22, 1926.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

No. 1545.—EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN ALBANIA AND THE
UNITED KINGDOM. SIGNED
AT TIRANA, JULY 22, 1926.

No 1545.

*Textes officiels anglais et albanais communiqués
par le Ministère des Affaires étrangères de
Sa Majesté britannique. L'enregistrement de
ce traité a eu lieu le 11 octobre 1927.*

*English and Albanian official texts communicated
by His Britannic Majesty's Foreign Office.
The registration of this Treaty took place
October 11, 1927.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ALBANIAN REPUBLIC, having determined, by common consent, to conclude a treaty for the extradition of criminals, have accordingly named as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

William Edmund O'REILLY, Esq., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Albanian Republic ;

And HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ALBANIAN REPUBLIC :

Monsieur Hussein VRIONI, Minister for Foreign Affairs and Minister of Justice *ad interim* ;

Who, after having exhibited to each other their respective full powers, and found them in good and due form, have agreed upon the following articles :

SHKELQESIA E TIJ KRYETAR'I REPUBLIKES SHQIPTARE ; EDHE MADHENIJA E TIJ REGJI I MBRETERISE SE BASHKUAR BRITANIS MADHE DHE IRLANDES EDHE I DOMINIONEVE BRITANIKE PERTEJ DETEVE, IMPERATOR I INDJES ; mbasi kan vendosun, me akord dhe bashket, te bejne nji traktat per ekstradicjonin e krimineleve, kane emeruar per ket qellim si perfaqesues fuqiplote te tyne :

SHKELQESIJA E TIJ KRYETAR'I REPUBLIKES SHQIPTARE :

Zotni Hussen VRIONI, Ministr'i Punve te Jashtme dhe Zevendes Ministr'i Drejtesis ;

DHE MADHENIJA E TIJ REGJI I MBRETERISE BASHKUAR BRITANIS MADHE DHE IRLANDES EDHE I DOMINIONEVE BRITANIKE PERTEJ DETEVE, IMPERATOR I INDJES :

Zotni W. E. O'REILLY, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire te Tij prane Qeverise Republikes Shqiptare ;

Te cilet mbasi q'i parashtruan, njeri-tjetrit ; documentat fuqiplotese te tyne dhe te cilet i gjeten ne formen e duhur dhe te mir, u muarne vesh mbi artikujt qi vijojne :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 29 janvier 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at Tirana, January 29, 1927.

Article 1.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under certain circumstances and conditions stated in the present treaty, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article 2, committed within the jurisdiction of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

Article 2.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences :

(1) Murder (including assassination, parricide, infanticide, poisoning), or attempt or conspiracy to murder.

(2) Manslaughter.

(3) Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.

(4) Rape.

(5) Carnal knowledge, or any attempt to have carnal knowledge, of a girl under 14 years of age.

(6) Indecent assault.

(7) Kidnapping and false imprisonment.

(8) Child stealing, including abandoning, exposing or unlawfully detaining.

(9) Abduction.

(10) Procuration.

(11) Bigamy.

(12) Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.

(13) Assault occasioning actual bodily harm.

(14) Threats by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.

(15) Perjury, or subornation of perjury.

(16) Arson.

Artikulli 1.

Anat Kontraktuese te Larta lidhen t'i dorezojne njena-tjetres, nen disa rastje dhe kondita qe permenden ne kete traktat, ato njerez te cilet gjinden mbrenda ne token e njeses s'ane dhe te cilet qene akuzuar ose denuar mbrenda ne jurisdiksjonin e tjetres s'ane per nji prej krimeve ose delikteve te permamun n'art ; 2 te ketij traktati.

Artikulli 2.

Ekstradicjoni do te akordohet reciprokivisht per krimet ose deliktet qe vijojne :

1. Vrasje (assassinat, atevrasje, femi-vrasje, helmosje) ose atentat a konspiration per vrasje.

2. Vrasje per kast (« manslaughter »).

3. Te dhanunit e barneve ose te perdo-runit e veglave me qellim te shkaktoje deshtim (« avortement »).

4. Te rembyerit me qellim turprimi (« rape »).

5. Turpruarit ose atentat per te turpruar nji vajze nen 14 vjeçe.

6. Sjelljet te pa-turpshme.

7. Rembese dhe te burgosonit kundra ligjit.

8. Te vjedhurit e femive sikunder dhe te lenit, te diftuemit ne publik ose te mbajtunit jashte ligjes.

9. Abdukcion.

10. Rufiani.

11. Bigami.

12. Te plagosunit me qellim, ose dam-prurje trupit.

13. Sulm me damprurje trupopre.

14. Te friksuarit me leter ose me tjera mjete, me qellim te çkepute te holla ose gjera te tjera me vlere.

15. Be e reme ose te shtyemit per be te reme.

16. Zjar-venje.

(17) Burglary or housebreaking, robbery with violence, larceny or embezzlement.

(18) Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any company, or fraudulent conversion.

(19) Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or feloniously obtained.

20) (a) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.

(d) Knowingly making without lawful authority any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting of the coin of the realm.

(21) Forgery, or uttering what is forged.

(22) Crimes against bankruptcy law.

(23) A malicious act done with intent to endanger the safety of any persons travelling or being upon a railway.

(24) Malicious injury to property, if such offence be indictable.

(25) Piracy and other crimes or offences committed at sea against persons or things which, according to the laws of the High Contracting Parties, are extradition crimes or offences.

(26) Dealing in slaves in such manner as to constitute a crime or offence against the laws of both States.

The extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes or offences, providing such participation be punishable by the laws of both High Contracting Parties.

Extradition may also be granted at the discretion of the State applied to in respect of any other crime or offence for which according to the law of both the High Contracting Parties for the time being in force, the grant can be made.

17. Kursari ose hyrje ne ndonji shtepi per vjedhje, kursari dhe te prishun me form vjedhje ose abusim besimi dhe vjedhje te hollat besuar.

18. (« Fraud ») Mashtrim nga ana e nji njeri te ngarkuar per te bere nji pun e nji agjenti, banqeri, faktori, administratori, direktori, anetari ose ofiqali publik te ndonji kompanije, gjithashtu konvertim fraudolose.

19. Te marit e te hollave, sigurimet vlefshme ose sende te tjera me pretendim te reme; dhe pronje te hollash, sigurime vlefshme dhe pasuni me dijenise jane te vjedhura a te maruna me te genjyer.

20.—(a) Remesim ose jaterim i te hollave ose te venit ne qarkullim te hollat te remsuara ose te jatersuara.

(b) Te berit, tue dite, pa autoritet ligjuere e çdo far vegjel ose maqine te adoptuara me qellim per te falsifikuar a imituar monedhat e mbreterise.

21. Falsifikim ose perhapje e gjas se falsifikuar.

22. Krime kundra ligjes per faliment.

23. Çdo akt i bere me qellim keqdashjes qe te vere ne rezik sigurimin e njerezve qe udhetojne ose qi gjinden ne udhe te hekurit.

24. Demtimi me keqdashjes kundra pronjeve, ne asht se ky demtim ndiqet prej ligjes.

25. Pirateria dhe krime ose delikte te tjera qe behen ne dete kundra njerzve ose plaçkave, te cillat krime ose delikte mbas nomevet te Anevet Kontraktuese te Nalta, jane krime ose delikte ekstradicjoni.

26. Tregtja e sklevevet ne menyre te tille qe formon nji krime ose delikt kundra nomeve dhe te dy Shteteve.

Ekstradicjoni akordohet dhe per participim per ndonje prej krimevet ose delikteve te shenuara me siper ne qoft se participimi kesodore asht i denuarshum prej nomeve te dy Partive Kontraktuese te Larta.

Ekstradicjoni mund akordohet gjithashtu, ne qoft se Shteti te cillit i behet kerkesa e gjen t'aresyeshme per ç' do tjetër krim ose delikt, per te cilen dorezimi mund te bahet si mbas ligjit ne fuqi te dy naltpermendun Partive Kontraktuese.

Article 3.

Each Party reserves the right to refuse or grant the surrender of its own subjects or citizens to the other Party.

Article 4.

The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the State applied to, for the crime or offence for which his extradition is demanded.

If the person claimed should be under examination or under punishment in the State applied to for any other crime or offence, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

Article 5.

The extradition shall not take place if, subsequently to the commission of the crime or offence or the institution of the penal prosecution or the conviction thereon, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time, according to the laws of the State applying or applied to.

Article 6.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the crime or offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for a crime or offence of a political character.

Article 7.

A person surrendered can in no case be kept in custody or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime or offence, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until

Artikulli 3.

Çdo ane i rezervon te drejten te refuzoj ose te pranoj dorezimin e shtetasvet ose te qytetarvet te vet njei-tjetrit.

Artikulli 4.

Ekstradicjoni nuk do te behet ne qoft se personi qe kerkohet eshte gjykuar dhe çgarkuar ose denuar ose esht nen gjyq ne Shtetin ku eshte dhene kerkesa per krimin ose deliktin per te cillin ekstradicjoni kerkohet.

Ne qoft se personi i lypun mbrenda ne Shtet prej te cillit kerkohet asht nen gjykim ose denim, per nji tjetër krim ose delikt, ekstradicjoni i tij do te ndalohet deri sa te mbaroje gjykimi i tij ne fjale ose te marre funt denimi i tij ne fjale.

Artikulli 5.

Ekstradicjoni nuk do behet ne qoft se pas te kryerit e kimit ose deliktit ose pas nisjes se ndjekjes penale ose denimit mbi te, perjashtim prej ndjekjes ose denimit asht fituar me kalim kohe, si mbas nomeve te Shtetit aplikues ose te aplikuem.

Artikulli 6.

Nji kriminal i aratisur nuk do te dorezohet ne qoft se krimi ose delikti per te cilen kerkohet dorezimi i tij ka ndonje karakter politik, ose ne provoft se kerkimi per dorezimin e tij eshte bere me te vertet me qellim qi t'a heqin ne gjyq ose t'a denojne par nji krim ose delikt me karakter politik.

Artikulli 7.

Nji njeri i dorezuar as me ndonji menyre s'mund te mbahet ne burg ose te hiqet ne gjyq ne Shtetin te cilit i u be dorezimi per ndonji krim ose delikt tjetër ose per arsye te tjera, perveç atyreve per te cilat do te jete bere ekstradicjoni gjer sa i dorezuarit te jete kethyer

he has been restored, or has had an opportunity of returning, to the State by which he has been surrendered.

This stipulation does not apply to crimes or offences committed after the extradition.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic agents of the High Contracting Parties respectively.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime or offence had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed *in contumaciam* is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article 9.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Article 10.

A criminal fugitive may be apprehended under a warrant issued by any police magistrate, justice of the peace, or other competent authority in either State, on such information or complaint and such evidence, or after such proceedings, as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime or offence had been committed or the person convicted in that part of the dominions of the two Contracting Parties in which the magistrate, justice of the peace, or other competent authority, exercises

prape ose te kete patur rast te ketehet prap ne Shtetin prej te cillit ka qene dorezuar.

Kejo marreveshtje (« stipulation ») nuk asht e aplikushme per krimet dhe deliktet qe jane bere pas ekstradicjonit.

Artikulli 8.

Kerkesa per ekstradicjon do te behet respektivisht me anen e agjenteve diplomatike te dy Partive Kontraktuese te Nalta.

Kerkesa e ekstradicjonit per nji person t'akuzuar lypset te jete e shoqeruar prej nji vendimit gjykates « mandat d'arrêt ») te dalun nga autoritetet komptente te Shtetit qi kerkon ekstradicjonin dhe ky mandat duhet te jete keshtu qe sikur krimi ose delikti ne fjale t'ishte bere mbrenda ne Shtetin prej te cillit kerkohet ekstradicjoni, te konstituente dhe atje nji krim ose delikt.

Ne qoft se kerkesa i perket nji njerju qi ka qene denuar qe perpara duhet te jete e shoqeruar prej vendimit te denimit qi asht dhene kundra personit te denuar prej autoriteteve kompetente te Shtetit i cilli bene kerkesen per ekstradicjon.

Nji vendim i dhane ne mungese (« in contumaciam ») nuk do te quhet si nji denim, po nji njeri i denuar keshtu mund te konsiderohet si nji njeri i akuzuar.

Artikulli 9.

Ne qoft se kerkesa per ekstradicjon eshte ne akord me marreveshtje (« stipulation ») e sipermendum, autoritetet kompetente te Shtetit prej te cillit kerkohet duhet t'arestojne t'aratisunin.

Artikulli 10.

Nji kriminal i aratisun mund te zihet me nji mandate te dhene prej çdo gjykatese policore, gjykatese paqsore, ose nji tjetër autoritet kompetent ne njerin prej te dy Shteteve, ne qoft se ka te tilla informata ose qarje dhe te tilla prova ose pas asish procedurash, te cillat ne mendjen e autoritetit qi ka nxjere mandaten justifikjon te nxjerit e nji mandate po qe, qe krimi ose delikti t'ish bere ose personi t'ish denuar ne ate pjese te Douinioneve te dy Partive Kontraktuese, ne te cillen gjykatasi, gjykates i paqes ose tjetër autoritet kompetent ka (ekser-

jurisdiction. He shall, in accordance with this article, be discharged if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the diplomatic agent of the State claiming his extradition in accordance with the stipulations of this treaty. The same rule shall apply to the cases of persons accused or convicted of any of the crimes or offences specified in this treaty, and committed on the high seas on board any vessel of either State which may come into a port of the other.

Article 11.

The extradition shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime or offence had been committed in the territory of the same State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the courts of the State which makes the requisition, and that the crime or offence of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to; and no criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

Article 12.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations the authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, or copies thereof, and certificates of, or judicial documents stating the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows :

(1) A warrant, or copy thereof, must purport to be signed by a judge, magistrate, or officer of the other State, or purport to be certified under the hand of a judge, magistrate or officer of the other State to be a true copy thereof, as the case may require.

(2) Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified,

con) juridicjon. Ne konformitet me kete artikulli i kerkuari do te lirohet sikur se mbrenda ne 30 dite nuk bahet nga ana e nji agentit diplomatik te Shtetit kerkues ne kerkes per ekstradicjon ne konformitet me stipulacionet te ketij traktati. Gjith kejo regull do te aplikohet ne rastin e personave t'akuzuar ose te denuar per ndnje nga krimet ose deliktet te specifikuem ne kete traktat kur behet ne det hapet mbi ndonji anie te njerit ose te tjetrit Shtet e cilla anie mund te vi e ne nji liman te Shtetit tjetet.

Artikulli 11.

Ekstradicjoni do te behet vetun ne qoft se prova (« evidence ») duket e mjaft pas nomeve te Shtetit prej te cillit kerkohet ja se per te justifikuar te hequret nen gjyq ne raste qe krimi ose delikti t'ish bere ne token e ketij Shteti, ose per te provuar se i burgosuni esht gjith ay njeri qe esht denuar nga gjykatoret e Shteti qi ka bere kerkesen, dhe se krimi ose delikti per te cillen asht denuar kriminali asht prej atyre per te cillat ekstradicjoni ne kohen e nji denimi te tille mund te akordohet nga ana e Shtetit prej te cillit kerkohet ; dhe as ndonji kriminal nuk do te dorezohet pa shkuar 15 dite qe nga data e burgimit te tij per te pritur mandaten per dorezimin e tij.

Artikulli 12.

Ne qyrjen qi do te behet si mbas marreveshtjeve (« stipulation ») e sipermendun auktoritetet e Shtetit ku u ba kerkesa do te pranojne si prova te shendoshe deshmimet ose vertetimet e betuara te deshmoreve te berra ne Shtetin tjetet, ose kopjet e tyre, dhe gith keshtu mandatat dhe vendimet qe vine s'andejmi, ose kopjet e tyre, dhe certifikatat ose dokumentat gjyqesore duke treguar faktin e nji denimi, me kondita qe te jene autentike si pason :

1. Nji mandat ose kopje e saj duhet te jet e nenshkruar prej nji gjykatesi ose zyrtari te Shtetit tjetet, ose duhet te jete e vertetuar nga ana e nji gjykatesi, ose zyrtari te Shtetit tjetet se asht nji kopje e vertet e mandates si t'a kerkoje rasti.

2. Deshmimet ose pohimet ose kopjet e tyre do te jene te vertetuara nga dor'e

under the hand of a judge, magistrate, or officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

(3) A certificate of, or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a judge, magistrate, or officer of the other State.

In every case such warrant, deposition affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated, either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other minister of the other State, or by any other mode of authentication for the time being permitted by the law of the State to which the application for extradition is made.

Article 13.

If the individual claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present treaty should be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes or offences committed within their respective jurisdictions, his extradition shall be granted to the State whose claim is earliest in date, unless such claim is waived.

Article 14.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article 15.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, and any articles that may serve as a proof of the crime or offence shall be given up when the extradition takes place, in so far as this may be permitted by the law of the State granting the extradition.

Article 16.

Each of the High Contracting Parties shall defray the expenses occasioned by the arrest

nji magistrati, gjykatesi ose zyrtari te Shtetit tjetër se janë deshmmimet dhe pohimet origjinale ose qe janë kopjet te verteta te tyre, ashtu si ta kerkoje rasti.

3. Nji certifikate ose dokument gjyqsuar te cillat tregojne faktin e nji denimi duhet te jete e vertetuar nga ana e nji gjykatesi, magistrat, ose zyrtari te Shtetit tjetër.

Ne çdo mandate, deshmmim, pohim, kopje, certifikate ose dokument gjyqsor te ketije duhet te jene autentikuar qoft me bem e do nji deshmmori, qoft me vulen zyrtare te Ministrise se Drejtesise a ndonji Ministrite tjetër te Shtetit tjetër ose me ndonji menyre tjetër autentifikimi qe pranohen aso kohe prej nomit te Shtetit, te cillit i eshte bere kerkesa per ekstradicjon.

Artikulli 13.

Ne qoft se nje njeri qe kerkohet nga njera e Partive Kontraktuese te Larta ne baze te keti traktati, kerkohet edhe prej nji ose ma shume fuqive per shkak te krimeve ose delikteve te tjera te bera mbrenda ne jurisdikcionin e tyre; ekstradicjoni i tij do t'akordohet Shtetit i cilli ka dhene kerkesen me pare se te tjerat perveç se ky ne paste hequr dore nga kejo kerkes.

Artikulli 14.

Ne qoft se nuk sillen prova te mjafta per ekstradicjon me dy muaj e siper prej dates se zenit t'aratisunit, ose mbrenda ne nji kohe me te gjate qe asht caktuar prej Shtetit prej te cillit kerkohet ose prej gjykatores se ketij, i aratisuni do te lehet i lire.

Artikulli 15.

Te gjith sendet e zena te cillat i kish ne posesion te vet njerju qe dorezohet ne kohen e zenjes se tij dhe ç'do send qe mund te sherbej per prove per krimin ose deliktin, do te dorezohet kur te behet ekstradicjoni gjer me ate mase qe jep leje nomi i Shtetit qe ben dorezimin.

Artikulli 16.

C'do Ane Kontraktuese e Larte do te heqe shpenzimet e shkaktuara nga te zenit ne token e

within its territories, the detention, and the conveyance to its frontier, of the persons whom it may have consented to surrender in pursuance of the present treaty.

Article 17.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable, so far as the laws permit, to all His Britannic Majesty's Dominions, except to the self-governing Dominions hereinafter named—that is to say, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia (including for this purpose Papua and Norfolk Island), the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland—and India, provided always that the said stipulations shall be applicable to any of the above-named Dominions or India in respect of which notice to that effect shall have been given on behalf of the Government of such Dominion or India by His Britannic Majesty's Representative at Durazzo, and provided also that it shall be competent for either of the High Contracting Parties to terminate separately the application of this treaty to any of the above-named Dominions or India by a notice to that effect not exceeding one year and not less than six months.

Article 18.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal, who has taken refuge in any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, or Possessions to which this Treaty applies, shall be made to the Governor-General, Governor, or chief authority, of such self-governing Dominion, Colony, or Possession by the appropriate consular officer of Albania.

Such requisition may be dealt with, subject always, as nearly as may be, and so far as the law of such self-governing Dominion, Colony, or Possession will allow, to the provisions of this Treaty, by the competent authorities of such self-governing Dominion, Colony or Possession, provided, nevertheless, that if an order for the committal of the fugitive criminal to prison to await surrender shall be made, the said Governor-General, Governor, or chief authority may instead of issuing a warrant for the surrender of such fugitive refer the matter to His Britannic Majesty's Government.

vet nga burgimi dhe nga te shpenit gjer ne kufi te vet te njerzvet te cillet mund te kete pranuar te dorezoje si mbas ketij traktati.

Artikulli 17.

Madorreveshitet (« stipulations ») e ketij traktati di te jene te zbatueshme deri ku japin leje nomet, ne te gjith Dominionet e Madhenis Tij Britanike pervec Dominioneve te vet-qeverisura te shenuara ketu ma posht d.m.th. Dominioni i Kanades, Kommonvelth i Australise (zihen mbrenda Papua edhe Norfolk Island), Dominioni i Zelandes se Re, Bashkimi i Afrikes se Juges, Shtet'i Lire i Irlandes dhe Newfoundlandes dhe India, me kondite gjithnji qe marreveshitet (« stipulations ») e sipershenuara do te jene te aplikushme ne cdo Dominion te sipershenuar ose ne Indie, per te cillat perfaqesonjesi i Madhenis Tij Britanike ne Durres do te jape nje note per Qeverin e Dominionit ose te Indies, me qellim te aplikimit te ketij traktati edhe prap me konditen qi te jene kompetent qe te dy Partit Kontraktuese te perfundojne vec e vec aplikimin e ketij traktati ne cdo Dominion te sipershenuar ose ne Indie me anen e nji note me kete qellim e cilla te mos kaperxeje nji vit dhe te mos jete ma pak se gjasht muaj.

Artikulli 18.

Kerkesa per dorezimin e kriminalit t'aratisun, i cilli ka gjet refugin ne ndonje prej Dominioneve, Kolonive ose Posesioneve te vet-qeveruese te Madhenis Tij Britanike ne te cillat zbatohet ky traktat, do t'i behet Qeveritarit te Pergjithshem, Qeveritarit ose autoritetit te nji Dominioni, Kolonie ose Pesion vet-qeverues te tille nga ana e kryenepunesi konsular te Shqipenise prane Dominionit, Kolonies ose Pesionit vet-qeverues te tille.

Nje kerkese e tille do t'u gjegjte gjithmone nen dispozicjonin te ketij traktati aq sa te jete e mundun dhe deri ku permeton ligji i Dominionit, Kolonies ose Pesionit vet-qeverues te tille prej Qeveritarit te Pergjithshem, Qeveritarit ose krye-autoritetit, i cilli, me gjith kete do te jete i lire ose te beje dorezimin ose t'i a panaqsin ceshtjen, Qeverise se Madhenise Tij Britanike.

Requisitions for the surrender of a fugitive criminal emanating from any self-governing Dominion, Colony, or Possession of His Britannic Majesty shall be governed, as far as possible, by the rules laid down in the preceding articles of the present Treaty.

Article 19.

It is understood that the stipulations of the two preceding articles apply in the same manner as if they were Possessions of His Britannic Majesty, to the following British Protectorates, that is to say, the Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar, and to the following territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, that is to say, British Cameroons, British Togoland, the Tanganyika Territory and Palestine.

It is also understood that if, after the signature of the present Treaty, it is considered advisable to extend its provisions to any British protectorates other than those mentioned above, or to any British-protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty other than those mentioned above including the territories in respect of which mandates are being exercised on behalf of His Britannic Majesty by the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of the Dominion of New Zealand and the Government of the Union of South Africa, the stipulations of the two preceding articles shall be deemed to apply to such protectorates or States or mandated territories from the date and in the manner prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

It is further understood that the provisions of the present treaty which apply to British subjects shall be deemed also to apply to natives of any British protectorate or protected State or mandated territory to which the stipulations of the two preceding articles apply or shall hereafter apply.

Kerkesa per dorezimin e nji kriminali t'ara tisun qe jepet nga ana e nji Dominion Kolonie ose Posesioni te vet-qeverisun te Madhenis Tij Britanike do te regullohet aq sa te jete e mundun, prej regullave te vendosuna ne nenet e siperme te ketij traktati.

Artikulli 19.

Kuptohet se qyshket (« stipulations ») e dy neneve te siperme aplikohen dhe per Protektorat Britanike te poshte treguara sikur te ishin keto Posesione te Madhenis Tij Britanike d.m.th. Protektorat Bechuanaland, Gambia, Kenya, Nigeria, Rhodesia, te Veriut, Territories Veriore te Golden Coast, Nyasaland, Sierra Leone, Solomon Islands, Somaliland, Swaziland, Uganda dhe Zanzibar, edhe per keto vende (territories) qi vijoin ne respekt te cillave nji mandat asht prenue gna ana e Madhenis Tij Britanike per Shoqerin e Kombeve, d.m.th. British Cameroons, British Togoland, vendi (territory) Tanganyika e Palestine.

Kuptohet prap se po qe se pas te nenshkruarit te ketij traktati, shifet e aresyeshme qe te ndehen dispositat e ketij traktati mbi ndonji protektorat Britanik perveç atyreve qe permendem me siper, ose mbi ndonji Shtet te mprojtur nga Britania ose mbi ndonji vend per te cillen esht pranue nji mandat nga ana e Madhenis Tij Britanike perveç atyreve qe permendem me siper, per Shoqerin e Kombeve, perban edhe vende (territories) ne respect te cillave mandata ustrohen ne emen te Qeveris te Madhnis Tij Britanike prej Qeveris te Commonwealth te Australis, te Qeveris te Dominionit te New Zealandedhe te Qeveris te Bashkimit te Afrikes Jugut, qyshket (« stipulations ») e dy neneve te siperme doqohen si t'aplikueshme edhe per protektorat ose Shtetet ose viset e Mandatuar te tilla qe prej dates edhe ne menyre te shenueme ne notat qe kembehen me qellim te zgjatimit te till te traktatit.

Veç ketyre kuptohet se dispozitat e ketij traktati qe aplikohenper nenshtetas Britanik, do te numerohen si t'aplikueshme, dhe kundrej vendeseve te ç'do protektorate, Shteti te mprojtur ose vendi te Mandatuar Britanik ne te cillet stipulatat e dy neneve te siperme aplikohen ose do te aplikohen pas kenej.

Article 20.

The present treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Tirana as soon as possible.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the Treaty and have affixed thereto their respective seals.

Done at Tirana in duplicate in the English and Albanian texts, of which the former is considered authoritative, this twenty-second day of July, in the year One thousand nine hundred and twenty-six.

W. O'REILLY.

Artikulli 20.

Ky traktat do të hyjë në fuqi dhjetë ditë pas botimit të tij në konformitet me format e caktuara prej nesh të Partive Kontraktuese të Lartë. Mund të merret fund prej secilës Partie Kontraktuese të Lartë me anën e një note date e se cilës të mos kërpejë një mot dhe të mos jete përpara se gjashtë muaj pas nënshkrimit të këtij traktati.

Traktati do të ratifikohet dhe ratifikimi do të këmbëhet në Tiranë aq shpejt sa të jete e mundur.

Për dëshmi të ketyre, përfaqësuesit fuqiplote të dy anëve kanë nënshkruar këtë traktat dhe kanë vënë mbi të secilli vulën e vet.

U bë në Tiranë në duplikat në tekstin Anglisht e Shqip prej të cilëve i pari konsiderohet autoritativ, sot ditë njëzet e dy korrik 1926.

H. VRIONI.

¹ TRANSLATION. — TRADUCTION.N^o 1545. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE L'ALBANIE ET LE ROYAUME-UNI. SIGNÉ A TIRANA, LE 22 JUILLET 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALBANAISE, ayant décidé, d'un commun accord, de conclure un traité pour l'extradition des malfaiteurs, ont, en conséquence, désigné comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

William Edmund O'REILLY Esq., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de la République albanaise ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ALBANAISE :

M. Hussein VRIONI, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Justice *ad interim* ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans certaines circonstances et conditions spécifiées dans le présent traité, ceux des individus, poursuivis ou condamnés pour l'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2, et commis sur le territoire de l'une des Parties, qui seraient découverts sur le territoire de l'autre.

Article 2.

L'extradition sera réciproquement accordée pour les crimes ou délits suivants :

- 1^o Meurtre (y compris l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement) ou tentative ou complot de meurtre.
- 2^o Homicide.
- 3^o Administration de drogues ou usage d'instruments en vue de provoquer l'avortement.
- 4^o Viol.
- 5^o Relations ou tentative de relations sexuelles avec une jeune fille de moins de quatorze ans.
- 6^o Attentat à la pudeur.
- 7^o Séquestration ou détention illégale.
- 8^o Vol d'enfant, y compris l'abandon, l'exposition ou la séquestration illégale.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

- 9° Enlèvement.
- 10° Proxénétisme.
- 11° Bigamie.
- 12° Actes de violence ou sévices volontaires ayant causé des blessures graves.
- 13° Voies de fait ayant causé effectivement des blessures.
- 14° Menaces écrites ou autres, en vue d'extorquer de l'argent ou d'autres objets de valeur.
- 15° Faux témoignage ou subornation de témoins.
- 16° Incendie volontaire.
- 17° Cambriolage ou vol avec effraction ; vol avec violence, vol ou détournement frauduleux.
- 18° Fraude commise par une caution, un banquier, agent, commissionnaire, curateur, directeur, membre ou employé de toute société, ou abus de confiance.
- 19° Escroquerie d'argent, de valeurs ou autres objets mobiliers ; recel frauduleux d'argent, de valeurs ou autres objets mobiliers.
- 20° a) Contrefaçon ou altération de monnaie, ou mise en circulation de monnaie contrefaite ou altérée.
- b) Adaptation en connaissance de cause et en dehors de toute autorité légale, de tous instruments, machines, outils destinés à la contrefaçon de la monnaie du pays.
- 21° Faux ou usage de faux.
- 22° Délits commis en violation de la loi sur les faillites.
- 23° Tout acte commis avec intention de mettre en danger la vie de personnes voyageant ou se trouvant dans un train.
- 24° Destruction ou dégradation de toute propriété mobilière ou immobilière, punie de peines criminelles ou correctionnelles.
- 25° Actes de piraterie ou autres crimes ou délits commis en mer contre des personnes ou des choses, si, d'après la législation des Hautes Parties contractantes, ces actes, crimes ou délits comportent l'extradition.
- 26° Crimes ou délits commis contre les lois des deux pays sur la traite des esclaves.

L'extradition sera également accordée pour complicité dans les crimes ou délits susmentionnés, si cette complicité est punissable, aux termes de la législation des deux Hautes Parties contractantes.

L'extradition pourra également être accordée, à la discrétion de l'Etat requis, pour tout autre crime ou délit pouvant comporter l'extradition, d'après la législation alors en vigueur dans les deux pays.

Article 3.

Chaque Partie se réserve le droit de refuser ou d'accorder à l'autre Partie l'extradition de ses propres sujets ou citoyens.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée si l'intéressé a déjà été jugé, et acquitté ou condamné, ou est encore l'objet de poursuites dans l'Etat requis, pour le crime ou délit au sujet duquel son extradition est demandée.

Si l'individu dont l'extradition est demandée se trouve sous le coup de poursuites ou purge une peine, en raison d'un autre crime ou délit, dans l'Etat requis, son extradition sera différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours ou jusqu'à l'accomplissement intégral de la peine infligée.

Article 5.

Il ne sera pas donné suite à la demande d'extradition si, depuis le crime ou délit imputé, ou depuis les poursuites pénales ou la condamnation, la prescription de l'action judiciaire ou de la peine est acquise, d'après les lois de l'Etat requérant ou requis.

Article 6.

Un criminel en fuite ne pourra être extradé si le crime ou délit pour lequel l'extradition est demandée a un caractère politique ou si l'intéressé prouve que la demande d'extradition a été, en réalité, introduite en vue de le juger ou de le punir pour un crime ou délit de caractère politique.

Article 7.

Un individu extradé ne pourra, en aucun cas, être retenu en prison ou mis en jugement dans l'Etat auquel il a été livré, pour un crime, délit ou fait, autre que ceux pour lesquels l'extradition a été accordée, jusqu'à ce qu'il ait été renvoyé ou qu'il ait eu l'occasion de retourner dans l'Etat par lequel il a été extradé.

Cette stipulation ne s'applique pas aux crimes ou délits commis après l'extradition.

Article 8.

Les demandes d'extradition seront présentées par l'intermédiaire des agents diplomatiques des Hautes Parties contractantes.

La demande d'extradition d'un individu inculpé doit être accompagnée d'un mandat d'arrêt émanant de l'autorité compétente de l'Etat requérant l'extradition, ainsi que de toutes preuves qui, selon la législation du territoire où l'accusé a été découvert, justifieraient son arrestation si le crime ou délit avait été commis sur ce territoire.

Si la demande vise un individu déjà condamné, elle doit être accompagnée du jugement de condamnation rendu contre l'intéressé par le tribunal compétent de l'Etat qui demande l'extradition.

Un jugement rendu par contumace ne sera pas considéré comme une condamnation, mais un individu frappé d'un jugement de ce genre pourra être traité comme un inculpé.

Article 9.

Si la demande d'extradition est conforme aux dispositions précédentes, les autorités compétentes de l'Etat requis procéderont à l'arrestation du fugitif.

Article 10.

Un criminel en fuite peut être appréhendé en vertu d'un mandat délivré par tout magistrat de police, juge de paix ou autre autorité compétente de l'un ou l'autre Etat, à la suite d'information, de plainte, de preuve ou de tout autre acte de procédure qui, de l'avis de l'autorité qui aura délivré le mandat, justifierait ce mandat si le crime ou délit avait été commis, ou l'individu condamné, dans la partie des territoires des deux Parties contractantes où ce magistrat, juge de paix ou autre autorité compétente exerce sa juridiction. Conformément au présent article, le criminel en question sera relâché si, dans un délai de trente jours, une demande d'extradition n'a pas été présentée par l'agent diplomatique de l'Etat en vue de demander l'extradition dudit individu, conformément

aux stipulations du présent traité. La même règle s'appliquera au cas d'individus accusés ou condamnés du chef de l'un quelconque des crimes ou délits spécifiés dans le présent traité et commis en pleine mer, à bord d'un navire de l'un des deux pays, qui viendrait dans un port de l'autre pays.

Article 11.

Il ne sera donné suite à la demande d'extradition que si les preuves sont jugées suffisantes, d'après les lois de l'Etat requis, soit pour justifier la mise en jugement du prisonnier, dans le cas où le crime ou délit aurait été commis sur le territoire de l'Etat en question, soit pour établir que le prisonnier est bien l'individu condamné par les tribunaux de l'Etat qui demande l'extradition et que le crime ou délit pour lequel il a été condamné est l'un de ceux pour lesquels l'extradition aurait pu, au moment de ladite condamnation, être accordée par l'Etat requis. Aucun criminel ne sera livré avant l'expiration d'un délai de quinze jours, à compter de la date de son envoi en prison pour attendre le mandat d'extradition.

Article 12.

Dans les enquêtes qu'elles auront à effectuer conformément aux dispositions ci-dessus, les autorités de l'Etat requis reconnaîtront comme preuves valables les dépositions sous serment ou les déclarations de témoins, enregistrées dans l'autre Etat, ou copie de celles-ci, les mandats et jugements délivrés ou rendus dans ledit Etat, ou copie de ces documents, ainsi que les certificats ou pièces judiciaires établissant le fait de la condamnation, à condition que le caractère authentique de ces pièces soit établi comme suit :

1° Un mandat ou copie de mandat doit être revêtu de la signature d'un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat, ou bien être certifié conforme, selon le cas, de la main d'un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat.

2° Les dépositions, déclarations, ou leurs copies, doivent être accompagnées de l'attestation d'un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat, certifiant que ce sont les dépositions ou déclarations originales ou des copies conformes desdites, selon le cas.

3° Un certificat ou une pièce judiciaire, établissant le fait d'une condamnation, doit être certifié par un juge, magistrat ou fonctionnaire de l'autre Etat.

Dans tous les cas, le mandat, la déposition, la déclaration, la copie, le certificat ou la pièce judiciaire, doivent être certifiés conformes, soit par le serment d'un témoin, soit par le sceau officiel du ministre de la Justice ou d'un autre ministre de l'autre Etat, soit par tout autre mode d'authentification, autorisé par la législation de l'Etat auquel est adressée la demande d'extradition.

Article 13.

Si l'individu réclamé par l'une des Hautes Parties contractantes en exécution du présent traité, est également réclamé par une ou plusieurs autres Puissances, du chef d'autres crimes ou délits commis sur leurs territoires respectifs, son extradition sera accordée à l'Etat dont la demande est la plus ancienne en date, à moins que cette demande ne soit abandonnée.

Article 14.

Si, dans les deux mois qui suivront la date de l'arrestation du fugitif, ou dans tout nouveau délai que fixera l'Etat requis ou le tribunal compétent dudit Etat, il n'est pas fourni de preuves suffisantes pour justifier l'extradition, le fugitif sera remis en liberté.

Article 15.

Tout objet trouvé en la possession de l'individu à extrader, au moment de son arrestation, ainsi que tout objet qui pourrait servir de pièce à conviction pour établir le crime ou le délit, sera

livré lorsque l'extradition aura lieu, dans la mesure où cette procédure est autorisée par la législation de l'Etat qui accorde l'extradition.

Article 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes supportera les frais occasionnés par l'arrestation sur ses territoires, la détention et le transport à sa frontière, des individus qu'elle aura consenti à extraditer en exécution du présent traité.

Article 17.

Les stipulations du présent traité sont applicables, dans la mesure où la législation le permet, à tous les territoires de Sa Majesté britannique, sauf les dominions autonomes énumérés ci-après ; à savoir : le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie (y compris, à cet effet, la Papouasie et l'île Norfolk), le Dominion de Nouvelle-Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud, l'Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve, — et l'Inde, étant entendu, toutefois, que lesdites stipulations seront applicables à l'un quelconque des Dominions énumérés ci-dessus ou à l'Inde, si notification à cet effet a été adressée, au nom du Gouvernement dudit dominion ou de l'Inde, par le représentant de Sa Majesté britannique à Durazzo, et étant entendu également que chacune des Parties contractantes se réserve le droit de mettre fin à l'application du présent traité à l'un quelconque des dominions énumérés ci-dessus ou à l'Inde moyennant un préavis à cet effet, qui ne dépassera pas une année et ne sera pas inférieur à six mois.

Article 18.

La demande d'extradition d'un criminel en fuite, qui s'est réfugié dans l'un des dominions autonomes, colonies ou possessions de Sa Majesté britannique, auquel ce traité s'applique, sera adressée au gouverneur général, au gouverneur ou à l'autorité principale dudit dominion autonome, colonie ou possession, par le fonctionnaire consulaire compétent de l'Albanie.

Ces demandes seront accueillies, en suivant toujours d'aussi près que possible et dans la mesure permise par la législation du dominion autonome, colonie ou possession en question, les dispositions du présent traité, par les autorités compétentes de ce dominion autonome, colonie ou possession, à la condition, toutefois, que, si un mandat d'arrêt est décerné en attendant l'extradition, ledit gouverneur-général, gouverneur, ou autorité principale, aura la faculté, au lieu de délivrer le mandat d'extradition, d'en référer au Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Les demandes d'extradition concernant un criminel en fuite, et émanant d'un dominion autonome, colonie ou possession de Sa Majesté britannique, seront régies, autant que possible, par les dispositions stipulées dans les précédents articles du présent traité.

Article 19.

Il est entendu que les stipulations des deux articles précédents s'appliquent aux protectorats britanniques énumérés ci-dessous, dans les mêmes conditions que si ceux-ci étaient des Possessions de Sa Majesté britannique, à savoir : le Protectorat du Betchoualand, le protectorat de la Gambie, le Protectorat du Kenya, le Protectorat du Nigeria, la Rhodésie du Nord, les Territoires septentrionaux de la Côte de l'Or, le Nyassaland, le Protectorat de Sierra-Leone, le Protectorat des Iles Salomon, le Protectorat du Somaliland, le Swaziland, le Protectorat de l'Ouganda et Zanzibar, ainsi qu'aux territoires énumérés ci-dessous, à l'égard desquels un mandat au nom de la Société des Nations a été accepté par Sa Majesté britannique ; à savoir : le Cameroun britannique, le Togo britannique, le Territoire du Tanganyika et la Palestine.

Il est également entendu que si, après la signature du présent traité, il est reconnu opportun d'étendre ses dispositions à des protectorats britanniques autres que les protectorats énumérés

ci-dessus ou à tout autre Etat placé sous la protection britannique, ou à tout territoire à l'égard duquel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, autre que les territoires énumérés ci-dessus, y compris les territoires à l'égard desquels un mandat est exercé au nom de Sa Majesté britannique par le Gouvernement du Commonwealth d'Australie, le Gouvernement du Dominion de Nouvelle-Zélande et le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, les stipulations des deux articles précédents seront réputées s'appliquer auxdits protectorats, Etats, ou territoires sous mandat, à partir de la date et de la manière fixées dans les notes échangées en vue de donner effet à cette extension.

Il est, en outre, entendu que les dispositions du présent traité qui s'appliquent aux sujets britanniques seront considérées comme s'appliquant également aux indigènes de tout protectorat britannique, ou Etat protégé, ou territoire sous mandat britannique auxquels s'appliquent, ou s'appliqueront ultérieurement les stipulations des deux précédents articles.

Article 20.

Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes moyennant un préavis qui ne dépassera pas une année et ne sera pas inférieur à six mois.

Il sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Tirana aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tirana, en double exemplaire, en langues anglaise et albanaise, le texte anglais faisant foi, le vingt-deux juillet mil neuf cent vingt-six.

W. E. O'REILLY.

H. VRIONI.

N° 1546.

ROYAUME-UNI ET HONGRIE

Traité de commerce et de navigation.

Signé à Londres, le 23 juillet
1926.

**UNITED KINGDOM
AND HUNGARY**

Treaty of Commerce and Navigation.

Signed at London, July 23, 1926.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

No. 1546. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND HUNGARY. SIGNED AT LONDON, JULY 23, 1926.

N^o 1546. — KERESKEDELMI¹ ÉS HAJÓZÁSI SZERZŐDÉS AZ EGYESÜLT KIRÁLYSÁG ÉS MAGYARORSZÁGK ÖZÖTT, ALÁIRATOTT LONDONBAN, 1926, JULIUS 23-ÁN.

Textes officiels anglais et hongrois, communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique et le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 octobre 1927.

English and Hungarian official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place October 11, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS EMPEROR OF INDIA, and HIS HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have determined to conclude a treaty of commerce and navigation with this object, and have appointed their plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

HIS HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Iván RUBIDO-ZICHY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary in London ;

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA és Ő FELSÉGE NAGYBRITANNIA ÉS ÍRORSZÁG EGYESÜLT KIRÁLYSÁGÁNAK, VALAMINT A TENGERENTULI BRIT TERÜLETEKNEK KIRÁLYA, INDIA CSÁSZÁRA attól az óhajtól vezéreltetve, hogy az országaik között már fennálló kereskedelmi kapcsolatokat megkönnyítsék és továbbfejlesszék, kereskedelmi és hajózási szerződés megkötését határozták el evégből és megnevezték meghatalmazottaikat : és pedig

Ő FŐMÉLTÓSÁGA MAGYARORSZÁG KORMÁNYZÓJA :

Báró RUBIDO-ZICHY Iván urat Magyarország londoni rendkívüli követét és meghatalmazott miniszterét ;

Ő FELSÉGE NAGYBRITANNIA ÉS ÍRORSZÁG EGYESÜLT KIRÁLYSÁGÁNAK, VALAMINT A TENGERENTULI BRIT TERÜLETEKNEK KIRÁLYA, INDIA CSÁSZÁRA :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN-t, K.G., M.P., Külügyi fő államtitkárát ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 26 juillet 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at London, July 26, 1927.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

There shall be between the territories of the two Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation.

The subjects of each of the two Contracting Parties have liberty freely to come, with their ships and cargoes, to all places and ports in the territories of the other to which subjects of that Contracting Party are, or may be, permitted to come, and shall enjoy the same rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions in matters of commerce and navigation as are, or may be, enjoyed by subjects of that Contracting Party.

It is understood, however, that the preceding stipulations in no wise affect the laws, decrees and special regulations regarding commerce, industry and police in force in the territories of each Party and generally applicable to all foreigners.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other Party shall not be subject in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are, or may be, imposed upon subjects of the other, or subjects or citizens of the most favoured nation.

The subjects of either of the two Contracting Parties shall be entitled to enter, travel and reside in the territories of the other so long as they satisfy and observe the conditions and regulations applicable to the entry, travelling and residence of all foreigners.

Article 2.

The two Contracting Parties agree that in all matters relating to commerce, navigation and industry, the carrying on of any business, and the exercise of professions or occupations, any privilege, favour or immunity which either of the two Contracting Parties has actually

Akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után a következő cikkekre nézve állapodtak meg :

1. cikk.

A Szerződő Felek területei között kölcsönösen kereskedelmi és hajózási szabadság fog fennállani.

Mindkét Szerződő Fél állampolgárai teljesen szabadon jöhetnek hajóikkal és hajórakományokkal a másik Szerződő Fél területeinek mindazon helyeire és kikötőibe, amelyek ezen Szerződő Fél állampolgárai előtt nyitva állanak vagy nyitva fognak állani és a kereskedelem és hajózás tekintetében élvezni fogják mindama jogokat, előjogokat, szabadságokat, kedvezményeket, mentességeket és kiváltságokat, melyeket ezen Szerződő Fél állampolgárai élveznek vagy élvezni fognak.

Megegyezés áll fenn abban a tekintetben, hogy a fenti határozmányok semmiképen sem érinthetik a mindkét Fél területein érvényben lévő és minden idegenre egyaránt alkalmazott, a kereskedelemre, iparra és közrendre vonatkozó törvényeket, rendeleteket és különleges rendszabályokat.

Mindegyik Szerződő Fél állampolgárai a másik Szerződő Fél területein személyüket vagy tulajdonukat, vagy bárminemű kereskedelmüket, vagy iparukat illetőleg nem lesznek más vagy magasabb általános vagy helyi adóknak, illetékeknek vagy kötelezettségeknek alávetve, mint amelyekre a másik Szerződő Fél állampolgárai vagy a legnagyobb kedvezményt élvező ország állampolgárai kötelezve vannak vagy kötelezve lesznek.

Mindkét Szerződő Fél állampolgárainak jogában fog állani a másik Szerződő Fél területeire belépni, ott utazni és lakni mindaddig, amíg a belépésre, utazásra és lakhatásra vonatkozólag valamennyi idegenre alkalmazható feltételeknek és szabályoknak megfelelnek és azokat betartják.

2. cikk.

A Szerződő Felek megegyeznek arra nézve hogy valamennyi, a kereskedelemre, hajózásra és iparra, bárminemű kereseti tevékenység kifejtésére és hivatások vagy foglalkozások gyakorlására vonatkozó kérdésben mindama előjogok, kedvezmények vagy kiváltságok,

granted, or may hereafter grant, to the ships and subjects or citizens of any other foreign State shall be extended, simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, to the ships and subjects of the other, it being their intention that their relations shall be placed in all respects on the footing of the most favoured nation.

Article 3.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the other Contracting Party permit, or shall permit, the subjects or citizens of any other foreign country to acquire and possess. They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage, testament, or in any other manner, or acquire the same by inheritance, under the same conditions which are, or shall be, established with regard to subjects of the other Contracting Party.

They shall not be subjected in any of the cases mentioned to any taxes, imposts or charges of whatever denomination other or higher than those which are, or shall be, applicable to subjects of the other Contracting Party.

They shall also be permitted, on compliance with the laws of the other Contracting Party, freely to export the proceeds of the sale of their property and their goods in general without being subjected as foreigners to other or higher duties than those to which subjects of such Party would be liable under similar circumstances.

Article 4.

The subjects of either of the two Contracting Parties in the territories of the other may, provided they conform to the laws in force in those territories, carry on their commerce either in person or by any agents whom they may think fit to employ.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall have free access to the courts of justice for the

melyeket a Szerződő Felek egyike egy más idegen állam hajóinak és alattvalóinak vagy állampolgárainak nyújtott, vagy a jövőben nyújtani fog, egyidejűleg és feltétlenül, minden külön kérelem és ellenszolgáltatás nélkül ki fognak terjesztetni a másik Szerződő Fél hajóira és állampolgáira, minthogy a Szerződő Felek törekvése oda irányul, hogy egymás közti viszonylatuk minden tekintetben a legnagyobb kedvezmény szerinti elbánás alapjára helyeztessék.

3. cikk.

Mindkét Szerződő Fél állampolgárai a másik Szerződő Fél területein szabadon szerezhettek vagy bírhatnak mindennemű ingó vagy ingatlan vagyont, melynek megszerzése és birtoklása bármely más idegen ország alattvalóinak vagy állampolgárainak az illető Szerződő Fél törvényei szerint meg van vagy meg lesz engedve. Ezek fölött eladás, csere, ajándékozás, házasság, végrendelet után, vagy minden más módon szabadon rendelkezhetnek, vagy ezen javakat öröklés után megszerezhetik és pedig oly feltételek mellett, mint amelyek ezen másik Szerződő Fél állampolgárai részére meg vannak vagy meg lesznek állapítva.

A felsorolt esetek egyikében sem lesznek nevezettek más vagy magasabb adóknak, illetékeknek és kötelezettségeknek alávetve, mint amelyek a másik Szerződő Fél állampolgáira nézve érvényben vannak vagy a jövőben érvényben lesznek.

Ugyancsak jogukban fog állani, a másik Szerződő Fél törvényeinek betartása mellett a javaik eladásából származó vagyont és javaikat általában szabadon kivinni, anélkül, hogy mint idegenek más vagy magasabb adóknak vagy illetékeknek lennének alávetve, mint amelyekre ezen Fél állampolgárai azonos körülmények között kötelezve lennének.

4. cikk.

A Szerződő Felek állampolgárai, amennyiben alkalmazkodnak az ottan érvényes törvényekhez, szabadon üzhetik a másik Szerződő Fél területein kereskedelmüket, akár személyesen, akár szabadon választott megbizottaik után.

A Szerződő Felek állampolgárai a másik Szerződő Fél területein akadálytalanul fordulhatnak a bíróságokhoz jogaik érvényesítése

prosecution and defence of their rights on the same footing as nationals, and shall, like them, be at liberty to employ, in all causes, their advocates, attorneys or agents from among the persons admitted to the exercise of those professions according to the laws of the territories in question.

It being understood, however, that special exemptions and privileges which are accorded by either of the two Contracting Parties in special circumstances to its nationals can only be claimed on behalf of the nationals of the other Party in the same circumstances on condition of reciprocity in respect of each such exemption or privilege.

Article 5.

The subjects of each of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all military service whatsoever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia. They shall similarly be exempted from all judicial, administrative, and municipal functions whatever, other than those imposed by any laws which place on all foreigners alike any obligation to serve on juries, as well as from all contributions, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service, and finally from any military exaction or requisition. The charges connected with the possession by any title of landed property are, however, excepted, as well as compulsory billeting and other special military exactions or requisitions to which all subjects of the other Contracting Party may be liable as owners or occupiers of buildings or land.

In the above respects the subjects of each of the two Contracting Parties shall not be accorded in the territories of the other less favourable treatment than that which is, or may be, accorded to subjects or citizens of the most favoured nation.

Article 6.

Articles produced or manufactured in the territories of one of the two Contracting Parties, imported into the territories of the other, from whatever place arriving, shall not be subjected

vagy védelme végett, ugyanazt az elbánást élvezve, mint a saját állampolgárok és jogukban áll úgy miként ezeknek minden jogesetben az ország törvényei szerint ezen hivatások gyakorlására jogosultak közül ügyvédek, jogi tanácsadókat vagy megbizottakat alkalmazni.

Mindazonáltal megegyezés áll fenn arra nézve, hogy azon különleges mentesítések és kiváltságok, melyeket a Szerződő Felek egyike meghatározott körülmények között engedélyez saját állampolgárainak, a másik Szerződő Fél állampolgárai által, ezen mentesítések és kiváltságok bármelyikét illetően, csakis viszonyosság esetén igényelhetők.

5. cikk.

Mindkét Szerződő Fél állampolgárai a másik Fél területein mentesek lesznek mindennemű —akár a hadseregben, vagy hadi tengerészetben és a légi haderőben, akár pedig a nemzetőrségnél vagy a miliciánál teljesítendő—katonai szolgálattól. Ugyancsak mentesítve lesznek mindennemű bírósági, közigazgatási és önkormányzati ténykedés alól, kivéve mindazon a törvények által előírt ténykedést, amely abban áll, hogy bármilyen esküdtszéki szolgálatra minden idegen egyformán kötelezhető, valamint a személyes szolgálat helyébe lépő pénzbeli vagy természetbeli szolgáltatások alul és végül mindennemű katonai célokat szolgáló kényszer-szolgáltatástól és igénybevételektől is. Mindamellét kivételnek e szabály alól a bármi jogcimen birtokolt ingatlan-tulajdonnal járó ama terhek, valamint az olyan kényszerbeszállások és egyéb különleges katonai kényszer-szolgáltatások és hadi szolgáltatások, amelyekre az illető félnek minden állampolgára, mint épületek vagy egyéb ingatlanok tulajdonosa vagy lakója kötelezve van. Fentiek tekintetében mindkét Szerződő Fél állampolgárai a másik Fél területein nem fognak kevésbé kedvező elbánásban részesülni, mint a legnagyobb kedvezményt élvező ország alattvalói vagy állampolgárai.

6. cikk.

Mindkét Szerződő Fél áruai, nyerstermékei vagy ipari készítményei, bárhonnan is hozásanak azok a másik Fél területeire, nem lesznek más vagy magasabb vámoknak vagy terkeknek

to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be maintained or imposed on the importation of any article, produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties, into the territories of the other, from whatever place arriving, which shall not equally extend to the importation of the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

The only exceptions to this general rule shall be in the case of the sanitary or other prohibitions occasioned by the necessity of securing the safety of persons, or the protection of animals or plants against diseases or pests.

Article 7.

Articles produced or manufactured in the territories of either of the two Contracting Parties, exported to the territories of the other, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on the like articles exported to any other foreign country. Nor shall any prohibition or restriction be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other which shall not equally extend to the exportation of the like articles to any other foreign country.

Article 8.

No internal duties shall be levied within the territories of either of the two Contracting Parties for the benefit of the State, local authorities or corporations on goods the produce or manufacture of the territories of the other Party which are other or greater than the duties levied in similar circumstances on the like goods of national origin or of any other foreign origin.

Article 9.

No charge shall be imposed and no conditions prescribed by either of the two Contracting Parties in respect of transactions with the subjects of the other Contracting Party carrying on business in its territories other or more

alávetve, mint aminők bármely más idegen ország ugyanezen áruira, nyerstermékeire, vagy ipari készítményeire alkalmaztatnak. A Szerződő Felek bárminő áruinak, nyerstermékeinek, vagy ipari készítményeinek behozatala tekintetében, bárhonnan hozassanak is ezek a másik Szerződő Fél területeire, nem lesznek semmiféle oly korlátozások vagy tilalmak fenntartva vagy felállítva, amelyek ne lennének ugyanugy kiterjesztve bármely más idegen ország ugyanezen áruinak, nyerstermékeinek, vagy ipari készítményeinek behozatalára is.

Ezen általános szabály alul kivétel csakis egészségügy-rendészeti vagy más oly tilalmak esetén tehető, amelyek emberek biztonságának megóvása, illetve állatok és növények betegséggel vagy járvány elleni védelme céljából válnak szükségessé.

7. cikk.

A Szerződő Felek áruira, nyerstermékeire vagy ipari készítményeire a másik Szerződő Fél területeire való kivitelnél nem lesznek más vagy magasabb vámok vagy terhek kivétel, mint a minők ugyanezen cikkekre bármely más idegen országba való kivitel alkalmával alkalmaztatnak. Bármely cikknek egyik Szerződő Fél területeiről a másik Fél területeire való kivitelénél nem lesznek semmiféle oly tilalmak, vagy korlátozások alkalmazva, amelyek nem terjesztetnek ki ugyanolyan mértékben ezen áruk bármely más idegen országba történendő kivitelére is.

8. cikk.

Mindkét Szerződő Fél területein a másik Szerződő Fél áruira, nyerstermékeire, vagy ipari készítményeire az állam, a helyhatóságok vagy testületek javára nem lesznek más vagy magasabb belső illetékek kiróva, mint a minők azonos körülmények között ugyanezen belföldi vagy bármely más idegen országból származó cikkekre alkalmaztatnak.

9. cikk.

A Szerződő Felek egyike sem fog a másik Szerződő Félnak az ő területein kereskedelmet és ipart űző állampolgáiraival kötött üzletekre nézve más vagy terheesebb kötelezettségeket kiróni, vagy feltételeket szabni, mint aminők

burdensome than the charges or conditions in respect of transactions with nationals.

Article 10.

Limited liability and other companies, partnerships and associations already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either Contracting Party are authorised, in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Each of the two Contracting Parties undertakes to place no obstacle in the way of such companies, partnerships and associations which may desire to carry on in its territories, whether through the establishment of branches or otherwise, any description of business which the companies, partnerships and associations or subjects or citizens of any other foreign country are, or may be, permitted to carry on.

Limited liability and other companies, partnerships and associations of either Party shall enjoy in the territories of the other treatment in regard to taxation no less favourable than that accorded to the limited liability and other companies, partnerships and associations of that Party.

In no case shall the treatment accorded by either of the two Contracting Parties to companies, partnerships and associations of the other be less favourable in respect of any matter whatever than that accorded to companies, partnerships and associations of the most favoured foreign country.

Article 11.

The measures taken by the two Contracting Parties for regulating and forwarding traffic across their territories shall facilitate free transit by rail or waterway on routes in use convenient for international transit. No distinction shall be made which is based on the nationality of persons, the flag of vessels, the place of origin, departure, entry, exit or destination, or on any circumstances relating to the ownership of goods or of vessels, coaching or goods stock, or other means of transport.

a saját állampolgáraival kötött üzletekre nézve érvényben vannak.

10. cikk.

Részvénytársaságok, más társaságok, társaságok és társulatok, melyek a Szerződő Felek egyike törvényeinek megfelelően létesítettek, vagy fognak létesíteni, jogosultak a másik Szerződő Fél területein ezen utóbbi Fél törvényeinek megfelelően jogaikat gyakorolni és a bíróságok előtt fel—vagy alperesként fellépni.

Mindkét Szerződő Fél kötelezi magát arra, hogy nem fognak akadályokat gördíteni oly társaságok, társaságok és társulatok elé, amelyek a Szerződő Felek területein fiókintézetek útján vagy más módon bárminő oly kereseti tevékenységeket óhajtanak kifejteni, amelyeknek gyakorlása bármely más idegen ország társaságai, társaságai és társulatai vagy alattvalói vagy állampolgárai részére meg van engedve vagy a jövőben engedélyeztetni fog.

Mindkét Szerződő Fél részvénytársaságai és más társaságai, társaságai és társulatai a másik Szerződő Fél területein adózás tekintetében nem fognak kevésbé kedvező elbánást élvezni, mint a minőben ezen Szerződő Fél részvénytársaságai és más társaságai, társaságai és társulatai részesülnek.

A Szerződő Felek egyikének társaságaival, társaságaival és társulataival szemben a másik Fél által alkalmazott bánásmód semmiesetre és semmi tekintetben sem lehet kedvezőtlenebb, mint amilyen bánásmódban részesülnek a legnagyobb kedvezményt élvező idegen ország társaságai, társaságai és társulatai.

11. cikk.

A két Szerződő Fél által területeiken történő fuvarozás tekintetében tett szabályozási és végrehajtási intézkedések meg fogják könnyíteni a szabad átmenetet vasuton és vízi uton a nemzetközi átmeneti forgalom lebonyolítására alkalmas, üzemen levő vonalakon. Semmiféle különbséget sem szabad tenni sem a személyek állampolgárságára, sem a tengeri vagy folyami hajók lobogója, sem az indulási hely, a származás, belépés, kilépés vagy rendeltetés szerint sem pedig arra való tekintettel, hogy az áruk, tengeri vagy folyami hajók, vasuti személy- és teherkocsik vagy más fuvarozási eszközök kinek vannak tulajdonában.

In order to ensure the application of the foregoing provisions, the two Contracting Parties will allow transit in accordance with the customary conditions and reserves across their territorial waters.

Traffic in transit shall not be subject to any special dues in respect of transit (including entry and exit), except for such dues as are intended solely to defray expenses of supervision and administration entailed by such transit.

The preceding dispositions in no way affect the customs laws concerning the treatment of transit goods, nor the regulations concerning goods which are the subject of an internal duty or of a State monopoly. The transit of such goods shall, however, not be restricted more than is necessary to secure the eventual collection of the internal duty on the goods remaining in the territories of either Party or to assure the object of the monopoly.

Neither Contracting Party shall be bound by this article to afford transit for passengers whose admission into its territories is forbidden, or for goods of a kind of which the importation is prohibited, either on grounds of public health or security, or as a precaution against diseases of animals or plants.

For the purposes of this article, persons, baggage and goods, and also vessels, coaching and goods stock and other means of transport, shall be deemed to be in transit across the territory of one of the two Contracting Parties when the passage across such territory, with or without transshipment, warehousing, breaking bulk, or change in the mode of transport, is only a portion of a complete journey, beginning and terminating beyond the frontier of the Party across whose territory the transit takes place.

Article 12.

Each of the two Contracting Parties shall permit the importation or exportation of all merchandise which may be legally imported or exported, and also the carriage of passengers from or to their respective territories upon the vessels of the other; and such vessels, their cargoes and passengers shall enjoy the same privileges as, and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than,

Az említett határozmányok rendelkezései alkalmazásának érdekében a két Szerződő Fél megengedi az átmenetet belvizeiken át, az ezek használatára nézve szokásos feltételek és fenntartások mellett.

Az átmenő szállitmányok átmenetük címén (beleértve a belépést és kilépést) semmiféle különleges díjakkal vagy illetékekkel nem terhelhetők meg, kivéve oly díjakat és illetékeket, amelyek az ezen átmenet által okozott felügyeleti és igazgatási költségeknek fedezésére szolgálnak.

Fenti rendelkezések semmi tekintetben sem érintik az átmeneti szállitmányok kezelésére vonatkozó vámügyi rendelkezéseket, sem pedig oly árukra vonatkozó szabályokat, melyek valamely belső adó vagy állami jövedék tárgyát képezik. Ilyen áruk átvitele azonban nem korlátozható nagyobb mértékben mint ez a Szerződő Felek egyikének területein a bennmaradó áruk után fizetendő belső illeték utólagos behajtásának vagy pedig a jövedék céljának biztosítására szükséges.

Ezen cikk egyik Szerződő Felet sem kötelezi arra, hogy biztosítsa oly utasok átutazását, akiknek saját területére való belépése meg van tiltva, vagy oly áruk átmenetét, amelyeknek behozatala akár közegészség, vagy közbiztonság szempontjából, akár állati vagy növényi betegségek elleni védekezés végett tilos.

Ezen cikk értelmében az egyik Fél területén átmenőnek kell tekinteni azokat a személyeket, podygászokat, árukat, valamint folyami és tengeri hajókat, vasuti személyszállító- és teher kocsikat és más fuvarozási eszközöket, amelyeknek az említett területeken átrakással vagy anélkül, rakomány megosztása mellett, vagy anélkül, a fuvarozás módjának megváltoztatásával vagy anélkül történő továbbítása csak része oly összfuvarozásnak, amely az átmenetben tekintetbe jövő fél határain kívül vette kezdetét és azokon kívül is nyer befejezést.

12. cikk.

Mindkét Szerződő Fél meg fogja engedni ama áruk behozatalát és kivitelét, melyek a törvények értelmében behozhatók vagy kivihetők, valamint utazók szállítását is területeikről vagy területeikre a másik Szerződő Fél hajóin; ezek a hajók valamint rakományaik és utasaik ugyanazokat az előjogokat fogják élvezni és nem lesznek más vagy magasabb illetékeknek és terheknek alávetve, mint a hazai hajók,

national vessels and their cargoes and passengers or the vessels of any other foreign country and their cargoes and passengers.

Article 13.

It shall be free to each of the two Contracting Parties to appoint consuls-general, consul, vice-consuls and consular agents to reside in the towns and ports of the territories of the other in which such representatives of any other nation may be admitted by the respective Governments. Such consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, however, shall not enter upon their functions until after they shall have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are sent.

The consular officers of one of the two Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other the same official rights, privileges and exemptions, provided reciprocity be granted, as are, or may be, accorded to similar officers of any other foreign country.

Article 14.

In the case of the death of a subject of one of the two Contracting Parties in the territories of the other, leaving kin, but without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of his country to take charge of and administer the estate, the competent consular officer of the country to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the law of the country in which the property of the deceased is situated.

It is understood that in all that concerns the administration of the estates of deceased persons, any right, privilege, favour or immunity which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the consular officers of any other foreign country shall be extended immediately and unconditionally to the consular officers of the other Contracting Party.

ezeknek rakományai és utasai, illetve bármely más idegen állam hajói, azoknak rakományai és utasai.

13. cikk.

Mindkét Szerződő Fél jogában fog állani főkonzulokat, konzulokat, alkonzulokat és konzuli ügynököket kinevezni a másik Fél területein fekvő oly városokban és kikötőkben lévő székhellyel, ahol bármely más nemzet ily képviselőinek felállítását az illető kormányok engedélyezhetik. Ezek a főkonzulok, konzulok, alkonzulok és konzuli ügynökök azonban csak akkor fejthetnek ki hivatalos működést, ha az illető kormány, melyhez kiküldettek, őket a szokásos módon elfogadja és működésükhöz engedélyt adott.

Mindkét Szerződő Fél konzuli tisztviselői a másik Szerződő Fél területein viszonyosság esetén ugyanazokat a hivatalos jogokat, kiváltságokat és mentességeket fogják élvezni, mint a melyek bármely más idegen állam hasonló tisztviselőinek meg vannak adva, vagy a jövőben meg fognak adatni.

14. cikk.

Abban az esetben, ha a Szerződő Felek valamely állampolgára a másik Szerződő Fél területein hozzátartozók hátrahagyása mellett, de a nélkül halálozik el, hogy elhalálozásának helyén valamely oly személyt hagyott volna hátra, aki az elhunyt hazájának törvényei értelmében jogosult a hagyatékot átvenni és azt kezelni, úgy ama ország illetékes konzuli tisztviselője, melynek az elhunyt állampolgára volt, a szükséges alakiságok betartása mellett fel lesz hatalmazva a hagyaték oly módon és oly korlátozások mellett történendő őrizet-bevételére és kezelésére, amint ezt azon ország törvényei előírják, amelyben az elhunyt tulajdona fekszik.

Megegyezés áll fenn arra nézve, hogy mindenben, ami az elhunytak után maradt hagyatékok kezelésére vonatkozik, minden jog, előjog, kedvezmény vagy kiváltság, amelyeket a Szerződő Felek egyike bármely más idegen állam konzuli tisztviselőinek megadott, vagy a jövőben meg fog adni, azonnal és feltétel nélkül ki lesz terjesztve a másik Szerződő Fél konzuli tisztviselőire is.

Article 15.

The subjects of each of the two Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as subjects of that Contracting Party in regard to patents for inventions, trademarks and designs upon fulfilment of the formalities prescribed by law,

Article 16.

All goods bearing marks or description which state or manifestly suggest that the goods are the produce or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties shall, if such statements or suggestions be false, be seized on importation into the territories of either of the two Parties. The seizure may also be effected in the State where the false indication of origin has been applied or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

The seizure shall be effected either at the request of the proper Government Department or of an interested party, whether an individual or a society, in conformity with the domestic legislation of each Contracting Party, but the authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

The competent authorities of each of the two Contracting Parties shall decide what descriptions, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present article.

Article 17.

The two Contracting Parties agree in their relations with each other to give effect to the provisions of :

1. The Conventions and Statutes concluded at Barcelona in 1921 respecting Freedom of transit and ¹ Navigable Waterways of International concern ² ;

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

² Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

15. cikk.

A Szerződő Felek állampolgárai a törvény által megszabott alakosságok betartása mellett a másik Fél területein találmányi szabadalmak, áruvédjegyek és minták tekintetében ugyanazokat a jogokat fogják élvezni, mint ezen Szerződő Fél állampolgárai.

16. cikk.

Mindazon oly jelzésekkel vagy felírásokkal ellátott áruk, melyek azt mutatják vagy nyilvánvalóan azt sejtetik, hogy eme áruk a Szerződő Felek egyikének nyerstermékei vagy ipari készítményei, ezen adatok hamis voltán esetén a Szerződő Felek területeire való bevétel alkalmával elkobzandók. Az elkobzás fogatosítható úgy abban az országban, ahol a származás hamis jelzése alkalmazva lett, mint abban, ahová a hamis jelzést viselő áruk be lettek hozva.

Az elkobzás vagy az illetékes hatóság kívánására vagy az érdekelt fél kérésére—legyen az egyes személy vagy társaság—mindkét Szerződő Fél hazai törvényhozásának megfelelően fog történni ; a hatóságok azonban nem kötelesek az átmeneti áruk elkobzását fogatosítani.

Mindkét Szerződő Fél illetékes hatóságai fogják megállapítani, hogy különleges természetűre való tekintettel mely feliratok nem lesznek ezen cikk határményai alá rendelve.

17. cikk.

A Szerződő Felek megegyeznek arra nézve, hogy a közöttük lévő viszonylatban alkalmazni fogják :

1. A Barcelónában 1921-ben kötött, az átmeneti forgalom szabadságára ¹ és a nemzetközi jelentőségű hajózható víziutakra ² vonatkozó egyezmények és szabályzatok,

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 and Vol. LIX, page 344, of this Series.

² Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 306 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 156 ; Vol. L, page 160 ; and Vol. LIX, page 344, of this Series.

2. The Conventions and Statutes concluded at Geneva in 1923 respecting Customs Formalities¹ and Railways², whether or not they have ratified these instruments.

Article 18.

This treaty shall not be deemed to confer any right or to impose any obligation in contravention of any general international convention to which either of the two Contracting Parties is, or hereafter may be, a Party.

Article 19.

The two Contracting Parties agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present treaty shall, at the request of either Party, be referred to arbitration.

The court of arbitration to which disputes shall be referred shall be the Permanent Court of International Justice³ at The Hague, unless in any particular case the two Contracting Parties agree otherwise.

Article 20.

The stipulations of the present treaty shall not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Budapest of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall apply to any such territory.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; et vol. LIX, page 365, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; et vol. LXIII, page 417, de ce recueil.

³ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

2. a Genfben 1923.-ban kötött, a vámkezelési alakításokra¹ és a vasutakra² vonatkozó egyezmények és szabályzatok

határozmányait, tekintet nélkül arra, hogy az ezekre vonatkozó okmányokat megerősítették-e vagy nem.

18. cikk.

Jelen szerződés nem magyarázható oly módon, mintha oly jogokat adna vagy oly kötelezettségeket tartalmazna, melyek ellentétben állanak valamely általános nemzetközi egyezmény-nyel, amelynek a Szerződő Felek bármelyike részese, vagy a jövőben részese lesz.

19. cikk.

A Szerződő Felek között megegyezés áll fenn arra nézve, hogy mindennemű vitás kérdés, mely jelen szerződés bármely határozmányának akár értelmezése, akár alkalmazása tekintetében közöttük felmerülhetne, bármelyik Szerződő Fél kívánására döntőbiróság elé lesz terjesztve.

A döntőbiróság, amely elé a vitás kérdések terjesztetni fognak, a Hágai Állandó Nemzetközi Biróság³ lesz, kivéve ha a Szerződő Felek bármely adott esetben másként állapodnak meg.

20. cikk.

Jelen szerződés határozmányai nem vonatkoznak Indiára, vagy Ó Brit Felsége valamely önkormányzattal bíró területére, gyarmatára, birtokára vagy protektorátusára, kivéve ha Ó Brit Felsége budapesti követe Ó Brit Felségének ama óhaját nyilvánítaná, hogy ezen határozmányok valamely fenti területre is kiterjesztessenek.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; and Vol. LIX, page 365, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; and Vol. LXIII, page 417, of this Series.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, of this Series.

Nevertheless, goods produced or manufactured in India or in any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates shall enjoy in Hungary complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Hungary are accorded in India or such self-governing dominion, colony, possession or protectorate treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 21.

The terms of the preceding article relating to India and to His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions and protectorates shall apply also to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

Article 22.

The present treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding during ten years from the date of its coming into force. In case neither of the two Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of ten years of its intention to terminate the present treaty, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the two Contracting Parties shall have denounced it.

As regards, however, India or any of His Britannic Majesty's self-governing dominions, colonies, possessions or protectorates or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty to which the stipulations of the present treaty shall have been made applicable under articles 20 and 21, either of the two Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice to that effect.

Ezzel szemben Indiának, vagy Ó Brit Felsége valamely önkormányzattal bíró területének s gyarmatának, birtokának vagy protektorátusának áruai, nyerstermékei vagy ipari készítményei teljesen és feltétlenül élvezni fogják Magyarországon a legnagyobb kedvezményes elbánást, mindaddig, míg Magyarország áruai, nyerstermékei vagy ipari készítményei Indiában, vagy az illető önkormányzattal bíró területen s gyarmatban, birtokban vagy protektorátusban oly kedvező elbánásban fognak részesülni, mint bármely más idegen ország áruai, nyerstermékei és ipari készítményei.

21. cikk.

Jelen szerződés Indiára és Ó Brit Felségének önkormányzattal rendelkező területeire, gyarmataira, birtokaira és protektorátusaira vonatkozó határozmányai azokra a területekre nézve is érvényesek, melyekre vonatkozólag Ó Brit Felsége a Nemzetek Szövetségétől mandátumot fogadott el.

22. cikk.

Jelen szerződés meg fog erősíteni és a megerősítő okmányok a legrövidebb időn belül Londonban fognak kicseréltetni. A szerződés a megerősítés után azonnal életbe fog lépni és életbelépésének napjától számított 10 évig érvényben marad. Amennyiben ezen 10 éves időtartam lefolyása előtt 12 hónappal egyik Szerződő Fél sem fogja közölni a másikkal ezen szerződés megszüntetésére irányuló szándékát a szerződés érvényben fog maradni ama naptól számított 1 év lefolyásaig, amikor azt a Szerződő Felek egyike felmondotta.

Mindazonáltal ami Indiát, vagy Ó Brit Felsége valamelyik önkormányzattal rendelkező területét és gyarmatát, valamint birtokát vagy protektorátusát vagy oly területét illeti amelyre nézve Ó Brit Felsége a Nemzetek Szövetségétől mandátumot fogadott el és amennyiben ezekre a jelen szerződés határozmányai a 20. és 21. cikk értelmében alkalmaztatni fognak, mindkét Szerződő Félnak jogában lesz a szerződést külön ezen részre vonatkozólag előzetes 12 havi felmondással bármikor megszüntetni.

In the event of doubt hereafter arising as to the proper interpretation of the English or Hungarian text, the English text shall be considered authoritative.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present treaty and have affixed thereto their seals.

Done at London, in duplicate in the English and Hungarian languages, the 23rd day of July, 1926.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Iván RUBIDO-ZICHY.

Abban az esetben, ha a jövőben a magyar vagy az angol szöveg értelmezését illetőleg kétség merülne fel, az angol szöveg fog irányadónak tekintetni.

Minek hitelével a fent megnevezett meghatalmazottak a jelen szerződést aláírták és pecsétjeikkel ellátták.

Két példányban kiállítva, magyar és angol nyelven, Londonban, 1926. évi július hó 23-án.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1546. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA HONGRIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 23 JUILLET 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES et SON ALTESSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de faciliter encore davantage et de développer les relations commerciales existant déjà entre leurs pays respectifs, ont décidé de conclure à cet effet un traité de commerce et de navigation, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU-DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K. G., M. P., son principal secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; et

SON ALTESSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le baron Iván RUBIDO-ZICHY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les territoires des deux Parties contractantes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront la faculté de se rendre librement, avec leurs navires et leurs cargaisons, dans tous les lieux et ports des territoires de l'autre Partie où des ressortissants de ladite Partie sont ou pourront être autorisés à se rendre ; ils jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation, que ceux dont jouissent les ressortissants de ladite Partie contractante.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations susmentionnées n'affectent en rien les lois, décrets et règlements particuliers, concernant le commerce, l'industrie et la police, en vigueur sur les territoires de chaque Partie, et applicables d'une manière générale à tous les étrangers.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes, qui résident sur le territoire de l'autre Partie, ne seront assujettis à aucun impôt général ou local sur la personne ou sur les biens, ou à aucune taxe ou charge quelconque, en ce qui concerne leur commerce ou leur industrie, autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés, ou qui pourraient être imposés, aux ressortissants de l'autre Partie ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront la faculté de pénétrer, de voyager et de résider sur les territoires de l'autre Partie, à condition qu'ils satisfassent et se conforment aux conditions et règlements applicables à l'entrée, au déplacement et à la résidence de tous les étrangers.

Article 2.

Les deux Parties contractantes conviennent que tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une des deux Parties contractantes a, en fait, accordés ou pourra, à l'avenir, accorder aux navires et aux ressortissants d'un autre Etat étranger quelconque, en matière de commerce, de navigation et d'industrie, d'exploitation d'une affaire quelconque et d'exercice d'une profession ou d'un métier, seront étendus, simultanément et inconditionnellement, aux navires et aux ressortissants de l'autre Partie, sans qu'il y ait lieu de présenter une demande à cet effet et sans compensation, — les Parties contractantes ayant l'intention de s'accorder, dans leurs relations réciproques, à tous égards, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes, qui résident sur les territoires de l'autre Partie, auront pleine liberté d'acquérir et de posséder toutes catégories de biens meubles et immeubles que la législation de l'autre Partie contractante permet ou permettra aux ressortissants d'un autre pays étranger quelconque, d'acquérir et de posséder. Ils pourront disposer desdits biens par vente, échange, donation, mariage et testament, ou de toute autre manière, ou acquérir lesdits biens par héritage dans des conditions analogues à celles qui sont ou qui pourront être instituées en ce qui concerne les ressortissants de l'autre Partie contractante.

Ils ne seront soumis, dans aucun des cas susmentionnés, à des taxes, impôts ou charges de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront applicables aux ressortissants de l'autre Partie contractante.

Ils seront également autorisés, en se conformant aux lois de l'autre Partie contractante, à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et de leurs marchandises en général, sans être assujettis, en leur qualité d'étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux dont seraient frappés, dans des circonstances similaires, les ressortissants de ladite Partie.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes qui résident sur les territoires de l'autre Partie, peuvent exercer leur commerce, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de tels mandataires qu'il leur conviendra d'employer, à condition qu'ils se conforment aux lois en vigueur dans ces territoires.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes, qui résident sur les territoires de l'autre Partie, auront libre accès aux tribunaux pour ester en justice en qualité de demandeur ou de défendeur, au même titre que les nationaux et, comme ces derniers, ils auront la faculté de choisir, dans toutes les affaires, leurs avocats, avoués ou mandataires, parmi les personnes autorisées à exercer ces professions, conformément à la législation en vigueur dans les territoires en question.

Il est entendu, toutefois, que les exemptions spéciales ou les privilèges accordés par l'une des deux Parties contractantes à ses nationaux dans des circonstances particulières, ne pourront être réclamés, dans les mêmes circonstances, en faveur des ressortissants de l'autre Partie qu'à titre de réciprocité, en ce qui concerne chacun de ces privilèges ou exemptions.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes, qui résident sur les territoires de l'autre Partie, seront exemptés de tout service militaire quelconque dans l'armée, la marine, l'aéronautique, la garde nationale ou la milice. Ils seront de même exemptés de toutes fonctions judiciaires, administratives et municipales quelconques, autres que les fonctions prévues par les lois qui imposent à tous les étrangers sans exception l'obligation de faire partie du jury, ainsi que de toutes contributions en argent ou en nature, imposées en remplacement de services personnels et, enfin, de toutes prestations ou réquisitions militaires quelconques. Néanmoins, les charges résultant de la possession, à quelque titre que ce soit, de propriétés foncières, sont exceptées, de même que le logement obligatoire des troupes et les autres prestations ou réquisitions militaires spéciales auxquelles peuvent être assujettis tous les ressortissants de l'autre Partie contractante, en leur qualité de propriétaires ou d'occupants d'immeubles ou de terres.

Dans tous les cas visés ci-dessus, les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est, ou pourra être accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les articles produits ou fabriqués sur les territoires de l'une des deux Parties contractantes et importés sur les territoires de l'autre Partie, quel que soit l'endroit d'où ils proviennent, ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes articles, produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque. Aucune interdiction ou restriction d'importation ne sera non plus maintenue ou imposée pour des articles quelconques, produits ou fabriqués sur les territoires de l'une des deux Parties contractantes, lorsqu'ils pénètrent sur le territoire de l'autre Partie, quel que soit l'endroit d'où ils proviennent, si les mêmes interdictions ou restrictions ne s'appliquent pas également à l'importation des mêmes articles, produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque.

Il ne sera fait exception à cette règle générale que dans le cas d'interdictions sanitaires ou autres, occasionnées par la nécessité d'assurer la sécurité des personnes ou la protection des animaux ou des plantes contre les maladies ou agents nuisibles.



Article 7.

Les articles, produits ou fabriqués sur les territoires de l'une des deux Parties contractantes et exportés sur les territoires de l'autre Partie, ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes articles, exportés dans un autre pays étranger quelconque. Aucune interdiction ou restriction d'exportation ne sera non plus imposée en ce qui concerne l'exportation d'un article quelconque en provenance des territoires de l'une des deux Parties contractantes et à destination des territoires de l'autre Partie, si les mêmes interdictions ou restrictions ne s'appliquent pas également à l'exportation des mêmes articles dans un autre pays étranger quelconque.

Article 8.

Dans les territoires de chacune des deux Parties contractantes, il ne sera perçu, au profit de l'Etat, d'autorités locales ou de corporations, sur les marchandises, produites ou manufacturées dans les territoires de l'autre Partie, aucune taxe intérieure autre ou plus élevée que les taxes perçues dans des conditions similaires sur des marchandises analogues, d'origine nationale ou d'une autre origine étrangère quelconque.

Article 9.

Les deux Parties contractantes s'abstiendront, en ce qui concerne les transactions avec les ressortissants de l'autre Partie contractante, se livrant à des opérations sur leurs territoires respectifs, d'imposer des charges ou d'établir des conditions différentes ou plus onéreuses que celles qui s'appliquent aux transactions avec les nationaux.

Article 10.

Les sociétés anonymes, ainsi que les autres compagnies, sociétés ou associations, qui existent actuellement ou qui seraient ultérieurement créées, conformément aux lois de l'une des deux Parties contractantes, sont autorisées, sur les territoires de l'autre Partie, à exercer leurs droits et à ester en justice en qualité de demandeur ou de défendeur, conformément à la législation de cette autre Partie.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne créer aucun obstacle à toute compagnie, société ou association de ce genre, qui pourrait désirer se livrer, sur ses territoires, soit par la création de succursales, soit de toute autre manière, à des opérations quelconques qu'une compagnie, société, association, ou ressortissant d'un autre pays étranger quelconque sont autorisés, ou pourront être autorisés à effectuer.

Les sociétés anonymes et autres compagnies, sociétés ou associations de l'une des deux Parties jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les impositions, d'un traitement qui ne pourra pas être moins favorable que celui qui est accordé aux sociétés anonymes et autres compagnies, sociétés et associations de ladite Partie.

En aucun cas, le traitement accordé par l'une des deux Parties contractantes, aux compagnies, sociétés et associations de l'autre Partie, ne pourra être moins favorable, à tous égards, que celui qui est accordé aux compagnies, sociétés et associations de la nation étrangère la plus favorisée.

Article 11.

Les mesures prises par les deux Parties contractantes pour régler et développer les transports à travers leurs territoires, devront faciliter le libre transit, par chemin de fer ou voies navigables, sur les itinéraires en usage, convenant au transit international. Aucun traitement différentiel ne sera appliqué en raison de la nationalité des personnes, du pavillon des navires, du lieu d'origine, de provenance, d'entrée, de sortie ou de destination, ou de circonstances relatives à la propriété des marchandises ou des navires, du matériel roulant pour passagers ou marchandises, ou d'autres moyens de transport.

Afin d'assurer l'application des dispositions précédentes, les deux Parties contractantes autoriseront le transit à travers leurs eaux territoriales, conformément aux conditions et avec les réserves habituelles.

Les transports en transit ne seront soumis à aucune taxe spéciale en raison du transit (y compris l'entrée et la sortie). Néanmoins, sur ces transports en transit, il pourra être perçu des redevances destinées exclusivement à couvrir les dépenses de contrôle et d'administration, occasionnées par lesdits transports en transit.

Les dispositions susmentionnées n'affectent en rien les lois douanières concernant le traitement des marchandises en transit, ni les règlements concernant les marchandises soumises à des droits intérieurs ou à un monopole d'Etat. Toutefois, le transit de ces marchandises ne sera pas soumis à des restrictions plus sévères que celles qui sont indispensables pour assurer le recouvrement éventuel des droits intérieurs sur les marchandises restant sur les territoires de l'une des Parties ou pour assurer le fonctionnement du monopole.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue, en vertu du présent article, d'assurer le transit des voyageurs auxquels l'entrée de son territoire est interdite ou de marchandises dont l'importation est prohibée, soit pour des raisons d'hygiène publique ou de sécurité, soit à titre de précaution contre les épizooties et les épiphyties.

Aux fins du présent article, les personnes, bagages et marchandises, ainsi que les navires et bateaux, le matériel roulant pour voyageurs et marchandises, et les autres moyens de transport, seront considérés comme étant en transit à travers le territoire de l'une des deux Parties contractantes lorsque le passage à travers ledit territoire, avec ou sans transbordement, entreposage, rupture de charge, ou changement de mode de transport, ne constituent qu'une fraction d'un voyage complet, dont le point de départ et le lieu de destination se trouvent en dehors des frontières de la Partie à travers le territoire de laquelle s'effectue le transit.

Article 12.

Chacune des deux Parties contractantes autorisera l'importation ou l'exportation de toute marchandise qui peut être légalement importée ou exportée, ainsi que le transport des passagers en provenance ou à destination des territoires respectifs des deux Parties, sur les navires de l'autre Partie ; ces navires, leurs cargaisons et passagers, jouiront des mêmes privilèges, et ne seront pas soumis à des droits ou redevances autres ou plus élevées, que les navires nationaux et leurs cargaisons et passagers, ou les navires de tout autre pays étranger et leurs cargaisons et passagers.

Article 13.

Chaque Partie contractante aura la faculté de nommer des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires, qui résident dans les villes et ports de territoires de l'autre Partie dans laquelle des représentants consulaires de toute autre nation peuvent être agréés par les gouvernements respectifs. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne pourront, toutefois, entrer en fonctions avant d'avoir été agréés et d'avoir reçu, dans la forme habituelle, l'exequatur du gouvernement auprès duquel ils sont accrédités.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits, privilèges et exemptions que ceux qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires du même ordre appartenant à toute autre nation étrangère.

Article 14.

Si un ressortissant de l'une des deux Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie en laissant de la famille, mais sans qu'il se trouve, au lieu du décès, aucune personne ayant qualité, en vertu de la législation du pays du défunt, pour prendre en charge et administrer la succession, le fonctionnaire consulaire compétent aura le droit, en remplissant les formalités requises, de prendre la succession sous sa garde, de l'administrer suivant les modalités et dans les limites prescrites par la législation du pays dans lequel se trouvent les biens du défunt.

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne l'administration des biens des personnes décédées, tout droit, privilège, faveur ou immunité que l'une des deux Parties contractantes a effectivement accordés, ou pourra, dans l'avenir, accorder aux fonctionnaires consulaires d'un autre pays étranger quelconque, seront étendus, immédiatement et inconditionnellement, aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Article 15.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre Partie, des mêmes droits que les ressortissants de ladite Partie, en ce qui concerne les brevets d'invention, marques de fabrique et modèles, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Article 16.

Toute marchandise dont les marques ou la description indiquent ou suggèrent d'une manière manifeste que la marchandise est un produit naturel ou manufacturé provenant des territoires de l'une des deux Parties contractantes, sera saisie à l'importation sur les territoires de chacune des deux Parties contractantes, si ces indications ou suggestions sont fausses. La saisie pourra également être opérée dans l'Etat où la fausse indication a été fournie ou dans l'Etat dans lequel les marchandises portant la fausse indication auraient été importées.

La saisie sera opérée soit à la requête du service officiel compétent, soit à celle d'une partie intéressée — personne ou société — conformément à la législation intérieure de chaque Partie contractante. Cependant les autorités ne sont pas tenues de saisir les marchandises en transit.

Les autorités compétentes de chacune des deux Parties contractantes décideront la question de savoir quelles descriptions, en raison de leur caractère générique, ne tombent pas sous le coup des dispositions du présent article.

Article 17.

Les deux Parties contractantes conviennent d'appliquer dans leurs relations réciproques les dispositions :

1^o Des conventions et statuts établis à Barcelone en 1921 au sujet de la liberté du transit et des voies navigables d'intérêt international ;

2^o Des conventions et statuts établis à Genève, en 1923, au sujet des formalités douanières et des chemins de fer ; qu'elles aient ou non ratifié lesdits instruments.

Article 18.

Le présent traité ne sera pas considéré comme conférant des droits, ou comme imposant des obligations, contrairement aux conventions internationales générales auxquelles l'une des deux Parties est partie contractante ou auxquelles elle pourra adhérer ultérieurement.

Article 19.

Les deux Parties contractantes conviennent que tout différend qui pourrait s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application exactes d'une disposition quelconque du présent traité sera, à la demande de l'une ou de l'autre Partie, soumis à l'arbitrage.

Le tribunal arbitral auquel le différend sera soumis sera la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que, dans un cas particulier, les deux Parties contractantes n'en décident autrement.

Article 20.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas à l'Inde ni à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats, de Sa Majesté britannique, à moins que le

représentant de Sa Majesté britannique à Budapest ne notifie officiellement que Sa Majesté britannique désire que lesdites dispositions s'appliquent à l'un quelconque de ces territoires.

Néanmoins, les marchandises produites ou fabriquées dans l'Inde, ou dans l'un quelconque des dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique jouiront, en Hongrie, complètement et inconditionnellement, du traitement accordé à la nation la plus favorisée, tant que les marchandises produites ou fabriquées en Hongrie jouiront, dans l'Inde ou dans ledit dominion autonome, colonie, possession ou protectorat, d'un traitement aussi favorable que le traitement accordé aux marchandises produites ou fabriquées dans un autre pays étranger quelconque.

Article 21.

Les stipulations du précédent article, relatives à l'Inde et aux dominions autonomes, colonies, possessions et protectorats de Sa Majesté britannique, s'appliqueront également à tout territoire à l'égard duquel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres, aussitôt que possible. Il prendra effet immédiatement après la ratification et restera en vigueur pendant une période de dix ans, à dater du jour de son entrée en vigueur. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié à Londres, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix ans, son intention d'y mettre fin, le présent traité restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'une année, à compter du jour auquel l'une ou l'autre des deux Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, en ce qui concerne l'Inde ou l'un quelconque des Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, ou territoire à l'égard duquel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, auquel les stipulations du présent traité auront été étendues en vertu des articles 20 et 21, chacune des deux Parties contractantes aura le droit de dénoncer ledit traité séparément en tout temps, moyennant un préavis de douze mois.

Si un doute venait à s'élever ultérieurement quant à l'interprétation exacte des textes anglais ou hongrois, le texte anglais fera foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double expédition, en langue anglaise et en langue hongroise, le 23 juillet 1926.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Iván RUBIDO-ZICHY.

N° 1547.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE**

Echange de notes convenant d'interdire l'usage de certaines longueurs d'ondes aux stations de T. S. F. installées sur les navires britanniques enregistrés en Grande-Bretagne et Irlande du Nord, au Canada et à Terre-Neuve, et sur les navires allemands, respectivement. Berlin, le 19 octobre 1926.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN**

Exchange of Notes agreeing to the Prohibition of the Use of certain Wave Lengths by Wireless Stations on British Ships registered in Great Britain and Northern Ireland, Canada and Newfoundland, and German Ships, respectively. Berlin, October 19, 1926.

No. 1547. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND GERMAN GOVERNMENTS, AGREEING TO THE PROHIBITION OF THE USE OF CERTAIN WAVE LENGTHS BY WIRELESS STATIONS ON BRITISH SHIPS REGISTERED IN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, CANADA AND NEWFOUNDLAND, AND GERMAN SHIPS, RESPECTIVELY. BERLIN, OCTOBER 19, 1926.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 octobre 1927.

English and German official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place October 11, 1927.

I.

BRITISH EMBASSY,

No. 409.

(71/11/26).

BERLIN, 19th October, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to state on behalf of His Britannic Majesty's Government, that they agree to the following provisions as constituting an Agreement on a reciprocal basis with the German Government.

2. Wireless stations on British ships which are registered in Great Britain and Northern Ireland shall be prohibited from using the 450 metre wave within 250 nautical miles of the German coast and shall use the 300 metre wave only in the case of distress at sea. The same prohibition shall apply to British ships which are registered in the Dominion of Canada and in Newfoundland, the Governments of which have given their consent to this arrangement.

3. On the other hand wireless stations on German ships shall cease to use the wave length of 450 metres within a distance of 250 nautical miles of the coasts of Great Britain and Northern Ireland, Canada and Newfoundland and shall use the 300 metre wave only in the case of distress at sea.

4. If these proposals meet with the approval of the German Government, the present note and Your Excellency's reply in a similar sense will be regarded as placing on record the understanding arrived at between the respective governments, which shall take effect as from the 1st of November, 1926, and shall be subject to such modifications as may hereafter be agreed upon at the forthcoming International Radiotelegraph Conference at Washington.

5. I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Joseph ADDISON.

His Excellency

Dr. Stresemann,

Minister for Foreign Affairs,

etc., etc., etc.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1926.

¹ Came into force November 1st, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

AUSWÄRTIGES AMT,
Nr. V. S. 7601.
(W. 10014/315/50).

BERLIN, den 19. Oktober 1926.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

Ich beehre mich in Beantwortung Ihres Schreibens von heute — Nr. 409 — namens der Deutschen Regierung folgendes zu erklären.

Die Deutsche und die Königlich Grossbritannische Regierung haben über den Seefunkverkehr Nachstehendes vereinbart :

1. Bordfunkstellen deutscher Schiffe dürfen im Bereich bis zu 250 Seemeilen von den Küsten Grossbritanniens und Nordirlands sowie von den Küsten des Dominiums Kanada und Neufundlands die Welle 450 Meter nicht mehr und die Welle 300 Meter nur in Seenotfällen benutzen.

2. Bordfunkstellen britischer Schiffe, die in Grossbritannien und Nordirland eingetragen sind, dürfen im Bereich bis zu 250 Seemeilen von der deutschen Küste die Welle 450 Meter nicht mehr und die Welle 300 Meter nur in Seenotfällen benutzen.

Das Gleiche gilt für die Bordfunkstellen britischer Schiffe, die im Dominium Kanada oder in Neufundland eingetragen sind.

3. Diese Vereinbarung tritt am 1. November 1926 in Kraft. Ihre Abänderung nach Massgabe der Beschlüsse, die auf der im nächsten Jahre in Washington zusammentretenden Internationalen Funkentelegraphenkonferenz etwa gefasst werden sollten, bleibt vorbehalten.

Ich benutze diesen Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

(Signed) KÖPKE.

An den
Königlich Grossbritannischen
Geschäftsträger Herrn Botschaftsrat
J. Addison.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
No V. S. 7601.
(W. 10014/315/50).

BERLIN, October 19, 1926.

SIR,

In reply to your letter No. 409 of to-day's date I have the honour to state on behalf of the German Government that that Government and His Britannic Majesty's Government are agreed on the following provisions regarding wireless communication at sea :

(1) Wireless stations on German ships shall be prohibited from using the 450 metre wave within 250 nautical miles of the coasts of Great Britain and Northern Ireland, Canada and Newfoundland, and shall use the 300 metre wave only in the case of distress at sea.

(2) Wireless stations on British ships which are registered in Great Britain and Northern Ireland shall cease to use the 450 metre wave within 250 nautical miles of the German coast and shall use the 300 metre wave only in the case of distress at sea.

The same prohibition shall apply to British ships which are registered in the Dominion of Canada or in Newfoundland.

(3) The present agreement shall take effect as from November 1, 1926, and shall be subject to such modifications as may be agreed upon at next year's International Radiotelegraph Conference at Washington.

I avail myself of this opportunity to renew to you the assurance of my highest consideration.

(Signed) KÖPKE.

Mr. J. Addison,
Councillor of Embassy,
British Chargé d'Affaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1547. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET ALLEMAND CONVENANT D'INTERDIRE L'USAGE DE CERTAINES LONGUEURS D'ONDES AUX STATIONS DE T. S. F. INSTALLÉES SUR LES NAVIRES BRITANNIQUES ENREGISTRÉS EN GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, AU CANADA ET A TERRE-NEUVE, ET SUR LES NAVIRES ALLEMANDS, RESPECTIVEMENT. BERLIN, LE 19 OCTOBRE 1926.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 409.

(71/11/26).

BERLIN, le 19 octobre 1926.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique, qu'il accepte les dispositions suivantes, comme constituant un accord avec le Gouvernement allemand, sur la base de la réciprocité :

2. Il est interdit aux postes de radiotélégraphie installés à bord de navires britanniques enregistrés en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, d'émettre des ondes de 450 mètres dans un rayon de 250 milles marins à partir de la côte allemande, et ils ne pourront émettre d'ondes de 300 mètres qu'en cas de détresse en mer. La même interdiction s'applique aux navires britanniques enregistrés dans le Dominion du Canada et à Terre-Neuve, dont les gouvernements ont donné leur consentement au présent arrangement.

3. D'autre part, les postes de radiotélégraphie installés à bord de navires allemands, cesseront d'utiliser des ondes de 450 mètres dans un rayon de 250 milles marins à partir des côtes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, du Canada et de Terre-Neuve, et ils n'émettront d'ondes de 300 mètres qu'en cas de détresse en mer.

4. Si ces propositions rencontrent l'approbation du Gouvernement allemand, la présente note et la réponse de Votre Excellence, conçue dans le même sens, seront considérées comme enregistrant l'accord conclu entre les deux gouvernements, lequel entrera en vigueur à la date du 1^{er} novembre 1926, et sera assujéti aux modifications qui pourraient être convenues ultérieurement lors de la Conférence internationale de radiotélégraphie, qui doit se réunir à Washington.

5. Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Joseph ADDISON.

Son Excellence le D^r Stresemann,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o V. S. 7601.
(W. 10014/315/50).

BERLIN, le 19 octobre 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur, en réponse à votre lettre en date de ce jour (N^o 409), et au nom du Gouvernement allemand, de faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement royal britannique ont convenu de ce qui suit au sujet de l'emploi de la radiotélégraphie en mer :

1. Il est interdit aux postes de radiotélégraphie installés à bord de navires allemands, d'émettre des ondes de 450 mètres dans un rayon de 250 milles marins, à partir des côtes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, ainsi que des côtes du Dominion du Canada et de Terre-Neuve, et ils ne pourront émettre d'ondes de 300 mètres qu'en cas de détresse en mer.

2. Il est interdit aux postes de radiotélégraphie installés à bord de navires britanniques enregistrés en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, d'émettre des ondes de 450 mètres dans un rayon de 250 milles marins, à partir de la côte allemande, et ils ne pourront émettre d'ondes de 300 mètres qu'en cas de détresse en mer.

La même disposition s'applique aux postes de radiotélégraphie installés à bord de navires britanniques enregistrés dans le Dominion du Canada ou à Terre-Neuve.

3. Le présent accord entrera en vigueur à la date du 1^{er} novembre 1926. Les deux Parties se réservent le droit d'y apporter des modifications, suivant les résolutions qui pourraient être adoptées à la Conférence internationale de radiotélégraphie, qui doit se réunir l'année prochaine à Washington.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) KÖPKE.

M. J. Addison,
Conseiller d'ambassade,
Chargé d'affaires de Grande-Bretagne.

N° 1548.

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord concernant le service téléphonique. Signé à Londres, le 4 avril et à Bruxelles, le 9 avril 1927.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement respecting Telephone Service. Signed at London, April 4, and at Brussels, April 9, 1927.

N^o 1548. — ACCORD CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD. SIGNÉ A LONDRES, LE 4 AVRIL, ET A BRUXELLES, LE 9 AVRIL 1927.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 octobre 1927.

LE POSTMASTER GÉNÉRAL DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE SEPTENTRIONALE et LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES DE BELGIQUE sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les câbles téléphoniques sous-marins entre la Belgique et la Grande Bretagne sont la propriété commune des administrations de ces deux pays. Ils sont entretenus par la Grande-Bretagne ; chaque administration supporte la moitié des frais de cet entretien.

Article 2.

Conformément à l'article 8 de la Convention¹ internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, si c'est nécessaire, de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique, sans être tenue à aucune indemnité et à charge d'en aviser immédiatement l'autre Partie.

Article 3.

Les administrations belge et britannique déclarent n'accepter aucune responsabilité à raison du service téléphonique international soit entre leurs deux pays, soit avec d'autres pays ou entre ceux-ci.

Article 4.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international¹ (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Belgique et la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale, sous réserve des précisions et additions suivantes :

B. Durée du service.

(1) Les bureaux centraux tête de ligne des circuits anglo-belges seront ouverts en permanence.

E. Conversations privées urgentes.

§ 1. Les conversations privées urgentes ne sont pas admises.

¹ Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

No. 1548. — AGREEMENT RESPECTING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN BELGIUM AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND. SIGNED AT LONDON, APRIL 4 AND AT BRUSSELS, APRIL 9, 1927.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place October 11, 1927.

THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE DIRECTOR GENERAL OF TELEGRAPHS AND TELEPHONES OF BELGIUM have agreed as follows :

Article 1.

The submarine telephone cables between Belgium and Great Britain are owned jointly by the two Administrations and are maintained by Great Britain at the joint expense of the two Administrations.

Article 2.

As laid down in Article 8 of the International Convention¹ of St. Petersburg each of the contracting parties retains the right where necessary of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

Article 3.

The Belgian and British Administrations are not subject to any responsibility to subscribers and other members of the public on account of the international telephone service between their two countries or with or between other countries.

Article 4.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations¹ (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephonic service between Belgium and Great Britain and Northern Ireland as amplified and modified by the following conditions :

B. Duration of Service.

(1) The exchanges at the terminal points of the Anglo-Belgian circuits shall be open always.

E. Urgent Private Calls.

§ 1. Urgent private calls are not admitted.

¹ Vol. LVII, page 201, of this Series.

F. Conversations-éclair.

§ 1. Les conversations-éclair ne sont pas admises.

G. Conversations d'Etat.

§ 2. Les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises.

H. Conversations par abonnement.

§ 1. Des conversations par abonnement à heures fixes sont autorisées pendant les heures de faible trafic et sont soumises à la moitié ($\frac{1}{2}$) de l'unité de taxe.

§ 3. Des conversations par abonnement peuvent être admises par les offices intéressés pour plus de six minutes, si le trafic sur les circuits qui doivent être empruntés, le permet.

K. Tarifs, perception des taxes.

§ 3. Pour la fixation des taxes terminales :

Le territoire de la Belgique ne comprend qu'une zone.

Le territoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale est divisé en trois zones comme il suit :

La première zone comprend les comtés suivants :

Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire et Worcester.

La seconde zone comprend les comtés suivants :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland et York.

La troisième zone comprend l'Ecosse et l'Irlande septentrionale.

Taxes terminales.

Les taxes revenant à chaque administration terminale par unité de conversation, sont fixées comme il suit, d'après l'unité monétaire définie à l'article 24 (Ch. VIII) du Règlement télégraphique international (Revision de Paris, 1925).

Belgique.

4 francs 50 centimes pour chaque unité de conversation originaire ou à destination de toute localité en Belgique.

Grande-Bretagne et Irlande septentrionale.

4 francs 50 centimes pour chaque unité de conversation originaire ou à destination de la première zone.

7 francs pour chaque unité de conversation originaire ou à destination de la deuxième zone.

9 francs pour chaque unité de conversation originaire ou à destination de la troisième zone.

Ces taxes comprennent la quote-part de chacune des deux administrations résultant de l'emploi des câbles sous-marins.

Total de la taxe unitaire dans les relations entre les différentes zones.

Le total de la taxe unitaire pour chaque relation est indiqué au tableau suivant :

Relations entre la

Grande-Bretagne et Irlande septentrionale (1 ^{re} zone) et la Belgique	9 francs
Grande-Bretagne et Irlande septentrionale (2 ^{me} zone) et la Belgique	11.50 francs
Grande-Bretagne et Irlande septentrionale (3 ^{me} zone) et la Belgique	13.50 francs

F. Lightning Calls.

§ 1. Lightning calls are not admitted.

G. Government Calls.

§ 2. Urgent State Calls are not admitted.

H. Subscription Calls.

§ 1. Subscription calls at fixed hours are authorised during the periods of light traffic and are subject to one half ($\frac{1}{2}$) of the unit charge.

§ 3. Subscription calls may be admitted by the offices concerned for more than six minutes, where traffic conditions on the circuits to be used permit.

K. Tariffs, Collection of Charges.

§ 3. For the fixing of terminal charges :

The territory of Belgium comprises one zone.

The territory of Great Britain and Northern Ireland is divided into 3 zones as follows :

The first zone comprises the following counties :

Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire and Worcester.

The second zone comprises the following counties :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland and York.

The third zone comprises Scotland and Northern Ireland.

Terminal Charges.

The charges accruing to each terminal Administration per unit call are fixed in the unit defined in Article 24 (Ch. VIII) of the International Telegraph Convention (Revision of Paris, 1925) as follows :

Belgium.

4 francs 50 centimes for each unit call originating in or destined for any place in Belgium.

Great Britain and Northern Ireland.

4 francs 50 centimes for each call originating in or destined for the first zone.

7 francs for each call originating in or destined for the second zone.

9 francs for each call originating in or destined for the third zone.

These charges comprise the quota of each of the two Administrations accruing from the transit of submarine cables.

Total of the unit charge in the relations between the different zones.

The total of the unit charge for each relation is indicated by the following tables :

Relations between

Great Britain and Northern Ireland (1st zone) and Belgium	9 francs
Great Britain and Northern Ireland (2nd zone) and Belgium	11.50 francs
Great Britain and Northern Ireland (3rd zone) and Belgium	13.50 francs

§ 6. Les heures de faible trafic sont fixées comme il suit :

De 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). Pour autant qu'il s'agit de conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été payé.

Pendant les heures de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

L. Mode d'application de la taxe.

§ 8. (2) En cas de non-réponse des correspondants, aucune taxe spéciale ne sera perçue.

N. Avis d'appel et préavis.

§ 1. (4) Les avis d'appel et les préavis ne sont pas admis.

Article 5.

Le présent arrangement qui annule tous les arrangements antérieurs relatifs au service téléphonique anglo-belge, sortira ses effets à la date qui sera fixée par les administrations contractantes aussitôt qu'il sera devenu définitif selon la législation spéciale des Etats intéressés.

Il restera en vigueur pendant un an après que l'une ou l'autre des administrations aura notifié sa résiliation.

Faite en double, à Bruxelles, le 9 avril 1927.

Le directeur général,
A. ROOSEN.

§ 6. The hours of light traffic are as follows :

From 19 h. to 8 h. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the period of light traffic the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit charge.

L. *Method of application of charge.*

§ 8. (2) A special charge in the case of non-reply from subscribers shall not be levied.

N. *Avis d'appel and Preavis.*

§ 1. (4) Avis d'appel and préavis are not admitted.

Article 5.

The present agreement which supersedes all previous agreements relating to the Anglo-Belgian telephone service, will take effect at the date which shall be fixed by the Contracting Administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of the States interested.

It shall remain in force for one year after notice of termination is given by either of the Administrations.

Done in duplicate, at London, this fourth day of April, 1927.

W. MITCHELL-THOMSON,
*The Postmaster General of Great Britain
and Northern Ireland.*

N° 1549.

**GRANDE-BRETAGNE
ET GRÈCE**

Accord en vue du règlement de la dette de guerre de la Grèce envers la Grande-Bretagne, signé à Londres, le 9 avril 1927, et échange de notes y relatif, de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND GREECE**

Agreement for the Settlement of the War Debt of Greece to Great Britain, signed at London, April 9, 1927, with Exchange of Notes relating thereto, of the same Date.

No. 1549. — AGREEMENT FOR THE SETTLEMENT OF THE WAR DEBT OF GREECE WITH GREAT BRITAIN. SIGNED AT LONDON, APRIL 9, 1927.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 octobre 1927.*

Whereas the Government of the Greek Republic are indebted, as at the 31st March, 1927, to His Majesty's Government in Great Britain, after deduction of all claims in respect of damages caused by the British troops in Greece, for the sum of £21,441,450, represented by Greek sterling Treasury Bills held by His Majesty's Treasury ;

And whereas the two Governments desire to arrive at a friendly agreement for the funding of this debt on terms compatible with the economic and financial capacity of Greece ;

Now, therefore, the Right Honourable Winston Leonard Spencer CHURCHILL, Chancellor of the Exchequer of Great Britain, and M. Demetrius CACLAMANOS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece, duly authorised thereto by their respective Governments, subject to such ratification as may be required, have agreed as follows :

(1) In view of the terms of Article 2 of the Agreement of the 10th February, 1918, relating to military supplies, and of the further provisions of Article 4 of the Agreement of the 31st August, 1925, the British Government agree to remit all claims on Greece in respect of the military material supplied under the Agreement of the 10th February, 1918.

(2) In full and final settlement of the balance of the War Debt, the Greek Government agree to pay, and His Majesty's Government to accept, the following scale of payments representing a present value of approximately £6,950,000, viz. :

	£
For the year 1926	50,000
For the year 1927	200,000
For the year 1928	200,000
For the year 1929	250,000
For the year 1930	300,000
For the years 1931 to 1935 inclusive .	350,000 a year.
For the years 1936 to 1987 inclusive .	400,000 a year.

The payment for the year 1926 shall be regarded as having been discharged and satisfied by the payments made by Greece since the 1st January, 1926; the payments for subsequent years shall be made in sterling at the Bank of England, London, in equal half-yearly instalments on the 1st June and the 1st December of each year, so that the first payment shall be made on the 1st June, 1927, and the final payment on the 1st December 1987.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1549. — ACCORD EN VUE DU RÈGLEMENT DE LA DETTE DE GUERRE DE LA GRÈCE ENVERS LA GRANDE-BRETAGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE 9 AVRIL 1927.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place October 11, 1927.

Considérant que le Gouvernement de la République hellénique est débiteur, au 31 mars 1927, envers le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, déduction faite de toutes les créances afférentes aux dommages causés par les troupes britanniques en Grèce, d'une somme de £ 21.441.450, représentée par des bons du Trésor hellénique, libellés en sterling et détenus par le Trésor de Sa Majesté ;

Et considérant que les deux gouvernements sont animés du désir d'aboutir à un accord amical en vue de la consolidation de cette dette à des conditions compatibles avec la capacité économique et financière de la Grèce ;

Le très honorable Winston Leonard Spencer CHURCHILL, chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne, et M. Demetrius CACLAMANOS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont, en conséquence, sous réserve de toute ratification qui pourra être nécessaire, convenus de ce qui suit :

1° Vu les termes de l'article 2 de l'Accord du 10 février 1918 relatif aux fournitures militaires, et vu les dispositions complémentaires de l'article 4 de l'Accord du 31 août 1925, le Gouvernement britannique convient de délimiter le montant de toutes les créances sur la Grèce en ce qui concerne le matériel militaire fourni aux termes de l'Accord du 10 février 1918.

2° Afin de régler complètement et définitivement le solde de la Dette de guerre, le Gouvernement hellénique convient d'acquitter, et le Gouvernement de Sa Majesté convient d'accepter l'échelle de paiements suivante, représentant une valeur actuelle de £ 6.950.000 approximativement :

	£
Pour l'année 1926	50.000
Pour l'année 1927 :	200.000
Pour l'année 1928	200.000
Pour l'année 1929	250.000
Pour l'année 1930	300.000
De 1931 à 1935 inclusivement	350.000 par an.
De 1936 à 1987 inclusivement	400.000 par an.

Le paiement pour l'année 1926 sera considéré comme ayant été dûment réglé au moyen des versements effectués par la Grèce depuis le 1^{er} janvier 1926 ; les paiements pour les années ultérieures seront effectués en sterling à la Banque d'Angleterre, à Londres, par versements semestriels égaux, le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre de chaque année, de sorte que le premier versement sera effectué le 1^{er} juin 1927, et le dernier, le 1^{er} décembre 1987.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(3) On or before the 1st June, 1927, the Greek Government will issue and deliver to the British Treasury a Serial Bond substantially in the form shown in the annex to this Agreement in respect of each of the instalments to be paid under the provisions of Article 2 of this Agreement. The payments due under these Bonds shall be made without deduction for, and shall be exempt from, any and all taxes and other public dues, present or future, imposed by the authority of the Greek Government or any political or local taxing Authority in Greece. Interest at the rate of 6 per cent. shall be charged on any instalment due and not paid at the due date.

(4) If at any time while the payments under Article 2 of this Agreement are continuing it appears that the aggregate payments effectively received by Great Britain under Allied War Debt Funding Agreements and on account of Reparations or of Liberation Bonds exceed the aggregate payments effectively made by Great Britain to the Government of the United States of America in respect of war debts, an account shall be drawn up by the British Treasury, interest at 5 per cent. being allowed on both sides of the account ; and if that account shows that the receipts exceed the payments, Great Britain will credit Greece against the payments next due by Greece under Article 2 of this Agreement with such proportion of that excess as the payments effectively made by Greece under Article 2 of this Agreement bear to the aggregate sums effectively received by Great Britain under all Allied War Debt Funding Agreements. Thereafter a similar account will be drawn up by the British Treasury each year, and any further excess of the receipts over the payments shall each year give rise to a credit to Greece of a proportion of such excess calculated in the manner indicated above. On the other hand, any deficit shall be made good by an increase in the payments next due by Greece, up to a similar proportion of such deficit, within the limit of the total amount of the credits already allowed to Greece under this Article. For the purpose of this Article any capital sums which may hereafter be realised by Great Britain in respect of Reparations or of Liberation Bonds will be taken at their annual value, taking account of amortisation.

(5) Save as provided in Article 2 of the present Agreement the British and Greek Governments mutually renounce all claims and counter-claims arising out of the various Agreements relating to the war debt of Greece to Great Britain.

(6) As from the coming into force of this Agreement, His Majesty's Government will waive the requirement of Article 4 of the Agreement (No. VI) of the 10th February, 1918, that the assignment by Greece of security to any external loan should be subject to their assent.

(7) Upon the execution of this Agreement and the delivery to Great Britain of the bonds provided for in Article 3, duly executed, His Majesty's Government will cancel and return to Greece the Greek Treasury Bills which they at present hold representing the war debt funded by this Agreement.

(8) Nothing in this Agreement shall affect the payments to be made by Greece in execution of Article 7 of the Agreement of the 31st August, 1925, as modified by the Agreement of the 8th October, 1925, relating to the net debt post-war supplies.

Signed in duplicate at London on the ninth day of April, 1927.

On behalf of Great Britain:

Winston S. CHURCHILL.

On behalf of Greece:

D. CACLAMANOS.

3° Le 1^{er} juin 1927 au plus tard, le Gouvernement hellénique émettra et délivrera au Trésor britannique, pour chacun des versements qui devront être effectués aux termes des dispositions de l'article 2 du présent accord, une obligation rédigée, en substance, selon le modèle figurant en annexe au présent accord. Les sommes versées aux termes de ces obligations seront exemptes de tous impôts et autres taxes publiques, présents ou futurs, imposés par le Gouvernement hellénique ou par toute autorité fiscale, politique ou locale, de Grèce, et il ne sera opéré aucune déduction à ce titre. Il sera perçu un intérêt au taux de 6 % sur tout paiement dû et non effectué à l'échéance.

4° S'il apparaît, à un moment quelconque de la période pendant laquelle les paiements prévus à l'article 2 du présent accord doivent être effectués, que les versements globaux effectivement reçus par la Grande-Bretagne aux termes des accords de consolidation des dettes de guerre alliées et au titre des réparations ou des obligations de libération, dépassent le montant global des sommes effectivement versées par la Grande-Bretagne au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au titre des dettes de guerre, le Trésor britannique établira un compte dont l'actif et le passif porteront intérêt à 5 % ; et si ledit compte fait ressortir que les recettes sont supérieures aux paiements, la Grande-Bretagne inscrira au crédit de la Grèce, à valoir sur les versements ultérieurs que doit effectuer la Grèce, aux termes de l'article 2 du présent accord, le pourcentage de l'excédent que les sommes effectivement versées par la Grèce, aux termes de l'article 2 du présent accord représentent par rapport au montant global effectivement reçu par la Grande-Bretagne aux termes de tous les accords de consolidation des dettes de guerre alliées. Par la suite, un compte analogue sera établi chaque année par le Trésor britannique, et tout nouvel excédent des recettes sur les paiements donnera lieu à l'ouverture, en faveur de la Grèce, d'un crédit proportionnel à cet excédent, calculé de la manière indiquée ci-dessus. Par contre, tout déficit sera compensé par une augmentation des paiements ultérieurs dus par la Grèce jusqu'à concurrence d'un même pourcentage de ce déficit, dans la limite du montant total des sommes déjà inscrites au crédit de la Grèce en vertu du présent article. Aux fins du présent article, tout capital qui pourra ultérieurement être réalisé par la Grande-Bretagne au titre des réparations ou des obligations de libération sera inscrit à sa valeur annuelle, compte tenu de l'amortissement ;

5° Sauf dans les cas prévus à l'article 2 du présent accord, les Gouvernements britannique et hellénique abandonnent mutuellement toutes les réclamations et contre-réclamations découlant des divers accords relatifs à la dette de guerre de la Grèce envers la Grande-Bretagne ;

6° Dès l'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement de Sa Majesté annulera la condition, prévue à l'article 4 de l'Accord (n° VI) du 10 février 1918, et stipulant que la Grèce ne pourra affecter aucun gage en garantie d'un emprunt extérieur sans l'assentiment dudit gouvernement.

7° Dès que le présent accord aura été mis en vigueur et que les obligations prévues à l'article 3 auront été dûment remises à la Grande-Bretagne, le Gouvernement de Sa Majesté annulera et retournera à la Grèce les bons du Trésor hellénique qu'il détient actuellement et qui représentent la dette de guerre consolidée en vertu du présent accord.

8° Aucune stipulation du présent accord n'affectera les paiements que doit effectuer la Grèce en exécution de l'article 7 de l'Accord du 31 août 1925, modifié par l'Accord du 8 octobre 1925 et relatif à la dette nette concernant les fournitures d'après-guerre.

Signé en double expédition à Londres, le neuf avril 1927.

Au nom de la Grande-Bretagne :
Winston S. CHURCHILL.

Au nom de la Grèce :
D. CACLAMANOS.

ANNEX.

FORM OF BOND.

Dated 1927. Maturing , 19 .

The Government of the Greek Republic, for value received, promises to pay to the Government of His Britannic Majesty, or order, on , 19 , the sum of pounds sterling at the Bank of England, London.

The payment due under this bond shall be exempt from all Greek taxation, present or future.

This bond is issued by the Government of the Republic of Greece pursuant to the agreement of the ninth day of April, 1927, for the settlement of the War Debt of Greece to Great Britain.

LETTER FROM THE CHANCELLOR OF THE EXCHEQUER TO THE GREEK MINISTER
IN LONDON.

TREASURY CHAMBERS.

9th April, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

On the occasion of the signature of the Agreement for the funding of the Greek War Debts to Great Britain, I desire to emphasise to Your Excellency the friendly attention with which His Majesty's Government are following the efforts of the Greek Government to restore the financial situation of Greece and to stabilise Greek currency. I am convinced that the settlement of the Greek War Debt to Great Britain will contribute to this end ; and I wish to assure you that His Majesty's Government would view with the utmost sympathy any well considered plan of financial reconstruction framed on adequate lines, and will gladly give such a plan the fullest support that may be in their power. His Majesty's Government are the more ready to give this support in view of, and in return for, the waiver by the Greek Government, as part of the debt funding agreement, of their claim to the balance of the credits arising from the agreement of 10th February, 1918.

Yours very faithfully,

Winston S. CHURCHILL.

His Excellency
The Greek Minister.

REPLY OF THE GREEK MINISTER TO THE CHANCELLOR OF THE EXCHEQUER.

No. 1012.

LEGATION DE GRÈCE,
51, Upper Brook Street,
London, W.1.

9th April, 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of the letter under the same date, by which you have been so good as to inform me that on the occasion of the signature of the Agreement for the funding of the Greek War Debt to Great Britain, you desire to emphasise to me the friendly attention with which His Britannic Majesty's Government are following the efforts of my Government

ANNEXE

MODÈLE D'OBLIGATION.

Datée du 1927, venant à échéance le 19 .

Le Gouvernement de la République hellénique s'engage à payer, pour valeur reçue, au Gouvernement de Sa Majesté britannique, ou à son ordre, le 19 , la somme de livres sterling à la Banque d'Angleterre, à Londres.

La somme due aux termes de la présente obligation sera exempte de tous impôts grecs, présents ou futurs.

La présente obligation est émise par le Gouvernement de la République hellénique, en exécution de l'Accord du 9 avril 1927, concernant le règlement de la Dette de guerre de la Grèce envers la Grande-Bretagne.

LETTRE DU CHANCELIER DE L'ECHIQUIER AU MINISTRE DE GRÈCE A LONDRES.

TREASURY CHAMBERS.

Le 9 avril 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la signature de l'Accord relatif à la consolidation des dettes de guerre de la Grèce à l'égard de la Grande-Bretagne, je désire signaler à Votre Excellence l'amicale attention avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté suit les efforts entrepris par le Gouvernement hellénique pour restaurer la situation financière de la Grèce et stabiliser la devise grecque. Je suis convaincu que le règlement de la dette de guerre de la Grèce envers la Grande-Bretagne contribuera à cette fin ; je tiens également à vous assurer que le Gouvernement de Sa Majesté accueillerait avec la plus vive sympathie tout plan de restauration financière bien étudié et élaboré selon des principes appropriés, et qu'il sera heureux de prêter à un plan de ce genre toute l'assistance qui sera en son pouvoir. Le Gouvernement de Sa Majesté est d'autant plus disposé à accorder, à titre de compensation, cet appui au Gouvernement hellénique que celui-ci a bien voulu stipuler dans l'accord relatif à la consolidation de la dette qu'il renonçait à sa créance sur le solde des crédits résultant de l'Accord du 10 février 1918.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Winston S. CHURCHILL.

Son Excellence
le Ministre de Grèce.

RÉPONSE DU MINISTRE DE GRÈCE AU CHANCELIER DE L'ECHIQUIER.

N° 1012.

LÉGATION DE GRÈCE,
51, Upper Brook Street,
Londres, W. 1.

Le 9 avril 1927.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de ce jour par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir qu'à l'occasion de la signature de l'accord relatif à la consolidation de la dette de guerre de la Grèce envers la Grande-Bretagne, vous désirez me signaler l'attention amicale avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté britannique suit les efforts entrepris par mon gouverne-

to restore the financial situation of Greece and to stabilise Greek currency. Furthermore you express the conviction that the settlement of the Greek War Debt to Great Britain will contribute to this end, and you kindly assure me that His Britannic Majesty's Government would view with the utmost sympathy any well considered plan of financial reconstruction framed on adequate lines, and will gladly give such a plan the fullest support that may be in their power. You also state that His Britannic Majesty's Government are the more ready to give this support in view of and in return for the waiver by my Government, as part of the Debt funding Agreement, of their claim to the balance of the credits arising from the agreement of 10th February, 1928.

I wish, in expressing to you my sincere thanks for the above assurances given in the name of His Britannic Majesty's Government, to take account of the contents of your letter on behalf of my Government.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant,

D. CACLAMANOS.

To the Right Honourable,
Winston Churchill, C.H., M.P.,
Chancellor of the Exchequer.

ment pour restaurer la situation financière de la Grèce et stabiliser la devise grecque. En outre, vous exprimez la conviction que le règlement de la dette de guerre de la Grèce envers la Grande-Bretagne contribuera à cette fin, et vous voulez bien m'assurer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique accueillerait avec la plus vive sympathie tout plan de restauration financière bien étudié et élaboré selon des principes appropriés, et qu'il sera heureux de prêter à un plan de ce genre toute l'assistance qui sera en son pouvoir. Vous déclarez également que le Gouvernement de Sa Majesté britannique est d'autant plus disposé à accorder, à titre de compensation, cet appui à mon gouvernement, que celui-ci a bien voulu stipuler, dans l'Accord relatif à la consolidation de la dette, qu'il renonçait à sa créance sur le solde des crédits résultant de l'accord du 10 février 1918.

Je désire, en vous exprimant mes sincères remerciements pour les assurances ci-dessus données au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique, prendre acte, au nom de mon gouvernement, du contenu de votre lettre.

Veillez agréer, Monsieur le Chancelier, les assurances de ma très haute considération.

D. CACLAMANOS.

Au Très Honorable
Winston S. Churchill, C.H., M.P.,
Chancelier de l'Échiquier.

N° 1550.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Arrangement concernant le service téléphonique anglo-français, signé à Londres, le 6 mai, et à Paris, le 23 mai 1927, et échange de notes concernant l'abrogation de l'Arrangement du 5 février 1912; Paris, 2 juin et 23 juillet 1927.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement respecting the Anglo-French Telephone Service, signed at London, May 6, and at Paris, May 23, 1927, and Exchange of Notes concerning the Termination of the Agreement of February 5, 1912; Paris, June 2, and July 23, 1927.

No. 1550. — AGREEMENT RESPECTING TELEPHONIC SERVICE BETWEEN FRANCE AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND. SIGNED AT LONDON, MAY 6, AND AT PARIS, MAY 23, 1927.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 octobre 1927.

THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE COUNCILLOR OF STATE, SECRETARY GENERAL OF POSTS, TELEGRAPHS AND TELEPHONES OF FRANCE have agreed as follows :

Article I.

The submarine telephone cables between France and Great Britain are owned jointly by the two Administrations and are maintained at the joint expense of the two Administrations.

Article II.

As laid down in Article 8 of the International Convention¹ of St. Petersburg each of the contracting parties retains the right where necessary of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

Article III.

The two Administrations are not subject to any responsibility with regard to private conversations over the international telephone circuits.

Article IV.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations¹ (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephonic service between France and Great Britain and Northern Ireland as amplified and modified by the following conditions :

B. Duration of Service.

(1) The exchanges at the terminal points of the Franco-British circuits shall be open always.

E. Urgent Private Calls.

§ (1) Urgent private calls are not admitted.

F. Lightning Calls.

§ (1) Lightning calls are not admitted.

¹ Vol. LVII, page 201, of this Series.

N^o 1550. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 MAI, ET A PARIS, LE 23 MAI 1927.

French and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Treaty took place October 11, 1927.

LE CONSEILLER D'ETAT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES DE FRANCE et LE POSTMASTER GENERAL DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD sont d'accord sur ce qui suit :

Article premier.

Les câbles téléphoniques sous marins entre la France et la Grande-Bretagne sont la propriété commune des deux administrations et sont entretenus aux frais communs des deux administrations.

Article II.

En vertu de l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Pétersbourg¹, chacune des Parties contractantes se réserve la faculté de suspendre partiellement ou totalement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article III.

Les deux administrations ne sont soumises à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie téléphonique sur les circuits internationaux.

Article IV.

Les dispositions prévues au Chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international¹ (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, sont appliquées au service téléphonique entre la France et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, sous réserve des précisions et additions suivantes :

B. Durée du Service.

Les bureaux tête de ligne des circuits franco-britanniques doivent être ouverts en permanence.

E. Conversations privées urgentes.

§ 1. Les conversations privées urgentes ne sont pas admises.

F. Conversations « Eclairs ».

§ 1. Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

¹ Vol. LVII page 201, de ce Recueil.

G. Government Calls.

§ (2) Urgent State Calls are not admitted.

H. Subscription Calls.

§ (1) (1) Subscription calls at fixed hours are authorised during the periods of light traffic.

§ (1) (4) Subscription calls are subject to *one half* ($\frac{1}{2}$) the unit charge.

§ (3) Subscription calls of more than six minutes duration may be admitted by the offices concerned when traffic conditions on the circuits to be used permit.

K. Tariffs. Collection of Charges.

§ (3) *Zones.* For the fixing of terminal charges :

The territory of France is divided into 3 zones.

The territory of Great Britain and Northern Ireland is divided into 3 zones.

LIMITS OF ZONES :

France.

The first zone comprises the following Departments :

Aisne, Ardennes, Aube, Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Marne, Meuse, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Yonne.

The second zone comprises the following Departments :

Ain, Allier, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Doubs, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Loire, Loire-Inférieure, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Manche, Marne (Haute), Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Moselle, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhin (Bas), Rhin (Haut), Rhône, Saône (Haute) and territory of Belfort, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Savoie (Haute), Sèvres (Deux), Vendée, Vienne, Vienne (Haute), Vosges.

The third zone comprises the following Departments :

Alpes (Basses), Alpes (Hautes), Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Corrèze, Corse, Dordogne, Drôme, Gard, Garonne (Haute), Gers, Gironde, Hérault, Landes, Loire (Haute), Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Pyrénées (Basses), Pyrénées (Hautes), Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

Great Britain and Northern Ireland.

The first zone comprises the following counties :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

The second zone comprises the following counties :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland, York.

The third zone comprises Scotland and Northern Ireland.

G. Conversations d'Etat.

§ 2. Les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises.

H. Conversations par abonnement.

§ 1. (1) Les conversations par abonnement à heures fixes sont autorisées pendant les périodes de faible trafic.

§ 1. (4) Les conversations par abonnement sont soumises à la *moitié* ($\frac{1}{2}$) de l'unité de taxe.

§ 3. Des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

K. Tarifs. Perception des Taxes.

§ 3. *Zones.* Pour la détermination des taxes terminales :

Le territoire de la France est divisé en trois zones.

Le territoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord est divisé en trois zones.

LIMITES DES ZONES :

France.

La première zone comprend les départements ci-après :

Aisne, Ardennes, Aube, Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Marne, Meuse, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Yonne.

La deuxième zone comprend les départements ci-après :

Ain, Allier, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Doubs, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Loire, Loire-Inférieure, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Manche, Marne (Haute), Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Moselle, Nièvre, Puy-de-Dôme, Rhin (Bas), Rhin (Haut), Rhône, Saône (Haute) et Territoire de Belfort, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Savoie (Haute), Sèvres (Deux), Vendée, Vienne, Vienne (Haute), Vosges.

La troisième zone comprend les départements ci-après :

Alpes (Basses), Alpes (Hautes), Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Corrèze, Corse, Dordogne, Drôme, Gard, Garonne (Haute), Gers, Gironde, Hérault, Landes, Loire (Haute), Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Pyrénées (Basses), Pyrénées (Hautes), Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

La première zone comprend les comtés ci-après :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

La deuxième zone comprend les comtés ci-après :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland, York.

La troisième zone comprend : l'Ecosse et l'Irlande du Nord.

TERMINAL CHARGES.

The charges accruing to each terminal Administration per unit call are fixed in the unit defined in Article 24 (Ch. VIII) of the International Telegraph Convention (Revision of Paris 1925) as follows :

France.

Three francs seventy-five centimes (gold) (3 fr. 75) for each call originating in or destined for the first zone.

Six francs (gold) (6 fr.) for each call originating in or destined for the second zone.

Eight francs (gold) (8 fr.) for each call originating in or destined for the third zone.

Great Britain and Northern Ireland.

Three francs seventy-five centimes (gold) (3 frs. 75) for each call originating in or destined for the first zone.

Six francs (gold) (6 fr.) for each call originating in or destined for the second zone.

Eight francs (gold) (8 fr.) for each call originating in or destined for the third zone.

The charges comprise the quota of each of the two Administrations accruing from the transit of submarine cables.

Total of the unit charge in the relations between the different zones :

The total of the unit charge in gold francs for each relation is indicated by the following table :

Relations between	and Great Britain and Northern Ireland		
	1st Zone	2nd Zone	3rd Zone
France, 1st Zone	7.50	9.75	11.75
France, 2nd Zone	9.75	12.0	14.0
France, 3rd Zone	11.75	14.0	16.0

§ (6) The hours of light traffic are as follows :

From 19.30 h. to 8 h. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the period of light traffic, the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit charge.

L. Method of Applications of Charge.

§ (8) (2) A special charge in the case of non-reply from subscribers shall not be levied.

M. Demands for Calls.

§ (3) The number of demands for calls emanating from the same subscriber for the same town is limited to one.

N. Avis d'appel and Préavis.

§ (1) (4) Calls with avis d'appel and préavis are not admitted.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe est fixée dans l'unité définie à l'article 24 (Chap. VIII) du Règlement de service international (Revision de Paris, 1925), comme suit :

France.

A trois francs soixante-quinze centimes (or) (3 fr. 75) pour toute conversation originaire ou à destination de la première zone.

A six francs (or) (6 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la deuxième zone.

A huit francs (or) (8 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la troisième zone.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

A trois francs soixante-quinze centimes (or) (3 fr. 75) pour toute conversation originaire ou à destination de la première zone.

A six francs (or) (6 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la deuxième zone.

A huit francs (or) (8 fr.) pour toute conversation originaire ou à destination de la troisième zone.

Ces taxes comprennent la quote-part de chacune des deux administrations afférentes au transit des câbles sous-marins.

Montant de l'unité de taxe dans les relations entre les diverses zones :

Le montant de l'unité de taxe, en francs-or, est, pour chaque relation, indiqué au tableau suivant :

Relations entre	et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord		
	1 ^{re} zone	2 ^{me} zone	3 ^{me} zone
La France, première zone.	7.50	9.75	11.75
La France, deuxième zone	9.75	12.0	14.0
La France, troisième zone	11.75	14.0	16.0

§ 6. Les heures de faible trafic sont les suivantes :

De 19 heures 30 à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

L. Mode d'application des tarifs.

§ 8. (2) En cas de non-réponse du demandeur ou du demandé, il n'est pas perçu de taxe spéciale sur le demandeur.

M. Demandes de communication.

§ 3. Le nombre des demandes de communication émanant du même correspondant à destination du même réseau, est limité à un.

N. Avis d'appel et préavis téléphoniques.

§ 1. Dernier alinéa. — Les communications avec avis d'appel et préavis téléphoniques ne sont pas admises.

Article V.

The present agreement which supersedes all previous agreements relating to the Anglo-French telephone service, will take effect at the date which shall be fixed by the contracting Administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of the States interested.

It shall remain in force for one year after notice of termination is given by either of the Administrations.

Done in duplicate at London, May 6, 1927.

W. MITCHELL-THOMSON,
*The Postmaster General
of Great Britain and Northern Ireland.*

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE TERMINATION OF THE AGREEMENT¹
OF FEBRUARY 5, 1912. PARIS, JUNE 2 AND JULY 23, 1927.

I.

BRITISH EMBASSY.

(W 8362/962/17.)
No. 456.
(658/2/1927.)

PARIS, *June 2, 1927.*

His Majesty's Embassy presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs, and has the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to bring to their notice the following matter.

2. The Ministry of Foreign Affairs are doubtless aware that the Postmaster General of Great Britain and Northern Ireland and the Secretary General of Posts, Telegraphs and Telephones of France have recently concluded an agreement regulating the telephone service between Great Britain and Northern Ireland and France.

3. This new agreement is to take effect as from the 1st June and will supersede the four agreements which have hitherto regulated the service.

4. Three of these agreements were made between the respective postal administrations, and do not therefore need to be terminated by the two governments concerned. The Ministry of Foreign Affairs will recall that the fourth agreement, on the other hand, is a diplomatic instrument between governments which was signed at Paris on February 5, 1912.

5. Although the latter agreement provides that it shall remain in force for one year after one of the Administrations shall have denounced it, His Majesty's Government in Great Britain have no desire to adhere to that provision, and they presume that, in view of the entry into force of the new agreement, the Government of the Republic will share their view.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IX, page 536.

Article V.

Le présent arrangement qui annule tous accords antérieurs relatifs au service téléphonique franco-britannique, sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif, selon la législation particulière à chacun des Etats intéressés.

Il devra rester en vigueur pendant un an après que l'une ou l'autre des administrations l'aura dénoncé en en donnant avis.

Fait en double à Paris, le 23 mai 1927.

DELETÊTE,
Conseiller d'Etat,
Secrétaire général des Postes, Télégraphes
et Téléphones de France.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT L'ABROGATION DE L'ARRANGEMENT
DU 5 FÉVRIER 1912. PARIS, LES 2 JUIN ET 23 JUILLET 1927.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE

(W 8362/962/17.)

N^o 456.

(658/2/1927.)

PARIS, le 2 juin 1927.

L'Ambassade de Sa Majesté a l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, d'attirer l'attention du Ministère des Affaires étrangères sur la question suivante :

2. Le Ministère des Affaires étrangères n'ignore pas sans doute que le Postmaster General de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et le Secrétaire général des Postes, télégraphes et Téléphones de France ont récemment conclu un arrangement relatif au service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la France, d'autre part.

3. Ce nouvel arrangement doit être mis à exécution à dater du 1^{er} juin et annulera les quatre arrangements qui ont jusqu'ici réglé ce service.

4. Trois de ces arrangements ont été conclus entre les administrations postales respectives et, par conséquent, n'ont pas à être dénoncés par les deux gouvernements intéressés. D'autre part, le Ministère des Affaires étrangères n'ignore pas que le quatrième arrangement est un instrument diplomatique entre gouvernements, qui a été signé, à Paris, le 5 février 1912.

5. Ce dernier arrangement contient une disposition prévoyant qu'il restera en vigueur pendant une année après que l'une ou l'autre des administrations l'aura dénoncé ; toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne ne désire pas voir appliquer cette disposition et présume qu'étant donné l'entrée en vigueur du nouvel arrangement, le Gouvernement de la République sera d'accord avec lui à ce sujet.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 105, page 268.

6. In the event, therefore, of the Government of the Republic signifying their concurrence in the view of His Majesty's Government as above set forth, the latter proposes that the Agreement of February 5, 1912, should be regarded as having terminated on May 31.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET TECHNIQUES.
Sous-Direction des Affaires administratives
et des Unions internationales.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

(W 7094/962/17.)

PARIS, le 23 juillet 1927.

En réponse à une note en date du 2 juin, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de confirmer à l'Ambassade de Grande-Bretagne que l'Administration française est d'accord avec l'Administration britannique pour que les dispositions de l'Arrangement des 6 et 23 mai 1927 soient appliquées à partir du 1^{er} juin.

Cet arrangement annulant tous accords antérieurs relatifs au service téléphonique, il en résulte que ceux-ci, y compris la Convention diplomatique du 5 février 1912, ont cessé, en fait, d'être en vigueur le 31 mai dernier.

Le Gouvernement français se déclare d'accord à ce sujet avec le Gouvernement britannique.

Ambassade de Grande-Bretagne.
Paris.

6. En conséquence, au cas où le Gouvernement de la République signifierait au Gouvernement de Sa Majesté qu'il se rallie à sa manière de voir, telle qu'elle est exposée ci-dessus, le Gouvernement de Sa Majesté propose que l'Arrangement du 5 février 1912 soit considéré comme ayant cessé d'être en vigueur le 31 mai.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF ADMINISTRATIVE
AND TECHNICAL AFFAIRS.
Section for Administrative Affairs
and International Unions.
(W 7094/962/17.)

FRENCH REPUBLIC.

PARIS, *July 23, 1927.*

In reply to a note of June 2, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to confirm to the British Embassy that the French Administration agrees with the British Administration that the provisions of the Agreement of May 6 and 23, 1927, shall be applied as from June 1.

Since this Agreement cancels all previous arrangements with regard to the telephone service, it follows that those arrangements, including the Diplomatic Convention of February 5, 1912, ceased to have effect on May 31, last.

The French Government signifies its agreement with the British Government on this point.

British Embassy,
Paris.

N° 1551.

**ROYAUME - UNI
ET BULGARIE**

Accord concernant la dissolution provisoire du tribunal arbitral mixte anglo-bulgare, signé à Londres, le 17 juin 1927, et note y annexée de la même date.

**UNITED KINGDOM
AND BULGARIA**

Agreement relating to the Provisional Dissolution of the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal, signed at London, June 17, 1927, and Note annexed thereto of the same Date.

No. 1551. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND BULGARIA RELATING TO THE PROVISIONAL DISSOLUTION OF THE ANGLO-BULGARIAN MIXED ARBITRAL TRIBUNAL. SIGNED AT LONDON, JUNE 17, 1927.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 octobre 1927.

I.

Whereas all cases submitted to the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal under Article 188 of the Treaty of Neuilly-sur-Seine have been determined by the Tribunal or otherwise settled; and whereas there is no prospect of any future case being submitted to the Tribunal in accordance with the Tribunal's Rules of Procedure; and since the continued maintenance of that Tribunal in such circumstances would impose upon His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Bulgarian Government unnecessary expense,

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, represented by Sir William George TYRRELL, G.C.M.G., K.C.V.O., C.B., Permanent Under-Secretary of State for Foreign Affairs, of the one part, and

THE BULGARIAN GOVERNMENT, represented by Pantcho HADJI-MISCHEFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Bulgarians at the Court of His Britannic Majesty, of the other part, have agreed as follows :

(1) The Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal shall be provisionally dissolved as from the 1st May, 1927.

(2) Should any case arise which in the opinion of the competent authorities in His Britannic Majesty's territories or in Bulgaria ought to be tried and determined by the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal under Sections III, IV, V, VI and VII of Part IX of the Treaty of Neuilly-sur-Seine, His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Bulgarian Government shall at once take the necessary measures to reconstitute the Tribunal, the intention of the two Governments being that the provisional dissolution of the Tribunal shall in no way cause injury to or prejudice their own rights or those of British or Bulgarian nationals.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London this 17th day of June, 1927.

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the

League of Nations :

(L. S.) W. TYRRELL.

For Bulgaria :

(L. S.) P. H.-MISCHEFF.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1551. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA BULGARIE, CONCERNANT LA DISSOLUTION PROVISOIRE DU TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE ANGLO-BULGARE. SIGNÉ A LONDRES, LE 17 JUIN 1927.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place October 11, 1927.

I.

Etant donné que toutes les affaires soumises au Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare, en vertu de l'article 188 du Traité de Neuilly-sur-Seine ont été réglées soit par le Tribunal, soit d'une autre manière; considérant qu'aucune autre affaire ne semble à l'avenir devoir être soumise au tribunal, conformément au règlement intérieur de ce dernier; attendu que le maintien du tribunal imposerait, dans ces conditions, des dépenses superflues au Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne et au Gouvernement bulgare;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, représenté par Sir William George TYRRELL, G.C.M.G., K.C.V.O., C.B., sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères, d'une part, et

LE GOUVERNEMENT BULGARE, représenté par M. Pantcho HADJI-MISCHEFF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Bulgares à la Cour de Sa Majesté britannique, d'autre part, sont convenus de ce qui suit:

1^o Le Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare est provisoirement dissous à dater du 1^{er} mai 1927.

2^o Au cas où une affaire quelconque surgirait qui, de l'avis des autorités compétentes dans les territoires de Sa Majesté britannique ou en Bulgarie, devrait être jugée et réglée par le Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare, conformément aux Sections III, IV, V, VI et VII de la Partie IX du Traité de Neuilly-sur-Seine, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne et le Gouvernement bulgare prendront immédiatement les mesures nécessaires pour reconstituer le tribunal, car il est dans l'intention des deux gouvernements que la dissolution provisoire du tribunal ne porte en aucune manière atteinte ou préjudice à leurs propres droits ou à ceux des ressortissants britanniques ou bulgares.

En foi de quoi les soussignés ont revêtu le présent accord de leurs signatures et de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 17 juin 1927.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes les parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations:

(L. S.) W. TYRRELL.

Pour la Bulgarie:

(L. S.) P. H.-MISCHEFF.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN TO THE BULGARIAN MINISTER IN LONDON.

FOREIGN OFFICE.

June 17, 1927.

SIR,

In connection with the Agreement signed this day for the dissolution of the Anglo-Bulgarian Mixed Arbitral Tribunal, I have the honour to assure you on behalf of His Britannic Majesty's Government in Great Britain (1) that their right to call for the reconstitution of the Tribunal will not be exercised in respect of any matters which have formed the subject of claims already brought before the Mixed Arbitral Tribunal and either adjudicated upon or withdrawn, and (2) that with respect to claims against the Bulgarian Government or Bulgarian nationals lodged with the Administrator of Bulgarian property but not proceeded before the Tribunal, no applications will be entertained by His Britannic Majesty's Government in Great Britain.

I have, etc.

(For the Secretary of State.).

W. TYRRELL.

II.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN AU MINISTRE DE BULGARIE A LONDRES.

FOREIGN OFFICE.

Le 17 juin 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de l'accord signé ce jour et concernant la dissolution du Tribunal arbitral mixte anglo-bulgare, j'ai l'honneur de vous donner, au nom du Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, l'assurance : 1^o que celui-ci ne fera pas usage de son droit de demander la reconstitution du Tribunal, en ce qui concerne toutes les affaires ayant été l'objet de revendications qui ont déjà été soumises au Tribunal arbitral mixte et ont été soit jugées, soit retirées ; et 2^o qu'à l'égard des revendications contre le Gouvernement bulgare ou les ressortissants bulgares, dont a été saisi le séquestre des biens bulgares, mais qui n'ont pas été examinées par le tribunal, aucune demande ne sera prise en considération par le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne.

Veuillez, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat.)

W. TYRRELL.

N° 1552.

**ROYAUME - UNI
ET LETTONIE**

Accord concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, signé à Londres, le 24 juin 1927, et échanges de notes y relatifs. Londres, les 4 août/12 septembre 1927, et 31 décembre 1927 et 23 janvier 1928.

**UNITED KINGDOM
AND LATVIA**

Agreement relating to Tonnage Measurement Certificates, signed at London, June 24, 1927, and Exchanges of Notes relating thereto. London, August 4/September 12, 1927, and December 31, 1927, and January 23, 1928.

No. 1552. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE LATVIAN REPUBLIC RELATING TO TONNAGE MEASUREMENT CERTIFICATES. SIGNED AT LONDON, JUNE 24, 1927.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 octobre 1927.*

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENTS IN GREAT BRITAIN, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE IRISH FREE STATE AND THE GOVERNMENT OF INDIA, on the one part, and THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN REPUBLIC, on the other part, have agreed as follows :

1. In view of the fact that the existing laws and regulations in the territories of His Britannic Majesty in regard to measurement of tonnage of merchant ships are in substantial agreement with those of Latvia, British ships furnished with certificates of registry and other national papers duly issued by the competent British authorities shall be deemed by the Latvian authorities to be of the tonnage denoted in the said documents, and shall be exempted from being remeasured in any port or place within Latvian territory or in localities under the control of Latvia, on condition that similar terms shall be accorded to Latvian ships equipped with certificates of registry or other national papers duly issued by the competent Latvian authorities on or after the 4th June, 1925, and that such ships shall be exempted from being remeasured in any place under His Britannic Majesty's sovereignty, authority or jurisdiction.

2. The Government of the Latvian Republic on the one part may by a twelve months' notice in writing addressed to His Britannic Majesty's representative at Riga terminate this agreement either collectively with all or separately with some or any of His Britannic Majesty's Governments enumerated above, including the Government of India.

3. His Britannic Majesty's Governments enumerated above, including the Government of India, may terminate this agreement either collectively, or some or any of them separately, by a twelve months' notice in writing addressed to the Government of the Latvian Republic by His Britannic Majesty's representative at Riga.

4. Subject to the provisions of paragraph 6 of this agreement, in the event of this agreement being separately terminated by or with His Britannic Majesty's Government in Great Britain, it shall cease to apply to all territories under the sovereignty, authority, or jurisdiction of His Britannic Majesty other than Canada, the Commonwealth of Australia (including Papua, Norfolk Island, New Guinea and Nauru), New Zealand (including Western Samoa), the Union of South Africa (including South-West Africa), the Irish Free State and India, and all British ships other than those registered in the territories to which the agreement continues to apply.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1552. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE. SIGNÉ A LONDRES, LE 24 JUIN 1927.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place October 11, 1927.

LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, AU CANADA, DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, EN NOUVELLE-ZÉLANDE, DANS L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD ET DANS L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, AINSI QUE LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

1. Etant donné que les lois et règlements actuellement en vigueur dans les territoires de Sa Majesté britannique, en ce qui concerne le jaugeage des navires de commerce, sont, en substance, conformes à ceux de la Lettonie, les navires britanniques munis de certificats d'enregistrement et autres papiers de bord nationaux dûment délivrés par les autorités britanniques compétentes seront considérés par les autorités lettones comme ayant le tonnage mentionné dans les dites papiers de bord et seront dispensés de l'obligation d'un nouveau jaugeage dans tout port ou lieu situé en territoire letton ou dans les localités placées sous l'autorité de la Lettonie, à la condition qu'un traitement analogue sera accordé aux navires lettons munis de certificat d'enregistrement ou d'autres papiers de bord dûment délivrés par les autorités lettones compétentes à partir du 4 juin 1925 inclus et, en outre, que ces navires seront dispensés de l'obligation d'un nouveau jaugeage en tout lieu placé sous la souveraineté, l'autorité ou la juridiction de Sa Majesté britannique.

2. Le Gouvernement de la République de Lettonie, d'une part, pourra, moyennant un préavis de douze mois notifié par écrit au représentant de Sa Majesté britannique à Riga, dénoncer le présent accord, collectivement cette dénonciation pouvant viser soit l'ensemble des gouvernements de Sa Majesté britannique énumérés ci-dessus, y compris le Gouvernement de l'Inde, soit, séparément, l'un ou plusieurs d'entre eux.

3. Les Gouvernements de Sa Majesté britannique énumérés ci-dessus, y compris le Gouvernement de l'Inde, pourront dénoncer le présent accord, soit collectivement, soit séparément pour l'un ou plusieurs d'entre eux, moyennant un préavis de douze mois notifié par écrit au Gouvernement de la République de Lettonie par le représentant de Sa Majesté britannique à Riga.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 du présent accord, en cas de dénonciation séparée de l'accord, notifiée par le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne ou à ce gouvernement, ledit accord cessera de s'appliquer à tous les territoires placés sous la souveraineté, l'autorité ou la juridiction de Sa Majesté britannique, autres que le Canada, le Commonwealth d'Australie (y compris la Papouasie, l'île Norfolk, la Nouvelle-Guinée et Nauru), la Nouvelle-Zélande (y compris le Samoa occidental), l'Union de l'Afrique du Sud (y compris le Sud-ouest africain), l'Etat libre d'Irlande et l'Inde, ainsi qu'à tous les navires britanniques autres que ceux enregistrés dans les territoires auxquels l'accord demeurera applicable.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

5. In the event of this agreement being separately terminated by or with His Britannic Majesty's Governments in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State or the Government of India, or some or any of them, this agreement shall cease to apply to the territories under the authority or jurisdiction of those Governments respectively by or with whom this agreement has been terminated and to British ships registered in such territories.

6. Notice to terminate this agreement given by or to His Britannic Majesty's Government in Great Britain may, if so desired, exclude Newfoundland and all British ships registered therein from the operation of such notice, or may apply only to Newfoundland and all British ships registered therein as may be declared in the notice.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 24th day of June 1927.

*For His Britannic Majesty's Government
in Great Britain,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*For His Britannic Majesty's Government
in Canada,*

(L. S.) Peter LARKIN.

*For His Britannic Majesty's Government
in the Commonwealth of Australia,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*For the Government of the Latvian
Republic,*

(L. S.) F. VESMANS.

*For His Britannic Majesty's Government
in New Zealand,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*For His Britannic Majesty's Government
in the Union of South Africa,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*For His Britannic Majesty's Government
in the Irish Free State,*

(L. S.) James McNEILL.

For the Government of India,

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

5. En cas de dénonciation séparée, notifiée par les Gouvernements de Sa Majesté britannique au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union de l'Afrique du Sud, dans l'Etat libre d'Irlande ou par le Gouvernement de l'Inde ou par l'un ou plusieurs d'entre eux, ainsi qu'en cas de dénonciation séparée notifiée à ces gouvernements ou à l'un ou plusieurs d'entre eux, le présent accord cessera de s'appliquer aux territoires placés sous l'autorité ou sous la juridiction de ceux de ces gouvernements par lesquels ou auxquels la dénonciation aura été notifiée ainsi qu'aux navires britanniques enregistrés dans ces territoires.

6. Le préavis de dénonciation du présent accord, notifié par le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne ou à ce gouvernement pourra, si cela est jugé désirable, ne pas comprendre Terre-Neuve et tous les navires britanniques qui y sont enregistrés, ou ne s'appliquer qu'à Terre-Neuve et à tous les navires britanniques qui y sont enregistrés, selon les termes du préavis.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 24 juin 1927.

*Pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique
en Grande-Bretagne,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*Pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique
au Canada,*

(L. S.) Peter LARKIN.

*Pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique
dans le Commonwealth d'Australie,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*Pour le Gouvernement de la République
de Lettonie,*

(L. S.) F. VESMANS.

*Pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique
en Nouvelle-Zélande,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*Pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique
dans l'Union de l'Afrique du Sud,*

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

*Pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique
dans l'Etat libre d'Irlande,*

(L. S.) James McNEILL.

Pour le Gouvernement de l'Inde,

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

EXCHANGE OF NOTES.

I

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

No. N 3510/50/59.

4th August, 1927.

SIR.

With reference to the agreement signed on June 24th, 1927, on behalf of His Britannic Majesty's Governments in Great Britain, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and the Irish Free State, and the Government of India on the one part and the Government of the Latvian Republic on the other part, in regard to the measurement of tonnage of merchant ships, I desire to place on record the understanding that the stipulations of this agreement shall not be applicable to Iraq unless notice shall have been given of the desire of the Iraq Government that they shall be so applicable.

I have etc.

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

Monsieur Karlis Students,
etc., etc., etc.

II.

LATVIAN LEGATION.

No. 1647.

(No. 4051/50/59).

LONDON, 12th September, 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 3510/50/59 of the 4th ultimo informing me of your desire to place on record the understanding that the stipulations of the Agreement signed on the 24th June, 1927, on behalf of the Government of the Latvian Republic on the one part and His Britannic Majesty's Governments in Great Britain, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and the Irish Free State, and the Government of India on the other part, in regard to the measurement of tonnage of merchant ships, shall not be applicable to Iraq unless notice shall have been given of the desire of the Iraq Government that they shall be so applicable.

I have, etc.,

(Signed) F. VESMANS,
Minister.

The Right Honourable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
etc., etc., etc.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

FOREIGN OFFICE.

N° N 3510/50/59.

Le 4 août 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'Accord signé le 24 juin 1927 au nom des Gouvernements de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union de l'Afrique du Sud et dans l'Etat libre d'Irlande, ainsi que du Gouvernement de l'Inde, d'une part, et au nom du Gouvernement de la République de Lettonie, d'autre part, concernant le jaugeage des navires de commerce, je désire déclarer officiellement par le présent, qu'il reste entendu que les stipulations de cet accord ne seront pas applicables à l'Irak, tant que n'aura pas été notifié le désir du Gouvernement de l'Irak, de les voir appliquer à ce territoire.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Monsieur Karlis Students
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DE LETTONIE.

N° 1647.

N° 4051/50/59.

LONDRES, le 12 septembre 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 3510/50/59, en date du 4 août, me faisant connaître votre désir de constater officiellement qu'il reste entendu que les stipulations de l'Accord signé, le 24 août 1927, au nom du Gouvernement de la République de Lettonie, d'une part, et au nom des Gouvernements de sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union de l'Afrique du Sud et dans l'Etat libre d'Irlande, ainsi qu'au nom du Gouvernement de l'Inde, d'autre part, concernant le jaugeage des navires de commerce, ne seront pas applicables à l'Irak, tant que n'aura pas été notifié le désir du Gouvernement de l'Irak de les voir appliquer à ce territoire.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) F. VESMANS,
Ministre.

Le Très Honorable
Sir Austen Chamberlain K. G., M. P.,
etc., etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 2 mars 1928.

I.

FOREIGN OFFICE. S. W. I.

No. N 6094/50/59.

December, 31st, 1927.

SIR,

With reference to your note No. 1647 of the 12th September last, regarding the application to Iraq of the stipulations of the agreement which was signed at London on June 24th, 1927, in regard to the measurement of tonnage of merchant ships, I have the honour to inform you that the Iraq Government now desire that the stipulations of that agreement shall be made applicable to Iraq, and to enquire whether the Latvian Government consent thereto. In this event the Iraq Government will be notified that the stipulations of the agreement are considered to be applicable to Iraq as from the date of such consent.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your obedient Servant.

For the Secretary of State :

(Signed) Michael PALAIRET.

Monsieur Fridrichs Vesmanis,
etc., etc., etc.

II.

LATVIAN LEGATION.

(N^o 429/429/59).
No. 138.

23rd January, 1928.

SIR,

I have the honour to refer to my note No. 2 of the 2nd instant, with reference to the Iraq Government's desire that the stipulations of the agreement, signed at London on June 24th, 1927, in regard to the measurement of tonnage of merchant ships shall be applicable to Iraq.

I now have the honour to inform you that my Government consent to the stipulations of the above-mentioned agreement being made applicable to Iraq, as from 20th January, 1928, and that the last Minister for Foreign Affairs has communicated this information directly to His Britannic Majesty's Minister at Riga.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your most obedient, humble Servant.

(Signed) F. VESMANIS.

Minister.

The Right Honourable
Sir Austen Chamberlain, K. G., M. P.,
etc., etc., etc.

ÉCHANGE DE NOTES

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, March 2, 1928.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

N° N. 6094/50/59.

Le 31 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note N° 1647 en date du 12 septembre dernier, concernant l'application, à l'Irak, des dispositions de l'Accord signé à Londres le 24 juin 1927, au sujet du jaugeage des navires de commerce, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Irak désire que les stipulations dudit Accord soient applicables à ce dernier pays, et de vous prier de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement letton y consent. Dans l'affirmative, le Gouvernement de l'Irak sera avisé que les dispositions de l'accord sont considérées comme applicables à l'Irak, à partir de la date dudit consentement.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) Michael PALAIRET.

Monsieur Fridrichs Vesmanis,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DE LETTONIE.

(N° 429/429/59).
N° 138.

Le 23 janvier 1928.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à ma note N° 2, en date du 2 courant, relative au désir exprimé par le Gouvernement de l'Irak concernant l'extension à ce pays des dispositions de l'Accord signé à Londres, le 24 juin 1927, au sujet du jaugeage des navires de commerce.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement consent à ce que les dispositions de l'accord susmentionné soient appliquées à l'Irak, à partir du 20 janvier 1928 ; je tiens également à vous aviser que le précédent Ministre des Affaires étrangères a communiqué cette information directement au Ministre de Sa Majesté britannique à Riga.

Veillez agréer, etc.

Le Ministre de Lettonie :
(Signé) F. VESMANIS.

Le Très Honorable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
etc., etc., etc.

N° 1553.

FRANCE ET HONGRIE

Avenant à la Convention commerciale du 13 octobre 1925, avec protocole de signature, signés à Paris, le 18 décembre 1926, et échange de notes y relatif de la même date.

FRANCE AND HUNGARY

Supplementary Agreement to the Commercial Convention of October 13, 1925, with Protocol of Signature, signed at Paris, December, 18, 1926, and Exchange of Notes relating thereto, of the same Date.

N° 1553. — AVENANT¹ A LA CONVENTION COMMERCIALE DU 13 OCTOBRE 1925. SIGNÉ A PARIS, LE 18 DÉCEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 13 octobre 1927.

Par application de l'article 32 de la Convention² commerciale du 13 octobre 1925, LE GOUVERNEMENT HONGROIS et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ont procédé à l'examen des modifications et compléments que, pour le développement des échanges entre les deux pays, ils ont cru utile d'apporter à ladite convention.

Ils ont, en conséquence, convenu et arrêté ce qui suit :

Article premier.

La liste A annexée à la Convention du 13 octobre 1925 est modifiée comme suit :

LISTE A.

PRODUITS FRANÇAIS POUR LESQUELS LES DROITS DU TARIF DOUANIER HONGROIS SONT RÉDUITS EN VERTU DE LA PRÉSENTE CONVENTION.

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
ex 23	Fromages : ex a) Munster, Bleu d'Auvergne et du Jura, Gex, Sassenage, Septmoncel, Mont-Cenis, Cantal, Port Salut, Comté (type Gruyère), Comté (type Emmenthal)	70
	ex b) Roquefort, Camembert, Brie, Livarot, Petit-Suisse, demi-sel	70
	<i>Remarque.</i> Le taux conventionnel ne sera accordé qu'aux spécialités françaises ci-dessus énumérées accompagnées d'un certificat d'origine	
ex 30	Coquillages et crustacés frais	110
ex 38	Feuilles, herbes, branches d'ornement et similaires, coupés : ex a) Frais : ex 3. Branches du genre <i>asparagus</i> et <i>medeola asparagoïdes</i> . .	240

¹ Entré en vigueur le 6 juillet 1927.

² Vol. XLVIII, page 9, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1553. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT² TO THE COMMERCIAL CONVENTION OF OCTOBER 13, 1925. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 18, 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 13, 1927.

In pursuance of Article 32 of the Commercial Convention³ of October 13, 1925, THE HUNGARIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT have considered how far it would be advisable to modify and complete the said Convention, with a view to developing commercial transactions between the two countries. They have accordingly agreed upon the following :

Article I.

List A annexed to the Convention of October 13, 1925, is amended as follows :

LIST A.

FRENCH PRODUCTS IN RESPECT OF WHICH THE DUTIES OF THE HUNGARIAN CUSTOMS TARIFF ARE REDUCED UNDER THE PRESENT CONVENTION.

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 23	Cheese : ex (a) Munster, Bleu d'Auvergne and Jura, Gex, Sassenage, Septmoncel, Mont Cenis, Cantal, Port Salut, Comté (Gruyère type), Comté (Emmenthal type)	70
	ex (b) Roquefort, Camembert, Brie, Livarot, Petit Suisse, halvesalt	70
	<i>Note.</i> The conventional rate shall be accorded to the above-mentioned French specialities only if accompanied by a certificate of origin.	
ex 30	Crustaceans and shell fish, fresh	110
ex 38	Leaves, grasses, ornamental branches and similar material, cut : ex (a) Fresh : ex (3) Branches of the genus <i>asparagus</i> and <i>medeola asparagoïdes</i>	240

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force July 6, 1927.

³ Vol. XLVIII, page 9, of this Series.

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
ex 42	Poivre :	
	a) Non moulu	80
	b) Moulu	120
ex 47	Safran	700
	Vanille	400
69	Semences de luzerne	15
ex 72	Semences de légumes, de fleurs et de plantes médicinales, à l'exception de celles rangées sous le N° 68 :	
	b) En emballages de 3 kg. au plus et de 100 gr. au moins	20
ex 78	Abricots et pêches, frais :	
	b) Du 1 ^{er} octobre au 15 juin	15
ex 81	Fraises de jardin :	
	b) Du 1 ^{er} janvier au 31 mai	50
ex 87	Raisins frais :	
	a) Du 15 novembre au 31 décembre	40
	b) Du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	30
90	Citrons et cédrats	3
91	Oranges et mandarines	6
92	Citrons, oranges et cédrats, ainsi que leurs pelures, conservés à l'eau salée	1
94	Dattes :	
	a) Empaquetées pour la vente au détail, en emballages de moins de 5 kg.	100
	b) En emballages autres	50
ex 97	Amandes sèches	12
	<i>Remarque.</i> Pour la fabrication d'huile d'amande, sur permis spécial moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	Exemptes
98	Noisettes :	
	a) En coques	8
	b) Sans coques	14
ex 103	Olives fraîches	20
ex 110	Choux-fleurs :	
	a) Du 1 ^{er} novembre au 31 mars	8
125	Eaux-de-vie de vin :	
	a) En fûts ou autres récipients de plus de 2 litres	300
	b) En récipients de 2 litres ou moins	360
	<i>Remarque.</i> Les eaux-de-vie des régions délimitées de Cognac et d'Armagnac, en fûts ou autres récipients de plus de 2 litres et accompagnées d'un certificats des autorités compétentes attestant l'origine et la pureté du produit, conformément à la législation française, à condition que la mise en bouteilles ait lieu sous contrôle des autorités douanières hongroises.	240
	Les mêmes eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac en récipients de 2 litres ou moins	300
126	Liqueurs et autres spiritueux distillés, additionnés de sucre :	
	a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres	400
	b) En récipients de 2 litres ou moins	450
	<i>Remarque.</i> Liqueurs françaises d'orange en bouteilles originales contenant 2 litres au maximum (jusqu'à concurrence de 50 quin- taux par an) accompagnées de certificats d'origine	300
127	Rhum et Arrack :	
	a) En fûts ou autres récipients contenant plus de 2 litres	200
	b) En récipients de 2 litres ou moins	250

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 42	Pepper :	
	(a) Unground	80
	(b) Ground	120
ex 47	Saffron	700
	Vanilla	400
69	Lucerne seed	15
ex 72	Seeds of vegetables, flowers and medicinal plants, except those mentioned in No. 68 :	
	(b) In packages of at least 100 grammes to 3 kg. at most . . .	20
ex 78	Apricots and peaches, fresh :	
	(b) From October 1 to June 15.	15
ex 81	Garden strawberries :	
	(b) From January 1 to May 31	50
ex 87	Fresh grapes :	
	(a) From November 15 to December 31	40
	(b) From January 1 to July 1	30
90	Lemons and cedrats	3
91	Oranges and mandarines	6
92	Lemons, oranges and cedrats and their peel, preserved in brine . .	1
94	Dates :	
	(a) In packages of less than 5 kg. for retail sale	100
	(b) Packed otherwise	50
ex 97	Dried almonds	12
	<i>Note.</i> For the manufacture of almond oil, by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	free.
98	Nuts :	
	(a) With their shell	8
	(b) Without their shell	14
ex 103	Fresh olives	20
ex 110	Cauliflowers :	
	(a) From November 1 to March 31	8
125	Spirits from the distillation of wines :	
	(a) In casks or other containers of more than two litres . . .	300
	(b) In containers of two litres or less	360
	<i>Note.</i> Brandies from the restricted districts of Cognac and Armagnac, in casks or other containers of more than two litres and accompanied by a certificate from the competent authorities attesting the origin and purity of the product in accordance with French legislation, on condition that the bottling takes place under the supervision of the Hungarian Customs authorities	240
	The same brandies of Cognac and Armagnac in containers of two litres or less	300
126	Liqueurs and other distilled spirits, with the addition of sugar :	
	(a) In casks or other containers of more than two litres . . .	400
	(b) In containers of two litres or less	450
	<i>Note.</i> French orange liqueurs in original bottles containing not more than two litres (up to a quantity of 50 quintals a year) accompanied by certificates of origin	300
127	Rum and arrack :	
	(a) In casks or other containers of more than two litres . . .	200
	(b) In containers of two litres or less	250

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
ex 128 b)	Eaux-de-vie de fruits (prunes, mirabelles et cerises) :	
	1° En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres	225
	2° En récipients de 2 litres ou moins	300
ex 131	Vins :	
	a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres	60
	b) En récipients de 2 litres ou moins	240
	<i>Remarque.</i> 1° Les vins bénéficiant d'une appellation d'origine locale ou régionale garantie par la loi française et accompagnés d'un certificat des autorités compétentes constatant leur origine et leur pureté, ainsi que l'année de leur production, à condition d'être mis en bouteilles sous la surveillance de la douane hongroise et de porter leur appellation sur le bouchon	48
	Les mêmes vins en récipients de 2 litres ou moins	110
	2° Les vins de liqueurs de Frontignan et de Banyuls ne titrant pas plus de 16° et importés dans les conditions ci-dessus prévues ne seront pas considérés comme vins de liqueur et bénéficieront des droits ci-dessus stipulés.	
132	Moûts de fruits et vins de fruits ; hydromel	35
ex 133	Vins mousseux :	
	Vins de Champagne accompagnés de leur certificat d'origine délivré par les autorités compétentes françaises comme provenant des régions délimitées et autres vins mousseux bénéficiant d'une appellation d'origine attestée par les autorités compétentes françaises	190
ex 134	Eaux minérales naturelles énumérées au protocole de signature	exemptes
	<i>Remarque.</i> La bouteille seule sera dédouanée au droit qui la concerne.	
ex 159	Chocolat et articles en chocolat :	
	ex c) Bonbons et autres articles de tout genre en chocolat ou fabriqués à l'aide de chocolat, même fourrés	210
ex 163 c)	Câpres en conserve	25
ex 167	a) Extraits de viandes pures, solides ou liquides	60
	b) Pâtés de foie gras	200
	c) Autres pâtes et pâtés	150
168 b)	Poissons, coquillages et crustacés en bocaux ou en boîtes, tubes, etc., hermétiquement fermés :	
	1° Sardines	25
	ex 2° Thon et anchois à l'huile	60
257	Acide tartrique	30
ex 270	Chlorate de potassium et perchlorate de potassium	10
284 b)	Tartrates, autres	40
ex 334	Huiles d'olive :	
	a) En récipients de 25 kg. ou plus, poids brut	4
	b) En récipients de moins de 25 kg., poids brut	8
	<i>Remarque.</i> Les envois seront accompagnés d'un certificat d'analyse émis par un laboratoire officiel français, attestant qu'il s'agit d'huile d'olive pure. En cas de doute, la pureté de l'huile sera examinée pour le compte du destinataire de la marchandise par un laboratoire officiel hongrois.	
349	Térébenthine épaisse, huiles de térébenthine brute, poix de résine	exemptes
350	Huile de térébenthine purifiée	5
ex 367	Savon parfumé, de toilette et médicinal	150
	Poudre de savon, crème de savon, savon pour la barbe	200
ex 384	Colle de poisson	20
ex 407	Pellicules cellulosiques transparentes, en format de 20/20 cm. et plus, correspondant aux échantillons déposés	exemptes
416 b)	Encres d'imprimerie, autres	40

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 128(b)	Spirits made from fruit (plums, mirabelles cherries) :	
	(1) In casks or other containers of more than two litres	225
	(2) In containers of two litres or less	300
ex 131	Wines :	
	(a) In casks or other containers of more than two litres	60
	(b) In containers of two litres or less	240
	<i>Note.</i> (1) Wines entitled to a local or regional appellation in accordance with French law, and accompanied by a certificate from the competent authority stating their origin and purity, as well as the year of their production, on condition that the bottling is carried out under the supervision of the Hungarian Customs authorities and that the appellation is marked on the cork	48
	The same wines in containers of two litres or less	110
	(2) Frontignan and Banyuls liqueur wines of a strength of not more than 16°, and imported in accordance with the above-named conditions, will not be considered as liqueur wines and will benefit by the above-mentioned duties.	
132	Fruit must and fruit wines : mead	35
ex 133	Sparkling wines :	
	Champagne, accompanied by a certificate of origin issued by the competent French authorities as proving that the wine comes from the restricted areas, and other sparkling wines entitled to an appellation of origin attested by the competent French authorities	190
ex 134	Natural mineral waters specified in the Protocol of Signature	Free
	<i>Note.</i> The bottle is dutiable separately at the rate applicable thereto	
ex 159	Chocolate and chocolate goods :	
	ex (c) Bonbons and other goods of all kinds, wholly or partly of chocolate, also if filled	210
ex 163 (c)	Preserved capers	25
ex 167	(a) Pure meat-extracts, solid or liquid	60
	(b) Goose liver (pâté de foie gras)	200
	(c) Other meal pastes and patties	150
168 (b)	Fish, shell-fish and crustaceans in bottles or tins, tubes, etc., hermetically sealed :	
	(1) Sardines	25
	ex (2) Tunny-fish and anchovies in oil	60
257	Tartaric acid	30
ex 270	Chlorate and perchlorate of potassium	10
284 (b)	Tartrates, others	40
ex 334	Olive oil :	
	(a) In containers of 25 kg. or more, gross weight	4
	(b) In containers of less than 25 kg. gross weight	8
	<i>Note.</i> Consignments must be accompanied by a certificate of analysis issued by the official French laboratory, certifying that they consist of pure olive oil. In doubtful cases the purity of the oil must be examined by an official Hungarian laboratory for the consignee.	
349	Turpentine, thickened, crude turpentine oil, resin pitch	Free
350	Refined turpentine oil	5
ex 367	Scented, toilet and medicinal soaps	150
	Soap powder, soap cream, shaving soap	200
ex 384	Fish glue	20
ex 407	Transparent cellulose (<i>cellulosique</i>) sheets 20/20 cm. or more in size corresponding to samples deposited	free
416 (b)	Other printers' ink	40

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
ex 417	Laques et vernis à l'alcool en récipients de 1.000 gr. ou moins, poids brut	45
Observation aux N ^{os} 416 et 417 426	Couleurs à l'huile pour artistes, en tubes ne pesant pas plus de 1.000 gr., poids brut Huiles de rose, de muguet, de tilleul, d'héliotrope, de violette, de jacinthe, de jasmin, de giroflée, de fleur d'oranger, de narcisse, de sureau, de réséda, d'ylang-ylang, d'acacia, ainsi que compositions de toute nature pour parfumer les articles de toilette et les savons.	30
ex 431	Alcoolats français d'orange en tonneaux ou en autres récipients contenant plus de 2 litres, jusqu'à concurrence de 75 quintaux par an avec certificat d'origine	500
ex 433	Graisses parfumées, y compris les brillantines	240
ex 434	Préparations cosmétiques sans alcool, à l'exception des shampooings de toute sorte, des poudres et laques pour polir les ongles	225
435	Parfumerie et préparations cosmétiques de toute sorte, à base d'alcool, ainsi qu'essences à odeur pénétrante ou autrement concentrées :	375
	a) Parfums et essences concentrées	2.500
	b) Autres parfums	1.400
	c) Eaux de Cologne	750
	d) Autres (y compris les eaux dentifrices)	450
450	Bromures de méthyle et d'éthyle	125
	Chlorures et iodures de méthyle et d'éthyle	150
ex 454	Alcaloïdes :	
	b) Autres	7 %
		<i>ad valorem</i>
ex 455 b)	Novocaïnes et produits similaires, valérianate de menthol, anesthésine	175
ex 456	Arséno-benzène et dérivés organiques de l'arsenic, non dénommés au N ^o 459 ; dérivés de la malonyne-urée ; mathénol (sels de solution) ; acide valérianique	175
		10 %
		<i>ad valorem</i>
ex 458	Préparations galéniques (extraits, teintures, onguents, pilules, emplâtres curatifs) et autres médicaments préparés ainsi que matières de toute sorte, que leurs inscriptions, étiquettes, etc., désignent comme étant des remèdes médicaux ou vétérinaires : ex a) Capsules portant des inscriptions françaises indiquant le médicament et le nom du fabricant français, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous-contrôle	30
	b) Emplâtres curatifs	45
	c) Médicaments chimiquement homogènes, conditionnés en tablettes, pour la vente en détail	15 %
	d) Phosphatine Fallières et spécialités analogues	<i>ad valorem</i>
	Vins médicamenteux	180
		10 %
		<i>ad valorem</i>
	Autres	15 %
		<i>ad valorem</i>
		avec droit maximum de 750 couronnes-or exempts
461	Sérums et vaccins	
462	Produits chimiques pour dentistes, ciments dentaires préparés, substances à modeler, émail pour dents, substances à polir les dents	20
463	Ouates et pansements préparés ou apprêtés, pour usages médicaux	140
	<i>Note.</i> Sous réserve de conformité aux prescriptions hongroises.	

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 417	Alcoholic lacquers and varnishes in containers of 1,000 gr. or less, gross weight	45
Note to Nos. 416 et 417	Artists' oil colours in tubes of not over 1,000 gr., gross weight	30
426	Oil of Rose, lily of the valley, lime, heliotrope, violet, hyacinth, jasmine, wall flower, orange blossom, narcissus, elder, mignonette, ylang-ylang, acacia, also compositions of every kind for scenting toilet articles and soaps	500
ex 431	French aromatised orange spirit in casks or other containers of more than two litres, up to a quantity of 75 quintals a year, with certificate of origin	240
ex 433	Perfumed greases, including brilliantine	225
ex 434	Non alcoholic cosmetic preparations with the exception of shampooing of every kind and of nail-polishing powders and lacquers	375
435	Perfumes and cosmetic preparations of every kind with alcohol as base and highly scented or otherwise concentrated essences	
	(a) Concentrated perfumes and essences	2,500
	(b) Other perfumes	1,400
	(c) Eau de Cologne	750
	(d) Other (including tooth waters).	450
450	Methyl and ethyl bromide	125
	Methyl and ethyl chlorides and iodides	150
ex 454	Alkaloids :	
	(b) Others	7 % <i>ad valorem</i>
ex 455 (b)	Novocaine and similar products, valerianate of menthol, anaesthesine	175
ex 456	Arseno-benzol and organic derivatives of arsenic not mentioned under No. 459 ; derivatives of malonyne-urea ; mathenol (solution salts) ; valerianic acid	10 % <i>ad valorem</i>
ex 458	Galenic compounds (extracts, tinctures, ointments, pills, cusalibe plasters) and other prepared medicaments, as well as all substances which from their marks, inscriptions, etc., come under the designation of medical or veterinary remedies :	
	ex (a) Capsules bearing French inscriptions indicating the medicament and name of the French manufacturer by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	30
	(b) Curative plasters	45
	(c) Chemically homogeneous medicaments compounds put up in tablets for retail sale	15 % <i>ad valorem</i>
	(d) Phosphatine Fallières and similar specialities	180
	Medicinal wines	10 % <i>ad valorem</i>
	Others	15 % <i>ad valorem</i>
		with the maximum duty of 750 gold crowns.
461	Sera and vaccines	Free
462	Chemical products for dentists, prepared dental cements, dentists' moulding material, enamel for teeth and tooth-polishing material	20
463	Cotton wool and dressings prepared or dressed for medical use <i>Note.</i> Conforming to the Hungarian regulations.	140

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
464	Révélateurs préparés, en poudre, en cartouches, en tablettes, en solutions concentrées ou pour usage immédiat	75
465	Fixatifs acides et neutres, bains d'or et de platine, produits servant à renforcer, à atténuer, en poudre, en cartouches, en tablettes, en solutions concentrées ou pour usage immédiat	75
ex 479 b)	Feuilles de placage, d'une épaisseur de moins de 1,8 mm. :	
	2° En bois exotique	25
ex 500	Papier de couleur et carton de couleur :	
	b) Autres, ainsi que papier doré, argenté et bronzé	25
522	Papier à cigarettes, confectionné	250
Remarque au N° 534	Catalogues et prospectus commerciaux de maisons françaises	80 % sur le droit des imprimés
ex 540 c)	Brosses à dents à manche d'os	650
549 a)	Fils de coton écrus, à deux ou plusieurs bouts à simple torsion :	
	1° Jusqu'au N° 12 anglais inclusivement	32
	2° Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 27 anglais inclusivement	46
	Au-dessus du N° 27 jusqu'au N° 32 anglais inclusivement	55
	3° Au-dessus du N° 32 jusqu'au N° 50 anglais inclusivement	80
	4° Au-dessus du N° 50 anglais	120
550	Les fils de coton, blanchis, mercerisés, lustrés, teints ou imprimés acquitteront, en plus des droits des fils écrus correspondants, les surtaxes suivantes :	
	a) Blanchis	14
	b) Mercerisés ou lustrés	22
	c) Teints ou imprimés	28
	d) Blanchis et mercerisés ou lustrés	32
	e) Teints ou imprimés et mercerisés	40
	Teints ou imprimés et lustrés	50
ex 551	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail, à l'exception des fils à coudre sur bobines en bois ou tubes en carton :	
	a) En conditionnements de plus de 5 gr. par pièce :	
	1° Fils à deux bouts au plus, en conditionnements de plus de 15 gr. par pièce	200
	2° Autres	320
	b) En conditionnements d'un poids de 5 gr. au plus	420
ex 552	Tissus ordinaires de coton, en fils du N° 50 anglais et au-dessous, présentant en chaîne et en trame 76 fils ou moins dans un carré de 1 cm. de côté :	
	b) Façonnés :	
	4° Imprimés en une ou deux couleurs ou tissés en deux couleurs	300
	5° Imprimés ou tissés en trois ou quatre couleurs	315
	6° Imprimés ou tissés en cinq couleurs ou plus	330
554	Tissus de coton fins, en fils au-dessus du N° 50 anglais jusqu'au N° 100 anglais inclusivement :	
	a) Ecrus	175
	b) Blanchis	300
	c) Teints	320
	d) Imprimés en une à quatre couleurs, ou tissés en deux couleurs	400
	e) Imprimés en cinq couleurs ou plus, ou tissés en plus de deux couleurs	430
555	Tissus de coton très fins, en fils au-dessus du N° 100 anglais :	
	a) Ecrus	220
	b) Blanchis	320
	c) Teints	400

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
464	Developers, packed, in the form of powder, cartridges or tablets and concentrated solutions or for immediate use	75
465	Acid and neutral fixatives, gold or platinum baths, strengthening and reducing products in the form of powder, cartridges, tablets and concentrated solutions or for immediate use	75
ex 479 (b)	Veneers of wood having a thickness of less than 1.8 mm.	
	(2) Of exotic wood	25
ex 500	Coloured paper and cardboard :	
	(b) Other, also gilded, silvered or bronzed paper	25
522	Cigarette paper, complete	250
Note to No. 534	Catalogues and commercial prospectuses of French firms	80 % of the duty on printed matter.
ex 540 (c)	Tooth brushes with bone handles	650
549 (a)	Cotton yarn unbleached of two or more threads, single twist :	
	(1) Up to and including No. 12 English	32
	(2) Over No. 12 English up to and including No. 27 English	46
	Over No. 27 English up to and including No. 32 English	55
	(3) Over No. 32 English up to and including No. 50 English	80
	(4) Over No. 50 English	120
550	Cotton yarns, bleached, mercerised, glazed, dyed or printed, are subject to the following additional duties on the corresponding class of the respective unbleached yarns :	
	(a) Bleached	14
	(b) Mercerised or glazed	22
	(c) Dyed or printed	28
	(d) Bleached and mercerised or glazed	32
	(e) Dyed or printed and mercerised	40
	Dyed or printed and glazed	50
ex 551	Cotton yarn put up for retail sale, except sewing thread on wooden reels or cardboard tubes :	
	(a) In packages weighing more than 5 gr. each :	
	(1) Yarn not exceeding 2 threads, in packages weighing more than 15 gr. each	200
	(2) Other	320
	(b) In packages weighing not more than 5 gr. each	420
ex 552	Common cotton fabrics of No. 50 English yarn or lower counts, having in warp and weft 76 threads or less par sq. cm. :	
	(b) Figured :	
	(4) Printed in one colour or 2 colours or woven in 2 colours	300
	(5) Printed or woven in 3 or 4 colours	315
	(6) Printed or woven in 5 or more colours	330
554	Fine cotton fabric of yarn over No. 50 up to No. 100 English inclusive :	
	(a) Unbleached	175
	(b) Bleached	300
	(c) Dyed	320
	(d) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours, or woven in 2 colours	400
	(e) Printed in 5 or more colours or woven in more than 2 colours	430
555	Very fine cotton fabrics of yarn over No. 100 English :	
	(a) Unbleached	220
	(b) Bleached	320
	(c) Dyed	400

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
555 Observation aux N ^{os} 554 et 555	Tissus de coton très fins, etc. (<i>suite</i>) : d) Imprimés en un à quatre couleurs ou tissés en deux couleurs . e) Imprimés en cinq couleurs ou plus, ou tissés en deux couleurs Les tissus de coton des N ^{os} 554 et 555 mercerisés à la pièce ou les tissus de coton des N ^{os} 554 et 555 composés entièrement ou partiellement de fils mercerisés ou lustrés sont soumis à une surtaxe de 20 couronnes.	500 550
556	Châles et fichus en coton, tissés de dimension (mais non écus) ou imprimés, en pièces ou découpés, même simplement ourlés . . .	340
557	Mouchoirs de poche en coton, tissés de dimension (mais non écus) ou imprimés en pièces, ainsi que les tissus dits Tetra.	340
559	Velours et tissus veloutés de coton : a) Pesant 650 gr. et plus au mètre carré	400
563	b) Pesant moins de 450 gr. au mètre carré	600
572	Fils de lin, conditionnés pour la vente au détail : a) Ecrus : 1 ^o Simples 2 ^o A plusieurs bouts ou retors b) Blanchis, teints : 1 ^o En conditionnement de plus de 5 gr. par pièce : α) Fils à deux bouts au plus, en conditionnement de plus de 15 gr. par pièce β) Autres 2 ^o En conditionnement de 5 gr. au plus par pièce	50 100 200 280 450
573	Batistes, gazes, linons et autres tissus non serrés, en lin, chanvre, ramie	750
583	Velours et tissus veloutés, en lin, chanvre, jute et en autres matières textiles végétales, le coton excepté	375
	Fils peignés : a) Ecrus, simples : 1 ^o Jusqu'au N ^o 16 métrique inclusivement Du N ^o 16 jusqu'au N ^o 32 métrique inclusivement 2 ^o Au-dessus du N ^o 32 métrique jusqu'au N ^o 48 métrique inclusivement 3 ^o Au-dessus du N ^o 48 métrique b) Ecrus, doubles ou à plusieurs bouts : 1 ^o Jusqu'au N ^o 16 métrique inclusivement Du N ^o 16 jusqu'au N ^o 32 métrique inclusivement 2 ^o Au-dessus du N ^o 32 métrique jusqu'au N ^o 48 métrique inclusivement 3 ^o Au-dessus du N ^o 48 métrique c) Blanchis, teints, imprimés ou mélangés, simples : 1 ^o Jusqu'au N ^o 16 métrique inclusivement Du N ^o 16 jusqu'au N ^o 32 métrique inclusivement 2 ^o Au-dessus du N ^o 32 métrique jusqu'au N ^o 48 métrique inclusivement 3 ^o Au-dessus du N ^o 48 métrique d) Blanchis, teints, imprimés ou mélangés, doubles ou à plusieurs bouts : 1 ^o Jusqu'au N ^o 16 métrique inclusivement Du N ^o 16 jusqu'au N ^o 32 métrique inclusivement 2 ^o Au-dessus du N ^o 32 métrique jusqu'au N ^o 48 métrique inclusivement 3 ^o Au-dessus du N ^o 48 métrique	60 65 80 100 70 75 100 125 78 81 100 118 90 93 118 143

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
555 Note to Nos. 554 and 555	Very fine cotton fabrics, etc. (<i>continued</i>) : (<i>d</i>) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours or woven in 2 colours . . . (<i>e</i>) Printed in 5 or more colours or woven in 2 colours . . . Mercerised cotton piece goods falling under these numbers, or cotton fabrics consisting entirely or in part of mercerised or glazed yarns, are subject to a surtax of 20 crowns	500 550
556	Cotton shawls and neckerchiefs woven, with indication for cutting (but not unbleached) or printed in the piece or cut out, simply hemmed or not	340
557	Cotton handkerchiefs woven with indication for cutting (but not unbleached) or printed, in the piece or cut out, and fabrics known as Tetra	340
559	Cotton velvet and tissue similar to velvet : (<i>a</i>) Weighing 450 gr. and more per sq. m. (<i>b</i>) Weighing less than 450 gr. per sq. m.	400 600
563	Flax yarn put up for retail sale : (<i>a</i>) Unbleached : (1) Single (2) Of several threads or twisted (<i>b</i>) Bleached, dyed : (1) In packets of more than 5 gr. each : (<i>a</i>) Yarn of 2 threads or less, in packages of over 15 gr. each (<i>b</i>) Other yarns (2) In packages of 5 gr. or less each	50 100 200 280 450
572	Batiste, gauze, lawn and other open-woven fabrics of linen, hemp or ramie	750
573	Velvet and tissues similar to velvet of flax, hemp, jute and other vegetable textile materials, except cotton	375
583	Combed yarn : (<i>a</i>) Unbleached, single : (1) Up to and including No. 16 metric Over No. 16 up to and including No. 32 metric (2) Over No. 32 up to and including No. 48 metric (3) Over No. 48 metric (<i>b</i>) Unbleached, of 2 or more threads : (1) Up to and including No. 16 metric Over No. 16, up to and including No. 32 metric (2) Over No. 32 metric, up to and including No. 48 metric (3) Over No. 48 metric (<i>c</i>) Bleached, dyed, printed or mixed, single : (1) Up to and including No. 16 metric Over No. 16, up to and including No. 32 metric (2) Over No. 32 metric, up to and including No. 48 (3) Over No. 48 metric (<i>d</i>) Bleached, dyed, printed or mixed of 2 or more threads : (1) Up to and including No. 16 metric Over No. 16, up to and including No. 32 metric (2) Over No. 32 metric, up to and including No. 48 metric (3) Over No. 48 metric	60 65 80 100 70 75 100 125 78 81 100 118 90 93 118 143

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
584	Fils de laine conditionnés pour la vente au détail	200
ex 586	Châles et fichus en laine, tissés de dimension (mais non écrus) ou imprimés, en pièces ou découpés, même simplement ourlés, pesant moins de 200 gr. par mètre carré :	
	Imprimés	700
	Autres	650
ex 587	Tissus de laine non dénommés :	
	ex d) Gabardines pesant jusqu'à 280 gr. au mètre carré :	
	Ecrus	380
	Teints	420
	e) Pesant 200 gr. ou moins au mètre carré, jusqu'à 160 gr. inclusivement :	
	1 ^o Ecrus	500
	2 ^o Teints ou tissés en couleurs	570
	3 ^o Imprimés	620
	Pesant moins de 160 gr. par mètre carré :	
	1 ^o Ecrus	250
	2 ^o Teints ou tissés en couleurs	290
	3 ^o Imprimés	360
588	Velours et tissus veloutés en laine	420
ex 591	Soie naturelle moulinée :	
	b) Soie à coudre et soie à broder, à torsion double ou multiple :	
	1 ^o Ecrues ou blanchies	400
	2 ^o Teintes	600
ex 592	Chappe et bourrette de soie, simples ou retorses :	
	b) Teintes	400
594	Fils de chappe, de bourre de soie ou de soie artificielle, doublés entre eux ou avec d'autres matières textiles, ou retors :	
	a) Ecrus ou blanchis	80
	b) Teints	120
595	Fils de soie conditionnés pour la vente au détail :	
	a) De soie naturelle	1.000
	b) De bourre de soie	750
	c) De soie artificielle	500
596	Gazes, tissus de soie, façon crêpe et voile	2.500
597	Autres tissus de soie :	
	a) Unis :	
	1 ^o Ecrus	1.800
	Blanchis ou teints en noir	2.100
	2 ^o Teints d'une autre couleur, imprimés ou tissés en couleurs	2.400
	b) Façonnés :	
	1 ^o Ecrus, blanchis ou teints en noir	2.300
	2 ^o Teints d'une autre couleur, imprimés ou tissés en couleurs	2.700
598	Gaze à bluter	750
599	Velours et tissus façon velours, en soie	2.700
600	Tissus en mi-soie, c'est-à-dire tissus dans lesquels la chaîne ou la trame ne sont ni en soie, ni en soie artificielle, si la proportion de ces matières dépasse 15 % :	
	a) Unis :	
	1 ^o Ecrus	1.800
	2 ^o Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs	2.200
	b) Façonnés :	
	1 ^o Ecrus	2.000
	2 ^o Blanchis, teints imprimés ou tissés en couleurs	2.500
601	Velours et tissus façon velours, en mi-soie	2.700

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
584	Wool yarn put up for retail sale	200
ex 586	Woollen shawls and neckerchiefs woven with indication for cutting (but not unbleached) or printed, in the piece or cut out, simply hemmed or not, weighing less than 200 gr. per sq. m. : Printed	700
	Others	650
ex 587	Woollen tissues not mentioned elsewhere : ex (d) Gabardines weighing up to 280 gr. per sq. m. : (2) Unbleached	380
	(2) Dyed	420
	(e) Weighing 200 gr. or less per sq. m. up to 160 gr. inclusive : (1) Unbleached	500
	(2) Dyed or woven in colours	570
	(3) Printed	620
	Weighing less than 160 gr. per sq. m. : (1) Unbleached	250
	(2) Dyed or woven in colours	290
	(3) Printed	360
588	Velvet and tissues similar to velvet and wool	420
ex 591	Natural twisted silk : (b) Sewing and embroidery silk, double or multiple twist : (1) Unbleached or bleached	400
	(2) Dyed	600
ex 592	Schappe and floss silk, single or twisted : (b) Dyed	400
594	Yarn of schappe, floss silk or artificial silk, doubled with these or other textile materials, or twisted : (a) Unbleached or bleached	80
	(b) Dyed	120
595	Silk yarn put up for retail sale : (a) Of natural silk	1,000
	(b) Of floss silk	750
	(c) Of artificial silk	500
596	Silk gauze, crepes and voiles	2,500
597	Other silk fabrics : (a) Plain : (1) Unbleached	1,800
	Bleached or dyed black	2,100
	(2) Dyed in any other colour, printed or woven in colours	2,400
	(b) Figured : (1) Unbleached, bleached or dyed black	2,300
	(2) Dyed in any other colour, printed or woven in colours	2,700
598	Silk bolting cloth	750
599	Velvet and tissues similar to velvet, of silk	2,700
600	Fabrics of mixed silk, <i>i.e.</i> , fabrics having warp or weft neither of silk nor artificial silk, if the proportion of these materials is over 15 % : (a) Plain : (1) Unbleached	1,800
	(2) Bleached, dyed, printed or woven in colours	2,200
	(b) Figured : (1) Unbleached	2,000
	(2) Bleached, dyed, printed or woven in colours	2,500
601	Velvet and tissues similar to velvet of mixed silk	2,700

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
602	Tissus en fils de bourette :	
	a) Ecrus	750
	b) Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs	850
ex 613	Article à points de maille et de tricot, en soie :	
	b) Bas	3.000
	c) Gants	3.200
	d) Autres articles, même avec travail de couture	3.500
ex 614	Articles à points de maille et de tricot, en soie artificielle ou en mi-soie (c'est-à-dire additionnés de plus de 15 %, sans dépasser 50 % de fils de soie) :	
	b) Bas	2.500
ex 615	Broderies :	
	c) Sur tissus de soie, de soie artificielle ou de mi-soie	3.000
ex 616	Dentelles et broderies aériennes :	
	b) En lin	1.000
	d) En soie	2.800
	e) En soie artificielle ou en mi-soie	1.800
ex 617	Tulles et tissus à mailles façon tulles, autres que brodés :	
	a) En soie	3.500
	b) En soie artificielle ou en mi-soie	600
618	Tissus pour rideaux et rideaux genre bobinot ou genre dentelle, en pièces (au mètre) ou tissés de dimension, même ourlés	480
ex 619	Articles de passementerie, de rubanerie et de boutonnerie :	
	ex a) En pièces (au mètre) :	
	3° En soie, en soie artificielle ou en mi-soie :	
	α) En soie	1.800
	β) En soie artificielle ou en mi-soie pesant par 100 m. courant :	
	Plus de 250 gr.	1.400
	250 gr. ou moins	1.600
	ex b) Fabriqués de dimension ou confectionnés :	
	1° En soie, en soie artificielle ou en mi-soie :	
	α) En soie	2.200
	β) En soie artificielle ou en mi-soie	2.000
	ex 2° En autres matières textiles, à l'exception des boutons ne	
	fil :	
	α) En laine	1.100
	β) Autres	800
ex 622	Merceries :	
	e) En soie ou en soie artificielle :	
	1° Rubans en velours	3.500
	2° Rubans en tulle ou gaze ou façonnés ou brodés	3.000
	3° Autres :	
	α) En soie	2.600
	β) Combinées de soie artificielle et soie naturelle	1.900
	γ) En soie artificielle	1.600
	f) En mi-soie (c'est-à-dire additionnés de plus de 15 % sans dé-	
	passer 50 % de fils de soie) :	
	1° Rubans en tulle ou gaze ou brodés, ainsi que rubans en velours	1.600
	3° Autres	1.600
629	Vêtements pour dames et fillettes, ainsi que costumes de tout genre	Droit de la partie essentielle la plus imposée, plus une surtaxe de 100 %

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
602	Fabrics of floss silk yarn :	
	(a) Unbleached	750
	(b) Bleached, dyed, printed or woven in colours	850
ex 613	Knitted wares and hosiery of silk :	
	(b) Stockings	3,000
	(c) Gloves	3,200
	(d) Other articles with or without needlework	3,500
ex 614	Knitted wares and hosiery of artificial silk or mixed silk (<i>i.e.</i> silk in which the proportion of silk yarn exceeds 15 per cent but is not more than 50 per cent) :	
	(b) Stockings	2,500
ex 615	Embroidery :	
	(c) On fabrics of silk, artificial silk or mixed silk	3,000
ex 616	Lace and aerieenne embroidery :	
	(b) Of linen	1,000
	(d) Of silk	2,800
	(e) Of artificial silk or mixed silk	1,800
ex 617	Tulles and netted fabrics resembling tulle, not embroidered :	
	(a) Of silk	3,500
	(b) Of artificial or mixed silk	600
618	Fabrics for curtains and curtains of bobbinet or lace style, in the piece (per metre), or woven with indication for cutting, hemmed or not .	480
ex 619	Trimmings, ribbon-makers' and button-makers' articles :	
	ex (a) In pieces (by the metre) :	
	(3) In silk, artificial silk or mixed silk :	
	(α) Of silk	1,800
	(β) In artificial or mixed silk weighing per 100 metres long : More than 250 grammes 250 grammes or less	1,400 1,600
	ex (b) Made with indication for cutting or made up :	
	(1) In silk, artificial silk or mixed silk :	
	(a) Of silk	2,200
	(b) Of artificial silk or mixed silk	2,000
	ex (2) Of other textile materials except buttons made of yarn :	
	(a) Of wool	1,100
	(b) Others	800
ex 622	Small wares (mercery) :	
	(e) Of silk or artificial silk :	
	(1) Velvet ribbons	3,500
	(2) Ribbons of tulle or gauze or figured or embroidered ribbons	3,000
	(3) Others :	
	(α) Of silk	2,600
	(β) Of artificial silk and natural silk combined	1,900
	(γ) Of artificial silk	1,600
	(f) Of mixed silk (<i>i.e.</i> containing over 15 % up to 50 % of silk yarn) :	
	(1) Ribbons of tulle or gauze or embroidered, also velvet ribbons	1,600
	(3) Others	1,600
629	Clothing for ladies and girls, also costumes of every kind	Duty of the highest-rated chief component, plus a surtax of 100 %.

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
ex 630	Lingerie de femme : b) En tissus fins : 1° Non garnie, même avec simple bordure à la machine ou ourlet à jour simple ou étroites broderies appliquées ou étroites dentelles de coton 2° Garnie	Droit du tissu principal, plus une surtaxe de 140% Surtaxe de 170%
ex 633	Articles cousus en matières textiles, non dénommés : Corsets, soutien-gorges	Surtaxe de 75%
	Cravates ; fichus et châles avec ourlets ou bordés de franges, en soie, soie artificielle ou mi-soie, également châles bordés et munis de franges ; guêtres ; bonnets cousus	Surtaxe de 100 %
640	Chapeaux de dames et de fillettes de tout genre, garnis, ainsi que chapeaux de dames et de fillettes en dentelles, tulle, velours, soie ou autres tissus ou en matières non dénommées aux N ^{os} 637 et 639 (à l'exception des articles en fourrures), même non garnis	par pièce : 3
651	Cuir verni :	par 100 kg.
	a) En peaux de bœuf, de cheval, de poulain, de veau ou de mouton, ainsi que celui de cuirs refendus de tout genre	300
	b) Autre	1.200
	<i>Remarque.</i> Cuir verni pour carrosseries de voitures et d'automobiles sur permis spécial moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	35
ex 656 a) 4 et b) 4	Souliers de sport, de plage, de tennis et tous autres souliers du même genre à semelles en caoutchouc ou feutre, allié ou non au cuir	la paire : 1
ex 659	Gants de peaux de chevreau non fourrés timbrés « chevreau » à l'intérieur, de quelque longueur qu'ils soient, même brodés ou autrement ornés dédouanés à Budapest, d'après échantillons déposés au Bureau central de Douane	la paire : 1,20
ex 671	Articles pour usages techniques, en caoutchouc mou :	par 100 kg.
	b) Autres	130
673	Galoches, souliers et bottes pour la neige	150
674	Bandages pour roues, en caoutchouc :	
	a) Bandages pleins :	
	1° Vulcanisés sur bandages de fer	135
	2° Autres	60
	b) Pneumatiques (enveloppes et chambres à air)	220
ex 676	Autres articles en caoutchouc mou :	
	b) Autres	200
ex 678	Tissus et articles à points de maille, recouverts, imprégnés, enduits de caoutchouc ou combinés avec des couches de caoutchouc :	
	a) Entièrement ou partiellement en soie naturelle ou artificielle	900
ex 680	Articles en caoutchouc durci, non dénommés :	
	b) Autres :	
	2° Autres	200
ex 721 c)	Joints de culasse de cylindre et de carter	130
722	Fer brut	1,50
	Alliages de fer	exempts
724	Loupes brutes, lingots, fers ébauchés, à l'exception de ceux tombant sous le N ^o 727	4

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 630	Underwear for women : (b) Of fine fabrics : (1) Untrimmed, with or without plain machined border or plain openwork hem narrow applique embroidery or narrow cotton lace	In addition to the duty on the chief material, a surtax of 140 % A surtax of 170 %
ex 633	(2) Trimmed Sewn articles of textile materials, not mentioned elsewhere : Corsets, brassières Ties, scarves and shawls hemmed or with fringed ends of silk, artificial silk or mixed silk, also shawls edged and trimmed with fringes ; gaiters, sewn caps	Surtax of 75 % Surtax of 100 %
640	Trimmed hats of all kinds for ladies and girls, also ladies' and girls' hats of lace, tulle, velvet, silk, or other fabrics or materials not mentioned under tariff Nos. 637 and 639 (except articles of fur) whether trimmed or not	each : 3
651	Patent leather : (a) Of hides of the ox, horse, colt, calf or sheep, also of split leather of every kind (b) Others : <i>Note.</i> Patent leather for upholstering carriages and motor cars by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	par 100 kg. 300 1,200
ex 656(a) 4 and (b) 4	Shoes for sport, for the beach, for tennis and other similar shoes with soles of rubber or felt, combined or not with leather	35 per pair 1
ex 659	Kid gloves, unlined, marked "chevreau" inside, of all lengths, also embroidered or otherwise trimmed, when cleared at Budapest, corresponding to samples deposited at the head Custom house	per pair 1.20
ex 671	Articles of soft rubber for technical purposes : (b) Others :	per 100 kg. 130
673	Galoshes, snow shoes and boots	150
674	Rubber tyres for wheels : (a) Solid tyres : (1) Vulcanised on iron rims (2) Others (b) Pneumatic (outer covers and inner tubes)	135 60 220
ex 676	Other articles of soft rubber : (b) Others	200
ex 678	Knitted wares and hosiery covered, impregnated or coated with rubber, or combined with layers of rubber : (a) Wholly or partly of natural or artificial silk	900
ex 680	Articles of hardened rubber, not specially mentioned : (b) Others : (2) Others	200
ex 721 (c)	Joints for cylinder heads and for crank chambers	130
722	Raw iron	1.50
	Iron alloys	Free
724	Bloom iron, ingots, raw bands, except those mentioned under 727.	4

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
725 ex 727	Blooms de loupes brutes ou de lingots et platines, à l'exception de ceux tombant sous le N° 727	5
	Acier pour outils et acier fin :	
	a) Acier pour outils :	
	1° En blocs bruts (lingots)	6
	2° En blooms ou platines	8
	3° Laminé ou forgé	14
	4° En bandes laminées à froid	15
	c) Acier fin spécial :	
	1° En blocs bruts (lingots)	15
	2° En blooms ou platines	24
	3° Laminé ou forgé	34
ex 760	Etaux de précision, pesant par pièce :	
	ex b) De 5 à 7 kg.	26
	ex c) De 2 à 5 kg.	32
ex 765	Fraises, alésoires, tarières à vis et tarières à spirale, coins à vis, mandrins de tours, pesant par pièce :	
	a) 250 gr. et plus	60
	b) De 10 à 250 gr.	90
	Poinçons pesant par pièce :	
	c) Moins de 10 gr.	120
766	Fers à rabots, ciseaux à froid, ciseaux, forets non dénommés ailleurs, étampes et autres outils non dénommés	30
794	Radiateurs pour moteurs et véhicules à moteur	160
ex 805	Appareils servant à cuire, à distiller, à raffiner, à évaporer, à vaporiser, à mélanger, condenseurs et condenseurs à surface, cuves fermées, autoclaves et autres machines et appareils similaires pour la fabrication de conserves alimentaires :	
	a) Exclusivement en fer	35
	b) En fer, avec armatures métalliques	60
	c) En majeure partie en métaux, même avec parties en fer, pesant par pièce :	
	1° Plus de 500 kg.	100
	2° 500 kg. et moins, mais plus de 100 kg.	150
	3° 100 kg. et moins	180
ex 806 b) 2	Tracteurs agricoles à force motrice autre, pesant par pièce :	
	α) Plus de 5.000 kg.	60
	β) 5.000 kg. et moins, mais plus de 2.000 kg.	65
	γ) 2.000 kg. et moins	75
ex 807 d) 1 c)	Moteurs pour automobiles, canots automobiles et avions	200
ex 807 e)	Pièces détachées du moteur d'automobiles, canots automobiles et avions (telles que carter de moteur, carburateur, ventilateur, piston, bielle, segment, vilebrequin, bloc-cylindre, culasse, culasse d'échappement, pignon de distribution, arbre à cames, soupape, taquet, clavettes, cuvettes, taquets avec guide, coussinet de bielle en bronze, coussinet de vilebrequin en bronze, bagues de paliers AV et AR d'arbre à cames, volant de moteur) pesant par pièce :	
	ex 2° De 50 kg. à 100 kg.	90
	De 25 kg. à 50 kg.	100
	ex 3° De 5 à 25 kg.	125
	ex 4° 5 kg. ou moins, mais plus de 500 gr. :	
	Carburateurs	300
	Autres	200
	ex 5° 500 gr. ou moins	400

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
725	Blooms of hoop iron or steel ingots and plates, except those enumerated under 727	5
ex 727	Tool steel and fine steel :	
	(a) Tool steel :	
	(1) In rough ingots	6
	(2) In blooms or plates	8
	(3) Rolled or forged	14
	(4) In cold-rolled strips	15
	(c) Special fine steel :	
	(1) In rough ingots	15
	(2) In blooms or plates	24
	(3) Rolled or forged	34
ex 760	Precision vices, weighing each :	
	ex (b) From 5-7 kg.	26
	ex (c) From 2-5 kg.	32
ex 765	Milling cutters, borers, screw-taps and spiral augers, screw wedges, lathe mandrils, weighing each :	
	(a) 250 gr. and more	60
	(b) From 10 gr. to 250 gr.	90
	Stamping dies weighing each :	
	(c) Less than 10 gr.	120
766	Plans irons, cold chisels, chisels, drills not elsewhere mentioned punches and other tools not mentioned	30
794	Coolers for motors and motor vehicles	160
ex 805	Apparatus for boiling, distilling, refining, evaporating, vaporising, mixing, condensers and surface condensers, closed vats, steaming-pans and similar apparatus for the manufacture of preserved food-stuffs :	
	(a) Wholly of iron	35
	(b) Of iron with metal fittings	60
	(c) Mainly of metal, with or without iron parts, weighing each :	
	(1) More than 500 kg.	100
	(2) 500 kg. and less, but more than 100 kg.	150
	(3) 100 kg. and less	180
ex 806 b) 2	Agricultural tractors driven by other power, weighing each :	
	(α) More than 5,000 kg.	60
	(β) 5,000 kg. and less, but more than 2,000 kg.	65
	(γ) 2,000 kg. and less	75
ex 807 d) 1 c)	Engines for automobiles, motor boats and aircraft	200
ex 807 e)	Component parts of engines for automobiles, motor boats and aircraft : (such as engine crank chambers, carburettors, fans, pistons, rods, piston rings, crankshafts, cylinder blocks, ignition chambers, exhaust chambers, transmission gears, camshafts, plugs, tappets, keys (or pins), clutch plates, tappets with guide, bronze bearings for connecting rods and crank shafts, front and rear, camshafts, engine fly wheels) weighing each :	
	ex (2) From 50 kg. to 100 kg.	90
	From 25 kg. to 50 kg.	100
	ex (3) From 5 kg. to 25 kg.	125
	ex (4) 5 kg. or less but exceeding 500 gr. :	
	Carburettors	300
	Others	200
	ex (5) 500 gr. or less	400

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
ex 811	Pompes (y compris les pulsomètres) et les pompes à incendie non dénommées et leurs parties :	
	ex a) Pompes centrifuges, à turbines et à pistons, ainsi que pompes à actions directes et pompes à vapeur à manivelle montées sur châssis, pesant par pièce :	
	3° 100 kg. ou moins	56
	ex b) Pompes à main, à simples ou multiples effets, en majeure partie en fer ne comprenant pas plus de 20 % de métaux . . .	31
	Pompes à membrane ou à diaphragme	38
	Pompes pour jardins	42
	Pompes à ailettes ou semi-rotatives	50
	Pompes à main, à simples ou multiples effets, en majeure partie en métaux	60
812	Pulvérisateurs pour combattre le mildiou	75
ex 826 c) 5	Perceuses d'établis à main pesant par pièce de 15 à 35 kg.	65
830	Machines pour l'industrie textile, à l'exception des machines centrifuges et des machines à laver	exemptes
ex 836	Machines et appareils non dénommés :	
	ex a) Appareils à meules et à mains pesant de 3 à 12 kg.	30
	ex b) En fer :	
	Machines et appareils pour la boulangerie et la charcuterie (tels que machines à pétrir, à mélanger, pour hâcher la viande) ; machines pour torréfier et nettoyer le café et le cacao ; moulins pour cacao, café, pavot et similaires ; machines à boucher ; machines à emballer ; machines à mouler ; fours mécaniques tournants (pour la fabrication du ciment, de la chaux, de la dolomite et de la magnésie) ; malaxeurs ; machines à tresser les câbles, pesant par pièce :	
	ex 1° Plus de 20 kg.	35
	ex 2° 20 kg. et moins, mais plus de 5 kg.	70
	ex 3° 5 kg. et moins	120
	c) En métaux (le poids des parties métalliques constituant plus de 50 % du poids total de la machine)	120
ex 844	Machines à écrire	600
ex 853	Dynamos, moteurs électriques, transformateurs et leurs parties ; machines électriques, même combinées d'une façon inséparable avec des constructions mécaniques, pesant par pièce :	
	d) De 25 à 250 kg.	95
	e) Moins de 25 kg.	120
ex 859 c) et d)	Appareillage électrique pour moteur (démarreur, conjoncteur, disjoncteur, magnéto et dynamo combinée avec les parties ci-dessus) à l'exception des accumulateurs et des lampes	130
ex 862 b) 865	Batteries d'accumulateurs pour automobiles	130
	Charbons électriques :	
	a) Aucune dimension du charbon ne dépassant 100 mm., même avec armature	240
	b) Electrodes en charbon	exemptes
	Autres	10
ex 872	Side-cars pour motocycles	20
874	Cycles sans bandages pneumatiques et parties de cycles, complètement travaillées, ainsi que motocycles sans moteur, ni bandages pneumatiques et parties de motocycles complètement travaillées, à l'exception des moteurs et de leurs parties	100
875	Cycles avec moteur, sans bandages pneumatiques	120

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 811	Pumps (including pulsometers) and fire extinguishing pumps not specially mentioned, and parts thereof : ex (a) Centrifugal, turbine, piston and pumps, also direct acting pumps and steam driven crank pumps mounted on frames, weighing each : (3) 100 kg. or less 56 ex (b) Hand pumps, single or multiple action, chiefly of iron not including more than 20 % of metals 31 Membrane or diaphragm pumps 38 Garden pumps 42 Ribbed or semi-rotary pumps 50 Hand-pumps, simple or multiple effect, chiefly of metal 60	
812	Pulverising apparatus for the destruction of perospere (mildew)	75
ex 826 (c) 5 830	Bench hand boring machines weighing each from 15 to 35 kg. Textile machinery except centrifugals and washing machines	65 free
ex 836	Machines and apparatus not specially mentioned : ex (a) Apparatus for grindstones and for handpower, weighing each from 3 to 12 kg. 30 ex (b) Of iron : Bakers' and pork butchers' machinery and apparatus (such as kneaders, mixers, meat choppers) ; coffee and cocoa roasters and cleaners, cocoa, coffee, poppy and similar mills ; corking machines ; packing machines ; moulding machines ; mechanical revolving kilns (for making cement, lime, dolomite and magnesite) ; malaxators, rope-twisting machines ; weighing each : ex (1) More than 20 kg. 35 ex (2) 20 kg. and less, but more than 5 kg. 70 ex (3) 5 kg. and less 120 (c) Of metal (the weight of metal parts representing more than 50 % of the total weight of the machine) 120	
ex 844	Typewriters	600
ex 853	Dynamos, electric motors, transformers and parts thereof ; electric machines combined or not with inseparable mechanical constructions, weighing each : (d) From 25 to 250 kg. 95 (e) Less than 25 kg. 120	
ex 859 (c) and (d)	Electric apparatus for engines (starters, circuit closing and breaking devices, magnetos and dynamos combined with the above parts) except accumulators and lamps	130
ex 862 (b) 865	Storage batteries for automobiles 130 Electric carbons : (a) When the carbon does not exceed 100 mm. in any dimension with or without fittings 240 (b) Carbon electrodes free Others 10	
ex 872	Side cars for motor cycles	20
874	Cycles without pneumatic tyres and completely finished cycle parts, also motor cycles without engines or pneumatic tyres, and completely finished motor-cycle parts, except engines and their parts	100
875	Cycles with engines, without pneumatic tyres	120

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour-d'or par 100 kg.
876	Châssis d'automobiles et leurs cadres, même démontés, ainsi que les moteurs qui y sont ajustés pesant par pièce :	
	a) 3.000 kg. et plus	60
	b) Moins de 3.000 kg., mais au moins 2.000 kg.	70
	c) Moins de 2.000 kg., mais au moins 1.400 kg.	75
	d) Moins de 1.400 kg., mais au moins 1.200 kg.	85
	2° Moins de 1.200 kg., mais au moins 800 kg.	95
	e) 1° Moins de 800 kg., mais au moins 700 kg.	95
	2° Moins de 700 kg.	125
	<i>Remarques au N° 876 :</i>	
	1° Châssis de véhicules à usage industriel (camions, camionnettes, boulangères, voitures de livraison, etc.) quel que soit leur poids	55
	2° Châssis d'autobus quel que soit leur poids	55
	3° Dispositions relatives à la surtaxe de carrosserie : Les automobiles avec carrosserie, ainsi que les carrosseries importées séparément, sont soumises pour leur poids total au droit correspondant des châssis d'automobiles ; de plus, elles acquittent pour chaque voiture ou pour chaque carrosserie les droits suivants :	
	a) Les véhicules à usage industriel avec carrosserie, ainsi que les carrosseries de ces véhicules	par pièce 100
	b) Automobiles découvertes pour personnes ou leur carrosserie :	
	1° A 2 et 4 places	400
	2° De 5 à 7 places	500
	3° A 8 places et plus	600
	c) Automobiles pour personnes, fermées, limousines ou transformables ou leur carrosserie :	
	1° A 2 et 4 places	600
	2° De 5 à 7 places	750
	3° A 8 places et plus	1.000
	d) Carrosseries de cycle-car montées ou séparées	150
	e) Les autobus à usage public, avec carrosserie, ainsi que les carrosseries d'autobus importées séparément	750
	<i>Remarque.</i> Les balayeuses, arroseuses, pompes et similaires destinées à des services publics, ainsi que les automotrices sont exonérées de toute surtaxe de carrosserie, mais acquittent pour leur poids total, carrosserie comprise, un droit de	par 100 kg. 60
	4° Dispositions relatives aux pièces détachées d'automobiles :	
	a) Les pièces détachées d'automobiles suivantes : cadre de châssis complet, essieux AV complets, pont AR complet, longerons du cadre de châssis	80
	b) Roues pour automobiles, en bois, métalliques pleines, à rayons métalliques	30
	c) Les pièces détachées énumérées dans le protocole de signature	85
ex 877	Avions commerciaux, fuselage et cellules d'avions commerciaux :	
	Éléments de cellules	350
	Pièces détachées pour avions commerciaux	200
	<i>Remarque aux N°s 876 et 877 :</i> Les accessoires d'automobiles et d'avions commerciaux, comme les compteurs de vitesse, les montres d'automobiles, les tachymètres et ampèromètres	75
888	Canots automobiles	125
ex 903	Bougies pour moteurs	130
ex 908	Appareils photographiques, avec ou sans objectif :	
	b) Pour image de 13/18 cm. et moins	100
ex 909	Appareils cinématographiques d'amateurs, avec images inférieures à 18/24 cm.	40

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
876	Automobile chassis and their frames, dismantled or not, also engines adapted thereto, weighing each :	
	(a) 3,000 kg. and more	60
	(b) Less than 3,000 kg. but not less than 2,000 kg.	70
	(c) Less than 2,000 kg. but not less than 1,400 kg.	75
	(d) (1) Less than 1,400 kg. but not less than 1,200 kg.	85
	(2) Less than 1,200 kg. but not less than 800 kg.	95
	(e) (1) Less than 800 kg. but not less than 700 kg.	95
	(2) Less than 700 kg.	125
	<i>Notes to No. 876 :</i>	
	(1) Chassis for industrial automobiles (lorries, vans, bakers' carts, delivery vehicles, etc.) of any weight	55
	(2) Motor-omnibus chassis, of any weight	55
	(3) Regulations concerning the surtax on bodywork : automobiles with bodywork, also bodywork imported separately, are subject, on their total weight, to the duties corresponding to the chassis with, for each car or body, the following additional duties :	
	(a) Vehicles for industrial use with bodywork, also bodywork therefor	each 100
	(b) Open cars for passengers or body work therefor :	
	(1) Two-and four-seaters	400
	(2) Five-to seven-seaters	500
	(3) Eight-seaters and more :	600
	(c) Closed passenger cars, limousines or transformable, or body-work therefor :	
	(1) Two-and four-seaters	600
	(2) From five-to seven-seaters	750
	(3) Eight-seaters and more	1,000
	(d) Body work of cycle-cars attached or separate	150
	(e) Motor omnibuses for public use, with bodywork, or such bodywork imported separately	750
	<i>Note.</i> Sweepers, water-carts, pumps and the like for public service, also self-propelling vehicles are exempt from any surcharge on bodywork, but pay a duty on their total weight, including body-work, of	per 100 kg. 60
	(4) Regulations concerning component parts for automobiles :	
	(a) Detached parts for automobiles : complete chassis frames, complete front axles, complete rear axles, side members of chassis frames.	80
	(b) Automobile wheels of wood, wholly of metal, with metallic spokes	30
	(c) Detached parts enumerated in the Protocol of Signature	85
ex 877	Commercial aeroplanes, fuselage and cabins of commercial aeroplanes :	
	Component parts of cabins	350
	Separate parts for commercial aeroplanes	200
	<i>Note to Nos. 876 and 877 :</i> Accessories of automobiles and commercial aeroplanes, such as speedometers, vehicle clocks, tachometers, amperometers	75
888	Motor-boats	125
ex 903	Sparking plugs	150
ex 908	Photographic apparatus, with or without object glass :	
	(b) For photographs 13 x 18 cm. or less	100
ex 909	Amateurs' cinematograph apparatus with images less than 18 x 24 cm. in size	40

Position du tarif hongrois	Désignation	Droit d'entrée en cour.-or par 100 kg.
ex 942	<i>ex Observation au N° 942</i> : Perles en os ou en écorces de noix de coco, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	60
ex 947	Articles pour fumeurs : ex a) Tuyaux de pipes, fume-cigares et fume-cigarettes et embouchures : 1° Tuyaux de pipes en merisier, forés, sans autres parties ex 2° Tuyaux de pipes forés, en bruyère Tuyaux de pipes finis, fume-cigares et fume-cigarettes, finis ou simplement forés en merisier, tous sans embouchure ex 3° Tuyaux de pipes, fume-cigares et fume-cigarettes en merisier ou bruyère avec leurs embouchures en os ou en corne ex 4° Tuyaux de pipes, fume-cigares et fume-cigarettes en merisier ou bruyère avec leurs embouchures en caoutchouc durci ou en matières autres non dénimmées. ex b) Têtes de pipes et pipes : ex 2° Têtes de pipes et pipes en merisier combinés avec de la corne, du caoutchouc durci ou des matières similaires ex 3° Têtes et pipes en bruyère, combinés avec de la corne, du caoutchouc durci ou des matières similaires	60 60 120 320 350 120 450
ex 948 b)	Pellicules cellulosiques transparentes en format de moins de 20/20 cm. imprimées ou non, correspondant aux échantillons déposés Articles en pellicules cellulosiques transparentes pour l'emballage (sacs, sachets, boîtes) imprimée ou non, correspondant aux échantillons déposés	60 120
957	Fleurs artificielles achevées : a) Non liées en bouquets : 1° En velours, en soie naturelle ou artificielle ou en mi-soie 2° En tissus autres b) Liées en bouquets : 2° Autres.	400 200 500
958	Plumes et imitations de plumes, en garnitures finies, pour chapeaux ou travaillées ou préparées en fourrures de plumes : a) Plumes de queues et d'ailes d'autruches, plumes de hérons, de colibris, de marabouts, d'oiseaux de paradis avec aigrettes ou plumes détachées b) Autres, ainsi qu'imitations de plumes, en poils ou en soies de mammifères	2.000 500
ex 962	Articles de fantaisie : ex b) Boîtes en métal pour poudre comprimée, vides, non argentées, ni dorées, ni garnies de miroir ex e) Boîtes en métal pour poudre comprimée, vides, argentées ou dorées ou garnies de miroir ex f) Ecrins en maroquinerie pour poudre comprimée, vides. Houppes à poudre.	320 1.000 1.000 2.000
ex 965	Papier pour la photographie (y compris les films en papier) sensibilisés aux sels d'argent	180
966	Plaques de verre sensibles à la lumière	25
967	Films non impressionnés, même sans émulsion : a) Films cinématographiques b) Autres.	400 100

No. in Hungarian Tariff	Designation	Import duty in gold crowns per 100 kg.
ex 942	ex <i>Note to No. 942</i> : Heads of bone or coconut bark, by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	60
ex 947	Smokers' requisites : ex (a) Pipe stems, cigar and cigarette holders and mouthpieces :	
	(1) Pipe stems of wild cherry-wood, bored, without other parts	60
	ex (2) Pipe stems, bored, of briar	60
	Finished pipe stems, finished or simple bored, cigar and cigarette holders of wild cherrywood, all without mouthpieces	120
	ex (3) Pipe stems, cigar and cigarette holders of wild cherry-wood or briar, with mouthpieces, of bone or horn	320
	ex (4) Pipe stems, cigar and cigarette holders of wild cherry-wood or briar, with mouthpieces of hard rubber or other materials not specially mentioned	350
	ex (b) Pipe bowls and pipes :	
	ex (2) Pipe bowls and pipes of wild cherry-wood combined with horn, hard rubber or similar materials	120
	ex (3) Pipe bowls and pipes of briar, combined with horn, hard rubber or similar materials	450
ex 948 (b)	Transparent cellulose (<i>cellulosique</i>) sheets, less than 20 × 20 cm. in size, printed or not, corresponding to samples deposited	60
	Articles of transparent cellulose (<i>cellulosique</i>) sheets for packing (bags, sachets, boxes) printed or not, corresponding to samples deposited	120
957	Finished artificial flowers :	
	(a) Not tied in bouquets :	
	(1) Of velvet, natural or artificial silk, or half silk	400
	(2) Of other fabrics	200
	(b) Tied in bouquets :	
	(2) Others	500
958	Feathers and imitation feathers in finished trimmings, for hats, or worked or prepared for feather-boas :	
	(a) Ostrich tail and wing feathers, feathers of the heron, humming bird, marabout, birds of paradise with crest, or loose feathers of these birds	2,000
	(b) Other, also imitation feathers of animal hair or bristles of mammals	500
ex 962	Fancy articles :	
	ex (b) Metal boxes for compressed powder, empty, not silvered, gilt or fitted with a mirror	320
	ex (e) Metal boxes for compressed powder, empty, silvered or gilt or fitted with a mirror	1,000
	ex (f) Fancy leather cases for compressed powder, empty	1,000
	Powder puffs	2,000
ex 965	Photographic paper (including paper films) sensitised with silver salts	180
966	Sensitised glass plates	25
967	Unprinted films with or without emulsion :	
	(a) Cinematographic films	400
	(b) Other	100

Article 2.

La liste B est modifiée comme suit :

LISTE B

ARTICLES HONGROIS BÉNÉFICIAANT, A LEUR ENTRÉE EN FRANCE, DU TARIF MINIMUM.

Numéro du tarif français	Désignation	Observations
	Chevaux	
ex 9	Brebis et moutons.	
ex 14	Gibier	
ex 14 bis	Volailles vivantes	
ex 14 ter	Lapins	
ex 16	Viandes fraîches de mouton	
ex 17 bis	Salamis hongrois ou autre charcuterie fabriquée	
ex 18	Volailles mortes	
ex 18 bis	Chevreaux et cerfs morts, autre gibier mort, lapins morts.	
ex 18 quat.	Foie d'oie frais ou salé	
ex 19	Conserves de viande en boîtes	
ex 19 ter	Pâtés de foie gras en boîtes de fer blanc hermétiquement closes, pesant net plus de 3 kg.	
ex 20 bis	Boyaux.	
ex 23	Laines en masse et en peaux autres que d'Australie, du Cap et des Indes.	
ex 26	Plumes à lit	
ex 27	Soies grèges.	
ex 34	Oeufs de volaille	
74	Malt, entier et farine	
80	Légumes secs	
ex 83	Pommes de terre importées pendant les autres périodes.	
ex 85	Prunes, pruneaux secs ou tapés.	
ex 86	Fruits confits ou conservés au sucre ou au miel	
91	Sucres	
ex 93	Bonbons et jus de fruits ci-après dénommés : framboises, griottes, mûres, groseilles, airelles et abricots.	
98	Chocolat	
ex 99	Paprika, moulu	
100	Piment	
ex 126 bis	Fleurs de mauve, de bouillon blanc, de sureau, de datura, de marjolaine ; de sauge, d'absinthe, de mélisse, d'hysope, de menthe et de saponaire ; de tilleul	
ex 128	Bois communs, équarris ou sciés	
129	Pavés en bois débités en morceaux	
130	Merrains	
ex 142 bis	Chanvre peigné	
ex 158	Oignons et aulx frais	
	Tomates conservées au naturel, en purée ou en pâte, même aromatisées au basilic	
164 ter	Paille de millet à balais	
ex 171	Vins blancs ordinaires provenant exclusivement de la fermentation de raisins frais	Contingent

Article 2.

List B is amended as follows :

LIST B.

HUNGARIAN ARTICLES ENTITLED TO THE MINIMUM TARIFF ON ENTRY INTO FRANCE.

No. in the French Tariff	Designation	Remarks
	Horses	
ex 9	Ewes and wethers	
ex 14	Game	
ex 14 (b)	Live poultry	
ex 14 (c)	Rabbits	
ex 16	Fresh mutton	
ex 17 (b)	Hungarian sausage or other pork butchers' products	
ex 18	Poultry, dead	
ex 18 (b)	Venison and dead deer, other game dead and rabbits, dead	
ex 18 (d)	Goose liver, fresh or salted	
19	Meat preserved in tins	
ex 19 (c)	Pâté de foie gras, in hermetically sealed tins, weighing more than 3 kg. net	
20 (b)	Guts	
ex 23	Wool in the mass and skins other than from Australia, the Cape and India	
ex 26	Bed feathers	
ex 27	Raw silk	
ex 34	Eggs of poultry	
74	Malt, grain and flour	
80	Dried vegetables	
ex 83	Potatoes imported during other periods	
ex 85	Plums, prunes dried or drained	
ex 86	Candied or preserved fruit in sugar or in honey	
91	Sugar	
ex 93	Bonbons and juice of the following fruits : raspberries, black cherries, mulberries, gooseberries, bilberries and apricots	
98	Chocolate	
ex 99	Pepper, ground	
100	Pimento	
ex 126 (b)	Flowers of mallow, mullen, elder, datura, marjoran, sage, absinthe, balm-mint, hyssop, mint and soapwort ; lime	
ex 128	Common woods, squared or sawn	
129	Wooden paving blocks	
130	Stave wood	
ex 142 (b)	Combed hemp	
ex 158	Onions and garlic fresh	
	Tomatoes preserved whole, tomato purée or paste whether flavoured with basil or not	
164 (c)	Broom corn straw	
ex 171	Ordinary white wines obtained exclusively from the fermentation of fresh grapes	Quota

Numéro du tarif français	Désignation	Observations
ex 171 bis	Vins de Tokay, titrant douze degrés au moins d'alcool pur, accompagnés d'un certificat d'origine et de pureté délivré par les autorités hongroises	Contingent
172 ter	Bière	
174 bis	Liqueurs	
ex 174 quat.	Eaux minérales naturelles	
ex 0220	Acide valérianique	
ex 314	Tomates conservées et assaisonnées pour servir directement de sauces ou de condiments en sauces ou marmelades	
316	Médicaments composés non dénommés.	
317	Chicorée brûlée ou moulue et succédanés de chicorée torréfiés en grains ou moulus	
318	Amidon proprement dit	
319	Fécules de pommes de terre, maïs et autres	Contingent
327 bis	Caséine pure ou combinée	
361	Lampes électriques à incandescence	Contingent
464	Carton assemblé en boîtes recouvertes ou non de papier blanc ou de couleur	
ex 470	Imprimés servant à la présentation et à l'utilisation des produits hongrois	
ex 505	Compteurs de tours d'électricité, d'eau, de gaz, de filature et, en général, tous compteurs ou appareils dans lesquels entre un mouvement d'horlogerie : Petits compteurs (jusqu'à 5 kg. l'un) et les parties assemblées de ces compteurs.	Contingent
510	Compteurs pesant plus de 5 kg. l'unité	Contingent
511	Machines à vapeur fixes, etc.	
512	Machines routières et rouleaux compresseurs à vapeur, à pétrole, à benzine, à alcool, etc.	
ex 512 bis	Pompes.	Contingent
ex 522	Batteuses pesant plus de 500 kg.	Contingent
524	Machines dynamo-électriques	
ex 524 bis	Régulateurs de résistance électrique, embrayages à friction électromagnétiques	Contingent (v. liste C)
ex 536	Induits	Contingent
ex 536	Appareils repris sous ce numéro, induits exceptés	Contingent
536 ter	Aimants autres que les électro-aimants	Contingent
ex 537	Outils emmanchés ou non : Autres outils	Contingent (v. liste C)
558	Constructions métalliques en fer et en acier	
ex 568	Articles de ménage, etc. : Emaillés-unis, étamés Emaillés-décorés sans or Marbrés ou granités sans or En feuilles { Emaillés, décorés, avec or non { Marbrés ou granités avec or ouvrées { Imprimés en plus de deux couleurs ou en or	
ex 574	Articles de lampisterie	Contingent (v. liste C)
ex 577	Petits tubes pour pâtes dentifrices et similaires	
ex 581	Fusils de chasse, pistolets automatiques à répétition	
595	Futailles vides	
ex 596	Balais de sorgho	

No. in the French Tariff	Designation	Remarks
ex 171 (b)	Tokay wines of a strength of not less than 12 degrees of pure alcohol, accompanied by a certificate of origin and purity issued by the Hungarian authorities	Quota
172 (c)	Beer	
174 (b)	Liqueurs	
ex 174 (d)	Natural mineral waters	
ex 0220	Valerianic acid	
ex 314	Preserved tomatoes seasoned for use as sauces or condiments in sauces or ketchup	
316	Medicinal compounds not specified	
317	Roasted or ground chicory and chicory substitutes roasted in grains or ground	
318	Starch properly so called	
319	Feculae of potatoes, maize and other	Quota
327 (b)	Casein pure or combined	Quota
361	Incandescent electric lamps	Quota
464	Cardboard boxes whether covered over in white or coloured paper or not	
ex 470	Printed matter for showing or using Hungarian products	
ex 505	Electrometers, water and gas meters and spinning mill meters, and in general all meters or measuring apparatus fitted with clock movements : Small meters (up to 5 kg. each) and assembled parts thereof	Quota
	Meters weighing more than 5 kg.	Quota
510	Stationary steam-engines, etc.	
511	Portable steam-engines, including boilers	
512	Traction engines and rollers : steam, petrol, benzine, spirit, etc.	
ex 512 (b)	Pumps	Quota
ex 522	Threshing machines, weighing over 500 kilogrammes	Quota
524	Dynamo-electric machines	Quota
ex 524 (b)	Electric resistance regulators, electro-magnetic friction couplings	(See list " C ")
ex 536	Dynamo-armatures	Quota
ex 536	Apparatus included in this number, armatures excepted	Quota
536 (c)	Magnets other than electro-magnet	Quota
ex 537	Tools with or without handles : Other tools	Quota (See list " C ")
558	Manufactures of iron and steel	
ex 568	Household wares, etc. : Plain enamel, tinned Enamel decorated without gold Marble or granite without gold In plain sheets } Enamel, decorated with gold } Marble or granite with gold } Printed in more than two colours or in gold	
ex 574	Articles for lamps	Quota (See list " C ")
ex 577	Small tubes for dental paste and the like	
ex 581	Sporting guns, automatic repeating pistols	
595	Empty casks	
ex 596	Brooms made of sorghun	

Numéro du tarif français	Désignation	Observations
600	Bois rabotés, rainés et (ou) bouvetés, planches, frises ou lames de parquet, rabotées, rainées et (ou) bouvetées	
601	Portes, fenêtres, jalousies, persiennes, volets roulants, stores en bois, lambris et pièces de menuiserie, assemblées ou non	
ex 602 bis	Cannes, poignées et manches de parapluies et d'ombrelles	
ex 603 quat.	Placages et contreplacages	
ex 620	Jouets en caoutchouc mou	
ex 640 quat.	Cannes, poignées et manches de parapluies et d'ombrelles	
ex 641 bis	Cannes, poignées et manches de parapluies et d'ombrelles	
644	Brosserie	
ex 644 bis	Pinceaux	

Article 3.

La liste C est modifiée comme suit :

LISTE C

PRODUITS HONGROIS BÉNÉFICIAANT A LEUR ENTRÉE EN FRANCE DE POURCENTAGES DE RÉDUCTION SUR LE TARIF GÉNÉRAL.

Numéro du tarif français	Désignation	Réduction
ex 110	Huile de tournesol et de colza	45 %
185	Ciments	37,50 %
216	Essieux coudés pour locomotives, en fer ou en acier :	
	a) Bruts	45 %
	b) Travillés	45 %
217	Essieux pour automobiles, en fer ou en acier :	
	a) Bruts	45 %
	b) Travillés	45 %
ex 221	Cuivre pur ou allié, laminé ou battu en barres de toutes sections, en planches ou en fils	56,25 %
0193	Alcool amylique	60 %
0221	Valériانات autres	18,75 %
0344	Adrénaline et ses sels	40 %
0357	Lécithine	40 %
0361	Pancréatine	40 %
0363	Pepsine	40 %
ex 332	Briques à base de magnésie	56,25 %
359	Bouteilles, fioles et flacons :	
	D'une capacité d'un demi-litre et plus :	
	Pleins	67,50 %
	Vides	56,25 %
	D'une capacité inférieure à un demi-litre	45 %
ex 363	Fils de chanvre, purs, non polis	30 %
ex 363 bis		
ex 367	Ficelles et cordages en chanvre	60 %

No. in the French Tariff	Designation	Remarks
600	Wood, planed, grooved or tongued, planks, strips, and veneers for floors, planed, grooved or tongued	
601	Doors, windows, Venetian blinds or shutters, roll shutters, roller blinds, wood panelling and joiners' wares put together or not	
ex 602 (b)	Walking sticks, handles and umbrella and parasol handles	
ex 603 (d)	Veneer and ply wood	
ex 620	Toys of soft rubber	
ex 640 (d)	Walking sticks, handles and umbrella and parasol handles	
ex 641 (b)	Walking sticks, handles and umbrella and parasol handles	
644	Brush-makers' ware	
ex 644 (b)	Paint brushes	

Article 3.

List C. is amended as follows :

LIST C.

HUNGARIAN PRODUCTS ENTITLED ON ENTRY INTO FRANCE TO A PERCENTAGE REDUCTION ON THE GENERAL TARIFF.

No. in the French Tariff	Designation	Reduction
ex 110	Sunflower and rape oil	45 %
185	Cement	37.50 %
216	Crank axles for locomotives, of iron or steel :	
	(a) Rough	45 %
	(b) Worked	45 %
217	Axles for automobiles, of steel or iron :	
	(a) Rough	45 %
	(b) Worked	45 %
ex 221	Copper, pure or alloyed, rolled or hammered in bars of all sections, in plates or wire	56.25 %
0193	Amylic alcohol	60 %
0221	Valerianates, other	18.75 %
0344	Adrenaline and its salts	40 %
0357	Lecithine	40 %
0361	Pancreatine	40 %
0363	Pepsine	40 %
ex 332	Bricks based on magnesia, etc.	56.25 %
359	Bottles, phials and flasks :	
	With a capacity of ½ litre and over :	
	Filled	67.50 %
	Empty	56.25 %
	Of a capacity of less than ½ litre	45 %
ex 363	Yarns of hemp, pure, not glazed	30 %
ex 363 (b)		
ex 367	String and cordage of hemp	60 %

Numéro du tarif français	Désignation	Réduction
ex 459 bis	Broderies en couleurs sur tissus de coton, en coton mercerisé ou soie artificielle.	60 %
ex 461 qual.	Papier sensibilisé	48,75 %
ex 470	Imprimés de tout genre, autres, etc., à l'exception de ceux repris à la liste B	56,25 %
ex 505	Compteurs de tours d'électricité	Droits <i>ad val.</i> : 24,444 % Droits spécifiques : 30 %
ex 512 bis	Pompes, machines hydrauliques.	47,333 % 46,666 % 46,666 % 45 % (voir liste B)
ex 522	Faucheuses, moissonneuses, moissonneuses-lieuses, quel que soit leur poids. Autres	18,75 % 37,50 %
524	Machines dynamo-électriques	20,9375 % 18,75 % 19,375 % 18,75 % 18,75 % 17,083 % 16,75 % 19,285 % 18,452 % (voir liste B)
524 bis	Appareils électriques et électrotechniques : Contenant des enroulements	18,75 % 20,50 % 19 % 16 % 19,285 % 18,452 %
	Ne contenant pas d'enroulements	20 % 17,50 % 19,285 % 16,428 % 18,75 % (Voir liste B)
525 bis	Machines pour la minoterie, etc.	37,50 %
ex 527	Appareils à sucre	45 %
532	Pièces détachées de machines et de transmission en fonte moulée non malléable, tournées, limées ou ajustées	45 %
533	Pièces détachées de machines, de timonerie, etc.	45 %
533 qq.	Eléments de turbine, etc.	40 %
533 oct.	Bâtis et carcasses de dynamos, etc.	18,75 %
535	Pièces détachées de cuivre, etc.	45 %
535 bis	Pièces détachées de machines, etc.	45 %
535 ter	Fils et câbles isolés	18,75 %
ex 537	Outils : Faux et faucilles Fourches	(Voir liste B) 37,50 % 56,25 %
548	Plumes en métal, etc.	15 %

No. in the French Tariff	Designation	Reduction
ex 459 (b)	Embroideries in colours on cotton tissues, of mercerised cotton or artificial silk	60 %
ex 461 (d)	Sensitised paper	48.75 %
ex 470	Printed matter of all kinds, others, etc., except those mentioned in List B	56.25 %
ex 505	Electrometers	Ad valorem duties : 24.444 % Specific duties : 30 %
ex 512 (b)	Pumps, hydraulic machines	47.333 % 46.666 % 46.666 % 45 % (See List B.)
ex 522	Mowers, reapers, combined reapers and binders, irrespective of weight Others	18.75 % 37.50 % 20.9375 % 18.75 % 19.375 % 18.75 %
524	Dynamo-electric machines	18.75 % 17.083 % 16.75 % 19.285 % 18.452 % (See List B)
524 (b)	Electric and electro-technical apparatus : Containing coils	18.75 % 20.50 % 19 % 16 % 19.285 % 18.452 %
	Not containing coils	20 % 17.50 % 19.285 % 16.428 % 18.75 % (See List B)
525 (b)	Milling machinery, etc.	37.50 %
ex 527	Sugar machinery	45 %
532	Detached parts of machines and of shaft in non-malleable cast-iron, turned, filed, or adjusted	45 %
533	Detached parts of machines steering machinery, etc.	45 %
533 (e)	Component parts of turbines, etc.	40 %
533 (h)	Rough frames and bodies of dynamos, etc.	18.75 %
535	Component parts of copper, etc.	45 %
535 (b)	Component parts of machines, etc.	45 %
535 (c)	Wires and cables insulated for electricity	18.75 %
ex 537	Tools : Scythes and sickles	(See List B.) 37.50 %
	Pitchforks	56.25 %
548	Pens of metal, etc.	15 %

Numéro du tarif français	Désignation	Réduction
ex 555	Ouvrages en fonte moulée (autres que les pièces mécaniques) :	
	Articles de lampisterie	37,50 %
557 bis	Ouvrages en fonte moulée :	
	Poteries et autres objets, etc.	22,50 %
559	Serrures	30 %
559 bis	Cadenas	30 %
559 quat.	Clés, pènes en fer, etc.	37,50 %
561	Câbles de fer et d'acier, etc.	30 %
561 bis	Ronces artificielles.	30 %
562	Ancres	37,50 %
562 bis	Chaînes en fer ou en acier, etc.	30 %
563	Clous, etc.	30 %
565	Pointes, en fil de fer et en acier, etc.	30 %
566	Vis, pitons, gonds, crochets, boulons, rivets, écrous et tous articles non dénommés de boulonnerie ou de visserie, etc.	40 %
566 bis	Les mêmes articles tournés ou décolletés	30 %
566 ter	Rondelles, brisées destinées à faire ressort, etc.	30 %
567	Tubes en fer ou en acier, etc.	37,50 %
567 bis	Tubes et serpentins, emboutis ou sans soudure, etc.	37,50 %
567 ter	Récipients en acier, sans soudure, etc.	30 %
ex 568	Articles de ménage, etc. :	
	Non peints, etc.	(voir liste B)
	Peints, polis, plombés, zingués ou galvanisés, vernissés	
	Cuivrés, étamés-peints, étamés-vernissés	
	Autres qu'en feuilles } Imprimés en une ou deux couleurs sans or	
	non } Emaillés-décorés avec or	
	ouvrées } Marbrés avec or ou granités avec or	
	} Imprimés en plus de deux couleurs ou en or	
ex 568	Réservoirs, foudres, cuves, etc.	30 %
ex 572	Chaudronnerie autre que tubes en cuivre	22,50 %
572 bis	Outils en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, emmanchés ou non	22,50 %
ex 573	Objets d'art et d'ornement, en cuivre ou en bronze, pesant à l'unité plus de 150 gr.	18,75 %
ex 574	Articles de lampisterie	37,50 %
		(voir liste B)
592	Meubles autres qu'en bois courbé	60 %
592 bis		
593		
611	Vannerie	45 %
626	Chapeaux de feutre, de poils et de laine et poils.	60 %

Article 4.

Pour l'application de l'article 5 et du Protocole de signature y afférent, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour ajouter à la liste D les articles ci-après :

- 060 — Eau oxygénée,
- 0344 — Adrénaline et ses sels,
- 0357 — Lécithine,
- 0361 — Pancréatine,
- 0363 — Pepsine,
- ex 0381 — Acétate d'amyle,
- ex 381 bis — Fils de soie artificielle,
- ex 522 — Semoirs.

No. in the French Tariff	Designation	Reduction
ex 555	Articles of cast-iron (other than parts of machines) :	
	Articles for lamps	37.50 %
557 (b)	Articles made of cast-iron :	
	Kitchen pots, utensils, and other articles	22.50 %
559	Locks	30 %
559 (b)	Padlocks	30 %
559 (d)	Keys, iron lock bolts, etc.	37.50 %
561	Cables of iron and steel, etc.	30 %
561 (b)	Barbed wire fencing	30 %
562	Anchors	37.50 %
562 (b)	Chains of iron or steel, etc.	30 %
563	Nails, etc.	30 %
565	Nails of iron wire and steel, etc.	30 %
566	Screws, eye-bolts, hinges, hooks, bolts, rivets, nuts, and all articles in the screw and bolt trade not specified, etc.	40 %
566 (b)	The same articles turned or "décolletés"	30 %
566 (c)	Split washers destined to act as springs, etc.	30 %
567	Tubes of iron or steel, etc.	37.50 %
567 (b)	Tubes and worms, tipped, unwelded, etc.	37.50 %
567 (c)	Receptacles of steel, unwelded, etc.	30 %
ex 568	Household wares, etc. :	
	Not painted, etc.	(See list B)
	Painted, polished, coated with lead, zinc, or galvanised, varnished	
	Coppered, tinned and painted, tinned and varnished	
	Other than in } Printed in one or two colours without gold	
	plain } Enamelled, decorated with gold	
	sheets } Marbled or granited with gold	
	} Printed in more than two colours or in gold	
ex 568	Reservoirs, tuns, vats, etc.	30 %
ex 572	Wares of copper other than copper tubes	22.50 %
572 (b)	Tools of copper, pure or alloyed with zinc or tin, with or without handle	22.50 %
ex 573	Objects of art and ornaments, of copper or bronze, each weighing more than 150 gr.	18.75 %
ex 574	Articles for lamps	37.50 %
		(See list B)
592	Furniture other than bent wood	60 %
592 (b)		
593		
611	Basket ware	45 %
626	Hats of hair felt and of wool and hair	60 %

Article 4.

For the application of Article 5 and the Protocol of Signature relating thereto, the High Contracting Parties agree to add to List D the following articles :

060	Oxygenated water
0344	Adrenalin and its salts
0357	Lecithin
0361	Pancreatin
0363	Pepsin
ex 0381	Amyl acetate
ex 381(b)	Thread of artificial silk.
ex 522	Sowing machines.

Article 5.

Pour l'application de l'article 32, les Hautes Parties contractantes sont d'accord que les modifications par elles apportées en vertu du présent acte à l'Accord du 13 octobre 1925 n'empêcheront point les deux Hautes Parties contractantes de demander ultérieurement une adaptation nouvelle de la Convention du 13 octobre 1925, ainsi que du présent acte, cette revision ne devant point cependant avoir lieu avant le vote du nouveau tarif français.

Toutefois, si ce vote n'intervient pas dans un délai de six mois à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent avenant, ou si l'équilibre des avantages et concessions résultant tant de la Convention du 13 octobre 1925 que du présent avenant se trouvait altéré, soit par des modifications intervenues dans le régime douanier d'une des Hautes Parties contractantes, soit par le traitement que l'une d'elles aurait accordé à une Puissance tierce, au détriment du commerce de l'autre, des négociations seront ouvertes sur la demande de la partie qui se croit lésée.

Dans ces cas, ces négociations commenceront dans le délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande. Si ces négociations n'aboutissent point dans un délai de deux mois, le présent avenant et la Convention commerciale du 13 octobre 1925 prendront fin cinq mois après l'introduction de la demande de révision, sans qu'il soit besoin de dénonciation.

Article 6.

Le présent avenant suivra le sort de la Convention du 13 octobre 1925.

Article 7.

Le présent avenant sera mis en vigueur dans les conditions prévues à l'article 32 de la Convention du 13 octobre 1925. L'échange des ratifications aura lieu à Budapest.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent avenant qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 18 décembre 1926.

(Signé) KORÁNYI.

(Signé) BRIAND.

(Signé) NICKL.

(Signé) BOKANOWSKI.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Les dispositions du protocole de signature annexe à la Convention du 13 octobre 1925 sont remplacées par les dispositions ci-après :

1^o Pour l'application des articles 2 et 3 de la Convention du 13 octobre 1925 :

a) Le Gouvernement français consent à ce que les médicaments composés originaires et en provenance de Hongrie, repris au numéro 316 du tarif français, soient exonérés de la prohibition et bénéficient des droits du tarif minimum s'ils sont conformes aux prescriptions dudit article, aussi longtemps que la réciprocité de traitement sera accordée aux médicaments composés originaires et en provenance de France repris au numéro 458 c) et d) du tarif hongrois.

Prenant en considération cet avantage, qui est subordonné à la condition de réciprocité, le Gouvernement hongrois s'engage à ne pas refuser l'enregistrement et l'entrée en Hongrie des médicaments composés français faisant l'objet des marques déposées et dont l'existence est attestée par la Faculté de Pharmacie.

Article 5.

For the application of Article 32, the High Contracting Parties agree that any modifications made by them, in virtue of the present instrument, to the Convention of October 13, 1925, will not preclude the two High Contracting Parties from requesting hereafter a readjustment of the said Convention and of the present instrument, save that such revision shall not be proceeded with until the new French tariff has been adopted.

If, however, its adoption should not take place within six months from the coming into force of the present Additional Agreement, or if the equilibrium of advantages and concessions set up by the Convention of October 13, 1925, and the present Additional Agreement should be disturbed either by modifications in the Customs régime of either of the High Contracting Parties or by the treatment which one of them may have granted to a third Power to the prejudice of the trade of the other Party, negotiations shall be opened at the request of the Party which regards itself as injured.

In that case the negotiations shall commence within a period of one month from the date of the request. Should these negotiations not prove successful within two months, the present Additional Agreement and the Commercial Convention of October 13, 1925, shall terminate five months after the request for revision is made, without any denunciation being required.

Article 6.

The present Additional Agreement shall be treated on an equal footing with the Convention of October 13, 1925.

Article 7.

The present Additional Agreement shall take effect in the manner provided in Article 32 of the Convention of October 13, 1925. The exchange of ratifications shall take place at Budapest.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Additional Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in Paris in duplicate, December 18, 1926.

(Signed) KORÁNYI.

(Signed) BRIAND.

(Signed) NICKL.

(Signed) BOKANOWSKI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

The provisions of the Protocol of Signature annexed to the Convention of October 13, 1925, are replaced by the following provisions :

(1) As regards the application of Articles 2 and 3 of the Convention of October 13, 1925 :

(a) The French Government agrees that the medicinal compounds originating in and coming from Hungary, mentioned in No. 316 of the French Tariff, shall be exempt from prohibition and shall enjoy the benefit of the minimum rates, provided they conform to the prescriptions of the said Article and so long as reciprocity of treatment is granted to medicinal compounds originating in and coming from France, included in No. 458 (c) and (d) of the Hungarian Tariff.

In view of this advantage, which is subject to the condition of reciprocity, the Hungarian Government undertakes that it will not refuse to register and admit into Hungary French medicinal compounds in respect of which trade marks have been registered and which are duly attested by the Faculty of Pharmacy.

b) Le Gouvernement français s'engage, au cas où l'admission temporaire de sucre brut étranger de n'importe quelle provenance serait autorisée, avec ou sans limitation de quantités, à faire bénéficier la Hongrie du régime le plus favorable qui serait consenti à n'importe quel autre pays européen.

c) Il est entendu que seront considérées comme tomates conservées au naturel, en purée ou en pâte, rentrant dans les positions 158 et 314 du tarif douanier français, les tomates conservées dont le contenu en matières sèches ne dépasse pas 18 %.

d) Le taux conventionnel de la position 134 du tarif douanier hongrois sera appliqué aux eaux minérales naturelles françaises suivantes :

<i>Départements</i>	<i>Communes</i>	<i>Sources</i>
Allier	Cusset	Andreau, Mesdames Larbaud,
	Saint-Yorre	Saint-Louis, Principale, Célestins, Grande Grille, Hôpital
	Vichy	Reine, Vivaraises, Perles, Favorite
Ardèche	Vals	Richelieu, Alet Communale
Aude	Alet	Lithium
Côte d'Or	Santenay	Ancienne
Hérault	Lamalou	Bout du monde
Isère	Allevard	Brault
Loire	Sail-sous-Couzan	Antonin, César
	Saint-Alban	Parot, Alice
	Saint-Romain le Puy	Badoit, Rémy
	Saint-Galmier	Fontaine des Sarrazins
	Sermaize	Saint-Léger
Marne	Pougues-les-Eaux	Grande Source
	Orne	Source froide
Puy de Dôme	La Bourboule	Puits, Perrière
	Chatelguyon	Miraton, Gubler
	Le Mont-Dore	Madeleine, Pavillon
	Le Breuil et le Broc	Marie-Christine
	Saint-Nectaire	Lodovic
Hautes Pyrénées	Royat	Mont Cornadore
	Capvern	César Eugénie
Basses Pyrénées	Eaux Bonnes	Le Bouridé
	Tarbe	Supérieure
Pyrénées Orientales	Pratz de Mollo	Saint-Christan
Bas-Rhin	Romanswiller	La Preste
Haut-Rhin	Soûltzmatt	Vogésia
Savoie	Challes les Eaux	Nessel
Savoie (Haute)	Evian-les-Bains	Challes
Siene et Oise	Enghien	Cachat, Cordeliers, Clermont
Vaucluse	Montmirail	Coquil, le Lac
	Contrézeville	Eau verte
Vosges	Martigny	Pavillon, Leller
	Plombières	Saint-Epose
	Vittel	Puisard, Vauquelin
		Grande Source, Hépar
Vienne	La Roche-Posay	Recommandé

Le Gouvernement français aura toujours le droit d'apporter des compléments à cette liste.

e) Quant au numéro 435 du tarif douanier hongrois, les dispositions suivantes ont été arrêtées :

Il faut dédouaner comme parfums concentrés à la taxe de 2.500 couronnes-or les produits dont la quantité totale de substances aromatiques (y compris les matières de fixation) dépasse 15 %.

(b) The French Government undertakes that, should the temporary importation of foreign raw sugar of any origin be authorised with or without limitation of quantities, it will allow to Hungary the benefit of the most favourable treatment accorded to any other European country.

(c) It is understood that preserved tomatoes containing not more than 18 % of dried matter shall be regarded as tomatoes preserved whole, in purée or paste, under Nos. 158 and 314 of the French Customs Tariff.

(d) The conventional rate for No. 134 of the Hungarian Customs Tariff shall be applied to the following French natural mineral waters :

<i>Departments</i>	<i>Communes</i>	<i>Springs</i>
Allier	Cusset Saint-Yorre []] Vichy	Andreau, Mesdame Larbaud, St-Louis, Principale, Célestins, Grande Grille, Hôpital
Ardèche []]	Vals	Reine, Vivaraises, Perles, Favorite
Aude	Alet	Richelieu, Alet Communale.
Côte-d'Or	Santenay	Lithium
Hérault	Lamalou	Ancienne
Isère	Allevard	Bout du monde
Loire	Sail-sous-Couzan []] Saint-Alban Saint-Romain-le-Puy Saint-Galmier	Brault, Antonin, César, Parot, Alice Badoit, Rémy
Marne	Sermaize	Fontaine des Sarrazins
Nièvre	Pougues-les-Eaux	Saint-Léger
Orne	Bagnoles-de-l'Orne	Grande Source Source froide
Puy-de-Dôme	La Bourboule []] Chatelguyon Le Mont-Dore Le Breuil et le Broc	Puits, Perrière Miraton, Gubler Madeleine, Pavillon Marie-Christine Lodovic
	Saint-Nectaire	Mont Cornadore
	Royat	César Eugénie
Hautes-Pyrénées []]	Capvern	Le Bouridé
Basses-Pyrénées	Eaux-Bonnes Tarbe	Supérieure Saint-Christan
Pyrénées-Orientales	Pratz de Mollo []]	La Preste
Bas-Rhin	Romanswiller []]	Vogésia
Haut-Rhin	Soultzmatt	Nessel
Savoie	Challes les Eaux	Challes
Savoie (Haute)	Evian-les-Bains	Cachat, Cordeliers, Clermont
Seine et Oise	Enghien	Coquil, le Lac
Vaucluse	Montmirail	Eau verte
Vosges	Contréxeville []] Martigny Plombières Vittel []]	Pavillon, Leller Saint-Epose Puisard, Vauquelin Grande Source, Hépar Recommandé
Vienne	La Roche-Posay	

The French Government shall have the right to add to this list at any time.

(e) As regards No. 435 of the Hungarian Customs Tariff, the following provisions have been agreed upon :

Products containing a total quantity of aromatic substances (including fixatives) of over 15 %, shall be dutiable as concentrated perfumes at the rate of 2,500 gold crowns.

Les parfums destinés au commerce de détail subissent, sans l'analyse des substances aromatiques, la taxe conventionnelle de 1.400 couronnes or fixée pour les parfums, mais seulement s'ils sont conditionnés en flacons dont le contenu ne dépasse 500 grammes au plus et s'ils sont accompagnés de factures originales étrangères.

Pour les eaux de Cologne, la taxe conventionnelle de 750 couronnes-or est appliquée sans plus ample vérification tant qu'elles sont accompagnées de factures originales étrangères et si elles sont conditionnées pour la vente au détail en flacons ne contenant que 1.000 grammes, poids net au plus, et si elles portent sur leur étiquette la mention « Eau de Cologne ».

Les eaux de toilette ne pourront être comprises dans la taxe conventionnelle de 450 couronnes or que si elles sont conformes aux échantillons déposés au bureau principal de douane royal hongrois de Budapest, si elles sont conditionnées pour le commerce au détail, si elles sont accompagnées de factures originales étrangères et si elles ne dépassent pas 1000 grammes poids net au plus.

2° Pour les articles ci-dessous énumérés, qui bénéficient des avantages consignés aux listes *B* et *C*, annexes au présent avenant, dans la limite de contingents, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour fixer les montants de ces contingents de la manière ci-après :

ex 171	Vins blancs ordinaires	5.000 hl.
ex 171 bis	Vins de Tokay	3.000 »
ex 319	Fécules de pommes de terre, de maïs et autres	8.000 qm.
361	Lampes électriques à incandescence, à filaments métalliques, munies de leurs montures	200 »
ex 505	Compteurs de tours, d'électricité, d'eau, de gaz, de filature, et en général tous compteurs ou appareils dans lesquels entre un mouvement d'horlogerie : Petits compteurs (jusqu'à 5 kg. l'un) et les parties assemblées de ces compteurs	500 pièces
	Compteurs pesant plus de 5 kg. l'unité	500 »
ex 512 bis	Pompes	200 qm.
ex 522	Batteuses pesant plus de 500 kg.	5.000 »
524	Machines dynamo-électriques	2.000 »
ex 524 bis	Régulateurs de résistance électrique et embrayages à friction électromagnétique	
ex 536	Appareils repris sous ce numéro, induits exceptés	800 »
ex 536	Induits	
ex 536 ter	Aimants autres que les électro-aimants, aimantés ou non	400 »
ex 537	Outils autres (dont 40 qm. pour les forets hélicoïdaux)	200 »
ex 574	Articles de lampisterie	150 »

Ces contingents seront importables en France sans licence du Gouvernement français ; lorsqu'ils viendront à épuisement, le tarif général ou le tarif conventionnel prévu à la convention seront applicables. Toutefois, de manière à gêner le moins possible le commerce hongrois, l'Administration des Douanes françaises avertira le ministre de Hongrie à Paris lorsque les $\frac{9}{10}$ de chacun des contingents fixés ci-dessus seront atteints.

Pour l'application des articles 3 et 4, le Gouvernement français s'engage à accorder une dérogation à la prohibition existante des vins et liqueurs pour 3000 hl. l'an de vin de Tokay.

3° Pour l'application de l'article 5 (Liste D), si au moment de la ratification du présent avenant, l'Allemagne se trouve bénéficiaire à l'importation en France pour les fils de soie artificielle (ex 381 bis du tarif français) d'avantages douaniers, ces avantages seront applicables aux fils de soie artificielle originaires et en provenance de Hongrie à leur importation en France pendant toute la période où l'Allemagne bénéficiera de ce

Perfumes intended for the retail trade are subject, without analysis of the aromatic substances, to the conventional rate of 1,400 gold crowns fixed for perfumes, provided they are put up in bottles containing not more than 500 grammes and are accompanied by original foreign invoices.

As regards Eau de Cologne, the conventional rate of 750 gold crowns is applied without further examination, provided it is accompanied by original foreign invoices and is put up for retail sale in bottles containing not more than 1,000 grammes, net weight, and bearing the name "Eau de Cologne" on the label.

Toilet waters shall not be dutiable at the conventional rate of 450 gold crowns unless they correspond to the samples deposited with the Royal Hungarian Customs House of Budapest, are made up for retail trade, are accompanied by original foreign invoices and do not exceed 1,000 grammes net weight.

(2) In respect of the articles enumerated below, which receive the benefits stated in lists B and C annexed to the present Additional Agreement, to the extent of the quotas allowed, the High Contracting Parties agree to fix the amount of the said quotas as follows :

ex 171	Ordinary white wines	5,000 hectol.
ex 171 (b)	Tokay	3,000 "
ex 319	Feculae of potatoes, maize and other	8,000 quintals
361	Electric incandescent lamps, metallic filaments, with mountings	200 "
ex 505	Electrometers, water and gas meters, and spinning mill meters, and in general all meters or measuring apparatus fitted with clock movement :	
	Small meters (up to 5 kg. each) and assembled parts thereof	500 number
	Meters weighing more than 5 kg.	500 number
ex 512 (b)	Pumps	200 quintals
ex 522	Threshing machines weighing more than 500 kg.	5,000 "
524	Dynamo-electric machines	} 2,000 "
ex 524 (b)	Electric resistance regulators, electro-magnetic friction couplings	
ex 536	Apparatus included in this number, armatures excepted	
ex 536	Dynamo-armatures	800 "
ex 536 (c)	Magnets other than electro magnets, magnetised or not	400 "
ex 537	Other tools (including 40 quintals for spiral drills)	200 "
ex 574	Articles for lamps	150 "

These quotas may be imported into France without a licence from the French Government. When they are exhausted, the general tariff or the conventional tariff provided for in the Convention shall apply. Nevertheless, in order to interfere as little as possible with Hungarian trade, the French Customs Administration shall notify the Hungarian Minister in Paris when the figure of 9/10ths of the quotas, as laid down above has been reached.

As regards the application of Articles 3 and 4, the French Government undertakes to allow an exception to the existing prohibition of liqueur wines in respect of 3,000 hectolitres of Tokay wine per year.

(3) As regards the application of Article 5 (List D), if at the moment of ratification of the present Additional Agreement Germany enjoys the benefit of Customs advantages in regard to the importation into France of artificial silk thread (ex 381 (b) of the French Tariff), these advantages shall also apply to artificial silk thread originating in and coming from Hungary and imported into France, for the whole of the

traitement. Pendant cette même période, les droits du tarif hongrois repris au numéro 593 seront consolidés au bénéfice de la France.

4^o Pour l'application de l'alinéa 3 de l'article 5 de la Convention du 13 octobre 1925, les Hautes Parties contractantes sont d'accord que la Hongrie pourra réclamer des contingents égaux à ceux qui sont ou seraient accordés à l'Autriche ou à la Tchécoslovaquie, étant entendu que ce traitement s'applique au total des contingents prévus pour une même catégorie d'articles, et non à la répartition du contingent entre articles d'une même catégorie, laquelle pourra être adaptée à la demande d'une des Parties contractantes.

Pour l'application du même alinéa en ce qui concerne les contingents qui sont ou seraient accordés à l'Allemagne, le Gouvernement français prendra en considération pour l'évaluation des contingents à fixer en proportion de la production hongroise, toute production de statistiques officielles ou privées, ainsi que toutes documentations dont l'autorité lui serait garantie par le Gouvernement hongrois.

5^o En ce qui concerne l'application des articles 9 à 13 de la Convention du 13 octobre 1925, le Gouvernement hongrois déclare qu'il n'instituera pas, pendant la durée de la présente convention, de prohibitions de sortie sur les peaux de lapin et de lièvre, ainsi que sur les poils destinés à la fabrication des chapeaux de feutre.

D'autre part, le Gouvernement français donne l'assurance que, s'il octroie à l'avenir des dérogations à la prohibition des armes de commerce à une Puissance tierce quelconque, la Hongrie pourra réclamer un contingent annuel importable de 10 quintaux.

En ce qui concerne l'épreuve des dites armes, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour ouvrir immédiatement des négociations en vue de la reconnaissance des poinçons de leurs bancs d'épreuve officiels.

6^o Pour l'application de l'alinéa 2 de l'article 14 de la Convention du 13 octobre 1925, les Hautes Parties contractantes conviennent de s'appliquer réciproquement les dispositions de la Convention¹ conclue à Genève en 1923 pour la simplification des formalités douanières.

7^o Pour l'application des articles 16, 19, 20 et 26 de la Convention du 13 octobre 1925 (articles relatifs au transit), il est entendu que les marchandises qui transitent par les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes ne perdront pas, même si elles y séjournent, dans les ports francs ou dans les entrepôts de douane, si elles y sont transbordées et si elles y subissent des modifications de leur conditionnement extérieur, le bénéfice de leur origine, et de leur expédition en droiture, à l'importation sur le territoire de l'autre Partie, à la condition qu'elles présentent toutes les garanties d'origine et d'identité que les lois et règlements de celle-ci requièrent : les présentes dispositions ne feront pas obstacle à l'application des surtaxes d'entrepôt ou d'origine qui sont ou pourraient être appliquées par chacune des parties contractantes.

8^o Pour l'application de l'article 21 de la Convention du 13 octobre 1925 les Hautes Parties contractantes sont d'accord, au cas où la pratique du connaissance direct comporterait de sérieuses difficultés ou rencontrerait l'opposition des autorités d'un pays traversé, pour envisager la substitution de garanties équivalentes. Elles s'engagent toutefois à se prêter mutuellement leurs bons offices pour aplanir les obstacles qui pourraient être faits par les pays traversés à l'application du régime envisagé par la convention.

9^o Pour l'application de l'article 25 de la Convention du 13 octobre 1925 le Gouvernement hongrois déclare que, s'il octroyait dans l'avenir des concessions d'émigration vers des pays à destination desquels le trafic d'émigration est aujourd'hui interdit, les demandes de concession présentées par les sociétés ou firmes françaises seraient examinées dans les conditions d'égalité prévues audit article.

¹ Voir renvoi 1, page 193, de ce volume.

period during which the benefit of this treatment is received by Germany. During this same period, the duties in the Hungarian tariff mentioned in No. 593 shall be consolidated for the benefit of France.

(4) As regards the application of Article 5, paragraph 3, of the Convention of October 13, 1925, the High Contracting Parties agree that Hungary may claim quotas equal to those which are or may hereafter be granted to Austria or to Czechoslovakia, it being understood that this treatment shall apply to the whole of the quotas allowed for the same class of articles and not to the apportionment of the quota among articles of the same class which may be adjusted at the request of one of the High Contracting Parties.

As regards the application of the same paragraph concerning quotas which are or may hereafter be granted to Germany, the French Government, in determining the amount of the quotas to be fixed in proportion to Hungarian production, will take into consideration any official or private statistics, as well as any other documentary evidence guaranteed as correct by the Hungarian Government.

(5) As regards the application of Articles 9 to 13 of the Convention of October 13, 1925, the Hungarian Government hereby declares that during the term of the present Convention it will not impose any export prohibition on rabbit skins and the skins of hares and on hair intended for the manufacture of felt hats.

On its side the French Government hereby gives an assurance that, should it in future allow exceptions to the prohibition on trade arms in favour of any third Power whatever, Hungary shall be entitled to claim an annual quota of 10 quintals for importation.

As regards the testing of the said arms, the High Contracting Parties agree to open negotiations forthwith, with a view to the recognition of the marks of their official proof houses.

(6) As regards the application of Article 14, paragraph 2, of the Convention of October 13, 1925, the High Contracting Parties agree to apply reciprocally the provisions of the Convention¹ concluded at Geneva in 1923 relating to the Simplification of Customs Formalities.

(7) As regards the application of Articles 16, 19, 20 and 26 (Articles relating to transit) of the Convention of October 13, 1925, it is understood that goods passing in transit through the territories of either of the High Contracting Parties shall not, even if they remain for some time there, in the free ports or in Customs warehouses, or are transhipped there or undergo alterations there in their external packing, lose the advantages accruing from their origin and their through shipment, on importation into the territory of the other Party, provided they furnish all the guarantees of origin and identity required by the laws and regulations of the said Party. Nothing in these provisions, however, shall prevent the levying of such housing surcharges or surcharges in respect of origin as are or may hereafter be levied by each of the Contracting Parties.

(8) As regards the application of Article 21 of the Convention of October 13, 1925, the High Contracting Parties agree that, should the practice of making out a through bill of lading involve serious difficulties or meet with opposition on the part of the authorities of a country through which the goods pass, they will consider the question of replacing the said through bill of lading by equivalent guarantees. Nevertheless, they undertake to assist each other in removing any difficulties, in respect of the application of the régime provided for in the Convention, which may be made by the countries through which the goods pass.

(9) As regards the application of Article 25 of the Convention of October 13, 1925, the Hungarian Government hereby declares that, should it in future grant concessions for emigration to countries to which emigration traffic is at present prohibited, applications for a concession submitted by French companies or firms will be examined under the conditions of equality provided for in the said Article.

¹ See foot note 1, page 193, of this volume.

10° Les deux gouvernements sont d'accord pour reconnaître que les dispositions de l'article 27 de la Convention du 13 octobre 1925 s'entendent sous réserve des lois et règlements relatifs à la police et au régime des passeports.

11° Pour l'application de l'article 31 de la Convention du 13 octobre 1925 les deux Gouvernements sont d'accord pour se conformer, en ce qui concerne le régime des voyageurs de commerce et des échantillons, à toutes dispositions plus favorables qui seraient contenues dans la Convention conclue à Genève en 1923 pour la simplification des formalités douanières.

12° Il est entendu que le Territoire de la Sarre étant incorporé dans le territoire douanier français, les dispositions de la Convention commerciale signée en date de ce jour seront applicables aux produits originaires et en provenance de la Hongrie importés dans le Territoire de la Sarre, ainsi qu'aux produits originaires et en provenance de ce Territoire à leur importation en Hongrie.

13° Les pièces détachées d'automobiles reprises à l'observation 5 au N° 876 du tarif hongrois et qui paient un droit de 86 couronnes sont :

Boîtier de différentiel complet. Freins. Boîte de changement de vitesse. Embayage. Attaches de ressort. Arbre de pont arrière. Carter de pont. Grande couronne de différentiel. Pignon d'attaque. Pignon satellite. Pignon planétaire. Arbre de pignon satellite. Levier de changement de vitesse et levier des freins. Carter d'embayage. Douille coulissante. Linguets avec axes. Carter de boîte de vitesse. Pignon de boîte de vitesse. Arbre primaire. Arbre secondaire. Arbre à griffe de prise directe. Fourchette. Levier de changement de vitesse. Volant de direction. Tube de direction. Boîtier du pied de direction. Vis sans fin. Secteur. Levier de direction. Arbre de cardan complet. Flectors proprement dits. Arbres proprement dits. Essieux nus proprement dits. Fusées. Axes de pivots. Pivots d'essieux. Levier de barre d'accouplement. Barre d'accouplement. Axe des barres d'accouplement. Barre de direction. Levier court. Moyeux. Tambour de frein AV. et AR. Clé de commande de tambour de frein AV. et AR. Tambour lui-même. Segments de freins. Cames. Levier de clé de frein. Axe d'accouplement à rotule de frein AV. Palonnier de commande de frein et levier de frein à main. Pédales. Coquille de support de réservoir d'essence. Planche porte-appareils. Planche de tablier.

(Signé) KORÁNYI.

(Signé) BRIAND.

(Signé) NICKL.

(Signé) BOKANOWSKI.

LETTRE-ANNEXE

A L'AVENANT A LA CONVENTION COMMERCIALE DU 13 OCTOBRE 1925.

PARIS, le 18 décembre 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement hongrois, en prenant en considération l'importance spéciale que le Gouvernement français attribue à cette question, se déclare disposé d'accorder un laps de temps privilégié pour l'importation temporaire d'un contingent de 30.000 boîtes à lait en aluminium, d'une contenance de 10 à 50 litres, laps de temps pendant lequel le taux autonome de 120 couronnes or, prévu à la position 775/h du tarif douanier hongrois sera diminué à 45 couronnes-or pour les 100 kg. des articles en question.

(10) The two Governments agree that the provisions of Article 27 of the Convention of October 13, 1925, shall be applied without prejudice to the laws and regulations concerning police control and the régime of passports.

(11) As regards the application of Article 31 of the Convention of October 13, 1925, the two Governments agree that in respect of the régime of commercial travellers and samples, they will put into force any provisions of a more favourable nature contained in the Convention concluded at Geneva in 1923, relating to the Simplification of Customs Formalities.

(12) It is understood that, as the Saar Territory is included in French Customs territory, the provisions of the Commercial Convention signed this day shall apply to products originating in and coming from Hungary which are imported into the Saar Territory, as well as to products originating in and coming from that Territory and imported into Hungary.

(13) The detached parts of automobiles mentioned in Note 5 to No. 876 of the Hungarian tariff and liable to a duty of 85 crowns, are :

Case of differential complete. Brakes. Change speed gear box. Clutch. Shoes for springs. Rear axle shaft. Axle casing. Crown wheel of the differential. Driving gear. Intermediate pinion. Planet wheel gear. Intermediate pinion shaft. Gear lever and brake lever. Latch gear casing. Sliding sleeve. Safety gear pins. Gear box casing. Gear pinion. Main shaft. Counter shaft. Driven shaft. Fork. Gear lever. Steering wheel. Steering head tube. Steering gear box. Worm. Sector. Steering lever. Cardan shaft complete. Flectors. Shafts proper. Bare axles proper. Axle journals. Pivot pins. Axle pivots. Cross tie lever. Cross tie. Cross tie lever pin. Steering rod. Short lever. Hubs. Front and rear brake drum. Driving gear of front and rear brake drum. Drum. Brake blocks. Cams. Brake tozzle lever. Universal joint pin of front wheel brake. Brake rocking lever and brake hand lever. Pedals. Angle bracket supporting the petrol tank. Instrument board. Dashboard.

(Signed) KORÁNYI.

(Signed) BRIAND.

(Signed) NICKL.

(Signed) BOKANOWSKI.

LETTER ANNEXED

TO THE SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE COMMERCIAL CONVENTION OF OCTOBER 13, 1925.

PARIS, December 18, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Hungarian Government, in view of the particular importance attached by the French Government to this question, is prepared to allow a special period for the temporary importation of a quota of 30,000 aluminium milk cans with a capacity of from 10 to 50 litres, during which period the autonomous rate of 120 gold crowns, as provided for in No. 775 (*h*) of the Hungarian Customs Tariff will be reduced to 45 gold crowns per 100 kg. on the articles in question.

Ce taux exceptionnel entrera en vigueur simultanément avec la présente convention, mais ne le restera que pour la durée de six mois.

Veillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) KORÁNYI,
Ministre de Hongrie.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

RÉPONSE

A LA LETTRE-ANNEXE.

PARIS, le 18 décembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir que, prenant en considération l'importance spéciale que le Gouvernement français attribuait à la question, le Gouvernement hongrois se déclarait disposé à accorder un laps de temps privilégié pour l'importation temporaire d'un contingent de 30.000 boîtes à lait en aluminium d'une contenance de 10 à 50 litres, — laps de temps pendant lequel le taux autonome de 120 couronnes-or, prévu à la position 775/h du tarif douanier hongrois sera diminué de 45 couronnes-or pour les 100 kg. des articles en question. Ce taux exceptionnel entrera en vigueur simultanément avec la présente convention, mais ne le restera que pour la durée de six mois.

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de cette communication dont je prends acte.

Agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) BRIAND.

Monsieur le baron Korányi,
Ministre de Hongrie,
à Paris.

This exceptional rate will come into operation at the same time as the present Convention, but will only remain in force for a period of six months.

I have the honour, etc.

(Signed) KORÁNYI,
Hungarian Minister.

His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

REPLY

TO ANNEXED LETTER.

PARIS, December 18, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter of to-day's date, you were good enough to inform me that, in view of the particular importance attached by the French Government to the question, the Hungarian Government was prepared to allow a special period for the temporary importation of a quota of 30,000 aluminium milk cans with a capacity of from 10 to 50 litres, during which period the autonomous rate of 120 crowns, as provided for in No. 775 (*h*) of the Hungarian Customs Tariff will be reduced to 45 gold crowns per 100 kg of the articles in question. This exceptional rate will come into operation at the same time as the present Convention, but will only remain in force for a period of six months.

I beg to acknowledge receipt of and to thank you for, this communication, of which I have taken note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BRIAND.

Baron Korányi,
Hungarian Minister,
Paris.

N° 1554.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord sur la navigation aérienne,
avec protocole de clôture et procès-
verbaux, signés à Prague, le 15
avril 1926, et échange de notes y
relatif, Prague, 2 avril 1927.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement on Aerial Navigation,
with Final Protocol and Procès-
Verbaux, signed at Prague, April
15, 1926, and Exchange of Notes
relating thereto, Prague, April 2,
1927.

N^o 1554. — ACCORD ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE SUR LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 15 AVRIL 1926.

Textes officiels français, polonais et tchèque communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 octobre 1927.

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, également animées du désir non seulement de maintenir les communications aériennes entre Prague et Varsovie, mais aussi de soutenir, de faciliter et de régler le développement des communications aériennes internationales dans les deux pays, ont résolu de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Sigismond LASOCKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
Monsieur Franciszek MOSKWA, directeur de département au Ministère des chemins de fer, juge au Tribunal arbitral de Dantzig ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Václav ROUBÍK, ministre des Travaux publics ; et

Monsieur Václav GIRSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

ENTREPRISE POLONAISE.

1. La République tchécoslovaque accordera à une entreprise de navigation aérienne polonaise, désignée dans ce but par l'Etat polonais, l'autorisation à l'exploitation périodique par avions de nationalité polonaise, au-dessus de son territoire, pour la ligne aérienne vers Cracovie ou Katowice, d'une part, et vers Vienne, d'autre part ;

2. L'entreprise ainsi désignée sera obligée de faire des escales à l'aérodrome douanier de Brno suivant les conditions fixées dans l'autorisation à accorder à cette entreprise par l'administration tchécoslovaque compétente.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 23 juillet 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1554. — AGREEMENT BETWEEN ² THE REPUBLIC OF POLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, ON AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT PRAGUE, APRIL 15, 1926.

French, Czech and Polish official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place October 19, 1927.

THE REPUBLIC OF POLAND and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of maintaining aerial communication between Prague and Warsaw and further of promoting, facilitating and regulating the development of international air communication in the two countries, have decided, with this object, to conclude an agreement and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Sigismond LASOCKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; and
M. Franciszek MOSKWA, Director of Department in the Ministry of Railways, Judge of the Arbitral Tribunal of Danzig ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Václav ROUBÍK, Minister of Public Works ;
and
M. Václav GIRSA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

POLISH UNDERTAKING.

1. The Czechoslovak Republic will grant to a Polish air navigation Company, specifically designated by the Polish State, to fly aircraft of Polish nationality, over its territory at regular intervals by the airway to Cracow or Katowice, on the one hand, and Vienna, on the other ;

2. Aircraft of the company thus designated shall be bound to land *en route* at the Customs aerodrome at Brno, subject to such conditions as may be laid down in the authorisation to be issued to the aforesaid company by the competent Czechoslovak administration ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 23, 1927.

3. L'autorisation accordée par l'Etat tchécoslovaque à l'entreprise polonaise ne peut, sans le consentement préalable de l'Etat tchécoslovaque, être cédée par elle ni en totalité ni en partie.

Article II.

ENTREPRISE TCHÉCOSLOVAQUE.

1. La République de Pologne accordera à une entreprise tchécoslovaque de navigation aérienne, désignée dans ce but par l'Etat tchécoslovaque, l'autorisation à l'exploitation périodique par avions de nationalité tchécoslovaque, au-dessus de son territoire, pour la ligne aérienne vers Moravská Ostrava ou Užhorod, d'une part, et Podwoleczyska, d'autre part.

2. L'entreprise ainsi désignée sera obligée de faire des escales à l'aérodrome douanier de Lwów suivant les conditions fixées dans l'autorisation à accorder à cette entreprise par l'administration polonaise compétente.

3. L'autorisation accordée par l'Etat polonais à l'entreprise tchécoslovaque ne peut, sans le consentement préalable de l'Etat polonais, être cédée par elle ni en totalité ni en partie.

Article III.

DISPOSITIONS TECHNIQUES.

1. La République tchécoslovaque s'engage à fournir à l'aérodrome de Brno, et la République de Pologne s'engage à fournir à l'aérodrome de Lwów, à titre gratuit, toutes les installations nécessaires pour faciliter les escales des avions des lignes aériennes visées aux articles I et II, notamment :

L'usage de l'aérodrome et le service de signalisation de l'aérodrome ;
Au fur et à mesure des possibilités budgétaires, des hangars pour abriter convenablement les avions indispensables pour le service ou des terrains pour ces hangars ;
Des locaux pour les bureaux ou des terrains nécessaires pour leur installation ;
Le terrain pour les ateliers de réparation, pour les garages et pour le dépôt de l'essence ;
Le service météorologique et, s'il y a lieu, le service radioélectrique.

2. Les deux Etats s'engagent à établir, dans la mesure des possibilités budgétaires, l'infrastructure nécessaire aux lignes aériennes visées aux articles I et II.

3. L'usage par les avions de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie fera l'objet d'un accord spécial conformément aux dispositions de la Commission internationale de navigation aérienne.

4. Chacun des deux Etats s'engage à donner à l'entreprise de l'autre Etat toute assistance nécessaire au cas des atterrissages forcés contre remboursement des dépenses effectives.

5. Les conditions de détail des facilités mentionnées dans les alinéas précédents du présent article seront fixées dans les autorisations visées aux articles I et II par l'administration compétente de l'Etat respectif.

6. Ces autorisations seront délivrées sans retard dès que les demandes en seront faites, pour la durée de validité du présent accord, et seront établies sur les mêmes principes pour chacune des deux entreprises.

Article IV.

POSTES.

Les administrations postales des deux Etats accorderont aux entreprises par contrats spéciaux les autorisations nécessaires au transport de la poste aérienne.

3. The authorisation granted by the Czechoslovak State to the Polish company may not be transferred by that company, either in whole or in part, without the previous consent of the Czechoslovak State.

Article II.

CZECHOSLOVAK UNDERTAKING.

1. The Polish Republic will grant an authorisation to a single Czechoslovak air navigation company, specifically designated by the Czechoslovak State, to fly aircraft of Czechoslovak nationality over its territory at regular intervals by the air-way to Moravská Ostrava or Užhorod, on the one hand, and Podwólczyška, on the other ;

2. Aircraft of the company thus designated shall be bound to land *en route* at the Customs aerodrome at Lwów, subject to such conditions as may be laid down in the authorisation to be issued to the said company by the competent Polish administration ;

3. The authorisation granted by the Polish State to the Czechoslovak company may not be transferred by that company, either in whole or in part, without the previous consent of the Polish State.

Article III.

TECHNICAL PROVISIONS.

1. The Czechoslovak Republic undertakes to provide at the Brno aerodrome and the Republic of Poland undertakes to provide at the Lwów aerodrome, free of charge, any installations which may be required to facilitate the intermediate landing of aircraft belonging to the airways mentioned in Articles I and II, more particularly :

The use of the aerodrome and its signalling service ;

Subject to budgetary limitations, sheds for the proper housing of the aircraft required for the services, or ground for such sheds ;

Premises for offices, or ground for their installation ;

Ground for repair workshops, for garages and for the storage of petrol ;

The meteorological service, and, if necessary, the radio service.

2. Both States undertake to establish within the limits of budgetary possibilities, the ground installations necessary for the airways mentioned in Articles I and II.

3. The use by aircraft of radio-telegraphy and radio-telephony will form the subject of a special agreement in conformity with the regulations of the International Commission for Air Navigation.

4. Each State undertakes to give the company of the other such assistance as may be necessary in the event of forced landings, subject to the reimbursement of the actual expenditure.

5. Details concerning the facilities mentioned in the preceding paragraphs of the present Article will be laid down, in the authorisations referred to in Articles I and II, by the competent administrations of the respective States.

6. The said authorisations shall be delivered on application without delay, for the period of validity of the present Agreement, and shall be framed upon the same principles for each of the two companies.

Article IV.

POSTAL SERVICE.

The postal administrations of the two States shall grant the aforesaid companies, in virtue of special contracts, the necessary authorisation for the conveyance of postal matter by air.

Article V.

OBLIGATIONS ET ENTREPRISES.

1. Chacune des deux entreprises sera obligé de se soumettre dans l'autre Etat à toutes les lois et prescriptions générales en vigueur.

Elle sera également obligée de se soumettre, aux aérodromes de l'autre Etat, aux règles de circulation aérienne et de discipline de l'aérodrome.

2. Les entreprises n'emploieront, aux aérodromes de l'autre Etat ainsi comme personnel de bord sur les lignes aériennes visées par cet accord, que des ressortissants des deux Etats contractants.

L'emploi des ressortissants d'autres Etats n'est permis qu'avec le consentement préalable des deux Etats contractants.

3. Chaque Etat contractant aura le droit d'exiger de l'entreprise de l'autre Etat la présentation d'un document délivré par son Etat, certifiant qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires pour pouvoir réparer les dommages causés éventuellement par son exploitation aérienne sur le territoire de l'autre Etat.

Article VI.

DOUANES ET PASSEPORTS.

1. Les avions, les moteurs, les pièces de rechange et les ustensiles destinés aux lignes visées aux articles I et II seront admis en franchise provisoire de droit d'entrée.

2. Ce matériel restera soumis au contrôle de l'administration douanière ; il ne pourra être employé que pour les besoins des vols dans le sens de cet accord.

3. Les vieux matériaux dont les droits de douane n'ont pas été acquittés à l'entrée dans un Etat contractant doivent être réexportés dans le cas, où les droits n'ont pas été acquittés ultérieurement. Le dédouanement ultérieur du vieux matériel sera autorisé avec toutes les facilités admissibles par la législation, eu égard à la transformation ou à l'anéantissement dudit matériel.

4. Les voyageurs en transit direct avec ou sans escale ne seront soumis à aucune procédure douanière, mais ils doivent subir le contrôle douanier. Le transit des marchandises sans escale n'est soumis à aucune procédure douanière. Les marchandises en transit avec escale sont soumises au contrôle douanier et au paiement des taxes de statistique sans être assujetties à la procédure douanière ou au paiement des droits de douane.

5. Les voyageurs en transit sont tenus de se munir d'un passeport valable tant que l'obligation d'en être porteur subsiste dans un des Etats contractants. Ils sont toutefois exempts de l'obligation de faire viser leur passeport par l'autorité compétente de l'autre Etat.

Article VII.

DROITS DES ETATS.

1. Les Etats contractants ont le droit de rappeler les entreprises désignées par eux et de les remplacer par d'autres entreprises.

2. Dans ce cas, les autorisations accordées à l'entreprise précédente perdront leur validité et la nouvelle entreprise sera munie sans retard d'une autorisation analogue.

3. A ce titre, une entreprise rappelée par un Etat n'a pas le droit de demander à l'autre Etat des dédommagements quelconques.

Article V.

OBLIGATIONS OF THE COMPANIES.

1. Each of the aforementioned companies shall be bound to comply in the other State with the general laws and regulations in force therein.

Each company shall further be bound to comply in the aerodromes of the other State with the rules for air traffic and with the aerodrome regulations.

2. Neither company shall employ any person in the aerodromes of the other State or as members of crews on the airways mentioned in this Agreement, who is not a national of one of the Contracting States.

The employment of nationals of other States shall be permitted only with the previous consent of the two Contracting States.

5. Each Contracting State will have the right to require the company of the other State to produce a document issued by that State, certifying that the said company has taken all necessary measures to enable it to make good any damage caused by the navigation of its aircraft in the territory of the other State.

Article VI.

CUSTOMS AND PASSPORTS.

1. Aircraft, engines, spare parts and tools for use on the lines mentioned in Articles I and II shall be admitted provisionally duty-free.

2. Such material shall continue to be subject to supervision by the Customs administration; it may only be employed for the requirements of navigation for the purposes of the present Agreement.

3. Old material, for which Customs duty was not paid when it was brought into one of the Contracting States, must be re-exported unless the duties have since been paid. When old material of this sort is cleared through the Customs every possible facility for clearing will be allowed, within the limits of the laws, having regard to the conversion or uselessness of the said material.

4. Passengers in direct transit, with or without intermediate landing, shall not be required to comply with any Customs formalities but shall be subject to Customs supervision. Goods in transit without intermediate landing shall be exempt from Customs formalities. Goods in transit with intermediate landing shall be subject to Customs supervision and to payment of statistical duties, but not to Customs formalities or to payment of Customs duties.

5. Passengers in transit shall be required to obtain a valid passport, as long as the obligation to carry passports exists in either of the Contracting States. They shall, however, be exempt from the obligation to have their passports *visé* by the competent authority of the other State.

Article VII.

RIGHTS OF STATES.

1. The Contracting States shall have the right to revoke the appointments of the companies designated by them and to designate other companies in their place.

2. In such cases, the authorisation granted to the company previously designated shall cease to be valid and the newly designated company shall be provided without delay with a similar authorisation.

3. In this connection, a company whose appointment has been revoked by one State shall not be entitled to demand compensation of any description from the other State.

4. Chaque Etat contractant pourra demander à l'autre Etat contractant de rappeler son entreprise, lorsque celle-ci a commis des délits réitérés contre la sécurité de l'Etat ou des contraventions douanières graves.

5. L'entreprise congédiera sans retard, sur la demande de l'autre Etat contractant, un employé qui a commis des délits compromettant la sécurité de cet Etat ou des délits de contrebande.

Article VIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Si un des Etats contractants cessait d'être Partie contractante à la Convention¹ portant réglementation de la navigation aérienne du 13 octobre 1919, le présent accord restera valable et les deux Etats contractants s'engagent à le compléter en principe sur la base des dispositions de ladite convention par un accord portant réglementation des questions aéronautiques générales.

2. Dans l'intérêt d'une exploitation rationnelle des lignes aériennes visées par le présent accord, les administrations aéronautiques compétentes des deux Etats s'entendront directement au sujet de l'exécution des dispositions de cet accord, sans recourir à la voie diplomatique.

Article IX.

DISPOSITIONS FINALES.

1. Cet accord sera ratifié ; les instruments de ratification seront échangés à Varsovie le plus tôt que faire se pourra.

2. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et sera valable jusqu'au 31 décembre 1930.

3. Si aucun des deux Etats contractants ne le dénonce avant le 1^{er} janvier 1930, il restera valable par tacite reconduction en tant qu'il ne sera pas dénoncé par un des deux Etats contractants un an à l'avance.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord.

Fait à Prague, le quinze avril mil neuf cent vingt-six, en français en double exemplaire, dont un pour chacun des Etats contractants.

(L. S.) (Signé) D^r Zygmunt LASOCKI. (L. S.) (Signé) D^r V. GIRSA.

(L. S.) (Signé) F. MOSKWA. (L. S.) (Signé) Ing. Václav ROUBIK.

PROTOCOLE DE CLOTURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque sur la navigation aérienne, et en vue d'en préciser le sens, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

1. Il est entendu que les conditions des autorisations accordées aux entreprises en vertu des articles I et II du présent accord pourront, sur la demande d'une des deux Parties contractantes, être révisées par entente entre les deux Etats contractants.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; et vol. LIX, page 346, de ce recueil.

4. Either Contracting State may request the other Contracting State to revoke the appointment of the company designated by it if the latter has been guilty of repeated offences against the security of the State or of serious Customs contraventions.

5. Either of the aforementioned companies shall, at the demand of the other Contracting State, dismiss without delay any employee who has been guilty of offences endangering the security of that State or of offences in regard to smuggling.

Article VIII.

GENERAL PROVISIONS.

1. Should either of the Contracting States cease to be a Contracting Party to the Convention¹ relating to the Regulation of Aerial Navigation, of October 13, 1919, the present Agreement shall remain valid, and the two Contracting States undertake to supplement it in principle on the lines of the provisions of the said Convention by an agreement regulating general aeronautical questions.

2. With a view to the efficient exploitation of the airways mentioned in the present Agreement, the competent Air Administrations of the two States shall consult one another directly in regard to the execution of the provisions of the present Agreement, without having recourse to the diplomatic channel.

Article IX.

FINAL PROVISIONS.

1. The present Agreement shall be ratified ; the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

2. It shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until December 31, 1930.

3. If neither of the Contracting States denounces it before January 1, 1930, it shall be held to be renewed by tacit agreement unless denounced by either State one year in advance.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Prague, April the fifteenth, One thousand nine hundred and twenty-six, in French, in two copies, one for each of the Contracting States.

(L. S.) (Signed) Dr. Zygmunt LASOCKI. (L. S.) (Signed) Dr. V. GIRSA.

(L. S.) (Signed) F. MOSKWA. (L. S.) (Signed) Ing. Václav ROUBÍK.

FINAL PROTOCOL.

Before proceeding to sign the Agreement between the Republic of Poland and the Czechoslovak Republic concerning aerial navigation, and with a view to defining its scope more precisely, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised thereto, agreed as follows :

(1) It is understood that the conditions upon which the authorisations are granted to companies under Articles I and II of the present Agreement may, at the request of either Contracting Party, be revised by agreement between the two Contracting States ;

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 174 ; and Vol. LIX, page 346, of this Series.

2. Si l'exploitation d'une des lignes visées aux articles I et II devait subir une interruption, l'Etat contractant qui aura délivré l'autorisation respective admettra cette interruption, sur la demande de l'autre Etat contractant, sans que l'autorisation accordée par lui puisse, pour ce motif, perdre sa validité.

3. Si le matériel visé à l'article VI du présent accord, admis en franchise provisoire, était aliéné sur le territoire de l'autre Partie contractante sans acquittement des droits de douane, l'entreprise respective sera tenue d'acquitter, dans un délai fixé par l'autorité compétente douanière, sur l'invitation de cette autorité, tous les droits de douane et autres droits prescrits avec les taxes accessoires et les intérêts respectifs.

4. En ce qui concerne les communications avec escales visées par les articles I et II du présent accord, les autorités compétentes de l'Etat transité approuveront les tarifs, les horaires et les règlements d'exploitation de l'entreprise désignée par l'autre Etat, lorsqu'ils auront été approuvés par les autorités compétentes de l'Etat dont relève cette entreprise.

A ce sujet, l'entreprise exploitante sera obligée d'accommoder ces tarifs, horaires et règlements à ceux des lignes passant par l'Etat transité et touchant Brno, respectivement Lwów, en prenant également en considération les intérêts des lignes respectives des deux Etats contractants.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole, qui aura la même force et durée que l'accord auquel il se rapporte.

Fait à Prague, le quinze avril mil neuf cent vingt-six, en double exemplaire, dont un pour chacun des Etats contractants.

(Signé) Dr GIRSA.

(Signé) Ing. Václav ROUBÍK.

(Signé) Dr Zygmunt LASOCKI.

(Signé) F. MOSKWA.

PROCÈS-VERBAL

Au moment de procéder à la signature de l'accord entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque sur la navigation aérienne, les plénipotentiaires polonais, dûment autorisés à cet effet, déclarent, à la demande des plénipotentiaires tchécoslovaques, que la Compagnie internationale de navigation aérienne (ancienne « Compagnie franco-roumaine ») jouit de la part du Gouvernement de la République de Pologne, sur la base d'un contrat en date du 20 juillet 1921, pour la durée de dix ans, de l'autorisation du transport aérien des passagers, de la poste et des marchandises sur la ligne de Varsovie vers la frontière, dans la direction de Prague.

Les plénipotentiaires tchécoslovaques prennent acte de cette déclaration.

Fait à Prague, le quinze avril mil neuf cent vingt six, en double exemplaire, dont un pour chacun des Etats contractants.

(Signé) Dr V. GIRSA.

(Signé) Ing. Václav ROUBÍK.

(Signé) Dr Zygmunt LASOCKI.

(Signé) F. MOSKWA.

(2) Should the exploitation of one of the airways mentioned in Articles I and II have to be interrupted, the Contracting State which granted the authorisation to the company in question shall allow such interruption at the request of the other Contracting State and the authorisation shall not thereby lose its validity.

(3) In case the material mentioned in Article VI of the present Agreement, after having been provisionally admitted duty-free, should be disposed of in the territory of the other Contracting Party without payment of Customs duties, the company in question shall be bound, at the request of the competent Customs authority, and within a period fixed by that authority, to pay all Customs duties and other prescribed duties, together with the supplementary dues and interest attaching thereto ;

(4) As regards the flights with intermediate landings mentioned in Articles I and II of the present Agreement, the competent authorities of the State of transit shall approve the tariffs, time-tables and working regulations of the Company designated by the other State, after they have been approved by the competent authorities of the State to which the aforesaid company belongs.

In this connection, the company which operates the airway shall be bound to adjust its tariffs, time-tables and regulations to those of the airways passing through the State of transit and touching Brno or Lwów, as the case may be, due regard being had to the interests of the airways of the two Contracting States.

In faith whereof, the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and validity as the Agreement to which it refers.

Done at Prague, April the fifteenth, One thousand nine hundred and twenty-six, in two copies, one for each of the Contracting States.

(Signed) Dr. GIRSA.

(Signed) Dr. Zygmunt LASOCKI.

(Signed) Ing. Václav ROUBÍK.

(Signed) F. MOSKWA.

PROCÈS-VERBAL.

On proceeding to sign the Agreement between the Republic of Poland and the Czechoslovak Republic concerning aerial navigation, the Polish Plenipotentiaries, duly authorised thereto, declare, at the request of the Czechoslovak Plenipotentiaries, that the International Air Navigation Company (formerly termed the Franco-Roumanian Company) has been authorised by the Government of the Polish Republic, in virtue of a contract dated July 20, 1921, for a period of ten years, to engage in the aerial transport of passengers, postal matter and goods by the airway from Warsaw to the frontier in the direction of Prague.

The Czechoslovak Plenipotentiaries take due note of this declaration.

Done at Prague, April the fifteenth, One thousand nine hundred and twenty-six, in two copies, one for each of the Contracting States.

(Signed) Dr. V. GIRSA.

(Signed) Dr. Zygmunt LASOCKI.

(Signed) Ing. Václav ROUBÍK.

(Signed) F. MOSKWA.

PROCÈS-VERBAL

Les plénipotentiaires soussignés se sont réunis ce jour pour procéder à la signature de l'Accord entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque sur la navigation aérienne. En procédant à cette signature, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

1. Afin de soutenir le développement de l'aéronautique marchande et des liaisons aériennes internationales entre les deux pays, les Etats contractants s'entendront par un accord ultérieur sur les conditions d'une collaboration efficace au point de vue technique et du matériel aéronautique.

2. Les administrations compétentes des deux Parties contractantes faciliteront, dans les limites de leur législation, le règlement de toutes les questions d'ordre administratif touchant les rapports entre ces administrations et les entreprises visées par le présent accord et procéderont, à ce sujet, avec la plus grande diligence possible.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont revêtu de leurs signatures.

Fait à Prague, le quinze avril mil neuf cent vingt-six, en double exemplaire, dont un pour chacun des Etats contractants.

(Signé) D^r V. GIRSA.

(Signé) D^r Zygmunt LASOCKI.

(Signé) Ing. Václav ROUBÍK.

(Signé) F. MOSKWA.

PROCÈS-VERBAL

1. Au moment de procéder à la signature de l'Accord entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque sur la navigation aérienne, les plénipotentiaires polonais, dûment autorisés à cet effet, déclarent que le Gouvernement polonais désigne la Société « Polska Linja Lotnicza — (P. L. L.) — Aerolot S. A. » dans le sens de l'article premier dudit accord comme entreprise exploitant la ligne mentionnée dans cet article.

Les plénipotentiaires tchécoslovaques prennent note de cette notification et déclarent que l'entreprise tchécoslovaque visée par l'article II du même accord sera désignée en temps utile.

2. Les plénipotentiaires soussignés sont en même temps convenus du texte de l'autorisation à accorder par l'administration compétente tchécoslovaque à l'entreprise ci-dessus désignée par l'Etat polonais.

Cette autorisation dont le texte est ci-annexé sera délivrée à cette entreprise, lorsqu'il sera répondu, à ce sujet, aux dispositions de la loi tchécoslovaque du 29 juillet 1925, N^o 172, du Recueil des lois et ordonnances.

3. Les plénipotentiaires sont également convenus de ce que l'administration compétente tchécoslovaque accorde à l'entreprise polonaise désignée ci-dessus, dans le sens de l'article 45 de la loi précitée, l'autorisation de transporter au-dessus du territoire tchécoslovaque des personnes, de la poste et des marchandises sur la ligne vers Cracovie ou Katowice, d'une part, et vers Vienne, d'autre part, sans atterrissage sur ce territoire.

Cette autorisation sera valable jusqu'au moment de la délivrance de l'autorisation visée ci-dessus au point 2. Elle expirera toutefois le 15 juin 1926, si la P. L. L. Aerolot S. A. n'a pas jusqu'à cette date déposé la demande dûment instruite pour obtenir du Ministère tchécoslovaque de l'intérieur l'admission légale pour faire du commerce en Tchécoslovaquie.

PROCÈS-VERBAL.

The undersigned Plenipotentiaries met this day to sign the Agreement between the Republic of Poland and the Czechoslovak Republic concerning aerial navigation.

On proceeding to sign the Agreement, being duly authorised thereto, they agreed as follows :

(1) In order to promote the development of commercial air navigation and international air communications between the two countries, the Contracting States will conclude a subsequent Agreement concerning the conditions for effective co-operation in regard to technical matters and air material.

(2) The competent administrations of the two Contracting Parties will endeavour, so far as their laws admit, to facilitate, the settlement of all administrative questions concerning the relations between themselves and the Companies mentioned in the present Agreement, and will proceed, in all such matters, with the utmost possible despatch.

In faith whereof, the undersigned have drawn up the present Procès-Verbal and have affixed their signatures thereto.

Done at Prague, April the fifteenth, One thousand nine hundred and twenty-six, in two copies, one for each of the Contracting States.

(Signed) Dr. V. GIRSA.

(Signed) Dr. Zygmunt LASOCKI.

(Signed) Ing. Václav ROUBÍK.

(Signed) F. MOSKWA.

PROCÈS-VERBAL.

1. On proceeding to sign the Agreement between the Republic of Poland and the Czechoslovak Republic concerning aerial navigation, the Polish Plenipotentiaries, duly authorised thereto, declare that the Polish Government designates the " Polska Linja Lotnicza — (P. L. L.) — Aerolot Company Limited ", within the meaning of Article I of the said Agreement, as the Company which is to operate the airway mentioned in that Article.

The Czechoslovak Plenipotentiaries take note of this statement and declare that the Czechoslovak Company referred to in Article II of this Agreement will be designated in due course.

2. The undersigned Plenipotentiaries have agreed at the same time on the text of the authorisation to be granted by the competent Czechoslovak administration to the above-mentioned Company designated by the Polish State.

This authorisation, the text of which is annexed hereto, will be issued to the Company in question, when the relevant provisions of the Czechoslovak law of July 29, 1925, (No. 172, Collection of Laws and Decrees) have been complied with.

3. The Plenipotentiaries have also agreed that the competent Czechoslovak administration shall grant to the Polish Company designated above, authorisation, within the meaning of Article 45 of the aforesaid law, to convey over Czechoslovak territory persons, postal matter and goods, by the airway to Cracow or Katowice, on the one hand, and Vienna, on the other, without landing in the said territory.

This authorisation will be valid until the issue of the authorisation mentioned above under paragraph 2. It will, however, expire on June 15, 1926, if on that date the P. L. L. Aerolot Company Limited has not submitted an application in due form to the Czechoslovak Ministry of the Interior, requesting legal authorisation to carry on commercial business in Czechoslovakia.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Prague, le quinze avril mil neuf cent vingt-six, en français, en double exemplaire, dont un pour chacun des États contractants.

I *Annexe.*

(*Signé*) D^r V. GIRSA.

(*Signé*) D^r Zygmunt LASOCKI.

(*Signé*) Ing. Václav ROUBÍK.

(*Signé*) F. MOSKWA.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

ZAŁĄCZNIK.

Ministerstwo Robót Publicznych Republiki Czechosłowackiej udziela Spółce « Polska Linja Lotnicza (P. L. L.) Aerolot S. A. » na podanie z dn. 15 kwietnia 1926 r. na mocy art. 17 ustawy o lotnictwie z dnia 8 lipca 1925 r. N^o 172 Zbioru Ustaw i Rozporządzeń koncesji na prawo wykonywania regularnych lotów celem przewozu osób, bagażu, towarów i poczty na linii lotniczej w kierunku do Krakowa lub Katowic z jednej strony oraz w kierunku do Wiednia z drugiej strony i z powrotem (art. 17 za wymienionej ustawy), o ile ona przechodzi przez terytorjum Republiki Czechosłowackiej, na czas ważności czechosłowackopolskiego Układu o żegludze powietrznej z dnis 15 kwietnia 1926 r., na następujących warunkach :

I.

1. Spółka winna przy wykonywaniu przedsiębiorstwa przestrzegać wszystkich przepisów czechosłowackich, regulujących ruch lotniczy oraz odnośnych regulaminów, obowiązujących na lotnisku, które w czasie wydania koncesji obowiązują lub też będą potem wydane, jak również wszystkich przepisów Konwencji Lotniczej z dnia 13 października 1919 r. wraz z aneksami. Spółka podlega poza tem i ogólnym ustawom, rozporządzeniom i przepisom, obowiązującym w Republice Czechosłowackiej.

2. Spółka winna zwłaszcza celem wykonywania swego przedsiębiorstwa powołać stałego zarządcę w myśl ustępu 4 art. 17 ustawy N^o 172/1925 Zbioru Ustaw i Rozporządzeń, którym może być jedynie obywatel czechosłowacki lub polski, władający w słowie i piśmie państwowym językiem czechosłowackim i zakomunikować o nim Ministerstwu Robót Publicznych celem zatwierdzenia najmniej 14 dni przed rozpoczęciem działalności.

3. a) Spółka winna przy wykonywaniu regularnego przewozu na tej linii osób, bagażu towarów i poczty lądować na państwowem lotnisku cywilnem w Brnie, to znaczy jest obowiązana lądować w Brnie przy przelocie w każdym kierunku trzy razy tygodniowo w różnych dniach ; loty z lądowaniem w Brnie w niedziele zależne są od pozwolenia Ministerstwa Robót Publicznych w Pradze w myśl porozumienia ze Spółką. V. I 2.

b) Jeśli normalny lot z obowiązkiem lądowaniem w Brnie nie mógł być wykonany w dniach przewidzianych przez rozkład lotów z innych powodów niż meteorologicznych, Spółka jest obowiązana na drugi dzień wykonać lot kompensacyjny z obowiązkiem lądowaniem w Brnie, jeżeli warunki meteorologiczne na to pozwolą.

c) Obok lotów wymienionych pod a) i b) może Spółka, jeśli wymaga tego jej interes, wykonywać loty z lądowaniem lub bez lądowania w Brnie. Te loty nie mogą mieć miejsca w dniach, w których nie były wykonane loty regularne według rozkładu lotów z obowiązkiem lądowaniem w Brnie. Jeśli jednak lot z Krakowa (Katowic) lub Wiednia z lądowaniem w Brnie nie mógł być wykonany

In faith whereof, the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Procès-Verbal and have affixed their signatures thereto.

Done at Prague, April the fifteenth, One thousand nine hundred and twenty-six, in French, in two copies, one for each of the Contracting States.

I *Annex.*

(Signed) Dr. V. GIRSA.

(Signed) Dr. Zygmunt LASOCKI.

(Signed) Ing. Václav ROUBÍK.

(Signed) F. MOSKWA.

TEXTE TCHÈQUE. — CZECH TEXT.

ANNEXE.

Ministerstvo veřejných prací Republiky Československé uděluje společnosti « Polska Linja Lotnicza—(P. L. L.)—Aerolot, S. A. » k žádosti ze dne 15. dubna 1926 na základě §-u 17, zákona o letectví ze dne 8. července 1925 č. 172 Sb. z. a n. koncesi k živnostenskému provozu periodických letů pro dopravu osob a věcí na letecké trati směrem ke Krakovu neb Katovicím s jedné strany a směrem k Vídni s druhé strany, a zpět (:§ 17 2 a citovaného zákona :) pokud tato vede nad územím Republiky Československé, na dobu trvání československo-polské letecké dohody ze dne 15. dubna 1926, a to za těchto podmínek :

I.

1. Společnost jest povinna při provozu podniku zachovávat i všechny předpisy československé, upravující létání a příslušné řády platné pro letiště, které v době vydání koncesní listiny platí nebo budou později vydány, jakož i všechny předpisy Úmluvy o úpravě letectví ze dne 13. října 1919 a jejich doplňků. Společnost jest dále podrobena též všeobecným zákonům, nařízením a předpisům, platným v Republice Československé.

2. Společnost jest povinna zejména ustanoviti pro provoz svého podniku v Československu stálého ředitele ve smyslu odst. 4 § u 17 zákona č 172/1925 Sb. z a n., jímž může býti toliko státní příslušník československý nebo polský, znalý slovem i písmem státního jazyka československého, a oznámiti jej nejméně 14 dní před započatím provozu ministerstvu veřejných prací v Praze za účelem schválení.

3. a) Společnost jest povinna při provozu pravidelné dopravy osob, zavazadel a zboží na této trati přistávat na státním civilním letišti v Brně, tím způsobem, že jest povinna přistáti v Brně v každém směru třikrát týdně v různých dnech ; lety s přistáním v Brně v neděli závisí od povolení ministerstva veřejných prací v Praze po dohodě se společností.

d) Nemohl-li by se konati let normální s povinným přistáním v Brně ve dnech ustanovených v jízdním řádě z jiných důvodů než meteorologických, jest společnost povinna vykonati následující den let náhradní s povinným přistáním v Brně, jestli podmínky meteorologické to dovolí.

c) Vedle letů uvedených v bodech a) a b) může společnost, vyžaduje-li toho její zájem, konati lety s přistáním v Brně neb bez něho. Tyto lety nemohou se však konati ve dnech, ve kterých se nekonaly pravidelné lety podle jízdního řádu s povinným přistáním v Brně ; nebylo-li však při letu s přistáním v Brně možno z důvodů meteorologických odletěti z Krakova (:Katovic) neb z

z przyczyn meteorologicznych wcześniej niż 4 ½ godziny przed zachodem słońca, może Spółka wykonać w ten dzień lot bezpośredni bez lądowania w Brnie.

4. Spółka winna uruchomić linię najpóźniej w rok po wydaniu koncesji.

5. Spółka jest obowiązana w razie życzenia czeskosłowackiego Zarządu Poczтового obsługiwać przewozy poczty samolotami za wynagrodzeniem, które będzie określone według art. IV czeskosłowackopolskiego Układu o żegludze powietrznej z dnia 15 kwietnia 1926 r.

6. Spółka jest odpowiedzialna za wszelkie szkody, któreby powstały wskutek wykonywania wyżej wymienionego przedsiębiorstwa na własności, życiu lub zdrowiu osób trzecich według art. 29—40 ustawy N° 172/1925 Zbioru Ustaw i Rozporządzeń i jest obowiązana przed rozpoczęciem eksploatacji przedstawić Ministerstwu Robót Publicznych w Pradze zaświadczenia, wydane przez Państwo Polskie o tem, że przedsięwzięła wszelkie potrzebne środki, aby mogła zapłacić odszkodowanie za wszelką szkodę, powstałą wskutek wykonywania tego przedsiębiorstwa na terytorjum Republiki Czeskosłowackiej. Art. V. 3.

7. Do prowadzenia i obsługi samolotów i urządzeń na nich Spółka może powoływać jedynie osoby całkowicie pewne, zadość czyniące przepisom Międzynarodowej Konwencji Żeglugi Powietrznej z dn. 13 października 1919 r. i jej aneksom, osoby, które są obywatelami czeskosłowackimi lub polskimi; również na lotnisku w Brnie Spółka winna zatrudniać pracowników, będących wyłącznie obywatelami tych Państw. Wyjątki od powyższego postanowienia są możliwe tylko za poprzednią zgodą Ministerstwa Robót Publicznych w Pradze.

8. Spółka winna jest na żądanie Ministerstwa Robót Publicznych w Pradze niezwłocznie zwolnić swego funkcjonarjusza, który dopuścił się przewinienia przeciwko bezpieczeństwu Państwa Czeskosłowackiego, lub przemytnictwa.

9. Tekst biletów i obwieszczeń wydawanych przez Spółkę na terytorjum Republiki Czeskosłowackiej oraz tekst napisów na obiektach Spółki, znajdujących się na tem terytorjum, winien być na pierwszym miejscu w języku czeskosłowackim. Napisy w samolotach, przeznaczonych dla publiczności winny być także w języku czeskosłowackim.

10. Koncesja wygasa z chwilą wygaśnięcia ważności czeskosłowacko-polskiego Układu o żegludze powietrznej z dnia 15 kwietnia 1926 r. a przed upływem tego terminu w wypadkach wskazanych w art. 20 ustawy N° 172/1925 Zbioru Ustaw i Rozporządzeń. Ważność koncesji może być jednak zawieszona w każdej chwili, jeśli nie będą spełnione warunki tej koncesji, lub się okaże, że nie zostały spełnione postanowienia art. 17, ustępu 6 ustawy z dnia 8 lipca 1925 r. N° 172 Zbioru Ustaw i Rozporządzeń, w szczególności w razie, jeśli czeskosłowacko-polski Układ o żegludze powietrznej z dnia 15 kwietnia 1926 r. nie będzie ratyfikowany w trzy miesiące od dnia jego podpisania; oprócz tego ważność koncesji może być zawieszona jeśli działalność Spółki będzie zawieszona przez Państwo Polskie zgodnie z art. VII pkt. 1 i 4 powyższego Układu i to bez różnicy, czy stanie się to z własnej decyzji, lub wskutek żądania Państwa Czeskosłowackiego.

II.

1. Państwo Czeskosłowackie zapewni Spółce dla celów związanych z eksploatacją w myśl niniejszej koncesji na państwowem lotnisku cywilnem w Brnie bezpłatnie:

- a) korzystanie z państwowego lotniska cywilnego;
- b) umieszczenie 2 samolotów Spółki w hangarze na tem lotnisku, oświetlenie hangaru oraz w razie możliwości jego ogrzewanie;
- c) korzystanie z jednego urządzonego pokoju kancelaryjnego, z opałem, światłem i sprzątaniami;
- d) korzystanie z jednego podziemnego bezpiecznego składu na 20.000 litrów benzyny oraz umieszczenie w magazynie potrzebnej ilości smarów;
- e) dowóz samochodem podróźnych, towarów i poczty z lotniska do Brna i odwrotnie;

Vidně dříve, než 4 a $\frac{1}{2}$ hodiny před západem slunce, může společnost vykonati tento den přímý let bez přistání v Brně.

4. Společnost jest povinna zahájití provoz nejpozději do jednoho roku po vydání koncesní listiny.

5. Společnost jest povinna na žádost československé poštovní správy obstarávati poštovní dopravu letadly za náhradu, která bude stanovena podle článku IV. československo-polské letecké dohody ze dne 15. dubna 1926.

6. Společnost ručí za veškeré škody, jež by snad provozováním podniku shora zmíněného vzešly na majetku, životě a zdraví třetích osob, podle §-u 29—40 zákona č. 172/1925 Sb. z. a n. a jest povinna před zahájením provozu předložiti ministerstvu veřejných prací v Praze průkaz vydaný státem polským o tom, že učinila všechna potřebná opatření, aby mohla nahraditi veškerou škodu, způsobenou provozováním tohoto podniku nad územím Republiky Československé.

7. K řízení a obsluze letadel a zařízení na nich smí společnost používati toliko osob úplně spolehlivých, vyhovujících předpisům Úmluvy o úpravě letectví ze dne 13. října 1919, a jejím doplňkům, které jsou státními příslušníky československými nebo polskými; rovněž na letišti v Brně povinna jest společnost zaměstnávatí výhradně příslušníky těchto států. Vyjimky z tohoto předpisu jsou možny pouze s předchozím souhlasem ministerstva veřejných prací v Praze.

8. Společnost jest povinna, požádá-li o to ministerstvo veřejných prací v Praze, propustiti bez průtahu svého zaměstnance, který spáchal delikt proti bezpečnosti čl. státu nebo podloudnictví.

9. Text jízdenek a vyhlášek vydávaných společností na území Republiky Československé, jakož i text nápisů na zařízeních společnosti na tomto území musí býti na prvním místě v jazyku československém. Nápisy na letadlech pro obecnost určené musí býti také v jazyku československém.

10. Koncese zaniká uplynutím platnosti československo-polské letecké dohody ze dne 15. dubna 1926 a před uplynutím této doby v případech uvedených v §-u 20 zákona č. 172/1925 Sb. z. a n. Koncese může však býti ministerstvem veřejných prací v Praze kdykoliv odvolána, nebudou-li splněny podmínky této koncesní listiny nebo bude—li zjištěno, že není zde splněn předpoklad §-u 17, odst. 6, zákona ze dne 8. července 1925 č. 172 Sb. z. a n. zejména v tom případě, že československo-polská letecká dohoda ze dne 15. dubna 1926 nebude se strany Republiky Polské ratifikována do 3 měsíců po jejím podpisu; kromě toho může býti koncese odvolána, odvolá-li stát polský společnost ať již z vlastního rozhodnutí nebo na žádost čl. státu ve smyslu článku VII, bod 1 a 4, výše vytčené dohody.

II.

1. Stát československý poskytne společnosti pro účely leteckého provozu dle této koncese na civilním státním letišti v Brně bezplatně:

- a) používání státního civilního letiště,
- d) umístění dvou letadel společnosti v hangaru na tomto letišti a osvětlení hangaru, jakož i dle možnosti jeho vytápění,
- c) použití jedné zařízené místnosti pro kancelář s otopem, osvětlením a uklidem,
- d) použití jednoho podzemního bezpečnostního uložení benzinu pro 20.000 litrů benzinu, a místo ve skladišti pro potřebné množství oleje,
- e) dopravu automobilem cestujících, zboží a pošty z letiště do Brna a naopak,

f) korzystanie z telefonicznych rozmów miejskich oraz przesyłanie służbowych depezb telegraficznych i radiotelegraficznych, jeśli dyrekcja lotniska uzna poprzednio ich niezbędność dla przelotu ;

g) służbę sygnalizacyjną ;

h) wspólne korzystanie jednemu monterowi Spółki z normalnych urządzeń warsztatowych ;

ch) korzystanie z niezbędnych pomieszczeń na skład materiałów i części zapasowych ;

i) korzystanie ze służby meteorologicznej ;

j) pomoc przy przylocie i odlocie we dnie, zaś w nocy niezbędną pomoc przy lotach opóźnionych, a w razie wprowadzenia na lotnisku służby nocnej pomoc, jak we dnie, przyczem pod słowem « pomoc » nie rozumie się opatrzenia samolotu ;

k) załatwianie spraw handlowych i administracyjnych Spółki w razie życzenia Spółki.

2. Państwo Czeskosłowackie da do dyspozycji Spółce dla naprawy samolotów mechaników, monterów i siły pomocnicze w warsztatach w Brnie za zwrotem własnych kosztów, pod warunkiem, że prace te będą wykonywane pod dozorem mechanika Spółki. Spółka jednak nie ma prawa bez zgody Ministerstwa Robót Publicznych wykonywać na państwowym lotnisku cywilnym w Brnie żadnej innej zarobkowej czynności, oprócz tej, która jest przedmiotem niniejszej koncesji.

3. Co się tyczy materiałów pędnych będą Spółce przyznane takie same ulgi, z jakich korzystają inne zagraniczne towarzystwa lotnicze w Republice Czeskosłowackiej.

III.

1. Samoloty, motory oraz części zapasowe, przyrządy, przeznaczone do wykonywania przedsiębiorstwa w myśl niniejszej koncesji, będą przy wwozie do Republiki Czeskosłowackiej podlegały procedurze rejestracji celnej.

2. Ten materiał będzie się znajdował pod dozorem zarządu celnego i może być użyty jedynie do celów eksploatacji w myśl niniejszej koncesji.

3. Zużyty materiał, który nie podlegał opłatom celnym przy wwozie do drugiego państwa umawiającego się, winien być wywieziony, jeśli opłaty celne nie zostały dodatkowo uiszczone. Przy dodatkowym ocleniu zużytego materiału będą uwzględnione wszystkie ustawowo dopuszczalne zniżki, wynikłe z przeróbek lub ze zniszczenia wzmiankowanego materiału.

4. Podróżni w tranzycie z lądowaniem lub bez lądowania nie będą podlegali postępowaniu celnemu, podlegają jednak w wypadkach lądowania kontroli celnej. Przewóz towarów w tranzycie nie podlega postępowaniu celnemu. Towar w tranzycie z lądowaniem podlega dozorowi celnemu, nie podlega jednak celnemu postępowaniu ani opłatom celnym, z wyjątkiem opłat statystycznych.

5. Jak długo w Republice Czeskosłowackiej lub Rzeczypospolitej Polskiej obowiązuje przymus paszportowy, podróżni winni posiadać ważny paszport, są jednak zwolnieni od zaopatrywania go w wizę odnośnych urzędów czeskosłowackich.

¹ TRADUCTION.

ANNEXE

Conformément à la requête, en date du 15 avril 1926, et en vertu de l'article 17 de la loi sur la navigation aérienne, du 8 juillet 1925, N° 172 du Recueil des Lois et Décrets, le Ministère des Travaux publics de la République tchécoslovaque accorde, aux conditions suivantes, à la Société

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

f) používání telefonu pro místní rozhovory a zasilání služebních depeší telegrafických, a radiotelegrafických pokud ředitelství letiště uzná předem jejich nutnost pro provoz,

g) službu signalisační,

h) spoluužívání obvyklého zařízení dílen pro jednoho mechanika společnosti,

ch) používání nutných zařízení pro uložení materiálu a náhradních součástí,

i) používání služby meteorologické,

j) pomoc při příletu a odletu v době denní, v době noční pak při letech zpožděných nejnnutnější pomoc, a bude-li noční služba na letišti všeobecně zavedena, pomoc jako ve dne ; pomocí nerozumí se ošetřování letadla,

k) na žádost společnosti obstarávání obchodních a správních služby společnosti.

2. Stát československý dá společnosti za náhradu vlastních výloh k dispozici pro opravy letadel mechaniky, montéry a pracovní síly v dílnách v Brně pod podmínkou, že tyto práce budou prováděny pod dozorem mechanika společnosti. Společnost nesmí však bez svolení ministerstva veřejných prací provozovati na státním civilním letišti v Brně žádnou jinou výdělečnou činnost než onu, která jest obsahem této koncese.

3. Pokud se týče pohonných hmot, budou tytéž výhody, jimž se těší ostatní cizozemské letecké společnosti v Československé Republice, přiznány také společnosti.

III.

1. Letadla, motory a náhradní součásti a nástroje, určené pro provoz podniku podle této koncese, budou při svém vstupu do Československa podrobeny celnímu záznamnímu řízení.

2. Tento materiál zůstane pod kontrolou celní správy a nesmí ho býti použito jinak, než ku provozu podle této koncese.

3. Vyřazený materiál, z něhož nebyly celní poplatky při vstupu do druhého smluvního státu zaplaceny, musí býti opět vyvezen, nebude-li z něho clo dodatečně zapláceno. Dodatečné vyclení vyřazeného materiálu bude povolováno se všemi podle zákona přípustnými úlevami z důvodu přetvoření nebo zničení zmíněného materiálu.

4. Cestující v přímém průvozu letadly s přistáním nebo bez něho nebudou podrobeni žádnému celnímu řízení, podléhají však v případě přistání celní kontrole. Průvoz zboží bez přistání nepodléhá celnímu řízení. Zboží v průvozu s přistáním podléhá sice celnímu dozoru, nebude však rovněž podrobeno celnímu řízení ani celním poplatkům, vyjma poplatky statistické.

5. Pokud v Republice Československé nebo v Republice Polské trvá pasová povinnost, jsou cestující v transitu povinni vykázati se platným cestovním pasem, jsou však osvobozeni od jeho vidování se strany příslušných úřadů československých.

¹ TRANSLATION.

ANNEX.

In accordance with the request dated April 15, 1926, and in virtue of Article 17 of the Law of July 8, 1925, on Air Navigation, No. 172 of the Code of Laws and Decrees, the Ministry of Public Works of the Czechoslovak Republic grants, on the conditions specified below, to the Company

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

« Polska Linja Lotnicza (P. L. L.) Aerolot S. A. », l'autorisation d'effectuer des vols périodiques en vue du transport des personnes, des marchandises et de la poste, sur la ligne aérienne vers Cracovie ou Katowice d'une part et vers Vienne, d'autre part, et retour (article 17, 2 a) de la susdite loi), pour autant qu'elle traverse le territoire de la République tchécoslovaque, cette autorisation restant valable pendant toute la durée de la validité de l'accord tchécoslovaque polonais sur la navigation aérienne, signé le 15 avril 1926 :

I.

1. Pendant l'exploitation, la société est tenue d'observer toutes les prescriptions tchécoslovaques concernant la navigation aérienne, ainsi que les règlements qui s'y rapportent, applicables à l'aérodrome et en vigueur au moment où l'autorisation est accordée, ou qui seront édictés ultérieurement, ainsi que toutes les dispositions de la Convention sur la navigation aérienne signée le 13 octobre 1919 et de ses annexes. En outre, la société est soumise aux lois, ordonnances et prescriptions générales en vigueur dans la République tchécoslovaque.

2. En particulier, et conformément à l'article 17, alinéa 4 de la loi N° 172/1925 du Recueil des Lois et Décrets, la société doit, pour exploiter son entreprise, nommer un gérant permanent, lequel ne pourra être qu'un ressortissant tchécoslovaque ou polonais sachant parler et écrire la langue officielle tchécoslovaque. Dans un délai de quatorze jours au moins avant son entrée en fonctions, la Société doit communiquer le nom de ce gérant au Ministère des Travaux publics, aux fins d'approbation.

3. a) Lors du transport régulier des personnes, des bagages, des marchandises et de la poste sur cette ligne, la société est obligée de faire des escales à l'aérodrome civil d'Etat à Brno, en ce sens que, lors du passage dans chaque direction, les avions doivent y atterrir trois fois par semaine et à des jours différents ; les vols comportant une escale à Brno le dimanche, devront être autorisés par le Ministère des Travaux publics à Prague, après entente avec la société.

b) Si le vol normal, comportant une escale obligatoire à Brno, n'a pas pu être effectué au jour prévu par l'horaire des vols, pour des raisons autres que météorologiques, la société est tenue d'effectuer le lendemain un vol de compensation, avec une escale obligatoire à Brno si les conditions météorologiques s'y prêtent.

c) Outre les vols mentionnés aux alinéas a) et b), la société peut, si elle y a intérêt, effectuer des vols avec ou sans escale à Brno. Ces vols ne pourront pas avoir lieu les jours où les vols réguliers, indiqués à l'horaire et comportant une escale obligatoire à Brno, n'ont pas été effectués. Toutefois, la société peut effectuer un vol direct, sans escale à Brno, les jours où, pour des raisons d'ordre météorologique, un vol, avec Cracovie (Katowice) ou Vienne comme point de départ et comportant une escale à Brno, n'a pas pu être commencé quatre heures et demie avant le coucher du soleil.

4. La société devra commencer l'exploitation un an au plus tard après avoir obtenu l'autorisation.

5. Sur la demande de l'administration des postes tchécoslovaques, la Société est tenue de faire le service de la poste par avions, moyennant une indemnité qui sera fixée conformément à l'article IV de l'Accord tchécoslovaque-polonais sur la navigation aérienne en date du 15 avril 1926.

6. Conformément aux articles 29-40 de la loi N° 172/1925 du Recueil des Lois et Décrets, la société est responsable pour tout dommage causé aux biens ou à la personne de tiers et résultant de l'exploitation de la susdite entreprise ; elle est tenue, avant de commencer l'exploitation, de présenter au Ministère des Travaux publics, à Prague, un document délivré par l'Etat polonais et certifiant qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires pour pouvoir réparer tout dommage résultant de l'exploitation de ladite entreprise sur le territoire de la République tchécoslovaque.

7. Pour piloter et pour assurer le service à bord des avions, la société ne peut employer que des personnes absolument sûres qui satisfont aux prescriptions de la Convention internationale sur la navigation aérienne, signée le 13 octobre 1919 et de ses annexes. Ces personnes devront être des ressortissants tchécoslovaques ou polonais ; de même, à l'aérodrome de Brno, la société devra

known as "Polska Linja Lotnicza (P. L. L.) Aerolot S. A.", authorisation to provide a regular air transport service for passengers, goods and mails on the airway to Cracow or Katowice and also to Vienna, and a return service (Article 17, 2. (a) of the above-mentioned Law), so far as the airway in question passes over the territory of the Czechoslovak Republic, such authorisation to remain valid throughout the whole period of validity of the Czechoslovak-Polish Agreement on Air Navigation, signed on April 15, 1926. The conditions of authorisation are as follows :

I.

1. In operating the service the Company shall be bound to observe all the Czechoslovak ordinances regarding air navigation and the aerodrome regulations relating thereto in force at the time when authorisation is granted, or issued subsequently, and all the provisions of the Air Navigation Convention signed on October 13, 1919, and the Annexes thereto. The Company shall further be subject to the general laws, orders and provisions in force in the Czechoslovak Republic.

2. In particular, according to Article 17, paragraph 4, of Law No. 172/1925 of the Code of Laws and Decrees, the Company must, in order to carry on its business, appoint a permanent agent who must be either a Czechoslovak or a Polish national, speaking and writing the Czechoslovak official language. Not less than fourteen days before this agent enters upon his duties, the Company must communicate his name to the Ministry of Public Works for approval.

3. (a) When carrying passengers, luggage, goods or mails by the regular services of this airway, the Company's aircraft shall be bound to make an intermediate stop at the State Civil Aerodrome at Brno ; that is to say on the journey in either direction they must land there three times weekly on different days. For Sunday services with a stop at Brno authorisation must be obtained from the Ministry of Public Works at Prague by arrangement with the Company.

(b) If, for reasons other than that of weather conditions, the normal service with a compulsory stop at Brno cannot be provided on the day appointed in the time table, the Company shall be bound to provide a supplementary service on the following day, with a compulsory stop at Brno, if weather conditions permit.

(c) In addition to the air services referred to in paragraphs (a) and (b), the Company may, if it thinks fit, provide other services with or without a stop at Brno. Such flights may not take place on days when none of the regular services appointed in the time table with a compulsory stop at Brno have been provided. The Company may, however, provide through services without stop at Brno on days when, on account of weather conditions, it has not been possible at least 4½ hours before sunset to begin a flight from Cracow (Katowice) or Vienna with stop at Brno.

4. The Company shall begin to operate its services not later than a year after obtaining authorisation.

5. If requested by the Czechoslovak Postal Administration the Company shall be bound to carry air mails at rates fixed in accordance with Article IV of the Czechoslovak-Polish Air Navigation Agreement dated April 15, 1926.

6. In accordance with Articles 29-40 of Law No. 172/1925 of the Code of Laws and Decrees, the Company shall be liable in respect of any damage to the persons or property of third parties caused through the operation of the above-mentioned services. Before beginning its services it shall be bound to submit to the Ministry of Public Works at Prague a document issued by the Polish State certifying that it has taken all measures necessary to enable it to make good any damage resulting from the operation of its services in the territory of the Czechoslovak Republic.

7. The Company may employ as pilots and crews of its aircraft only absolutely reliable persons who fulfil the requirements of the International Convention on Air Navigation, signed on October 13, 1919, and the Annexes thereto. Such persons must be either Czechoslovak or Polish nationals. At the Brno Aerodrome also the Company may only employ nationals of one of these

employer uniquement des ressortissants de ces deux Etats. Pour les exceptions à cette règle, l'assentiment préalable du Ministère des Travaux publics, à Prague, devra être obtenu.

8. Sur la demande du Ministère des Travaux publics, à Prague, la société est tenue de congédier immédiatement tout employé qui aura commis un délit contre la sécurité de l'Etat tchécoslovaque ou qui se sera livré à la contrebande.

9. Le texte des billets délivrés et des avis publiés par la société sur le territoire de la République tchécoslovaque, ainsi que les inscriptions sur les objets et installations appartenant à la société et sis sur ce territoire, doivent être rédigés, en premier lieu, en langue tchécoslovaque. Les inscriptions dans les avions destinés au public doivent être également rédigées en langue tchécoslovaque.

10. L'autorisation prendra fin à l'expiration du délai de validité de l'Accord tchécoslovaque-polonais sur la navigation aérienne en date du 15 avril 1926, et avant cette date, dans les cas visés à l'article 20 de la Loi N° 172/1925 du Recueil des Lois et Décrets. Toutefois, l'autorisation peut être suspendue à tout moment, si les conditions de ladite autorisation ne sont pas remplies, ou s'il appert que les dispositions de l'article 17, alinéa 6, de la loi du 8 juillet 1925, N° 172, du Recueil des Lois et Décrets, n'ont pas été observées et, en particulier, si l'Accord tchécoslovaque-polonais sur la navigation aérienne, du 15 avril 1926, n'est pas ratifié dans les trois mois qui suivront la date de sa signature ; en outre, l'autorisation peut être suspendue, si l'entreprise est rappelée par l'Etat polonais conformément à l'article VII, alinéas 1 et 4, du susdit accord, que ce soit sur l'initiative de l'Etat polonais ou sur la demande de l'Etat tchécoslovaque.

II.

1. Aux fins d'une exploitation conforme aux dispositions de la présente autorisation, l'Etat Tchécoslovaque assurera gratuitement à la société, les avantages suivants à l'aérodrome civil d'Etat de Brno :

- a) L'usage de l'aérodrome civil d'Etat ;
- b) L'emplacement pour deux avions de la société dans un hangar de cet aérodrome, l'éclairage du hangar et, autant que possible, le chauffage ;
- c) L'usage d'un local aménagé en bureau, avec chauffage, éclairage et service ;
- d) L'usage d'un dépôt souterrain, offrant toute la sécurité nécessaire et pouvant contenir 20.000 litres de benzine, ainsi que l'emplacement pour emmagasiner la quantité requise d'huile ;
- e) Le transport en automobile des voyageurs, des marchandises et de la poste, de l'aérodrome à Brno et retour ;
- f) L'usage du téléphone pour les conversations locales et la transmission des télégrammes de service par fil ou par radio, si la direction de l'aérodrome reconnaît au préalable qu'ils sont indispensables aux vols ;
- g) Le service de la signalisation ;
- h) L'utilisation par un mécanicien de la Société des ateliers existants ;
- ch) L'usage des locaux nécessaires pour servir de dépôt de matériel et des pièces de rechange ;
- i) Le service des informations météorologiques ;
- j) L'assistance, à l'arrivée et au départ, le jour, et l'assistance indispensable, la nuit, en cas de vol retardé ; et, si un service de nuit est organisé à l'aérodrome, la même assistance que le jour, l'« assistance » dans ce cas ne signifiant pas la révision de l'avion ;
- k) L'expédition des affaires commerciales et administratives de la société, si elle le désire.

2. Pour réparer les avions, l'Etat tchécoslovaque mettra, dans les ateliers de Brno, des mécaniciens, des monteurs et des ouvriers, à la disposition de la société, contre remboursement de ses propres débours et à condition que les travaux soient exécutés sous la surveillance d'un mécanicien de la société. Toutefois, sans l'assentiment du Ministère des Travaux publics, la Société

two States. Departures from this rule cannot be permitted without previous sanction from the Ministry of Public Works at Prague.

8. If requested by the Ministry of Public Works at Prague the Company shall be bound to dismiss forthwith any employee guilty either of an act endangering the security of the Czechoslovak State, or of smuggling.

9. Tickets and notices issued by the Company in Czechoslovak territory, and notices on the property of the Company in that territory, must be worded first in the Czechoslovak language. Notices on aircraft intended for the use of the public must also be worded in Czechoslovak.

10. The concession shall terminate on the expiration of the validity of the Czechoslovak-Polish Air Navigation Agreement, dated April 15, 1926, or before that date in the circumstances referred to in Article 20 of Law No. 172/1925 of the Code of Laws and Decrees. The concession may, however, be suspended at any time if its terms are not complied with, or if it is shown that the provisions of Article 17, paragraph 6, of the Law of July 8, 1925, No. 172 of the Code of Laws and Decrees, have not been observed, and, in particular, if the Czechoslovak-Polish Air Navigation Agreement of April 15, 1926, has not been ratified within three months after signature. The concession may also be suspended if the Company's appointment is revoked by the Polish State in accordance with Article VII, paragraphs 1 and 4, of that Agreement, whether at the instance of the Polish State or at the request of the Czechoslovak State.

II.

1. In order to enable it to operate its services in accordance with the terms of this concession, the Czechoslovak State shall provide the Company, free of charge, with the following facilities at the State Civil Aerodrome at Brno.

- (a) The use of the State Civil Aerodrome.
- (d) Space for two of the Company's aircraft in one of the aerodrome hangars, the hangar to be lighted and if possible heated.
- (c) The use of premises fitted up as an office, with heating, lighting and service.
- (d) The use of an underground depot affording all the necessary safety and capable of holding 20,000 litres of petrol; and storage-room for the requisite quantity of oil.
- (e) Motor transport for passengers, goods and mails between the aerodrome and Brno.
- (f) The use of the telephone for local calls, and the transmission of service telegrams by wire or radio if the aerodrome management authorises them in advance as necessary for purposes of flight.
- (g) The signalling service.
- (h) The use of the existing workshops by any one of the Company's mechanics.
- (ch) The use of the requisite premises for the storage of material and spare parts.
- (i) The meteorological news service.
- (j) Assistance on arrival and departure during the day and such assistance as is indispensable at night whenever a flight is delayed; and, if a night service is organised at the aerodrome, the same assistance as during the day, except that in this case "assistance" shall not include inspection of aircraft.
- (k) The transaction of the Company's commercial and administrative business if it so desires.

2. For repairing aircraft the Czechoslovak State shall place mechanics, fitters and workmen at the Company's disposal at the Brno workshops, on reimbursement of the expenditure incurred on its behalf and on condition that such work is executed under the supervision of one of the Company's mechanics. The Company shall not be entitled, however, without the consent of the

n'aura pas le droit de se livrer, à l'aérodrome civil d'Etat de Brno, à des opérations lucratives autres que celles qui font l'objet de la présente autorisation.

3. En ce qui concerne l'essence, la Société jouira des mêmes privilèges que ceux qui sont accordés en Tchécoslovaquie aux autres sociétés étrangères de navigation aérienne.

III.

1. Les avions, les moteurs, les pièces de rechange et les appareils destinés au service de l'entreprise, conformément aux dispositions de la présente autorisation, seront soumis à l'enregistrement douanier, lors de l'entrée en territoire tchécoslovaque.

2. Ce matériel restera soumis au contrôle de l'Administration douanière, et il ne pourra être employé que pour les besoins de l'exploitation au sens de la présente autorisation.

3. Le matériel hors d'usage, dont les droits de douane n'ont pas été acquittés lors de son entrée dans l'un des deux Etats contractants, doit être réexporté, si les droits n'ont pas été acquittés ultérieurement. Lors du dédouanement ultérieur du matériel hors d'usage, on tiendra compte de toutes les réductions admises par la législation, eu égard à la transformation ou à la destruction dudit matériel.

4. Les voyageurs en transit, avec ou sans escale, ne seront soumis à aucune procédure douanière, mais ils doivent subir le contrôle douanier en cas d'escale. Les marchandises transportées en transit ne sont pas soumises à la procédure douanière. Les marchandises en transit avec escale sont soumises au contrôle douanier, mais ne sont pas assujetties à la procédure douanière ou au paiement des droits de douane à l'exception des taxes de statistique.

5. Aussi longtemps que l'obligation du passeport subsistera dans la République tchécoslovaque ou dans la République de Pologne, les voyageurs devront être munis d'un passeport valable. Ils sont toutefois exempts de l'obligation de le faire viser par les autorités tchécoslovaques compétentes.

ECHANGE DE NOTES

I.

N° 47. 641/IV-7/27.

PRAHA, le 2 avril 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'Accord entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque sur la navigation aérienne, signé à Praha, le 15 avril 1926, j'ai l'honneur, dûment autorisé, de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit :

Le sens des dispositions de l'article VI, alinéas 1 et 2, de l'accord précité, ainsi que de la disposition du point 3 du protocole de clôture, est précisé par les dispositions suivantes :

« 1° Comme garantie des droits et d'autres taxes prescrits pour le matériel de rechange visé par l'article VI de l'Accord entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne sur la navigation aérienne, signé à Praha le 15 avril 1926, les autorités compétentes d'un Etat contractant accepteront la déclaration de la Légation de l'autre Etat contractant constatant que son gouvernement retiendra, en cas de besoin, sur les subventions d'Etat accordées à sa société aérienne nationale, la somme due par cette société, à titre de droits et d'autres taxes, à l'Etat dans lequel le matériel de rechange susmentionné est importé et que ce gouvernement transmettra cette somme sans retard, par voie diplomatique, à la caisse de l'autorité douanière qui aura émis l'ordre de paiement.

Ministry of Public Works, to carry out at the State Civil Aerodrome at Brno any operations for purposes of gain other than those to which this concession refers.

3. As regards petrol, the Company shall possess the same privileges as those granted in Czechoslovakia to other foreign air navigation companies.

III.

1. Aircraft, engines, spare parts and equipment intended for the Company's services under the terms of this concession shall be subject to Customs registration before entering Czechoslovak territory.

2. Such material shall continue to be subject to supervision by the Customs Administration and may only be employed for the requirements of navigation within the terms of this concession.

3. Material not in use on which no Customs duty was paid on entry into one of the Contracting States must be re-exported unless the duties have since been paid. When such material is subsequently cleared through the Customs, all reductions allowed by law for material transformed or destroyed shall be taken into account.

4. Passengers in transit, whether with or without intermediate stop, shall not be required to discharge any Customs formalities, but shall be subject to Customs supervision in the event of an intermediate stop. Goods in transit shall be exempt from Customs procedure. Goods in transit with intermediate stop shall be subject to Customs supervision, but not to Customs procedure or to payment of Customs duties, except statistical fees.

5. So long as the obligation to possess passports exists in the Czechoslovak Republic or in the Polish Republic, passengers must be provided with a valid passport. They will not, however, require to have their passports *visé* by the competent Czechoslovak authorities.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

N^o 47.641/IV-7/27.

PRAGUE, April 2, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Agreement between the Republic of Poland and the Czechoslovak Republic concerning aerial navigation, signed at Prague on April 15, 1926, I have the honour, being duly authorised thereto, to inform Your Excellency as follows :

The meaning of the provisions of Article VI, paragraphs (1) and (2), of the aforesaid Agreement and of the provisions of paragraph (3) of the Final Protocol, is further defined by the following paragraphs :

“(1) As a guarantee for the duties and other prescribed dues in respect of the spare material mentioned in Article VI of the Agreement between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland concerning aerial navigation, signed at Prague on April 15th, 1926, the competent authorities of each of the Contracting States will accept a declaration by the Legation of the other Contracting State to the effect that its Government will, in case of need, keep back out of the State subsidies granted to its national air company the amount payable by that company, in respect of duties and other dues, to the State into which the above-mentioned spare material is imported, and that the said Government will forward such sum without delay, through the diplomatic channel, to the exchequer of the Customs authority which issued the payment order.

« 2^o Aucune caution ne sera exigée par l'Etat survolé pour les avions de l'autre Etat transitant sans ou avec escale son territoire douanier. »

Les dispositions précitées auront la même force et durée que ledit accord.

En informant Votre Excellence de ce qui précède, je la prie de bien vouloir me faire connaître son accord en m'accusant réception de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) D^r K. KROFTA.

A Son Excellence
Monsieur le D^r Sigismond Lasocki,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République de Pologne,
à Praha.

II.

POSELSTWO POLSKIE.

N^o 1048/27.

PRAHA, le 2 avril 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu, en vous référant à l'Accord entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne sur la navigation aérienne, signé à Prague, le 15 avril 1926, me faire savoir ce qui suit :

Le sens des dispositions de l'article VI, alinéas 1 et 2, de l'accord précité, ainsi que de la disposition point 3 du Protocole de clôture est précisé par les dispositions suivantes :

« 1^o Comme garantie des droits et d'autres taxes prescrits pour le matériel de rechange visé par l'article VI de l'Accord entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne sur la navigation aérienne, signé à Praha le 15 avril 1926, les autorités compétentes d'un Etat contractant accepteront la déclaration de la Légation de l'autre Etat contractant, constatant que son gouvernement retiendra, en cas de besoin, sur les subventions d'Etat accordées à sa société aérienne nationale, la somme due par cette société à titre de droits et d'autres taxes à l'Etat dans lequel le matériel de rechange susmentionné est importé et que ce gouvernement transmettra cette somme sans retard, par voie diplomatique, à la caisse de l'autorité douanière qui a émis l'ordre de paiement.

« 2^o Aucune caution ne sera exigée par l'Etat survolé pour les avions de l'autre Etat transitant sans ou avec escale sur son territoire douanier. »

Les dispositions précitées auront la même force et durée que ledit accord.

J'ai l'honneur, dûment autorisé, de vous accuser réception de cette communication sur la teneur de laquelle le Gouvernement polonais est d'accord avec le Gouvernement tchécoslovaque.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

A Son Excellence
Monsieur le D^r Kamil Krofta,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque,
à Praha.

(Signé) Sigismond LASOCKI.

“ (2) No security will be required by the State which is flown over, in respect of aircraft of the other State passing in transit, with or without intermediate landing, over its Customs territory.”

The above-mentioned provisions shall have the same force and validity as the said Agreement.

I beg to inform Your Excellency of the above, and would ask Your Excellency to signify acceptance by acknowledging receipt of this letter.

I have the honour, etc.

(Signed) Dr. K. KROFTA.

His Excellency Dr. Sigismond Lasocki,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Polish Republic,
Prague.

II.

POSELSTWO POLSKIE,

No. 1048/27

PRAGUE, April 2, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

By your letter of to-day's date with reference to the agreement between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland concerning aerial navigation, signed at Prague on April 15, 1926, you were good enough to inform me as follows :

The meaning of the provisions of Article VI, paragraphs (1) and (2), of the aforesaid Agreement and of the provisions of paragraph (3) of the Final Protocol, is further defined by the following provisions :

“ (1) As a guarantee for the duties and other prescribed dues in respect of the spare material mentioned in Article VI of the Agreement between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland concerning aerial navigation, signed at Prague on April 15, 1926, the competent authorities of each of the Contracting States will accept a declaration by the Legation of the other Contracting State to the effect that its Government will, in case of need, keep back out of the State subsidies granted to its national air company the amount payable by that Company, in respect of duties and other dues, to the State into which the above-mentioned spare material is imported, and that the said Government will forward such sum without delay, through the diplomatic channel, to the Exchequer of the Customs authority which issued the payment order.

“ (2) No security will be required by the State which is flown over in respect of aircraft of the other State passing in transit, with or without intermediate landing, over its Customs territory.”

The above-mentioned provisions shall have the same force and validity as the said Agreement.

I have the honour, being duly authorised thereto, to acknowledge receipt of your communication, in regard to the contents of which the Polish Government is in agreement with the Czechoslovak Government.

I have the honour to be, etc.

His Excellency Dr. Kamil Krofta,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Czechoslovak Republic,
Prague.

(Signed) Sigismond LASOCKI.

N° 1555.

DANEMARK ET LITHUANIE

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Kaunas, le 11 décembre
1926.

DENMARK AND LITHUANIA

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Kaunas, December
11, 1926.

N^o 1555. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE
LE DANEMARK ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE
11 DÉCEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 octobre 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT de LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE,

S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent le Danemark et la Lithuanie, Désireux de convenir des dispositions permettant d'assurer dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser le Danemark et la Lithuanie,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Monsieur Erik Andreas Mathias BIERING, son chargé d'affaires à Kaunas ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Monsieur Mykolas SLEŽEVIČIUS, président du conseil et ministre de la Justice, exerçant les fonctions de ministre des Affaires étrangères de la République de Lithuanie ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Danemark et la Lithuanie, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Parties contractantes, de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumises pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaunas, le 12 octobre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1555. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN DENMARK AND LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS, DECEMBER 11, 1926.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Treaty took place October 19, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA,

Being desirous of developing the friendly relations which unite Denmark and Lithuania,
Being desirous of agreeing upon a procedure which shall henceforth assure, in conformity with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, the pacific settlement of all disputes and conflicts of whatever nature, which may arise between Denmark and Lithuania,

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Erik Andreas Mathias BIERING, His Chargé d'Affaires at Kovno ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. Mykolas SLEŽEVIČIUS, President of the Council and Minister of Justice, Acting Minister for Foreign Affairs of the Republic of Lithuania,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Contracting Parties reciprocally undertake in every case to settle by pacific means and in accordance with the procedure laid down in the present Treaty, all disputes or conflicts of whatever nature, which may arise between Denmark and Lithuania, and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind between the Contracting Parties which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as hereinafter laid down.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Kaunas, October 12, 1927.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite *Commission permanente de conciliation*, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Parties contractantes nommeront chacune deux membres, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième membre, désigné d'un commun accord, remplit les fonctions de président et doit appartenir à une autre nationalité que celles des autres membres de la commission. Ce dernier ne devra avoir son domicile sur le territoire des Parties contractantes, ni se trouver à leur service.

Les commissaires sont nommés pour trois ans, leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours, au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination du commissaire à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des Etats contractants, le vice-président de la Cour, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission styled the *Permanent Conciliation Commission*, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 3 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows: the Contracting Parties shall each nominate two members, one of whom may be chosen from among its own nationals. The fifth member, appointed by common agreement, shall act as president and must be of different nationality from that of the other members of the Commission. He must not reside within the territory of the Contracting Parties nor be in their service.

The commissioners are appointed for three years and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement, and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation, or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner laid down for the nominations.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Convention.

If the nomination of the commissioner to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Permanent Court of International Justice or, if the latter is a national of one of the Contracting States, the Vice-President of the Court shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer l'un des membres désignés par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'article 5, premier alinéa, concernant la nationalité des membres de la commission.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which one of the Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace one of the members whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter, subject, however, to the rules laid down in paragraph 1 of Article 5, concerning the nationality of the members of the Commission.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an arrangement and, if need be, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission has first been notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter 3 (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a contrary decision has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their respective Governments.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun de ses membres recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par le compromis.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 18.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectuées ou sur le point de l'être, la Commission permanente de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent traité reste applicable entre les Parties contractantes, encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territory and in accordance with their laws to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties, each of which shall contribute an equal share. The costs occasioned by the Commission shall also be equally shared.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its Statute¹, or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the aforesaid special agreement.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement after a month's notice, one or other of them may bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

GENERAL PROVISIONS.

Article 18.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Conciliation Commission or, if the matter has ceased to be within its jurisdiction, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall lay down, if necessary, within the shortest possible time, the provisional measures to be adopted. The Contracting Parties undertake respectively to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and in general to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 19.

The present Treaty shall continue to be applicable as between the Contracting Parties, even when other Powers are also interested in the dispute.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; and vol. LIV, page 387, of this Series.

Article 20.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Kaunas, en double exemplaire, le 11 décembre 1926.

(L. S.) E. BIERING.

(L. S.) Mykolas SLEŽEVIČIUS.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 15 octobre 1927.

Engell,

*Chef du Département des Affaires politiques et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.*

Article 20.

The present Treaty shall be communicated for registration to the League of Nations, in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. It shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged, and shall remain in force for ten years from that date. Unless denounced six months before the expiration of this period., it shall be regarded as renewed for a period of five years and so on for successive periods of five years.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, any procedure provided for thereunder is pending before the Permanent Conciliation Commission, an arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, it shall pursue its course until its final completion.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Kovno, December 11, 1926.

(L. S.) E. BIERING.

(L. S.) Mykolas SLEŽEVIČIUS.

N° 1556.

CHINE ET FINLANDE

Traité d'amitié et déclaration y relative. Signés à Helsingfors, le 29 octobre 1926.

CHINA AND FINLAND

Treaty of Friendship and Declaration relating thereto. Signed at Helsingfors, October 29, 1926.

大總統令十六年六月二日

本大總統前特派全權代表與大芬蘭民國全權代表在芬京議訂中芬通好條約業經兩全權代表於民國十五年十月二十九日彼此簽字蓋印本大總統親加核閱特予批准並署名用璽以昭信守此令

謹案本約業經我國駐俄鄭代辦延禧與芬蘭外交總長於民國十六年九月一日在芬京互換按照該約第七條自批准互換後發生效力

中華民國二十五年十月二十九日訂於希爾新福
西歷一千九百二十六年十月二十九日訂於希爾新福

曾宗鑒印押

薩得拉印押

當簽訂中華民國與芬蘭民國通好條約時中華民國與芬蘭民國全權代表奉
各本國政府合法之委任互相商定左列兩項聲明

一 司法保障 在中國芬蘭人訴訟案件全由新設之法庭以新法律審理有上
訴之權並用正式之訴訟手續辦理於訟案期間芬蘭籍律師及繙譯經法庭
正式認可者得用為輔助

二 會審公堂之案件 芬蘭籍僑民在會審公堂原被告案件中國將來當尋一
解決方法使各方面均得其平

中華民國二十五年十月二十九日訂於希爾新福
西歷一千九百二十六年十月二十九日訂於希爾新福

曾宗鑒印押

薩得拉印押

歷居留及經商營業之處爲限並依所在國法令規定繳納關稅租賦

第四條

兩締約國即擬於最近期內商訂兩國間之通商專約

第五條

本約用法文中文芬蘭文三國文字繕寫二份遇有疑義之處應以法文爲準

第六條

本約由

大中華民國

大總統

大芬蘭民國

大總統各按本國立法通例批准並於最近時期互換

第七條

本約自批准互換後發生效力

章一條

中華民國與芬蘭民國及兩國之人民間應永敦和好歷久不渝

第二條

中國政府芬蘭政府得互派外交代表總領事正領事副領事代理領事駐紮彼國京城及凡許他國各代表駐紮之重要城邑享有依國際法通例許與外國外交領事代表之一切權利優待利益免除例豁免例

總領事正領事副領事代理領事須照通例由所駐紮國政府發給證書後方能就職視事

兩締約國不得派商人充總領事正領事副領事代理領事但可派爲名譽領事其應享之權利優待與其他各國之名譽領事相等

第三條

此締約國人民在彼締約國境內其身體財產均在所在國法庭管轄之下兩國人民依照所在國法律有游歷居留及經商營業之權惟以第三國人民所能游

N° 1556.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels français, chinois et finnois communiqués par la Délégation chinoise à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité¹ a eu lieu le 19 octobre 1927.

中華芬蘭通好條約

大中華民國

大總統

大芬蘭民國

大總統願敦兩國直接睦誼決定訂立通好條約因是各

派全權代表

大中華民國

大總統特派駐瑞典國兼駐那威國特命全權公使曾宗

鑒爲全權代表

大芬蘭民國

大總統特派外交總長薩得拉爲全權代表兩全權代表

將所奉全權文據彼此校閱後議定各條款如左

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors, le 1^{er} septembre 1927.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 1556. — YSTÄVYYSSOPIMUS¹ SUOMEN TASAVALLAN JA KIINAN TASAVALLAN VÄLILLÄ. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ LOKAKUUN 29 PÄIVÄNÄ 1926.

French, Chinese and Finnish official texts communicated by the Chinese Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place October 19, 1927.

HÄNEN YLHÄISYYTENSÄ SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja HÄNEN YLHÄISYYTENSÄ KIINAN TASAVALLAN PRESIDENTTI, haluten luoda ystävyysuhteet molempien maiden välille, ovat päättäneet tehdä ystävyyssopimuksen ja tässä tarkoituksessa määränneet valtuutetuikseen :

HÄNEN YLHÄISYYTENSÄ SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Ulkoasiainministeri E. N. SETÄLÄN ;

HÄNEN YLHÄISYYTENSÄ KIINAN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Erikoislähettilään ja Täysivaltaisen Ministerin TSENG TSUNG-KIEN, in,

jotka, esitettyään toisilleen valtuutensa, ovat sopineet seuraavista artikloista :

I artikla.

Suomen ja Kiinan välillä sekä niiden kansalaisten välillä on vallitseva pysyvä rauha ja järkkymätön ystävyys.

II artikla.

Suomen Hallituksella ja Kiinan Hallituksella on oikeus nimittää diplomaattisia edustajia, pääkonsuleita, konsuleita, varakonsuleita ja konsuliasiamiehiä, joiden asemapaikkana on kummankin maan pääkaupunki ja ne tärkeimmät kaupungit, joihin ulkomaalaisten edustajien on sallittu asettua ; heillä on samat oikeudet, etuoikeudet, edut, erikoisvapaudet ja vapautukset, jotka kansainvälisen oikeuden periaatteiden mukaisesti voidaan myöntää tällaisille ulkomaalaisille edustajille.

Pääkonsulien, konsulien, varakonsulien ja konsuliasiamiesten tulee, voidakseen ryhtyä virantoimitukseensa, saada tunnustus tavallisessa muodossa siltä hallitukselta, jonka luona heidät on määrätty hoitamaan tätä virkaansa.

¹ The exchange of ratifications took place at Helsingfors, September 1, 1927.

Molemmat sopimuspuolet pidättyvät nimittämästä kauppiaita pääkonsuleiksi, konsuleiksi, varakonsuleiksi tai konsuliasiamiehiksi, paitsi kunniakonsuleiksi, joille ovat tulevat samat etuoikeudet ja valtuudet, kuin mitkä kuuluvat muiden valtojen kunniakonsuleille.

III artikla.

Kummankin korkean sopimuspuolen kansalaiset, jotka asuvat toisen sopimuspuolen alueella, ovat sekä itsensä että omaisuutensa suhteen paikallisten tuomioistuinten tuomiovallan alaisia. Heillä on oikeus, noudattamalla maan lakeja, matkustella, asettua asumaan sekä harjoittaa kauppaa tai teollisuutta kaikilla paikkakunnilla, missä jonkun muun maan kansalaiset voivat sen tehdä, ja he ovat velvolliset suorittamaan laeissa ja asetuksissa säädettyt tullit, maksut ja verot.

IV artikla.

Molemmat sopimuspuolet sitoutuvat mahdollisimman pian ryhtymään neuvotteluihin molempien valtioiden välisen kauppasopimuksen tekemisestä.

V artikla.

Tämä sopimus on laadittu ranskan, suomen ja kiinan kielellä. Kaikissa sen tulkintaa koskevissa kysymyksissä ranskankielinen teksti on todistusvoimainen.

VI artikla.

Tämä sopimus on Hänen Ylhäisyytensä Suomen Tasavallan Presidentin ja Hänen Ylhäisyytensä Kiinan Tasavallan Presidentin ratifioitava voimassaolevan lainsäädännön mukaisesti, ja ratifioimisasiakirjat on vaihdettava mahdollisimman pian.

VII artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan heti kun ratifioimisasiakirjojen vaihto on voinut tapahtua.

Vakuudeksi asianomaiset valtuutetut ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineiteillään.

Tehty kahtena kappaleena Helsingissä lokakuun 29 päivänä tuhatyhdeksänsataakaksikymmentäkuusi.

(L. S.) (Signé) TSENG TSUNG KIEN.

(L. S.) (Signé) E. N. SETÄLÄ.

SELITYS.

Allekirjoittaessaan Suomen ja Kiinan Tasavaltain välisen ystävyyssopimuksen Suomen ja Kiinan valtuutetut, Hallitustensa siihen asianmukaisesti valtuuttamina, ovat sopineet seuraavasta selityksestä :

Kaikki oikeusriidat, joihin suomalaiset joutuvat Kiinassa, ratkaistaan äskettäin perustetuissa tuomioistuimissa. Näiden tuomioistuinten päätöksiin voidaan hakea muutosta. Riidoissa noudatetaan säännöllistä oikeudenkäyntimenettelyä. Tuomioistuimiin virallisesti valtuutetut suomalaiset asianajajat ja tulkit voivat toimia avustajina oikeudenkäynnissä.

Mitä tulee oikeudenkäynteihin, jotka kuuluvat sekatuomioistuinten tuomiovaltaan ja joissa suomalaisia on kantajina tai vastaajina, sitoutuu Kiina vastaisuudessa etsimään kaikille riitapuolille oikeudenmukaista ratkaisua.

Tehty kahtena kappaleena Helsingissä, lokakuun 29 päivänä 1926.

(L. S.) (Signé) TSENG TSUNG KIEN.

(L. S.) (Signé) E. N. SETÄLÄ.

N^o 1556. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE
ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI, LE
29 OCTOBRE 1926.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, animés du désir d'établir des liens d'amitié entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

M. TSENG TSUNG KIEN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Emile SETÄLÄ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, ont convenu des articles suivants :

Article premier.

Il y aura entre la Chine et la Finlande et entre leurs ressortissants, paix perpétuelle et amitié inaltérable.

Article II.

Le Gouvernement chinois et le Gouvernement finlandais auront le droit de nommer des agents diplomatiques, des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires, qui résideront dans la capitale et dans les villes principales des deux pays où la résidence de ces agents étrangers est permise ; ils jouiront de même droits, privilèges, faveurs, immunités et exemptions qui peuvent être accordés aux pareils agents étrangers, d'après les principes du droit des gens.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires devront obtenir, pour pouvoir entrer en fonctions, dans la forme usuelle, l'exequatur du gouvernement auprès duquel ils sont appelés à exercer ces fonctions.

Les deux Parties contractantes s'abstiendront de désigner des commerçants comme consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, excepté à titre de consuls honoraires avec les privilèges et pouvoirs dont jouissent les consuls honoraires des autres Puissances.

Article III.

Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes résidant sur le territoire de l'autre sont soumis à la juridiction des tribunaux locaux, tant pour leurs personnes que pour leurs biens. Ils ont la faculté, en se conformant aux lois du pays, de voyager, de s'établir

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1556. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN THE CHINESE REPUBLIC AND THE FINNISH REPUBLIC. SIGNED AT HELSINKI, OCTOBER 29, 1926.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE CHINESE REPUBLIC and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC, being desirous of establishing friendly relations between the two countries, have resolved to conclude a treaty of friendship, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE CHINESE REPUBLIC :

M. TSENG TSUNG KIEN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

M. Emil SETÄLÄ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be between China and Finland and between their nationals perpetual peace and permanent friendship.

Article II.

The Chinese Government and the Finnish Government shall be entitled to appoint diplomatic agents, consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents, who shall reside in the capitals and in the principal towns of the two countries, wherever such foreign officials are permitted to reside; they shall enjoy the same rights, privileges, favours, immunities and exemptions as may be accorded to similar foreign officials in accordance with the principles of international law.

The above-mentioned consuls-general, consuls, vice-consuls, and consular agents shall, before entering on their functions, obtain the *exequatur* in the usual forms from the Government of the country in which those functions are to be exercised.

Neither of the Contracting Parties shall appoint merchants as consuls-general, consuls, vice-consuls, or consular agents ; merchants may only be appointed as honorary consuls with the privileges and powers enjoyed by honorary consuls of other countries.

Article III.

Nationals of each of the High Contracting Parties residing in the territory of the other Party shall be subject, as regards both their persons and their property, to the jurisdiction of the local courts. They shall be entitled, provided they observe the laws of the country, to travel, establish

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

et d'exercer le commerce ou l'industrie dans toutes les localités où les ressortissants d'une autre nation peuvent le faire et sont tenus de payer des droits de douane, taxes ou contributions décrétés par les lois ou règlements.

Article IV.

Les deux Parties contractantes s'engagent à entamer, aussitôt que possible, les négociations concernant la conclusion d'une convention de commerce entre les deux Etats.

Article V.

Le présent traité est rédigé en français, en chinois et en finnois. Dans toutes les questions relatives à son interprétation, c'est le texte français qui fera foi.

Article VI.

Le présent traité sera ratifié par Son Excellence le Président de la République de Chine, et par Son Excellence le Président de la République de Finlande, conformément à la législation en vigueur et les instruments de ratification en seront échangés aussitôt que faire se pourra.

Article VII.

Ce traité sera mis en vigueur aussitôt que l'échange des ratifications aura pu avoir lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Helsinki, en double expédition, le vingt-neuf octobre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) (Signé) TSENG TSUNG KIEN.

(L. S.) (Signé) Emile SETÄLÄ.

DÉCLARATION

Au moment de la signature du traité d'amitié entre les Républiques de Chine et de Finlande, les plénipotentiaires chinois et finlandais, dûment y autorisés par leurs gouvernements, sont convenus de la déclaration suivante :

Les litiges dans lesquels des Finlandais se trouveraient impliqués en Chine seront tous jugés devant les tribunaux nouvellement institués. Il pourra être fait appel des décisions de ces tribunaux. Ces litiges donneront lieu à une procédure régulière. Des avocats et des interprètes finlandais, officiellement accrédités auprès des tribunaux, pourront faire fonction de conseils pendant la durée du procès.

En ce qui concerne les procès relevant des tribunaux mixtes, dans lesquels des Finlandais seraient demandeurs ou défendeurs, la Chine s'engage à rechercher par la suite une solution équitable pour toutes les parties.

Fait à Helsinki, en double expédition, le 29 octobre 1926.

(L. S.) (Signé) TSENG TSUNG KIEN.

(L. S.) (Signé) Emile SETÄLÄ.

their residence and carry on trade or industry in all places in which nationals of any other country may do so, and shall be required to pay such Customs duties, taxes or charges as may be decreed by the laws or regulations.

Article IV.

The two Contracting Parties undertake to open negotiations as soon as possible with a view to concluding a commercial convention between the two States.

Article V.

The present Treaty is drawn up in French, Chinese and Finnish. In all questions as to its interpretation, the French text shall be authentic.

Article VI.

The present Treaty shall be ratified by His Excellency the President of the Chinese Republic and by His Excellency the President of the Finnish Republic, in conformity with the laws in force and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible.

Article VII.

This Treaty shall come into force as soon as the exchange of ratifications has taken place.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Helsingfors, in duplicate, on October the twenty-ninth, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (*Signed*) TSENG TSUNG KIEN.

(L. S.) (*Signed*) EMIL SETÄLÄ.

DECLARATION.

At the moment of signing the Treaty of Friendship between the Chinese and Finnish Republics, the respective Plenipotentiaries, being duly authorised for this purpose by their Governments, have agreed upon the following declaration :

All lawsuits in which Finnish nationals may be involved in China shall be heard before the Courts which have recently been set up. Appeal may be made from the decisions of these Courts. Such lawsuits shall be dealt with according to a regular form of procedure. Finnish advocates and interpreters, officially accredited to the Courts, may act as counsel during the proceedings.

As regards proceedings which come within the jurisdiction of the mixed courts and in which Finnish nationals are plaintiffs or defendants, China undertakes to endeavour to find an equitable solution for all the parties concerned.

Done at Helsingfors, in duplicate, October 29, 1926.

(L. S.) (*Signed*) TSENG TSUNG KIEN.

(L. S.) (*Signed*) EMIL SETÄLÄ.

N° 1557.

FINLANDE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la franchise des droits d'entrée pour les effets de chancellerie destinés à l'usage des consulats. Helsingfors, les 23 août et 30 septembre 1927.

FINLAND AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Exemption of Office Fittings for the Use of Consulates from Import Duty. Helsingfors, August 23 and September 30, 1927.

N^o 1557. — NOTEVEKSLING¹ MEL-
LEM DE FINSKE OG NORSKE
REGJERINGER RØRANDE
ØVERENSKOMMELSE OM
TOLLFRI INNFØRSEL AV
KONSULATREKVISITA. HEL-
SINGFORS, DEN 23 AUGUST
OCH 30 SEPTEMBER, 1927.

N^o 1557. — NOTVÄXLING MEL-
LAN DE FINSKA OCH NOR-
SKA REGERINGAR ANGA-
ENDE OVERENSKOMMELSE
OM TULLFRI INFÖRSEL AV
KONSULATREKVISITA. HEL-
SINGFORS, DEN 23 AUGUSTI
OCH 30 SEPTEMBER 1927.

*Textes officiels norvégien et suédois communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Norvège. L'enregistrement de cet échange de
notes a eu lieu le 31 octobre 1927.*

*Norwegian and Swedish official texts communicated
by the Norwegian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes took
place October 31, 1927.*

I.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

KGL. NORSK LEGASJON
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, den 23de august 1927.

HERR MINISTER,

Efter ordre fra min regjering har jeg herved den ære å forespørre om den finske regjering under forutsetning av gjensidighet, hvilket for Norges vedkommende ved denne note tilsies, skulde være villig til fremtidig å tilstå tollfri innførsel fra Norge til Finland av diverse konsulatrekvisita, bestående av våbenskjold, flagg, kontorfornödenheter og andre for tjenesten bestemte gjenstande i fornøden utstrekning til bruk ved norske generalkonsulater, konsulater og visekonsulater, der er opprettet eller måtte bli opprettet i Finland, når der fra vedkommende konsulats chef fremlegges skriftlig forsikring om at effektene er bestemt til bruk for hans konsulære kontor.

Jeg har ennvidere den ære å foreslå at denne note samt Deres svarnote herpå skal anses som en overenskomst i denne sak mellem Norge og Finland, og at den trer i kraft umiddelbart efter

¹ Entré en vigueur le 30 septembre 1927.

¹ Came into force September 30, 1927.

mottagelsen av den Finske Regjerings svarnote, samt at den forblir gjeldende inntil den med en opsigelsestid av en måned fra en av partenes side er blitt opsagt.

Motta, Herr Minister, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

Herr Dr. V. Voionmaa,
Finlands Utenriksminister,
etc., etc., etc., Helsingfors.

(S.) H. H. BACHKE.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 27 octobre 1927.

Pour le Ministre :

Rolf Andvord,
Chef de Division.

II.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

MINISTERIET
FÖR UTRIKESÄRENDENA.
Nr. 10 701.

HELSINGFORS, den 30 september 1927.

HERR MINISTER,

I note av den 23 sistlidne augusti har Ni, Herr Minister, å Eder Regerings vägnar framställt förfrågan, huruvida Finlands Regering under förutsättning av reciprocitet, som för Norges vidkommande genom denna Eder note medgives, vore villig att framdeles bevilja tullfri införsel från Norge till Finland av diverse konsulatrekvisita, bestående av vapenskjöldar, flaggor, kontorsförnödenheter och andra för tjänsten avsedda föremål i nödig utsträckning till bruk vid Norska generalkonsulat, konsulat och vicekonsulat, som upprättats eller i framtiden komma att upprättas i Finland om chefen för vederbörande konsulat avger skriftlig försäkran om att sakerna äro avsedda till bruk vid konsulatet i fråga.

Samtidigt har Ni föreslagit, att sagda note och Finska Regeringens därpå avgivna svarnote skulle anses utgöra en överenskommelse i saken mellan Norge och Finland, vilken överenskommelse skulle träda i kraft omedelbart efter mottagandet av Finska Regeringens svarnote och förbli i kraft intill dess densamma med en uppsägningstid av en måned från någondera sidan blivit uppsagd.

I anledning härav har jag äran meddela, att Finlands Regering godkännande detta på ömsesidighet byggande förslag, anser ifrågavarande överenskommelse avslutad genom överlämnandet av denna note, vilken överenskommelse sålunda omedelbart skall träda i kraft och förbli gällande intill dess densamma med en uppsägningstid av en måned från någondera sidan blivit uppsagd.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

Herr Minister Halvard Huitfeldt Bachke,
Norges utomordentliga sändebud och
befullmäktigade Minister för Finland,
Helsingfors.

(S.) Väinö VOIONMAA.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 27 octobre 1927.

Pour le Ministre :

Rolf Andvord,
Chef de Division.

¹ TRADUCTION.

N^o 1557. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA FRANCHISE DES DROITS D'ENTRÉE POUR LES EFFETS DE CHANCELLERIE DESTINÉS A L'USAGE DES CONSULATS. HELSINGFORS, LES 23 AOUT ET 30 SEPTEMBRE 1927.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE.
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, le 23 août 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous demander si le Gouvernement finlandais serait disposé, sous condition de réciprocité, — la présente note comportant cet engagement de réciprocité en ce qui concerne la Norvège — à autoriser dorénavant l'importation en franchise douanière, de Norvège en Finlande, de divers accessoires de chancelleries consulaires, comprenant les écussons, les drapeaux, les fournitures de bureau, ainsi que les autres objets destinés au service de chancellerie, dans la mesure exigée par les besoins des consulats généraux, consulats et vice-consulats norvégiens qui existent actuellement ou qui pourront être créés ultérieurement en Finlande, lorsque le chef du consulat en question attestera par écrit que ces objets sont destinés à l'usage de sa chancellerie consulaire.

En outre, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, conjointement avec votre réponse à cette note, soient considérées comme constituant, en cette matière, un arrangement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1557. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXEMPTION OF OFFICE FITTINGS FOR THE USE OF CONSULATES FROM IMPORT DUTY. HELSINGFORS, AUGUST 23 AND SEPTEMBER 30, 1927.

I.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION,
HELSINGFORS.

HELSINGFORS, August 23, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I am instructed by my Government to ask you whether the Finnish Government would be prepared, subject to reciprocity — the present Note constituting a pledge of reciprocity on the part of Norway — to authorise henceforward the importation from Norway into Finland, free of Customs duty, of various consular office accessories, consisting of coats of arms, flags, office requisites and other articles for official use, in so far as they may be required by the Norwegian consulates-general, consulates and vice-consulates which at present exist or may hereafter be created in Finland, on condition that the chief officer of the consulate in question certifies in writing that the articles are intended for the use of his consulate.

Further, I have the honour to propose that the present Note, together with your reply thereto, shall be regarded as constituting an Agreement on this subject between Norway

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

entre la Norvège et la Finlande, que cet arrangement prenne effet dès la réception de la réponse du Gouvernement finlandais et qu'il demeure en vigueur jusqu'à sa dénonciation par l'une des Parties, moyennant préavis d'un mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. H. BACHKE.

Monsieur le Dr V. Voionmaa,
Ministre des Affaires étrangères de Finlande.
Helsingfors.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 10.701.

HELSINGFORS, le 30 septembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note du 23 août, vous m'avez demandé, au nom de votre gouvernement, si le Gouvernement de la Finlande serait disposé, sous condition de réciprocité, — votre note comportant cet engagement de réciprocité en ce qui concerne la Norvège — à autoriser l'importation en franchise douanière, de Norvège en Finlande, de divers accessoires de chancelleries consulaires, comprenant les écussons, les drapeaux, les fournitures de bureau, ainsi que les autres objets destinés au service de chancellerie, dans la mesure exigée par les besoins des consulats généraux, consulats et vice-consulats norvégiens qui existent actuellement ou qui pourront être créés ultérieurement en Finlande, lorsque le chef du consulat en question attestera par écrit que ces objets sont destinés à l'usage du consulat en question.

Vous avez proposé également que ladite note, conjointement avec la réponse du Gouvernement finlandais à cette note, soient considérées comme constituant, en cette matière, un arrangement entre la Norvège et la Finlande, que cet arrangement prenne effet dès la réception de la réponse du Gouvernement finlandais et qu'il demeure en vigueur jusqu'à sa dénonciation par l'une des Parties, moyennant préavis d'un mois.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais,

and Finland, that this Agreement shall take effect immediately upon receipt of the Finnish Government's reply, and that it shall remain in force until denounced by one of the Parties at one month's notice.

I have the honour to be etc.

(Signed) H. H. BACHKE.

To Dr. V. Voionmaa,
Minister for Foreign Affairs of Finland,
Helsingfors.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 10701.

HELSINGFORS, September 30, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your Note of August 23 last you asked me, on behalf of your Government, whether the Finnish Government would be prepared, subject to reciprocity — your Note constituting a pledge of such reciprocity on the part of Norway — to authorise henceforward the importation from Norway into Finland, free of Customs duty, of various consular office accessories consisting of coats of arms, flags, office requisities and other articles for official use in so far as they may be required by the Norwegian consulates-general, consulates and vice-consulates which at present exist or may hereafter be created in Finland, on condition that the chief officer of the consulate in question certifies in writing that the articles are intended for the use of his consulate.

You also propose that the said Note, together with my reply thereto, shall be regarded as constituting an Agreement on this subject between Norway and Finland, that this Agreement shall take effect immediately upon receipt of the Finnish Government's reply, and that it shall remain in force until denounced by one of the Parties at one month's notice.

In reply I have the honour to inform you that the Finnish Government approves of this

approuvant cette proposition fondée sur le régime de la réciprocité, considère l'arrangement envisagé comme se trouvant conclu par l'envoi de la présente note, cet arrangement prenant donc effet immédiatement et demeurant en vigueur jusqu'à sa dénonciation par l'une des Parties, moyennant préavis d'un mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Vainö VOIONMAA.

Monsieur Halvard Huitfeldt Bachke,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Norvège en Finlande.
Helsingfors.

proposal on the basis of reciprocity, and considers the proposed Agreement concluded by the despatch of the present Note, this Agreement thus taking effect immediately and remaining in force until denounced by one of the Parties at one month's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Vainö VOIONMAA.

To M. Halvard Huitfeldt Bachke,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Norway in Finland,
Helsingfors.

N° 1558.

ESPAGNE ET ITALIE

Traité d'amitié, de conciliation et
de règlement judiciaire. Signé à
Madrid, le 7 août 1926.

SPAIN AND ITALY

Treaty of Friendship, Conciliation
and Judicial Settlement. Signed
at Madrid, August 7, 1926.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1558. — TRATTATO¹ DI AMICIZIA, DI CONCILIAZIONE E DI
REGOLAMENTO GIUDIZIARIO FRA L'ITALIA E LA SPAGNA.
FIRMATO A MADRID, IL 7 AGOSTO 1926.

*Textes officiels italien et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} novembre 1927.*

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA e SUA MAESTA' IL RE DI SPAGNA, animati dal desiderio di rafforzare i legami di amicizia esistenti fra i due Paesi e di contribuire al mantenimento della pace generale, hanno deciso di concludere un Trattato di amicizia, di conciliazione e di regolamento giudiziario delle questioni che potessero sorgere fra i due Paesi.

A tale fine hanno nominato loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Marchese PAULUCCI DI' CALBOLI, Suo Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario presso Sua Maestà Cattolica, Senatore del Regno ;

SUA MESTÀ IL RE DI SPAGNA :

Sua Eccellenza Don José DE YANGÜAS MESSIA, Suo Ministro per gli Affari Esteri ;

i quali, dopo essersi comunicati i loro pieni poteri ed averli trovati in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti :

Articolo I.

Le Parti contraenti si obbligano a sottoporre ad una procedura di conciliazione le vertenze di qualsiasi natura che sorgessero fra di loro e che non avessero potuto essere risolte in via diplomatica in un congruo termine.

Nel caso che fallisse la procedura di conciliazione, si farà luogo ad un regolamento giudiziario, in conformità agli articoli 7 e seguenti del presente Trattato.

Le vertenze per la soluzione delle quali è prevista una giurisdizione speciale da altri accordi in vigore fra la Parti contraenti saranno, tuttavia, sottomesse a questa giurisdizione.

Articolo II.

Ove si tratti di una vertenza che, ai termini della legislazione di una delle Parti, sia di competenza di un'Autorità giudiziaria, la Parte convenuta potrà opporsi a che essa sia sottomessa ad una procedura di conciliazione ed occorrendo ad un regolamento giudiziario, prima che essa sia stata oggetto di una decisione definitiva da parte di questa Autorità giudiziaria. Nel caso che la Parte istante intendesse impugnare la decisione giudiziaria, la vertenza dovrà essere sottomessa alla procedura di conciliazione entro l'anno, a decorrere dalla decisione stessa.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 16 octobre 1926.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 1558. — TRATADO ¹ DE AMISTAD, DE CONCILIACIÓN Y DE ARREGLO JUDICIAL ENTRE ESPAÑA E ITALIA FIRMADO EN MADRID EL 7 DE AGOSTO DE 1926.

Italian and Spanish official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place November 1, 1927.

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA y SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA animados del deseo de estrechar los lazos de amistad existentes entre los dos Países y de contribuir al mantenimiento de la Paz general han resuelto celebrar un Tratado de amistad, de conciliación y de arreglo judicial de las cuestiones que pudieran surgir entre los dos Países.

Al efecto han designado como plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

Al Excelentísimo señor Don José DE YANGÜAS MESSIA, Su Ministro de Estado ;

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

Al Excelentísimo señor Marqués PAULUCCI DE' CALBOLI, Su Embajador en Madrid, Senador del Reino ;

los cuales despues de comunicarse sus plenos poderes y de haberlos hallado en buena y debida forma han convenido en las disposiciones siguientes :

Artículo I.

Las Partes contratantes se comprometen a someter a un procedimiento de conciliación las diferencias, de cualquier naturaleza que sean, que surgieren entre ellas y que no hubieren podido ser resueltas por la vía diplomática en un plazo prudencial.

En el caso de que fracasare el procedimiento de conciliación se procurará un arreglo judicial, conforme a los artículos 7.^o y siguientes del presente Tratado.

Los litigios para cuya solución esté prevista una jurisdicción especial por otros Acuerdos en vigor entre las Partes contratantes serán, sin embargo, sometidos a dicha jurisdicción.

Artículo II.

Cuando se trate de un litigio que, según los términos de la legislación de una de las Partes, sea de la competencia de una autoridad judicial, la Parte demandada podrá oponerse a que sea sometido a un procedimiento de conciliación y, en su caso, a un arreglo judicial, siempre que no haya sido objeto de una decisión definitiva por parte de dicha autoridad judicial. En el caso de que la Parte demandante se propusiera impugnar esta decisión judicial, el litigio deberá ser sometido a procedimiento de conciliación dentro del año, a contar de la referida decisión.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, October 16, 1926.

Articolo III.

Le Parti contraenti istituiranno una Commissione permanente di conciliazione, composta di cinque membri.

Le Parti nomineranno ciascuna un Membro di loro gradimento e designeranno gli altri tre di comune accordo. Questi tre Membri non dovranno essere sudditi delle Parti contraenti, nè aver domicilio nel loro territorio, nè trovarsi al loro servizio. Le Parti designeranno, di comune accordo, il Presidente fra questi tre Membri.

Finchè la procedura non sia iniziata, ciascuna delle Parti contraenti potrà revocare la nomina del Commissario da essa prescelto e designare un successore ; potrà parimenti ritirare il proprio assenso alla nomina di ognuno dei tre Membri designati in comune. In questo caso, occorrerà procedere senza ritardo alla nomina dei Membri il cui mandato fosse cessato.

Alla sostituzione dei Commissari si procederà nello stesso modo fissato per la loro nomina.

Durante il corso effettivo della procedura i Membri nominati di comune accordo riceveranno un'indennità, il cui ammontare sarà stabilito fra le Parti contraenti e pagata da loro in misura uguale. Ciascuna Parte, invece, fisserà e pagherà l'indennità del Membro della Commissione da essa nominato.

Le spese generali della Commissione saranno ripartite ugualmente fra le due Parti.

La Commissione sarà costituita entro i sei mesi successivi allo scambio delle ratifiche del presente Trattato e si riunirà nel luogo designato dal suo Presidente.

Se la nomina dei Membri da designarsi di comune accordo non si effettuasse nel termine di sei mesi a decorrere dalla data dello scambio delle ratifiche, o, nel caso di sostituzione, in quello di tre mesi a decorrere dalla data della vacanza del posto, si procederà alle nomine conformemente all'articolo 45 della Convenzione ¹ dell'Aja pel regolamento pacifico dei conflitti internazionali, del 18 ottobre 1907.

Articolo IV.

Salvo patto contrario, la procedura di conciliazione sarà disciplinata dalla Convenzione dell'Aja pel regolamento pacifico dei conflitti internazionali, del 18 ottobre 1907.

Articolo V.

La Commissione di conciliazione potrà essere adita da una sola delle Parti, la quale notificherà la sua domanda al Presidente della Commissione e all'altra Parte. La Commissione potrà tuttavia offrire essa stessa i propri uffici se il suo Presidente e due dei suoi Membri vi consentano.

Le Parti contraenti si impegnano a facilitare in ogni modo possibile e sotto tutti i rapporti, i lavori della Commissione, e più particolarmente ad usare di tutti i mezzi di cui esse dispongono, giusta le rispettive legislazioni, per investire la detta Commissione della stessa competenza dei loro Tribunali Supremi, in tutto ciò che concerne la citazione e l'escussione dei testimoni e dei periti, come pure i sopralluoghi.

Articolo VI.

Alla Commissione di conciliazione spetta l'esame delle particolari questioni che le vengono sottoposte, e di stabilire i risultati della propria inchiesta in apposito rapporto destinato a chiarire le questioni di fatto, facilitando così la soluzione della vertenza. Nel suo rapporto, la Commissione preciserà i punti controversi del litigio e farà seguire al suo esposto raccomandazioni atte a raggiungere un'intesa fra le Parti.

Il rapporto dovrà essere presentato entro sei mesi, a decorrere dal giorno in cui la Commissione sarà stata investita della controversia ; a meno che le Parti contraenti non decidano di abbreviare

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Artículo III.

Las Partes contratantes instituirán una Comisión permanente de conciliación compuesta de cinco Miembros.

Las Partes nombrarán libremente cada una un Miembro y designarán los otros tres de común acuerdo. Estos tres Miembros no deberán ser súbditos de las Partes contratantes, ni estar domiciliados en su territorio, ni hallarse a su servicio. Las Partes designarán, de común acuerdo, el Presidente entre estos tres Miembros.

Mientras no se haya iniciado procedimiento alguno, cada una de las Partes contratantes podrá revocar el nombramiento del Comisario nombrado por ella y designarle un sucesor, así como también retirar su consentimiento al nombramiento de cada uno de los tres Miembros designados en común. En este caso ha lugar a proceder sin retraso al nombramiento de los Miembros cuyo mandato hubiera finalizado.

Se procedera al reemplazo de los Comisarios conforme a la manera fijada para su nombramiento.

Durante el curso efectivo del procedimiento, los Miembros nombrados de común acuerdo recibirán una indemnización, cuya cuantía será fijada por las Partes contratantes y sufragada por ellas por partes iguales. En cambio, cada Parte fijará y satisfará por sí misma la indemnización del Miembro de la Comisión nombrado por ella.

Cada Parte sufragará una cuota igual de los gastos generales de la Comisión.

La Comisión se constituirá dentro de los seis meses siguientes al canje de las ratificaciones del presente Tratado y se reunirá en el lugar designado por su Presidente.

Si el nombramiento de los Miembros que han de designarse de común acuerdo no se efectuase en el plazo de seis meses, a partir del canje de las ratificaciones, o, en caso de substitución, en el de tres meses, a partir de la vacante del puesto, se procederá a los nombramientos en conformidad con el art. 45 del Convenio¹ de El Haya de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

Artículo IV.

Salvo pacto en contrario, el procedimiento de conciliación se regirá por el Convenio de El Haya de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales.

Artículo V.

La Comisión de conciliación podrá ser requerida por una sola de las Partes. Esta notificará su demanda al Presidente de la Comisión y a la parte contraria. La Comisión podrá, sin embargo, ofrecer espontáneamente su concurso, si su Presidente y dos de sus Miembros consienten en ello.

Las Partes contratantes se comprometen a facilitar, en todos los casos y en todos conceptos, los trabajos de la Comisión, y en particular a utilizar todos los medios de que dispongan, según sus legislaciones, para investir a la citada Comisión de la misma competencia que a sus Tribunales Supremos en lo que concierne a la citación, comparecencia de testigos o peritos, así como a las inspecciones oculares.

Artículo VI.

La Comisión de conciliación tendrá a su cargo examinar las cuestiones particulares que le sean sometidas, consignar el resultado de su investigación en un informe destinado a dilucidar las cuestiones de hecho y facilitar así la solución de los litigios. En su informe precisará los puntos de controversia que estos litigios ocasionen y acompañará a su dictamen las proposiciones susceptibles de facilitar un acuerdo entre las Partes.

El informe deberá ser presentado dentro de los seis meses, a partir del día en que la Comisión haya sido requerida, a menos que las Partes contratantes decidan abreviar o prorrogar ese plazo.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

o prolungare tale termine. Il rapporto dovrà essere steso in tre esemplari, di cui due da rimettersi alle Parti e il terzo da conservarsi negli archivi della Commissione.

La Commissione fisserà il termine entro il quale le Parti dovranno pronunciarsi a riguardo delle sue raccomandazioni, come pure quello entro il quale esse potranno sottomettere la vertenza a un regolamento giudiziario quando fosse fallita la procedura di conciliazione. Questi due termini non potranno tuttavia essere superiori a sei mesi il primo, e a tre il secondo.

Il rapporto della Commissione non avrà carattere di sentenza definitiva obbligatoria nè per ciò che concerne l'esposizione dei fatti nè per ciò che riguarda le questioni di diritto.

Articolo VII.

Se le Parti non accettano le raccomandazioni della Commissione di conciliazione, ciascuna di esse potrà, entro il termine fissato da quest'ultima, chiedere che la vertenza sia sottoposta alla Corte Permanente di Giustizia Internazionale.

Nel caso in cui, a giudizio della Corte, la vertenza non avesse carattere giuridico, le Parti convengono che sia risolta *ex aequo et bono*.

Articolo VIII.

Le Parti contraenti potranno tuttavia accordarsi di sottomettere ogni vertenza ad un Tribunale arbitrale, costituito giusta gli articoli 55 e seguenti della Convenzione pel Regolamento Pacifico dei Conflitti internazionali, del 18 ottobre 1907, o, conformemente a qualsiasi altro accordo esistente fra di esse.

Articolo IX.

Le Parti contraenti conformandosi al disposto dello Statuto¹ e Regolamento della Corte Permanente di Giustizia Internazionale faranno un compromesso allo scopo di determinare l'oggetto della vertenza, la competenza speciale attribuita al Tribunale, come pure tutte le altre condizioni stabilite fra le Parti.

Il compromesso si farà con scambio di note fra i Governi delle Parti contraenti, e sarà interpretato in tutti i suoi punti dalla Corte di giustizia.

Se il compromesso non fosse stato definito entro tre mesi a decorrere dal giorno in cui ad una delle Parti sia stata notificata la domanda di regolamento giudiziario, ciascuna di esse potrà adire con semplice richiesta la Corte di giustizia.

Articolo X.

Se in una sentenza pronunciata giusta il presente Trattato fosse stabilito che una decisione di carattere giudiziario, o di qualsiasi altra autorità dipendente da una delle Parti contraenti, fosse completamente o parzialmente in opposizione col diritto delle genti, e se il diritto costituzionale di questa parte non permettesse o permettesse solo imperfettamente, di annullare in via amministrativa gli effetti della decisione di cui è questione, la sentenza concederà alla Parte lesa un'equa soddisfazione di altro ordine.

Articolo XI.

La sentenza pronunciata dalla Corte Permanente di Giustizia Internazionale sarà eseguita in buona fede dalle Parti.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Deberá hacerse en tres ejemplares, uno para cada una de las Partes y el tercero se conservará en los archivos de la Comisión.

La Comisión fijará el plazo dentro del cual las Partes deberán pronunciarse en relación a sus proposiciones, así como el plazo hasta la expiración del cual aquellas podrán, en caso de fracasar el procedimiento de conciliación, someter el litigio a un arreglo judicial. Estos dos plazos no podrán, sin embargo, exceder el primero de seis meses y el segundo de tres.

El informe de la Comisión no tendrá, ni en lo que se refiere a la exposición de hechos, ni en lo que concierne a las consideraciones jurídicas, el carácter de una sentencia definitiva obligatoria.

Artículo VII.

Si las Partes no aceptan las proposiciones de la Comisión de conciliación, cualquiera de ellas podrá, dentro del plazo fijado por esta última, pedir que el litigio sea sometido al Tribunal Permanente de Justicia Internacional.

En el caso de que, a juicio del Tribunal, el litigio no fuese de orden jurídico, las Partes convienen en que será resuelto *ex æquo et bono*.

Artículo VIII.

Las Partes contratantes podrán, sin embargo, convenir en someter todo litigio a un Tribunal arbitral, constituido conforme a los Artículos 55 y siguientes del Convenio de 18 de Octubre de 1907 para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales o conforme a cualquier otro Acuerdo existente entre ellas.

Artículo IX.

Las Partes contratantes, ateniéndose a las disposiciones del Estatuto¹ y del Reglamento del Tribunal Permanente de Justicia Internacional, establecerán un compromiso con el fin de determinar el objeto del litigio, la competencia especial que podría ser atribuida al Tribunal, así como todas las condiciones que las Partes hayan convenido.

El compromiso se establecerá por canje de Notas entre los Gobiernos de las Partes contratantes y será interpretado en todos sus puntos por el Tribunal de Justicia.

Si el compromiso no hubiese sido fijado dentro de los tres meses a contar del día en que una de las Partes hubiera sido demandada a los fines del arreglo judicial, cualquiera de las Partes podrá acudir al Tribunal de Justicia por vía de simple demanda.

Artículo X.

Si en una sentencia, dictada conforme al presente Tratado, se estableciese que una decisión de carácter judicial o de cualquier otra autoridad dependiente de una de las Partes contratantes se halla completa o parcialmente en oposición con el derecho de gentes, y si el derecho constitucional de esta Parte no permitiese o sólo permitiese imperfectamente anular por vía administrativa las consecuencias de la decisión de que se tratare, la sentencia concederá a la Parte perjudicada una satisfacción equitativa en otro orden.

Artículo XI.

La sentencia dictada por el Tribunal Permanente de Justicia Internacional será ejecutada de buena fé por las Partes.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Durante il corso della procedura di conciliazione, o di quella giudiziaria la Parti contraenti si impegneranno a rinunciare, per quanto possibile, ad ogni misura suscettibile di produrre una ripercussione pregiudizievole all'accettazione delle proposte della Commissione di conciliazione o alla esecuzione della sentenza.

Articolo XII.

Le contestazioni che sorgessero tanto nell'interpretazione quanto nell'esecuzione del presente Trattato saranno, salvo patto contrario, sottoposte direttamente, mediante semplice domanda alla Corte Permanente di Giustizia Internazionale.

Articolo XIII.

Se una delle Parti contraenti, malgrado il suo atteggiamento pacifico, fosse attaccata da una terza Potenza, o da terze Potenze, l'altra Parte contraente osserverà la neutralità durante tutta la durata del conflitto.

Articolo XIV.

Il presente Trattato sarà ratificato nel più breve tempo possibile e gli strumenti di ratifica si scambieranno a Madrid.

Il Trattato è concluso per la durata di dieci anni, a decorrere dallo scambio delle ratifiche. Salvo denuncia sei mesi prima della scadenza, esso rimarrà in vigore per un nuovo periodo di cinque anni e così di seguito. Se al momento della scadenza del presente Trattato, fosse tuttavia pendente qualche procedimento di conciliazione o giudiziario, questo seguirà il suo corso, giusta il disposto del Trattato stesso o di qualsiasi altro accordo che le Parti contraenti avessero pattuito per sostituirlo.

Articolo XV.

Il presente Trattato viene redatto in due originali, uno in spagnolo ed uno in italiano, che fanno ugualmente fede.

In fede di che, i Plenipotenziari firmano il presente Trattato.

Fatto a Madrid, addì 7 agosto 1926.

Per l'Italia :

(L. S.) PAULUCCI DI' CALBOLI.

Per la Spagna :

(L. S.) YANGÜAS MESSIA.

Copie certifiée conforme :
Rome, le 20 octobre 1927 Ve.

Grandi.

Durante el curso del procedimiento de conciliación o del procedimiento judicial, las Partes contratantes se comprometen a renunciar, en lo posible, a toda medida susceptible de producir una repercusión perjudicial en la aceptación de las proposiciones de la Comisión de conciliación o sobre la ejecución de la sentencia.

Artículo XII

Las dificultades que surgieren en la interpretación o en la ejecución del presente Tratado serán, salvo pacto en contrario, sometidas directamente por medio de simple demanda al Tribunal Permanente de Justicia Internacional.

Artículo XIII.

Si una de las Partes contratantes, a pesar de su actitud pacífica, fuese atacada por una tercera Potencia o por varias de ellas, la otra Parte contratante observará neutralidad durante toda la duración del conflicto.

Artículo XIV.

El presente Tratado será ratificado en el más breve plazo posible y los instrumentos de ratificación se canjearán en Madrid.

El Tratado se concierta por un periodo de diez años, a contar del canje de ratificaciones ; de no ser denunciado seis meses antes de la expiración de este plazo, permanecerá en vigor por un nuevo período de cinco años, y así sucesivamente. Si en el momento de la expiración del presente Tratado algún procedimiento de conciliación o procedimiento judicial estuviere pendiente, seguirá su curso conforme a las disposiciones del referido Tratado o de cualquier otro Acuerdo que las Partes contratantes hubieren convenido para substituirlo.

Artículo XV.

El presente Tratado, redactado en castellano y en italiano, hará igualmente fe en ambos idiomas.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios firman el presente Tratado.

Hecho por duplicado en Madrid a siete de Agosto de mil novecientos veintiséis.

(L. S.) JOSÉ DE YANGÜAS.

(L. S.) PAULUCCI DI 'CALBOLI.

¹ TRADUCTION.

N^o 1558. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE CONCILIATION ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE, SIGNÉ A MADRID, LE 7 AOUT 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié existant entre les deux pays et de contribuer au maintien de la paix générale, ont décidé de conclure un traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire des questions qui pourraient surgir entre les deux pays.

A cette fin, ils ont désigné leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le marquis PAULUCCI DI' CALBOLI, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de Sa Majesté catholique, sénateur du Royaume ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don José DE YANGÜAS MESSIA, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation les différends de toute nature qui pourraient surgir entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai approprié.

Au cas où la procédure de conciliation échouerait, on aura recours à un règlement judiciaire, conformément aux articles VII et suivants du présent traité.

Toutefois, les différends pour le règlement desquels une juridiction spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties contractantes, seront soumis à cette juridiction.

Article II.

S'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation de l'une des Parties, est de la compétence d'une autorité judiciaire, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce que le différend en question soit soumis à une procédure de conciliation, et, le cas échéant, à un règlement judiciaire avant qu'il ait fait l'objet d'une décision définitive de la part de ladite autorité judiciaire. Au cas où la Partie demanderesse aurait l'intention de contester la décision judiciaire, le différend devra être soumis à la procédure de conciliation dans le délai d'un an à dater du jour auquel la décision a été rendue.

Article III.

Les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de cinq membres.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1558. — TREATY OF FRIENDSHIP, CONCILIATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN ITALY AND SPAIN. SIGNED AT MADRID, AUGUST 7, 1926.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of further strengthening the ties of friendship which already unite the two countries and of helping to maintain general peace, have decided to conclude a Treaty of friendship, conciliation and judicial settlement in regard to questions which may arise between the two countries.

They have therefore appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Marquis PAULUCCI DI' CALBOLI, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, accredited to His Most Catholic Majesty, Senator of the Kingdom ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don José DE YANGÜAS MESSIA, His Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Contracting Parties undertake to submit to the procedure of conciliation all disputes of any nature whatever which may arise between them, and which it may not have been possible to settle within a reasonable time by diplomatic methods.

In the event of the procedure of conciliation proving unsuccessful, a judicial settlement shall be sought in accordance with Articles VII *et seq.* of the present Treaty.

Disputes for the solution of which a special procedure has been laid down in other conventions in force between the Contracting Parties shall, however, remain subject to such special procedure.

Article II.

In the case of a dispute which, according to the law of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the Courts, the defendant Party may oppose the submission of the dispute to a procedure of conciliation and ultimately to judicial settlement, so long as no final judgment has been pronounced by the Court in question. Should the complainant Party desire to contest the judgment, the conciliation procedure must be applied to the dispute within one year from the date on which the judgment was pronounced.

Article III.

The Contracting Parties shall establish a Permanent Commission of Conciliation consisting of five members.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les Parties nommeront chacune un membre à leur convenance et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront pas être des sujets des Parties contractantes, ni être domiciliés dans leur territoire, ni se trouver à leur service. Les Parties choisiront, d'un commun accord, le président parmi ces trois membres.

Tant que la procédure ne sera pas commencée, chacune des Parties contractantes pourra annuler la nomination du commissaire choisi par elle et lui désigner un successeur; elle pourra de même retirer son assentiment à la nomination de n'importe lequel des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y aura lieu de procéder sans retard à la nomination des membres dont le mandat aura pris fin.

On procédera pour ce remplacement des commissaires de la même manière que pour leur nomination.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres nommés d'un commun accord recevront une indemnité dont le montant sera fixé d'un commun accord par les Parties contractantes et payé par elles dans une proportion égale. Par contre, chaque Partie fixera et paiera l'indemnité du membre de la commission nommé par elle.

Les frais généraux de la commission seront répartis également entre les deux Parties.

La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité et se réunira au lieu désigné par son président.

Au cas où la nomination des membres à désigner d'un commun accord n'aurait pas lieu dans le délai de six mois à dater du jour de l'échange des ratifications, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois qui suivront la date de la vacance du poste, on procédera aux nominations, conformément à l'article 45 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article IV.

Sauf accord contraire, la procédure de conciliation sera régie par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article V.

La Commission de conciliation pourra être saisie par une seule des Parties, qui devra notifier sa demande au président de la commission, ainsi qu'à l'autre Partie. La commission pourra, toutefois, offrir elle-même ses services si son président et deux de ses membres en conviennent ainsi.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter de toutes les manières possibles, et sous tous les rapports, les travaux de la commission, et, plus particulièrement, à employer tous les moyens dont elles disposent, suivant leurs législations respectives, pour investir ladite commission de la même compétence que leurs tribunaux suprêmes, en tout ce qui concerne la citation et l'audition des témoins et des experts, ainsi que les enquêtes sur place.

Article VI.

Il incombe à la Commission de conciliation d'examiner les questions particulières qui lui sont soumises et d'indiquer les résultats de son enquête dans un rapport spécial destiné à éclaircir les questions de fait, en facilitant ainsi le règlement du différend. Dans son rapport, la commission précisera les points controversés du litige et fera suivre son exposé de recommandations susceptibles d'amener une entente entre les Parties.

Le rapport devra être présenté dans un délai de six mois à dater du jour où la commission aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident d'abrèger ou de proroger ce délai. Le rapport devra être établi en trois exemplaires, dont deux seront remis aux Parties et le troisième conservé dans les archives de la commission.

Each Party shall appoint one member of its own choosing, the other three being appointed by agreement between the Parties. The three latter members may not be nationals of the Contracting Parties or be domiciled in their territories or be employed in their service. The Contracting Parties shall by agreement appoint one of these three members as president.

So long as no proceedings have been begun, either Contracting Party may revoke the appointment of its Commissioner and nominate a successor ; it may also withdraw its consent to the appointment of any of the three Commissioners appointed jointly. In this case the Commissioners whose mandates are terminated shall be replaced without delay.

The Commissioners shall be replaced in the same manner as they were appointed. For the actual duration of the procedure the jointly appointed Commissioners shall receive an allowance, to be fixed by agreement between the Contracting Parties and to be paid by them in equal shares. On the other hand, each Party shall fix and pay the allowance of the Commissioner appointed by itself.

The general expenses of the Commission shall be borne by the Contracting Parties in equal shares.

The Commission shall be constituted within six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty. It shall meet in the place selected by its President.

If the appointment of the members to be nominated jointly is not made within six months as from the date of the exchange of ratifications, or, in the case of replacement, within three months after the vacancy occurs, these appointments shall be made in conformity with Article 45 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article IV.

Failing any special agreement to the contrary, the procedure of conciliation shall be governed by the rules laid down in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article V.

A question may be submitted to the Commission of Conciliation by either of the Parties, who shall notify its request to the President of the Commission and to the other Party. The Commission, however, may offer its services, should its President and two of the Commissioners agree to such a course of action.

The Contracting Parties undertake to assist the Commission in its work, in every possible way and in every respect, and in particular to employ all the means they possess under their respective laws to invest it with the same powers as their Supreme Courts as regards the calling and hearing of witnesses and experts and the carrying out of investigations on the spot.

Article VI.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to consider the various questions submitted to it and to embody the results of its enquiry in a report, the object of which shall be to elucidate questions of fact and thus to facilitate the settlement of the dispute. In its report it shall state the controversial points in the case and shall then make such recommendations as might lead to an agreement between the Parties.

The Commission shall report within six months from the day on which the dispute is submitted to it unless the Contracting Parties decide to curtail or extend this period. The report shall be drawn up in triplicate, one copy being sent to each of the Parties and the third being filed in the archives of the Commission.

La commission fixera le délai dans lequel les Parties devront se prononcer au sujet de ses recommandations, ainsi que celui dans lequel elles pourront soumettre le différend à un règlement judiciaire, au cas où la procédure de conciliation aurait échoué. Toutefois, ces deux délais ne pourront dépasser le premier, six mois, et le second, trois mois.

Le rapport de la commission n'aura pas le caractère d'une sentence définitive obligatoire, tant en ce qui concerne l'exposé des faits, qu'en ce qui se rapporte aux questions de droit.

Article VII.

Si les Parties n'acceptent pas les recommandations de la Commission de conciliation, chacune d'elles pourra, dans le délai fixé par cette dernière, demander que le différend soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Au cas où, de l'avis de la Cour, le différend n'aurait pas un caractère juridique, les Parties conviennent qu'il sera réglé *ex æquo et bono*.

Article VIII.

Les Parties contractantes pourront toutefois s'entendre pour soumettre tout différend à un tribunal arbitral constitué conformément aux articles 55 et suivants de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907, ou conformément à tout autre accord existant entre elles.

Article IX.

Les Parties contractantes, en se conformant aux dispositions du Statut et du Règlement de la Cour permanente de Justice internationale, établiront un compromis à l'effet de déterminer l'objet du différend, la compétence spéciale attribuée au tribunal, ainsi que toutes les autres conditions fixées d'un commun accord par les Parties.

Le compromis se fera par un échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes et sera interprété dans tous ses points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas établi dans les trois mois qui suivront le jour auquel la demande de règlement judiciaire aura été notifiée à l'une des Parties, chacune d'elles pourra, par simple requête, saisir la Cour de Justice.

Article X.

Au cas où une sentence prononcée en vertu du présent traité établirait qu'une décision de caractère judiciaire ou émanant de toute autre autorité dépendant d'une des Parties contractantes, est complètement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permet pas ou ne permet qu'imparfaitement d'annuler, par la voie administrative, les effets de la décision dont il est question, la sentence accordera à la Partie lésée une satisfaction équivalente d'un autre ordre.

Article XI.

La sentence prononcée par la Cour permanente de Justice internationale sera exécutée de bonne foi par les Parties. Les Parties contractantes s'engagent à renoncer autant que possible, pendant la durée de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, à toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation, ou à l'exécution de la sentence.

The Commission shall prescribe a period within which the Parties shall be required to take their decision as regards its recommendations, and also a period within which the Parties may, in case the procedure of conciliation should prove unsuccessful, submit the dispute to a judicial settlement. These periods may not, however, exceed six months in the case of the first period, and three months in the case of the second.

The Commission's report shall not be in the nature of a compulsory final award as regards either the statement of facts or the legal considerations.

Article VII.

Should the Parties not accept the recommendations of the Commission of Conciliation, either of them may, within a period prescribed by the Commission, request that the dispute be submitted to the Permanent Court of International Justice. If, in the opinion of the Court, the case is not of a juridical nature, the Parties shall agree to its being settled *ex aequo et bono*.

Article VIII.

Nevertheless, the Contracting Parties may decide to refer any dispute to a Court of Arbitration established in conformity with Articles 55 *et seq.* of the Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or in conformity with any other agreement concluded between them.

Article IX.

On the basis of the Statute and the Rules of the Permanent Court of International Justice, the Contracting Parties shall draw up a special agreement (*compromis*) specifying the subject of the dispute, the special jurisdiction conferred upon the Court and any other conditions agreed upon between the Parties.

The special agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties and all points contained therein shall be interpreted by the Court of Justice.

If the special agreement is not drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may bring the question before the Court of Justice by a simple request.

Article X.

If, in a judgment rendered in conformity with the present Treaty, it is found that a ruling of a Court of Law or any other authority of one of the Contracting Parties is wholly or partly at variance with international law, and should the constitutional law of that Party not allow, or only inadequately allow, the cancellation of this decision by administrative procedure, the Party prejudiced shall be granted equitable satisfaction in some other form.

Article XI.

The judgment rendered by the Permanent Court of International Justice shall be carried out by the Parties in good faith.

During the procedure of conciliation or the judicial procedure, the Contracting Parties shall undertake to abstain as far as possible from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Commission of Conciliation or the execution of the judgment.

Article XII.

Les contestations qui pourraient s'élever, tant dans l'interprétation que dans l'exécution du présent traité, seront, sauf dispositions contraires, soumises directement, moyennant simple requête, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article XIII.

Au cas, où malgré son attitude pacifique, l'une des Parties contractantes serait attaquée par une tierce Puissance, l'autre Partie contractante observera la neutralité pendant toute la durée du conflit.

Article XIV.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification seront échangés à Madrid.

Le traité est conclu pour une période de dix ans à dater du jour de l'échange des ratifications. Sauf dénonciation six mois avant son expiration, il restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite. Toute procédure de conciliation ou judiciaire pendante au moment de l'expiration du présent traité, suivra toutefois son cours, conformément aux dispositions du présent traité ou de tout autre accord que les Parties contractantes auraient conclu pour le remplacer.

Article XV.

Le présent traité est établi en deux originaux, l'un en espagnol, et l'autre en italien, qui font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires signent le présent traité.

Fait à Madrid, le 7 août 1926.

Pour l'Italie :

(L. S.) PAULUCCI DI' CALBOLI.

Pour l'Espagne :

(L. S.) YANGÜAS MESSIA.

Article XII.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by a simple request.

Article XIII.

Should one of the Contracting Parties, notwithstanding its peaceful attitude, be attacked by a third Power or third Powers, the other Contracting Party shall observe neutrality during the whole of the conflict.

Article XIV.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid.

The Treaty shall remain in force for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced six months before the expiration of this period it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter. If a procedure of conciliation or a judicial procedure is pending at the time of the expiration of the present Treaty, it shall pursue its course in accordance with the provisions of the present Treaty or of any other Convention which the Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

Article XV.

The present Treaty has been drawn up in two original copies, one in Spanish and one in Italian, both copies being authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Madrid on August 7, 1926.

For Italy :

(L. S.) PAULUCCI DI' CALBOLI.

For Spain :

(L. S.) YANGÜAS MESSIA.

N° 1559.

ITALIE ET YEMEN

Traité d'amitié et relations économiques. Signé à Sanaa, le 2 septembre 1926.

ITALY AND YEMEN

Treaty of Friendship and Economic Relations. Signed at Sanaa, September 2, 1926.

تصديقها كما في المادة السادسة وقبل انقضاء هذه المعاهدة بستة أشهر
إذا ارضى الطرفان تبديلها بغيرها أو تعديلها لا نلت المذكرة في ذلك

المادة الثامنة

ولما حترزني هذه المواد بجلالة ملكي اليسن الامام يحيى وسادة الكافالير قاسارينو
بالولاية عهد جلالة ملك الاياليا قد اوضحا على هذه المعاهدة المحررة في نصحتين
رطابقتين باللغة العربية والايالية

ولعدم وجوده يعرف الترجمة عن اللغة الايالية معرفة تامة لانه جلالة الامام باليسن
ولان المفاوضة التي تمت بين الطرفين بعقد المعاهدة الودية التجارية لانه التفاهم
فيها باللغة العربية ولاه سادة الكافالير قاسارين قد تأكد تماماً انه النهر العربي
هو مطابق للنهر الايالي تماماً

لذلك اتفقا بانها اذا انتجت شكوك او اختلاف في تفسير النسخين فالطرفان
يعتمدا به النهر العربي وتفسيره باصول اللغة العربية واعتباراً هذا شرطاً

وقر هذا في يوم الخميس ٤٤ صفر ١٣٤٥ هـ

بسم الله الرحمن الرحيم

(Fto) (L.S.)

ملك و اليسن الامام يحيى محمد

(Fto) (L.S.) GASPARINI.

هذه المعاهدة المحصورة في ثمانية مواد وهي التي تم الاتفاق عليها بيننا وبين سادة
الكافالير قاسارين على انصنة المحررة ولاجل ذلك كان التوقيع
عليها في ٤٤ صفر ١٣٤٥ هـ

Copie certifiée conforme : Rome, le 27 octobre 1927 (V^e)

GRANDI.

حكومة جلالة ملك اليمن تخرج بانها ترغب ان تجلب طلباتها من ايطاليا وذلك
 في الاشياء والالات الفنية التي تساعد بحلب الفائدة في كموالاقتصاد
 اليمن ونفعه وكذلك في الاشخاص الفنيين
 والحكومة الايطالية تخرج بانها تبذل جهدها من يبرار اسال الاشخاص والالات الفنية
 والاشياء بانسب وجه في الانواع والاشغانه والرواتب
 المادة الرابعة
 ما ذكر في المادة الثانية والثالثة لا يمنع حرية الطرفين في التجارة والمطويات

المادة الخامسة

ليس لاحد من تجار المملكتين ان يجلب ويتجرتما تصنعه احد من الدولتين في بلادها
 ولكل من الدولتين ان تقادر ما جلب الى بلادها مما تصنع جلبه والتجارة فيه
 بعد الاشعار

المادة السادسة

هذه المعاهدة لا تكون معمولاً بها الا من حين تصل الى جلالة ملك اليمن الامام
 يحيى مدققة من جلالة ملك ايطاليا
 المادة السابعة

تكون هذه المعاهدة جارية ومعمولا بها لمدة عشرين سنة من بعد

No. 1559.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

Textes officiels arabe et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de ce traité¹ a eu lieu le 1^{er} novembre 1927.

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

جلالة تيكورمانويل كنيان ملك ايتاليا و جلالة ملك اليمن امير المؤمنين الامام
.. بحيب لقد تقوية و ردم الهداة كورية بين المملكةين و رغبة الطرفين في
تسهيل و وفور المناسبات كد تجارية بين منطقتين
فطاب بجلالة ملك ايتاليا بواسطة وكالة المفوض ككافا كير يا قوبو ككنا بنيب
والي الارتريا و جلالة الملك اليمن الامام يحيى امير المؤمنين
قد اتفقا و قررا كاهو آتي

المادة الاولى

تقر ف حكومة جلالة ملك ايتاليا باستقلال حكومة اليمن و ملكها
جلالة الامام يحيى الاستقلال المطلق الكامل و مع هذا ان لا تدخل حكومة
ايتاليا الملك، اليها في ملكة جلالة ملك اليمن الامام باي أمر منه الامور
التي تناقدها في الفقرة الاولى من هذه المادة

المادة الثانية

تقره الدولتان بتسهيل التبادل في التجارة بين بلادهما

المادة الثالثة

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sanaa, le 22 décembre 1926.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1559. — TRATTATO ¹ DI AMICIZIA E DI RELAZIONI ECONOMICHE
FRA L'ITALIA E LO YEMEN. FIRMATO A SANA, IL 2 SETTEMBRE
1926.

Arabic and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place November 1, 1927.

SUA MAESTÀ VITTORIO EMANUELE III, RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ L'IMAN JAHIA, EMIR EL MUMENIN, RE DELLO YEMEN, desiderando di rendere più stretta e duratura l'amicizia tra i due Regni, e volendo facilitare e sviluppare le relazioni economiche tra i due Paesi ;

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA per mezzo del suo Rappresentante :

S. E. il Cavaliere Jacopo GASPARINI, Governatore dell'Eritrea, e
SUA MAESTÀ IL RE DELLO YEMEN,

l'Iman Jahia, EMIR EL MUMENIN, hanno d'accordo convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Il Governo di S. M. il Re d'Italia riconosce la piena ed assoluta indipendenza dello Yemen e del Suo Sovrano, Sua Maestà l'Iman Jahia.

Il Governo Italiano non avrà ingerenza nel Regno di Sua Maestà il Re dello Yemen in qualsiasi modo che contrasti con quanto è detto nel primo capoverso del presente articolo.

Articolo 2.

I due Governi si impegnano di facilitare gli scambi commerciali tra i rispettivi Paesi.

Articolo 3.

Il Governo di Sua Maestà il Re dello Yemen dichiara essere suo desiderio di importare dall'Italia le forniture, ossia i mezzi ed i materiali tecnici che possano vantaggiosamente concorrere allo sviluppo economico dello Yemen. E così pure per i personali tecnici.

Ed il Governo Italiano dichiara di volersi adoperare affinché l'invio di mezzi e di materiali tecnici e di personale si effettuino nel modo più conveniente per qualità, prezzo e stipendi.

Articolo 4.

Quanto è detto negli articoli 2 e 3 non limita per le due parti la libertà nei commerci e nelle forniture.

¹ The exchange of ratifications took place at Sanaa, December 22, 1926.

Articolo 5.

Nessuno dei commercianti dei due Stati potrà importare e commerciare cose vietate dai due Governi nei rispettivi Paesi.

Ognuno dei due Governi avrà facoltà di confiscare le cose che vengano importate nei rispettivi Paesi contro il divieto di introduzione e di commercio, dopo che il divieto sia reso noto.

Articolo 6.

Il presente Trattato non entrerà in vigore che dal momento in cui perverrà a Sua Maestà il Re dello Yemen, l'Iman Jahia, la ratifica di Sua Maestà il Re d'Italia.

Articolo 7.

Il presente Trattato avrà la durata di dieci anni dal giorno della ratifica di cui all'articolo 6 e sei mesi prima della sua scadenza le due Parti si accorderanno nel caso intendano sostituirlo o prorogarlo.

Articolo 8.

In fede di quanto sopra Sua Maestà il Re dello Yemen, l'Iman Jahia, e Sua Eccellenza il Cavaliere Jacopo Gasparini, in nome di Sua Maestà il Re d'Italia, hanno firmato il presente Trattato, redatto in due esemplari conformi, in lingua araba ed in lingua italiana.

Mancando però presso Sua Maestà l'Iman dello Yemen chi conosca le perfette interpretazioni della lingua italiana ; essendosi le conferenze per il presente Trattato di amicizia e di commercio svolte tra le due Parti in lingua araba, ed avendo Sua Eccellenza il Cavaliere Jacopo Gasparini constatato che il testo arabo è perfettamente conforme a quello italiano ; le due Parti convengono come espressa condizione di attenersi, nel caso di dubbi o di divergenze nell'interpretazione dei due testi, al testo arabo, interpretato secondo la lingua araba classica.

SANA, due settembre 1926.

GASPARINI.

IMAN JAHIA.

Copie certifiée conforme,
Rome, le 20 octobre 1927 V^e.
Grandi.

¹ TRADUCTION.

N^o 1559. — TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE L'ITALIE ET LE YEMEN. SIGNÉ A SANAA, LE 2 SEPTEMBRE 1926.

¹ TRANSLATION.

No. 1559. — TREATY OF FRIENDSHIP AND ECONOMIC RELATIONS BETWEEN ITALY AND THE YEMEN. SIGNED AT SANAA, SEPTEMBER 2, 1926.

SA MAJESTÉ VICTOR EMMANUEL III, ROI D'ITALIE, et SA MAJESTÉ L'IMAN JAHIA, EMIR EL MUMENIN, ROI DU YEMEN, animés du désir de resserrer et de rendre plus durables les liens d'amitiés existant entre les deux royaumes, ainsi que de faciliter et de développer les relations économiques entre les deux pays,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, par l'intermédiaire de son représentant,

Son Excellence le Chevalier Jacopo GASPARINI, gouverneur de l'Erythrée; et

SA MAJESTÉ LE ROI DU YEMEN,

L'IMAN JAHIA, Emir El Mumenin,

Ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de sa Majesté le Roi d'Italie reconnaît l'indépendance entière et absolue du Yemen et de son souverain, Sa Majesté l'Iman Jahia.

Le Gouvernement italien s'abstiendra de toute ingérence dans les affaires du Royaume de Sa Majesté le Roi du Yemen, qui serait en contradiction avec la clause contenue dans le premier alinéa du présent article.

Article 2.

Les deux gouvernements s'engagent à faciliter les échanges commerciaux entre leurs pays respectifs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

HIS MAJESTY VICTOR-EMMANUEL III, KING OF ITALY, and HIS MAJESTY THE IMAN JAHIA, EMIR EL MUMENIN, KING OF THE YEMEN, desirous of strengthening the bonds of friendship between the two Kingdoms and of making them still more enduring, and wishing to facilitate and promote economic relations between the two countries,

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, through his representative,

His Excellency Cavaliere Jacopo GASPARINI, Governor of Eritrea, and

HIS MAJESTY THE KING OF THE YEMEN,

THE IMAN JAHIA, Emir el Mumenin,

Have agreed as follows :

Article 1.

The Government of His Majesty the King of Italy recognises the full and absolute independence of the Yemen and of its Sovereign, His Majesty the Imam Jahia.

The Italian Government will abstain from all interference in the Kingdom of His Majesty the King of the Yemen that might conflict with the provisions of the first paragraph of the present Article.

Article 2.

The two Governments undertake to facilitate commercial relations between their respective countries.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Yemen se déclare désireux d'importer d'Italie les articles — c'est-à-dire les moyens et matériaux techniques — susceptibles de contribuer avantageusement au développement économique du Yemen ; les mêmes dispositions s'appliquant au personnel technique.

Le Gouvernement italien se déclare disposé à faire tous ses efforts pour que les envois de moyens et de matériaux techniques, ainsi que de personnel, s'effectuent de la manière la plus favorable en ce qui concerne la qualité, le prix et les appointements.

Article 4.

Les dispositions des articles 2 et 3 n'apportent aucune restriction à la liberté de commerce et d'approvisionnement des deux Parties.

Article 5.

Aucun négociant des deux Etats ne pourra importer et faire le commerce des articles interdits par les deux gouvernements dans leurs pays respectifs.

Chacun des deux gouvernements aura la faculté de confisquer les articles importés dans leurs pays respectifs en violation de la prohibition d'importation et de commerce, après que cette prohibition aura été publiée.

Article 6.

Le présent traité n'entrera en vigueur qu'à partir du jour où la ratification de Sa Majesté le Roi d'Italie parviendra à Sa Majesté l'Iman Jahia, Roi du Yemen.

Article 7.

Le présent traité restera en vigueur pendant une période de dix ans à dater du jour où il aura été ratifié ainsi qu'il est prévu à l'article 6 ; au cas où les deux Parties auraient l'intention de le remplacer par un autre, ou de le proroger, elles devront se mettre d'accord six mois avant son expiration.

Article 3.

The Government of His Majesty the King of the Yemen declares that it is its desire to import from Italy the supplies, that is, the technical means and material required to promote the economic development of the Yemen. This applies also to technical staff.

The Italian Government, for its part, declares its readiness to do what lies in its power, in order that the technical means and material and the staff required shall be despatched under the most favourable conditions as regards quality, price, and wages or salary.

Article 4.

The provisions of Articles 2 and 3 shall not affect the freedom of either Party as regards commerce or supplies.

Article 5.

No trader of either of the two States shall import or deal in articles prohibited by the Governments in their respective countries.

Both Governments shall have power to confiscate articles imported into their respective countries contrary to a prohibition to import or deal in them, when such prohibition has been made known.

Article 6.

The present Treaty shall not come into force until the ratification of His Majesty the King of Italy has reached His Majesty the Imam Jahia, King of the Yemen.

Article 7.

The present Treaty shall be for a period of ten years from the date of the ratification mentioned in Article 6, and six months before its expiry the two Parties will come to an agreement, should they desire to replace it or to extend it.

Article 8.

En foi de quoi Sa Majesté le Roi du Yemen, l'Iman Jahia, et Son Excellence le Chevalier Jacopo Gasparini, au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie, ont signé le présent traité rédigé en deux exemplaires conformes, en langue arabe et en langue italienne.

Etant donné que Sa Majesté l'Iman du Yemen n'a auprès d'elle aucune personne connaissant parfaitement la langue italienne ; que les négociations intervenues entre les deux Parties en vue de la conclusion du présent traité d'amitié et de commerce ont eu lieu en langue arabe, et que Son Excellence le Chevalier Jacopo Gasparini a constaté que le texte arabe est parfaitement conforme au texte italien, les deux Parties stipulent, comme condition expresse, qu'en cas de doute ou de divergence sur l'interprétation des deux textes, le texte arabe, interprété suivant la langue arabe classique, fera foi.

SANAA, le 2 septembre 1926.

GASPARINI.

IMAN JAHIA.

Article 8.

In faith whereof, His Majesty the Imam Jahia, King of the Yemen, and His Excellency Cavaliere Jacopo Gasparini, in the name of His Majesty the King of Italy, have signed the present Treaty, drawn up in two copies of like tenor, in Arabic and Italian, respectively.

Since, however, there is no one attached to His Majesty the Imam of the Yemen who knows Italian perfectly ; since further the negotiations between the two Parties in respect of the present Treaty of Friendship and Commerce have been conducted in Arabic, and since His Excellency Cavaliere Jacopo Gasparini has declared that the Arabic text is identical in meaning with the Italian text, the two Parties expressly agree, in case of doubt or divergence of opinion in regard to the interpretation of the two texts, to follow the Arabic text, which shall be interpreted in accordance with the classical Arabic language.

SANAA, September 2, 1926.

GASPARINI.

IMAM JAHIA.

N° 1560.

ITALIE ET ROUMANIE

**Pacte d'amitié et de collaboration
cordiale, avec protocole. Signés à
Rome, le 16 septembre 1926.**

ITALY AND ROUMANIA

**Pact of Friendship and Cordial Col-
laboration, with Protocol. Signed
at Rome, September 16, 1926.**

N° 1560. — PACTE¹ D'AMITIÉ ET DE COLLABORATION CORDIALE
ENTRE L'ITALIE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A ROME LE
16 SEPTEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce pacte a eu lieu le 1^{er} novembre 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du désir de resserrer toujours davantage les liens d'amitié qui existent entre les deux pays,
Soucieux d'assurer la paix générale et la sécurité de leurs peuples et de consolider la stabilité politique nécessaire au relèvement moral et économique de l'Europe,
Résolus à cet effet de soutenir l'ordre juridique et politique international,
Désireux de donner à leurs peuples des garanties complémentaires, dans le cadre du pacte de la Société des Nations,
S'inspirant aux principes établis par le Traité de Locarno,
Sont tombés d'accord pour stipuler le présent Pacte d'amitié et de collaboration cordiale, conséquence naturelle de l'amitié existant entre les deux royaumes et de leurs intérêts mutuels, et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le Chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence le général Alexandre AVERESCU, président du Conseil des ministres;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se prêter leur appui mutuel et leur collaboration cordiale pour le maintien de l'ordre international, ainsi que pour le respect et l'exécution des obligations stipulées dans les traités dont elles sont signataires.

Article 2.

Au cas de complications internationales, et si les Hautes Parties contractantes tombent d'accord que leurs intérêts communs sont ou pourront être menacés, elles s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre en commun pour les sauvegarder.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 18 juillet 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1560. — PACT² OF FRIENDSHIP AND CORDIAL COLLABORATION BETWEEN ITALY AND ROUMANIA. SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 16, 1926.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Pact took place November 1, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, animated with the desire of strengthening still further the ties of friendship which exist between the two countries, Desirous of ensuring general peace and the security of their peoples and of consolidating the political stability which is essential to the moral economic recovery of Europe, Being resolved, with this object, to promote international legal and political order, Desirous of giving to their peoples supplementary guarantees within the framework of the Covenant of the League of Nations, and Guided by the principles laid down in the Treaty of Locarno, Have agreed to conclude the present pact of friendship and cordial co-operation, which is a natural consequence of the friendship existing between their respective kingdoms and of their community of interests, and with this object have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Chevalier Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister and Secretary of State, Minister and Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency General Alexander AVERESCU, President of the Council of Ministers ;
Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake reciprocally to lend each other their mutual support and cordial co-operation for the maintenance of international order and to ensure respect for, and the execution of, the undertakings contained in the treaties to which they are signatories.

Article 2.

In the event of international complications and if they are agreed that their common interests are or may be endangered, the High Contracting Parties undertake to confer with one another as to the joint measures to be taken to safeguard those interests.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, July 18, 1927.

Article 3.

Au cas où la sécurité et les intérêts d'une des Hautes Parties contractantes seraient menacés par suite d'incursions violentes provenant du dehors, l'autre Partie s'engage à lui prêter par son concours bienveillant son appui politique et diplomatique, dans le but de contribuer à faire disparaître la cause extérieure de ces menaces.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation ou d'arbitrage les questions qui viendraient à les diviser ou qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires.

Les modalités de cette procédure de règlement pacifique formeront l'objet d'une convention particulière, qui sera conclue dans le plus bref délai.

Article 5.

Le présent traité aura la durée de cinq années et il pourra être dénoncé ou renouvelé un an avant son expiration.

Article 6.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome.
Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, en double original, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le seize septembre mil neuf cent vingt-six.

Pour l'Italie :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Général AVERESCU.

PROTOCOLE

En se référant au Pacte d'amitié et collaboration cordiale, qui a été signé en date d'aujourd'hui, et désireux de resserrer davantage les liens économiques qui existent entre l'Italie et la Roumanie, le Gouvernement royal d'Italie et le Gouvernement royal de Roumanie ont décidé de procéder à la nomination d'une Commission mixte chargée d'étudier les moyens pratiques pour atteindre ce but.

Rome, le seize septembre mil neuf cent vingt-six.

Pour l'Italie :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Général AVERESCU.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 20 octobre 1927 — V^e

Grandi.

Article 3.

Should the security or interests of one of the High Contracting Parties be threatened as a result of violent incursions from without, the other Party undertakes by means of its friendly support to lend the said Party its political and diplomatic assistance, with a view to removing the external cause of such threats.

Article 4.

The High Contracting Parties undertake to submit to a procedure of conciliation or arbitration questions in regard to which a difference of opinion exists between them, which it may not be possible to settle by the normal methods of diplomacy.

The rules for this procedure of pacific settlement shall form the subject of a special Convention, which shall be concluded at the earliest possible date.

Article 5.

The present Treaty shall be concluded for a period of five years and may be denounced or renewed one year before its expiry.

Article 6.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome. It shall come into force immediately after the exchange of ratifications.

In faith whereof, both Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate and have affixed their seals thereto.

Done at Rome, September the sixteenth, one thousand nine hundred and twenty-six.

For Italy :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

For Roumania :

(L. S.) General AVERESCU.

PROTOCOL.

With reference to the Pact of Friendship and Cordial Co-operation signed this day, the Royal Italian Government and the Royal Roumanian Government, being desirous of strengthening still further the economic ties which exist between Italy and Roumania, have decided to appoint a joint Commission to study the practical means whereby this object may be attained.

Rome, September the sixteenth, one thousand nine hundred and twenty-six.

For Italy :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

For Roumania :

(L. S.) General AVERESCU.

N° 1561.

HONGRIE ET ITALIE

Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole y annexé. Signés à Rome, le 5 avril 1927.

HUNGARY AND ITALY

Treaty of Friendship, Conciliation and Arbitration, with Protocol annexed thereto. Signed at Rome, April 5, 1927.

N^o 1561. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE. SIGNÉ A ROME, LE 5 AVRIL
1927.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le chargé d'Affaires
a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a
eu lieu le 1^{er} novembre 1927.*

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE, ayant constaté la concordance de nombreux intérêts communs aux deux nations, animés du sincère désir d'établir entre leurs Etats un régime de véritable amitié et soucieux de joindre leurs efforts voués au maintien de la paix et de l'ordre pour donner ainsi aux deux peuples une nouvelle garantie de leur essor futur, ont convenu de stipuler à cette fin le présent traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage, et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le comte Etienne BETHLEN, président du Conseil des Ministres royal hongrois ;

Lesquels, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Hongrie.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 8 août 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1561. — TREATY² OF FRIENDSHIP, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN HUNGARY AND ITALY. SIGNED AT ROME, APRIL 5, 1927.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Chargé d' Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 1, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, having noted the concordance of numerous interests common to both nations, and being desirous of establishing a basis of sincere friendship between their States, and of combining their efforts with a view to the maintenance of peace and order, so as to give to the two peoples a fresh guarantee of future development, have agreed to conclude for this purpose the present treaty of friendship, conciliation and arbitration, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency the Chevalier Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister and Secretary of State, Minister and Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Count Stephen BETHLEN, President of the Royal Hungarian Council of Ministers ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Italy and the Kingdom of Hungary.

Article 2.

The High Contracting Parties undertake to submit to a procedure of conciliation, or, if necessary, to arbitration, all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle within a reasonable time by the methods of diplomacy.

This provision does not apply to disputes arising out of events prior to the present Treaty and belonging to the past.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, August 8, 1927.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

Article 4.

Les modalités de la procédure de conciliation et d'arbitrage font objet d'un protocole de procédure annexé à ce traité.

Article 5.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Rome aussitôt que faire se pourra.

Le traité est conclu pour une durée de dix années à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de dix années et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Rome, le cinq avril mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) BETHLEN István.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 20 octobre 1927 — V^e,

Grandi.

PROTOCOLE

ANNEXE AU TRAITÉ D'AMITIÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE
ET RÉGLANT LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE.

Article premier.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties contractantes, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 2.

La conciliation sera confiée à une Commission de conciliation composée de trois membres, qui seront désignés, dans chaque cas particulier, comme il suit, savoir : Les Hautes Parties con-

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

Failing conciliation, each of the High Contracting Parties may request that the dispute be submitted to arbitration, provided that the dispute is of a legal nature.

Article 4.

The rules regarding the procedure of conciliation and arbitration are laid down in a protocol of procedure annexed to the present Treaty.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

The treaty is concluded for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced at least one year before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Rome, the fifth day of April, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) BETHLEN István.

PROTOCOL

ANNEXED TO THE TREATY OF FRIENDSHIP, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN ITALY AND HUNGARY, AND GOVERNING THE PROCEDURE OF CONCILIATION AND ARBITRATION.

Article 1.

In the case of a dispute which according to the domestic legislation of one of the Contracting Parties comes within the jurisdiction of the Courts of that Party, the defendant Party may oppose the submission of the dispute to a procedure of conciliation or arbitration until a final judgment has been given by the competent judicial authority. In this case the request for conciliation must be made within a year at most from the date of such judgment.

Article 2.

The conciliation shall be entrusted to a Conciliation Commission consisting of three members, who shall be appointed in each particular case as follows: The High Contracting Parties shall

tractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans un délai de trois mois, à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de recourir à la procédure de conciliation, la nomination du commissaire de la Partie adverse ou la désignation du président de la commission, d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, n'est pas intervenue, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 3.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 4.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 5.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 6.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par son président.

Article 7.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

each appoint one Commissioner chosen from among their respective nationals and shall appoint the President of the Commission by common agreement from among the nationals of third Powers.

If within three months of the date when one of the Contracting Parties shall have notified to the other its intention of resorting to the procedure of conciliation, the Commissioner of the opposing Party has not been nominated or the President of the Commission has not been appointed by common agreement between the High Contracting Parties, the President of the Swiss Confederation shall be asked to make the necessary appointments.

Article 3.

The Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties. The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 4.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable, and lay down a period within which they are to take their decision.

At the close of its work the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if so, the terms of the agreement, or that the Parties have been unable to agree.

The work of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 5.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in every case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 6.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the High Contracting Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 7.

The work of the Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the High Contracting Parties.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 8.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 9.

Sauf disposition contraire du présent protocole, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes.

Article 12.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 13.

Les dispositions dont à l'article 3 du Traité d'amitié, etc., ne portent pas atteinte à la faculté de soumettre un différend d'ordre juridique, par voie de compromis, à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévue par son Statut ¹.

Article 14.

Si le compromis prévu par l'article 11, resp., 13 n'est pas établi dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Article 8.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between the Parties and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for the purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful shall be heard.

The Commission shall on its side be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 9.

Unless otherwise provided in the present Protocol, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the labours of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed, in their territory and in accordance with their laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 11.

In each particular case, the High Contracting Parties shall draw up a special agreement, stating clearly the subject of the dispute, the composition and particular competence of the tribunal, and any other conditions fixed between themselves.

The special agreement shall be established by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

Article 12.

In the absence of agreement to the contrary, the arbitral procedure shall be governed by Articles 51-85, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 13.

The provisions of Article 3 of the Treaty of Friendship, etc. do not affect the right of the Parties to submit a legal dispute by means of a special agreement to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down in its Statute¹.

Article 14.

If the special agreement provided for in Article 11 or 13 is not drawn up within six months following the notification of a request for arbitration, either Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by a simple request.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Article 15.

La sentence rendue par le tribunal sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 17.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une partie égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 18.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à l'arbitrage.

ROME, le cinq avril mil neuf cent vingt-sept.

Benito MUSSOLINI.

BETHLEN István.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 20 octobre 1927. — V^e.

Grandi.

Article 15.

The award given by the Tribunal shall be executed by the Parties in good faith.

Article 16.

During the procedure of conciliation or arbitration the High Contracting Parties shall abstain from all action or measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the award.

Article 17.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the procedure of conciliation or arbitration.

Article 18.

In the absence of agreement to the contrary, any disputes which may arise with regard to the interpretation or the application of the present Treaty shall be submitted direct to arbitration.

ROME, the fifth day of April, One thousand nine hundred and twenty-seven.

BENITO MUSSOLINI.

BETHLEN ISTVÁN.

N° 1562.

DANEMARK ET ISLANDE

Arrangement concernant la réciprocité de traitement des travailleurs en matière d'assurance contre les accidents et d'assurance invalidité. Signé à Copenhague, le 13 octobre 1927.

DENMARK AND ICELAND

Agreement concerning Reciprocity of Treatment for Workmen as regards Accidents and Invalidity Insurance. Signed at Copenhagen, October 13, 1927.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 1562. — OVERENSKOMST ¹ MELLEM DANMARK OG ISLAND OM GENSIDIGHED I ARBEJDER-ULYKKESFORSIKRINGEN OG INVALIDEFORSIKRINGEN, UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 13 OKTOBER 1927.

Textes officiels danois et islandais communiqués par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 1^{er} novembre 1927.

Undertegnede, af deres respektive Regeringer dertil behørigt befuldmægtigede, har indgaaet følgende Overenskomst.

A. ARBEDER-ULYKKESFORSIKRINGEN.

1. Danmark og Island tilsiger herved hinanden, at de af Arbejder-Ulykkesforsikringslovgivningen i et af Landene til enhver Tid omfattede tilskadekomne Arbejdere saavel som disses efterladte ikke skal kunne fortabe Retten til Erstatning, fordi de som hjemmehørende i det andet Land erhverver eller har Bopæl eller Ophold i dette.

2. Erstatningerne tilkendes og fastsættes forøvrigt efter de Regler, som i saa Henseende til enhver Tid er gældende i det Land, hvorfra Erstatningen ydes, ligesom den erstatningsberettigede i alle Sager, som angaar hans forsikringsmæssige Rettigheder og Pligter, skal være underkastet Ulykkesforsikringslovgivningen i det Land, hvorfra han modtager Erstatningen.

3. Det danske Arbejderforsikrings-Raad og Statens Ulykkesforsikring i Island skal i de Tilfælde, der omhandles i denne Overenskomst, imod Refusion af derved paaløbne Omkostninger bistaa hinanden.

4. Foranstaaende Bestemmelser kommer til Anvendelse paa Ulykkestilfælde, som indtræffer

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

N^o 1562. — SAMKOMULAG ¹ MILLI ÍSLANDS OG DANMERKUR UM GAGNKVÆMI UM SLYSATRYGGINGU VERKAMANNA OG ÖRORKUTRIGGINGU.

Danish and Icelandic official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 1, 1927.

Undirritaðir hafa gert eftirfarandi samkomulag, með gildu umboði hvor frá sinni stjórn.

A. SLYSATRYGGING VERKAMANNA.

1. Island og Danmörk heita hjermeð hvort öðru því, að verkamenn, sem fyrir slysum verða, og falla undir ákvæði slysatryggingarlöggjafar þeirrar sem, hvenær sem er, er í gildi í öðru hvoru landanna, og þeir sem slíkir verkamenn láta eftir sig, skuli ekki missa rjett til bóta þott þeir sem heimilisfastir menn í hinu landinu taki bústað eða hafi bústað eða dvöl í því landi.

2. Bæturnar skulu að öðru leyti veittar og upphæð þeirra ákveðin eftir reglum þeim sem gilda, hvenær sem er, um það efni í því landinu sem bæturnar veitir; sömuleiðis skulu þeir, sem rjett eiga til bóta, vera háðir slysatryggingarlöggjöfinni í hinu landinu, sem þeir fá bæturnar frá, um alt það er snertir tryggingarrjettind þeirra og skyldur.

3. «Slysatrygging ríkisins» á Islandi og Verkamannatryggingarráðið danska skulu aðstoða hvort annað í þeim málum, sem samkomulag þetta er um, gegn endurgreiðslu kostnaðar þess, sem á fellur.

4. Framangreind ákvæði ná til slysa sem koma fyrir daginn eftir undirskrift samkomulags

fra og med Dagen efter den Dag, da Overenskomsten underskrives ; dog skal Bestemmelserne i Punkt 3 gælde ogsaa for saa vidt angaar Ulykkestilfælde indtrufne forinden.

5. Foranstaaende Bestemmelser kommer ikke til Anvendelse paa de Love, som er eller bliver udstedte i Danmark eller Island angaaende forøget Erstatning til Søfolk for Ulykkestilfælde som Følge af Krigstilstand.

B. INVALIDEFORSIKRINGEN.

6. Invaliderente, der tiltaas i Henhold til gældende eller fremtidig Lovgivning i et af Landene, skal kunne nydes af Personer, der tager Bopæl i det andet Land imod, at dette andet Lands Myndigheder efter nærmere Begæring fra Invalideforsikringsmyndighederne i det Land, i hvilket Renten er tilkendt, og mod Refusion af paaløbne Omkostninger, paatager sig den fornødne Kontrol, Undersøgelse, eventuelt Helbredelsesforanstaltninger vedrørende Rentenyderne gennem særlig Invalideforsikringsinstitution eller anden Statsmyndighed.

7. Foranstaaende Bestemmelser vedrørende Invalideforsikringen kommer ogsaa til Anvendelse paa Renter, der er tilkendte forinden Overenskomstens Ikrafttræden.

8. Overenskomsten — eller et af dens Afsnit — kan bringes til Ophør ved Opsigelse af enhver af Parterne med en Frist af mindst 1 Aar til Udgangen af et Kalenderaar.

9. Denne Overenskomst træder straks i Kraft.

Til Bekræftelse heraf har undertegnede underskrevet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i København i to Eksemplarer, den 13. Oktober 1927.

(L. S.) L. MOLTESEN.

þessa og síðar ; ákvæði 3. liðar skulu þó einnig ná til slysa sem fyr hafa orðið.

5. Framangreind ákvæði ná eigi til laga, sem eru eða sett kunna að verða á Islandi eða í Danmörku, um auknar bætur til farmanna fyrir slys sem verða vegna hernaðarástands.

B. ÖRORKUTRYGGING.

6. Ef örorku-lífeyrir er veittur samkvæmt nú gildandi löggjöf eða seinni löggjöf í öðru hvoru landanna, geta þeir notið hans, sem taka sjer bústað í hinu landinu, gegn því að stjórnarvöld þess lands taki að sjer nauðsynlegt eftirlit, nauðsynlegar rannsóknir og, ef til kemur, ráðstafanir til lækninga, um lífeyris-jótendur, fyrir milligöngu sjerstakrar örorkutryggingarstofnunar eða annars stjórnarvalds, sje þess óskað af þeim sem hafa á hendi stjórn örorkutryggingarinnar í því landi sem lífeyririnn veitir, og gegn endurgreiðslu kostnaðar sem á fellur.

7. Framangreind ákvæði um örorkutryggingu ná einnig til lífeyris, sem veittur hefir verið áður en samkomulagið gengur í gildi.

8. Samkomulagið—eða annarhvor kafli þess — fellur úr gildi við lok almanaksárs, ef annarhvor aðilja segir því upp með 1 árs fyrirvara að minsta kosti.

9. Samkomulag þetta gengur í gildi þegar í stað.

Þessu til staðfestu hafa undirritaðir undirskrifað samkomulag þetta og sett við innsigli sín.

Gefið í Kaupmannahöfn í tveim eintökum, þann 13. október 1927.

(L. S.) Sveinn BJÖRNSSON.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 29 octobre 1927.

Le Ministre des Affaires étrangères,

Bent Falkenstjerne,

Chef de Bureau.

¹ TRADUCTION.

N^o 1562. — ARRANGEMENT ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE CONCERNANT LA RÉCIPROCITÉ DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS EN MATIÈRE D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS ET D'ASSURANCE-INVALIDITÉ. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 13 OCTOBRE 1927.

Les soussignés, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont conclu l'arrangement suivant :

A. ASSURANCE OUVRIÈRE CONTRE LES ACCIDENTS.

1. Le Danemark et l'Islande se garantissent réciproquement que les ouvriers victimes d'accidents et bénéficiant dans l'un des deux pays des lois sur les assurances ouvrières contre les accidents, ou leurs survivants, ne perdront pas leur droit à l'indemnité du fait que, ressortissants de l'autre pays, ils y acquièrent ou y possèdent un domicile, ou y séjournent.

2. Par ailleurs, les indemnités seront attribuées et déterminées selon les règles actuelles ou futures en vigueur à cet égard dans le pays qui verse l'indemnité ; de même, l'ayant-droit sera soumis, en toute question relative à ses droits et obligations en matière d'assurance, à la législation sur l'assurance-accident en vigueur dans le pays dont il reçoit une indemnité.

3. La Commission danoise des assurances ouvrières (*Arbejderforsikringsraad*) et l'Administration nationale de l'assurance-accidents (*Statens Ulykkiforsikring*) en Islande se prêteront mutuellement leur concours dans les cas prévus au présent arrangement, moyennant le remboursement des frais qui en résulteront.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1562. — ARRANGEMENT BETWEEN DENMARK AND ICELAND CONCERNING RECIPROCITY OF TREATMENT FOR WORKMEN AS REGARDS ACCIDENTS AND INVALIDITY INSURANCE. SIGNED AT COPENHAGEN, OCTOBER 13, 1927.

The undersigned, being duly furnished with full powers for that purpose by their respective Governments, have concluded the following arrangement :

A. WORKMEN'S ACCIDENT INSURANCE.

1. Denmark and Iceland hereby agree that workmen who are injured by accidents and are entitled to benefits in one of the two countries under the existing or future laws on the insurance of workmen against accident, or the surviving dependents of such workmen, shall not be deprived of their right to compensation owing to the fact that, being nationals of the other country, they acquire or possess a domicile or are resident therein.

2 Compensation shall be awarded and assessed in accordance with the existing or future regulations in force for that purpose in the country which pays the compensation ; similarly, in regard to any question relating to their rights or obligations in the matter of insurance, claimants shall be subject to the accident insurance laws in force in the country from which they receive compensation.

3. The Danish Workers' Insurance Board (*Arbejderforsikringsraad*) and the State Accident Insurance Administration (*Statens Ulykkiforsikring*) in Iceland shall assist each other in the cases provided for under the present Arrangement, subject to the reimbursement of any expenses which may arise from such assistance.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

4. Les dispositions qui précèdent seront applicables aux accidents survenus à partir du lendemain (inclus) du jour de la signature de l'arrangement; toutefois, les dispositions de l'alinéa 3 s'appliqueront également aux accidents survenus antérieurement.

5. Les dispositions qui précèdent ne seront pas applicables aux lois qui sont en vigueur, ou pourront être promulguées ultérieurement, au Danemark ou en Islande, concernant le relèvement de l'indemnité attribuée aux marins en cas d'accidents, en raison de l'état de guerre.

B. ASSURANCE-INVALIDITÉ.

6. Le bénéfice de la pension d'invalidité attribuée, en vertu de la législation actuelle ou future dans l'un des deux pays pourra être reconnu aux personnes fixant leur domicile dans l'autre pays, à la condition que les autorités de cet autre pays s'engagent, sur requête détaillée des autorités dont relève l'assurance invalidité dans le pays où est attribuée la pension, et contre remboursement des dépenses en résultant, à assumer le contrôle nécessaire, l'enquête et éventuellement des mesures curatives, concernant les bénéficiaires de pensions par l'intermédiaire d'une institution particulière d'assurance-invalidité ou d'une autre administration nationale.

7. Les dispositions précédentes concernant l'assurance invalidité seront également applicables aux pensions attribuées avant l'entrée en vigueur de cet arrangement.

8. L'arrangement ou l'une de ses sections pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties, moyennant préavis d'un an au moins, pour la fin d'une année civile.

9. Le présent arrangement entrera immédiatement en vigueur.

En foi de quoi les soussignés ont revêtu le présent arrangement de leur signature et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition à Copenhague, le 13 octobre 1927.

(L. S.) L. MOLTESEN.

4. The above provisions shall be applicable to accidents which occur as from and including the day following the date of the signature of the Arrangement; the provisions of paragraph 3, however, shall also apply to accidents which took place previously.

5. The above provisions shall not be applicable to the laws which are now or may hereafter be in force in Denmark or Iceland regarding the additional compensation granted to sailors for accidents arising out of a state of war.

B. DISABLEMENT INSURANCE.

6. Disablement pensions payable under the existing or future laws of either country may be drawn by persons who establish their domicile in the other country, provided that the authorities of the latter country undertake, on application being made in any particular case by the disablement insurance authorities of the country where the pension is granted, and subject to reimbursement of the expenses incurred in complying with such application, to carry out the necessary investigations and enquiries and to take any curative measures that may be required in regard to the beneficiaries of such pension, through the special disablement insurance institution or other State authority.

7. The above provisions regarding disablement insurance shall also be applicable to pensions granted before the coming into force of the present Arrangement.

8. The present Arrangement or any of its clauses may be denounced by either of the Parties at not less than one year's notice reckoned from the end of a calendar year.

9. The present Arrangement shall come into force immediately.

In faith whereof the undersigned have signed the present Arrangement and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Copenhague, October 13, 1927.

(L. S.) Sveinn BJÖRNSSON.

N° 1563.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NORVÈGE**

Echange de notes comportant un accord concernant l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices résultant de l'exploitation des navires appartenant à l'un ou l'autre des deux pays. Washington, les 26 novembre 1924, 23 janvier et 24 mars 1925.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND NORWAY**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Exemption from Income Taxes in certain Cases of Profits accruing from the Operation of Ships under the respective Flags of the two Countries. Washington, November 26, 1924, January 23 and March 24, 1925.

No. 1563. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAXES IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE OPERATION OF SHIPS UNDER THEIR RESPECTIVE FLAGS. WASHINGTON, NOVEMBER 26, 1924, JANUARY 23, AND MARCH 24, 1925.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 novembre 1927.

I.

NORWEGIAN LEGATION
WASHINGTON D. C.

November 26, 1924.

SIR :

By the note which I had the honor to address to the Acting Secretary of State on February 28, 1922, and Your Excellency's note of November 14, 1922, it was established that reciprocal exemption of income and excess and war profits taxes existed for a non-resident Norwegian or Norwegian corporation in the United States, and for a non-resident American or American corporation in Norway, with regard to income consisting exclusively of earnings derived from the operation of ships under their respective flags ; see Norwegian Taxation Laws of August 18, 1911, and the United States Revenue Act of 1921, Section 213 (b) (8).

By new taxation laws enacted in Norway on August 11, 1924, an amendment has been made to the exemption provisions of the laws of August 18, 1911. I hereby enclose a copy of the new laws and a translation into English of the amended provisions according to which persons, companies and corporations belonging in a foreign country are exempt from taxes on property in and income from ships engaged in traffic on a Norwegian port or between Norwegian ports and from taxes from income arising from the sale of tickets for the transportation of persons out of the Kingdom ; provided that Norwegian persons, companies and corporations are exempt in the country in question from taxes on corresponding activities.

By the new law provisions, the reciprocal exemption of income and excess and war profits taxes in Norway and the United States with regard to income derived from the operation of ships under their respective flags is reaffirmed.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) H. BRYN.

His Excellency
Honorable Charles E. Hughes,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1563. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPOT SUR LE REVENU DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DES NAVIRES APPARTENANT A L'UN OU L'AUTRE DES DEUX PAYS. WASHINGTON, LES 26 NOVEMBRE 1924, 23 JANVIER ET 24 MARS 1925.

English official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 11, 1927.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE
WASHINGTON, D. C.

Le 26 novembre 1924.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

La note que j'ai eu l'honneur d'adresser au secrétaire d'Etat par intérim le 28 février 1922, ainsi que la note de Votre Excellence en date du 14 novembre 1922, ont établi que les personnes et sociétés norvégiennes non résidentes aux Etats-Unis, de même que les personnes et sociétés américaines non résidentes en Norvège, étaient de part et d'autre exemptées des impôts sur le revenu, sur les bénéfices extraordinaires et sur les bénéfices de guerre, pour ce qui touche à des revenus exclusivement constitués par des bénéfices provenant de l'exploitation de navires battant leurs pavillons respectifs ; voir Lois fiscales de la Norvège en date du 18 août 1911 et Loi de 1921, sur les recettes des Etats-Unis, Section 213 (b) (8).

Aux termes de nouvelles lois fiscales, promulguées en Norvège le 11 août 1924, un amendement a été apporté aux clauses d'exemption figurant dans les lois du 18 août 1911. Je joins à la présente note un exemplaire des nouvelles lois et une traduction en anglais des dispositions amendées, conformément auxquelles les personnes, sociétés et associations ressortissant à un Etat étranger, sont exonérées d'impôts, tant sur la propriété que sur le revenu de navires employés à des transports maritimes à destination d'un port norvégien ou entre des ports norvégiens ; elles sont également exonérées de tous impôts sur le revenu provenant de la vente de billets de transport de passagers hors du royaume ; à condition que les personnes, sociétés et associations norvégiennes soient exonérées, dans le pays en question, des impôts frappant les activités correspondantes.

Les dispositions de la nouvelle loi affirment à nouveau l'exonération réciproque des impôts sur le revenu, sur les bénéfices extraordinaires et sur les bénéfices de guerre en Norvège et aux Etats-Unis, en ce qui touche le revenu provenant de l'exploitation de navires battant les pavillons respectifs de ces pays.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

(Signé) H. BRYN.

Son Excellence
l'Honorable Charles E. Hughes,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON.

January 23, 1925.

SIR :

I have the honor to refer to your note of November 26, 1924, concerning the new taxation laws enacted in Norway on August 11, 1924, which, in your opinion, reaffirm the reciprocal exemption of income and excess and war profits taxes in Norway and the United States with regard to income derived from the operation of ships under their respective flags.

It appears from the enclosures transmitted with your note that the Norwegian laws of August 11, 1924, in translation, provide in part as follows :

“ Persons, companies and corporations belonging in a foreign country are exempt from taxes on property in and income from ships engaged in traffic on a Norwegian port or between Norwegian ports and from taxes on income arising from the sale of tickets for the transportation of persons out of the kingdom ; provided that Norwegian persons, companies and corporations are exempt in the country in question from taxes on corresponding activities.”

I have the honor to inform you that it has been held by the appropriate authorities of this Government that the provision of the Norwegian laws of August 11, 1924, above quoted, satisfies the equivalent exemption provision of Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924, and that, therefore, the income of a non-resident alien or foreign corporation, which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of Norway, is exempt from Federal income taxes imposed by the Revenue Act of 1924.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) Charles E. HUGHES.

Mr. Helmer H. Bryn,
Minister of Norway.

III.

NORWEGIAN LEGATION,
WASHINGTON D. C.

March 24, 1925.

SIR :

In the note which Your Excellency's predecessor was good enough to address me on January 23, 1925, it was stated that the appropriate authorities of the Government of the United States had held that the provisions of the Norwegian laws of August 11, 1924, satisfy the equivalent exemption provision of Section 213 (b) (8) of the Revenue Act of 1924, and that, therefore, the income of a non-resident alien or foreign corporation, which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of Norway, is exempt from Federal income taxes imposed by the Revenue Act of 1924.

In reply to Mr. Hughes' note I have been authorized by my Government to confirm to Your Excellency the existence of reciprocity under the above-mentioned Norwegian and American laws and that, therefore, persons, companies and corporations belonging in the United States of

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT
WASHINGTON.

Le 23 janvier 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 26 novembre 1924 concernant les nouvelles lois fiscales promulguées en Norvège le 11 août 1924 et qui, selon votre opinion, affirment à nouveau l'exonération réciproque des impôts sur le revenu, sur les bénéfices extraordinaires et sur les bénéfices de guerre, tant en Norvège qu'aux Etats-Unis, en ce qui touche le revenu provenant de l'exploitation de navires battant les pavillons respectifs des deux pays.

Il ressort des annexes, transmises en même temps que votre note, que la loi norvégienne du 11 août 1924, dans la traduction, stipule notamment ce qui suit :

« Les personnes, sociétés et associations ressortissant à un pays étranger sont exemptées des impôts tant sur la propriété que sur le revenu de navires employés à des transports maritimes à destination d'un port norvégien ou entre des ports norvégiens ; elles sont également exonérées de tous impôts sur le revenu provenant de la vente de billets de transport de passagers hors du royaume ; à condition que les personnes, sociétés et associations norvégiennes soient exonérées, dans le pays en question, des impôts frappant les activités correspondantes. »

J'ai l'honneur de vous informer que les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis ont considéré que les dispositions des lois norvégiennes du 11 août 1924, ci-dessus mentionnées, répondent exactement à la clause d'exemption équivalente de la Section 213 (b) (8) de la Loi de 1924 sur les Recettes ; par conséquent le revenu d'un étranger non résident ou d'une société étrangère non résidente, exclusivement constitué par des bénéfices provenant de l'exploitation d'un ou de plusieurs navires dûment munis des papiers de bord exigés par les lois norvégiennes, est exonéré des impôts fédéraux sur le revenu fixés par la Loi de 1924 sur les Recettes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

(Signé) Charles E. HUGHES.

Mr. Helmer H. Bryn,
Ministre de Norvège.

III.

LÉGATION DE NORVÈGE
WASHINGTON, D. C.

Le 24 mars 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

La note qu'a bien voulu m'adresser le 23 janvier 1925 le prédécesseur de Votre Excellence, déclarait que les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis avaient considéré que les dispositions des lois norvégiennes du 11 août 1924 répondent exactement à la clause d'exemption équivalente de la Section 213 (b) (8) de la Loi de 1924 sur les Recettes, et que, par conséquent, le revenu d'un étranger non résident ou d'une société étrangère non résidente, exclusivement constitué par des bénéfices provenant de l'exploitation d'un ou de plusieurs navires dûment munis des papiers de bord exigés par la loi norvégienne, est exonéré des impôts fédéraux sur le revenu fixés par la Loi de 1924 sur les Recettes.

En réponse à la note de M. Hughes, j'ai été autorisé par mon gouvernement à confirmer à Votre Excellence la réciprocité de fait qui découle des lois norvégiennes et américaines susmentionnées ; par conséquent, les personnes, sociétés et associations ressortissant aux Etats-Unis d'Amérique

America are exempt in Norway from taxes on property in and income from a ship or ships, documented under the laws of the United States, engaged in traffic on a Norwegian port or between Norwegian ports, and from taxes on income arising from the sale of tickets for the transportation of persons out of the Kingdom of Norway.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) H. BRYN.

His Excellency,
Hon. Frank B. Kellogg,
Secretary of State,
etc.. etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 5 novembre 1927.

Pour le Ministre :
W. Morgenstjerne.
Chef de Division.

sont exonérées en Norvège des impôts, tant sur la propriété que sur le revenu d'un ou de plusieurs navires dûment munis des papiers de bord exigés par la loi des Etats-Unis et employés à des transports maritimes à destination d'un port norvégien ou entre des ports norvégiens; elles sont également exonérées des impôts sur le revenu provenant de la vente de billets de transport de passagers hors du royaume de Norvège.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

(Signé) H. BRYN.

Son Excellence
l'Honorable Frank B. Kellogg,
Secrétaire d'Etat,
etc., etc., etc.

N° 1564.

ALLEMAGNE ET ITALIE

Accords au sujet de questions se rattachant aux articles 296 et 297 du Traité de Versailles, signés à Rome, le 1^{er} septembre 1927, avec six instruments y relatifs en annexes.

GERMANY AND ITALY

Agreements regarding Questions connected with Articles 296 and 297 of the Treaty of Versailles, signed at Rome, September 1, 1927, with Six Instruments relating thereto as Annexes.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1564. — ACCORDI¹ ITALO-GERMANICI RELATIVI A QUESTIONI
ATTINENTI AGLI ARTICOLI 296 E 297 DEL TRATTATO DI VER-
SAGLIA. FIRMATI A ROMA, IL 1° SETTEMBRE 1927.

*Textes officiels allemand et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 novembre 1927.*

S. M. IL RE D'ITALIA E IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO, animati del desiderio di regolare alcune questioni attinenti all'applicazione degli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia ed accelerare così l'esaurimento delle relative operazioni,

hanno a tal fine risoluto di concludere degli speciali accordi ed hanno nominato a loro plenipotenziari :

S. M. IL RE D'ITALIA :

S. E. il Cavaliere Benito MUSSOLINI, Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro degli affari esteri ;

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO :

il signor Frederico VON PRITZWITZ UND GRAFFRON, incaricato di affari della Germania ;

i quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, trovati in buona e dovuta forma, sono convenuti in quanto segue :

Articolo 1.

Le Alte Parti Contraenti si dichiarano d'accordo su tutte le disposizioni degli accordi allegati e come appresso specificati :

Allig. 1. — Accordo fra gli Uffici di Verifica e Compensazione per la definizione di pendenze e lo acceleramento delle operazioni.

Allig. 2. — Accordo per la regolazione del saldo dovuto dall'amministrazione postale germanica all'amministrazione postale italiana in dipendenza dei conti vaglia scambiati anteguerra (con due sub-alligati).

Allig. 3. — Accordo circa le rendite dovute a beneficiari italiani da Istituti di assicurazione sociale germanici, muturate e non pagate durante la guerra.

Allig. 4. — Accordo per la sistemazione dei crediti dipendenti dai contratti di assicurazione sulla vita rescissi ai sensi dell'alligato alla Sez. V. parte X del Trattato di Versaglia.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 28 octobre 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1564. — DEUTSCHE-ITALIENISCHE ABKOMMEN¹ ÜBER FRAGEN, DIE MIT ARTIKEL 296 UND 297 DES VERTRAGS VON VERSAILLES ZUSAMMENHÄNGEN. GEZEICHNET IN ROM, AM 1. SEPTEMBER 1927.

German and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of these Agreements took place November 14, 1927.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN, vom Wunsch beseelt, einige die Anwendung der Artikel 296 und 297 des Vertrages von Versailles betreffende Fragen zu regeln und auf diese Weise eine beschleunigte Erledigung des Verfahrens herbeizuführen, haben zu diesem Zwecke beschlossen, besondere Abkommen abzuschliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den deutschen Geschäftsträger Friedrich VON PRITZWITZ UND GAFFRON,

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

den Chef der Regierung, Premierminister und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Benito MUSSOLINI,

die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile erklären sich einverstanden mit sämtlichen Bestimmungen der anliegenden, näher wie folgt bezeichneten Abkommen :

Anlage 1. — Abkommen zwischen dem deutschen und dem italienischen Ausgleichsamt zwecks Erledigung schwebender Forderungen und Beschleunigung des Verfahrens.

Anlage 2. — Abkommen über den der italienischen Postverwaltung von der deutschen Postverwaltung aus dem Vorkriegs-Postanweisungsverkehr geschuldeten Saldo (mit 2 Unteranlagen).

Anlage 3. — Abkommen über die italienischen Versicherten gegen deutsche Sozialversicherungsträger zustehenden, während des Krieges fällig gewordenen, nicht bezahlten Renten.

Anlage 4. — Abkommen zur Regelung der Forderungen aus Lebensversicherungsverträgen, die auf Grund der Anlage zu Abschnitt V Teil X des Vertrags von Versailles aufgelöst worden sind.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, October 28, 1927.

Allig. 5. — Accordo per la sistemazione dei crediti e debiti dipendenti da Trattati generali di riassicurazione fra Istituti ed Imprese di assicurazione italiana e germanica

Allig. 6. — Accordo sui beni, diritti ed interessi germanici in Italia (con due sub-alligati).

Articolo 2.

Gli accordi di cui al numero precedente saranno ratificati e le ratifiche saranno scambiate a Roma entro il 31 ottobre 1927.

Essi entreranno in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

Articolo 3.

Il presente atto e gli allegati sono redatti in doppio originale italiano e tedesco, il testo italiano ed il testo tedesco facendo entrambi fede.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato gli accordi suddetti contemporaneamente al presente atto al quale hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Roma il 1° Settembre 1927.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) PRITZWITZ.

ALLIGATO N. 1.

ACCORDO

FRA GLI UFFICI DI VERIFICA E COMPENSAZIONE ITALIANO E GERMANICO PER LA DEFINIZIONE DI PENDENZE E L'ACCELERAMENTO DELLE OPERAZIONI.

Articolo 1.

L'Ufficio italiano di Verifica e Compensazione accrediterà all'Ufficio Germanico di Verifica e Compensazione, in via transattiva, entro 15 giorni dall'entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di lire italiane 14.000.000 (quattordici milioni).

In detta somma si intendono compresi gli interessi.

Articolo 2.

Con tale accreditamento sono regolati tutti i crediti denunciati dall'Ufficio germanico di Verifica e Compensazione a norma dell'art. 296 del Trattato di Versaglia ancora pendenti il 15 giugno 1927, il cui ammontare capitale notificato non superi lire italiane cinquemila, compresi i crediti per i quali gli Uffici di Verifica e Compensazione abbiano emanato una decisione di accordo o disaccordo ed anche se per tali crediti pendano cause innanzi al Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico.

Per i crediti espressi in valuta diversa dalla lira italiana, il limite di lire cinquemila previsto nell'art. 1 è determinato in base al ragguglio fissato nel comma *d*) dell'art. 296 precitato.

Anlage 5. — Abkommen zur Regelung der Forderungen und Schulden aus General-Rückversicherungsverträgen zwischen deutschen und italienischen Versicherungsanstalten und Unternehmungen.

Anlage 6. — Abkommen über die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien (mit 2 Unteranlagen).

Artikel 2.

Die im vorstehenden Artikel bezeichneten Abkommen sollen ratifiziert werden, und die Ratifikationsurkunden sollen in Rom bis zum 31. Oktober 1927 ausgetauscht werden.

Die Abkommen sollen am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Artikel 3.

Diese Urkunde mit ihren Anlagen ist in doppelter Urschrift, je in deutscher und in italienischer Sprache gefertigt ; der deutsche und der italienische Text sollen gleiche Geltung haben.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten die oben erwähnten Abkommen gleichzeitig mit der vorstehenden Urkunde unterzeichnet und dieser Urkunde ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen zu Rom, am 1. September 1927.

(L. S.) PRITWITZ.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

ANLAGE I.

ABKOMMEN

ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN UND DEM ITALIENISCHEN AUSGLEICHSAMT ZWECKS ERLEDIGUNG SCHWEBENDER FORDERUNGEN UND BESCHLEUNIGUNG DES VERFAHRENS.

Artikel 1.

Das italienische Ausgleichamt wird dem deutschen Ausgleichamt im Vergleichswege binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Pauschalsumme von 14.000.000 (vierzehn Millionen) Lire gutschreiben.

In vorstehender Summe sind auch die Zinsen einbegriffen.

Artikel 2.

Durch diese Gutschrift sind alle vom deutschen Ausgleichsammt gemäss Art. 296 des Vertrags von Versailles notifizierten deutschen Forderungen abgegolten, die am 15. Juni 1927 noch offen standen und deren notifizierter Kapitalbetrag 5.000 Lire nicht übersteigt ; einbegriffen sind darin auch die Forderungen, bezüglich deren die Ausgleichsämtler eine gemeinsame Entscheidung erlassen oder die endgültige Meinungsverschiedenheit erklärt haben, sowie diejenigen Forderungen, die bei dem deutsch-italienischen Gemischten Schiedsgerichtshof anhängig sind.

Für die Forderungen, die in anderer als italienischer Währung angemeldet sind, bestimmt sich der im ersten Absatz genannte Betrag von 5.000 Lire auf Grund des in Art. 296 d) vorgesehenen Umrechnungssatzes.

Articolo 3.

S'intendono compresi nella somma globale di cui al precedente articolo :

- a) I residui non superiori a lire italiane cinquemila di crediti germanici parzialmente riconosciuti, oltre gli interessi relativi a tali residui ;
- b) le somme non superiori a lire cinquemila riguardanti interessi di crediti germanici già regolati.

Articolo 4.

L'Ufficio germanico di Verifica e Compensazione ritirerà le istanze concernenti i crediti di cui agli articoli 2 e 3 le quali pendono dinanzi al Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico.

Articolo 5.

Con l'accreditamento globale mentovato nell'articolo 1 si intendono soddisfatti tutti gli obblighi dell'Ufficio Italiano di Verifica e Compensazione verso quello Germanico riguardo ai crediti suddetti.

Al ricupero di detti crediti presso o rispettivi debitori provvederà, direttamente e per proprio conto, lo Stato italiano.

Lo Stato italiano ed il debitore italiano vengono garantiti da ogni molestia del creditore germanico e saranno tenuti indenni dalle spese eventuali derivanti da tali molestie.

Articolo 6.

L'Ufficio germanico di Verifica e Compensazione, dietro richiesta dell'Ufficio Italiano, fornirà, per quanto possibile, all'Ufficio Italiano delle informazioni sui crediti regolati col presente accordo e gli consegnerà i documenti ed altri mezzi giustificativi se detta richiesta gli sarà comunicata entro nove mesi dall'entrata in vigore del presente accordo.

Articolo 7.

I due uffici di Verifica e Compensazione rinunziano a domandare per l'avvenire i riaccreditamenti per importi non eccedenti le lire italiane 5.000 a termini del presente accordo, a considerano ritirate le domande in corso per tali accreditamenti.

Articolo 8.

Per ciò che riguarda i crediti reciproci non rientranti nei precedenti articoli e pei quali non siano state introdotte istanze presso il Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico, l'Ufficio debitore comunicherà a quello creditore il più presto possibile :

- a) Quali crediti definitivamente siano riconosciuti e accreditati ;
- b) quali crediti possano formare oggetto di una decisione concorde degli uffici a favore del creditore ;
- c) quali crediti siano definitivamente contestati.

Articolo 9.

Le divergenze che sorgessero fra i due Uffici nell'applicazione del presente accordo, qualora non potessero essere risolte amichevolmente, saranno deferite al Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico.

BENITO MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

Artikel 3.

Durch vorgenannte Gutschrift sind ferner abgegolten :

- a) restliche Kapitalbeträge bis zu 5.000 Lire aus teilweise anerkannten deutschen Forderungen sowie die Zinsen dieser Restbeträge ;
- d) Zinsbeträge bis zu 5.000 Lire aus bereits voll erledigten Forderungen.

Artikel 4.

Das deutsche Ausgleichsamt wird die beim Gemischten Schiedsgerichtshof anhängigen Klagen, welche die in Art. 2 und 3 bezeichneten Forderungen betreffen, zurücknehmen.

Artikel 5.

Durch die in Artikel erwähnte Gutschrift gelten alle Verpflichtungen des italienischen Ausgleichsamts gegenüber dem deutschen Ausgleichsamt hinsichtlich der vorbezeichneten Forderungen als erledigt.

Für die Einziehung dieser Forderungen bei den betreffenden Schuldnern wird der italienische Staat unmittelbar und für eigene Rechnung Sorge tragen.

Dem italienischen Staat und dem italienischen Schuldner wird gegen jede Inanspruchnahme seitens des deutschen Gläubigers gebürgt ; etwaige Kosten, die durch eine solche Inanspruchnahme entstehen sollten, werden ihnen ersetzt.

Artikel 6.

Das deutsche Ausgleichsamt wird dem italienischen Ausgleichsamt auf dessen Ansuchen soweit möglich, Auskunft über die durch dieses Abkommen erledigten Forderungen geben und die Urkunden und sonstigen Unterlagen übermitteln, soweit das Ansuchen binnen neun Monaten nach Inkrafttreten dieses Abkommens gestellt wird.

Artikel 7.

Die beiden Ausgleichsämt verziehen darauf, in Zukunft Anträge auf Wiedergutschrift von Beträgen, die 5.000 Lire im Sinne dieses Abkommens nicht übersteigen, zu stellen und betrachten schwebende Wiedergutschriftsanträge dieser Art als zurückgezogen.

Artikel 8.

Bezüglich der von vorstehender Regelung nicht erfassten und nicht vor dem Gemischten Schiedsgerichtshof schwebenden beiderseitigen Forderungen wird das Schuldneramt dem Gläubigeramt sobald als möglich mitteilen :

- a) welche Forderungen endgültig anerkannt und gutgeschrieben werden ;
- d) welche Forderungen zum Gegenstand einer gemeinsamen Entscheidung der Ämter zu Gunsten des Gläubigers gemacht werden können ;
- c) welche Forderungen endgültig bestritten werden.

Artikel 9.

Meinungsverschiedenheiten, die bei Anwendung dieses Abkommens zwischen den beiden Ämtern entstehen sollten, werden, falls sie nicht gütlich beigelegt werden können, dem Gemischten Schiedsgerichtshof unterbreitet werden.

PRITZWITZ.

Benito MUSSOLINI.

ALLIGATO N. 2.

ACCORDO

PER LA REGOLAZIONE DEL SALDO DOVUTO DALLA AMMINISTRAZIONE POSTALE GERMANICA ALL'AMMINISTRAZIONE POSTALE ITALIANA IN DIPENDENZA DEI CONTI VAGLIA SCAMBIATI ANTEGUERRA (con due sub-allegati).

Articolo unico.

L'Ufficio germanico di Verifica e Compensazione accrediterà all'Ufficio italiano di Verifica e Compensazione, entro il quindicesimo giorno dalla data di entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di Lit. 33.151.000 (trentatrè milioni centocinquantunmila) comprensiva della sorte e degli interessi quale residuale debito dell'Amministrazione postale germanica, per saldo dei conti vaglia scambiati anteguerra. La sorte principale del debito residuale è composta dalle partite di cui all'allegato 1.

La somma di franchi oro 4.179.285,95, quale risulta a credito dell'Amministrazione postale germanica dal conteggio di cui allo alligato 2, resta regolata e definitivamente ceduta all'Amministrazione postale italiana, essendosene tenuto conto nel determinare il residuo debito dell'Amministrazione postale germanica nella somma di cui al precedente comma.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

SUB-ALLIGATO I.

ELENCO

DEI DEBITI DELL'AMMINISTRAZIONE POSTALE GERMANICA IN DIPENDENZA DEL SERVIZIO VAGLIA COLL'ITALIA, I QUALI ASSIEME AGLI INTERESSI SCADUTI SU TALI DEBITI, SONO DEFINITIVAMENTE TACITATI IN BASE ALL'ACCORDO GLOBALE IN DATA 26 GIUGNO 1927.

IL DEBITO GERMANICO AMMONTAVA A :

Conteggio per dicembre	1914 (residuo importo)	Fr.	1.162.981,43
» » gennaio	1915	»	3.644.285,25
» » febbraio	»	»	1.567.499,88
» » marzo	»	»	1.617.451,87
» » aprile	»	»	1.055.388,75
» » maggio	»	»	607.101,17
» » luglio	»	»	4.794,57
» » agosto	»	»	456,17
» » settembre	»	»	345,29
» » ottobre	»	»	149,70
» » febbraio	1916	»	356,39
» » luglio	1921	»	1.038,30
» » ottobre	»	»	34,73
» » febbraio	1922	»	15,87
» » aprile	»	»	22,36
» » luglio	»	»	11,03
» » agosto	»	»	15,04
» » dicembre	»	»	31,90
» » aprile	1923	»	8,71
Totale . . .		Fr.	9.662.078,41

ANLAGE 2.

ABKOMMEN

ÜBER DEN DER ITALIENISCHEN POSTVERWALTUNG VON DER DEUTSCHEN POSTVERWALTUNG AUS DEM VORKRIEGS-POSTANWEISUNGSVERKEHR GESCHULDETEN SALDO (Mit 2 Unteranlagen.)

Einzigster Artikel.

Das deutsche Ausgleichsamt wird dem italienischen Ausgleichsamt binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Kapitalbetrag und Zinsen umfassende Pauschalsumme von 33.151.000 (dreiunddreissig Millionen einhunderteinundfünfzigtausend) Lire als Restschuld der deutschen Postverwaltung zum Ausgleich des Vorkriegs-Postanweisungsverkehrs gutschreiben. Die Zusammensetzung des Kapitalbetrages der Restschuld ergibt sich aus den Posten der Unterlage 1.

Die Summe von 4.179.285,95 Goldfranken (vier Millionen einhundertneunundsiebzigtausend zweihundertfünfundachtzig Goldfranken und fünfundneunzig Centimes), wie sie sich zu gunsten der deutschen Postverwaltung aus der als Unteranlage 2 beigefügten Aufstellung ergibt, gilt als geregelt und endgültig von der italienischen Postverwaltung erworben, da sie bereits bei der im vorstehenden Absatz erwähnten Berechnung der Restschuld der deutschen Postverwaltung berücksichtigt ist.

PRITTWITZ.

Benito MUSSOLINI.

UNTERANLAGE 1.

ÜBERSICHT

ÜBER DIE SCHULDEN DER DEUTSCHEN REICHSPOST AUS DEM POSTANWEISUNGSVERKEHR MIT ITALIEN, DIE EINSCHLIESSLICH DER FÜR DIESE BETRÄGE FÄLLIGEN ZINSEN DURCH PAUSCHALABKOMMEN VOM 26. JUNI 1927 ABGEGOLTEN WORDEN SIND.

DIE DEUTSCHE SCHULD HAT BETRAGEN :

Lt. Abrechnung für	Dezember	1914 (Restbetrag)	1.162.981	Fr.	43 c.
»	»	Januar	1915	3.644.285	» 25 »
»	»	Februar	»	1.567.499	» 88 »
»	»	März	»	1.617.541	» 87 »
»	»	April	»	1.055.388	» 75 »
»	»	Mai	»	607.101	» 17 »
»	»	Juli	»	4.794	» 57 »
»	»	August	»	456	» 17 »
»	»	September	»	345	» 29 »
»	»	Oktober	»	149	» 70 »
»	»	Februar	1916	356	» 39 »
»	»	Juli	1921	1.038	» 30 »
»	»	Oktober	»	34	» 73 »
»	»	Februar	1922	15	» 87 »
»	»	April	»	22	» 36 »
»	»	Juli	»	11	» 3 »
»	»	August	»	15	» 4 »
»	»	Dezember	»	31	» 90 »
»	»	April	1923	8	» 71 »
Summa			9.662.078	Fr.	41 c.

SUB-ALLIGATO 2.

ELENCO

DELLE PRESTAZIONI FATTE DALL'AMMINISTRAZIONE POSTALE GERMANICA ALL'AMMINISTRAZIONE POSTALE ITALIANA IN FORMA DI PAGAMENTI IN CONTANTI, DI CREDITI GERMANICI ATTINENTI AL SERVIZIO VAGLIA E DI ALTRE PARTITE LE QUALI — COGLI INTERESSI SCADUTI SU TALI AMMONTARI — SONO DEFINITIVAMENTE ACQUISITE ALL'AMMINISTRAZIONE POSTALE ITALIANA IN VIRTÙ DELL' ACCORDO GLOBALE IN DATA 26 GIUGNO 1927.

LE PRESTAZIONI GERMANICHE CONSISTEVANO :

I. Nei seguenti pagamenti in contanti :

7 giugno	1922	L.	400.000	=	Fr. oro	108.533,97
14 »	»	Fr. Sv.	100.000	=	»	98.464,90
21 »	»	»	100.000	=	»	98.315,70
30 agosto	»	L.	1.000.000	=	»	227.802,17
30 »	»	»	500.000	=	»	112.467,40
6 settembre	»	»	500.000	=	»	112.761,09
14 »	»	Fr. Sv.	100.000	=	»	96.928,76
18 dicembre	»	L.	600.000	=	»	159.953,66
19 »	»	»	700.000	=	»	185.562,62
20 »	»	»	700.000	=	»	184.618,27
21 »	»	»	600.000	=	»	157.842,62
22 »	»	»	600.000	=	»	158.728,93
3 »	»	»	600.000	=	»	159.379,75
23 »	»	»	600.000	=	»	157.124,79
29 gennaio	1923	Fr. Sv.	397.791,19	=	»	384.891,58
15 febbraio	»	Doll.	20.000	=	»	103.650,—
22 »	»	»	20.000	=	»	103.650,—
3 marzo	»	»	17.000	=	»	88.102,50
8 »	»	»	17.000	=	»	88.102,50
15 »	»	L.	500.000	=	»	124.280,54
20 »	»	»	400.000	=	»	100.631,03
27 »	»	»	400.000	=	»	102.369,38
4 »	»	»	400.000	=	»	103.701,82
10 »	»	Fr. Sv.	100.000	=	»	95.105,30
17 »	»	»	100.000	=	»	93.465,76
25 »	»	Doll.	20.000	=	»	103.650,—
2 maggio	»	L.	400.000	=	»	101.967,50
8 »	»	»	200.000	=	»	50.266,72
5 giugno	»	Fr. Sv.	85.000	=	»	79.473,64
7 »	»	Fior. ol.	6.785,38	=	»	13.779,90
12 »	»	Fr. Sv.	75.000	=	»	69.971,68
12 »	»	Pes. o.	1.452,23	=	»	7.261,15
19 »	»	L.	300.000	=	»	70.382,50
26 »	»	»	300.000	=	»	68.430,87
Totale . . .						Fr. oro 3.971.519—

2. Nei seguenti crediti germanici attinenti al servizio vaglia :

30 marzo	1921	Fr. oro	14.843,38
30 »	»	»	25,29
30 »	»	»	154,53
30 »	»	»	57,—
14 luglio	1922	»	19.203,60
14 »	»	»	17.806,67
14 »	»	»	1.198,64
14 »	»	»	100,14
14 »	»	»	6,75
19 novembre	»	»	29,71
30 ottobre	»	»	34,12
27 luglio	1923	»	50,22
Totale . . .			Fr. oro 53.510,05

UNTERANLAGE 2.

ÜBERSICHT

ÜBER DIE LEISTUNGEN DER DEUTSCHEN POSTVERWALTUNG AN DIE ITALIENISCHE POSTVERWALTUNG IN FORM VON BARZAHLUNGEN, VON GEGENRECHNUNGEN AUS DEM POSTANWEISUNGSVERKEHR SOWIE VON SONSTIGEN ANRECHNUNGEN, DIE EINSCHLIESSLICH DER FÜR DIESE BETRÄGE AUFGELAU- FENEN ZINSEN VON ITALIEN DURCH DAS PAUSCHALABKOMMEN VOM 26. JUNI 1927 ENDGÜLTIG ER- WORBEN WORDEN SIND.

DIE DEUTSCHE LEISTUNG HAT BETRAGEN :

I. In Form von <i>Barzahlungen</i> :							
am	7. Juni	1922	400.000	Lire	=	108.533	Fr. 97 c. Gold
»	14. »	»	100.000	Schw. Fr.	=	98.464	» 90 » »
»	21. »	»	100.000	» »	=	98.315	» 70 » »
»	30. August	»	1.000.000	Lire	=	227.802	» 17 » »
»	30. »	»	500.000	»	=	112.467	» 40 » »
»	6. September	»	500.000	»	=	112.761	» 09 » »
»	14. »	»	100.000	Schw. Fr.	=	96.928	» 76 » »
»	18. Dezember	»	600.000	Lire	=	159.953	» 66 » »
»	19. »	»	700.000	»	=	185.562	» 62 » »
»	20. »	»	700.000	»	=	184.618	» 27 » »
»	21. »	»	600.000	»	=	157.842	» 62 » »
»	22. »	»	600.000	»	=	158.728	» 93 » »
»	23. »	»	600.000	»	=	159.379	» 75 » »
»	28. »	»	600.000	»	=	157.124	» 79 » »
»	29. Januar	1923	397.791,19	Schw. Fr.	=	384.891	» 58 » »
»	15. Februar	»	20.000	Dollar	=	103.650	» — » »
»	22. »	»	20.000	»	=	103.650	» — » »
»	3. März	»	17.000	»	=	88.102	» 50 » »
»	8. »	»	17.000	»	=	88.102	» 50 » »
»	15. »	»	500.000	Lire	=	124.280	» 54 » »
»	20. »	»	400.000	»	=	100.631	» 03 » »
»	27. »	»	400.000	»	=	102.269	» 38 » »
»	4. April	»	400.000	»	=	103.701	» 82 » »
»	10. »	»	100.000	Schw. Fr.	=	95.105	» 30 » »
»	17. »	»	100.000	»	=	93.465	» 76 » »
»	25. »	»	20.000	Dollar	=	103.650	» — » »
»	2. Mai	»	400.000	Lire	=	101.967	» 50 » »
»	8. »	»	200.000	»	=	50.266	» 72 » »
»	5. Juni	»	85.000	Schw. Fr.	=	79.473	» 64 » »
»	7. »	»	6.785,38	Holl. fl.	=	13.779	» 90 » »
»	12. »	»	75.000	Schw. Fr.	=	69.971	» 68 » »
»	12. »	»	1.452,23	Goldpes.	=	7.261	» 15 » »
»	19. »	»	300.000	Lire	=	70.382	» 50 » »
»	26. »	»	300.000	»	=	68.430	» 87 » »
					Summa	3.971.519	Fr. — c. Gold
2. in Form von <i>Gegenrechnungen aus dem Postanweisungsverkehr</i> :							
vom	30. März	1921	. . . . .			14.843	Fr. 38 c. Gold
»	30. »	»	. . . . .			25	» 29 » »
»	30. »	»	. . . . .			154	» 53 » »
»	30. »	»	. . . . .			57	» — » »
»	14. Juli	1922	. . . . .			19.203	» 60 » »
»	14. »	»	. . . . .			17.806	» 67 » »
»	14. »	»	. . . . .			1.198	» 64 » »
»	14. »	»	. . . . .			100	» 14 » »
»	14. »	»	. . . . .			6	» 75 » »
»	19. Nov.	»	. . . . .			29	» 71 » »
»	30. Okt.	»	. . . . .			34	» 12 » »
»	27. Juli	1923	. . . . .			50	» 22 » »
					Summa	53.510	Fr. 05 c. Gold

3. *Nelle seguenti altre partite :*

14 marzo	1923	Fr. oro	27.898,37
16 »	»	»	87,14
13 giugno	»	»	733,65
13 dicembre	»	»	100.438,05
12 giugno	1924	»	453,63
12 agosto	1924	»	21.091,70
29 settembre	»	»	1.060,59
25 novembre	»	»	250,03
10 gennaio	1925	»	1.841,24
16 dicembre	1924	»	402,50
Totale . . .			Fr. oro 154.256,90

RIEPILOGO.

Totale ad 1.	Fr. oro	3.971.519 —
» » 2.	»	53.510,05
» » 3.	»	154.256,90
Totale generale . . .		Fr. oro 4.179.285,95

ALLIGATO N. 3.

ACCORDO

CIRCA LE RENDITE DOVUTE A BENEFICIARI ITALIANI DA ISTITUTI DI ASSICURAZIONE SOCIALE GERMANICI, MATURATE E NON PAGATE DURANTE LA GUERRA.

Articolo 1.

Il Governo germanico accrediterà al Governo italiano per il tramite degli Uffici di Verifica e Compensazione e sul conto previsto dall'articolo 297, entro quindici giorni dalla data di entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di Lit. 2.100.000 (due milioni centomila). Con questo accreditamento si intendono definitivamente tacitati tutti i diritti dei sudditi italiani verso Istituti di assicurazione sociale germanici per rendite maturate e non pagate durante la guerra e fino al 31 gennaio 1920.

All'impiego della somma come sopra accreditata provvederà il Governo italiano, in modo insindacabile e inappellabile, con le norme che all'uopo verranno da esso emanate.

Articolo 2.

Entro quindici giorni dall'accREDITAMENTO di cui all'articolo precedente, l'istanza introdotta presso il Tribunale Arbitrale Misto italo-germanico a nome del Commissariato Generale di Emigrazione contro il Governo germanico, per il recupero delle rendite mentovate nello stesso precedente articolo, sarà ritirata a cura dell'agente del Governo italiano presso il detto Tribunale arbitrale misto; inoltre le istanze di singoli beneficiari, che sono o saranno portate avanti il Tribunale stesso per mancato pagamento durante la guerra, di rendite da parte degli Istituti di assicurazione sociale germanici, saranno ritirate di ufficio dallo stesso agente del Governo italiano.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

N° 1564

3. in Form von sonstigen Anrechnungen :					
vom	14.	März	1923	27.898 Fr.	37 c. Gold
»	16.	»	»	87 »	14 » »
»	13.	Juni	»	733 »	65 » »
»	13.	Dez.	»	100.438 »	05 » »
»	12.	Juni	1924	453 »	63 » »
»	12.	Aug.	»	21.091 »	70 » »
»	29.	Sept.	»	1.060 »	59 » »
»	25.	Nov.	»	250 »	03 » »
»	10.	Jan.	1925	1.841 »	24 » »
»	16.	Dez.	1924	402 »	50 » »
Summa				154.256 Fr.	90 c. Gold

ZUSAMMENSTELLUNG.

Summa zu	1.	3.971.519 Fr.	— c. Gold
»	2.	53.510 »	05 » »
»	3.	154.256 »	90 » »
Insgesamt . .		4.179.285 Fr.	95 c. Gold

ANLAGE 3.

ABKOMMEN

ÜBER DIE ITALIENISCHEN VERSICHERTEN GEGEN DEUTSCHE SOZIALVERSICHERUNGSTRÄGER ZUSTEHENDEN, WÄHREND DES KRIEGES FÄLLIG GEWORDENEN, NICHT BEZAHLTEN RENTEN.

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung wird der Italienischen Regierung auf dem Wege über die Ausgleichämter auf das vom Verträge von Versailles in Artikel 297 vorgesehene Konto binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Pauschalsumme von 2.100.000 (zwei Millionen einhunderttausend) Lire gutschreiben. Durch diese Gutschrift gelten alle Ansprüche italienischer Staatsangehöriger gegenüber den deutschen Versicherungsträgern auf während des Krieges und bis zum 31. Januar 1920 fällig gewordene, nicht bezahlte Renten als endgültig erledigt.

Die Verwendung der vorstehenden Summe erfolgt seitens der Italienischen Regierung in einer jeder Art der Anfechtung entzogenen Weise nach von ihr zu erlassenden Bestimmungen.

Artikel 2.

Binnen fünfzehn Tagen nach der in Art. 1 vorgesehenen Gutschrift wird die Klage, die namens des Auswanderungs-Generalkommissariates zwecks Erstattung der im vorstehenden Artikel bezeichneten Renten bei dem deutsch-italienischen Gemischten Schiedsgerichtshof gegen die Deutsche Regierung erhoben ist, durch den italienischen Staatsvertreter bei diesem Gemischten Schiedsgerichtshof zurückgenommen werden; ebenso werden vom italienischen Staatsvertreter von amtswegen die Klagen zurückgenommen werden, die einzelne Versicherte bei dem Schiedsgerichtshof wegen während des Krieges unterbliebener Zahlung von Renten seitens der deutschen Versicherungsträger erhoben haben oder noch erheben sollten.

PRITTWITZ.

Benito MUSSOLINI.

ALLIGATO N. 4.

ACCORDO

PER LA SISTEMAZIONE DEI CREDITI DIPENDENTI DAI CONTRATTI DI ASSICURAZIONE SULLA VITA RESCISSI AI SENSI DELL'ALLIGATO ALLA SEZIONE V, PARTE X, DEL TRATTATO DI VERSAGLIA.

Articolo 1.

Saranno effettuati per mezzo degli Uffici di Verifa e Compensazione italiano e germanico, con imputazione al conto 297, i trasferimenti delle attività inerenti ai contratti di assicurazione sulla vita in corso al 10 gennaio 1920 stipulati da cittadini italiani, i quali il 10 gennaio 1920 già possedevano la cittadinanza italiana, con compagnie germaniche e rescissi in base al paragrafo 12 dell'alligato alla Sez. V, parte X, del Trattato di Versaglia.

Non rientrano nella sistemazione di cui al precedente comma i contratti mantenuti in vigore fra i contraenti, con continuato pagamento di premio, dopo il 10 gennaio 1920 e quelli regolati da convenzioni speciali, stipulate fra le società germaniche ed il Governo svizzero.

Articolo 2.

L'importo delle attività da trasferire a norma dell'articolo precedente dovrà corrispondere alle riserve matematiche dei contratti di cui all'art. 1 comunicati dall'Ufficio italiano di Verifica e Compensazione a quello germanico fino al 15 giugno 1927, calcolate al 10 gennaio 1920 secondo le basi tecniche e i metodi in uso alla data medesima presso le rispettive compagnie di assicurazione, tenuto conto dei premi effettivamente versati a quella data, nonchè allo importo dei relativi interessi ed ai premi successivamente riscossi dalle compagnie in conformità degli articoli 4 e 5.

Articolo 3.

Entro tre mesi dalla data di entrata in vigore del presente accordo, ciascuna compagnia comunicherà all'Ufficio di Verifica e Compensazione germanico, per i contratti di cui agli art. 1 e 2 ad essa pertinenti, l'ammontare della riserva matematica determinata a norma dell'articolo precedente, notificherà le basi tecniche e i metodi per il calcolo delle riserve e trasmetterà tutti i documenti inerenti ai singoli contratti.

Sarà altresì comunicato dalla compagnia, per ciascun contratto, lo importo dei premi eventualmente riscossi dopo il 10 gennaio 1920 e le date delle singole riscossioni.

Articolo 4.

L'Ufficio di Verifica e Compensazione germanico trasmetterà immediatamente, per il competente esame, all'Ufficio di Verifica e Compensazione italiano i documenti e le comunicazioni ricevute a norma dell'articolo precedente.

Quando l'Ufficio italiano abbia rinconosciuto l'esattezza della liquidazione, ne darà avviso immediato all'Ufficio germanico e questo, entro 15 giorni dal ricevuto avviso, accrediterà all'Ufficio Italiano di Verifica e Compensazione, per conto dei singoli assicurati, con le norme dell'articolo 5, oltre l'importo delle riserve matematiche al 10 gennaio 1920, l'ammontare dei premi riscossi dalle

ANLAGE 4.

ABKOMMEN

ZUR REGELUNG DER FORDERUNGEN AUS LEBENSVERSICHERUNGSVERTRÄGEN, DIE AUF GRUND DER ANLAGE ZU ABSCHNITT V TEIL X DES VERTRAGS VON VERSAILLES AUFGELÖST WORDEN SIND.

Artikel 1.

Das deutsche und das italienische Ausgleichsamt werden mittels Gutschrift auf Konto 297 die Übertragung der Vermögenswerte regeln, die sich auf von italienischen Staatsangehörigen, die schon am 10. Januar 1920 die italienische Staatsangehörigkeit besaßen, mit deutschen Gesellschaften abgeschlossene, am 10. Januar 1920 in Kraft befindliche und auf Grund des § 12 der Anlage zu Abschnitt V Teil X des Vertrags von Versailles aufgelöste Lebensversicherungsverträge beziehen.

In die in vorstehendem Absatz bezeichnete Regelung sind die Verträge nicht einbegriffen, die durch nach dem 10. Januar 1920 fortgesetzte Prämienzahlung zwischen den Vertragschliessenden aufrecht erhalten worden sind, sowie die Verträge, die durch besondere Abkommen zwischen den deutschen Gesellschaften und der schweizerischen Bundesregierung geregelt sind.

Artikel 2.

Der Betrag der nach Art. 1 zu übertragenden Vermögenswerte umfasst die mathematischen Reserven zu denjenigen daselbst bezeichneten Verträgen, die vom italienischen Ausgleichsamt dem deutschen Ausgleichsamt bis zum 15. Juni 1927 mitgeteilt sind, berechnet nach dem Stande vom 1. Januar 1920 gemäss den technischen Unterlagen und Methoden, wie sie an jenem Tage bei den betreffenden Versicherungsgesellschaften üblich waren, unter Berücksichtigung der tatsächlich an jenem Tage eingezahlten Prämien,

sowie gemäss Art. 4 und 5 den Betrag der entsprechenden Zinsen und den Betrag der nach dem 1. Januar 1920 von den Versicherungsgesellschaften eingezogenen Prämien.

Artikel 3.

Innerhalb dreier Monate nach dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens wird jede Versicherungsgesellschaft dem deutschen Ausgleichsamt bezüglich der nach Art. 1 und 2 auf sie entfallenden Verträge den Betrag der nach Art. 2 berechneten mathematischen Reserven mitteilen, die technischen Unterlagen und Methoden für die Berechnung der Reserven bekanntgeben und alle auf die einzelnen Verträge bezüglichen Urkunden übermitteln.

Ausserdem werden die Gesellschaften für jeden Vertrag den Betrag der eventuell nach dem 1. Januar 1920 vereinnahmten Prämien und den Zeitpunkt der einzelnen Einnahmen mitteilen.

Artikel 4.

Das deutsche Ausgleichsamt wird dem italienischen Ausgleichsamt die Urkunden und Mitteilungen, die es auf Grund des Art. 3 erhalten hat, unverzüglich zur Prüfung übersenden.

Nachdem das italienische Ausgleichsamt die Berechnung als richtig anerkannt hat, wird es dies unverzüglich dem deutschen Ausgleichsamt mitteilen, und dieses wird binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Mitteilung dem italienischen Ausgleichsamt für Rechnung der einzelnen Versicherten nach den Bestimmungen des Artikel 5 den Betrag der mathematischen Reserven

compagnie dopo la data stessa, nonchè i relativi interessi al saggio del 3% rispettivamente calcolati dal 1° gennaio 1920, e dalle date di esazione delle rate di premio successivamente incassate fino al giorno dell'operazione di accreditamento.

Articolo 5.

Per l'effettuazione delle operazioni di cui all'articolo precedente si stabiliscono le norme seguenti :

a) per i contratti stipulati in marchi o corone a. u. l'ammontare della riserva matematica al 1° gennaio 1920 e dei relativi interessi, per ciascun contratto, sarà calcolato nella valuta originaria e convertito in lire italiane al saggio del cambio del comma d), dell'articolo 296 del Trattato di Versaglia.

b) per i contratti stipulati in valute diverse da quelle indicate alla lettera a), l'ammontare della riserva matematica al 1° gennaio 1920 e dei relativi interessi sarà calcolato nella valuta originaria ed accreditato in lire italiane all'80% del saggio di cambio, della Borsa di Berlino, del settimo giorno precedente a quello dell'accreditamento.

c) le singole rate dei premi pagati dagli assicurati dopo il 1° gennaio 1920 ed i rispettivi interessi saranno calcolati nella valuta in cui vennero effettuati i pagamenti ed accreditati in lire italiane al saggio di cambio di cui al comma b), ovvero a quello dell'epoca del versamento se i pagamenti vennero effettuati in marchi o in corone austro-ungariche.

Articolo 6.

Col presente accordo s'intendono definitivamente regolate e tacitate tutte le richieste italiane fondate sul paragrafo 2 dell'allegato alla Sez. V della Parte X del Trattato di Versaglia, in quanto il comma 3 del presente articolo non disponga diversamente.

Il R. Governo italiano garantirà il Governo germanico e le società d'assicurazione germaniche da ogni molestia degli assicurati italiani riguardo a pretese risultanti dai contratti regolati mediante gli accreditamenti stabiliti nell'articolo 1 del presente accordo e sopporterà le eventuali spese derivanti da tali molestie.

In quanto ai contratti d'assicurazione di cui all'articolo 1, non rientranti nelle categorie dell'articolo 1, comma 2 e che non furono notificati sino al 15-6-1927 all'Ufficio di Verifica et Compensazione germanico, rimangono impregiudicati gli eventuali diritti italiani risultanti dal paragrafo 12 suddetto contro le singole società di assicurazione. Tali diritti debbono farsi valere sulla base dei singoli contratti, dal R. Governo italiano contro le singole società assicuratrici, sotto pena di decadenza, entro quattro mesi dall'entrata in vigore del presente accordo.

Articolo 7.

Il presente accordo non pregiudica in alcun modo il punto di vista giuridico delle Alte Parti Contraenti sulle premesse e la portata del paragrafo 12 anzidetto.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

nach dem Stand vom 1. Januar 1920, den Betrag der von den Versicherungsanstalten nach dem 1. Januar 1920 vereinnahmten Prämien, sowie Zinsen in Höhe von 3% seit dem 1. Januar 1920 beziehungsweise seit dem Tage der Einziehung der nach dem 1. Januar 1920 vereinnahmten Prämien bis zum Tage der Gutschrift gutschreiben.

Artikel 5.

Für die nach Art. 4 vorzunehmenden Gutschriften gelten folgende Grundsätze :

a) Lautete der aufgelöste Vertrag auf Mark oder österreichisch-ungarische Kronen, so wird der Betrag der mathematischen Reserven nach dem Stand vom 1. Januar 1920 und der hierauf bezüglichen Zinsen in der ursprünglichen Währung angesetzt unter Umrechnung in italienische Lire nach dem Umrechnungssatz des Artikel 296 *d)* des Vertrags von Versailles ;

b) Lautete der aufgelöste Vertrag auf andere Währungen als die in Absatz *a)* genannten, so wird der Betrag der mathematischen Reserven nach dem Stand vom 1. Januar 1920 und der hierauf bezüglichen Zinsen in der ursprünglichen Währung angesetzt und in italienischen Lire in Höhe von 80% des an der Berliner Börse am siebenten Tage vor der Gutschrift notierten Kurses gutschrieben ;

c) Die einzelnen von den Versicherten nach dem 1. Januar 1920 bezahlten Prämien samt den hierauf bezüglichen Zinsen werden in der Währung angesetzt, in der die Zahlungen bewirkt wurden, und in italienischen Lire nach dem im Absatz *b)* genannten Kurs oder, wenn die Zahlungen in Mark oder in österreichisch-ungarischen Kronen geleistet wurden, nach dem jeweiligen am Zahlungstage geltenden Kurse gutschrieben.

Artikel 6.

Durch das vorstehende Abkommen gelten sämtliche italienischen Ansprüche aus § 12 der Anlage zu Abschnitt V Teil X des Vertrags von Versailles als endgültig abgegolten, soweit nicht in Absatz 3 dieses Artikels etwas anderes bestimmt ist.

Die Königlich Italienische Regierung wird die Deutsche Regierung und die deutschen Versicherungsgesellschaften vor jeder Inanspruchnahme von Seiten der italienischen Versicherten aus Verträgen, die durch die in Artikel 1 vorgesehenen Gutschriften geregelt sind, schützen und die etwaigen Kosten tragen, die aus einer solchen Inanspruchnahme entstehen sollten.

Wegen der in Art. 1 bezeichneten, nicht unter Artikel 1 Absatz 2 fallenden Versicherungsverträge, die nicht bis zum 15. Juni 1927 dem deutschen Ausgleichsamt mitgeteilt worden sind, bleiben etwaige italienische Rechte aus dem vorgenannten § 12 gegen die einzelnen Versicherungsgesellschaften unberührt. Solche Rechte müssen innerhalb einer Ausschlussfrist von vier Monaten seit Inkrafttreten dieses Abkommens von der Königlich Italienischen Regierung gegen die einzelnen Versicherungsgesellschaften unter Angabe der einzelnen Versicherungsverträge geltend gemacht werden.

Artikel 7.

Durch dieses Abkommen bleibt der grundsätzliche Rechtsstandpunkt der Hohen Vertragsschliessenden Teile hinsichtlich der Voraussetzungen und der Tragweite des vorgenannten § 12 unberührt.

PRITTWITZ.

Benito MUSSOLINI.

ALLIGATO N. 5

ACCORDO

PER LA SISTEMAZIONE DEI CREDITI E DEBITI DIPENDENTI DA TRATTATI GENERALI DI RIASSICURAZIONE
FRA ISTITUTI ED IMPRESE DI ASSICURAZIONE ITALIANE E GERMANICHE.

Articolo unico.

L'Ufficio germanico di verifica e compensazione accrediterà all'Ufficio Italiano di Verifica e compensazione con imputazione al conto 296, entro quindici giorni dall'entrata in vigore del presente accordo, la somma globale di lire it. 8.134.000 (otto milioni centotrentaquattromila) a titolo di completa sistemazione di tutti i crediti e debiti ancora pendenti, derivanti da trattati generali, conclusi prima della guerra, relativi a contratti di assicurazione sulla vita stipulati dall'Istituto Nazionale delle Assicurazioni e dalle imprese italiane di assicurazione e da essi riassicurati presso società germaniche.

Con tale accreditamento si intendono soddisfatte tutte le pretese ancora pendenti o che potrebbero essere sollevate per tali riassicurazioni in base al paragrafo 20 dell'allegato all'art. 303 o a qualsiasi altra disposizione del Trattato di Versaglia.

Non sono compresi nella sistemazione presente gli obblighi reciproci, i quali concernono i trattati di riassicurazione conclusi fra la Compagnia Italiana di Assicurazione di Milano e la « Rückversicherungsgesellschaft Hamburg ».

I due Governi contraenti si garantiranno reciprocamente e garantiranno i rispettivi sudditi da ogni ulteriore molestia rispetto ai trattati suddetti e rimborseranno all'altra parte le spese derivanti da tali eventuali molestie.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

ALLGATO N. 5.

ACCORDO

SUI BENI, DIRITTI ED INTERESSI GERMANICI IN ITALIA
(con due sub-alligati).

Articolo I.

Il R. Governo italiano rinuncia a liquidare in base all'articolo 297b) del Trattato di Versaglia i beni, diritti ed interessi germanici in Italia, i quali, al 15 maggio 1927, non erano stati ancora liquidati.

Agli effetti del comma precedente si intendono già liquidate soltanto le seguenti attività :

- 1) i beni, diritti ed interessi venduti o promessi in vendita a terzi con contratti stipulati fino al 15 maggio 1927 ;
- 2) i crediti che, alla stessa data, siano stati riscossi. Dei crediti parzialmente riscossi alla stessa data, sarà proseguita la riscossione dal Governo italiano, salvo a restituire agli aventi diritto germanici il prodotto netto della riscossione effettuata dopo il 15 maggio 1927.

ANLAGE 5.

ABKOMMEN

ZUR REGELUNG DER FORDERUNGEN UND SCHULDEN AUS GENERAL-RÜCKVERSICHERUNGSVERTRÄGEN
ZWISCHEN DEUTSCHEN UND ITALIENISCHEN VERSICHERUNGSANSTALTEN UND UNTER-
NEHMUNGEN.

Einziges Artikel.

Zur völligen Regelung aller noch offenen Forderungen und Schulden aus vor dem Kriege abgeschlossenen generellen Verträgen, die sich auf Lebensversicherungen beziehen, welche vom Istituto Nazionale delle Assicurazioni und von italienischen Versicherungsunternehmungen abgeschlossen und von ihnen bei deutschen Versicherungsgesellschaften rückversichert worden waren, schreibt das deutsche Ausgleichsamt dem italienischen Ausgleichsamt binnen fünfzehn Tagen nach Inkrafttreten des gegenwärtigen Abkommens die Pauschalsumme von 8.134.000 (acht Millionen einhundertvierunddreissigtausend) Lire auf Konto 296 gut.

Durch diese Gutschrift sind alle Ansprüche, welche aus diesen Rückversicherungen auf Grund des § 20 der Anlage zu Art. 303 oder irgend einer anderen Bestimmung des Vertrages von Versailles noch schweben oder noch erhoben werden könnten, als abgegolten anzusehen.

Nicht einbegriffen in diese Regelung sind die aus den Rückversicherungsverträgen zwischen der Compagnia Italiana di Assicurazione di Milano und der Rückversicherungsgesellschaft Hamburg herrührenden gegenseitigen Verbindlichkeiten.

Die beiden Regierungen werden sich gegenseitig sowie ihre beiderseitigen Staatsangehörigen vor jeder weiteren Inanspruchnahme aus den vorgenannten Verträgen schützen und dem anderen Teil die etwaigen Kosten ersetzen, die diesem durch eine solche Inanspruchnahme erwachsen sollten.

PRITTWITZ.

Benito MUSSOLINI.

ANLAGE 6.

ABKOMMEN

ÜBER DIE DEUTSCHEN GÜTER, RECHTE, UND INTERESSEN IN ITALIEN
(Mit 2 Unteranlagen).

Artikel 1.

Die Königlich Italienische Regierung verzichtet darauf, die deutschen Güter, Rechte und Interessen in Italien, die am 15. Mai 1927 noch nicht liquidiert waren, auf Grund des Artikels 297 b des Vertrages von Versailles zu liquidieren.

Im Sinne des vorstehenden Absatzes gelten als bereits liquidiert nur die folgenden Vermögenswerte :

- 1) die Güter, Rechte und Interessen, die dritten Personen durch bis zum 15. Mai 1927 vereinbarte Kaufverträge oder Kaufversprechen überwiesen worden sind ;
- 2) die Forderungen, die bis zu dem gleichen Zeitpunkt eingezogen waren. Sind Forderungen bis dahin bereits teilweise eingezogen, so wird die Königlich Italienische Regierung mit der Einziehung fortfahren, jedoch wird sie den deutschen Berechtigten den Reinerlös aus den nach dem 15. Mai 1927 eingezogenen Beträgen auszahlen.

Articolo 2.

Sono esclusi dalla restituzione, di cui alla presente convenzione, i beni indicati nell'allegato *A*) alla presente convenzione.

Articolo 3.

Il Governo italiano restituirà inoltre il gruppo di beni già alienati fino al 15 maggio 1927, indicati nell'allegato *B*) alla presente convenzione.

Articolo 4.

Per i beni già devoluti al Demanio alla cui liquidazione il R. Governo italiano rinunzia e per quelli già liquidati, da restituire ai sensi dell'articolo 3, la reintegrazione del proprietario germanico nei suoi diritti di proprietà avrà luogo all'entrata in vigore della presente convenzione.

Eguualmente con la stessa data cessano tutti i divieti al libero esercizio da parte dei titolari germanici dei diritti in cui sono reintegrati.

In quanto all'avente diritto occorra un certificato ufficiale, per l'esercizio del suo diritto di proprietà, in specie per la trascrizione all'ufficio delle ipoteche e per la voltura catastale, il Governo italiano rilascerà senza indugio gratuitamente i documenti idonei ed eseguirà gratuitamente le eventuali formalità da adempiersi.

La consegna dei beni di cui il R. Governo è in possesso, e di quelli di cui all'art. 3 della presente convenzione, sarà effettuata agli aventi diritto germanici entro mesi sei dall'entrata in vigore della presente convenzione. Il R. Governo italiano, se, entro questo termine, non avrà potuto accertare gli aventi diritto o questi non siano pronti alla consegna, ne informerà il Governo germanico, e sarà liberato consegnando il bene alla persona che potrà essergli designata dal Governo germanico, entro i sei mesi successivi alla comunicazione. In difetto di questa designazione il R. Governo italiano avrà facoltà di liquidare i beni e di accreditare il ricavo netto al conto 297.

Ciascuno dei beni di cui alla presente convenzione viene restituito nello stato di fatto e di diritto in cui si trova, con deduzione o pagamento delle spese di amministrazione e di liquidazione sostenute, in quanto non siano coperte dai redditi percepiti sullo stesso bene, o su altri beni dello stesso interessato.

I redditi percetti dal R. Governo italiano o da chi per lui fino alla data del 15 maggio 1927, in quanto superino le spese di amministrazione e di liquidazione sono esclusi dalla restituzione, salvo il loro accreditamento al conto 297.

Articolo 5.

In conseguenza della rinunzia di cui all'articolo 1 il R. Governo italiano rinunzia anche al diritto, da esso affermato, ma contestato dal Governo germanico, di ottenere, in base al paragrafo 10 dell'allegato all'articolo 298 del Trattato di Versaglia, la rimessa di altri titoli oltre quelli già consegnati fino al 15 maggio 1927.

Articolo 6.

Ai sudditi germanici, che abbiano riacquisitato i loro beni, saranno condonate le rate di prezzo non ancora pagate al 15 maggio 1927. Se però il ricavo della liquidazione di ciascun bene incassato

Artikel 2.

Von der in diesem Abkommen vorgesehenen Freigabe sind die in der Unteranlage A verzeichneten Güter ausgeschlossen.

Artikel 3.

Die Königlich Italienische Regierung wird ausserdem die bereits bis zum 15. Mai 1927 veräusserte Gruppe der Güter freigeben, die in der Unteranlage B verzeichnet sind.

Artikel 4.

Soweit die Königlich Italienische Regierung auf die Liquidation der bereits auf den italienischen Staat übergegangenen Güter, Rechte und Interessen verzichtet oder soweit die bereits liquidierten Güter, Rechte und Interessen auf Grund des Artikels 3 freizugeben sind, tritt der deutsche Berechtigte mit Inkrafttreten dieses Abkommens in seine Eigentumsrechte wieder ein.

Gleichzeitig verlieren alle Verbote ihre Wirkung, die die deutschen Berechtigten in der freien Ausübung der Rechte, in die sie wieder eingetreten sind, beeinträchtigen.

Soweit der Berechtigte zur Ausübung des Eigentumsrechts, insbesondere für die Eigentumsüberschreibung bei den Hypotheken- und Katasterämtern, eines behördlichen Nachweises bedarf, wird die italienische Regierung unverzüglich die erforderlichen Urkunden kostenfrei ausstellen und etwa zu erfüllende Förmlichkeiten kostenlos vornehmen.

Die Güter, die sich im Besitz der Königlich Italienischen Regierung befinden oder unter Artikel 3 dieses Abkommens fallen, werden den deutschen Berechtigten binnen sechs Monaten vom Inkrafttreten dieses Abkommens an übergeben. Falls die Königlich Italienische Regierung innerhalb dieser Frist die Berechtigten nicht hat feststellen können oder falls diese nicht zur Übernahme bereit sind, wird sie dies der deutschen Regierung mitteilen; sie wird alsdann durch die Übergabe des in Betracht kommenden Gutes an diejenige Person befreit werden, die ihr von der Deutschen Regierung binnen sechs Monaten seit dieser Mitteilung bezeichnet werden sollte. In Ermangelung einer solchen Bezeichnung ist die Königlich Italienische Regierung berechtigt, das Gut zu liquidieren und den Reinerlös auf Konto 297 gutzuschreiben.

Jedes von diesem Abkommen betroffene Gut wird in dem tatsächlichen und rechtlichen Zustand zurückerstattet, in dem es sich befindet, unter Abzug oder gegen Zahlung der Auslagen für die Verwaltung und Liquidation, soweit diese nicht durch die aus demselben Gut oder anderen Gütern desselben Berechtigten gezogenen Einnahmen gedeckt sind.

Die Erträge, welche die Königlich Italienische Regierung oder eine in ihrem Auftrag handelnde Person bis zum 15. Mai 1927 eingezogen hat, sind auch insoweit, als sie die Auslagen für die Verwaltung und Liquidation übersteigen, von der Rückerstattung ausgeschlossen, unbeschadet ihrer Gutschrift auf das Konto 297.

Artikel 5.

Infolge des in Art. 1 ausgesprochenen Verzichts verzichtet die Königlich Italienische Regierung auch auf das von ihr in Anspruch genommene, aber von der Deutschen Regierung bestrittene Recht, auf Grund des § 10 der Anlage zu Artikel 298 des Vertrags von Versailles die Ablieferung weiterer Wertpapiere als der ihr bis zum 15. Mai 1927 übergebenen zu verlangen.

Artikel 6.

Den deutschen Reichsangehörigen, die ihre Güter zurückerworben haben, werden die am 15. Mai 1927 noch nicht bezahlten Teilbeträge des Kaufpreises erlassen. Reicht jedoch der bis dahin einge-

a tale data non sia sufficiente a coprire la estinzione delle passività e le spese per l'amministrazione e liquidazione dei beni, l'interessato germanico dovrà proseguire i pagamenti fino al pareggio.

Articolo 7.

Il R. Governo italiano rinunzia dal 15 maggio 1927 in poi all'esercizio delle facoltà concesse gli dall'articolo 306 comma, 5, 6 e 7 del Trattato di Versaglia.

Articolo 8.

Per i beni germanici situati nei territori aggregati al Regno d'Italia in seguito al trattato di S. Germano nulla è innovato agli accordi vigenti.

Articolo 9.

Resta inteso che le disposizioni della presente Convenzione non modificano le disposizioni dell'art. 296 del Trattato di Versaglia vigenti nei riguardi dei crediti germanici soggetti alla procedura di Verifica e Compensazione.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

SUB-ALLIGATO A.

ALL'ACCORDO PER I BENI, DIRITTI ED INTERESSI GERMANICI IN ITALIA.

N. ord.	Comune e provincia in cui i beni si trovano	Sommara indicazione dei beni
1	Frascati (Roma)	Villa Falconieri (Fabbricato terreno ed opere d'arte).
2	Roma	Hoffman Luigi e Filippo — Villa detta « Celimontana » già della famiglia Mattei (Fabbricato ad uso villeggiatura, con parco ed opere d'arte).
3	Tremezzo (Como)	Villa detta « Carlotta » (Fabbricato di villeggiatura, con parco, giardino, opere d'arte e mobilia).
4	Manoppello (Chieto)	Ditta Reh — Miniere Asfaltifere.
5	Cagnacco Gardone Riviera (Brescia)	Riccardo Langensiepen — Darsena, torre e giardino del Lago.
6	Gardone Riviera (Brescia).	Thode Enrico — Quadro reputato del Rembrandt.
7	Cagnacco Gardone Riviera (Brescia)	Hoeniger — Fondo rustico.
8	Caprarola (Roma)	Villa Farnese.
9	S. Remo (Imperia)	Foerster Meta — Villa detta « Giulia » (fabbricato ad uso di villeggiatura con terreno annesso).
10	S. Remo (Imperia)	Stern Kurt — Fabbricato ad uso di albergo detto « Pensione Quisisana » con giardino annesso.
11	Venezia.	Naager Franz — Fabbricato adibito per la zincografia dello Stato.
12	Firenze.	Gerber Elisa ved. Bernhardt — N. 5 quadri di autore esistenti nel fabbricato ad uso villino con terreno circostante; mobilia ed opere di arte.

zogene Liquidationserlös eines Gutes nicht aus, um die Schulden und die Auslagen für die Verwaltung und Liquidation zu decken, so muss der deutsche Betroffene die Zahlung bis zur Deckung dieser Auslagen fortsetzen.

Artikel 7.

Die Königlich Italienische Regierung verzichtet mit Wirkung vom 15. Mai 1927 ab auf die Ausübung der ihr im Artikel 306 Absatz 5, 6 und 7 des Vertrags von Versailles eingeräumten Rechte.

Artikel 8.

Hinsichtlich der deutschen Güter in denjenigen Gebieten, die durch den Vertrag von St. Germain dem Königreich Italien angegliedert sind, verbleibt es bei den bestehenden Vereinbarungen.

Artikel 9.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens die Vorschriften des Artikels 296 des Vertrags von Versailles über die dem Ausgleichsverfahren unterliegenden deutschen Forderungen nicht berühren.

PRITTWITZ.

Benito MUSSOLINI.

UNTERANLAGE A.

ZU DEM ABKOMMEN ÜBER DIE DEUTSCHEN GÜTER, RECHTE UND INTERESSEN IN ITALIEN.

Nr.	Gemeinde und Provinz, in denen die Güter sich befinden	Kurze Bezeichnung der Güter
1	Frascati (Rom)	Villa Falconieri (Gebäude, Grundstück und Kunstgegenstände).
2	Rom	Hoffmann Ludwig und Philipp — Villa Celimontana, ehemals Eigentum der Familie Mattei (Landsitz mit Park und Kunstgegenständen).
3	Tremezzo (Como)	Villa Carlotta (Landsitz mit Park, Garten, Kunstgegenständen und Mobiliar).
4	Manoppello (Chieti)	Firma Reh — Asphaltbergwerk.
5	Cagnacco-Gardone-Riviera (Brescia)	Langensiepen Richard — Dock, Turm und Garten am See.
6	Gardone-Riviera (Brescia)	Thode Henri — Gemälde vermutlich von Rembrandt.
7	Cagnacco-Gardone-Riviera (Brescia)	Hoener Kurt — bäuerliches Grundstück.
8	Caprarola (Rom)	Villa Farnese.
9	S. Remo (Imperia)	Foerster Meta — Villa Julia (Landsitz mit anliegendem Grundstück).
10	S. Remo (Imperia)	Stern Kurt — Pension Quisisana (als Hotel dienendes Gebäude mit anliegendem Garten).
11	Venedig	Naager Franz — Für die staatliche Zinkographie verwendetes Gebäude.
12	Florenz	Gerber Elisa verw. Bernhardt — Fünf in der mit Landbesitz ausgestatteten Villa befindliche Meistergemälde; Möbel und Kunstgegenstände.

ALL'ACCORDO PER I BENI, DIRITTI ED INTERESSI GERMANICI IN ITALIA (*seguite*).

N. ord.	Comune e provincia in cui i beni si trovano	Sommarià indicazione dei beni
13	Venezia	Loevi Adolfo — Tutti gli oggetti artistici non ancora venduti.
14	S. Remo (Imperia)	Billig Caterian — Quadro di Napoleone.
15	San Remo (Imperia)	Thiemm Adolfo — Opere d'arte già assegnate a gallerie d'arte.
16	Venezia	Heilbronner Raoul — Marmi e sculture antiche e vere di pozzo già assegnati a musei.
17	Cuma (Napoli)	Società Cumana di Stoccarda — Terreni e fabbricati.
18	Menaggio (Como)	Mylius Evelina ved. de Neuville — Villa Scogliera.
19	Messina	Mellinghoff Federico — fabbricato per museo nazionale.
20	Siracusa	Kopp — Miniera asfaltifera.
21	. . . . .	Materiale rotabile ferroviario appreso dall'Italia in virtù dello Art. 297 lett. b del Trattato di Versaglia.

SUB-ALLIGATO B.

ALL'ACCORDO PER BENI, DIRITTI ED INTERESSI GERMANICI IN ITALIA.

No.	ex proprietario	Descrizione dei beni	Località
1	Fromann e Harbers	Mobili e argenterie	Roma.
2	Otto Ernesto	Argenteria	Id.
3	Hoch Ricardo	Villa e terreni	Firenze.
4	Haiusmann Fratelli	Terreni	Taranto.
5	Heinmann Enrico & Sor.	Stabilimento industriale macchine e attrezzi	Milano e Cornigliano.
6	Berninghaus Giulio	Mobili	Napoli.
7	Abresch Eugenio	Terreni fabbricati, diritti di sottosuolo	Galluzzo.
8	Geber Elisa ved. Bernhardt	N. 5 quadri	Roma.
9	Luchner Elisa	N. 2 portafiori	Id.
10	Mader Maria e Caterina	Casa d'abitazione	Tenda.
11	Starz Corradino	Casa, terreno e mobili	Brozzi.
12	Eggers Enrico	Argenteria	Roma.
13	Billig Caterina	Villa, giardino e mobili	San Remo.
14	Feile e Ruch	N. 1 quadro e n. 1 specchio	Roma.
15	Kurt Srenn	Casa rustica	San Remo.
16	Schroetter Maddalena	Villa, terreno e mobili	Bordighera.
17	Schlosser Emma	Porzione di fabbricato (¹ / ₆)	Roma.
18	Norddeutscher Lloyd	Mobili, debiti e crediti	Roma, Napoli e Genova.
18	Polak Giorgio e Muretti	Villa giardino e mobili	Colico.

ZU DEM ABKOMMEN ÜBER DIE DEUTSCHEN GÜTER, RECHTE UND INTERESSEN IN ITALIEN
(Fortsetzung).

Nr.	Gemeinde und Provinz, in denen die Güter sich befinden	Kurze Bezeichnung der Güter
13	Venedig	Loevi Adolf — Alle noch nicht verkauften Kunstgegenstände.
14	San Remo (Imperia)	Billig Katharina — Gemälde Napoleons.
15	San Remo (Imperia)	Thiimm Adolf — Bereits Kunstsammlungen zugewiesene Kunstgegenstände.
16	Venedig	Heilbronner Raoul — Bereits Museen zugewiesene Marmorgegenstände, antike Skulpturen und venezianische Brunneneinfassungen.
17	Cuma (Neapel)	«Società Cumana», Stuttgart — Grundstücke und Gebäude.
18	Menaggio (Como)	Mylius Eveline verw. de Neuville — Villa Scogliera.
19	Messina.	Melinghoff Friedrich — Für das Nationalmuseum bestimmtes Gebäude.
20	Syrakus	Kopp — Asphaltbergwerk.
21	. . . . .	Von Italien auf Grund des Art. 297-b des Vertrags von Versailles in Besitz genommenes rollendes Eisenbahnmateriale.

UNTERANLAGE B.

ZUM ABKOMMEN ÜBER DIE DEUTSCHEN GÜTER, RECHTE UND INTERESSEN IN ITALIEN.

No.	Ehemaliger Eigentümer	Bezeichnung der Güter	Ort
1	Froman und Harbers.	Möbel und Silbersachen	Rom.
2	Otto Ernst	Silbersachen	Rom.
3	Hoch Richard	Villa und Grundstücke	Florenz.
4	Gebr. Hausmann	Grundstücke	Taranto.
5	Heinmann Heinrich und Schwestern	Industrieanlage, Maschinen und Geräte	Mailand u. Cornigliano.
6	Berninghaus Julius	Möbel	Neapel.
7	Abresch Eugen	Grundstücke, Gebäude, Bergbaurechte	Galluzzo.
8	Geber Elisa verw. Bernhardt	5 Gemälde	Rom.
9	Luchner Elise	2 Blumenständer	Rom.
10	Mader Maria und Katharina	Wohnhaus	Tenda.
11	Starz Konrad	Haus, Grundstück und Möbel	Brozzi.
12	Eggers Heinrich	Silbersachen	Rom.
13	Billig Katharina	Villa, Garten und Möbel	San Remo.
14	Feile und Ruch	Ein Gemälde und ein Spiegel	Rom.
15	Stern Kurt	Bauernhaus	San Remo.
16	Schroetter Magdalena	Villa, Grundstück und Möbel	Bordighera.
17	Schlosser Emma	Gebäudeanteil (1/6).	Rom.
18	Norddeutscher Lloyd.	Möbel, Aktiva und Passiva	Rom, Neapel und Genua
19	Polack Georg und Muretti	Villa, Garten und Möbel	Colico.

ALL'ACCORDO PEI BENI DIRITTI ED INTERESSI GERMANICI IN ITALIA (seguite).

No.	ex proprietario	Descrizione dei beni	Località
20	Rodhen Augusto	Fabbricato, parco e mobili	Gardone Riviera.
21	Blich Elisabethe ved. Scabel	Porzione di immobili	Imperia.
22	Poppert Carlotta	Argenteria	Roma.
23	Mylius Evelina	Villa, giardino e mobili (esclusa la villa Scogliera)	Menaggio.
24	Wachs e Laves	Casa d'abitazione	Firenze.
25	Lewy Massimo	N. 2 quadri ed argenteria	Roma.
26	Noerremberg Guglielmo	Mobili e quadri	Id.
27	Gazzert Alessandrina	Mobili	Gardone Riviera.
28	Roedembeck & Wall	Fabbricato per magazzini	Livorno.
29	Vitzthum Rodolfo	Casa d'abitazione, giardino e mobili	Firenze.
30	Brauer Paolo	Casa terreni e mobili	San Remo.
31	Hemmerde Gaetano	Casa d'abitazione e terreno	Bordighera.
32	Hermann Carlo	Casa di villeggiatura e giardino	Firenze.
33	Lass Hermann	N. 1 pressa per foraggi	Acqui.
34	Schroeder & C.	Porzione di terreno (73.50 %)	Vicenza.
35	Grack Augusto	Casa civile con cortile e giardino, terreno e mobili	San Remo.
36	Thaleim Massimiliano	Casa d'abitazione, magazzino e cantina	Signa.
37	Lindemann Guglielmo	Stabilimenti, casa, stalla e rimessa, fabbricato urbano, macchinari, mobili utensili, debiti e crediti (una metà)	Bari.
38	Nordhof von Fuchs	Casa d'abitazione, corte e terreno	Roma.
39	Società « Eylet »	Fabbricati terreno e mobili	Oggiona San Stefano.
40	Baer Samuele	Bottega e luogo terreni (una metà)	Venezia.
41	Gelsenkirchner Bergwerks A.-G.	Diritti di sottosuolo e macchinari	Stazzeno.
42	De Willeneuve Giulio	Argenteria	Firenze.
43	Haehnel Massimiliano	Opificio, case di abitazione, botteghe, cortili, terreni, macchinari e mobili	Torino.
44	Banco Nast Kolb Schumacher	Casa di abitazione e bottega	Civitavecchia.
45	Schullern Manfredi	Libreria	Milano.
46	Seibel Hermann	Mobili	San Remo.
47	Von Paar Edoardo	Gioie e argenteria	Roma.
48	Von der Merck Carlo	Casa di villeggiatura, terreno e mobili	Olgiasca.
49	Stultz Augusto	Casa villeggiatura, terreni e mobili	Malcesine.
50	Gesellschaft Mercur	Sottosuoli, soprasuoli, baraccamenti e impianti	Pian Castagnaio e Abbadia San Salvatore.
51	Gesellschaft Abundantia	Diritti di sottosuolo	Massa Marittima.
52	Hannam Lina	Stabilimento e terreni	Seriate.
53	Mellinghoff Federico	Terreno, fabbricati e mobili	Messina.
54	Krumbügel Boris	Case e terreni	Roma.
55	Lange Alberto	Villino	Milano.
56	Rost Felice	Palazzo	Venezia.
57	Kirchner Ernesto	Casa d'abitazione	Firenze.

ZUM ABKOMMEN ÜBER DIE DEUTSCHEN GÜTER RECHTE UND INTERESSEN IN ITALIEN (Fortsetzung).

No.	Ehemaliger Eigentümer	Bezeichnung der Güter	Ort
20	Rhoden August	Gebäude, Park und Möbel	Gardone-Riviera.
21	Blich Elisabeth verw. Scabel	Anteil an Grundstücken	Imperia.
22	Poppert Charlotte	Silbersachen	Rom.
23	Mylius Eveline	Villa, Garten und Möbel (mit Ausnahme der Villa Scogliera)	Menaggio.
24	Wachs und Laves	Wohnhaus	Florenz.
25	Lewy Max	2 Gemälde und Silbersachen	Rom.
26	Noerremberg Wilhelm	Möbel und Gemälde	Rom
27	Gazzert Alexandrine	Möbel	Gardone-Riviera.
28	Rödembeck und Wall	Gebäude für Magazine	Livorno.
29	Vitzthum Rudolf	Wohnhaus, Garten und Möbel	Florenz.
30	Brauer Paul	Haus, Grundstücke und Möbel	San Remo.
31	Hemmerde Kajetan	Wohnhaus und Grundstück	Bordighera.
32	Hermann Karl	Landhaus und Garten	Florenz.
33	Lass Hermann	Eine Futterpresse	Acqui.
34	Schroeder und Co	Grundstücksanteil (73,50 %)	Vicenza.
35	Grack August	Wohnhaus mit Hof und Garten, Grundstück und Möbel	San Remo.
36	Thaleim Maximilian	Wohnhaus, Magazin und Keller	Signa.
37	Lindemann Wilhelm	Industriegebäude, Haus, Stall und Schuppen, Wohnhaus, Maschinen, Möbel, Werkzeuge, Aktiva und Passiva (Hälfteanteil)	Bari.
38	Nordhof von Fuchs	Wohnhaus, Hof und Grundstück	Rom.
39	Gesellschaft « Eylet »	Gebäude, Grundstücke und Möbel	Oggiona San Stefano.
40	Baer Samuel	Laden und Grundstück (Hälfteanteil)	Venedig.
41	Gelsenkirchner Bergwerks-A.G.	Bergwerksgerechsamte und Maschinenanlagen	Stazzeno.
42	De Villeneuve Julius	Silbersachen	Florenz.
43	Hähnel Maximilian	Fabrik, Wohnhäuser, Läden, Höfe, Grundstücke, Maschinen und Möbel	Turin.
44	Bank Nast-Kolb-Schumacher	Wohnhaus und Laden	Civitavecchia.
45	Schullern Manfred	Buchhandlung	Mailand.
46	Seibel Hermann	Möbel	San Remo.
47	Von Paar Eduard	Juwelen und Silbersachen	Rom.
48	Von der Merck Karl	Landhaus, Grundstück und Möbel	Olgiasca.
49	Stultz August	Landhaus, Grundstück und Möbel	Malcesine.
50	Gesellschaft Mercur	Bergwerksanlagen unter und über dem Boden, Barackenanlagen, technische Einrichtung	Pian Castagnaio und Abbadia San Salvatore.
51	Gesellschaft Abundantia	Bergwerksgerechsamte	Massa Marittima.
52	Hannam Lina	Industrieniederlassung und Grundstücke	Seriate.
53	Mellinghoff Friedrich	Grundstück, Baulichkeiten und Möbel	Messina.
54	Krumbügel Boris	Häuser und Grundstücke	Rom.
55	Lange Albert	Villa	Mailand.
56	Rost Felix	Palast	Venedig.
57	Kirchner Ernst	Wohnhaus	Florenz.

Copie certifiée conforme :
Rome, le 7 novembre 1927 (VI^e),

Grandi.

¹ TRADUCTION.

N^o 1564. — ACCORDS ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE AU SUJET DE QUESTIONS SE RATTACHANT AUX ARTICLES 296 ET 297 DU TRAITÉ DE VERSAILLES. SIGNÉS A ROME, LE 1^{er} SEPTEMBRE 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de régler certaines questions se rattachant à l'application des articles 296 et 297 du Traité de Versailles et d'accélérer ainsi l'accomplissement des opérations en question,

Ont décidé, à cet effet, de conclure des accords spéciaux et ont nommé pour leurs plénipotentiaires

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Friedrich VON PRITWITZ UND GAFFRON, chargé d'Affaires d'Allemagne ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins [pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes se déclarent d'accord sur toutes les dispositions des accords ci-annexés, à savoir :

Annexe 1. — Accord entre les offices de vérification et de compensation pour le règlement des dettes pendantes et l'accélération des opérations ;

Annexe 2. — Accord pour le règlement du solde dû par l'administration postale allemande à l'administration postale italienne, au titre des échanges de mandats-poste intervenus avant la guerre (avec deux sous-annexes) ;

Annexe 3. — Accord concernant les rentes dues à des bénéficiaires italiens par des organes d'assurance sociale allemande, venues à échéance et non payées pendant la guerre ;

Annexe 4. — Accord pour le règlement des créances résultant des contrats d'assurance sur la vie devenus caducs aux termes de l'Annexe à la Section V de la Partie X du Traité de Versailles ;

Annexe 5. — Accord pour le règlement des créances et dettes résultant de traités généraux de réassurance passés entre des établissements et des entreprises d'assurance italiens et allemands ;

Annexe 6. — Accord sur les biens, droits et intérêts allemands en Italie (avec deux sous-annexes).

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1564. — AGREEMENTS BETWEEN GERMANY AND ITALY REGARDING QUESTIONS CONNECTED WITH ARTICLES 296 AND 297 OF THE TREATY OF VERSAILLES. SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 1, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of settling certain questions connected with the application of Articles 296 and 297 of the Treaty of Versailles, and of thus accelerating the conclusion of the proceedings in question,

Have resolved to conclude special Agreements for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. Cav. Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs,

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Friedrich VON PRITZWITZ UND GAFFRON, German Chargé d'Affaires,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties declare their approval of all the provisions of the Agreement annexed hereto, namely :

Annex 1. — Agreement between the Clearing Offices regarding the payment of outstanding debts and the acceleration of proceedings ;

Annex 2. — Agreement regarding the payment of the balance due from the German Postal Administration to the Italian Postal Administration in respect of the pre-war exchange of money-orders (with two sub-annexes) ;

Annex 3. — Agreement regarding annuities due to Italian beneficiaries from German social insurance organisations, which fell due and were not paid during the war ;

Annex 4. — Agreement regarding the payment of credits in respect of life insurance contracts which lapsed in virtue of the Annex V of Part X of the Treaty of Versailles ;

Annex 5. — Agreement regarding the payment of credits and debts in respect of general re-insurance contracts entered into between Italian and German insurance organisations and undertakings ;

Annex 6. — Agreement regarding German property, rights and interests in Italy (with two sub-annexes).

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

Les accords cités au numéro précédent seront ratifiés et les instruments de ratification seront échangés à Rome, avant le 31 octobre 1927.

Ils entreront en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

o *Article 3.*

Le présent acte et ses annexes sont rédigés en double original, en langues italienne et allemande, le texte italien et le texte allemand faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé les accords susmentionnés en même temps que le présent acte, auquel ils ont appose leurs sceaux.

Fait à Rome, le 1^{er} septembre 1927.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) PRITTWITZ.

ANNEXE N^o 1.

ACCORD

ENTRE LES OFFICES DE VÉRIFICATION ET DE COMPENSATION ITALIEN ET ALLEMAND
POUR LE RÈGLEMENT DES DETTES PENDANTES ET L'ACCÉLÉRATION DES OPÉRATIONS.

Article premier.

L'Office italien de vérification et de compensation passera au crédit de l'Office allemand de vérification et de compensation, par voie de transaction, dans les quinze jours qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord, la somme globale de 14 millions (quatorze millions) de liras italiennes, Dans ladite somme sont également compris les intérêts.

Article 2.

Par l'inscription de cette somme globale au crédit de l'Office allemand de vérification et de compensation sont réglées toutes les créances, notifiées par ledit office conformément à l'article 296 du Traité de Versailles, qui étaient en core pendantes au 15 juin 1927 et dont le montant notifié, au principal, ne dépasse pas cinq mille liras italiennes, y compris les créances au sujet desquelles les Offices de vérification et de compensation se sont déclarés d'accord ou en désaccord, ainsi que celles qui font actuellement l'objet d'une instance par-devant le Tribunal arbitral mixte italo-allemand.

Pour les créances exprimées en monnaies autres que la lire italienne, la limite de cinq mille liras, prévue à l'article premier, sera déterminée d'après le taux de conversion fixé au paragraphe *d)* de l'article 296 précité.

Article 3.

Dans la somme globale visée à l'article précédent, sont compris :

a) Les reliquats, jusqu'à concurrence de cinq mille liras italiennes, de créances allemandes partiellement reconnues, ainsi que les intérêts afférents à ces reliquats ;

b) Les intérêts, jusqu'à concurrence de cinq mille liras, de créances allemandes déjà réglées.

Article 2.

The Agreements named in the above Article shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome by October 31, 1927.

They shall enter into force as from the date of the exchange of ratifications.

Article 3.

The present act and its annexes are drawn up in duplicate Italian and German texts. The Italian and German texts are equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the above-mentioned Agreements, together with the present act, to which they have affixed their seals.

Done at Rome, September 1, 1927.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) PRITZWITZ.

ANNEX I.

AGREEMENT

BETWEEN THE CLEARING OFFICES REGARDING THE PAYMENT OF OUTSTANDING DEBTS
AND THE ACCELERATION OF PROCEEDINGS.

Article 1.

Within fifteen days from entry into force of the present Agreement, the Italian Clearing Office shall, for the purposes of an agreed settlement place to the credit of the German Clearing Office, a lump sum of 14,000,000 (fourteen million) lire.

The above sum also includes interest.

Article 2.

By the placing of this sum to the credit of the German Clearing Office, all claims notified by that Office under Article 296 of the Treaty of Versailles which were outstanding on June 15, 1927, and the notified capital value of which does not exceed 5,000 lire, shall be regarded as settled; the above shall also include all claims regarding which the Clearing Offices have given a joint decision or have placed on record a final difference of opinion, as well as all claims which are pending before the German-Italian Mixed Arbitral Tribunal.

As regards claims expressed in currencies other than Italian, the limit of 5,000 lire provided for in paragraph 1 shall be calculated at the rate of exchange provided for in Article 296 (*d*) of the Treaty of Versailles.

Article 3.

The lump sum referred to above shall also discharge :

(*a*) Balances up to 5,000 lire outstanding from partially recognised German claims, as well as the interest on these balances.

(*d*) Interest not exceeding 5,000 lire on German claims already settled.

Article 4.

L'Office allemand de vérification et de compensation retirera les instances actuellement pendantes par devant le Tribunal arbitral mixte italo-allemand et relatives aux créances visées aux articles 2 et 3.

Article 5.

L'inscription au crédit de l'Office allemand de vérification et de compensation de la somme globale visée à l'article premier dégage l'Office italien de toutes ses obligations envers l'Office allemand au titre des créances en question.

L'Etat italien poursuivra directement et pour son propre compte le recouvrement des dites créances auprès des débiteurs respectifs.

L'Etat italien et le débiteur italien sont garantis contre toute mise en cause de la part du créancier allemand et seront, le cas échéant, indemnisés des frais qui pourraient résulter d'une pareille mise en cause.

Article 6.

L'Office allemand de vérification et de compensation fournira, dans la mesure du possible, à l'Office italien, sur la demande de ce dernier, des renseignements sur les créances réglées par le présent accord et lui transmettra les documents et autres pièces justificatives, à la condition que ladite demande lui soit adressée dans les neuf mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord.

W.

Article 7.

Les deux offices de vérification et de compensation renoncent à demander, par la suite, le report à leur crédit de sommes ne dépassant pas 5000 livres italiennes au sens du présent accord, et considèrent les demandes de report en cours comme retirées.

Article 8.

On ce qui concerne les créances réciproques qui ne rentrent pas dans les catégories visées par les articles précédents et ne font pas actuellement l'objet d'une instance par-devant le Tribunal arbitral mixte italo-allemand, l'office débiteur fera connaître dans le plus bref délai possible à l'Office créancier :

- a) Les créances définitivement reconnues et créditées ;
- b) Les créances qui peuvent faire l'objet d'une décision commune des deux offices en faveur du créancier ;
- c) Les créances définitivement contestées.

Article 9.

Les différends qui pourraient surgir entre les deux offices au sujet de l'application du présent accord, s'ils ne peuvent être réglés à l'amiable, seront soumis au Tribunal arbitral mixte italo-allemand.

Benito MUSSOLINI.

PRITZWITZ.

Article 4.

The German Clearing Office shall discontinue all proceedings concerning claims covered by Articles 2 and 3 and pending before the Mixed Arbitral Tribunal.

Article 5.

The sum placed to the credit of the German Clearing Office in virtue of Article 1 shall be regarded as cancelling all the obligations of the Italian Clearing Office towards the German Clearing Office in respect of the aforesaid claims.

The Italian State shall take steps to recover these claims from the respective debtors directly and on its own account.

No proceedings may be brought by German creditors against the Italian State or Italian debtors, and the latter shall be repaid any costs incurred as a result of such proceedings.

Article 6.

The German Clearing Office shall as far as possible supply the Italian Clearing Office, at the latter's request, with information regarding the claims settled by the present Agreement, and shall forward to it all documents and other evidence in connection with these claims, provided the request is made within nine months from the entry into force of the present Agreement.

Article 7.

The two Clearing Offices agree not to submit in future claims for the crediting of sums not exceeding 5,000 lire as defined in the present Agreement, and to regard claims of this kind at present pending as withdrawn.

Article 8.

With regard to claims on either side which are not covered by the present settlement and are not before the Mixed Arbitral Tribunal, the debtor Office shall supply the creditor Office as soon as possible with the following information :

- (a) What claims have been finally admitted and credited ;
- (d) What claims can be jointly decided by the Offices in favour of the creditor ;
- (c) What claims are definitely contested.

Article 9.

Differences of opinion which may arise between the two Offices with regard to the application of the present Agreement shall, if they cannot be amicably settled, be submitted to the Mixed Arbitral Tribunal.

BENITO MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

ANNEX N° 2.

ACCORD

POUR LE RÈGLEMENT DU SOLDE DÙ PAR L'ADMINISTRATION POSTALE ALLEMANDE A L'ADMINISTRATION POSTALE ITALIENNE AU TITRE DES ÉCHANGES DE MANDATS-POSTE INTERVENUS AVANT LA GUERRE. (*Avec 2 sous-annexes.*)

Article unique.

L'Office allemand de vérification et de compensation passera au crédit de l'Office italien de vérification et de compensation, dans les quinze jours qui suivront la date de l'entrée en vigueur du présent accord, la somme globale de 33.151.000 (trente-trois millions cent cinquante et un mille) liras, comprenant le capital et les intérêts du solde dû par l'administration postale allemande au titre des échanges de mandats-poste intervenus avant la guerre. Le capital du solde dû se compose des sommes énumérées à la sous-annexe 1.

La somme de 4.179.285,95 francs or qui ressort, en faveur de l'administration postale allemande, du compte figurant à la sous-annexe 2, est considérée comme réglée et définitivement acquise à l'administration postale italienne, du fait qu'il en a été tenu compte dans le calcul du solde dû par l'administration postale allemande, dont le montant est indiqué à l'alinéa précédent.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

SOUS-ANNEXE I.

LISTE

DES SOMMES DUES PAR L'ADMINISTRATION POSTALE ALLEMANDE AU TITRE DES ÉCHANGES DE MANDATS-POSTE AVEC L'ITALIE, QUI, Y COMPRIS LES INTÉRÊTS ÉCHUS DE CES SOMMES, SONT DÉFINITIVEMENT RÉGLÉES PAR L'ACCORD GLOBAL DU 26 JUIN 1927.

Le solde débiteur allemand s'élevait à :

Règlement de décembre	1914 (reliquat)	Fr.	1.162.981,43
» » janvier	1915	»	3.644.285,25
» » février	»	»	1.567.499,88
» » mars	»	»	1.617.541,87
» » avril	»	»	1.055.388,75
» » mai	»	»	607.101,17
» » juillet	»	»	4.794,57
» » août	»	»	456,17
» » septembre	»	»	345,29
» » octobre	»	»	149,70
» » février	1916	»	356,39
» » juillet	1921	»	1.038,30
» » octobre	»	»	34,73
» » février	1922	»	15,87
» » avril	»	»	22,36
» » juillet	»	»	11,03
» » août	»	»	15,04
» » décembre	»	»	31,90
» » avril	1923	»	8,71
Total			Fr. 9.662.078,41

ANNEX 2.

AGREEMENT

REGARDING THE PAYMENT OF THE BALANCE DUE FROM THE GERMAN POSTAL ADMINISTRATION TO THE ITALIAN POSTAL ADMINISTRATION IN RESPECT OF THE PRE-WAR EXCHANGE OF MONEY ORDERS (*with two sub-annexes*).

Single Article.

Within fifteen days from the entry into force of the present Agreement, the German Clearing Office shall place to the credit of the Italian Clearing Office a lump sum of 33,151,000 (thirty-three million one hundred and fifty-one thousand) lire, covering capital and interest, as the balance due by the German Postal Administration in respect of the pre-war exchange of money orders. The composition of the capital amount of this balance is given in sub-annex 1.

The sum of 4,179,285.95 gold francs (four million one hundred and seventy-nine thousand two hundred and eighty-five gold francs, ninety-five centimes) due to the German Postal Administration in conformity with the account given in sub-annex 2, shall be regarded as discharged and as finally accruing to the Italian Postal Administration, having already been taken into account in reckoning the balance due by the German Postal Administration and mentioned in the foregoing paragraph.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

SUB-ANNEX I.

SCHEDULE

OF THE SUMS DUE BY THE GERMAN POSTAL ADMINISTRATION IN RESPECT OF THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS WITH ITALY WHICH, TOGETHER WITH THE INTEREST DUE ON THESE SUMS, ARE TO BE REGARDED AS FINALLY DISCHARGED IN VIRTUE OF THE GENERAL AGREEMENT OF JUNE 26, 1927.

The German debt consisted of the following sums :

Account of December	1914 (balance)	Fr.	1,162,981.43
» » January	1915	»	3,644,285.25
» » February	»	»	1,567,499.88
» » March	»	»	1,617,541.87
» » April	»	»	1,055,388.75
» » May	»	»	607,101.17
» » July	»	»	4,794.57
» » August	»	»	456.17
» » September	»	»	345.29
» » October	»	»	149.70
» » February	1916	»	356.39
» » July	1921	»	1,038.30
» » October	»	»	34.73
» » February	1922	»	15.87
» » April	»	»	22.36
» » July	»	»	11.03
» » August	»	»	15.04
» » December	»	»	31.90
» » April	1923	»	8.71
Total			Fr. 9,662,078.41

SOUS-ANNEXE 2.

LISTE

DES PRESTATIONS FAITES PAR L'ADMINISTRATION POSTALE ALLEMANDE A L'ADMINISTRATION POSTALE ITALIENNE SOUS FORME DE PAIEMENTS EN ESPÈCES, DE SOLDES CRÉDITEURS AU TITRE DES ÉCHANGES DE MANDATS-POSTE ET D'AUTRES IMPUTATIONS, QUI, Y COMPRIS LES INTÉRÊTS ÉCHUS DE CES SOMMES, SONT DÉFINITIVEMENT ACQUISES A L'ADMINISTRATION POSTALE ITALIENNE, EN VERTU DE L'ACCORD GLOBAL DU 26 JUIN 1927.

Les prestations allemandes se sont élevées à :

1^o sous forme de paiements en espèces :

7	juin	1922	Lires	400.000	=	Fr. or	108.533,97	
14	»	»	Fr. suisses	100.000	=	»	98.464,90	
21	»	»	»	100.000	=	»	98.315,70	
30	août	»	Lires	1.000.000	=	»	227.802,17	
30	»	»	»	500.000	=	»	112.467,40	
6	septembre	»	»	500.000	=	»	112.761,09	
14	»	»	Fr. suisses	100.000	=	»	96.928,76	
18	décembre	»	Lires	600.000	=	»	159.953,66	
19	»	»	»	700.000	=	»	185.562,62	
20	»	»	»	700.000	=	»	184.618,27	
21	»	»	»	600.000	=	»	157.842,62	
22	»	»	»	600.000	=	»	158.728,93	
23	»	»	»	600.000	=	»	159.379,75	
28	»	»	»	600.000	=	»	157.124,79	
29	janvier	1923	Fr. suisses	397.791,19	=	»	384.891,58	
15	février	»	Dollars	20.000	=	»	103.650,00	
22	»	»	»	20.000	=	»	103.650,00	
3	mars	»	»	17.000	=	»	88.102,50	
8	»	»	»	17.000	=	»	88.102,50	
15	»	»	Lires	500.000	=	»	124.280,54	
20	»	»	»	400.000	=	»	100.631,03	
27	»	»	»	400.000	=	»	102.269,38	
4	avril	»	»	400.000	=	»	103.701,82	
10	»	»	Fr. suisses	100.000	=	»	95.105,30	
17	»	»	»	100.000	=	»	93.465,76	
25	»	»	Dollars	20.000	=	»	103.650,00	
2	mai	»	Lires	400.000	=	»	101.967,50	
8	»	»	»	200.000	=	»	50.266,72	
5	juin	»	Fr. suisses	85.000	=	»	79.473,64	
7	»	»	Flor. holl.	6.785,38	=	»	13.779,90	
12	»	»	Fr. suisses	75.000	=	»	69.971,68	
12	»	»	Pesos or	1.452,23	=	»	7.261,15	
19	»	»	Lires	300.000	=	»	70.382,50	
26	»	»	»	300.000	=	»	68.430,87	
Total							Fr. or	3.971.519,00

2^o Sous forme de soldes créditeurs, au titre des échanges de mandats-poste :

30	mars	1921				Fr. or	14.843,38	
30	»	»				»	25,29	
30	»	»				»	154,53	
30	»	»				»	57,00	
14	juillet	1922				»	19.203,60	
14	»	»				»	17.806,67	
14	»	»				»	1.198,64	
14	»	»				»	100,14	
14	»	»				»	6,75	
19	novembre	»				»	29,71	
30	octobre	»				»	34,12	
27	juillet	1923				»	50,22	
Total							Fr. or	53.510,05

SUB-ANNEX 2.

SCHEDULE

OF THE SUMS DUE TO THE GERMAN POSTAL ADMINISTRATION FOR SERVICES RENDERED TO THE ITALIAN POSTAL ADMINISTRATION, REPRESENTING CASH PAYMENTS, BALANCES ON THE EXCHANGE OF MONEY-ORDERS AND OTHER CHARGES, WHICH, INCLUDING THE INTEREST THEREON, ARE TO BE REGARDED AS FINALLY ACCRUING TO THE ITALIAN POSTAL ADMINISTRATION IN VIRTUE OF THE GENERAL AGREEMENT OF JUNE 26, 1927.

The sums due to Germany were as follows :

(1) In respect of *cash payments* :

June	7	1922	400,000	Lire	=	Gold Fr.	108,533.97
"	14	"	100,000	Swiss Fr.	=	"	98,404.90
"	21	"	100,000	"	=	"	98,315.70
August	30	"	1,000,000	Lire	=	"	227,802.17
"	30	"	500,000	"	=	"	112,467.40
September	6	"	500,000	"	=	"	112,761.09
"	14	"	100,000	Swiss Fr.	=	"	96,928.76
December	18	"	600,000	Lire	=	"	159,953.66
"	19	"	700,000	"	=	"	185,502.62
"	20	"	700,000	"	=	"	184,618.27
"	21	"	600,000	"	=	"	157,842.62
"	22	"	600,000	"	=	"	158,728.93
"	23	"	600,000	"	=	"	159,379.75
"	28	"	600,000	"	=	"	157,124.79
January	29	1923	397,791.19	Swiss Fr.	=	"	384,891.58
February	15	"	20,000	Dollars	=	"	103,650.00
"	22	"	20,000	"	=	"	103,650.00
March	3	"	17,000	"	=	"	88,102.50
"	8	"	17,000	"	=	"	88,102.50
"	15	"	500,000	Lire	=	"	124,280.54
"	20	"	400,000	"	=	"	100,631.03
"	27	"	400,000	"	=	"	102,269.38
April	4	"	400,000	"	=	"	103,701.82
"	10	"	100,000	Swiss Fr.	=	"	95,105.30
"	17	"	100,000	"	=	"	93,465.76
"	25	"	20,000	Dollars	=	"	103,650.00
May	2	"	400,000	Lire	=	"	101,967.50
"	8	"	200,000	"	=	"	50,266.72
June	5	"	85,000	Swiss Fr.	=	"	79,473.64
"	7	"	6,785.38	Dutch Fl.	=	"	13,779.90
"	12	"	75,000	Swiss Fr.	=	"	69,971.68
"	12	"	1,452.23	Gold pes.	=	"	7,261.15
"	19	"	300,000	Lire	=	"	70,382.50
"	26	"	300,000	"	=	"	68,430.87
Total							Gold Fr. 3,971,519.00

(2) In respect of the balances due on the exchange of money orders :

March	30	1921				Gold Fr.	14,843.38
"	30	"				"	25.29
"	30	"				"	154.53
"	30	"				"	57.00
July	14	1922				"	19,203.60
"	14	"				"	17,806.67
"	14	"				"	1,198.64
"	14	"				"	100.14
"	14	"				"	6.75
November	19	"				"	29.71
October	30	"				"	34.12
July	27	1923				"	50.22
Total							Gold Fr. 53,501.05

3° Sous forme d'autres imputations :				
14	mars	1923		Fr. or 27.898,37
16	»	»		» 87,14
13	juin	»		» 733,65
13	décembre	»		» 100.438,05
12	juin	1924		» 453,63
12	août	»		» 21.091,70
29	septembre	»		» 1.060,59
25	novembre	»		» 250,03
10	janvier	1925		» 1.841,24
16	décembre	1924		» 402,50
Total				Fr. or 154.256,90

RÉCAPITULATION.

Total de 1°	Fr. or 3.971.519,00
» » 2°	» 53.510,05
» » 3°	» 154.256,90
Total général	Fr. or 4.179.285,95

ANNEXE N° 3.

ACCORD

CONCERNANT LES RENTES DUES A DES BÉNÉFICIAIRES ITALIENS PAR DES ORGANES D'ASSURANCE SOCIALE ALLEMANDS, VENUES A ÉCHÉANCE ET NON PAYÉES PENDANT LA GUERRE.

Article premier.

Le Gouvernement allemand passera au crédit du Gouvernement italien, par l'intermédiaire de l'Office de vérification et de compensation, et sur le compte prévu par l'article 297, dans les quinze jours qui suivront la date de l'entrée en vigueur du présent accord, la somme globale de 2.100.000 (deux millions cent mille) liras. L'inscription de cette somme au crédit du Gouvernement italien sera considérée comme donnant définitivement satisfaction à tous les droits de sujets italiens à l'encontre des organes d'assurance sociale allemands, concernant des rentes non payées, venues à échéance pendant la guerre et jusqu'au 31 janvier 1920.

Le Gouvernement italien fixera souverainement et sans appel, par les règles qu'il établira à cet effet, l'emploi de la somme portée à son crédit comme il est dit ci-dessus.

Article 2.

Dans les quinze jours qui suivront l'inscription de la somme prévue par l'article précédent au crédit du Gouvernement italien, l'instance introduite devant le Tribunal arbitral mixte italo-allemand, au nom du Commissariat général de l'émigration, contre le Gouvernement allemand aux fins de récupération des rentes mentionnées à l'article premier, sera retirée par l'agent du Gouvernement italien auprès dudit Tribunal arbitral mixte ; de même, les instances qui auraient été ou qui seraient introduites par des assurés isolés devant ledit tribunal, au sujet de rentes non payées pendant la guerre par les organes d'assurance sociale allemands, seront retirées d'office par ledit agent du Gouvernement italien.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

N° 1564

(3) In respect of other charges :				
March	14	1923	Gold Fr.	27,898.37
»	16	»	»	87.14
June	13	»	»	733.65
December	13	»	»	100,438.05
June	12	1924	»	453.63
August	12	»	»	21,091.70
September	29	»	»	1,060.59
November	25	»	»	250.03
January	10	1925	»	1,841.24
December	16	1924	»	402.50

Total Gold Fr. 154,256.90

COMBINED FIGURES.

Total of (1)	Gold Fr.	3,971,519.00
» » (2)	»	53,510.05
» » (3)	»	154,256.90
Grand total	Gold Fr.	4,179,285.95

ANNEX 3.

AGREEMENT

REGARDING ANNUITIES DUE TO ITALIAN BENEFICIARIES FROM GERMAN SOCIAL INSURANCE ORGANISATIONS, WHICH FELL DUE AND WERE NOT PAID DURING THE WAR.

Article 1.

Within fifteen days from the date on which the present Agreement enters into force, the German Government shall place to the credit of the Italian Government's account, provided for in Article 297 of the Treaty of Versailles, a lump sum of 2,100,000 (two million one hundred thousand) lire through the intermediary of the Clearing Offices. This sum shall be regarded as a final settlement of all claims of Italian nationals against the German social insurance organisations in respect of annuities which fell due and were not paid during the war and up to January 31, 1920.

The Italian Government shall, by means of regulations issued for the purpose, determine the manner in which the above sum shall be employed, and no appeal may be made from its decision.

Article 2.

Within fifteen days from the date on which the sum referred to in Article 1 is credited, the Italian Government's representative on the German-Italian Mixed Arbitral Tribunal shall withdraw the proceedings instituted before this tribunal against the German Government in the name of the General Emigration Commission with a view to the recovery of the annuities mentioned in the foregoing Article; in addition, the Italian Government's representative shall officially discontinue all proceedings which have been or may yet be instituted before the Mixed Arbitral Tribunal by individual insured persons in respect of annuities which were not paid during the war by the German social insurance organisations.

Benito MUSSOLINI.

PRITZWITZ

ANNEXE N° 4.

ACCORD

POUR LE RÈGLEMENT DES CRÉANCES RÉSULTANT DES CONTRATS D'ASSURANCE SUR LA VIE DEVENUS CADUCS AUX TERMES DE L'ANNEXE A LA SECTION V DE LA PARTIE X DU TRAITÉ DE VERSAILLES.

Article premier.

Les Offices de vérification et de compensation italien et allemand effectueront, par imputation au crédit du compte 297, le transfert des actifs attribuables aux contrats d'assurance sur la vie, en cours au 10 janvier 1920, conclus avec des compagnies allemandes par des ressortissants italiens qui possédaient déjà au 10 janvier 1920 la nationalité italienne et résiliés en vertu du paragraphe 12 de l'Annexe à la Section V de la Partie X du Traité de Versailles.

Ne sont pas compris dans le règlement visé à l'alinéa précédent les contrats maintenus en vigueur entre les contractants par le paiement ininterrompu des primes après le 10 janvier 1920, ainsi que les contrats réglés par des conventions spéciales entre les compagnies allemandes et le Gouvernement helvétique.

Article 2.

Le montant des actifs à transférer conformément aux dispositions de l'article précédent, devra correspondre aux réserves mathématiques des contrats visés à l'article premier et communiqués par l'Office italien de vérification et de compensation à l'Office allemand jusqu'au 15 juin 1927; ces réserves seront calculées, au 1^{er} janvier 1920, d'après les bases techniques et les méthodes en usage à cette date auprès des compagnies d'assurance respectives, en tenant compte des primes effectivement versées à cette date, ainsi que du montant des intérêts correspondants et des primes perçues par les compagnies après le 1^{er} janvier 1920, conformément aux articles 4 et 5.

Article 3

Dans les trois mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur du présent accord, chaque compagnie communiquera à l'Office de vérification et de compensation allemand, pour ceux des contrats visés par les articles 1 et 2 qui la concernent, le montant des réserves mathématiques déterminées comme il est prévu à l'article précédent; indiquera les bases techniques et les méthodes employées pour le calcul des réserves, et transmettra tous les documents relatifs aux différents contrats.

En outre, les compagnies communiqueront, pour chaque contrat, le montant des primes éventuellement encaissées après le 1^{er} janvier 1920, et à la date de chaque encaissement.

Article 4

L'Office de vérification et de compensation allemand transmettra immédiatement, aux fins d'examen, à l'Office de vérification et de compensation italien, les documents et les communications reçus en vertu des dispositions de l'article précédent.

Lorsque l'Office italien aura reconnu l'exactitude de la liquidation, il en avisera immédiatement l'Office allemand qui, dans les quinze jours qui suivront la réception de l'avis, passera au crédit de l'Office italien de vérification et de compensation, pour le compte des différents assurés, conformément aux règles établies par l'article 5, outre les réserves mathématiques au 1^{er} janvier 1920, le montant des primes encaissées par les compagnies après ladite date, ainsi que les intérêts

ANNEX 4.

AGREEMENT

REGARDING THE PAYMENT OF CREDITS IN RESPECT OF LIFE INSURANCE CONTRACTS WHICH LAPSED IN VIRTUE OF THE ANNEX TO SECTION V OF PART X OF THE TREATY OF VERSAILLES.

Article 1.

The German and Italian Clearing Offices shall, by means of credits placed to Account 297, effect the transfer of the assets assignable to life insurance contracts in force on January 10, 1920, concluded with German companies by Italian nationals who already possessed Italian nationality on January 10, 1920, and cancelled in virtue of paragraph 12 of the Annex to Section V of Part X of the Treaty of Versailles.

The settlement provided for in the foregoing paragraph shall not apply to contracts maintained in force between the contracting parties by the continued payment of premiums after January 10, 1920, or the contracts governed by special agreements between the German companies and the Swiss Federal Government.

Article 2.

The amount of the assets to be transferred under Article 1 shall comprise the actuarial reserves assignable to the contracts referred to in the said Article and notified by the Italian Clearing Office to the German Clearing Office up to June 15, 1927; these reserves shall be reckoned on the basis of the position on January 1, 1920, in accordance with the technical procedure and methods employed at that date by the respective insurance companies, and taking into account the premiums actually paid until that date. The amount shall also comprise the corresponding interest and premiums received by the insurance companies since January 1, 1920, in conformity with Articles 4 and 5.

Article 3.

Within three months of the entry into force of the present Agreement, each insurance company shall notify the German Clearing Office, in respect of the contracts referred to in Articles 1 and 2 which concern it, of the amount of the actuarial reserves reckoned in conformity with Article 2, and of the technical procedure and methods employed in reckoning these reserves, and shall forward all the documents relevant to the individual contracts.

In addition, the companies shall communicate in respect of each contract the amount of any premiums which may have been paid since January 1, 1920, and the date of each payment.

Article 4

The German Clearing Office shall forward immediately to the Italian Clearing Office for examination the documents and communications received in pursuance of Article 3.

When the Italian Clearing Office has recognised the correctness of the account, it shall immediately notify the German Clearing Office of the fact, and the latter shall, within fifteen days of receiving the communication, place to the credit of the Italian Clearing Office, for the account of the individual beneficiaries, in accordance with the provisions of Article 5, the amount of the actuarial reserves as at January 1, 1920, the amount of the premiums received by the

à 3 % y afférents, depuis le 1^{er} janvier 1920, respectivement depuis la date de l'encaissement des primes perçues après le 1^{er} janvier 1920, jusqu'à la date où les sommes en question ont été passées au crédit du compte 297.

Article 5.

Pour l'accomplissement des opérations prévues à l'article précédent, il est établi les règles suivantes :

a) En ce qui concerne les contrats libellés en marks ou en couronnes austro-hongroises, le montant des réserves mathématiques au 1^{er} janvier 1920 et des intérêts y afférents sera, pour chaque contrat, calculé dans la monnaie d'origine et converti en liras italiennes au taux de change prévu au paragraphe d) de l'article 296 du Traité de Versailles.

b) En ce qui concerne les contrats libellés en monnaies autres que celles qui sont indiquées à la lettre a), le montant des réserves mathématiques au 1^{er} janvier 1920 et des intérêts y afférents sera calculé dans la monnaie d'origine et crédité en liras italiennes à 80 % du taux du change coté à la Bourse de Berlin sept jours avant la date à laquelle le compte 297 sera crédité dudit montant.

c) Les différentes primes versées par les assurés après le 1^{er} janvier 1920 et les intérêts y afférents seront calculés dans la monnaie dans laquelle les paiements ont été effectués et crédités en liras italiennes au taux de change prévu au paragraphe b), ou bien au taux de change en vigueur à l'époque du versement si les paiements ont été effectués en marks ou en couronnes austro-hongroises.

Article 6.

Toutes les revendications italiennes fondées sur le paragraphe 12 de l'Annexe à la Section V de la Partie X du Traité de Versailles sont considérées comme définitivement réglées par le présent accord, pour autant que le troisième alinéa du présent article n'en dispose pas autrement.

Le Gouvernement royal italien garantira le Gouvernement allemand et les compagnies d'assurance allemandes contre toute mise en cause par des assurés italiens, fondant leurs revendications sur des contrats réglés par les imputations prévues à l'article premier du présent accord, et supportera les frais auxquels pourraient éventuellement donner lieu de pareilles mises en cause.

En ce qui concerne les contrats d'assurance visés à l'article premier, qui ne rentrent pas dans les catégories prévues à l'alinéa 2 dudit article et qui, au 15 juin 1927, n'avaient pas encore été notifiés à l'Office de vérification et de compensation allemand, les droits italiens éventuels résultant du paragraphe 12 susmentionné à l'encontre des différentes compagnies d'assurance ne sont pas affectés par les présentes dispositions. Le Gouvernement royal italien devra faire valoir ces droits contre les compagnies d'assurance, en se fondant sur les différents contrats dans un délai de quatre mois à dater de l'entrée en vigueur du présent accord, sous peine de déchéance.

Article 7.

Le présent accord ne préjuge en aucune manière du point de vue juridique des Hautes Parties contractantes sur les conditions et la portée du paragraphe 12 susmentionné.

Benito MUSSOLINI.

PRITZWITZ.

insurance associations since January 1, 1920, as well as interest at the rate of 3 % for the period since that date, or for the period between the date of receipt of the premiums collected after January 1, 1920, and the date on which the sums in question were credited to Account 297.

Article 5.

The following rules shall apply to the carrying out of the operations referred to in the previous Article :

(a) In the case of contracts made out in marks or Austro-Hungarian crowns, the amount of the actuarial reserves as at January 1, 1920, and of the interest due in respect of each contract, shall be reckoned in the original currency and converted into Italian lire at the rate of exchange provided for in Article 296 (d) of the Treaty of Versailles.

(b) In the case of contracts made out in currencies other than those mentioned in paragraph (a) above, the amount of the actuarial reserves as at January 1, 1920, and of the interest due, shall be reckoned in the original currency and credited in Italian lire at 80 % of the rate of exchange quoted on the Berlin Bourse seven days before the date on which the amount is credited.

(c) The various premiums paid by insured persons after January 1, 1920, together with interest thereon, shall be calculated in the currency in which the payments were made, and credited in Italian lire at the rate of exchange provided for in paragraph (b) above, or, if the payments were made in marks or Austro-Hungarian crowns, at the rate of exchange on the date of payment.

Article 6.

In virtue of the present Agreement, all Italian claims based on paragraph 12 of the Annex to Section V of Part X of the Treaty of Versailles shall be regarded as finally settled, in so far as paragraph 3 of the present Article does not provide otherwise.

The Royal Italian Government shall guarantee the German Government and the German insurance companies against any claims on the part of Italian beneficiaries in respect of contracts settled by the payments provided for in Article 1, and shall be responsible for any costs arising out of such claims.

In the case of insurance contracts referred to in Article 1, but not included in the categories specified in paragraph 2 of Article 1, and not notified to the German Clearing Office by June 15, 1927, any Italian rights arising out of the aforesaid paragraph 12 as against individual insurance companies shall remain unaffected. The Royal Italian Government must establish such rights against the insurance companies on the basis of the different contracts within four months of the entry into force of the present Agreement, after which period the rights in question shall lapse.

Article 7.

The present Agreement is without prejudice to the legal views held by the High Contracting Parties regarding the conditions and scope of the aforesaid paragraph 12.

BENITO MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

ANNEXE N° 5.

ACCORD

POUR LE RÈGLEMENT DES CRÉANCES ET DETTES RÉSULTANT DE TRAITÉS GÉNÉRAUX DE RÉASSURANCE PASSÉS ENTRE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ITALIENS ET ALLEMANDS.

Article unique.

L'Office allemand de vérification et de compensation, dans les quinze jours qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord, passera au crédit de l'Office italien de vérification et de compensation, en l'imputant au compte 296, la somme globale de 8.134.000 (huit millions cent trente-quatre mille) liras italiennes pour le règlement intégral de toutes les créances et dettes encore pendantes, résultant de traités généraux conclus avant la guerre au sujet de contrats d'assurance sur la vie conclus par l'« Istituto Nazionale delle Assicurazioni » et les entreprises italiennes d'assurance et réassurés par lesdits « Istituto » et entreprises auprès de compagnies allemandes.

L'inscription de cette somme globale au crédit de l'Office italien de vérification et de compensation est considérée comme donnant satisfaction à toutes les revendications encore pendantes ou qui pourraient être présentées au sujet de pareilles réassurances en vertu du paragraphe 20 de l'annexe à l'article 303 ou de toute autre disposition du Traité de Versailles.

Ne sont pas comprises dans le présent règlement les obligations réciproques découlant des traités de réassurance conclus entre la *Compagnia Italiana di Assicurazione di Milano* et la *Rückversicherungsgesellschaft Hamburg*.

Les deux gouvernements contractants se garantiront réciproquement et garantiront leurs ressortissants respectifs contre toute mise en cause ultérieure fondée sur les traités en question et rembourseront à l'autre partie les frais qui pourraient éventuellement découler de pareilles mises en cause.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

ANNEXE N° 6.

ACCORD

SUR LES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS ALLEMANDS EN ITALIE
(avec deux sous annexes).

Article premier.

Le Gouvernement royal italien renonce à liquider, conformément aux dispositions de l'article 297 b) du Traité de Versailles, les biens, droits et intérêts allemands en Italie, qui n'avaient pas encore été liquidés au 15 mai 1927.

Aux fins de l'alinéa précédent, sont seuls considérés comme déjà liquidés les avoirs suivants :

1° Les biens, droits et intérêts vendus ou pour lesquels une promesse de vente a été donnée à des tiers, par des contrats passés jusqu'au 15 mai 1927 ;

2° Les créances déjà recouvrées à cette date. Le recouvrement des créances partiellement encaissées à ladite date sera poursuivi par le Gouvernement italien, qui reversera aux ayants-droit allemands le produit net des recouvrements effectués après le 15 mai 1927.

ANNEX 5.

AGREEMENT

REGARDING THE PAYMENT OF CREDITS AND DEBTS IN RESPECT OF GENERAL RE-INSURANCE CONTRACTS ENTERED INTO BETWEEN ITALIAN AND GERMAN INSURANCE ORGANISATIONS AND UNDERTAKINGS.

Single Article.

Within fifteen days from the entry into force of the present Agreement, the German Clearing Office shall place to the credit of the Italian Clearing Office, in Account 296, a lump sum of 8,134,000 (eight million one hundred and thirty-four thousand) lire in full discharge of all credits and debts still outstanding in respect of general contracts concluded before the war and relating to life insurance contracts entered into by the "Istituto Nazionale delle Assicurazioni" and Italian insurance undertakings and re-insured by them with German companies

The above-named sum shall be regarded as settling all claims which are still pending or which might hereafter be submitted in respect of such re-insurance under paragraph 20 of the Annex to Article 303 or any other provision of the Treaty of Versailles.

This settlement does not apply to the mutual obligation derived from the re-insurance contracts concluded between the *Compagnia Italiana di Assicurazione di Milano* and the *Rückversicherungsgesellschaft Hamburg*.

The two Governments agree to guarantee each other and their respective nationals against any further claims based on the contracts in question and shall refund to the other Party any costs which may arise out of such claims

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ

ANNEX 6.

AGREEMENT

REGARDING GERMAN PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS IN ITALY
(with two sub-annexes).

Article 1.

The Royal Italian Government agrees not to liquidate, under Article 297 (b) of the Treaty of Versailles, the German property, rights and interests in Italy not yet liquidated on May 15, 1927.

For the purposes of the foregoing paragraph only the following assets shall be regarded as already liquidated :

(1) The property, rights and interests transferred to third parties by sale or promise of sale up to May 15, 1927 ;

(2) Claims already recovered by the same date. If claims have at that date been already partly recovered, the Royal Italian Government shall proceed with their recovery but shall pay over to the German parties entitled thereto the net proceeds of the sums received after May 15, 1927.

Article 2.

Les biens indiqués dans la sous-annexe A sont exclus de la restitution prévue par le présent accord.

Article 3.

Le Gouvernement italien restituera, en outre, le groupe de biens, déjà aliénés au 15 mai 1927, qui sont indiqués dans la sous-annexe B au présent accord.

Article 4.

En ce qui concerne les biens déjà dévolus à l'Etat italien et à la liquidation desquels le Gouvernement royal italien renonce, ainsi que les biens déjà liquidés qui doivent être restitués aux termes de l'article 3, le propriétaire allemand sera réintégré dans ses droits de propriété à la date de l'entrée en vigueur du présent accord.

A la même date, seront levées, également, toutes les interdictions qui constituent pour les propriétaires allemands un obstacle au libre exercice des droits dans lesquels ils sont réintégré.

Dans la mesure où l'ayant-droit aura besoin d'un certificat officiel pour l'exercice de son droit de propriété, notamment pour les transcriptions et les mutations sur les registres des hypothèques et du cadastre, le Gouvernement italien délivrera, sans retard et gratuitement les documents nécessaires et procédera sans frais pour l'intéressé aux formalités qu'il pourrait y avoir lieu d'accomplir.

Les biens dont le Gouvernement royal italien est en possession et ceux dont il est question à l'article 3 du présent accord, seront remis aux ayants-droit allemands dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord. Si le Gouvernement italien n'a pu, dans ce délai déterminer les ayants-droit ou si ceux-ci ne sont pas prêts à prendre possession des biens, le Gouvernement italien en avisera le Gouvernement allemand et se libérera en remettant les biens à la personne qui pourra lui être désignée par le Gouvernement allemand dans les six mois qui suivront cet avis. A défaut d'une pareille désignation, le Gouvernement italien aura la faculté de liquider les biens et de porter le produit net de la liquidation au crédit du compte 297.

Chacun des biens dont il est question dans le présent accord sera restitué dans la situation de fait et de droit en laquelle il se trouve, sous déduction ou contre paiement des frais d'administration et de liquidation encourus, pour autant que ces frais ne sont pas couverts par les revenus perçus sur ledit bien ou sur d'autres appartenant au même intéressé.

Les revenus perçus par le Gouvernement royal italien ou par une personne agissant en son nom, à la date du 15 mai 1927, seront, dans la mesure où leur montant dépassera celui des dépenses d'administration et de liquidation, exclus de la restitution, sans préjudice de leur inscription au crédit du compte 297.

Article 5.

En conséquence de la renonciation dont il est question à l'article premier, le Gouvernement royal italien renonce également au droit affirmé par lui, mais contesté par le Gouvernement allemand, d'obtenir, en vertu du paragraphe 10 de l'annexe à l'article 298 du Traité de Versailles, la remise d'autres titres en sus de ceux qui lui ont déjà été délivrés jusqu'au 15 mai 1927.

Article 6.

Les ressortissants allemands qui auront racheté leurs biens seront dispensés de verser les fractions du prix d'achat non encore payées au 15 mai 1927. Toutefois, si le produit, encaissé jusqu'à cette date, de la liquidation d'un bien, n'est pas suffisant pour couvrir le montant des dettes et les frais d'administration et de liquidation, l'intéressé allemand devra continuer ses versements jusqu'à concurrence du total de ces dettes et frais.

Article 2.

The property specified in sub-annex A shall not be subject to the restitution provided for in the present Agreement.

Article 3.

The Royal Italian Government shall, moreover, restore the property already alienated on May 15, 1927, which is specified in sub-annex B.

Article 4.

In so far as the Royal Italian Government waives the right to liquidate property, rights and interests already transferred to the Italian State, or in so far as property, rights and interests already liquidated are to be restored under Article 3, the German owners shall resume their rights of ownership as from the date of the entry into force of the present Agreement.

All prohibitions which hinder the German owners in the free exercise of the rights which they resume shall cease to have effect as from the same date.

In so far as the person entitled requires an official certificate for the exercise of his right of ownership, particularly in connection with mortgage and land register transfers, the Italian Government shall immediately issue the requisite documents free of charge and shall perform without payment any formalities which may be necessary.

Property in the possession of the Royal Italian Government, or covered by Article 3 of the present Agreement, shall be handed over to the German parties entitled within six months of the entry into force of the present Agreement. If the Royal Italian Government has been unable to discover the persons entitled within this period, or if the latter are not prepared to take over the property, the Italian Government shall notify the German Government of the fact and the former Government shall discharge its obligation by handing over the property in question to a person to be designated by the German Government within six months of this notification. Should no such designation be made, the Royal Italian Government shall be entitled to liquidate the property and credit the net proceeds to Account 297.

Each of the properties covered by the present Agreement shall be restored in its existing actual and legal condition, after deduction or payment of the expenses of administration and liquidation, in so far as the latter are not covered by the revenue derived from the property itself or from other properties belonging to the same person entitled.

The revenues received by the Royal Italian Government or by any person acting on its behalf up to May 15, 1927, in so far as they exceed the costs of administration and liquidation, shall not be subject to restitution, without prejudice to the obligation to credit them to Account 297.

Article 5.

In consequence of the renunciation contained in Article 1, the Royal Italian Government also renounces the right claimed by it but disputed by the German Government, to demand the delivery, in virtue of paragraph 10 of the Annex to Article 298 of the Treaty of Versailles, of other securities than those already handed over up to May 15, 1927.

Article 6.

German nationals who have repurchased their property shall be exempted from the payment of the instalments of the purchase price not yet paid on May 15, 1927. If, however, the proceeds of the liquidation of a property up to that date are not sufficient to cover the debts and the expenses of administration and liquidation, the German party entitled must continue his payments until these expenses have been covered.

Article 7.

Le Gouvernement royal italien renonce, à partir du 15 mai 1927, à l'exercice des facultés qui lui sont accordées par les 5^{me}, 6^{me} et 7^{me} paragraphes de l'article 306 du Traité de Versailles.

Article 8.

En ce qui concerne les biens allemands situés dans les territoires rattachés au Royaume d'Italie en vertu du Traité de Saint-Germain, aucune modification n'est apportée aux conventions en vigueur.

Article 9.

Il est entendu que les dispositions du présent accord ne modifient pas les dispositions de l'article 296 du Traité de Versailles concernant les créances allemandes soumises à la procédure de vérification et de compensation.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

SOUS-ANNEXE A.

A L'ACCORD CONCERNANT LES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS ALLEMANDS EN ITALIE.

N° d'ordre	Communes et provinces dans lesquelles se trouvent les biens	Indication sommaire des biens
1	Frascati (Rome)	Villa Falconieri (bâtiment, terrain et objets d'art).
2	Rome	Hoffman Ludwig et Philipp — Villa dite « Celimontana », autrefois propriété de la famille Mattei (Maison de campagne avec parc et objets d'art).
3	Tremezzo (Côme)	Villa dite « Carlotta » (Maison de campagne avec parc, jardin, objets d'art et mobilier).
4	Manoppello (Chieti)	Maison Reh — Mines d'asphalte.
5	Cagnacco Gardone Riviera (Brescia)	Langensiepen Richard — Bassin, tour et jardin au bord du lac.
6	Gardone Riviera (Brescia)	Thode Henri — Tableau attribué à Rembrandt.
7	Cagnacco Gardone Riviera (Brescia)	Hœniger — Propriété rurale.
8	Caprarola (Rome)	Villa Farnèse.
9	San Remo (Imperia)	Foerster Meta — Villa dite « Giulia ». (Maison de campagne et terrain y attenant.)
10	San Remo (Imperia)	Stern Kurt — Bâtiment servant d'hôtel, dit « Pensione Quisisana » avec jardin y attenant.
11	Venise	Naager Franz — Bâtiment employé pour la zincographie de l'Etat.
12	Florence	Gerber Elisa, Veuve Bernhardt — 5 tableaux de maître dans la maison de campagne, avec terrain y attenant, meubles, objets d'art.
13	Venise	Loevi Adolf — Tous les objets d'art non encore vendus.
14	San Remo (Imperia)	Billig Katharina — Tableau de Napoléon.
15	San Remo (Imperia)	Thiemm Adolf — Oeuvres d'art déjà attribuées à des galeries d'art.
16	Venise	Heilbronner Raoul — Marbres et sculptures antiques et margelles de puits déjà attribués à des musées.
17	Cume (Naples)	« Società Cumana » de Stuttgart — Terrains et bâtiments.
18	Menaggio (Côme)	Mylius Eveline, Veuve de Neuville — Villa Scogliera.
19	Messine	Mellinghoff Friedrich — Bâtiment destiné à servir de musée national.
20	Syracuse	Kopp — Mines d'asphalte.
21	. . . . .	Matériel ferroviaire roulant saisi par l'Italie en vertu de l'article 297 b) du Traité de Versailles.

Article 7.

The Royal Italian Government renounces as from May 15, 1927, the exercise of the rights conferred upon it by Article 306, paragraphs 5, 6 and 7, of the Treaty of Versailles.

Article 8.

As regards German properties situated in the territories assigned to the Kingdom of Italy by the Treaty of St. Germain, the existing agreements shall remain in force.

Article 9.

It is understood that the provisions of the present Agreement shall not affect the stipulation of Article 296 of the Treaty of Versailles concerning German claims subject to Clearing Office procedure.

Benito MUSSOLINI.

PRITTWITZ.

SUB-ANNEX A

TO THE AGREEMENT REGARDING GERMAN PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS IN ITALY.

No	Commune and Province in which the property is situated	Brief description of property
1	Frascati (Rome)	Villa Falconieri (buildings, land and works of art).
2	Rome	Hoffman Ludwig and Philipp — Villa "Celimontana", formerly property of the Mattei family (country house with park and works of art).
3	Tremezzo (Como)	Villa "Carlotta" (country house with park, garden, works of art and furniture).
4	Manoppello (Chieti)	Firm of Reh — Asphalt deposits.
5	Cagnacco Gardone Riviera (Brescia)	Langensiepen Richard — Dock, tower and garden on the lake.
6	Gardone Riviera (Brescia)	Thode Henri — Painting ascribed to Rembrandt.
7	Cagnacco Gardone Riviera (Brescia)	Hoeniger — Rural property.
8	Caprarola (Rome)	Villa Farnese.
9	San Remo (Imperia)	Foerster Meta — Villa "Giulia" (country house with adjoining land).
10	San Remo (Imperia)	Stern Kurt — "Pensione Quisisana" (building used as hotel with adjoining garden).
11	Venice	Naager Franz — Building used for the Government zincography,
12	Florence	Gerber Elisa, widow Bernhardt — 5 paintings by masters in country house with adjoining land; furniture and works of art.
13	Venice	Loevi Adolf — All works of art not yet sold.
14	San Remo (Imperia)	Billig Katharina — Picture of Napoleon.
15	San Remo (Imperia)	Thiimm Adolf — Works of art already allotted to art galleries.
16	Venice	Heilbronner Raoul — Marbles, antiques, sculptures and Venetian well-curbs already allotted to art galleries.
17	Cuma (Naples)	"Societa Cumana" of Stuttgart — Grounds and buildings.
18	Menaggio (Como)	Mylius Eveline, widow de Neuville — Villa Scogliera.
19	Messina	Mellinghoff Friedrich — Building for the National Museum.
20	Syracuse	Kopp — Asphalt deposits.
21	. . . . .	Railway rolling stock taken over by Italy under Article 297 (b) of the Treaty of Versailles.

SOUS-ANNEXE B.

A L'ACCORD CONCERNANT LES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS ALLEMANDS EN ITALIE.

N°	Ex-proprétaire	Description des biens	Localité
1	Froman et Harbers	Meubles et argenterie	Rome.
2	Otto Ernst	Argenterie	Rome.
3	Hoch Richard	Villa et terrains	Florence.
4	Hausmann frères	Terrains	Tarente.
5	Heimann Heinrich et sœurs	Etablissement industriel, machines et outillage	Milan et Cornigliano.
6	Berninghaus Julius	Meubles	Naples.
7	Abresch Eugen	Terrains, bâtiments droits miniers	Galluzzo.
8	Gerber Elisa, Veuve Bernhardt	5 tableaux	Rome.
9	Luchner Elise	2 corbeilles à fleurs	Rome.
10	Mader Maria et Katharina	Maison d'habitation	Tende.
11	Starz Konrad	Maison, terrain et meubles	Brozzi.
12	Eggers Heinrich	Argenterie	Rome.
13	Billig Katharina	Villa, jardin et meubles	San Remo.
14	Feile et Ruch	1 tableau et 1 glace	Rome.
15	Stern Kurt	Maison rurale	San Remo.
16	Schrötter Magdalena	Villa, terrain et meubles	Bordighera.
17	Schlosser Emma	Part de bâtiment (1/6)	Rome.
18	Norddeutscher Lloyd	Meubles, dettes et créances	Rome, Naples et Gênes.
19	Polack Georg et Muretti	Villa, jardin et meubles	Colico.
20	Rhoden August	Bâtiment, parc et meubles	Gardone-Riviera.
21	Blich Elisabeth, Veuve Scabel	Part d'immeubles	Imperia.
22	Poppert Charlotte	Argenterie	Rome.
23	Mylius Eveline	Villa, jardin et meubles (à l'exclusion de la Villa Scogliera)	Menaggio.
24	Wachs et Laves	Maison d'habitation	Florence.
25	Lewy Max	2 tableaux et argenterie	Rome.
26	Noerremberg Wilhelm	Meubles et tableaux	Rome.
27	Gazzert Alexandrine	Meubles	Gardone-Riviera.
28	Rödemberck et Wall	Bâtiments servant de magasins	Livourne.
29	Vitzthum Rudolf	Maison d'habitation, jardin et meubles	Florence.
30	Brauer Paul	Maison, terrains et meubles	San Remo.
31	Hemmerde Kajetan	Maison d'habitation et terrain	Bordighera.
32	Hermann Karl	Maison de campagne et jardin	Florence.
33	Lass Hermann	Presse à fourrage	Acqui.
34	Schroeder und Co.	Part de terrain (73,50 %)	Vicence.
35	Grack August	Maison d'habitation avec cour et jardin, terrain et meubles	San Remo.
36	Thaleim Maximilian	Maison d'habitation, magasin et cave	Signa.
37	Lindemann Wilhelm	Etablissement industriel, maison, écurie et remise, maison d'habitation, machines, meubles, outils, dettes et créances (moitié)	Bari.
38	Nordhof von Fuchs	Maison d'habitation cour, et terrain	Rome.
39	Société « Eylet »	Bâtiments, terrain et meubles	Oggiona San Stefano.
40	Baer Samuel	Magasin et terrain (moitié)	Venise.
41	Gelsenkirchner Bergwerks. A.G.	Droits miniers et machines	Stazzeno.
42	De Villeneuve Julius	Argenterie	Florence.
43	Hähnel Maximilian	Usine, maison d'habitation, magasins, cours, terrains, machines et meubles	Turin.
44	Banque Nast-Kolb-Schumacher	Maison d'habitation et magasin	Civitavecchia.

SUB-ANNEX B

TO THE AGREEMENT CONCERNING GERMAN PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS IN ITALY.

No.	Former owner	Description of goods	Locality
1	Froman and Harbers	Furniture and silver	Rome.
2	Otto Ernst	Silver	Rome.
3	Hoch Richard	Villa and land	Florence.
4	Hausmann Brothers	Land	Taranto.
5	Heimann Heinrich and sisters.	Industrial installations, machinery and appliances	Milan and Cornigliano.
6	Berninghaus Julius	Furniture	Naples.
7	Abresch Eugen	Land, buildings, mining rights	Galluzzo.
8	Gerber Elisa, widow Bernhardt	5 paintings	Rome.
9	Luchner Elise	2 flower-stands	Rome.
10	Mader Maria and Katharina	Dwelling house	Tenda.
11	Starz Konrad	House, land and furniture	Brozzi.
12	Eggers Heinrich	Silver	Rome.
13	Billig Katharina	Villa, garden and furniture	San Remo.
14	Feile and Ruch	One painting and one mirror	Rome.
15	Stern Kurt	Cottage	San Remo.
16	Schroetter Magdalena	Villa, land and furniture	Borghigera.
17	Schlosse Emma	Share of building ($\frac{1}{8}$ th)	Rome.
18	Norddeutscher Lloyd	Furniture, assets and liabilities	Rome, Naples and Genoa.
19	Polack Georg and Muretti	Villa, garden and furniture	Colico.
20	Rhoden August	Building, park and furniture	Gardone Riviera.
21	Blich Elisabeth, widow Scabel	Share in land	Imperia.
22	Poppert Charlotte	Silver	Rome.
23	Mylius Eveline	Villa, garden and furniture (with the exception of the Villa Scogliera)	Menaggio.
24	Wachs and Laves	Dwelling jouse	Florence.
25	Lewy Max	2 paintings and silver	Rome.
26	Noerremberg Wilhelm	Furniture and paintings	Rome.
27	Gazzert Alexandrine	Furniture	Gardone Riviera.
28	Rödemberck and Wall	Building for ware-housing	Leghorn.
29	Vitzthum Rudolf	Dwelling house, garden and furniture	Florence.
30	Brauer, Paul	House, land and furniture	San Remo.
31	Hemmerde Kajetan	Dwelling house and land	Bordighera.
32	Hermann Karl	Country house and garden	Florence.
33	Lass Hermann	1 fodder press	Acqui.
34	Schroeder & Co.	Share in land (73.50 %)	Vicenza.
35	Grack August	Dwelling house with court-yard and garden, land and furniture	San Remo.
36	Thaleim Maximilian	Dwelling house, store-house and cellar	Signa.
37	Lindemann Wilhelm	Industrial establishment, house, sta- bles and sheds, dwelling house, ma- chinery, furniture, tools, assets and liabilities (half share)	Bari.
38	Nordhof von Fuchs	Dwelling house, court-yard and land	Rome.
39	" Eylet " Co.	Buildings, land and furniture	Oggiona San Stefano.
40	Baer Samuel	Sheds and land (half share)	Venice.
41	Gelsenkirchner Bergwerks, A.G.	Mining rights and machinery	Stazzeno.
42	De Villeneuve Julius	Silver	Florence.
43	Hähnel Maximilian	Factory, dwelling-house, shops, court- yards, land, machinery and furniture	Turin.
44	Nast-Kolb-Schumacher Bank	Dwelling-house and shop	Civitavecchia.

À L'ACCORD CONCERNANT LES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS ALLEMANDS EN ITALIE (*suite*).

N°	Ex-proprétaire.	Description des biens	Localité
45	Schullern Manfred	Librairie	Milan.
46	Seibel Hermann	Meubles	San Remo.
47	Von Paar Eduard	Bijoux et argenterie	Rome.
48	Von der Merck Karl	Maison de campagne, terrain et meubles	Olginasca.
49	Stultz August	Maison de campagne, terrain et meubles	Malcesine.
50	Société Mercur	Etablissements miniers du sous-sol et de la surface, baraquements et installations techniques	Pian Castagnaio et Abbadia, San Salvatore.
51	Société Abundantia	Droits miniers.	Massa Marittima.
52	Hannam Lina	Etablissement industriel et terrains	Seriante.
53	Mellinghoff Friedrich	Terrain, bâtiments et meubles	Messine.
54	Krumbügel Boris	Maisons et terrains	Rome.
55	Lange Albert	Villa	Milan.
56	Rost Felix	Palais	Venise.
57	Kirchner Ernst	Maison d'habitation	Florence.

TO THE AGREEMENT CONCERNING GERMAN PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS IN ITALY
(continued).

No.	Former owner	Description of goods	Locality
45	Schullern Manfred	Book-shop	Milan.
46	Seibel Hermann	Furniture	San Remo.
47	Von Paar Eduard	Jewellery and silver.	Rome.
48	Von der Merck Karl	Country house, land and furniture .	Olgiasca.
49	Stultz August	Country house, land and furniture .	Malcesine.
50	Mercur Co.	Mining installations below and above ground, hutments and technical outfit	Pian Castagnaio and Abbadia, San Salva- tore.
51	Abundantia Co.	Mining rights	Massa Marittima.
52	Hannam Lina	Industrial establishment and land .	Seriante.
53	Mellinghoff Friedrich	Land, buildings and furniture . . .	Messina.
54	Krumbügel Boris	Houses and land	Rome.
55	Lange Albert	Villa	Milan.
56	Rost Felix	Palace	Venice.
57	Kirchner Ernst	Dwelling-house	Florence.

